JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

REPONSES DES MINISTRES

SOMMAIRE

1. Questions écrites (p. 97).
2. Réponses des ministres aux questions écrites (p. 136).
 - Affaires étrangères (p. 136).
 - Agriculture (p. 136).
 - Anciens combattants (p. 137).
 - Budget (p. 139).
 - Commerce et artisanat (p. 150).
 - Culture et communication (p. 152).
 - Défense (p. 153).
 - Education (p. 154).
 - Environnement et cadre de vie (p. 155).
 - Intérieur (p. 161).
 - Justice (p. 169).
 - Postes et télécommunications et télédiffusion (p. 171).
 - Santé et sécurité sociale (p. 175).
 - Transports (p. 193).
3. Questions écrites pour lesquelles les ministres demandent un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse (p. 198).
4. Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (p. 198).
5. Rectificatifs (p. 200).

QUESTIONS ECRITES

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux
(employés de notaires : calcul des pensions).

40801. — 12 janvier 1981. — M. Henri de Gestines appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des ressortissantes des régimes spéciaux, et notamment celles du régime de retraite des employés et clercs de notaires au regard des dispositions de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977, aux termes desquelles une pension calculée au taux normalement applicable à 55 ans peut être accordée aux femmes assurées justifiant d'une durée d'assurance d'au moins 37 ans et demi dans le régime général ou dans ce régime et celui des salariés agricoles. A cet égard, une circulaire n° 113-77 du 21 novembre 1977 de la C. N. A. V. T. S. prévoit qu'aux périodes d'assurance accomplies, soit dans le régime général, soit dans le régime des salariés agricoles, s'ajoutent notamment celles effectuées au titre d'un régime spécial de retraite, lorsque l'assurée en a relevé, à condition que l'intéressée ait quitté ledit régime sans droit à pension. Or, en raison de ces dispositions restrictives, les assurées ayant appartenu successivement à la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et au régime général de sécurité sociale, se trouvent actuellement exclues du champ d'application de la loi du 12 juillet 1977 susvisée, puisque depuis 1974 le régime spécial des clercs et employés de notaires liquide à ses ressortissantes soit une pension de retraite, soit une pension proportionnelle, selon

qu'elles justifient ou non de quinze années de cotisations et ce, bien qu'elles totalisent parfois une durée d'assurance supérieure à trente-sept ans et demi. En conséquence, il lui demande s'il n'estimerait pas nécessaire, compte tenu de l'intention, maintes fois exprimée par le Gouvernement, d'harmoniser la situation des assurés sociaux, quel que soit le régime de sécurité sociale dont ils relèvent, d'assouplir les conditions d'application de la loi du 12 juillet 1977, en faveur des ressortissantes de certains régimes spéciaux et de mettre ainsi un terme à une situation d'injustice qui est ressentie avec amertume par les intéressées.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

40802. — 12 janvier 1981. — **M. Henri de Gaslines** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des médecins nouvellement installés, au regard de la taxe professionnelle à laquelle ils sont soumis. Ne bénéficiant pas de l'écrêtement auquel peuvent prétendre leurs confrères exerçant leur activité depuis un certain temps, les intéressés ont à supporter des charges qui ne sont aucunement en rapport avec leurs revenus professionnels. C'est ainsi que, dans une « maison médicale » dans laquelle exercent plusieurs praticiens, le médecin installé depuis peu doit acquitter une taxe professionnelle d'un montant qui atteint parfois le double de celle mise à la charge d'un médecin en fonction depuis plusieurs années, et cela bien que ce dernier ait, très normalement, une clientèle plus importante et donc des revenus bien plus substantiels que ceux de son jeune confrère. Il lui demande que, dans un élémentaire souci de logique et d'équité, des mesures interviennent en vue de faire cesser cette discrimination.

Animaux (protection).

40803. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Godfrain** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'excellent rapport de **M. Pierre Micaux** sur l'homme et l'animal a recommandé la prise d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer la place de l'animal dans la société mais que ces mesures apparaissent comme devant demander du temps avant d'être appliquées. Le rapport de **M. Micaux** propose en particulier de qualifier comme délit l'empoisonnement de tout animal domestique et de créer des pénalités pour protéger l'animal pour lui-même exclusivement (page 169). Constatant l'accroissement considérable du nombre des empoisonnements mortels, plusieurs milliers par an, des animaux domestiques dus surtout à l'utilisation criminelle de substances molluscicides et rodenticides, il lui demande de prendre sans délai, pour compléter la proposition dissuasive de **M. Micaux**, une mesure préventive soumettant la vente des dites substances à une réglementation très stricte. Celle-ci devrait permettre non seulement de s'assurer de l'identité des acheteurs desdits produits et des quantités qui leur ont été vendues, mais aussi de la balance des quantités achetées par le vendeur et revendues. Ces substances pourraient être inscrites à un tableau B bis des substances vénéneuses et le contrôle de l'application de cette réglementation serait confié à des fonctionnaires du ministère de la santé et de la sécurité sociale.

Logement (amélioration de l'habitat).

40804. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Godfrain** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les modalités d'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat. Ces primes ont été instituées par décret n° 79-977 du 20 novembre 1977 ; la circulaire n° 8055 du 16 juin 1980 du ministère de l'environnement et du cadre de vie en a précisé les conditions d'attribution. L'une de ces conditions fait référence à la date de construction des logements qui doit être d'au moins vingt ans lors de la décision d'octroi. Or, il est certain que nombre de logements construits après 1960, et à une époque où l'énergie était encore peu coûteuse, ne répondent que fort mal aux conditions d'isolation thermique mises en place à ce jour. Il lui demande donc si la nécessité d'économiser l'énergie, d'une part, et d'autre part la nécessité de relancer les P. M. E. du bâtiment, ne devraient pas se conjuguer pour inciter les pouvoirs publics au versement de primes à l'amélioration de l'habitat et ce au vu des logements et non d'après des critères restrictifs tenant à la date de leur construction.

Viandes (entreprises).

40805. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Godfrain** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la menace qui pèse sur un certain nombre de petits industriels du

Midi méditerranéen spécialisés dans la production des pâtes de grive. La commission européenne de Bruxelles a publié une directive visant à interdire la commercialisation de la grive et ce, dès la fin de l'actuelle période de chasse dans les pays de la C. E. E. Pour beaucoup de fabricants, une telle mesure serait une catastrophe. Nombre d'entre eux sont à la tête de petites entreprises employant une main-d'œuvre locale réalisant 70 à 80 p. 100 de leur chiffre d'affaires avec la grive. Si l'on interdit la fabrication de cette spécialité gastronomique, des licenciements en zone rurale et sous-industrialisée s'ensuivront. Or, cette réglementation n'apporterait rien sur le plan de la sauvegarde de l'espèce puisqu'il est prouvé que 100 p. 100 des grives utilisées en France pour la fabrication du pâté est importée de pays tiers. Cette réglementation n'aurait pour effet que d'inclure ces Etats à fabriquer eux-mêmes ce pâté qu'ils nous vendraient, ensuite. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre pour prévenir ces difficultés.

Santé et sécurité sociale : ministère (personnel).

40806. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les secrétaires médico-sociales sont actuellement classées dans le cadre C alors que le niveau de leur recrutement correspond au cadre B des fonctionnaires. Il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer dans quelles conditions il serait possible d'envisager le reclassement des fonctionnaires concernées.

Notariat (honoraires et tarifs).

40807. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de la justice** que les contrats de mariage du type Communauté universelle au profit du dernier survivant, qui ont été largement utilisés dans les trois départements d'Alsace-Lorraine, posent dans certains cas un problème au moment de la succession. Il s'avère en effet que lorsque le premier conjoint décède, le survivant se voit réclamer un pourcentage très important de la succession par le notaire qui a rédigé le contrat de mariage initial. Cette situation est hautement regrettable et il serait certainement préférable que le coût total de l'acte soit payé au moment du contrat de mariage. Pour cette raison, il souhaiterait qu'il veuille bien lui préciser l'état de la législation actuellement en vigueur et s'il ne serait pas possible d'apporter une amélioration en la matière.

Santé et sécurité sociale : ministère (personnel).

40808. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Louis Masson** appelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les secrétaires médico-sociales de la Moselle ont réclamé à plusieurs reprises la différenciation du concours de recrutement externe et du concours de recrutement interne. De plus, elles souhaitent également qu'une liste complémentaire d'admission au concours valable durant une période d'un an après la proclamation des résultats soit établie. Les secrétaires médico-sociales souhaitent enfin que les résultats des concours d'admission soient rendus publics et notifiés aux intéressés. Compte tenu de l'intérêt de ces demandes, il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer quelles sont les suites qu'il lui est possible d'y donner.

Concierges et gardiens (sécurité des biens et des personnes).

40809. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Marlin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation des concierges d'immeubles. En effet, leurs loges étant situées au rez-de-chaussée, ils sont très souvent victimes de cambriolages et les compagnies d'assurances refusent généralement de les garantir contre le vol, dès lors que leurs fenêtres ne comportent pas de barreaux. Ces personnes se heurtent le plus souvent à l'inertie des propriétaires d'immeubles qui estiment qu'il ne leur incombe pas d'effectuer les travaux nécessaires pour assurer leur protection. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obliger les propriétaires d'immeubles à mieux assurer la sécurité des concierges, lorsque l'accès au logement de fonction se fait par une porte vitrée non munie de barreaux.

Handicapés (réinsertion professionnelle et sociale).

40810. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Mossec** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la nécessité de donner une vigoureuse impulsion au travail protégé dans le département du Finistère. Les besoins s'y font, en effet, de plus en plus aigus : 616 travailleurs handicapés sont actuellement accueillis dans neuf centres d'aide par le travail, et environ 1 280 travailleurs handicapés devront être accueillis en 1985. Les activités des centres d'aide

par le travail, qu'elles relèvent de l'horticulture, de la menuiserie, de la peinture en bâtiment, de la serrurerie et fer forgé, ou de la sous-traitance, représentent à cet égard un chiffre d'affaires non négligeable dans l'économie du département : 562 millions de centimes en 1979, avec une progression de l'ordre de 30 p. 100 par an. Compte tenu des besoins, il importe donc de donner aux associations ayant la charge de ces centres les moyens d'une véritable politique de développement. En conséquence, il lui demande de lui indiquer quelle action il envisage de mettre en œuvre afin de permettre dans le département du Finistère la création de nouvelles structures et la possibilité de reconverter certains équipements. Il lui demande également de lui faire part des mesures de simplification administratives destinées à réduire le trop long délai entre l'intervention de la Cotorep et l'admission effective d'un travailleur handicapé dans un C. A. T.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (pharmacie).

40811. — 12 janvier 1981. — M. Jean Narquin expose à Mme le ministre des universités que M. X. aura trois ans d'exercice, au mois de mai 1981, dans sa profession de pharmacien. Il a été agrégé comme maître de stage ; cet agrément, à ce jour, n'est pas devenu caduc. En effet, sous l'empire des dispositions du décret n° 62-1313 du 26 novembre 1962, aucune durée d'exercice n'était prévue pour être maître de stage. L'usage voulait, en principe, que le maître de stage ait exercé sa profession pendant au moins deux ans. Or, un décret du 19 juin 1980 est venu modifier le texte ci-dessus visé. Il est indiqué, à l'article 13 : « Les pharmaciens titulaires d'une officine ouverte au public doivent être agréés pour recevoir des stagiaires par décision du président de l'université, sur proposition du directeur de l'unité d'enseignement et de recherche chargée des enseignements de pharmacie, après avis du conseil régional de l'ordre des pharmaciens. Ils doivent justifier de trois années d'exercice officiel, dont une année au moins en tant que titulaires. » Normalement, en vertu des dispositions de ce nouveau texte, M. X. ne pourrait plus prendre de stagiaire. Toutefois, l'article 23 du décret indique : « ... Demeurent régis, au cours de l'année universitaire 1980-1981, par les dispositions du décret n° 62-1393 du 26 novembre 1962, les étudiants au moins inscrits en deuxième année d'études. » Donc, un étudiant actuellement en cinquième année devrait pouvoir bénéficier de ces dispositions transitoires et être pris comme stagiaire chez M. X. bien qu'il n'ait pas trois ans d'ancienneté, puisque le nouveau texte n'est pas applicable à un étudiant en cours d'études pour l'année 1980-1981. Toutefois, la position de l'ordre serait de considérer que les étudiants sont bien visés par cet article 23, donc, pour les dispositions transitoires, mais que le décret est d'application immédiate pour les maîtres de stage, ce qui, évidemment, conduit à une contradiction et à une impossibilité d'application des dispositions transitoires. En effet, le nouveau texte prévoit « le régime des étudiants en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie », et notamment des stages ; puisque les étudiants actuellement en deuxième année et au-delà ne sont pas pour l'année 1980-1981 régis par les dispositions de ce décret, il paraît évident qu'ils peuvent effectuer leur stage chez un maître de stage précédemment agréé qui n'a donc pas à remplir l'ancienneté prévue par ce nouveau texte. Il lui demande si effectivement un étudiant de cinquième année qui n'est donc pas régi pour l'année 1980-1981 par les dispositions du nouveau décret peut effectuer son stage chez un maître de stage qui ne remplit pas les conditions d'ancienneté au regard du nouveau texte, mais qui les remplissait, au regard du décret applicable à cet étudiant.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions de réversion).

40812. — 12 janvier 1981. — M. Jean Narquin attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants sur la situation de la veuve d'un sujet algérien, soldat, dans l'armée française, qui était titulaire d'un titre de pension. Cette allocation était strictement liée à deux éléments : d'une part les états de service du mari qui ouvrent le droit à réparation, d'autre part la qualité de veuve qui fixe la destinataire de la pension. Ces deux éléments ne peuvent pas être remis en cause par le lieu de résidence de la bénéficiaire. Pourtant, c'est le motif retenu pour supprimer l'allocation, qui était normalement perçue sur le territoire algérien et qui est supprimée alors que l'intéressée a dû s'installer au Maroc pour des raisons indépendantes de sa volonté. Il semble que cette décision couvre une injustice manifeste envers un droit qui ne devrait être soumis à aucune condition territoriale.

S.N.C.F. (tarifs voyageurs).

40813. — 12 janvier 1981. — M. Raymond Tourrain attire l'attention de M. le ministre des transports sur certaines règles d'établissement de tarifs ferroviaires contraires aux principes généraux en usage dans ce domaine à la Société nationale des chemins de fer français.

En effet, si le titulaire d'une carte donnant droit à la délivrance de billets demi-tarif arrivant à échéance le 22 novembre d'une année donnée acquiert le 12 novembre de cette même année un billet aller et retour, effectue l'aller le 13 novembre et le retour le 23 novembre, celui-ci est alors passible de sanctions dont le juste fondement est tout à fait contestable. Cette sanction (paiement d'une amende d'un montant élevé) est en effet fondée sur le fait que le possesseur de ladite carte demi-tarif a effectué le 23 novembre le voyage de retour qu'il avait programmé dès le 12 novembre en achetant son titre de transport, alors que sa carte, ce 23 novembre, était arrivée, la veille, à échéance. Toutefois, le voyageur en question avait, en toute bonne foi, le 12 novembre, acheté un titre de transport à tarif réduit en présentant au guichet sa carte, alors valable, donnant droit à la délivrance de billets à demi-tarif. Il lui demande si la sanction appliquée à ce cas précis ne lui semble pas contrevenir à la règle générale en vigueur à la Société nationale des chemins de fer français, suivant laquelle tout titre de transport est valable deux mois à compter du jour de son acquisition. Il le prie de bien vouloir lui indiquer s'il ne trouve pas peu conforme à la logique qu'un utilisateur d'une carte demi-tarif valable jusqu'à une date donnée ne puisse, en réalité, en bénéficier de manière complète jusqu'à ladite date d'échéance, puisque, dans l'hypothèse sus-évoquée, l'achat et l'utilisation d'un billet à tarif réduit est passible de sanctions lourdes. Il lui demande enfin quelles mesures il compte prendre pour mettre en garde la Société nationale des chemins de fer français contre de telles sanctions contraires au principe d'égalité de traitement des usagers d'un service public en vigueur dans notre droit public.

Impôts locaux (taxe d'habitation).

40814. — 12 janvier 1981. — M. Jean Bernard s'étonne auprès de M. le ministre du budget de n'avoir pas reçu de réponse à sa question n° 22479 du 16 novembre 1979 relative à l'application de la taxe d'habitation.

Impôts et taxes (politique fiscale).

40815. — 12 janvier 1981. — M. Jean Bernard demande à M. le ministre du budget si en dehors de la définition du domicile donnée par l'article 102 du code civil il existe en matière fiscale des textes législatifs ou réglementaires permettant de faire la distinction entre le domicile et la résidence secondaire.

Fonctionnaires et agents publics (politique de la fonction publique).

40816. — 12 janvier 1981. — M. André Bord, rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 185 du code pénal réprime l'infraction pénale des abus d'autorité commis notamment par un fonctionnaire ou par une autorité administrative. Le fait pour un fonctionnaire civil de décision d'une administration centrale ou pour une autorité administrative de ne pas exécuter un arrêt du Conseil d'Etat ou un jugement définitif du tribunal administratif ou un jugement définitif d'une juridiction judiciaire est un acte manifestement non susceptible d'être rattaché à l'exercice d'un pouvoir administratif au sens strict de la jurisprudence du tribunal des conflits et du Conseil d'Etat. L'article 10 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 donne compétence au médiateur pour engager contre tout agent responsable une procédure disciplinaire ou, le cas échéant, pour saisir d'une plainte la juridiction répressive. Pourtant, l'article 31 du statut de la fonction publique (ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959) dit explicitement que « le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination ». La question se pose donc de savoir si l'article 10 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 peut être appliqué. Par ailleurs, la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 a solutionné en partie le problème de la non-exécution de jugements définitifs par les personnes morales de droit public. Il lui demande : 1° si en vertu de l'article 10 de la loi 73-6 du 3 janvier 1973, et nonobstant les dispositions de l'article 31 du statut de la fonction publique, le médiateur peut, valablement, engager une procédure disciplinaire contre un fonctionnaire responsable de la non-exécution d'un jugement définitif, et, dans l'affirmative, comment doit agir le médiateur pour obtenir la réunion d'une commission paritaire compétente, réunie en formation de conseil de discipline et pour que les formalités prescrites par l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 puissent être appliquées par le médiateur ; 2° quelles sont les possibilités d'un justiciable victime de la non-exécution d'un jugement définitif et qui demande que l'article 185 du code pénal soit appliqué ; 3° si une plainte pénale peut être engagée valablement contre un fonctionnaire responsable de la non-exécution d'un jugement définitif sur la base de l'article 131 du code pénal ; 4° dans quels délais peut-on raisonnablement attendre la parution du décret d'application de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (article 8).

*Habillement, cuirs et textiles
(emploi et activité).*

40817. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Charles Cavallé** intervient auprès de **M. le ministre de l'Industrie** pour lui faire part des inquiétudes grandissantes des professionnels de l'habillement qui constatent, avec amertume, que leur secteur d'activité est, aujourd'hui, très sérieusement menacé par la percée industrielle de certains pays en voie de développement qui utilisent, à bon marché, une main-d'œuvre abondante et, de fait, mettent à la vente des produits à des prix hors compétition. Or, comme chacun sait, l'industrie française de l'habillement, très souvent implantée dans des petites communes rurales, assure généralement du travail à de nombreuses femmes qui, si elles n'ont plus ce débouché, grossiront encore le nombre de demandeurs d'emploi. Aussi, pour empêcher la faillite de ce secteur, il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde tout en préservant bien entendu, un cadre relativement libéral des échanges. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les dispositions que le Gouvernement pourrait envisager de prendre pour éviter l'effondrement de cette branche d'activité.

Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse).

40818. — 12 janvier 1981. — **M. Arnaud Lepercq** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions d'octroi de la pension vieillesse anticipée au titre d'ancien combattant. Il souligne que, contrairement au régime général, dans le régime agricole, même lorsque les périodes de mobilisation sont réunies, il est exigé la carte de combattant, étant rappelé que pour y prétendre il faut justifier de trois mois de présence dans une unité classée combattante... Constatant que de par cette réglementation de nombreux dossiers sont rejetés par le régime agricole car, même avec des périodes de mobilisation importantes, certains anciens combattants n'ont pas droit à la carte du combattant, il souhaite donc que cette dernière exigence soit supprimée. Il lui demande de bien vouloir lui préciser la suite qu'il entend donner à cette proposition.

Logement (allocations de logement).

40819. — 12 janvier 1981. — **M. Jean de Lipkowski** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les conditions actuelles d'attribution de l'allocation logement peuvent entraîner des situations difficiles et manifestement inéquitables. Il lui expose à cet égard la situation d'une personne âgée qui percevait en 1979 une allocation de logement de 311,74 francs. A compter du 1^{er} septembre 1980 son loyer a été porté à 1210 francs et une nouvelle augmentation est envisagée dans le courant de l'année 1981. A la suite de cette augmentation de loyer, la caisse d'allocations familiales lui a fait savoir que son allocation mensuelle serait réduite à 13,32 francs. Elle lui a exposé que, compte tenu de ses revenus en 1979, soit 28 000 francs (2 333 francs par mois), le calcul effectué pour déterminer le montant de l'allocation logement fixait le loyer à 582 francs et le coefficient applicable à 0,5330. La caisse ajoutait que, d'autre part, le loyer à retenir tient compte d'un maximum de 520 francs plus la majoration forfaitaire pour chauffage de 87 francs, soit en tout 607 francs. Le calcul de l'allocation logement donne, compte tenu de ces éléments, une allocation mensuelle de 13,32 francs. Cette personne, avec un modeste revenu annuel de 28 000 francs, compte tenu d'un loyer qui, avec les charges, atteint 1 300 francs par mois, est pratiquement dans la misère. Sans doute lui fait-on observer que son loyer est trop cher, mais, à cela, elle répond à juste titre qu'il est absolument impossible de trouver à Royan un logement à 520 francs par mois. Le plafond imposé par les dispositions réglementaires applicables devrait avoir pour corollaire une priorité communale dans l'affectation de logements sociaux, ce qui n'est pas le cas. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir envisager un relèvement du plafond actuellement applicable. Dans la négative, il apparaîtrait nécessaire de demander aux collectivités locales saisies de situations de ce genre d'affecter prioritairement un logement social aux personnes en cause.

Agriculture (zones de montagne et de piémont).

40820. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Claude Pasty** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation particulière de certaines veuves, chef d'exploitation agricole, au regard du droit à l'indemnité spéciale montagne ou piémont. En effet, la réglementation actuelle prévoit que, si elles sont titulaires d'une pension de réversion, dont le montant est supérieur à celui de l'indemnité spéciale montagne ou piémont qui pourrait leur être attribuée, cette dernière ne leur est pas versée. Cette règle paraît

extrêmement rigoureuse, étant donné les difficultés pour ces femmes de se reclasser en dehors de l'agriculture, compte tenu de leur âge. Il lui rappelle que la pension de réversion n'est attribuée qu'à partir de cinquante-cinq ans et qu'elle est, en agriculture, d'un niveau modeste. Il tient à citer particulièrement le cas d'une veuve de son département qui n'exploite que 8 hectares en faire-valoir direct à la suite de l'exercice du droit de reprise par le propriétaire de l'exploitation qu'elle mettait en valeur du vivant de son mari, dont les ressources sont par conséquent très faibles, mais qui s'est vue cependant refuser le bénéfice de l'indemnité spéciale piémont parce qu'elle percevait une pension de réversion. Il lui demande en conséquence, si le Gouvernement n'envisage pas d'assouplir, au profit des quelques veuves se trouvant dans cette situation, les règles d'attribution de l'indemnité spéciale montagne ou piémont.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

40821. — 12 janvier 1981. — **M. Robert Poujade** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la majoration pour conjoint à charge prévue par l'article 72-2 du décret du 29 décembre 1945. Alors que les pensions de vieillesse ont fait l'objet de revalorisations régulières pour tenir compte de l'érosion monétaire, la majoration forfaitaire pour conjoint à charge n'a pas été revalorisée depuis le 1^{er} juillet 1976. Il lui demande de bien vouloir lui en préciser les raisons.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

40822. — 12 janvier 1981. — **M. Lucien Richard** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les malades porteurs de valves artificielles cardiaques ne bénéficient pas, dans le régime actuel, du remboursement à 100 p. 100 des frais médicaux et ce en dépit du caractère de gravité et de permanence de leur affection. Il lui indique que la pose d'une prothèse cardiaque, et notamment de valvules artificielles exige une surveillance médicale constante ainsi que la prise régulière de nombreux médicaments. Il lui demande, en conséquence, si, compte tenu des sujétions thérapeutiques imposées aux porteurs de valves artificielles cardiaques, il ne lui paraît pas possible d'envisager de classer cette catégorie de prothèse cardiaque dans les maladies dites « longues et coûteuses » et de faire bénéficier ainsi les personnes qui en sont atteintes d'une couverture sociale meilleure.

Impôts et taxes (politique fiscale).

40823. — 12 janvier 1981. — **M. Hector Rolland** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'imposition des personnels enseignants exerçant dans les établissements français au Maroc. Les personnels recrutés par le ministère des affaires étrangères et exerçant dans ces établissements sont domiciliés fiscaux au Maroc. Ils ont leur résidence administrative à Paris et sont chargés de mission d'enseignement (C.M.E.) à l'étranger, en l'occurrence au Maroc. Les personnels chargés de mission d'enseignement par le ministère des affaires étrangères et qui exercent dans des pays autres que le Maroc, où existe également une convention fiscale, ne sont pas soumis à l'imposition du pays d'accueil mais à l'imposition française. Ces personnels fonctionnaires français chargés de mission à l'étranger sont intégralement rétribués par le gouvernement français. Les personnels contractuels exerçant dans les services culturels de Rabat, régis par le décret de 1969, ne sont pas domiciliés fiscaux au Maroc mais à Paris. Les personnels chargés de mission d'enseignement recrutés par le ministère des affaires étrangères, détachés au Maroc et dont le ministère d'origine est celui de la défense nationale, ne sont pas soumis à l'imposition marocaine mais à l'imposition française. Il lui demande s'il n'estime pas, comme le souhaitent les enseignants français au Maroc, que, dans un souci de justice et d'équité, les personnels recrutés par le ministère des affaires étrangères exerçant dans les établissements français au Maroc soient domiciliés fiscaux à Paris.

*Mutualité sociale agricole
(assurance maladie, maternité, invalidité).*

40824. — 12 janvier 1981. — **M. Philippe Séguin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 79-1129 du 23 décembre 1979 oblige les agriculteurs exerçant une activité annexe à cotiser à deux caisses de sécurité sociale alors qu'ils ne peuvent prétendre à une prestation que d'une seule. Certains envisagent, ne pouvant maintenir leur exploitation sans exercer une autre activité, notamment commerciale, de cesser leur activité agricole et de laisser leurs terres en friche. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable que les agriculteurs pluri-actifs continuent de bénéficier des prestations servies par les caisses de mutualité agricole en rendant possible la prise en compte de leur activité annexe dans la mesure où cette

dernière constitue un prolongement de leur activité agricole et relativement à un seuil qu'il conviendrait de déterminer dans l'esprit qui a présidé à la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 qui précise que pour les régions défavorisées « cette politique aura notamment pour objet l'encouragement des productions agricoles de qualité, la compensation des handicaps naturels et la recherche de complémentarité entre l'agriculture et les autres activités économiques qui s'expriment en particulier par la pluri-activité.

Education : ministère (personnel).

40825. — 12 janvier 1981. — M. Philippe Séguin rappelle à M. le ministre de l'éducation que, selon les termes de sa réponse parue au *Journal officiel* du 8 septembre 1980 « dans les secteurs d'animation et d'éducation permanente, une longue coutume permet d'apporter un concours efficace et important qui prolonge et amplifie l'action éducative directement assurée dans les établissements publics ». Or, la suppression de trois cents postes de personnels d'éducation touchant pour l'essentiel les enseignants mis à la disposition des œuvres post et périscolaires semble remettre en cause ce secteur d'enseignement. Il souhaiterait donc connaître les intentions du ministère de l'éducation pour maintenir ce type d'activités éducatives.

*Education physique et sportive
(enseignement supérieur et postbaccalauréat : Lorraine).*

40826. — 12 janvier 1981. — M. Philippe Séguin rappelle à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs que le service inter-universitaire des activités physiques, sportives et de plein air de Nancy fait bénéficier de ses prestations plus de 6 000 des 23 000 étudiants inscrits dans les universités de Nancy et les établissements d'enseignement supérieur de Nancy, Longwy et Epinal. Les moyens mis à la disposition de ce service ont cependant été progressivement diminués. C'est ainsi que, pour l'année 1980-1981, la dotation en heures supplémentaires allouée précédemment a été notablement diminuée. Ce service rencontrant en conséquence de grandes difficultés pour remplir désormais sa mission, il souhaiterait connaître les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation ainsi décrite.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

40827. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Claude Pasty appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'inconvénient majeur pour le développement du thermalisme français de la publication de plus en plus tardive chaque année de l'arrêté fixant le plafond de ressources qui détermine la prise en charge par la sécurité sociale de certaines prestations (remboursement à 70 p. 100 du coût du trajet domicile-station), ainsi que de l'arrêté fixant le montant du forfait d'hébergement. C'est ainsi que, pour l'année 1980, l'arrêté fixant le plafond de ressources n'a été publié qu'au *Journal officiel* du 23 juillet, alors qu'il prend effet au 1^{er} janvier de l'année, et que l'arrêté fixant le montant du forfait d'hébergement n'a été publié que dans le *Journal officiel* du 22 juillet. De tels retards sont difficilement justifiables puisque la fixation du plafond de ressources est fonction du plafond des cotisations de sécurité sociale publié dès le début de l'année. Ces retards entraînent des incertitudes et des complications pour les curistes qui, au moment où ils demandent la prise en charge des cures, ignorent dans quelles conditions ils seront remboursés par la sécurité sociale. Ainsi, le curiste remboursé des frais de cure avant la parution de l'arrêté de l'année ne peut être remboursé que sur la base du forfait d'hébergement de l'année précédente. C'est à lui qu'il incombe de demander le remboursement complémentaire, ce qui entraîne des complications administratives coûteuses au niveau des caisses. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour faire en sorte que les arrêtés en question puissent être pris dès le début de l'année.

Plus-values : imposition (activités professionnelles).

40828. — 12 janvier 1981. — M. Nicolas About appelle l'attention de M. le ministre du budget sur un point de législation fiscale. Celle-ci précise que, lors de la cession d'une exploitation agricole, le critère d'imposition des plus-values est fonction, entre autres, de la destination future qu'entend donner l'acquéreur au bien cédé, l'exonération ne jouant que si celui-ci reste agricole. Ne doit-on pas limiter l'application de cette règle au seul cas des ventes « amiables » sans contraintes, les expropriations (ou actes assimilables) en étant exclues. Il est, en effet, de droit commun que nulle personne ne peut être pénalisée des conséquences d'une action indépendante de sa volonté (voire contraire à elle) et hors de son pouvoir d'oppo-

sition. D'où il résulte que dans le cas des expropriations ou actes assimilables, la seule volonté de l'acquéreur quant à l'utilisation future du bien ne saurait prévaloir en forme de pénalités préjudiciables à l'exproprié (en l'occurrence l'imposition des plus-values) lorsque la preuve est faite que la volonté de celui-ci était bien le maintien ultérieur de son exploitation agricole.

Logement (prêts).

40829. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir indiquer si les délais de paiement, de l'ordre de trois à six mois, consentis par les entreprises, artisanales ou non, aux particuliers doivent être considérés comme des prêts entrant dans le champ d'application de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier et soumis, par suite, aux dispositions notamment de l'article 10 de cette loi.

Logement (prêts).

40830. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir indiquer si le délai de trente jours visé à l'article 7 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, doit être considéré comme un délai « franc » ou non.

Logement (prêts).

40831. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane, se référant aux dispositions de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir indiquer si les établissements prêteurs ont la possibilité d'indexer les conditions financières figurant aux offres de prêts, ce qui leur permettrait d'échapper éventuellement aux dispositions de l'article 7 de la loi susvisée.

Logement (prêts).

40832. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane expose à M. le ministre de l'économie que l'article 5 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, dispose, notamment, que l'offre de prêt doit indiquer l'échéancier des amortissements. Il lui demande de bien vouloir indiquer si cette disposition doit être interprétée comme imposant au prêteur l'obligation d'indiquer, dans l'offre, le montant de l'amortissement du capital propre à chaque annuité, ou si cet article permet, au contraire, au prêteur de se contenter d'indiquer le montant global (amortissement, intérêts, etc.) de chaque annuité.

Logement (prêts).

40833. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane rappelle à M. le ministre de l'économie que l'article 5 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, impose notamment aux établissements prêteurs l'obligation de mentionner dans leurs offres de prêts les dates et les conditions de mise à disposition des fonds. Il lui demande de bien vouloir indiquer si, en raison de l'impossibilité pratique de connaître, dans certains cas, ces dates à l'avance, les établissements prêteurs peuvent se contenter de faire référence à certains faits ou événements en indiquant, par exemple, que les fonds seront versés, sur justifications fournies par l'emprunteur, en fonction de l'avancement des travaux.

Logement (prêts).

40834. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane, se référant aux dispositions de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir indiquer selon quelle manière les notaires peuvent contrôler la réalisation effective de la condition suspensive prévue à l'article 17 de ladite loi, lorsque le prix de vente du logement est révisable.

Logement (prêts).

40835. — 12 janvier 1981. — M. Jean Briane appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les avenants aux contrats de prêts conclus dans le cadre d'acquisitions immobilières. Il souhaiterait savoir si la modification intervenant, à la demande de l'emprunteur, en cours de prêt (donc postérieurement à l'acceptation de l'offre le

concernant) des conditions d'amortissement et de durée du prêt, doit être précédée d'une nouvelle production et acceptation d'offre, conformément à la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier.

Logement (prêts).

40836. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** expose à **M. le ministre de l'économie** que les articles 4 et 5 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979, relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, imposant l'utilisation dans certains cas du taux effectif global font, à cet effet, expressément référence à l'article 3 modifié de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure. Par ailleurs l'article 37 de la loi susvisée du 13 juillet 1979 prévoit qu'« un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de l'article 3 modifié de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure ». Il lui demande si, pour l'application des articles 4 et 5 de la loi du 13 juillet 1979 (définition de la méthode de calcul du taux effectif global) il convient de se reporter à l'interprétation jurisprudentielle de la loi du 28 décembre 1966, qui seule peut être utilisée, en l'absence de la publication du décret mentionné ci-dessus, auquel cas il y aurait lieu de recourir obligatoirement à la méthode actuarielle (Cour de cassation, chambre criminelle, 30 janvier 1975 et 8 juin 1977).

Logement (prêts).

40837. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane**, se référant aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à **M. le ministre de la justice** si les publicités réalisées pour le compte d'artisans, de promoteurs ou de constructeurs de maisons individuelles, par exemple, mentionnant l'existence de prêts, non réservés ni attribués à ces professions, auxquels les acquéreurs potentiels pourraient éventuellement recourir, ou comportant, à titre d'exemple, un plan de financement-type théorique, doivent respecter les conditions fixées à l'article 4 susvisés.

Logement (prêts).

40838. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane**, se référant aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer si une publicité réalisée à l'étranger pour le compte d'un établissement français (brochure publicitaire ou encart paru dans la presse) et diffusée, soit exclusivement à l'étranger, soit exclusivement en France, soit à la fois à l'étranger et en France (par le jeu, notamment, d'abonnements de Français à des revues étrangères) doit être considérée, dans chacun de ces trois cas, comme entrant dans le champ d'application de l'article 4 susvisé.

Logement (prêts).

40839. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane**, se référant aux articles 5 et 7 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer si la signature par l'emprunteur d'un registre placé chez l'établissement prêteur, à l'occasion de la remise et de l'acceptation de l'offre de prêt, peut être considérée comme tenant lieu de récépissé pour le respect des articles 5 et 7 susvisés.

Logement (prêts).

40840. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer quel sens il convient de donner à chacune des expressions « nature » et « objet » du prêt figurant dans les articles 4 et 5 de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier.

Logement (prêts).

40841. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** rappelle à **M. le ministre de la justice** que la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier oblige les établissements prêteurs à formuler une offre de prêt remise ou adressée contre récépissé à l'emprunteur éventuel, cette offre devant obéir à certaines règles de forme et de fonds énoncées aux articles 5, 7 et 8 de ladite loi; le non-respect de ces

dispositions est sanctionné par des peines d'amendes visées notamment aux articles 31 et 32 de la loi. Il lui demande de bien vouloir préciser : 1° s'il doit être conféré au délai de réflexion minimum de dix jours mentionné à l'article 7 le caractère d'un délai « franc ». Une offre de prêt reçue le premier jour d'un mois donné ne pourrait ainsi être acceptée avant le onzième jour de ce mois (et non le dixième). Une divergence certaine d'interprétation est en effet observée sur ce point selon les prêteurs; 2° si l'acceptation par l'emprunteur de l'offre avant l'expiration du délai légal de réflexion oblige l'intéressé à observer un nouveau délai de réflexion de dix jours ou si l'on doit, au contraire, se contenter d'un délai de réflexion complémentaire formant avec le délai précédemment observé un total de dix jours; 3° si le contrat de prêt est frappé de nullité en cas de non-respect des dispositions des articles 5, 7 et 8 de la loi ou si l'on doit au contraire interpréter le quatrième alinéa de l'article 31 comme excluant implicitement une telle sanction.

Logement (prêts).

40842. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer si la jurisprudence intervenue en ce qui concerne l'application de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure (arrêts de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 30 janvier 1975 et du 8 juin 1977) doit être effectivement interprétée comme imposant, pour le calcul du taux visé à l'article 3 de ladite loi, la méthode actuarielle.

Logement (prêts).

40843. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer si la promesse de vente devant être suivie ultérieurement d'une acceptation éventuelle est soumise aux dispositions des articles 16 et suivants de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, ou si seules les acceptations ont à satisfaire à ces dispositions.

Logement (prêts).

40844. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane**, se référant aux dispositions de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier, demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir indiquer si l'anéantissement d'un contrat de vente, entraîné, en application de l'article 17 de ladite loi, par la non-obtention d'un prêt inférieur à 10 p. 100 du crédit total, est susceptible de provoquer à son tour l'anéantissement des autres prêts, en application de l'article 9 de la loi. Dans l'hypothèse d'une réponse positive, il lui demande si la dérogation de l'article 10, qui exclut de l'interdépendance des prêts les crédits n'excédant pas 10 p. 100 du crédit total, n'est pas alors privée de tout effet.

Logements (prêts).

40845. — 12 janvier 1981. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre de la justice** de bien vouloir lui indiquer si les prêts consentis à des étrangers non résidents et les ventes conclues par ces derniers en France sont soumis aux dispositions de la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier.

Automobiles et cycles (commerce et réparation).

40846. — 12 janvier 1981. — **M. Robert Héraud** expose à **M. le ministre de l'économie** que les revenus des V. R. P. qui vendent des véhicules automobiles sont constitués pour partie d'un fixe et pour partie d'une commission, fonction du chiffre d'affaires réalisé. Or certains propos, rapportés par un hebdomadaire à gros tirage, donnent à penser que le ministre de l'économie suggère aux personnes désireuses d'acheter une automobile de faire pression sur les concessionnaires pour obtenir un rabais de 3 à 10 p. 100 sur le prix de vente annoncé. Sans méconnaître l'intérêt des consommateurs et le bien-fondé de l'économie du marché, il lui demande si une clause de sauvegarde peut être définie afin que ne fassent pas les frais de cette ristourne ceux qui vivent du produit de ces ventes, c'est-à-dire les V. R. P. de l'automobile dont les revenus sont déjà menacés par le ralentissement de l'activité. N'existerait-il pas d'autres moyens de concilier l'intérêt des clients et celui des vendeurs afin que la réduction, au demeurant souhaitable, du prix de vente des voitures ne se répercute pas sur les revenus de ceux qui, par leur démarchage et leurs arguments auprès du public, concourent à la prospérité de l'industrie automobile française.

Politique extérieure (Pologne).

40847. — 12 janvier 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre du budget** que les responsables des ministères des finances des principaux pays occidentaux se sont réunis à Paris, le 22 décembre 1980, pour discuter de la dette extérieure polonaise et des difficultés économiques que connaît ce pays en ce moment. Il lui demande quelle sera la politique de la France face à la dette polonaise.

Urbanisme (plans d'occupation des sols).

40848. — 12 janvier 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que, dans les P. O. S., certains terrains sont classés en zone UB. Il lui demande de lui préciser si cette classification entraîne des obligations spéciales pour les communes en ce qui concerne les équipements.

Investissements (investissements étrangers en France).

40849. — 12 janvier 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il existe des statistiques des biens achetés en France par des étrangers (étant précisé qu'on entend par étranger toute personne n'ayant pas la nationalité française, même s'il s'agit d'un ressortissant du Marché commun). Dans l'affirmative, il lui demande s'il pourrait lui indiquer l'importance chiffrée des biens ainsi achetés, année par année, depuis cinq ans.

Etat civil (noms et prénoms).

40850. — 12 janvier 1981. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de la justice** que certaines femmes mariées conservent, après leur mariage, leur nom de jeune fille, en le faisant précéder du nom de leur époux. C'est ainsi que Mlle Durand après avoir épousé M. Dupont se fait appeler Mme Dupont-Durand. Il lui demande si, tenant compte de l'évolution des mœurs et de la législation actuelle, une telle pratique est légale, et dans l'affirmative, si les enfants peuvent, s'ils le veulent, porter aussi le nom de Dupont-Durand.

Politique extérieure (U. R. S. S.).

40851. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Madecin** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le cas d'Ida Nudel exilée en Sibérie pour avoir demandé à quitter l'U. R. S. S. en vue de rejoindre Israël où demeurent son mari et sa sœur. Conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme et à la convention internationale sur les droits civils et politiques qui garantissent à tout le monde le droit d'émigrer, Ida Nudel a sollicité en 1978 l'autorisation de se rendre en Israël; elle avait déjà formulé une première demande en 1971. Arrêtée au mois de juin 1978, Ida Nudel qui avait placé sur son balcon une banderole portant l'inscription « K. G. B. donnez-moi mon visa » a été condamnée à quatre ans de déportation en Sibérie après un procès auquel aucun témoin n'a été autorisé à venir témoigner en sa faveur. Son état de santé s'étant détérioré, il est à redouter qu'Ida Nudel ne puisse supporter un nouvel hiver en Sibérie. Compte tenu des dispositions de l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui prescrit aux pays signataires, dont l'U. R. S. S., « d'agir en prenant des mesures concrètes et humanitaires » en faveur des personnes désireuses d'émigrer afin de rejoindre leur famille, il lui demande de bien vouloir accepter d'effectuer une pressante intervention auprès du ministre des affaires étrangères d'U. R. S. S. afin qu'Ida Nudel puisse obtenir le visa qu'elle sollicite.

Impôts et taxes (politique fiscale).

40852. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Richomme** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que chaque année l'administration adresse aux propriétaires d'immeubles des imprimés en vue de la déclaration des loyers perçus pour le recouvrement du droit de bail et de la taxe additionnelle. Il lui expose qu'afin de faciliter et de simplifier le travail de l'administration fiscale on pourrait envisager que la période de référence soit celle de l'année civile. Ainsi, pour la perception de ces taxes, l'administration pourrait se référer aux déclarations des revenus fonciers qui figurent sur les formulaires que les contribuables intéressés adressent aux services fiscaux. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer si une telle modification lui semble opportune.

Agriculture : ministère (services extérieurs).

40853. — 12 janvier 1981. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles mesures il compte prendre pour renforcer les effectifs du service de la protection des végétaux tant au niveau des ingénieurs d'agronomie que des ingénieurs des travaux agricoles. Le ministre du budget avait donné son accord en septembre 1979 pour le recrutement de 12 postes d'ingénieurs d'agronomie contractuels et 19 postes d'ingénieurs des travaux agricoles contractuels. Or, en 1981, trois jeunes ingénieurs d'agronomie et à peu près le même nombre d'ingénieurs des travaux agricoles seront affectés au service de la protection des végétaux. En 1982, la situation ne sera pas plus favorable puisque, en particulier, cinq jeunes ingénieurs d'agronomie seront affectés à ce service. Ces effectifs ne seront pas suffisants pour couvrir les départs à la retraite et les mutations vers d'autres services du ministère de l'agriculture. Dès lors, il devient nécessaire de renouveler, dès 1981, les contrats des ingénieurs contractuels, et à terme d'envisager leur intégration au sein du service de la protection des végétaux. En effet, ces derniers ont été jugés tout à fait aptes de par leur formation à travailler au sein de ce service, et auront acquis au terme de leur contrat une expérience professionnelle incontestable. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures que nécessite la situation.

Banques et établissements financiers (Comptoir des entrepreneurs).

40854. — 12 janvier 1981. — **M. Guy Bèche** appelle l'attention de **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine** sur les discriminations liées au sexe contenues dans un document du Comptoir des entrepreneurs. En effet, pour l'attribution d'un supplément familial de traitement, ce document n'exige que des seuls agents féminins une attestation de l'employeur du conjoint en vue de la déduction d'un éventuel supplément familial perçu par celui-ci, n'hésitant pas à faire appel, pour la circonstance, à la notion de « chef de famille ». Par ailleurs, une autre discrimination défavorise les salariées à temps partiel puisque ce supplément familial est variable selon la durée du travail effectué alors que pourtant la charge d'un enfant est constante quel que soit le type d'emploi occupé. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour que cessent de telles discriminations.

Emploi et activité (politique de l'emploi).

40855. — 12 janvier 1981. — **M. Guy Bèche** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les primes au départ volontaire, pratique qu'il n'a cessé de dénoncer en raison des inconvénients présentés pour les travailleurs au plan fiscal et en matière de droits sociaux, mais couramment utilisée par le patronat. Une récente enquête réalisée par ses services vient de dévoiler l'ampleur du phénomène : cent trente entreprises y ont eu recours et au total plus de 20 000 salariés ont été concernés par cette formule. Il lui rappelle qu'en réponse à l'une de ses précédentes questions, il s'était borné « dans l'attente des résultats de cette étude » à « rappeler les principes juridiques applicables en l'espèce ». Il lui demande donc, dès lors que sont connus ces résultats, quelle suite il compte leur donner.

Matériels électriques et électroniques (entreprises : Hauts-de-Seine).

40856. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de la société Comsip dont le siège social est à Ruell-Malmaison. La société Comsip a une très forte position dans l'instrumentation et est très bien introduite dans les secteurs énergie, pétrole et pétro-chimie. Cette société filiale de C. G. E. E. Alstom depuis juillet 1980 annonce le licenciement immédiat de 267 personnes employées au siège social (100 ingénieurs et cadres, 167 employés, techniciens et agents de maîtrise). Il lui demande : 1° pour quelles raisons interviennent ces licenciements qui contribuent au démantèlement d'une industrie française de pointe alors que le président directeur général de l'entreprise C. G. E. E. Alstom, M. Marty, assurait lors du rachat de Comsip que cette société était saine, les profits réalisés les années précédentes en faisant d'ailleurs foi ; 2° pourquoi aucun plan de reclassement du personnel n'a été envisagé par la direction alors que des possibilités d'emplois existent à l'intérieur du groupe C. G. E. E. Alstom.

Ordre public (attentats).

40857. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Pierre Chevènement attire l'attention de M. le ministre de la justice, garde des sceaux, sur les attentats perpétrés en France depuis celui de la rue Copernic, qui a fait quatre morts et dix blessés. La liste est éloquent : quarante-trois attentats ou actions, de caractère raciste et fasciste depuis le 3 octobre dernier : des lettres de menaces sont adressées à l'administration de la synagogue, signées Commando Mario Tuti ; 5 octobre : agression d'un juif marocain dans le train Paris-Enghien ; inscriptions antisémites à Bron, près de Lyon ; souillures et graffiti contre la synagogue de Saint-Dié (Vosges) ; lapidation d'une boutique d'un commerçant juif à Romilly-sur-Seine (Aube). Deux arrestations dont un caporal-chef ; 6 octobre : saccage de l'appartement d'un juif à Nice, début d'incendie chez Trigano à Paris revendiqué par « Ordre Noir » et accompagné de menaces téléphoniques ; grenades d'exercice contre un cortège d'antiracistes à Nice ; une dizaine d'actions antisémites à Montpellier ; cocktail Molotov contre un magasin juif à Fontaines (Isère) ; 7 octobre : bombe non explosée devant une commerçante juive à Marseille ; 8 octobre : un jeune juif est molesté à Lyon ; 8/9 octobre : tentative d'incendie de la voiture du maire communiste du Mans ; 11 octobre : un arabe est blessé à Lyon à la suite d'une bagarre ; 12 octobre : voiture piégée devant un garage appartenant à un juif à Goussainville (Val-d'Oise) ; 15 octobre : incident antisémite au centre universitaire Tolbiac ; 16 octobre : explosif contre un café-épicerie maghrébin dans le 20^e ; tentative d'attentat contre J.-P. Pierre-Bloch ; 17 octobre : synagogue et cimetière juifs dégradés à Grosbliedertrof (Moselle) ; inscriptions racistes sur divers immeubles d'Annemasse (Haute-Savoie) ; 17/18 octobre : menaces téléphoniques contre un responsable du groupe « Information pour le droit des soldats » ; 14 octobre ; une balle tirée contre un foyer de travailleurs africains à Puteaux ; 21/22 octobre : inscriptions antisémites à Longwy ; 27/28 octobre : inscriptions néo-nazies au C. E. S. Darius-Milhaud, à Marseille, et alerte à la bombe le matin ; 29 octobre : agression contre une jeune femme de « type sémite », au métro Châtelet ; deux élèves Israélites sont frappés à la sortie de l'école par 4 jeunes gens mineurs interpellés ; 30 octobre : attentat contre un médecin juif à Montrouge ; un étudiant juif blessé à l'I. E. P. par des militants Fer de lance solidaristes ; courant octobre : graffiti racistes sur les Olympiades (13^e) ; alertes à la bombe à l'école rabbinique de Yerres (Essonne) ; alertes à la bombe contre des commerçants juifs de l'Agora d'Evry-ville nouvelle ; trois lettres de menaces à H. Noguères (L. D. H. et appart.) signées Odessa ; 4 novembre : coups de feu contre une école israélite (19^e) ; action de parachutistes contre un festival de cinéma à Marseille (Union nationale des parachutistes) ; 5 novembre : attaque du cinéma « La Gay Club », rue du Dragon à Paris par une vingtaine de jeunes gens (Ordre moral) ; 11 novembre : incendie dans un local du P. C. du 12^e ; 12 novembre : croix gammées à Roanne sur le domicile du président départemental de l'association des anciens des F. F. L. ; 13 novembre : cocktail Molotov contre un foyer d'immigrés dans le 13^e ; inscriptions de la F. A. N. E. sur l'ancien domicile de Krivine ; 14-16 novembre : lettres de menaces adressées à Krivine (Cercle Adolf Hitler) ; 14 novembre : attentat contre la librairie 1984, à Paris (Comité pour l'ordre moral) ; 15 novembre : inscriptions antisémites et sigles F. A. N. E. sur de nombreux bâtiments de Clichy-la-Garenne ; mi-novembre : attaques dans le 15^e et le 16^e arrondissement de militants de gauche distribuant des tracts par des fascistes. Si l'on peut noter une nette recrudescence d'actions antisémites aussitôt après l'explosion de la rue Copernic, il apparaît néanmoins que de nombreux attentats visent également les cibles habituelles de l'extrême droite, à savoir les mouvements démocratiques, les immigrés et leurs foyers. L'impunité dont jouissent les auteurs de ces attentats ne peut que les encourager à continuer leurs actions. En réponse à une précédente question écrite n° 23781, en date du 13 décembre 1979, M. le ministre de la justice indiquait : « ... Il convient toutefois de préciser que des inculpations ont été prononcées dans le cadre des informations ouvertes à la suite de deux attentats évoqués dans la présente question écrite ». Les résultats obtenus paraissent pour le moins médiocres et l'on ne peut s'empêcher de faire une comparaison entre tous ces crimes restés impunis et la diligence des poursuites intentées contre le journal Le Monde. Il lui demande : 1° s'il peut faire le point avec précision sur le résultat des enquêtes menées à propos de chacun des attentats susmentionnés ; 2° s'il a donné au parquet, dont il lui rappelle qu'il est placé sous son autorité directe, des instructions afin que les auteurs de ces affaires soient déferés, dès la clôture des instructions éventuelles, aux juridictions de jugement pour qu'il puisse être mis un frein à cette recrudescence dramatique d'attentats ; 3° s'il ne lui semble pas qu'il existe une justice rapide et une justice lente suivant la nature des affaires.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Savoie).

40858. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Pierre Cof attire à nouveau l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de l'emploi féminin dans la vallée de la Maurienne à la suite de la décision de

fermeture annoncée de l'usine Fusalp de Saint-Jean-de-Maurienne qui va aggraver dans des proportions considérables le taux de chômage féminin en Maurienne. La décision prise par la Société Fusalp, dont le principal actionnaire est le groupe Empain, est d'autant plus choquante et irresponsable que l'atelier de Saint-Jean-de-Maurienne, de l'avis même de ses dirigeants, est celui de la société qui a la meilleure productivité, le meilleur standard de qualité et la meilleure compétitivité. Les explications données sur l'autonomie de gestion de la société dans le cadre du groupe, autonomie qui aurait conduit à la déconfiture de la Société Fusalp, ne convainquent guère. A moins de supposer que les financiers du groupe Empain agissent avec une légèreté incroyable, on ne peut accepter la thèse suivant laquelle ils auraient investi des dizaines de millions de francs dans l'affaire, sans se préoccuper de sa gestion. En fait, il est probable que la décision de fermeture de l'usine de Saint-Jean recouvre dans ces conditions, un projet spéculatif doublé d'un dessein industriel innovable. Aussi, il demande au ministre s'il compte laisser se perpétuer ce mauvais coup dans une vallée qui compte déjà un des plus forts taux de chômage féminin de notre pays ou s'il n'entend pas, cette fois-ci, se donner les moyens de placer un employeur sur lequel l'Etat a d'importants moyens de pression, devant ses obligations.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Savoie).

40859. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Pierre Cof attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences de la suppression de lits dits « long séjour », à l'hôpital local de Modane, pour les populations mauriennes. En effet, l'hôpital local de Modane joue aussi un rôle essentiel d'accueil de malades provenant de la haute vallée de Maurienne pour sa situation de proximité que les autres établissements hospitaliers du département ne peuvent assumer du fait des données géographiques qui accroissent les distances, en particulier pendant la longue saison hivernale. En conséquence, il lui demande quelle mesure il compte prendre en faveur de l'hôpital local de Modane, compte tenu de sa spécificité, afin que des malades ne supportent pas un déracinement apparaissant comme un nouveau coup porté contre les départements de montagne dans leur vie quotidienne.

Boissons et alcools (vins et viticulture).

40860. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Guldoni demande à M. le ministre de l'agriculture quelle est la signification exacte des propos de M. le ministre de la santé annonçant qu'« il sera demandé à la C. E. E. de prévoir le retrait en début de campagne des vins médiocres mis au marché actuellement après coupage et enrichissement ». De quels vins s'agit-il ? En provenance de quels pays et de quelles régions. A quel prix seraient-ils « retirés ». Si l'on ne peut que se féliciter de voir enfin les pouvoirs publics reconnaître que les difficultés du marché du vin viennent, non pas de la production naturelle des viticulteurs du Languedoc-Roussillon, mais de l'abondance des « vins médiocres mis en marché après coupage et enrichissement », on ne peut que s'inquiéter de la perspective de voir mis en place, pour ces seuls vins « médiocres », des mécanismes de retrait automatique, à prix fixe, qui conduiraient pour le vin aux conséquences que la C. E. E. connaît déjà dans le domaine de la production laitière. Il lui demande si ses services, et ceux de M. le ministre de la santé, ont déjà étudié cet aspect de la question, et, dans ce cas, quelles sont leurs conclusions.

Baux (baux d'habitation).

40861. — 12 janvier 1981. — M. Gérard Haesebroeck appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les hausses importantes de loyers subies par les locataires de logements conventionnés. Ces hausses, qui ne sont que partiellement compensées par le versement de l'aide personnalisée au logement, jointes à l'aggravation des charges, sont difficilement supportées par les locataires, dont certains se trouvent contraints de quitter le logement qu'ils occupent ; dans d'autres cas on assiste à une multiplication des impayés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que le conventionnement des logements locatifs ait des conséquences aussi négatives sur l'habitat social.

Elections et référendum (listes électorales).

40862. — 12 janvier 1981. — M. Gérard Haesebroeck attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'inscription électorale des Français demeurant dans les communes belges situées à la frontière. Aux termes de l'article L. 12 du code électoral, les ressortissants français, immatriculés au consulat, peuvent sur leur demande, être inscrits sur la liste électorale de l'une des communes suivantes : de naissance, du dernier domicile, de la dernière résidence, où est né,

inscrit ou a été inscrit un de leurs ascendants, où est inscrit un de leurs descendants, où ils figurent au rôle d'une des contributions directes. La loi 77-805 du 19 juillet 1977, par son article 1^{er}, leur offre la possibilité de demander leur inscription dans toute commune, de plus de 30 000 habitants, de leur choix. Cette possibilité supplémentaire concerne plus particulièrement les Français établis à l'étranger, qui ne peuvent se prévaloir de l'une des conditions citées plus haut. Cependant, il serait souhaitable qu'une disposition complémentaire soit prise en faveur des Français frontaliers en ce sens qu'ils puissent demander à figurer sur la liste électorale de la commune jouxtant celle dans laquelle ils sont domiciliés. Très souvent, et notamment pour la frontière belge, il n'existe pas de délimitations naturelles. Des mouvements de population se font aisément, les rapports sont quasi journaliers et les Français résidant à l'étranger ne peuvent ignorer les problèmes de la commune voisine et sont à même de participer en toute connaissance de cause aux différentes élections. De plus, cette possibilité d'inscription ne pourrait qu'être profitable à la participation aux scrutins. Les électeurs concernés n'auraient plus à se déplacer au consulat, très souvent fort éloigné de leur domicile pour donner procuration, ils auraient la faculté d'aller personnellement déposer leur bulletin de vote. A ces deux avantages, il faut ajouter le problème important qu'est le choix du mandataire qui se pose au résident français qui ne peut se faire inscrire que dans une commune de plus de 30 000 habitants. Comment peut-il choisir un électeur d'une ville inconnue qui votera en ses lieux et place ? Peut-il aveuglément accorder sa confiance à une personne qu'il ne connaît pas alors qu'à quelques pas de chez lui se déroule le même scrutin et auquel il pourrait participer personnellement. Ces trois avantages amèneraient incontestablement une participation plus forte aux scrutins tout en facilitant aux électeurs intéressés les démarches préalables. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour donner satisfaction aux intéressés.

Permis de conduire (réglementation).

40863. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Joxe appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur une disposition concernant la conduite des tracteurs agricoles. Si un tracteur est attaché à une exploitation agricole, aucun permis n'est exigé pour sa conduite et un adolescent, dès l'âge de seize ans, peut ainsi, sans permis, conduire sur toute voie de circulation. Si un tracteur n'est pas attaché à une exploitation agricole, et c'est le cas pour les tracteurs utilisés par les cantonniers communaux, le permis B, dans le cas d'un tracteur de moins de 3 tonnes, ou le permis C dans le cas d'un tracteur de plus de 3 tonnes, sont alors obligatoires. La plupart des municipalités qui s'étaient équipées de tracteurs pour effectuer notamment le fauchage de l'herbe du bord des routes, et ainsi permettre une meilleure visibilité, ont bien souvent à leur service un ouvrier d'entretien de la voie publique qui ne possède pas le permis de conduire de la catégorie B. Or, l'abandon du tracteur est impensable quand on a une longueur importante de routes à entretenir. De plus, chacun sait que ce n'est pas facile pour un cantonnier de passer son permis de conduire trop onéreux pour son faible salaire. Il lui demande s'il n'existerait pas une solution qui pourrait consister : soit, dans la possibilité d'organiser, par l'administration un examen de permis de conduire valant titre de capacité, de la même façon que sont organisés les examens professionnels C. A. P., par exemple, qui permettent l'accès à un emploi ; soit, dans le fait que la commune soit assimilée, pour l'entretien de tous ses biens agraires, à une exploitation agricole.

Automobiles et cycles (immatriculation).

40864. — 12 janvier 1981. — M. Alain Bonnet demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui faire connaître les raisons pour lesquelles l'acheteur d'une voiture automobile neuve doit utiliser son véhicule, durant quinze jours à trois semaines environ, avec une immatriculation provisoire en « W » délivrée par le vendeur. Cela l'oblige par la suite à effectuer une 2^e démarche auprès de sa compagnie d'assurances lorsque le véhicule reçoit l'immatriculation définitive. Or, certains concessionnaires mettent sur le compte du service des mines chargé de délivrer les certificats de conformité le retard à cette immatriculation. En conséquence, il lui demande de prendre les dispositions nécessaires afin que tout véhicule sortant d'usine soit accompagné de tous les documents à son immatriculation définitive dès la vente. Cette simplification serait dans « la ligne » de la politique d'amélioration des formalités administratives que le Gouvernement prétend vouloir développer.

Education : ministère (personnel).

40865. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Joxe attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la suppression de 305 postes de « mis à disposition » auprès des mouvements d'éducation populaire

dans le cadre du budget 1981. Alors que de toutes parts on considère aujourd'hui que les œuvres péri-scolaires sont un complément indispensable du système éducatif par les activités de loisir et d'éveil qu'elles assurent, elles sont aujourd'hui gravement compromises par ces suppressions de postes. Il lui demande quelles mesures sont actuellement envisagées pour aider les associations qui seront touchées par les suppressions de postes à continuer leur indispensable tâche d'animation autour de l'école publique.

Education physique et sportive (personnel).

40866. — 12 janvier 1981. — M. André Laurant rappelle à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs que lors des débats sur le projet de budget de son ministère il a affirmé qu'il trouvait raisonnables les propositions du groupe de travail créé en juin 1980 et que celles-ci devaient faire l'objet de négociations interministérielles notamment avec le ministre du budget et le département ministériel compétent en matière de fonction publique. Ces propositions dont les principales tendaient à un classement indiciaire correspondant aux responsabilités éducatives des professeurs adjoints d'E.P.S., les seuls enseignants du second degré à être classés en catégorie B de la fonction publique. Par ailleurs, un accord était intervenu à propos des centres de formation des professeurs adjoints d'E.P.S. des C.R.E.P.S. Il prévoyait que tous les C.R.E.P.S. et les cadres y exerçant étaient maintenus et que les effectifs des promotions d'élèves en formation ne seraient pas inférieurs à 35. Or cet accord a été rompu par la décision abaissant les effectifs à 34 pour les huit centres de formation des garçons et à 24 pour les six centres de formation des filles. Pour que ne s'engage pas l'épreuve de force, il lui demande de bien vouloir tenir ses engagements dont dépend l'éducation sportive de notre jeunesse.

Tabacs et allumettes (culture du tabac).

40867. — 12 janvier 1981. — M. Martin Malvy appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires sur le bouleversement de la production tabacole française à la suite de l'introduction sur le marché de cigarettes de type « american blend ». Il lui demande d'étendre à la production tabacole commercialisée par les groupements de producteurs reconnus, les dispositions majorant de 2,90 p. 100 le taux de remboursement forfaitaire dont bénéficient certaines productions. A défaut, il souhaite connaître les diverses mesures envisagées afin de favoriser le retour à une situation normale sur ce marché.

Logement (politique du logement).

40868. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les problèmes de logement social et en particulier du versement par les entreprises du 1 p. 100 pour le logement soulevés par le comité paritaire du logement et des organismes sociaux. En effet, cette association constate, depuis de nombreuses années, la réduction du taux de participation des entreprises à l'effort de construction de 1 p. 100 à 0,90 p. 100. Pourtant, de nombreux besoins restent insatisfaits, en particulier en raison de la vétusté d'un trop grand nombre de logements : plus de 11 millions n'ont pas de confort et 250 000 n'ont pas l'eau courante. Cet organisme proteste également contre toute tentative de l'Etat de fiscaliser ou de détourner le 1 p. 100 au profit des collectivités locales, afin de se dégager d'une partie de ses obligations auprès d'elles. En conséquence, le comité paritaire du logement des organismes sociaux présente un certain nombre de propositions en faveur du logement social : l'assujettissement de toutes les entreprises au versement effectif de la contribution du 1 p. 100 ; la mise en œuvre d'une véritable concertation entre lesdits organismes et les pouvoirs publics ; l'appropriation sociale des terrains urbanisés pour mettre un terme au scandale de la spéculation foncière ; une véritable aide sociale à ceux qui ne peuvent accéder à la propriété. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin d'établir une véritable politique qui permette à chacun d'obtenir le logement auquel il est en droit de prétendre.

Professions et activités sociales (puéricultrices : Pas-de-Calais).

40869. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des puéricultrices de la direction des affaires sanitaires et sociales du Pas-de-Calais. En effet, l'arrêté du 13 août 1976, publié au Journal officiel du 8 septembre 1976, prévoit l'attribution de niveaux de rémunération différents pour les puéricultrices départementales en protection maternelle et infantile après cinq ans d'activité. Or, dans le département du Pas-de-Calais, des propositions d'attribution du niveau II ont été faites à des puéricultrices, mais avec des fonctions définies qui entraînent le plus souvent une

obligation de mutation éloignée. D'autre part, un nombre restreint de puéricultrices peut y accéder. Dans de nombreux départements (plus des deux tiers) et en particulier dans le Nord, les niveaux ont été attribués aux puéricultrices ayant l'ancienneté requise, sans changement de formation et d'affectation. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin qu'une réglementation unique s'applique à toutes les puéricultrices, pour que cesse l'injustice que celles du Pas-de-Calais subissent.

Equipement ménager (entreprises : Bosse-Normandie).

40870. — 12 janvier 1981. — M. Louis Mexandeau expose à M. le Premier ministre l'inquiétude des cadres et des employés des usines Moulinex qui sont, pour l'essentiel, regroupés en Basse-Normandie, face aux informations faisant état de la vente prochaine de l'ensemble du groupe par son président directeur général. Parmi les acquéreurs les mieux placés se trouverait la firme multinationale Philips. Il lui fait valoir qu'un tel transfert est inacceptable car il aboutirait à déplacer le centre de décision concernant le choix des fabrications, la politique commerciale et le niveau de l'emploi hors de la région et hors du pays. Moulinex constitue le plus grand ensemble industriel véritablement régional. Au surplus, les travailleurs bas-normands d'entreprises dont le siège se trouve à l'étranger en subissent les amères conséquences, notamment en matière d'emploi. Parmi ces multinationales figure justement le groupe Philips qui, dans ses usines normandes (Compelec Radio-Technique à Caen, Philips S. A. à Flers-de-l'Orne), pratique systématiquement le chômage partiel ou le « dégraissage » des effectifs. Les employés de Moulinex, qui subissent déjà la pratique des jours chômés, ne tiennent pas à voir leur situation s'aggraver et être condamnés éventuellement par des décisions prises à l'étranger. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir prendre toutes les mesures pour empêcher que la vente d'un groupe, qui emploie 12 000 ouvriers, se fasse sur la décision solitaire du président directeur général. Il lui demande aussi que soit rompue la pratique des négociations clandestines et que les représentants du personnel de Moulinex et les élus de la région soient associés à la recherche de toute solution pour que la première entreprise de l'électroménager reste française.

Politique extérieure (agriculture).

40871. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel interroge M. le ministre de l'agriculture sur le non-respect par le Gouvernement de la convention internationale n° 129 relative à l'inspection du travail en agriculture, que la France a ratifiée le 15 mai 1974. Cette ratification devait conduire la France à modifier son système d'inspection du travail en agriculture pour qu'il réponde aux normes fixées par l'organisation internationale du travail. Le décret n° 77-1146 du 12 octobre 1977 a fixé l'organisation des services extérieurs du travail et de la protection sociale agricole, qui se substituent à l'ancien service de l'inspection des lois sociales en agriculture. Loin de donner aux inspecteurs du travail les moyens et l'indépendance nécessaires pour assurer la mission principale que leur assigne la convention, ces dispositions aggravent les difficultés d'assurer leur tâche de contrôle. L'accroissement des fonctions administratives réduit le temps que les agents de contrôle peuvent consacrer à la visite des entreprises agricoles. Par ailleurs, la dépendance financière des services extérieurs du travail et de la protection sociale agricole et les pressions hiérarchiques et politiques que subissent les inspecteurs entravent leur indépendance nécessaire à l'exercice de leur profession. Il lui demande donc de lui expliquer ce qui justifie l'écart qui existe entre le système national mis en place pour l'inspection en agriculture et les accords internationaux auxquels la France a souscrit.

Bois et forêts (emploi et activité).

40872. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences de l'encadrement du crédit pour les fabricants de menuiseries, charpentiers et bâtiments industrialisés. Cette politique, en effet, commence à plonger ces entreprises dans une situation dramatique puisque les carnets de commandes sont faiblement garnis et les mises en chantier de plus en plus rares. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que ce secteur important de l'activité du bois ne connaisse pas une récession qui conduirait les entrepreneurs à recourir, bien plus qu'aujourd'hui encore, à des réductions importantes d'horaires et à des licenciements.

Bâtiment et travaux publics (emploi et activité).

40873. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les dangers de récession qui menacent le bâtiment et les travaux publics. Actuellement, en

effet, le volume des travaux réalisés reste très proche de ce que l'on observait l'année dernière à pareille époque et permet de maintenir les effectifs à peu près constants. Mais dans les travaux publics, on note un ralentissement malgré le raccourcissement des délais de paiement de l'Etat et des collectivités locales. Des études entreprises par l'I. N. S. E. E. révèlent une baisse des commandes des entreprises du bâtiment et une diminution des mises en chantier de logements neufs (— 6,5 p. 100). Dans le même temps, le B. I. P. E. annonce une réduction de 1,5 p. 100 du volume de l'activité totale, compte tenu surtout des difficultés de financement qu'éprouvent les ménages. Dans le domaine des travaux publics et du génie civil, les carnets de commandes, après une pointe observée au printemps dernier, sont peu garnis et les prévisions pessimistes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que soit maintenue l'activité du bâtiment et des travaux publics en dépit de la diminution de l'activité prévue par les experts.

Education : ministère (personnel).

40874. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les menaces de suppression de postes d'instituteurs. En effet, 300 postes d'instituteurs seraient supprimés en 1981, qui étaient au service des œuvres post et périscolaires. Cette décision s'avérerait lourde de conséquences car l'ampleur de la mission accomplie par ces enseignants n'est plus à démontrer. Il lui demande, en conséquence, de prendre toutes les mesures pour que tous les postes d'instituteurs soient préservés.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

40875. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les difficultés que connaissent les industries textiles-habillement. La situation de ces entreprises devient, en effet, de plus en plus précaire et les prévisions pour 1981 sont des plus sombres. Actuellement, les importations représentent 51 p. 100 de notre consommation nationale. Il semblerait urgent d'examiner les solutions qui permettraient de relancer l'activité nationale dans ce domaine afin que diminuent les importations et que soient maintenus les emplois. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour enrayer le démantèlement des industries textiles-habillement et garantir tous les emplois.

Tourisme et loisirs (politique du tourisme et des loisirs).

40876. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation du tourisme social. En effet, de nombreuses familles aux revenus modestes pouvaient, jusqu'alors, partir en vacances grâce à ce système collectif peu onéreux. Or, la caisse nationale d'allocations familiales s'approprierait à reconsidérer l'appui qu'elle apporte aux organismes de tourisme social. Cette mesure aurait pour conséquence de priver de nombreuses familles de vacances. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que le fonds d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales puisse continuer à subventionner les organismes sociaux de loisirs qui permettent aux familles les plus démunies de partir en vacances.

Santé et sécurité sociale : ministère (personnel : Eure).

40877. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des travailleurs du secteur sanitaire et social du département de l'Eure. Dans tous les hôpitaux du département, en effet, on assiste à une diminution des effectifs, à une restriction sur le matériel et à une réduction des subventions auprès des associations tutélaires. Or, les besoins immédiats et urgents sont importants tant dans les hôpitaux de Rugles, que dans ceux de Louviers ou d'Evreux. Les travailleuses familiales, pour leur part, exercent leur profession dans des conditions difficiles, par insuffisance de recrutement et à cause des restrictions des crédits qui leur sont alloués par les organismes de financement. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que les options annoncées par le Gouvernement dans le domaine de la santé soient réellement mises en application.

Concierges et gardiens (durée du travail).

40878. — 12 janvier 1981. — M. Claude Michel appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des agents des sociétés de gardiennage. Les gardiens sédentaires, en effet, payés à la vacation, travaillent le plus souvent douze

heures sans interruption et effectuent vingt-deux à vingt-trois services par mois pour un salaire équivalent au S.M.I.C. Ils ne bénéficient d'aucune prime spéciale pour un travail effectué de nuit et pendant le repos dominical. Bon nombre de ces employés sont, en outre, des handicapés du travail, handicapés physiques, anciens artisans et petits retraités qui, pour gagner leur vie, sont obligés d'accepter des conditions souvent très pénibles et travaillent entre 264 et 276 heures par mois. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que les gardiens sédentaires puissent bénéficier de conditions de travail normales et qui permettraient à une époque où le chômage ne cesse de croître, de créer des emplois nouveaux.

Bois et forêts (emploi et activité).

40879. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conséquences de l'encaissement du crédit pour les fabricants de menuiseries, charpentiers et bâtiments industrialisés. Cette politique, en effet, commence à plonger ces entreprises dans une situation dramatique puisque les carnets de commandes sont faiblement garnis et les mises en chantier de plus en plus rares. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que ce secteur important de l'activité du bois ne connaisse pas une récession qui conduirait les entrepreneurs à recourir, bien plus qu'aujourd'hui encore, à des réductions importantes d'horaires et à des licenciements.

Bâtiment et travaux publics (emploi et activité).

40880. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les dangers de récession qui menacent le bâtiment et les travaux publics. Actuellement, en effet, le volume des travaux réalisés reste très proche de ce que l'on observait l'année dernière à pareille époque et permet de maintenir les effectifs à peu près constants. Mais, dans les travaux publics, on note un ralentissement malgré le raccourcissement des délais de paiement de l'Etat et des collectivités locales. Des études entreprises par l'I.N.S.E.E. révèlent une baisse des commandes des entreprises du bâtiment et une diminution des mises en chantier de logements neufs (— 6,5 p. 100). Dans le même temps, le B.I.P.E. annonce une réduction de 1,5 p. 100 du volume de l'activité totale, compte tenu surtout des difficultés de financement qu'éprouvent les ménages. Dans le domaine des travaux publics et du génie civil, les carnets de commande, après une pointe observée au printemps dernier, sont peu garnis et les prévisions pessimistes. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que soit maintenue l'activité du bâtiment et des travaux publics en dépit de la diminution de l'activité prévue par les experts.

Formation professionnelle et promotion sociale (établissements : Isère).

40881. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine, sur la situation des stagiaires des I.U.T. et du G.R.E.T.A. Sud de l'Isère. En effet, les bourses de promotion sociale promises en juillet ont été annulées en septembre et il n'y aurait, cette année, que trente-trois attributions en suite de congé formation. Ces stagiaires, pour la plupart femmes chefs de familles, se retrouvent sans revenu. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre afin que les promesses faites en juillet soient tenues et que les stagiaires reçoivent le montant de leur bourse accordée en juillet.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

40882. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les difficultés que connaissent les industries textiles-habillement. La situation de ces entreprises devient, en effet, de plus en plus précaire et les prévisions pour 1981 sont des plus sombres. Actuellement, les importations représentent 51 p. 100 de notre consommation nationale. Il semblerait urgent d'examiner les solutions qui permettraient de relancer l'activité nationale dans ce domaine afin que diminuent les importations et que soient maintenus les emplois. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour enrayer le démantèlement des industries textiles habillement et garantir tous les emplois.

Tourisme et loisirs (politique du tourisme et des loisirs).

40883. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation du tourisme social. En effet, de nombreuses familles aux reve-

nus modestes pouvaient, jusqu'alors, partir en vacances grâce à ce système collectif peu onéreux. Or la caisse nationale d'allocations familiales s'approprierait à reconsidérer l'appui qu'elle apporte aux organismes de tourisme social. Cette mesure aurait pour conséquence de priver de nombreuses familles de vacances. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que le fonds d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales puisse continuer à subventionner les organismes sociaux de loisirs qui permettent aux familles les plus démunies de partir en vacances.

Concierges et gardiens (durée du travail).

40884. — 12 janvier 1981. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des agents des sociétés de gardiennage. Les gardiens sédentaires, en effet, payés à la vacation, travaillent le plus souvent douze heures sans interruption et effectuent vingt-deux à vingt-trois services par mois pour un salaire équivalent au S.M.I.C. Ils ne bénéficient d'aucune prime spéciale pour un travail effectué de nuit et pendant le repos dominical. Bon nombre de ces employés sont, en outre, des handicapés du travail, handicapés physiques, anciens artisans et petits retraités qui, pour gagner leur vie, sont obligés d'accepter des conditions souvent très pénibles et travaillent entre 264 et 276 heures par mois. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que les gardiens sédentaires puissent bénéficier de conditions de travail normales et qui permettraient, à une époque où le chômage ne cesse de croître, de créer des emplois nouveaux.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

40885. — 12 janvier 1981. — M. Christian Pierret appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur le problème posé par la prise en compte du temps de Résistance — non homologué par l'autorité militaire — dans le calcul de la retraite des fonctionnaires. Il lui demande de lui préciser à quel moment sera publiée la circulaire ministérielle en cours d'élaboration depuis 1975 pour la mise en application du décret n° 75-725 du 6 août 1975 prenant en compte ce problème qui constitue une injustice.

Politique extérieure (République démocratique allemande).

40886. — 12 janvier 1981. — M. Paul Quilès appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les accords signés récemment entre la France et la République démocratique allemande sur le plan culturel. Par ces accords, la France ouvrirait un centre culturel dans ce pays. Il lui demande de lui préciser quand il entend inscrire la ratification de ces accords à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Service national (appelés).

40887. — 12 janvier 1981. — M. Alain Richard attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation de volontaires du service national actif, coopérant en Algérie, dont les postes ont été affectés à des enseignants algériens au cours de leur période de coopération, et qui sont contraints d'effectuer un service dans une formation militaire, pour une durée portant leurs obligations de service national à seize mois au total. Cette décision prise par le bureau commun de la coopération semble ignorer l'article L. 111 du code du service national qui prévoit qu'en cas de suppression d'emploi et faute de nouvelle affectation en coopération, les appelés sont « mis à la disposition du ministre chargé de la défense nationale en vue de terminer les douze mois de service national actif ». Aussi il lui demande de bien vouloir faire libérer ces appelés au plus tôt et de prendre les mesures nécessaires pour qu'un tel traitement discriminatoire infligé au mépris de la loi, ne puisse être réitéré à l'avenir.

Métaux (entrées : Aveyron).

40888. — 12 janvier 1981. — M. Jean Rigal rappelle à M. le ministre du travail et de la participation la nécessité de sauvegarder l'emploi, mais aussi de le promouvoir par une politique active dans le bassin industriel de Decazeville-Aubin. Il tient à attirer son attention sur le licenciement récent d'un membre titulaire du comité d'entreprise et représentant syndical aux Acieries et fonderies de Decazeville (A. F. D.). Ce licenciement dont le projet soumis à l'inspecteur du travail avait été rejeté, fut à nouveau rejeté par le ministre du travail aux termes du recours administratif en date du 4 août 1980. Un recours gracieux engagé par la direction des A. F. D. a abouti à

une autorisation de licenciement, décidée par la direction des relations du travail le 28 novembre 1980, aux motifs que des éléments nouveaux sont intervenus et que des propositions d'emploi ont été offertes à l'intéressé. Il lui demande instamment de lui préciser le contenu et le détail des faits nouveaux qui seraient prétendument intervenus. Il lui demande également de lui préciser quelles propositions d'emplois offertes ont été faites (au pluriel) à l'intéressé. Il semble que le reclassement de celui-ci n'a jamais été envisagé sérieusement par les A. F. D. Il lui demande enfin de réexaminer l'ensemble de ce dossier afin de permettre au travailleur illégalement licencié d'être assuré du respect de l'ensemble des droits dus à sa fonction et à sa position de travailleur.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

40889. — 12 janvier 1981. — M. Jean Rigal expose à M. le ministre de l'économie les graves conséquences provoquées par les hausses récentes des produits pétroliers sur l'économie nationale. Alors que le Gouvernement ne cesse d'annoncer que notre pays dispose de plus de trois mois de stock, les hausses immédiatement répercutées contribuent à affaiblir encore plus notre agriculture, nos industries et le pouvoir d'achat de nos concitoyens et permettent parallèlement aux compagnies pétrolières de réévaluer leurs stocks. Il lui demande de lui exposer les raisons qui ont amené le Gouvernement à répercuter immédiatement sur les prix de détail les hausses provoquées par la modification de la parité du dollar. Il lui demande ensuite de lui exposer les mesures de contrôle prises par les pouvoirs publics pour imposer aux compagnies pétrolières et leurs succursales sur les bénéfices sans cause dont elles ont profité. Il lui demande enfin de justifier le principe de la hausse immédiate à la pompe, alors que lorsque les coûts diminuaient les arguments les plus divers furent invoqués dans les discours officiels pour maintenir des prix élevés.

Pétrole et produits raffinés (carburants et fuel domestique).

40890. — 12 janvier 1981. — M. Jean Rigal expose à M. le ministre de l'agriculture les graves conséquences que revêtent pour les agriculteurs les hausses démesurées des produits pétroliers. Ces hausses, qui traduisent immédiatement tantôt la hausse du dollar, sa baisse n'a jamais été répercutée, tantôt les décisions des pays producteurs, pénalisent l'ensemble des secteurs productifs de notre économie. Les stocks des compagnies et de leurs succursales, estimés à plus de trois mois de consommation, sont immédiatement réévalués, alors même que le pétrole payé plus cher au départ n'est pas arrivé dans notre pays. Les consommateurs, industriels, agriculteurs, automobilistes, transporteurs, services publics contribuent ainsi à gonfler indûment les profits des multinationales du pétrole. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte faire prendre par le Gouvernement pour que l'agriculture ne subisse plus désormais de telles ponctions à l'ampleur injustifiée. Il lui rappelle à cet égard que le super vendu 3,65 francs en France, l'est à 2,90 francs et parfois moins en R. F. A.

Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants).

40891. — 12 janvier 1981. — M. Jean Rigal expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants la situation des évadés de guerre qui depuis plus de trente ans se sentent lésés par rapport à leurs camarades de captivité dans le calcul de leur retraite. Les évadés de la fonction publique se voient crédités de la campagne simple seulement jusqu'à la date de leur évasion; pour ceux dépendant du régime général, la sécurité sociale ne prend pas en compte le laps de temps écoulé entre l'évasion et 1945, comme pour les rapatriés de 1945, d'où une différence importante dans les conditions de prise de la retraite et dans son montant. En 1976, la mise sur pied d'un statut de l'évadé avait été envisagée et proposée aux organisations représentatives concernées par le secrétaire d'Etat d'alors; l'évocation de ce projet est restée sans suite. Il lui demande de mettre en place, en liaison avec les organisations représentatives des évadés, un statut des évadés et de reconnaître aux passeurs bénévoles identifiés par trois évadés secourus les droits que devraient leur conférer leurs actes de résistance.

Logement (construction).

40892. — 12 janvier 1981. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les crédits affectés à la construction des logements aidés par l'Etat pour l'exercice 1981. Le budget 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie n'apporte, compte tenu de la hausse des coûts et du niveau des taux d'intérêts, qu'un simple maintien, en volume, de la construction des logements aidés par l'Etat. Toutefois, ce

maintien de l'activité ne peut être assuré qu'en tenant compte des logements financés au titre du fonds d'action conjoncturel. Il apparaît donc indispensable que celui-ci soit débloqué dans les tout premiers jours de l'année 1981 si l'on veut éviter, en fonction des différents délais de mise en place, une rupture du niveau de l'activité de la construction qui serait extrêmement grave pour notre industrie. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte envisager pour remédier à cette situation.

Education physique et sportive (enseignement supérieur et postbaccalauréat : Ille-et-Vilaine).

40893. — 12 janvier 1981. — M. Michel Sainte-Marie attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les menaces de fermeture qui pèsent sur le centre régional d'éducation physique et sportive de Dinard. Alors qu'en mai dernier un accord avait été conclu entre le ministre et les organisations syndicales représentatives, garantissant le maintien de tous les centres régionaux et des cadres y exerçant, les pouvoirs publics ont décidé de rompre unilatéralement cet accord, en abaissant les effectifs à trente-quatre pour les huit centres de formation des garçons et à vingt-quatre pour les six centres de formation des filles. Alors que la revalorisation du statut des professeurs adjoints en éducation physique et sportive devait être la première étape d'un plan d'intégration de ces enseignants au corps des professeurs, les mesures qui sont prises hypothèquent gravement l'avenir et le potentiel des enseignants en éducation physique. En conséquence, il lui demande de lui fournir des garanties quant à l'avenir du centre régional d'éducation physique et sportive de Dinard, et plus généralement quant à celui de l'ensemble des autres centres de formation.

Retraites complémentaires (foires et marchés : Gironde).

40894. — 12 janvier 1981. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème d'affiliation du personnel du marché d'intérêt national de Bordeaux-Brienne à une caisse de retraite complémentaire. Dès son origine, en 1963, la gestion du marché de Brienne a été confiée, par délibération du conseil municipal de la ville de Bordeaux à une société d'économie mixte, la S. A. F. E. L. (société d'aménagement de la production et commercialisation des fruits et légumes et autres produits alimentaires dans le Sud-Ouest). Le personnel de cette société a été recruté dans les conditions de droit privé et bénéficie des dispositions, toujours en vigueur, d'un statut approuvé par le conseil d'administration de l'époque, déposé au conseil de prudhommes et à l'inspection du travail. Ce personnel, ne pouvant être assimilé aux fonctionnaires de l'Etat, a adhéré à l'I. C. I. R. S. pour les employés, à l'U. N. I. R. S. et à la C. I. R. P. I. C. A. pour les cadres. La loi du 31 décembre 1966 créant les communautés urbaines prévoit dans leurs compétences les marchés d'intérêt national. Le conseil de la communauté urbaine de Bordeaux a donc créé une régie qui s'est substituée à la société d'économie mixte, le 1^{er} avril 1975. Par voie autoritaire, le dossier « retraite », à cette même date, a été clos à l'I. C. I. R. S., l'I. R. C. A. N. T. E. C. souhaitant prendre le relais. La décision définitive vient d'être signifiée, en novembre 1980. Cette solution porte atteinte aux droits acquis du personnel puisque l'affiliation à l'I. R. C. A. N. T. E. C. signifie la perception d'une retraite très inférieure à celle servie par l'I. C. I. R. S., l'U. N. I. R. S. ou la C. I. R. P. I. C. A. Aussi lui demande-t-il quelle mesure il compte envisager pour remédier à cette situation.

Impôts et taxes (taxe sur les salaires).

40895. — 12 janvier 1981. — M. Alain Madelin expose à M. le ministre du budget les difficultés qu'entraînent pour les hôpitaux, comme pour les autres assujettis, l'accroissement du poids de la taxe sur les salaires. Il rappelle qu'à plusieurs reprises le Gouvernement a reconnu qu'il était nécessaire de procéder à une réforme générale de cette taxe. Il lui demande pour quelles raisons cette réforme n'a pas été soumise au Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 1981 et quelles mesures il entend prendre d'urgence, en attendant l'adoption de cette réforme, pour adapter le barème de la taxe à l'évolution des rémunérations.

Boissons et alcools (viticulture).

40896. — 12 janvier 1981. — M. Joseph Vidal attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de la forte augmentation des importations de vin en France au cours des deux premiers mois de la campagne vinicole 1980-1981. En effet, il constate, d'une part, que ces importations qui avaient diminué au cours de la campagne 1979-1980 (et ce par rapport au niveau par-

ticulièrement élevé de la campagne précédente) s'élèvent au mois d'octobre de cette année à : 650 900 hl, dont 584 500 hl (89 p. 100 du total) en provenance d'Italie; contre 525 000 hl l'année dernière à la même époque, soit une augmentation de 25,8 p. 100 et, d'autre part, que cette augmentation intervient alors même que, non seulement, la présente récolte est bonne en qualité et en quantité mais que, de plus, les stocks actuels permettent de satisfaire les demandes de la consommation, tant par leur volume (plus de 100 millions d'hl) que par leur composition très variée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'arrêter cette reprise massive des importations qu'il ne pourra qu'affecter gravement le fragile équilibre du marché obtenu notamment au prix de lourds sacrifices financiers consentis par les viticulteurs.

*Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux
(R. A. T. P. : majorations des pensions).*

40897. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'article 33 du règlement de retraite de la R. A. T. P. stipulant que la pension est majorée de 10 p. 100 lorsque le bénéficiaire a élevé trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Par ailleurs, le code des impôts estime qu'un enfant réputé grand infirme compte pour deux parts. Or, un collaborateur de la R. A. T. P., marié et père de deux enfants dont un infirme à 80 p. 100, s'est vu refuser le bénéfice de la majoration de 10 p. 100, la Régie estimant, contrairement au code des impôts, qu'un enfant grand infirme ne pouvait compter pour deux parts. Il lui demande de bien vouloir préciser par un texte réglementaire que la majoration de pension de 10 p. 100 s'applique bien aux parents ayant élevé deux enfants dont l'un au minimum est reconnu comme grand infirme.

Villes nouvelles (législation).

40898. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'urgence qui s'impose de réformer la loi de 1971 instituant les villes nouvelles. En effet, l'évolution de ces dernières démontre l'inadaptation et le caractère nocif de nombreuses dispositions de ce texte législatif dont les contraintes accablent désormais de nombreuses collectivités à une impasse budgétaire et urbanistique. Deux propositions de loi tendant à l'abrogation de la loi Boscher et à son remplacement par un dispositif législatif conforme aux aspirations des habitants des communes incluses en zone d'agglomération nouvelle ont été déposés respectivement par les groupes socialiste et communiste. Le Gouvernement lui-même a annoncé à plusieurs reprises l'imminence du dépôt d'un projet de loi portant réforme de la loi précitée. Cependant, jusqu'à ce jour, aucun débat parlementaire n'a pu avoir lieu sur ce sujet. Il lui demande de bien vouloir inscrire cette question à l'ordre du jour prioritaire de la session ordinaire de 1981.

Impôts locaux (villes nouvelles).

40899. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation singulière et discriminatoire des habitants des communes situées en ville nouvelle hors des périmètres d'agglomération nouvelle, à l'égard de la fiscalité locale. En effet, le groupe central des villes nouvelles, dépendant des services du Premier ministre, a imposé dans certains cas à ces habitants une surimposition à titre de participation au budget des S. C. A. Or, une telle décision ne s'appuie sur aucun texte législatif. Il lui demande de bien vouloir rappeler le G. C. V. N. au respect de la loi et de réformer les décisions arbitrairement imposées à plusieurs collectivités.

Villes nouvelles (finances).

40900. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur le surcroît de tutelle qu'exerce le groupe central des villes nouvelles sur les collectivités locales concernées. Alors que le Gouvernement prétend accroître l'autonomie de décision des communes, les collectivités locales des villes nouvelles subissent des contraintes accrues qui s'exercent par le biais des attributions de subvention d'équilibre et aboutissent à ce que la pression fiscale, compte tenu de la nécessité de réaliser des équipements conformes aux besoins des populations à accueillir, soit déterminée non plus par les conseils municipaux et syndicaux mais par le G. C. V. N. lui-même, organisme sans responsabilité devant le corps électoral, et disposant, par l'usage des moyens dont il dispose, d'un pouvoir réellement exorbitant. Il lui demande de bien vouloir ne pas dissocier la réforme de la loi Boscher de celles des collectivités locales inscrite

à l'ordre du jour de la première session ordinaire de 1981 et, dans l'immédiat, de publier des instructions au G. C. V. N. rappelant cet organisme administratif à ne pas empiéter sur l'autorité et les responsabilités des corps élus des collectivités locales des zones d'agglomération nouvelle.

Villes nouvelles (finances).

40901. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le Premier ministre sur la nécessité qu'il y a pour l'Etat de s'engager financièrement, parallèlement aux collectivités locales incluses dans les périmètres des villes nouvelles. Trop souvent en effet le concours consenti par le groupe central des villes nouvelles au titre de la subvention d'équilibre est sans commune mesure avec l'effort fiscal exigé des communes. Il semblerait à tout le moins nécessaire que cette subvention soit calculée par rapport à la population nouvellement accueillie et au degré de création d'emplois nouveaux. Par ailleurs, cette subvention devrait, en fonction des données précitées, pouvoir être approximativement évaluée au moins une année à l'avance. Or, les errements observés actuellement aboutissent à ce que, faute d'une subvention d'équilibre et en l'absence de taxe professionnelle suffisante, la pression fiscale que subissent les habitants des villes nouvelles atteint, par la rapidité de sa progression, des seuils insupportables. Il lui demande de bien vouloir inscrire, dans le cadre de la préparation du prochain budget, des crédits suffisants pour permettre aux villes nouvelles de réaliser les équipements nécessaires à l'accueil des populations qui s'y installent.

Taxe sur la valeur ajoutée (activités immobilières).

40902. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien rappelle à M. le ministre de l'économie sa question écrite déposée le 7 mars 1980 sur les dispositions en matière de T. V. A. sur les mutations à titre onéreux pour les acquéreurs d'appartements construits par une société d'habitation à loyer modéré. Il lui demande si, lorsque la première acquisition a eu lieu après l'achèvement des travaux, il peut y avoir remise en question de l'exonération initiale de la T. V. A. lors de la constatation du transfert de la propriété et de la revente alors que cette revente semble sortie du champ d'application de la T. V. A. Il lui demande en outre, au cas où l'administration fiscale serait en droit de demander la remise en cause de cette exonération initiale de T. V. A., si cette T. V. A. doit être supportée par l'acquéreur (acquéreur lors de vente à terme initiale), dès lors que le redevable légal de cette T. V. A. est la société d'H. L. M. vendeuse; qu'aux termes de la convention préliminaire de réservation, il a été stipulé un prix fixe « forfaitairement » taxes et revalorisations de prix incluses; qu'il n'a rien été stipulé dans cette convention préliminaire de réservation du contrat de vente, concernant la partie sur laquelle devrait reposer le paiement de cette T. V. A. en cas de remise en cause de l'exonération initiale de T. V. A.; qu'il n'a pas été prévu expressément que l'acquéreur rembourserait à la société d'H. L. M. constructrice la taxe susceptible d'être réclamée à cette dernière par les services fiscaux.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel : Seine-et-Marne).

40903. — 12 janvier 1981. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation particulière du corps enseignant du premier degré en Seine-et-Marne. En effet, la féminisation croissante et le rajeunissement de ce corps ont eu pour conséquence une recrudescence des congés de maternité atteignant presque le double des congés observés les années précédentes. Compte tenu de cette situation particulière, due en partie à la pression démographique qui continue à s'exercer sur la Seine-et-Marne, et notamment sur sa frange Ouest, il lui demande de bien vouloir reviser en hausse le nombre des institutrices et instituteurs de ce département afin que les remplacements des enseignants soient assurés et que l'enseignement des jeunes enfants ne souffre plus de perturbation.

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(pensions des invalides).*

40904. — 12 janvier 1981. — M. Robert Bailanger attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les cas qui ont été portés à sa connaissance relatifs à la révision des taux d'invalidité. En effet, l'avis du centre de réforme sur la révision du taux d'invalidité reste bien souvent lettre morte. Il paraît anormal que l'administration centrale, à la simple vue des dossiers, revise en baisse le taux sans que l'avis du centre de réforme soit à un

quelconque moment pris en considération. Les raisons qui président à ces décisions paraissent fort éloignées de l'intérêt des anciens combattants. En conséquence, il lui demande de lui apporter toutes les précisions concernant ces faits et de prendre les mesures qui s'imposent afin de régulariser cette situation.

Enseignement secondaire (établissements : Hérault).

40905. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation la nécessité de créer un poste de secrétaire administratif au lycée d'Agde. En effet, les services administratifs et pédagogiques de cet établissement sont gênés dans leur fonctionnement par la mise en demi-service de la personne s'occupant du secrétariat. La mairie d'Agde a décidé de supprimer totalement ce poste qu'elle finançait jusqu'alors. La situation de cet établissement sera donc particulièrement difficile dans l'avenir, l'absence de secrétaire administratif cumulant avec l'absence de concierge, ce alors que le nombre d'élèves est en augmentation par rapport à l'année scolaire 1979-1980 et que la section technique du L. E. P. de Sète, rue de Brescou, Agde, lui a été annexée depuis septembre 1980. Il lui rappelle le vœu émis le 5 décembre 1980 par le conseil d'administration de l'établissement et la prise de position de l'association des parents d'élèves souhaitant l'attribution d'un poste de secrétariat à temps complet. Il lui demande de prendre au plus tôt cette décision.

Mer et littoral (pollution et nuisances : Hérault).

40906. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie l'opposition des professionnels de la conchyliculture et de la municipalité de Marseillan au projet d'implantation d'une très importante unité touristique de grand standing entre Mèze et Marseillan sur les communes de Marseillan, Pomérols, Mèze. Par sa nature et ses dimensions, cette opération immobilière apparaît totalement incompatible avec les activités existantes sur l'étang car elles risqueraient d'entraîner leur disparition à très court terme (pollution). Il a été fait état de 30 000 touristes susceptibles de pratiquer le moto-nautisme. Ce type de développement extérieur aux communes et à leur contrôle n'est pas acceptable. Il lui demande : de bien vouloir tenir les élus informés du contenu des projets connus de l'administration ; de prendre en considération l'opposition des élus communistes du bassin de Thau, ainsi que celle des professionnels de la pêche et de la conchyliculture à tout projet aboutissant à la réduction ou à l'abandon des activités traditionnelles.

Chômage : indemnisation (allocations).

40907. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre du travail et de la participation son opposition à l'évolution récente du contrôle par ses services des demandeurs d'emplois indemnisés. En effet, alors que l'emploi se dégrade de jour en jour, les offres d'emplois insatisfaites en fin de mois étant au plus bas, tandis que se multiplient les licenciements individuels et collectifs, il est inadmissible que le contrôle des chômeurs indemnisés devienne de plus en plus tatillon. En application de la loi du 16 janvier 1979 (décret du 1^{er} octobre 1979) de nombreux chômeurs indemnisés sont menacés de suppression d'indemnités car ils n'accompliraient pas suffisamment d'actes positifs de recherche d'emploi. Il est fait référence à de tels actes, alors qu'il y avait, par exemple : 195 offres d'emplois non satisfaites pour 7 768 demandeurs dans l'arrondissement de Béziers, ce qui rend quasi impossible cette recherche par actes positifs. Il lui demande d'assouplir ce contrôle, en fonction de la situation de l'offre d'emploi.

Mer et littoral (pollutions et nuisances : Hérault).

40908. — 12 janvier 1981. — Mme Myrlam Barbera attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'éventualité de la construction d'une unité touristique sur les rives du bassin de Thau (entre les communes de Mèze, Marseillan, Pomérols). Ce projet porterait sur une localité de 10 à 15 000 habitants et un port d'environ 2 000 bateaux, ouvert (ou affranchi) sur le bassin de Thau. Elle lui rappelle qu'au courant spéculatif sur les bords de mer semble se substituer la recherche d'implantations sur d'autres sites, vers l'intérieur des terres (celles-ci pouvant être acquises à des prix agricoles). Dans ce domaine l'étang de Thau est particulièrement visé. Le caractère exceptionnel de son plan d'eau par ses dimensions et sa profondeur, le fait convoiter pour y développer les activités nautiques de toutes sortes. En outre, ses rives Nord et Sud sont en grande partie inoccupées et « disponibles ». De futures « stations nouvelles du littoral » peuvent y apparaître à tous moments. Elle

lui indique, d'autre part, qu'une telle orientation est radicalement incompatible avec le maintien et la survie des activités actuelles de l'étang, pêche, conchyliculture, etc. et de l'ensemble des activités qui s'y rattachent. En effet, la présence de dizaines de milliers de touristes sur ses rives poserait d'insurmontables problèmes, tant au niveau de la pollution qu'au niveau de l'occupation même du plan d'eau, nécessairement voué à un motonautisme envahissant et exclusif. De telles perspectives, si elles étaient conduites à leur terme, permettent d'entrevoir pour les professionnels de l'étang le même avenir que celui réservé aujourd'hui, par le pouvoir, à nos mineurs et nos viticulteurs. Les uns se voyant proposer une retraite anticipée, les autres une « indemnité viagère de départ » comme prix de l'abandon de leur outil de travail. En conséquence, elle lui demande : de bien vouloir l'informer dans les meilleurs délais du contenu des projets dont l'administration aurait connaissance ; de prendre en considération la vive opposition des élus communistes du bassin de Thau, celle des professionnels de la pêche et de la conchyliculture à tout projet aboutissant à l'abandon ou même à la réduction des activités économiques sur cet étang.

Transports maritimes (politique des transports maritimes).

40909. — 12 janvier 1981. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre des transports sur la gravité de la situation créée par la politique de désengagement de l'armement naval S.N.C.F., en ce qui concerne les liaisons transmanche. Il s'alarme des conséquences qu'aura cette situation sur l'emploi des navigants, titulaires ou non et sur l'activité de la région dans ce domaine. Il s'interroge sur les objectifs d'une telle décision qui menace gravement la présence du pavillon français dans le détroit du Pas-de-Calais. Il lui demande de prendre rapidement les mesures qui renforceront la position de notre pavillon au point de vue des navires ferrés et qui assureront le maintien de l'emploi pour l'ensemble des personnels.

Mutualité sociale agricole (contentieux).

40910. — 12 janvier 1981. — M. Irénée Bourgols attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le cas suivant. Une famille d'agriculteurs de sa circonscription a six enfants. Le chef de famille, n'ayant pas réglé ses cotisations à la mutualité sociale agricole, a été averti que les prestations familiales ne lui seraient pas versées pour diminuer la dette. Il lui demande s'il est normal de priver une famille de six enfants de la totalité de ses prestations sous prétexte d'un non-versement de cotisations, si une telle mesure ne déroge pas au principe d'incessibilité des allocations familiales.

Bâtiment et travaux publics (hygiène et sécurité du travail).

40911. — 12 janvier 1981. — M. Irénée Bourgols attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le très grave problème de la sécurité dans le secteur du bâtiment. Deux accidents mortels (il y en a chaque année 750 !) survenus récemment dans une entreprise de la Manche viennent allonger une liste qui fait déjà du bâtiment le secteur professionnel le plus dangereux. Dans le premier, l'effondrement d'un mur a provoqué la mort de deux ouvriers de l'entreprise et en a blessé un autre. Les délégués du personnel n'ont même pas pu obtenir de précisions sur les conditions de l'accident. Dans le deuxième, c'est un conducteur de bulldozer qui a trouvé la mort quand son engin a basculé dans l'eau. Il est établi que ce bulldozer, que la victime n'avait conduit que de rares fois, était en mauvais état de marche. Il lui demande en conséquence quelles mesures immédiates il compte prendre pour faire assurer la sécurité des travailleurs sur les chantiers, et notamment pour obtenir la création d'un comité d'hygiène et de sécurité par entreprise comme le réclame à juste titre la C.G.T.

Enseignement préscolaire et élémentaire (personnel).

40912. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de certains instituteurs suppléants titulaires du certificat d'aptitude pédagogique. Recrutés comme suppléants avant la clôture des listes de remplaçants en 1977, ces enseignants n'ont pu y être inscrits car ils exerçaient dans des collèges. Ils ont, à ce moment-là, été transformés en maîtres auxiliaires 3^e catégorie, transformation qui s'est traduite par une perte de salaire de 300 francs à l'époque. Le concours externe d'accès à l'école normale d'instituteur leur est interdit puisqu'ils sont âgés de plus de vingt-deux ans et tant qu'ils ont été maîtres auxiliaires 3^e catégorie ils ont été exclus du concours

interne. Recrutés cette année comme suppléants, ils ont maintenant trois ans pour entrer à l'école normale, la possession du certificat d'aptitude pédagogique n'étant pas prise en considération. S'ils ne procèdent pas ainsi, ils seront remerciés par l'administration, après plusieurs années d'enseignement. Une telle situation est particulièrement incohérente dans la mesure où ces enseignants se trouvent contraints de préparer un diplôme dont ils sont déjà titulaires alors qu'ils souhaitent simplement exercer le métier auquel l'Etat les reconnaît aptes. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à la situation des enseignants se trouvant dans ce cas ou dans un cas similaire, afin d'éviter un gâchis de formation et dans l'intérêt du service public d'éducation.

Métaux : entreprises (Indre-et-Loire).

40913. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de la Société industrielle des Etablissements Voyer (S.I.E.V.) d'Indre-et-Loire (Tours la Riche, Tours la Meneton et Rive-de-Gier). Cette entreprise, dont les activités sont tournées vers la fabrication de produits de construction métallique (aluminium), est actuellement gravement menacée. Le licenciement de ses 510 salariés, dont 350 à Tours la Riche, est annoncé. Cette situation est la conséquence de l'abandon de Voyer-S.I.E.V. par la multinationale anglaise Norcross qui a décidé, alors que Voyer-S.I.E.V. a un carnet de commandes rempli pour six mois encore, de ne pas renouveler sa location-gérance et de s'implanter en Australie. C'est la liquidation d'une entreprise viable qui est ainsi décidée. Le déficit de la Société Voyer-S.I.E.V. était en effet en voie de résorption dans la dernière période. Ainsi, une multinationale étrangère peut-elle impunément décider la fermeture d'une entreprise dans notre pays et mettre en cause le potentiel industriel et l'indépendance économique de la France. Les conséquences au plan social de ces mesures n'en sont pas moins désastreuses. 540 licenciements dans un département qui compte déjà 20 000 chômeurs. Il n'est pas envisageable de laisser se réaliser un tel gâchis. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre la sauvegarde de cette entreprise, celle de son potentiel industriel et celle de l'emploi de ses salariés.

S. N. C. F. (lignes).

40914. — 12 janvier 1981. — M. Henry Canacos attire l'attention de M. le ministre des transports sur les problèmes auxquels sont confrontés les usagers de la ligne S. N. C. F. Paris—Beauvais, habitant Méru. En effet, les retards importants et de plus en plus fréquents, la durée excessive du trajet (passant de 1 h 08 à 2 heures pour 79 kilomètres), le manque de trains aux heures de pointe dans les deux sens (Beauvais—Paris et retour) et la non-délivrance de la carte hebdomadaire pour les quatre kilomètres en supplément aux 75 kilomètres, distance maximum pour l'ouverture des droits à ce titre de transport, complique singulièrement la vie quotidienne de la population de cette partie de la région d'Ile-de-France, pénalisant lourdement les travailleurs quant aux horaires à respecter, à la fatigue et aux charges supplémentaires qu'ils ont à supporter. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la situation s'améliore et que le service public des transports donne satisfaction aux usagers.

Sondages et enquêtes (entreprises).

40915. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Chaminade informe M. le Premier ministre des exigences imposées par la direction de l'I. F. O. F., en opposition à la loi, à ses enquêteurs. Elle exige, en effet, que les dossiers d'enquêtes remis comportent obligatoirement les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes qui ont accepté de répondre aux questionnaires. Si cette condition n'est pas remplie, les dossiers ne sont pas réglés à l'enquêteur. On demande en fait à ceux-ci de renoncer à défendre la déontologie professionnelle pour mériter leur salaire. On leur demande de participer à une entreprise de fichage des Français pour gagner leur vie. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour que soit mis un terme par la direction de cet organisme de sondage à ces pratiques attentatoires aux libertés individuelles des Français et pour qu'elle respecte la loi en ce domaine.

Santé et sécurité sociale : ministère (personnel : Corrèze).

40916. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Chaminade rappelle à M. le ministre du budget sa question écrite du 21 juillet 1980 (n° 33649) sur les problèmes de remboursement des frais de dépla-

cement des travailleurs sociaux des D. D. A. S. S. ainsi que la réponse qui lui a été faite le 1^{er} septembre. Cette réponse n'apporte rien de positif aux intéressés et, dans de nombreux départements, diverses initiatives d'action sont mises en œuvre par ces travailleurs afin que les problèmes réels qui sont les leurs soient examinés, les hausses successives du carburant aggravant le décalage entre les indemnités perçues et les frais réels qu'ils supportent pour l'exercice de leur fonction. En conséquence, il lui demande à nouveau s'il n'entend pas réexaminer les problèmes posés et envisager des mesures de justice permettant à ces salariés de ne plus être obligés de payer pour travailler.

Etudes, conseils et assistance (personnel).

40917. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Chaminade rappelle à M. le ministre du travail et de la participation qu'un avenant à la convention collective des bureaux d'études, paru au Journal officiel du 22 juillet 1980, octroie un statut professionnel aux enquêteurs des bureaux d'études. Or, certaines directions d'instituts de sondage se refusent toujours à appliquer cette convention collective aux enquêteurs salariés de leur organisme, cela malgré des jugements en référé sur ces questions. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas exiger l'application de la loi sans autre retard par toutes les entreprises concernées et prendre à cet effet les mesures nécessaires.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(office national des anciens combattants et victimes de guerre).*

40918. — 12 janvier 1981. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des agents des catégories C et D des écoles et foyers de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (O. N. A. C.). Depuis le 27 janvier 1970, date de la parution des décrets n° 70-78 et n° 70-79 relatifs aux échelles de rémunérations pour les catégories C et D des fonctionnaires de l'Etat et à l'organisation de leurs carrières, ces agents n'ont toujours pas bénéficié du reclassement. En octobre 1978, le comité technique paritaire de l'O. N. A. C. avait adopté le principe du reclassement de ces personnels. Malgré cet engagement, le reclassement n'est toujours pas intervenu. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour régulariser au plus tôt la situation des agents des catégories C et D de l'O. N. A. C.

S. N. C. F. (structures administratives : Limousin).

40919. — 12 janvier 1981. — Mme Hélène Constans proteste auprès de M. le ministre des transports contre le projet de suppression, début 1981, de quatre-vingt-dix postes d'agents du service Equipement de la Société nationale des chemins de fer français dans la région Limoges. La direction nationale Société nationale des chemins de fer français, pour la première fois, ne s'en est pas tenue aux prévisions de sa direction régionale, laquelle demandait la suppression de soixante-dix postes. Ce projet est inacceptable. En effet, il manque actuellement dix agents pour assurer le travail demandé. D'autre part, l'entretien est confié de plus en plus souvent à de grandes entreprises privées ; en 1980, ces dernières ont reçu 26 millions de francs dont 10,59 millions de francs pour les opérations de maintenance des voies et 10,5 millions de francs pour le renouvellement des installations (en augmentation de 26,5 p. 100 sur 1979) ; assurées par les cheminots, ces opérations auraient permis la création de 150 postes. Ce projet porte donc une atteinte nouvelle à la société nationale. Il s'inscrit dans le droit fil d'une politique gouvernementale visant à obtenir une prétendue « rentabilité » du chemin de fer auquel on affecte le moins possible de crédits publics dont une part croissante va enrichir les grandes entreprises privées. Sa mise en œuvre se traduirait par une dégradation importante du patrimoine pouvant mettre en cause la sécurité des circulations, par une exigence de plus grande productivité à l'égard des cheminots, par la détérioration du service public. Elle lui demande d'annuler ce projet.

Minéraux (potosse : Haut-Rhin).

40920. — 12 janvier 1981. — M. César Depietri attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur le problème de la construction d'une saline M. D. P. A. de un million de tonnes à Staffelfelden dans le Haut-Rhin. L'avenir des M. D. P. A. passe par toute une série de projets, dont la construction dans cette commune d'une saline de un million de tonnes. C'est un problème qui la touche tout particulièrement du fait que la seule et unique ressource industrielle de cette commune, c'est la mine et que, logiquement, la saline, tout au moins en partie, devrait y être construite avec

toutes les conséquences heureuses qu'elle aurait dans le domaine financier et celui de la création d'emplois nouveaux. Le développement des mines de potasse exigerait la réalisation d'un plan qui peut se résumer en cinq points importants que je vous citerai pour mémoire : le transport de 3,5 millions de tonnes de sel par an en Lorraine et dans le Jura; construction dans les M. D. P. A. d'une saline de un million de tonnes; construction d'une unité d'électrolyse utilisant 300 000 tonnes de sel cristallisé par an pour la fabrication du chlore; construction d'une plate-forme chimique destinée à produire des matières plastiques; construction d'une usine d'engrais composés en collaboration avec C. D. F.-Chimie en Lorraine, permettant de créer six cents emplois directs et indirects offrant un nouveau débouché à la production M. D. P. A. L'application de l'ensemble de ces mesures permettrait : de combattre la menace d'un chômage massif dans le bassin potassique; de diminuer l'inflation et le déficit de la balance commerciale de notre pays; de s'attaquer d'une façon concrète au grave problème de la pollution du Rhin sans avoir recours à des méthodes néfastes pour la nature, telles que l'injection des saumures dans le sous-sol alsacien. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Métaux (entreprises : Moselle).

40921. — 12 janvier 1981. — M. César Depietri attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les mesures décidées par la direction de la Société Ottolazard dans ses usines de Moselle. En effet, cinquante suppressions d'emplois y sont envisagées. D'une part, la fermeture de l'atelier oxycoupage à Yutz entraînerait le licenciement de trente-neuf travailleurs. D'autre part, onze licenciements sont prévus sur le chantier de Beauregard (Thionville). La direction parle de « nécessaires investissements » pour une modernisation indispensable à l'avenir de la société. Mais, en fait, rien ne justifie ces mesures car ce n'est pas aux travailleurs à faire les frais d'une modernisation, si nécessaire soit-elle, d'autant que les carnets de commande sont remplis. Rien ne le justifie car le chiffre d'affaires de cette société a augmenté de 7 p. 100 en 1980 par rapport à 1979. De plus, les gros actionnaires d'Ottolazard, dont la banque Rothschild, n'ont aucune peine à assurer de tels investissements. Aussi, il lui demande ce qu'il compte faire pour refuser les mesures décidées par la direction de la Société Ottolazard en Moselle, un département qui a déjà subi trop de démantèlements.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Aveyron).

40922. — 12 janvier 1981. — M. Bernard Deschamps attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur le mauvais fonctionnement du bureau de poste des Costes-Rouges, à Rodez. Ce dernier a été fermé du 13 juillet au 30 août 1980 inclus. Cette fermeture, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de démantèlement des postes et télécommunications mise en place par le pouvoir, a privé les 2 500 habitants que comprend cette agglomération d'un service public indispensable à la vie courante et les a obligés à faire plusieurs kilomètres pour réaliser la moindre opération postale. Afin que cette situation inadmissible ne se reproduise plus, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour transformer ce bureau de poste en recette à part entière; 2° pour que la direction départementale de l'Aveyron puisse assurer correctement et même améliorer le service public des P. T. T. à Rodez et dans le département.

Handicapés (allocations et ressources : Gard).

40923. — 12 janvier 1981. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation de nombreux handicapés adultes du Gard jugés, ces derniers mois, aptes à un travail léger par... Cotorep et qui, de ce fait, perdent les allocations dont ils bénéficiaient jusqu'alors. Compte tenu du niveau élevé du chômage et de l'insuffisance de la législation en faveur des handicapés, beaucoup de ceux-ci se trouvent désormais sans ressources. Il lui demande : le nombre de handicapés du Gard que la Cotorep a jugés aptes au travail depuis le 1^{er} juillet 1979; les mesures qu'il compte prendre pour rétablir ceux-ci dans leurs droits.

Arts et spectacles (propriété artistique et littéraire : Seine-Saint-Denis).

40924. — 12 janvier 1981. — Mme Paulette Fost demande à M. le ministre de la culture et de la communication la raison pour laquelle il n'a pas encore répondu à sa question écrite n° 34593 du 11 août 1980 relative à la création d'une bibliothèque sonore par les associations de handicapés de la ville de Saint-Ouen.

Logement (allocations de logement).

40925. — 12 janvier 1981. — M. Dominique Frelaut attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation de plus en plus préoccupante des familles qui connaissent un retard de loyers bien souvent supérieur ou égal à trois mois, compte tenu de la hausse importante des loyers et du chômage. De plus, la modicité des secours apportés allant de 500 F à 1 000 F ne permet pas de couvrir des impayés de loyers qui s'élèvent souvent jusqu'à 8 000 F. Ces familles en difficulté (chômeurs, femmes seules avec des enfants, retraités en attente de liquidation de retraite, handicapés) attendent souvent leurs versements plus de deux mois. En conséquence, il lui demande de revaloriser les aides pour éviter de telles disproportions entre les aides et le montant des impayés et la création d'un fonds gouvernemental destiné à venir en aide aux offices d'I. L. M. et aux locataires.

Etrangers (travailleurs étrangers : Val-de-Marne).

40926. — 12 janvier 1981. — M. Georges Gosnat expose à M. le ministre du travail et de la participation que dans la journée du 21 décembre 1980, trois cents travailleurs immigrés maliens logés à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) ont été transportés dans un foyer de Vitry-sur-Seine bien que ces locaux étaient murés, sans l'avis de la commission de sécurité compétente et, bien sûr, sans l'accord de la municipalité de Vitry-sur-Seine et de l'O. P. H. L. M. propriétaire des murs. Or ce foyer, dont les locataires avaient été expulsés par les pouvoirs publics, devait être utilisé pour loger des jeunes travailleurs français et une réunion de concertation devait se tenir à cet effet le 6 janvier 1981 à la préfecture du Val-de-Marne. Cette demande de la municipalité de Vitry-sur-Seine s'appuie sur les efforts considérables entrepris par cette commune en faveur des travailleurs immigrés et sur le fait que déjà deux foyers regroupant cinq cents travailleurs immigrés sont implantés dans cette ville. Ce transfert organisé dans le secret est donc un véritable coup de force qui a soulevé l'indignation et les protestations des élus municipaux, départementaux et nationaux et plus largement de la population de cette ville, telles qu'elles ont été exprimées par la délégation composée des élus reçue dernièrement au ministère. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les travailleurs maliens qui ont été logés à Vitry-sur-Seine sans l'accord de la municipalité et de l'O. P. H. L. M. soient relogés dans les plus brefs délais dans des conditions décentes à Saint-Maur-des-Fossés.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : calcul des pensions).

40927. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'injustice que subissent les retraités ressortissant du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. La plupart des régimes spéciaux, le régime général de la sécurité sociale, le régime agricole, celui des commerçants et artisans, etc., accordent d'importantes bonifications correspondant aux bénéfices des campagnes, notamment en temps de guerre. Il est donc anormal que les retraités des mines se voient refuser, pour la détermination du montant de leur prestation vieillesse, la prise en compte des périodes de guerre pour le double de leur durée effective. Elle rappelle que par deux fois la commission des affaires culturelles et sociales s'est prononcée unanimement pour que justice leur soit rendue. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour reconnaître aux retraités des mines les droits qu'ils peuvent revendiquer légitimement.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : calcul des pensions).

40928. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'injustice que subissent les retraités ressortissant du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. La plupart des régimes spéciaux, le régime général de la sécurité sociale, le régime agricole, celui des commerçants et artisans, etc., accordent d'importantes bonifications correspondant aux bénéfices de campagnes, notamment en temps de guerre. Il est donc anormal que les retraités des mines se voient refuser, pour la détermination du montant de leur prestation vieillesse, la prise en compte des périodes de guerre pour le double de leur durée effective. Elle rappelle que par deux fois la commission des affaires culturelles et sociales s'est prononcée unanimement pour que justice leur soit rendue. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour reconnaître aux retraités des mines les droits qu'ils peuvent revendiquer légitimement.

Impôts locaux (taxes sur l'électricité).

40929. — 12 janvier 1981. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le Premier ministre sur la procédure à appliquer afin que les collectivités locales puissent bénéficier de la taxe applicable aux utilisateurs d'énergie électrique à moyenne tension. Actuellement l'électricité de France se refuse à percevoir la taxe dont le produit est déterminé par les collectivités locales. Il apparaît que la perception de ces sommes relève des directions départementales E. D. F. Il demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour exiger de cette administration l'application des textes en vigueur.

Départements et territoires d'outre-mer (Martinique : produits agricoles et alimentaires).

40930. — 12 janvier 1981. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur la nécessaire poursuite des activités de l'usine Lareinty, au Lamentin (Martinique). En effet, depuis plusieurs années, la menace de la fermeture de cette usine plane sur la Martinique, avec les conséquences désastreuses en matière d'économie locale et de chômage que ne manqueraient pas d'entraîner une pareille décision. Déjà en 1979, il a fallu toute la détermination de la population et des élus du Lamentin et de la Martinique pour qu'une solution provisoire soit trouvée; et la campagne 1980 réalisée démontre, s'il le fallait, les potentialités existantes. Sur proposition des élus communistes, le conseil général de la Martinique s'est prononcé le 3 novembre 1980 pour la constitution d'une société d'économie mixte autour du Lareinty qui permettrait de résoudre durablement le problème de l'existence de cette usine et d'établir une base solide pour le développement des industries liées à la canne à sucre en sauvegardant et en accroissant une production traditionnelle de cette région. Il appartient maintenant au Gouvernement de respecter le choix fait par les élus locaux dont une délégation est d'ailleurs venue à Paris récemment pour s'en entretenir avec les différents ministères concernés et d'aider concrètement à la réalisation de ce projet, d'autant que les perspectives sont favorables avec l'augmentation du prix du sucre au niveau mondial. Un refus du Gouvernement dans ce domaine serait considéré à juste raison comme l'affirmation, une nouvelle fois exprimée, du mépris affiché envers ces peuples et de la priorité donnée par le Gouvernement à la défense des intérêts des sociétés multinationales comme Cointreau au détriment de l'avenir de toute une région. En conséquence, il lui demande de l'informer des mesures concrètes qu'il entend prendre afin d'aider à la concrétisation du projet de société d'économie mixte en garantissant le maintien en activité de l'usine Lareinty.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

40931. — 12 janvier 1981. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas des couples qui ont aliéné un bien commun pour se constituer une rente viagère des deux époux. Il lui demande si cette rente doit être prise en compte lors de l'appréciation du montant des ressources ouvrant droit en vertu de l'article L. 351 du code de la sécurité sociale à l'octroi de la pension de réversion à la veuve. Il lui rappelle que sa première question écrite sur ce problème est toujours sans réponse.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : montant des pensions).

40932. — 12 janvier 1981. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la diminution du pouvoir d'achat des retraités minières. Pour 1980, le niveau est insuffisant, puisque l'augmentation de 12,1 p. 100 est dépassée par l'augmentation des prix (indice officiel). En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour effectuer un rappel sur le premier trimestre 1981 de la diminution du pouvoir d'achat des retraités minières constatée en 1980 et, éventuellement, le relevé effectué au cours du premier trimestre 1981.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : harmonisation des régimes).

40933. — 12 janvier 1981. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'aide que pourrait apporter la suppression de la notion de rente au régime de la sécurité sociale minière. La suppression des rentes fictives

visées à l'article 200 du décret du 27 novembre 1946 faciliterait l'embauchage dans les mines. L'extension au régime minier de la proratisation existant au régime général est demandée par tous les syndicats, par le conseil d'administration de la caisse nationale des mineurs et par des exploitations qui souhaitent recruter du personnel pour quelques années, mais sont gênées par les dispositions actuelles. En conséquence, dans le but de développer l'emploi dans les substances minières, de développer la suppression de la notion de rente en matière de prise en compte des années de travail, de supprimer les tracasseries administratives de la coordination entre différents régimes de sécurité sociale, il lui demande s'il compte, dès 1981, étendre les dispositions du régime général au régime minier.

Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux (travailleurs de la mine : majorations des pensions).

40934. — 12 janvier 1981. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'injustice dont sont l'objet les mères de famille salariées qui ont travaillé dans les mines qui ne bénéficient pas de la majoration de deux ans par enfant élevé au moins deux ans avant l'âge de seize ans. Cette disposition est en vigueur depuis plusieurs années dans le régime général. A noter qu'une mère salariée qui a travaillé dans les mines et, supposons, qui aurait seulement un trimestre dans l'industrie privée, bénéficierait de cette majoration pour enfants. Il est donc regrettable que cette bonification ne soit pas encore appliquée aux mères salariées du régime minier. En conséquence, il lui demande quand compte-t-il supprimer cette injustice aux mères qui ont travaillé dans les mines.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Aisne).

40935. — 12 janvier 1981. — M. Daniel Le Meur attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur le manque d'un guichet des postes à Lehaucourt, petite commune de l'arrondissement de Saint-Quentin (Aisne) en pleine expansion. Depuis 1976, la municipalité de Lehaucourt réclame l'installation de ce guichet. En 1978, une étude réalisée par la direction des postes reconnaissait le bien-fondé d'une telle implantation. Or, malgré les nombreuses démarches effectuées tant par le maire de cette commune que par lui-même, le projet est reporté d'année en année par l'administration des postes sous prétexte de manque de moyens, de personnel insuffisant et de charges de fonctionnement trop imposantes. Il considère inacceptable que la population fasse les frais de la politique d'austérité. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour répondre au légitime souhait de la population de Lehaucourt.

S. N. C. F. (lignes).

40936. — 12 janvier 1981. — M. Raymond Maillet attire l'attention de M. le ministre des transports sur le mécontentement des usagers de la ligne S.N.C.F. Paris-Beauvais. Cette ligne est utilisée chaque jour par de nombreux salariés se rendant en région parisienne. Les voitures sont souvent inconfortables et en nombre insuffisant pour certains trains aux heures de pointe. Les trains sont presque toujours en retard, en raison de la puissance insuffisante des motrices. La pétition des usagers, qu'une délégation qu'il accompagnait, vous a fait parvenir, demande : l'électrification de la ligne Paris-Beauvais; la mise en service de motrices plus puissantes ou d'une deuxième motrice par train en attendant l'électrification; le bénéfice de la carte orange pour les travailleurs de l'Oise dont les employeurs en région parisienne paient la taxe de transport. Il lui demande de lui faire connaître ses décisions sur les trois demandes formulées par les usagers.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

40937. — 12 janvier 1981. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'article 33 de la loi du 10 janvier 1980 sur la fiscalité locale, dans lequel il est indiqué que le Gouvernement doit fournir, avant le 1^{er} juin 1981, un rapport sur l'application éventuelle de la T. V. A. comme base d'imposition à la taxe professionnelle. Il lui demande à quel moment ce rapport sera déposé et si la date limite du 1^{er} juin 1981 est maintenue.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Isère).

40938. — 12 janvier 1981. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation actuelle de l'emploi à l'usine de Jarré dans l'Isère du groupe

P.C.U.K. En effet, dans cette entreprise, il semble qu'un nombre extrêmement important d'intérimaires et de personnes sous contrat à durée déterminée soient employés alors que la situation de l'entreprise permettrait l'embauche de personnel à temps plein. De surcroît, l'emploi abusif de travailleurs intérimaires aboutit, d'une part, à une détérioration des conditions de travail dans cette entreprise et, d'autre part, au développement d'une main-d'œuvre qui ne dispose d'aucune garantie tant en matière de salaire que d'emploi par rapport au personnel en place. Par conséquent, il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre afin de permettre la création d'emplois stables à l'usine de Jarré comme d'ailleurs dans l'ensemble du groupe P.C.U.K. et permettre ainsi de mettre un terme à une situation dans laquelle les effectifs de l'entreprise considérée connaissent une proportion anormalement forte de personnel intérimaire.

Etrangers (Algériens).

40939. — 12 janvier 1981. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur l'interprétation qui est faite de l'échange de lettres intervenu entre les ministres français et algériens des affaires étrangères, le 18 septembre 1980. En effet, cet accord stipule que « le gouvernement français prolongera automatiquement la validité des permis de résidence à leur expiration, pour une nouvelle période respectivement de trois ans et trois mois, et de dix ans, selon que le titulaire se trouve établi en France après le 1^{er} juillet 1962 ou avant cette date. Or, force est de constater que les ressortissants algériens demeurent astreints aux mêmes tracasseries administratives, aux mêmes complications, aux mêmes files d'attente, au même « accueil » qu'avant. Parmi les papiers exigés figurent, selon les préfectures, les fiches de paie allant de six à douze mois, le relevé d'impôts qui relève en principe du seul domaine de l'administration fiscale, le reçu de loyer, etc. Mais le comble est atteint lorsqu'on sait qu'au bout de toutes ces démarches il n'est délivré à l'intéressé qu'un récépissé d'une validité de trois mois. Il semblerait que l'on agisse ainsi, dit-on, parce que les préfectures ont besoin d'un certain délai pour préparer la carte de résidence proprement dite. Si c'est ainsi, pourquoi ne mentionne-t-on pas la durée exacte de validité de la carte demandée (c'est-à-dire trois ans et trois mois ou dix ans). Il lui demande si c'est ainsi que le Gouvernement conçoit les accords franco-algériens conclus le 18 septembre 1980. Dans le même temps, il lui fait observer qu'à plusieurs reprises des touristes algériens débarquant sur nos aéroports ont fait l'objet d'un mauvais traitement de la part de la police des frontières, certains parmi eux se sont vu purement et simplement interdire l'entrée en France et refouler vers l'Algérie. Il lui demande en outre si c'est de cette manière qu'il compte améliorer et développer des rapports de coopération mutuellement avantageux entre nos deux pays et nos deux peuples, et quelles mesures il compte prendre pour que les ressortissants algériens vivant sur notre territoire et qui sont appelés à renouveler leurs papiers ne se présentent plus dans les commissariats dans la crainte et l'angoisse, comme c'est le cas aujourd'hui.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

40940. — 12 janvier 1981. — **M. Maurice Nilès** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des conjoints divorcés, le plus souvent le père, qui versent des pensions alimentaires pour les enfants mais qui n'ayant pas ceux-ci à charge sont néanmoins considérés par l'administration fiscale comme des célibataires. Il s'agit là d'une situation particulièrement injuste pour le conjoint en question ayant non seulement à verser une pension mais aussi souvent à faire face dans sa responsabilité matérielle et éducative à l'égard de ses enfants à d'autres dépenses. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que la réglementation en vigueur soit modifiée dans un sens équitable tenant compte des réalités.

Recherche scientifique et technique (médecine).

40941. — 12 janvier 1981. — **M. François Abadie** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème suivant : pour quelles raisons les statuts modifiés de l'association pour le développement de la recherche sur le cancer ne reçoivent-ils pas d'avis du ministère depuis deux ans, alors que les autres ministères de tutelle ont donné un avis favorable. Cette procédure a pour objet de créer des incidents avec le rôle primordial de l'association, dans le domaine sur la recherche contre le cancer. La lutte contre le cancer est un objectif permanent qui bénéficie des efforts conjugués des crédits d'Etat et des crédits d'origine privée recueillis par des associations. Pour aider les trois prin-

cipales associations : l'association pour le développement de la recherche sur le cancer (A.D.R.U.) ; la ligue nationale française contre le cancer (L.N.F.C.C.) ; le groupement des entreprises françaises dans la lutte contre le cancer (G.E.F.L.U.C.), le Gouvernement a créé le haut comité de lutte contre le cancer, chargé de faciliter et de coordonner leurs actions. Pour les aider, l'Etat les a fait bénéficier de la reconnaissance d'utilité publique... Créée il y a vingt ans, l'association pour le développement de la recherche sur le cancer avait pour objectif initial d'aider la recherche à Villejuif qui représentait alors plus de 50 p. 100 du potentiel de recherches en France. Aujourd'hui la recherche est le fait d'équipes dispersées et non plus seulement d'instituts et les centres de recherche de qualité se multiplient en province. L'association pour le développement de la recherche sur le cancer dont l'action efficace a fait d'elle la première association d'aide à la recherche contre le cancer a donc voulu faire bénéficier ces équipes nouvelles des crédits qu'elle avait collectés au nom de la recherche. Cette volonté a été traduite par trois votes de son assemblée générale, par l'accord unanime de son conseil d'administration et de son conseil scientifique. Tous les organismes de tutelle ont donné leur accord à la modification de statuts permettant de donner à l'association pour le développement de la recherche sur le cancer une vocation d'aide à la recherche nationale, tous les organismes sauf le ministère de la santé. 450 000 personnes sont affiliées à l'association pour le développement de la recherche sur le cancer... Elles viennent de tous les villages et villes de France... 450 000 personnes ne se doutent pas que le ministère de la santé ne répond pas aux demandes de l'association pour le développement de la recherche sur le cancer depuis de longs mois, des années mêmes... Il lui demande les raisons pour lesquelles son administration n'a pas encore donné de réponse à la demande de l'association pour le développement de la recherche sur le cancer.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres de convalescence et de cures : Haute-Vienne).

40942. — 12 janvier 1981. — **M. Marcel Rigout** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui faire connaître les décisions qu'il compte prendre concernant l'agrandissement du centre de cure de Montrozier, à Saint-Junien, en Haute-Vienne. Les nouveaux bâtiments en cours de construction sont prévus pour accueillir soixante personnes en juillet 1981. Trente provenant du vieil hospice dans le cadre de l'humanisation et les trente autres pour satisfaire les premiers besoins, car environ cent cinquante demandes sont en attente. Il souhaite qu'il lui confirme que les dispositions initiales rappelées ci-dessus ne seront pas remises en cause.

Enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône).

40943. — 12 janvier 1981. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les justes revendications des parents d'élèves du C.E.S. Le Clos, La Rose, 13013 Marseille. Il manque, en effet, un poste de conseiller d'éducation et un poste de surveillant, ce qui présente des inconvénients tant pour la sécurité que pour la discipline. Il y manque également une infirmière, un documentaliste et un garçon de laboratoire. En outre, le poste du professeur de dessin qui vient d'accéder à la retraite, vient d'être supprimé, et, avec ce poste, douze heures de cours de dessin. Trois heures de musique ont aussi été supprimées. Le poste de professeur d'espagnol deuxième langue n'est pas créé, bien qu'il intéresse beaucoup d'élèves et se trouve assuré par deux professeurs (complément et demi-service) tandis qu'en espagnol première langue, le rectorat refuse l'accréditation de cet enseignement. Il lui demande quelles suites il entend donner à la correspondance que lui ont, le 3 décembre dernier, adressée les parents. Quelles mesures il prendra pour doter cet établissement situé en plein cœur d'un quartier populaire où un enseignement de qualité s'impose pour pallier aux inégalités sociales, des moyens dont il manque pour fonctionner dans de bonnes conditions.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Paris).

40944. — 12 janvier 1981. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation créée à l'hôpital Tenon. Le manque d'effectifs porte gravement atteinte à la sécurité et à l'hygiène des malades dans l'établissement. Actuellement, du fait de cette pénurie, de nombreux personnels ne peuvent prétendre à leur repos hebdomadaire. Le moindre arrêt de maladie déséquilibre tout un service, privant parfois certaines salles d'infirmière. Cette dégradation du droit à la santé

est inacceptable autant pour le personnel que pour les malades. Il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour que les moyens d'un fonctionnement normal soient donnés à l'hôpital Tenon.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(établissements : Seine-Saint-Denis).*

40945. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Zarka appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés de fonctionnement que connaît l'école Marcel-Sembat, à Saint-Denis. Tout d'abord, la moyenne du nombre d'élèves par classe est actuellement de 27, moyenne bien trop élevée pour une population scolaire qui connaît d'énormes difficultés socio-culturelles entraînant de graves retards scolaires. Pour pallier à cette insuffisance, la demande de création d'une classe supplémentaire a été faite mais elle reste toujours sans réponse. D'autre part, l'ouverture d'une classe spécialisée a été sollicitée car un nombre très important (50 p. 100) d'enfants sont de nationalités étrangères (dont une vingtaine non francophones). Aucune réponse n'a été encore apportée à ce jour. Ainsi, sans aide particulière, ces enfants subissent un retard supplémentaire dans leur scolarité alors que déjà 60 p. 100 des enfants de cet établissement ont une année ou plus de retard en fin de cycle primaire. L'école compte douze classes primaires et une classe d'adaptation qui se révèle tout à fait insuffisante puisqu'une quarantaine d'enfants ont été recensés pour lesquels un soutien psycho-pédagogique s'avère nécessaire (G. A. P. P.). Cette structure d'enseignement spécialisé ne peut réellement fonctionner puisqu'il manque deux tiers de son personnel. Enfin, le directeur de l'établissement était chargé d'enseigner à mi-temps jusqu'aux congés de la Toussaint. Une demi-décharge supplémentaire lui a été accordée suite à une demande auprès de l'inspecteur académique mais cette amélioration est provisoire puisqu'elle est chaque année remise en question et intervient après un mois et demi de fonctionnement. Ainsi, l'examen de la situation de l'école Marcel-Sembat à Saint-Denis ne peut nullement satisfaire tant le personnel que les parents d'élèves de cet établissement. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de satisfaire les conditions d'enseignement répondant aux aspirations légitimes de cet établissement.

Transports urbains (R. A. T. P. : métro).

40946. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Zarka appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les conditions d'accès aux quais de la station métropolitaine « Saint-Denis, Hôtel de Ville, Basilique » ligne n° 13. Depuis la création de cette station de métro, le nombre d'agents R. A. T. P. employés aux guichets ne cesse de diminuer. Désormais, les titres de transport sont délivrés par des appareils qui n'acceptent que certaines pièces de monnaie. Ainsi, aux heures d'affluence, les usagers démunis de monnaie ou lors des pannes très fréquentes de ces distributeurs de billets en nombre insuffisant, ce sont d'interminables attentes pour le public et parfois la naissance d'incidents envers le personnel. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de mettre un terme à cette situation intolérable tant pour les usagers que pour les agents R. A. T. P. et faire en sorte que cette station métropolitaine ait un nombre d'employés répondant aux nécessités de cette station.

*Emploi et activité (agence nationale pour l'emploi :
Seine-Saint-Denis).*

40947. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Zarka appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'A. N. P. E. à Saint-Denis. De nombreuses plaintes témoignent d'un nombre insuffisant d'employés pour répondre aux besoins d'un nombre sans cesse grandissant de chômeurs. Ainsi, les offres d'emplois ne sont pas affichées de façon permanente et régulière ce qui se traduit par de longues heures d'attente pour les demandeurs d'emploi qui n'ont ensuite plus le temps de se rendre aux entreprises. Ce retard d'affichage n'est pas seulement dû au nombre insuffisant de personnel mais surtout au simple fait que les fichiers d'offres d'emplois sont aux mains des agences d'intérim alors qu'ils devraient être aux antennes de l'agence nationale pour l'emploi qui en sont le plus souvent légitimes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de dissoudre les agences d'intérim et transmettre leurs fichiers d'offres d'emplois où ils devraient être, c'est-à-dire aux antennes de l'agence nationale pour l'emploi.

Communes (limites : Hauts-de-Seine).

40948. — 12 janvier 1981. — Mme Florence d'Harcourt expose à M. le ministre de l'intérieur que sa question écrite 35668 du 22 septembre 1980 a été notifiée à tort à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications auquel il n'appartient pas de trouver de solutions à un problème qui ne relève pas de sa compétence mais de celle du ministre ayant, de par ses attributions, autorité sur l'organisation communale et en particulier sur la délimitation cadastrale. En conséquence, elle lui rappelle les termes de sa question et attire son attention sur l'incohérence de la situation dans laquelle se trouvent les personnes domiciliées aux numéros 16 (ex-15), 22-24 (ex-7, 9), 26 (ex-5 bis), 30 (ex-3), de la rue Cino-del-Duca, dans des immeubles situés sur le territoire de la ville de Neuilly, mais ayant pour seul accès la rue Cino-del-Duca qui dépend du 17^e arrondissement de la ville de Paris. Bien que rattachés administrativement à la commune de Neuilly, dans laquelle ils votent, acquittent impôts et taxes, inscrivent leurs enfants à l'école, et effectuent la plupart de leurs démarches administratives, les résidents de ces immeubles ont une adresse postale différente de leur adresse cadastrale, ce qui entraîne nombre de désagréments quotidiens : les demandes de cartes d'identité, de passeports ou d'immatriculations de véhicules déposées au commissariat de police de Neuilly sont parfois refoulées. Mais, surtout, le courrier qui leur est adressé est systématiquement renvoyé par le bureau de poste de Neuilly au bureau de poste du 17^e arrondissement, qui procède à la distribution. Il en résulte des retards considérables dans la distribution du courrier, retards dont les conséquences peuvent être fâcheuses pour les intéressés, et une contradiction entre le rattachement postal, fixé à Paris, et le rattachement téléphonique, puisque les abonnés figurent dans l'annuaire des Hauts-de-Seine. Elle lui demande donc ce qu'il compte faire pour trouver une solution à cette anomalie injustifiable, afin que les habitants de ces immeubles deviennent des citoyens à part entière de la ville de Neuilly, et notamment soient desservis, comme ceux des immeubles voisins, par la poste de Neuilly.

*Anciens combattants et victimes de guerre
(déportés, internés et résistants).*

40949. — 12 janvier 1981. — M. Marcel Rigout attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la discrimination dont sont victimes en plusieurs domaines les évadés de guerre. 1° Ils ne disposent d'aucun statut alors qu'il le leur avait été proposé en 1976. 2° Ils se sentent lésés par rapport à leurs camarades de captivité qui ne se sont pas évadés notamment en ce qui concerne leur retraite. En effet, les évadés de guerre qui arrivent à l'âge de la retraite constatent que, pour le calcul de leur ancienneté de service, on compte : a) pour les évadés de la fonction publique, la campagne simple jusqu'à la date de leur évasion ; b) pour les autres, la sécurité sociale ne prend pas en compte, non plus, le laps de temps écoulé entre l'évasion et 1945 (alors que la plupart des évadés de guerre ont été contraints à une existence clandestine ou semi-clandestine après leur évasion) ce qui fait apparaître une retraite moins forte par rapport aux rapatriés de 1945. 3° L'obtention de la médaille des évadés découle de dispositions du décret du 7 février 1959. Or les demandes de médailles des évadés sont frappées de forclusion depuis le 31 décembre 1967 (alors qu'il n'existe aucune forclusion pour la médaille des évadés de la guerre 14-18 dont les postulants obtiennent encore aujourd'hui satisfaction). Il lui demande avec insistance de bien vouloir prendre dans les meilleurs délais les mesures qui s'imposent afin de mettre un terme à une situation discriminatoire intolérable qui frappe des anciens combattants particulièrement courageux.

Chômage : indemnisation (allocation de garantie de ressources).

40950. — 12 janvier 1981. — Mme Florence d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les contraintes administratives imposées aux personnes âgées de cinquante-sept ans et plus, mises en cessation anticipée d'activité. L'application de la réglementation relative aux contrôles Assedic oblige des milliers de personnes situées dans cette tranche d'âge à procéder à des formalités de recherche d'emploi. Ces personnes, dont les chances de retrouver un emploi sont des plus réduites dans le contexte économique actuel, doivent justifier de recherches auprès d'employeurs qui, la plupart du temps, ne répondent même pas. En outre, ces personnes vivent sous la menace constante de la suppression de l'allocation de chômage si le dossier de recherche d'emploi n'est pas conforme aux règlements en vigueur. Elle lui demande donc s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable, conformément

aux orientations visant à alléger dans tous les domaines les formalités administratives, de supprimer ou de simplifier une démarche administrative devenue à la fois inutile et humiliante pour la catégorie des personnes concernées.

Taxe sur la valeur ajoutée (assiette).

40951. — 12 janvier 1981. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget le cas d'un artisan du bâtiment imposé suivant le régime du réel simplifié, acquittant la T.V.A. d'après les encaissements, marié sous le régime de la séparation de biens jusqu'en 1980, année où le divorce est intervenu. Il s'est révélé que son ex-épouse (B), salariée dans l'entreprise, a détourné à son profit, au cours de la période de vie commune, des fonds provenant de l'encaissement à son domicile de factures intéressant des particuliers. Cette situation ne s'étant révélée que tardivement en 1980, notamment par l'envoi de relevés ou de réclamations précontentieuses de l'artisan, il est demandé : 1° si la taxe sur la valeur ajoutée doit être acquittée par cet artisan sur les encaissements ainsi détournés et, dans l'affirmative, depuis quelle date ; 2° si la perte ainsi constatée résultant de l'impossibilité de recouvrer sa créance auprès de B peut ou non être admise dans les charges déductibles sur le plan fiscal.

Voirie (autoroutes).

40952. — 12 janvier 1981. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset demande à M. le ministre des transports où en est à l'heure actuelle le projet d'autoroute Nantes—Rennes—Saint-Malo. Plus précisément, il lui demande quelle est, sur ce point, la position de l'E.P.R. de la région Pays de la Loire et celle de l'E.P.R. de la région Bretagne.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

40953. — 12 janvier 1981. — M. François d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés financières supplémentaires que ne vont pas manquer de rencontrer encore cette année les petites et moyennes industries lorsque sera mis en recouvrement la taxe professionnelle 1980. Pour permettre à ces entreprises de produire et de rester compétitives sur les marchés internationaux, et enfin pour sauvegarder l'emploi, il lui demande s'il apparaîtrait souhaitable que soit prise une mesure limitant l'augmentation de la taxe professionnelle 1980 à 15 p. 100 par rapport au montant réglé en 1979 ou 30 p. 100 par rapport à celui de 1978. Il lui demande si une telle mesure pourrait être envisagée dès maintenant en attendant la réforme de la taxe professionnelle à laquelle s'oppose la plupart des assujettis à cette contribution.

Rapatriés (indemnisation).

40954. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le fait que les dispositions de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer sont uniquement réservées aux Français qui se sont réinstallés sur le territoire métropolitain. Ainsi nombre de Français antérieurement installés à Madagascar et s'étant réinstallés à la Réunion ne peuvent bénéficier de ces mesures. En réponse à sa question n° 19298 du 11 août 1979 parue au *Journal officiel* du 29 septembre 1979, M. le ministre de l'intérieur lui faisait savoir qu'une réponse détaillée serait donnée après consultation des autres départements ministériels concernés. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre fin à une discrimination qui n'a que trop duré.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : enseignement supérieur et postbaccalauréat).*

40955. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Lagourgue rappelle à Mme le ministre des universités les termes de sa question écrite n° 19185 du 4 août 1979 par laquelle il appelait son attention sur la situation critique des assistants de l'U.E.R. Droit et sciences économiques soumis à une application stricte du décret n° 78-966 du 20 septembre 1978. L'éloignement entre leur lieu de travail et les centres de documentation, d'une part, le nombre restreint d'enseignants titulaires imposant une répartition des tâches pédagogiques et administratives, d'autre part, pénalisent lourdement les assistants de la Réunion par rapport à leurs collègues métropolitains. Un aménagement du décret précité consistant notamment

en un allongement de cinq à huit ans de la durée maximale de l'assistantat et la non-application de l'article 22 du même texte rétablirait l'équilibre des possibilités offertes aux assistants en poste sur le territoire européen de la France et ceux en poste à la Réunion. Dans la réponse parue dans le *Journal officiel* du 4 février 1980, Mme le ministre signalait que le recteur de l'académie d'Aix-Marseille étudierait avec la plus grande attention la situation des intéressés. Il lui demande en conséquence quelles sont les mesures spécifiques et particulières qui ont pu être prises ou qu'elle envisage de prendre.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : agriculture).

40956. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Lagourgue attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole a prévu de nouvelles dispositions ayant pour but de favoriser une meilleure répartition de l'aide publique et de limiter la hausse du prix de la terre. Pour ce faire, l'article 26 de la loi précitée prévoit l'établissement d'un répertoire de la valeur des terres agricoles. En attendant la publication de ce document, les exploitants agricoles, pour pouvoir bénéficier de prêts fonciers bonifiés, devront se reporter obligatoirement au barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres prévu à l'article 26 de la loi d'orientation et paru au *Journal officiel* du 17 octobre 1980. Ce barème ignore la région Réunion. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à un tel oubli.

Justice (fonctionnement).

40957. — 12 janvier 1981. — M. Christian Laurissergues appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation des militants autonomistes corses arrêtés à la suite de l'affaire de Bastelica. Maintenus en détention, ils ont été traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception. Depuis plusieurs semaines, six d'entre eux ont entamé une grève de la faim pour obtenir leur liberté provisoire, la procédure d'instruction les concernant étant close depuis le mois de juin. A l'opposé, des hommes ayant reconnu avoir participé à plusieurs actions dirigées contre des autonomistes et appartenant très sûrement au mouvement terroriste clandestin Francia ont été, eux, traduits devant une juridiction ordinaire et mis en liberté provisoire. Cette différence de traitement par les autorités révolte la conscience de tous les citoyens épris de justice et renforce le soupçon de ceux qui pensent que l'action criminelle des mouvements tels que Francia trouverait un soutien objectif auprès des pouvoirs publics. Il lui demande de vouloir bien lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser les provocations permanentes à l'égard des autonomistes corses, pour aboutir à l'arrêt de la grève de la faim et pour rétablir l'égalité de tous les citoyens devant la justice, comme il est normal dans une démocratie, et conformément aux textes fondamentaux de notre République.

Mutualité sociale agricole (généralités).

40958. — 12 janvier 1981. — M. Vincent Ansquer expose à M. le ministre de l'agriculture un certain nombre de vœux émis par la mutualité sociale agricole. Celle-ci souhaite qu'un effort soit fait par les pouvoirs publics pour limiter la progression des charges sociales jusqu'à ce que les revenus des agriculteurs aient atteint un niveau suffisant et que la recherche d'une nouvelle base de calcul soit poursuivie activement, conformément aux dispositions réglementaires prévues par la loi du 25 janvier 1961 en son article 9 visant à substituer une autre base de calcul au revenu cadastral, de telle sorte que les exploitants agricoles puissent participer au financement direct de leur protection sociale en juste proportion de leurs revenus professionnels. Une exonération totale des cotisations Amexa devrait être accordée aux exploitants retraités ayant cessé toute activité professionnelle, qu'ils soient ou non bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. En ce qui concerne les veufs, il serait souhaitable que la réduction de 50 p. 100 de la cotisation Amexa due en cas de décès du conjoint soit également accordée aux veufs ; que la cotisation Amexa du chef d'exploitation ne soit due que pour la période antérieure au décès lorsque le survivant est dans l'obligation de cesser d'exploiter et que, dans le cas où le survivant continue l'exploitation, la cotisation réduite de 50 p. 100 lui soit accordée dès le décès du chef d'exploitation. En matière de pénalités de retard, les taux de majorations devraient être fixés à 1,50 p. 100 par mois de retard avec un plafond annuel de 18 p. 100. S'agissant de l'assujettissement, il apparaît indispensable que soient harmonisées les législations d'assurance vieillesse et d'assurance maladie en matière de déter-

mination de l'activité principale et que les intéressés soient assurés pour l'assurance maladie au régime qui leur procure les meilleurs avantages. Les tarifs de remboursement devraient être modifiés de telle sorte que les dispositions relatives au tarif réglementaire ainsi que les mesures conventionnelles visant à assurer le remboursement satisfaisant des frais engagés par les assurés soient effectivement appliquées et qu'il soit mis fin aux errements de certains praticiens et fournisseurs qui pratiquent des tarifs abusifs. Le bénéfice de la pension d'invalidité Amexa devrait être étendu aux conjoints des chefs d'exploitation ou d'entreprise, des aides familiaux et des associés d'exploitation. Pour les salariés invalides, la pension d'invalidité servie à l'issue d'une période de trois ans d'arrêt de travail ou à la consolidation de l'état de santé de l'assuré resterait au moins égale aux prestations en nature dont l'invalidé bénéficiait antérieurement sous forme d'indemnités journalières. Il serait équitable que le droit aux prestations de l'assurance maladie soit maintenu aux veuves, aux veufs et à leurs ayants droit tant que le dernier de leurs enfants reste à leur charge et tant qu'il leur est impossible de trouver un emploi ou de bénéficier des prestations en qualité de demandeur d'emploi. L'appréciation du droit aux prestations familiales ne devrait pas tenir compte des salaires des enfants au cours de leur période de vacances et le salaire des enfants vivant au foyer des allocations ne devrait pas être retenu pour le calcul de l'allocation logement servi à ces derniers. L'allocation de logement pourrait être accordée aux titulaires d'un avantage de vieillesse même si, âgé de moins de soixante-cinq ans, ils ne sont pas inaptes au travail, et elle pourrait également être attribuée aux personnes âgées locataires de leurs enfants comme cela est appliqué en matière d'allocation de logement à caractère familial. Pour les retraités des non-salariés, le droit à la majoration correspondant à l'assistance d'une tierce personne pourrait éventuellement être reconnu aux retraités non salariés qui en justifieraient la nécessité avant l'âge de soixante-cinq ans et la liquidation des droits à retraite de vieillesse pourrait être effectuée pour les non-salariés selon les règles analogues à celles applicables pour les salariés en conjuguant les droits dérivés et les droits personnels. Enfin, s'agissant des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles, il apparaît indispensable que le montant de l'indemnisation à laquelle ils peuvent prétendre soit relevé de façon substantielle. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne les différentes suggestions qu'il vient de lui soumettre.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles : Indre).

40959. — 12 janvier 1981. — M. Michel Aurillac appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés que connaissent les maraîchers du département de l'Indre. Celles-ci sont en particulier, et depuis quatre ans, dues à des soucis d'ordre fiscal que ne connaissent pas les autres agriculteurs de l'Indre. Ceux-ci sont liés aux conditions de détermination des bénéfices agricoles forfaitaires lesquelles aboutissent à une surimposition aussi bien par rapport à leurs collègues des autres départements de la région Centre que par rapport aux exploitants de polyculture de l'Indre. Cette surimposition n'est pas due à la direction départementale des services fiscaux, qui manifeste beaucoup de compréhension, mais à des décisions prises au niveau du ministère, décisions qui ne permettent aucune véritable négociation au plan local entre les organisations professionnelles et les représentants de l'administration fiscale de l'Indre. A l'heure actuelle, la situation fiscale en matière d'impôt sur le revenu des maraîchers de l'Indre est déterminée non pas en tenant compte des spécificités de ce département (nature difficile des sols, rigueur du climat, importance moindre des rendements, absence d'une clientèle nombreuse par suite du manque d'industries, impossibilité d'expédier à Rungis), mais en les alignant pratiquement sur leurs homologues du val de Loire, ce qui est contraire à toute logique. Les maraîchers de Châteauroux ont des forfaits de bénéfice à l'are identique à ceux de Blois et de Tours et ils jouissent seulement d'un abattement de 10 p. 100 par rapport à ceux d'Orléans. Il convient de signaler un second fait regrettable qui consiste à séparer dans l'Indre la taxation des cultures maraîchères de plein air, déjà surimposées, de celles des cultures maraîchères dites « sous abris froids » et encore plus lourdement frappées (trois fois plus environ). On entend par abris froids, des « serres » en plastique, non chauffées, qui permettent certes de pallier les rigueurs de certaines gelées (encore que les gelées de novembre dernier aient détruit toutes les cultures de tomates sur le point de mûrir) mais qui, dans l'Indre, contrairement à d'autres départements (Loiret, Loire-Atlantique, par exemple), existent en petit nombre et ne sauraient caractériser un mode particulier d'exploitation. Toute installation maraîchère de l'Indre a deux ou trois abris froids dont la productivité n'est pas en moyenne supérieure en réalité à celle des cultures de plein air et qui ne sont pas détachables car complémentaires des premières. C'est une hérésie de vouloir en faire dans l'Indre un mode de culture séparé et individualisé, générateur de bénéfices susceptibles d'être isolés et, d'après l'administration, plus élevés. Une troisième iniquité consiste dans le

fait que depuis plusieurs années les bénéfices retenus par cette même administration augmentent chaque année ou presque (de 16 p. 100 entre 1977 et 1979) alors qu'au contraire on assiste à une diminution indiscutable des résultats. Enfin, les maraîchers de l'Indre sont obligés de constater qu'ils sont fiscalement bien plus mal traités que les exploitants de polyculture. Il lui demande de bien vouloir faire étudier les remarques qu'il vient de lui présenter afin que les distorsions fiscales dont sont victimes les maraîchers de l'Indre disparaissent.

S.N.C.F. (tarifs voyageurs).

40960. — 12 janvier 1981. — M. Michel Aurillac expose à M. le ministre des transports la situation d'une femme domiciliée aux environs de Châteauroux et qui travaille dans cette ville. Elle s'y rend le matin par ses propres moyens, rentre chez elle à midi par un car S.N.C.F., retourne à son travail au début de l'après-midi, également par un car S.N.C.F., revient le soir chez elle à nouveau par ses propres moyens. Jusqu'à présent, elle bénéficiait d'une carte d'abonnement de travail. L'usage de celle-ci lui est maintenant refusé et elle a reçu à ce sujet des services de la S.N.C.F. une lettre lui disant : « Le tarif traitant des cartes d'abonnement de travail stipule : « Des cartes hebdomadaires de travail sont délivrées en deuxième classe à tout travailleur, employé ou ouvrier, qui justifie qu'il a à accomplir chaque jour, sauf les jours de repos prévus par les lois ou règlements, le trajet du lieu de sa résidence au lieu de son travail et retour. Il ne peut être délivré à chaque abonné qu'une carte par semaine. » En conséquence, il est délivré une carte comportant pour chaque jour de la semaine, du lundi au samedi, un coupon aller permettant d'effectuer le voyage du lieu de la résidence au lieu du travail et un coupon retour permettant le trajet inverse. » Ce tarif est un « tarif social », créé en application de l'article 7 de la loi du 29 octobre 1921 qui prévoit un voyage aller et retour par jour du lieu de la résidence au lieu de travail et retour, avec réduction variant de 73 à 81,5 p. 100 selon la distance. Il est évident que les raisons invoquées, même si elles sont fondées en fonction des règlements en vigueur, ne sont pas admissibles. La situation faite à un travailleur se trouvant dans le cas qui vient d'être exposé apparaît comme tout à fait inéquitable. Il lui demande de bien vouloir envisager une modification de cette réglementation afin que les travailleurs se trouvant dans de telles situations puissent utiliser normalement la carte d'abonnement de travail.

Enseignement (manuels et fournitures).

40961. — 12 janvier 1981. — Une fois de plus M. Pierre Bas fait observer à M. le ministre de l'éducation que la gratuité des livres scolaires a été mal comprise par ses services. Telle qu'elle fonctionne actuellement, la gratuité est préjudiciable à la qualité de l'éducation : livres réduits et allégés par rapport au passé, ouvrages réalisés dans des délais trop brefs à cause de la parution tardive des programmes, gratuité partielle puisque ne touchant pas tous les élèves, en particulier ceux passant dans l'enseignement technique, ni toutes les disciplines, en particulier les élèves des enseignements artistiques et de l'éducation manuelle et technique, enfin, crédits insuffisants mettant en place le système antidémocratique des prêts. Le ministère de l'éducation a commis une erreur majeure quand, ayant à choisir entre un système libéral et un système socialiste, il a choisi le second, ce qui ne pouvait l'amener qu'à des déboires qui sont aujourd'hui patents ; des sommes considérables sont dépensées et tout le monde est mécontent. La solution aurait été, pour les mêmes sommes, de mettre en place un système plus intelligent qui n'aurait pas amené le gaspillage des livres et le retrait des livres en fin d'année scolaire, portant aux élèves un préjudice grave tant pour leur travail pendant les vacances que pendant les années suivantes. Il lui demande à nouveau pour la quatrième année consécutive, de bien vouloir prendre conscience du préjudice que la politique de son ministère fait subir à la jeunesse française en ce domaine et de prendre toutes mesures en conséquence.

Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : calamités et catastrophes).

40962. — 12 janvier 1981. — M. Pierre Bas appelle à nouveau l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur l'appauvrissement de Basse-Terre et sa région qui ne se sont jamais relevées de la crise volcanique et des remèdes qu'on lui avait apportés, notamment l'évacuation prolongée de 72 000 personnes. S'y ajoutent les conséquences des récents et graves cyclones. Il lui demande s'il a l'intention de mettre à l'étude un plan spécial pour remédier au déséquilibre spécifique qui frappe cette zone.

Prix et concurrence (indice des prix).

40963. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'économie** s'il n'est pas absurde d'incorporer à l'indice du coût de la vie l'indice du prix des cigarettes ou du prix des alcools. En effet, quand pour lutter contre les méfaits du tabagisme ou de l'alcoolisme, le Gouvernement décide une hausse, il fait apparaître dans le même temps une hausse du coût de la vie qui n'est réelle que si la consommation se maintient, mais qui est fautive si la consommation diminue. Il y aurait donc intérêt à enlever ces articles de l'indice du coût de la vie de façon à pouvoir agir plus efficacement sur le tabagisme et l'alcoolisme qui sont deux fléaux majeurs de la France contemporaine.

Prix et concurrence (indice des prix).

40964. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre du budget** s'il n'est pas absurde d'incorporer à l'indice du coût de la vie l'indice du prix des cigarettes ou du prix des alcools. En effet, quand pour lutter contre les méfaits du tabagisme ou de l'alcoolisme, le Gouvernement décide une hausse, il fait apparaître dans le même temps une hausse du coût de la vie qui n'est réelle que si la consommation se maintient, mais qui est fautive si la consommation diminue. Il y aurait donc intérêt à enlever ces articles de l'indice du coût de la vie de façon à pouvoir agir plus efficacement sur le tabagisme et l'alcoolisme qui sont deux fléaux majeurs de la France contemporaine.

Impôt sur le revenu (revenus mobiliers).

40965. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre du budget** que des informations concordantes, parues dans la presse, donnent à penser que l'impôt sécheresse serait remboursé à partir du 22 décembre 1981. Cet emprunt souscrit fin 1976 représentait 4 p. 100 des impôts de l'année et portait intérêt à 6,50 p. 100. Il serait également décidé que les souscripteurs pourraient se libérer des intérêts reçus en payant 33,3 p. 100 d'impôt sur les intérêts, ou en en déclarant le montant dans leurs revenus. Or, il apparaît que cet emprunt forcé a été en réalité une très forte ponction sur les contribuables puisque l'argent s'est déprécié de 50 p. 100 pendant cette période. Les prêteurs à l'Etat ne vont toucher en valeur réelle que la moitié de ce qu'ils avaient prêté, d'autre part, ils auraient pu donner cet argent en obligations ou en prêts divers à 14 p. 100, et il ne leur est rapporté que 6,50 p. 100. Dans ces conditions, est-il bien juste d'imposer encore les maigres revenus procurés par cet emprunt forcé.

Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants).

40966. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard César** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** pour quelles raisons les prisonniers évadés de guerre n'ont pas encore le statut des prisonniers rapatriés à partir du 8 mai 1945. Par ailleurs, l'évasion est concrétisée en France par l'obtention de la médaille des évadés dont les modalités d'attribution sont définies par le décret du 7 février 1959. Or les demandes de médaille des évadés sont frappées de forclusion depuis le 31 décembre 1967 (alors qu'il n'existe aucune forclusion pour la médaille des évadés de la guerre 1914-1918 dont les postulants obtiennent encore aujourd'hui satisfaction). Il lui demande, en conséquence, l'action qu'il envisage de mener afin de remédier à cet état de choses.

Sécurité sociale (cotisations).

40967. — 12 janvier 1981. — **M. Serge Charles** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des salariés exerçant, à titre accessoire, une activité de commerçant. La législation en vigueur prévoit que si, dans un tel cas, ces personnes sont affiliées et cotisent simultanément aux régimes d'assurance maladie dont relèvent leurs activités, elles ne bénéficient cependant que des prestations du régime auquel est soumise leur activité principale. Si les parties intéressées sont bien conscientes de leur obligation de solidarité en matière de financement de la sécurité sociale, elles souhaiteraient cependant, en ce qui concerne les cotisations du régime dont dépend leur activité accessoire, bénéficier d'un taux réduit. Il lui demande si des mesures tendant à alléger les charges de ces personnes sont envisageables.

Logement (prêts).

40968. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Chasseguet** informe **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'il va devenir très difficile d'obtenir un prêt complémentaire à un prêt d'épargne-logement et donc de compléter dans des conditions acceptables le financement de l'acquisition d'un logement. En effet, à partir du 1^{er} janvier 1981, le taux de l'intérêt versé pendant la période de constitution du capital sera relevé de 7,5 p. 100 à 9 p. 100 et le plafond de dépôt sera porté de 100 000 francs à 150 000 francs. Corrélativement, le taux du prêt consécutif à l'épargne va être relevé de 5,5 p. 100 à 7 p. 100 et le montant maximum du prêt de 150 000 francs à 200 000 francs. Ainsi, cette mesure, si elle améliore les conditions de l'épargne, va sans nul doute aggraver les charges de remboursement et l'accès à la propriété deviendra quasiment impossible pour les familles aux revenus les plus modestes. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser l'utilité et la finalité réelles des plans d'épargne-logement.

Impôts et taxes (politique fiscale).

40969. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Chasseguet** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la discrimination fiscale dont sont victimes les professions libérales par rapport aux autres catégories de travailleurs français. D'année en année, la fiscalité des professionnels libéraux est ressentie par ces derniers comme de plus en plus lourde et inéquitable. Il lui rappelle : que bien que depuis trois ans les professionnels libéraux adhèrent massivement aux associations agréées, qui de l'avis même du Gouvernement fonctionnent d'une manière satisfaisante, seule la part de leurs revenus inférieure à 150 000 francs bénéficie de l'abattement de 20 p. 100 tandis que les salariés, pensionnés et retraités bénéficient de cet abattement jusqu'à 410 000 francs; qu'ils sont tenus à l'écart des mesures d'incitation fiscale à l'investissement productif; et qu'enfin, les augmentations de la taxe professionnelle à laquelle ils sont assujettis ont progressé de telle sorte qu'elle est devenue insupportable pour un grand nombre et en particulier pour les jeunes. Les membres des professions libérales constituent des éléments actifs de la vie professionnelle française. Dans la période actuelle de chômage, de telles mesures sont de nature à freiner l'emploi, notamment celui des jeunes. Il lui demande donc quelles mesures entend prendre le Gouvernement pour faire disparaître cette irritante inéquité à l'égard de cette catégorie de citoyens.

Bois et forêts (emploi et activité).

40970. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Chasseguet** souligne à l'attention de **M. le ministre de l'économie** que la prolongation des mesures d'encadrement du crédit est en train de porter un préjudice grave à l'industrie française du bois. Ainsi, l'ensemble des fabricants de menuiseries, charpentes et bâtiments industrialisés voit ses carnets de commandes et ses mises en chantier diminuer de manière alarmante. Aussi, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il entend prendre à ce sujet afin que ce secteur industriel ne soit pas obligé de réduire ses horaires et de procéder à des licenciements.

Produits agricoles et alimentaires (blé).

40971. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Chasseguet** informe **M. le ministre de l'agriculture** que l'importance de la récolte de blé de cette année constitue une chance réelle pour la balance commerciale de la France et le revenu des producteurs. La production de blé est, en effet, en hausse de 3,5 millions de tonnes et les exportations vers les pays tiers vont pouvoir augmenter d'autant, ce qui peut assurer à notre balance commerciale un supplément de ressources évaluable à plus de 2,5 milliards de francs. La réalisation de cet objectif impose un effort important pour développer nos ventes vers ces pays. Mais, au lieu d'accélérer nos exportations en profitant d'un marché mondial favorable avec des prix à la hausse, l'insuffisance actuelle de ces efforts risque de laisser un important stock de report dans les organismes stockeurs. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage d'obtenir auprès de la commission de Bruxelles : 1^o une relance rapide de l'exportation par la signature de contrats avec la Chine et l'U. R. S. S. dont l'exécution serait prévue dans des délais rapprochés; 2^o l'annonce de la réouverture de l'intervention au prix de référence pour les mois d'avril et de mai 1981.

Enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel).

40972. — 12 janvier 1981. — M. Roger Corrèze appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes qui se posent aux lycées hôteliers en ce qui concerne les stages effectués par leurs élèves. Les élèves admis dans ces lycées, suivant les instructions ministérielles, suivent des stages de sensibilisation d'une durée minimale de trois semaines. Les directeurs des établissements sont très favorables à ces stages qui doivent confirmer l'orientation et permettre de vérifier les aptitudes des nouveaux élèves. Cependant, des difficultés surgissent car les maîtres des stages doivent verser des cotisations de sécurité sociale. En ce qui concerne le stage obligatoire en cours de scolarité, les élèves perçoivent une indemnité de stage, une indemnité compensatrice de frais engagés (vêtement professionnel, frais de séjour hors de la famille, etc.). Pour ces stages, l'U.R.S.S.A.F. exige des cotisations calculées sur l'indemnité reçue augmentée des avantages en nature. Les directeurs des lycées hôteliers rencontrent pour ces raisons des difficultés pour placer leurs élèves en stage. Les hôteliers pressentis manifestent des réticences et même des refus car ils trouvent que le coût d'un stagiaire en raison de ses charges sociales est trop élevé par rapport au service rendu. M. Roger Corrèze demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir, en accord avec son collègue, M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, envisager un allègement et même si possible une suppression du versement des cotisations pour les stages en cause. Par ailleurs, une circulaire du ministère de l'éducation, n° 77-469 du 7 décembre 1977, a supprimé les stages des élèves en fin de scolarité. Ces stages étaient particulièrement efficaces et permettaient une bonne insertion des élèves formés dans la profession. En effet, très souvent, ils restaient dans les établissements qui les avaient accueillis car les patrons appréciaient leurs qualités professionnelles et les gardaient. Cette possibilité de stage a été supprimée sans que la raison de cette suppression apparaisse clairement. Il lui demande également de bien vouloir faire étudier un rétablissement de ces stages et ce en accord avec les associations professionnelles et les associations d'anciens élèves.

Education physique et sportive (personnel).

40973. — 12 janvier 1981. — M. Pierre-Bernard Cousté s'étonne auprès de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs de la lenteur des négociations engagées ou devant l'être, selon ses propres indications, au cours de la discussion du budget du ministère, avec les ministres du budget et de la fonction publique, pour la mise en place des propositions élaborées par un groupe de travail mixte visant à modifier le statut des professeurs adjoints d'éducation physique. Il lui demande, dans l'hypothèse où ils auraient été entrepris, l'état d'avancement de ces travaux, et leur teneur pour ce qui est notamment de la substitution lors des deux dernières années de formation d'un statut d'élève fonctionnaire à celui de fonctionnaire stagiaire.

Communautés européennes (budget).

40974. — 12 janvier 1981. — M. Michel Debré demande à M. le Premier ministre s'il n'estime pas nécessaire de demander la convocation du Parlement en session extraordinaire pour répondre au coup de force juridique et politique de l'Assemblée des Communautés européennes et affirmer la volonté de la France de refuser un budget des communautés européennes abusivement inflationniste.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

40975. — 12 janvier 1981. — M. Claude Dhinnin appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les faits suivants. Le 10 décembre dernier, les deux premières chaînes de télévision présentaient aux téléspectateurs la transmission en direct de deux matches de foot-ball comptant pour la coupe d'Europe. Le match Sochaux-Francfort se terminait sur Antenne 2 à 19 h 15 et le journal télévisé régional aurait dû être programmé à 19 h 20. A la place, Antenne 2 a cru utile de diffuser l'émission *Des chiffres et des lettres*, ce qui a privé les téléspectateurs du journal régional. Dans le même temps, T.F. 1 diffusait son journal national de façon à pouvoir présenter, à 20 heures, le match Saint-Etienne-Hambourg. Ces modifications de programme ont eu pour conséquence de donner aux seuls téléspectateurs recevant les programmes de la troisième chaîne la possibilité de suivre les journaux télévisés régionaux. De telles pratiques sont très regrettables, car elles privent les téléspectateurs n'ayant accès qu'aux deux premières chaînes de toute information régionale. Il lui demande de bien vouloir prendre les dispositions permettant le non-renouvellement de faits de cette nature.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

40976. — 12 janvier 1981. — M. Jean Falala indique à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que la commission de la protection sociale et de la famille mise en place pour la préparation du VIII^e Plan, à la suite du groupe de travail Santé qui comprenait notamment des représentants des syndicats médicaux, des représentants des principaux régimes d'assurance maladie et des représentants des organisations les plus représentatives groupant les établissements de soins, a conclu à la nécessité de supprimer les abattements de 7 à 20 p. 100 qui grèvent les remboursements d'actes effectués par les centres de soins. En effet, il a été reconnu que les actes réalisés par les centres de soins ne doivent pas connaître une discrimination quant à leur valeur, compte tenu que les actes sont pratiqués par un personnel médical ou paramédical diplômé et compétent comparable à celui de l'ensemble des autres modes d'exercice. Le respect des conditions minimales d'un pluralisme des formes de dispensation des soins est à ce prix. Le maintien des abattements tarifaires, que plus rien ne justifie, ne permet plus aux centres de soins de répondre à leurs exigences de gestion, en ce qui concerne notamment le respect des conventions collectives et l'aménagement des installations en conformité aux normes fixées par décrets. Les centres de soins infirmiers sont particulièrement appréciés par la population, tant pour leur action sanitaire que sociale. Ils assurent un service qui apporte stabilité et continuité par un travail en équipe. Ces services à la dimension d'un quartier, d'une commune ou d'un village, suscitent, coordonnent, réalisent des actions sanitaires et sociales permettant le maintien ou la restauration de la santé de toute la population. Compte tenu de l'histoire de leur implantation, ils s'adressent tout particulièrement à des personnes et des groupes sociaux plus vulnérables : personnes âgées, travailleurs migrants, chômeurs, etc., ce qui nécessite, à travers les soins infirmiers, le développement d'actions éducatives et préventives. Leur disparition, qui, certes, n'aurait pas obligatoirement un effet direct sur la distribution d'actes curatifs, tels que nous les connaissons aujourd'hui, n'en aurait pas moins une répercussion immédiate auprès de ceux qui bénéficient de cette double action. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme immédiat aux abattements de tarifs frappant les centres de soins.

Domaine public et privé (bâtiments publics : Paris).

40977. — 12 janvier 1981. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que les terrains sis 194 et 196, rue de l'Université figurent sur la liste des terrains domaniaux de l'Etat réservés au regroupement des administrations centrales et que l'Etat a l'intention de conserver. Or, les bâtiments situés sur ces terrains constituent actuellement une horrible verrière dans ce quartier prestigieux proche du quai d'Orsay. La population s'étonne de voir des bâtiments de l'Etat laissés dans un tel état. Ils font une saillie sur la rue et doivent être étayés par des poutres fixées sur le trottoir, gênant la circulation, et cela depuis dix ans. Le parlementaire susvisé qui, depuis des années, ne cesse de signaler cette situation invraisemblable au ministre de l'environnement et du cadre de vie, demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation et à quelle date cette ruine monstrueuse sera détruite.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (montant).

40978. — 12 janvier 1981. — M. Antoine Glssinger rappelle à M. le ministre de la défense que les pensions militaires d'invalidité sont attribuées dans des conditions différentes, suivant que le bénéficiaire, ancien officier ou ancien sous-officier d'active, a pris sa retraite avant ou après le 2 août 1962. En effet, la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 qui n'est applicable qu'aux militaires rayés des cadres après le 2 août 1962, prévoit en faveur de ceux-ci que la pension militaire d'invalidité dont ils bénéficient est attribuée au taux du grade alors que les anciens militaires soumis à la législation antérieure ne bénéficient que de la pension au taux du soldat et ceci quel que soit leur grade. Cette différence de situation tenant seulement à la date de retraite des militaires en cause est profondément inéquitable puisque des blessés de guerre gravement atteints, ayant un taux de pension élevé, peuvent en fait toucher une pension d'invalidité inférieure à celle de ceux qui, retraités après eux, ont été moins atteints physiquement par une blessure de guerre. Compte tenu de cette situation, extrêmement regrettable, il lui demande de bien vouloir envisager l'extension des dispositions de la loi du 31 juillet 1962 à tous les militaires retraités, quelle que soit leur date de radiation des cadres.

Entreprises publiques (fonctionnement).

40979. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le Premier ministre** si, faute d'avoir pu faire voter par une majorité de députés le texte sur la participation d'un cadre au conseil d'administration des entreprises de plus de cinq cents salariés, celui-ci est prêt à prendre des dispositions afin qu'un commencement d'exécution de ce principe puisse avoir lieu dans les entreprises publiques, notamment la Société nationale des chemins de fer français. En effet, l'extension du nombre de sièges offerts aux organisations syndicales au conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français irait dans le sens de la pensée du Président de la République au sujet de la participation. L'application de cette disposition, répondant donc aux aspirations de l'organisation syndicale dont les actions ont été à l'origine du dépôt du projet de loi sur la participation, offrirait à celle-ci la possibilité de participer effectivement et efficacement aux travaux de ce conseil d'administration.

Droits d'enregistrement et de timbre (enregistrement : mutations à titre onéreux).

40980. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le contenu actuel de l'article 1042 du code général des impôts. Ces dispositions exonèrent de toute perception les acquisitions opérées par les communes ou syndicats de communes et par les établissements publics communaux lorsqu'elles sont destinées à l'enseignement public, à l'assistance ou à l'hygiène sociale ainsi qu'aux travaux d'urbanisme et de construction déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral. Dans la conjoncture actuelle, les conseils municipaux, au prix d'importants sacrifices financiers, cherchent à préserver le potentiel industriel. Les actions spontanées engagées à ce jour sont déjà nombreuses : elles reposent sur la notion de responsabilité municipale reconnue aux collectivités locales en cas de carence de l'initiative privée. Or, l'article 1042 du code général des impôts ne permet pas à l'autorité de surveillance de prendre l'arrêté prévu par les stipulations législatives de l'article 311-4 du code des communes pour les opérations à caractère économique du genre ci-dessus énoncé. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions envisagées pour trouver une adaptation du code général des impôts et du code des communes afin que ces objectifs prioritaires, financés par les deniers du contribuable, ne soient pas grevés d'une perception au profit du Trésor.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

40981. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Haby** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les critères d'évaluation de la base imposable de certaines professions libérales en matière de taxe professionnelle. En règle générale, la loi du 29 juillet 1975 ne tend pas à comprendre la part de la T.V.A. dans le chiffre d'affaires à retenir pour la fixation de la base imposable. Depuis la mise en application de ces dispositions législatives sont intervenues d'autres règles comme, par exemple, l'assujettissement des experts comptables, des architectes, etc. à la T.V.A. La réponse du 7 juillet 1980 avait précisé que ces professions peuvent tenir une comptabilisation hors T.V.A., évitant ainsi que le produit de la T.V.A. n'entraîne la majoration d'autres impôts. Ces dispositions semblent trouver auprès des services fiscaux départementaux l'application recherchée. Persiste néanmoins une exception, celle des « activités » qui occupent moins de cinq salariés pour lesquelles la T.V.A. figure dans la base imposable de la taxe professionnelle. S'agissant là d'un traitement différent des redevables de la taxe professionnelle, il lui demande que lui soient précisées les dispositions envisagées pour trouver une uniformité de régime.

Ordre public (attentats : Paris).

40982. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre-Charles Krieg** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le terrorisme aveugle qui s'est attaqué cette fois-ci à l'une des maisons de couture les plus prestigieuses de la capitale, atteignant en même temps une école et les immeubles voisins, mais ne faisant, par miracle, qu'un seul blessé. Il lui demande de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des Parisiens.

Impôts et taxes (taxe d'apprentissage).

40983. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la complexité des formalités d'exonération du paiement de la taxe d'apprentissage.

En effet, quelle que soit la taille des entreprises artisanales, commerciales et industrielles, leurs comptables répugnent à aider directement les établissements d'enseignement technique au seul motif des contraintes imposées pour déposer une demande d'exonération en compensation des aides versées, de l'incertitude des justificatifs admis par l'administration fiscale, du temps passé à la rédaction de cette formalité et, en fin de compte, très souvent, au versement d'un complément si les justificatifs ne sont pas estimés suffisants ou si les sommes versées n'ont pas correspondu aux différents « quotas » qui sont variables suivant les établissements d'enseignement. Il demande si la simplification de ce formalisme peut être envisagée.

Métaux (entreprises).

40984. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Labbé** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des personnels de la Société Haour-Entreprise, laquelle a déposé son bilan le 24 novembre dernier. En effet, il s'avère qu'un contrat de location-gérance liait plusieurs sociétés du même groupe dont les unités sont situées à Grenoble, Dijon et Lyon, lequel stipulait qu'en cas de résiliation de contrat, le personnel serait rattaché à Haour Frères. Il lui demande les informations qu'il est susceptible de lui communiquer sur la situation de ce groupe et celle des personnels concernés.

Professions et activités sociales (formation professionnelle et promotion sociale).

40985. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Labbé** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des centres de formation des travailleurs sociaux et, en particulier, ceux de moniteurs éducateurs. En effet, ces derniers se trouvent devant de graves difficultés liées à leur situation financière. Leurs subventions sont en diminution en francs constants et, parallèlement, il leur est demandé de procéder à une diminution de leurs effectifs et de leurs activités. Les négociations qui ont lieu avec le ministre n'ont, à ce jour, pas abouti à une solution permettant la survie de ces centres. L'augmentation annuelle de 10 p. 100 des subventions ne peut suffire actuellement à couvrir l'accroissement des charges de personnel entraîné par le strict respect des conventions collectives. Le refus d'autorisation de recrutement pour pourvoir à des postes devenus vacants et la régression des effectifs en formation dans les secteurs de formation à la fonction éducative laissent craindre de plus grandes difficultés encore pour ces centres et la disparition d'un grand nombre d'entre eux. Il lui demande de bien vouloir définir la politique qu'entend suivre le Gouvernement dans ce domaine et les moyens financiers qu'il compte y accorder. Enfin, il insiste auprès de lui afin qu'une aide financière accrue soit accordée à ces centres sans attendre la fin de négociations engagées.

Anciens combattants et victimes de guerre (carte du combattant).

40986. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Lataillade** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le fait que certains combattants de la guerre de 1914-1918, comme de la guerre de 1939-1945, blessés au cours des combats ou décorés de la croix de guerre, se sont vu refuser l'attribution de la carte du combattant puisque n'ayant pas effectué les quatre-vingt-dix jours de présence exigés dans une unité combattante. Il semble paradoxal que l'on puisse être décoré de la croix de guerre ou titulaire d'une ou de plusieurs citations et ne pas être reconnu comme combattant. C'est pourquoi il lui demande quelle mesure il entend prendre pour qu'en application des promesses déjà faites les quatre-vingt-dix jours de présence en zone des armées ne soient plus exigés pour les combattants décorés de la croix de guerre, blessés ou titulaires d'une ou de plusieurs citations.

Chômage : indemnisation (allocations).

40987. — 12 janvier 1981. — **M. Arnaud Lepercq** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'inquiétude d'un certain nombre de demandeurs d'emploi qui vont voir bientôt leurs indemnités de chômage, servies par les Assédic, arriver à leur terme. Ces chômeurs se verront alors sans ressources, ne pouvant retrouver du travail, en particulier lorsqu'il s'agit de personnes âgées de plus de cinquante ans, qui ont parfois encore des enfants à charge. Face à ce grave problème qui ne va pas manquer de susciter des réactions diverses dans un avenir proche, il lui demande de bien vouloir envisager l'adoption de mesures évitant à cette catégorie de chômeurs une situation très difficile qui risque d'avoir également des répercussions au niveau du bureau d'aide sociale de nombreuses municipalités.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

40988. — 12 janvier 1981. — M. Claude-Gérard Marcus expose à M. le ministre du budget que l'article 6-II de la loi de finances rectificative pour 1979 permet désormais aux associés de sociétés de personnes exerçant une activité relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux d'imputer sur leur part de bénéfices les droits, frais et intérêts qu'ils supportent pour l'acquisition de leurs droits sociaux. D'autre part, selon une instruction administrative du 4 mars 1980 (BODGI 4 F-1-80), cette disposition doit s'appliquer pour le règlement des litiges en cours afférents à des exercices antérieurs. Compte tenu, d'une part, des termes de l'instruction du 4 mars 1980 susvisée, d'autre part, de la circonstance qu'en faisant adopter le texte législatif susvisé l'administration a entendu tirer les conséquences du revirement de jurisprudence marqué par un arrêt du 11 octobre 1978, il lui demande si l'application aux litiges en cours de la règle susvisée doit bien être considérée, non pas comme ayant le caractère d'une simple recommandation dont l'administration serait libre de ne pas faire usage, mais comme une mesure s'imposant impérativement aux services de l'administration fiscale, en vertu de la fois du principe de l'application immédiate des décisions de jurisprudence et de l'article 1649 quinquies E du C.G.I. relatif aux instructions et décisions administratives valant interprétation d'un texte fiscal.

Associations et mouvements (législation).

40989. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de la justice que le statut des associations en droit local d'Alsace-Lorraine est régi par la loi allemande de 1908. Cette loi présente de nombreux inconvénients. Elle permet notamment à l'administration de refuser l'inscription des associations politiques, des associations de défense et des associations à but religieux. De plus, les dirigeants des associations sont responsables du passif éventuel sur leurs biens propres. Cette situation inquiète actuellement de nombreuses associations et notamment les responsables des maisons des jeunes et de la culture. Il souhaiterait donc qu'il veuille bien lui indiquer s'il ne serait pas possible de proposer des aménagements à la loi de 1908 régissant les associations en Alsace-Lorraine.

Environnement et cadre de vie : ministère (services extérieurs : Moselle).

40990. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que le conseil municipal de la commune de Scy-Chazelles (Moselle) a décidé à l'unanimité d'intenter une action judiciaire aux fins de rechercher la cause des divulgations des documents administratifs concernant les projets de la commune. Il s'étonne que, jusqu'à présent, bien que l'administration et notamment la direction départementale de l'équipement soient particulièrement bien informées de l'origine des fuites en question, aucune sanction n'ait encore été prise. Il est particulièrement regrettable que les municipalités soient obligées d'agir directement alors que de nombreux problèmes seraient évités si la direction départementale de l'équipement faisait respecter strictement l'obligation de réserve et de discrétion professionnelle qui incombe à chaque fonctionnaire. Les difficultés qui en résultent à Scy-Chazelles s'ajoutent ainsi à d'autres concernant de nombreuses communes. Afin d'éviter que de telles situations se reproduisent à l'avenir, il désirerait connaître l'attitude qu'il entend adopter dans le cas d'espèce.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Moselle).

40991. — 12 janvier 1981. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'un projet de renforcement du réseau électrique basse tension est actuellement en cours d'élaboration par l'usine d'électricité de Metz dans la commune de Saint-Hubert. A la suite de nombreuses interventions, des travaux similaires ont pu être réalisés au début de 1980 dans la commune de Burtoncourt sous la forme de branchements souterrains avec prolongement sur façades. La commune de Saint-Hubert est un site rural et forestier qui sera prochainement inscrit dans l'inventaire des sites, et les accès de la vallée de la Canner méritent une protection spécifique. C'est la raison pour laquelle la commune de Saint-Hubert a donné son accord direct pour participer au financement du coût supplémentaire des travaux demandés, à condition, bien entendu, que les exigences de l'usine d'électricité de Metz ne soient pas excessives. Des exemples récents ont prouvé qu'un aménagement de qualité, c'est-à-dire la suppression de poteaux électriques et de câbles aériens ainsi que l'amélioration de l'éclairage public (lanternes en façades), inclut les habitants d'un village à améliorer, à restaurer les façades et les habitations. Une telle situation ne peut

que favoriser le renouveau des localités concernées et la mise en valeur du patrimoine régional. Pour cette raison, il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer s'il ne lui serait pas possible de demander à ses services départementaux d'intervenir en faveur de la demande formulée par la commune de Saint-Hubert.

Aménagement du territoire (zones rurales).

40992. — 12 janvier 1981. — M. Raymond Tourrain attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conditions dans lesquelles s'effectue l'attribution, par le F. I. D. A. R., d'aides au développement économique des zones rurales fragiles. Puisque le F. I. D. A. R. privilégie l'espace géographique que constitue « le pays » pour exercer ses interventions, et notamment les secteurs faisant l'objet d'un « contrat de pays » conclu avec l'Etat, procédure contractuelle mise à la disposition des régions déshéritées pour les sortir de leurs difficultés, il lui demande si des critères géographiques équitables, tenant compte de l'égalité de répartition entre les vingt-deux régions françaises des aides du F. I. D. A. R. et destinés à susciter la revalorisation des zones rurales les plus défavorisées de chacune de ces régions sont appliqués. Il lui demande les raisons pour lesquelles la région de Franche-Comté, composée de maints secteurs ruraux fragiles où nombre d'élus locaux, pourtant mus par la volonté de parfaire le développement coordonné de leurs communes rurales, méritent d'obtenir le soutien du F. I. D. A. R., n'a pas bénéficié, jusqu'à présent, au même titre que d'autres régions, de telles aides aux secteurs ruraux fragiles, et quelles mesures il compte prendre pour accroître l'information des élus de cette région sur les possibilités offertes par cet organisme.

Budget : ministère (services extérieurs).

40993. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre du budget les conséquences, graves pour les communes, des conditions administratives d'application de la loi du 10 janvier 1980 (art. 2 et 3). En effet, ces chapitres permettent aux élus locaux de fixer les taux de différents impôts locaux, dans le cadre étroit défini par la loi. Pour cela, il faudrait que leur soient fournis très tôt les diverses bases d'imposition des autres impôts locaux. Chaque retard dans les transmissions des documents pénalise les communes et accroît les difficultés de mise en place du budget communal. Il apparaît que le manque de personnel dans les directions générales départementales des impôts empêchera ces administrations de fournir les documents en temps voulu. Il lui demande donc de fournir, au plus tôt, les renseignements indispensables aux élus et, en conséquence, d'attribuer aux services concernés des impôts les moyens en personnel nécessaires.

Equipement ménager (entreprises : Pas-de-Calais).

40994. — 12 janvier 1981. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les nouvelles menaces qui pèsent sur l'entreprise Geo Martel, à Desvres (Pas-de-Calais). En effet, dans cette région déjà si durement touchée par les disparitions d'entreprises, les licenciements, les réductions d'horaires et le chômage, l'industrie traditionnelle, la faïencerie d'art, connaît de graves difficultés. Ainsi, déjà placés en position de chômage partiel, les travailleurs de l'entreprise viennent d'apprendre que les réductions d'horaires se poursuivraient, que des licenciements seraient à envisager si les aides conventionnelles n'étaient pas versées. De nouvelles mises en chômage aggraveraient encore la situation, déjà dramatique, des populations de Desvres et des environs puisque c'est régulièrement que s'y poursuit l'hémorragie des emplois. C'est pourquoi il lui demande de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent non seulement pour sauvegarder mais aussi développer cette industrie qui fait le renom de cette région et aussi celui de notre pays.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

40995. — 12 janvier 1981. — M. Jean Bardol appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les nouvelles dispositions prises par la caisse générale de prévoyance de la marine dans le cadre du décret n° 80-08 du 8 janvier 1980. En effet, l'institution d'une franchise mensuelle de 80 francs pour les prestations servies au titre des traitements longs et coûteux a permis à la C. G. P. M. de supprimer la tolérance qui existait en matière de tiers payant. De ce fait, nombre de familles du monde maritime se trouvent contraintes de faire l'avance de la totalité des frais médicaux et pharmaceutiques et voient leur situation s'aggraver. En conséquence, il lui demande que soit abrogé le décret n° 80-08 et que soient prises les mesures qui permettraient l'institution du tiers payant pour tous les salariés de la caisse générale de prévoyance.

Enseignement secondaire (personnel).

40996. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation réservée aux adjoints d'enseignement. Recrutés au niveau licence ou maîtrise, ces personnels sont de plus en plus écartés des tâches d'enseignement ; chaque année, le nombre des adjoints d'enseignement non chargés d'enseignement ne cesse d'augmenter, alors que tous les besoins en postes d'enseignement ne sont pas couverts et les effectifs des classes surchargés. Employés selon les cas sur des postes administratifs de documentation, de surveillance, leur situation demeure instable et entraîne des conséquences de plus en plus difficiles, notamment au niveau de leur rémunération. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en concertation avec les intéressés pour remédier à cette situation.

Enseignement préscolaire et élémentaire (établissements : Bouches-du-Rhône).

40997. — 12 janvier 1981. — M. Edmond Garcin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'école maternelle Bernard-Palissy, à Aubagne. Il s'agit d'une magnifique installation réalisée cette année par la commune. Deux classes seulement ont été ouvertes pour cent un enfants inscrits. Dès le début de l'année scolaire, le conseil municipal a demandé à l'inspecteur d'académie l'ouverture d'une troisième classe qui a été refusée. Ainsi, quatre-vingts enfants ont été scolarisés dans cet établissement et quatre dans un autre établissement scolaire, créant des difficultés très importantes aux familles concernées. Les dix-sept enfants restant qui avaient été admis à la rentrée ont été renvoyés le 23 décembre. Ce fait est par ailleurs tout à fait scandaleux sur le plan humain en particulier et traumatisant pour ces enfants qui allaient pour la première fois à l'école. De plus, dans ce quartier en pleine expansion démographique, de nombreux appartements vont être livrés en janvier et quinze nouvelles inscriptions sont d'ores et déjà enregistrées. La création d'une troisième classe s'avère indispensable. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre, compte tenu que le seuil d'ouverture de cinquante élèves est maintenant atteint.

Automobiles et cycles (entreprises : Nord).

40998. — 12 janvier 1981. — M. Georges Hage fait observer à M. le ministre du travail et de la participation que suite à la convention entre la Régie nationale des usines Renault et le fonds national de l'emploi conclue dans le cadre de la réorganisation interne des établissements de la région parisienne de la R. N. U. R., que monsieur le ministre a précisé dans une lettre en date du 28 octobre 1980 adressée à monsieur le président directeur général de la R. N. U. R. que « la commission du F. N. E. a d'abord noté que la mise en œuvre de techniques nouvelles telle que la robotique, les automatismes ou les dispositifs à commande numérique, dont l'objectif est principalement d'améliorer la productivité de l'entreprise, devait avoir une incidence favorable sur la qualification du travail et le contenu des tâches. Aussi a-t-elle souhaité que la formation nécessaire soit donnée aux salariés pour permettre leur adaptation aux postes existants ou à créer, correspondant à ces nouvelles techniques. De même, la modernisation devrait permettre une amélioration tant des conditions de travail que de sécurité. » M. le ministre ajoutait : « La commission s'est enfin préoccupée des incidences sur l'emploi ; elle a, d'une part, souhaité que des embauches nombreuses soient réalisées dans le secteur des activités automobiles de la régie afin d'offrir des postes aux jeunes à la recherche d'un emploi ; d'autre part, d'éviter tout alourdissement des tâches du personnel demeurant dans l'entreprise ; elle a enfin demandé que l'opération ne se traduise pas par la substitution de personnel à statut précaire à du personnel titulaire de contrats à durée indéterminée. » Il lui rappelle que l'usine de Cuincy a également bénéficié d'une convention avec le F. N. E. ; que, d'autre part, cette usine n'a créé que 189 emplois en 1979-1980 au lieu des 1 000 annoncés officiellement en avril 1979 ; qu'enfin, elle sera l'usine pilote de la régie du point de vue de la robotique et des automatismes. C'est pourquoi il lui demande d'indiquer si les orientations définies dans sa lettre du 28 octobre 1980 au P. D. G. de la régie concernent également cet établissement.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Gard).

40999. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation de certains agents de la compagnie Rhône-Poulenc à

Salindres (Gard), qui, ayant travaillé dans l'ancien atelier dit « d'oxyde de béryllium », sont atteints de béryllose, maladie professionnelle figurant au tableau 33 de la sécurité sociale, avec un délai de prise en charge de cinq ans. Compte tenu que les symptômes de cette maladie viennent d'être constatés dans l'entreprise, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les délais actuels de prise en charge de la béryllose soient modifiés dans le sens d'une véritable réparation du mal subi par ces salariés.

Produits chimiques et parachimiques (entreprises : Gard).

41000. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de certains agents de la compagnie Rhône-Poulenc à Salindres (Gard), qui, ayant travaillé dans l'ancien atelier dit « d'oxyde de béryllium » sont atteints de béryllose, maladie professionnelle figurant au tableau 33 de la sécurité sociale, avec un délai de prise en charge de cinq ans. Compte tenu que les symptômes de cette maladie viennent d'être constatés dans l'entreprise, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les délais actuels de prise en charge de la béryllose soient modifiés dans le sens d'une véritable réparation du mal subi par ces salariés.

Enseignement secondaire (personnel).

41001. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des directeurs du centre d'information et d'orientation. Ces personnels ont la responsabilité d'un service dont l'activité, concernant l'insertion scolaire et professionnelle des jeunes, couvre un arrondissement, c'est-à-dire un district scolaire. Or, la seule indemnité qu'ils perçoivent est une indemnité dite de charges administratives, dont le taux ne correspond nullement à celui des indemnités attribuées aux personnels de cadre A de la fonction publique (cadre auquel ils appartiennent). Afin de réduire cette inégalité, elle lui demande si, dans un premier temps, l'indemnité attribuée aux directeurs de centre d'information et d'orientation de première catégorie pourrait être alignée sur celle des agents non-spécialistes et ouvriers spécialisés du cadre D de son ministère, ce qui représenterait pour eux une augmentation substantielle de 110 p. 100 environ.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

41002. — 12 janvier 1981. — Mme Adrienne Horvath appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences des décrets n° 78-349 du 17 mars 1978 et n° 79-1086 du 5 décembre 1979 modifiant le décret du 5 décembre 1951. Par ces décrets, les anciens enseignants privés devenus fonctionnaires du ministère de l'éducation : instituteurs, professeurs ou conseillers d'orientation... peuvent faire prendre en compte leur ancienneté dans le privé suivant les dispositions du décret du 5 décembre 1951. Or des enseignants publics devenus conseillers d'orientation avant le 1^{er} janvier 1971 n'ont pu faire prendre en compte leur ancienneté suivant les dispositions du décret précité (et les modifications apportées au décret de 1951, en 1978 et 1979, ne les concernent point). Leur reclassement ayant été effectué à l'échelon doté d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur, ils sont pénalisés par rapport aux anciens enseignants privés. Pourtant il avait été reconnu qu'après leur titularisation et après 1971 ils relevaient du décret de 1951 pour tous les changements ultérieurs. Les modifications apportées en 1978 et 1979 au décret de 1951 auraient dû tenir compte de cette situation. Cette carence rend caduc le principe, maintes fois rappelé dans les arrêts du conseil d'Etat, et par les ministres eux-mêmes, d'après lequel des services privés ne peuvent en aucun cas procurer des avantages supérieurs à ceux des services d'Etat. En conséquence, elle lui demande : 1° s'il peut apporter une modification au décret de 1951, comme il a été procédé pour les anciens enseignants privés, afin que des services d'enseignants d'Etat effectués à la même période que les services privés cités en référence soient pris en compte suivant les dispositions du décret du 5 décembre 1951 ; 2° la situation actuelle étant en contradiction flagrante avec les principes rappelés par le Conseil d'Etat (divers recours juridictionnels sont d'ailleurs en cours ou en préparation) le fait d'avoir exercé dans un service d'Etat constitue-t-il un vice rédhibitoire justifiant les pénalisations précitées.

Professions et activités sociales (centres sociaux).

41003. — 12 janvier 1981. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation financière des centres sociaux, qui, difficile depuis plusieurs années,

vient d'atteindre un seuil critique. Il lui rappelle que l'Etat s'était engagé à prendre en charge 20 p. 100 du coût de l'animation globale, suivant les objectifs des VI^e et VII^e Plans, mais qu'en fait, cet engagement n'a jamais été tenu. Dans le même temps, le volume du fond d'action sociale des caisses d'allocations familiales et des fonds de prestation de service de la caisse nationale, devient notablement insuffisant, d'autant que le développement du chômage aggrave encore cette situation, en abaissant l'assiette des cotisations. Il souligne que, les collectivités locales, conscientes de l'importance des centres sociaux pour la vie des quartiers (notamment dans les grands ensembles suburbains, où manquent d'autres équipements nécessaires), ont consenti un effort particulier, puisque la moitié du fonctionnement est pris en charge par elles, sans compter l'entretien et les réparations des bâtiments, qui incombent le plus souvent aux communes. Les contribuables locaux ne peuvent aller au-delà, car ils sont aussi les « payeurs » des services rendus par le centre social. En conséquence, il lui demande que la prestation de service de l'Etat corresponde à l'engagement pris, soit 20 p. 100 de l'animation globale et la prise en compte des nouveaux centres dans les banlieues en pleine expansion démographique, ce qui implique la croissance régulière de la ligne budgétaire correspondant à cette prestation; que l'Etat accepte la majoration des taux de prélèvement sur les cotisations qui déterminent les fonds d'action sociale.

Enseignement secondaire (personnel).

41004. — 12 janvier 1981. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des maîtres auxiliaires de plus de quarante ans embauchés dans l'enseignement technique court après cet âge. Ces maîtres auxiliaires ne peuvent plus prétendre être titularisés en présentant le concours externe, la limite d'âge étant fixée à quarante ans. Le concours interne quant à lui impose les conditions suivantes: trois années d'ancienneté et être âgé de moins de 45 ans. L'auxiliaire qui entre dans l'enseignement technique à 42 ans n'a donc aucune chance d'être titularisé. Cette situation n'est pas sans poser de problème dans ce secteur où l'auxiliarat est important. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour cette catégorie de personnel des L. E. P.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

41005. — 12 janvier 1981. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que le plafond de revenu en dessous duquel les personnes âgées peuvent bénéficier de l'aide ménagère à domicile gratuite est insuffisamment relevé tous les ans du fait de l'inflation que connaît le pays. Il lui rappelle que ces personnes à revenus très modestes se voient ainsi dans l'obligation de payer une part grandissante de cette aide sociale, ce qui les met dans des situations financières très difficiles. En conséquence, il lui demande s'il compte bientôt relever le plafond de revenu pris en compte pour l'attribution de l'aide ménagère à domicile gratuite dans des proportions compatibles avec l'inflation actuelle.

Enseignement agricole (établissements : Territoire de Belfort).

41006. — 12 janvier 1981. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences qu'aurait la fermeture du lycée d'enseignement professionnel agricole de Valdoie pour la formation agricole et horticole dans cette région du Nord Franche-Comté. C'est en effet le seul établissement agricole public de la région et, compte tenu de l'insuffisance dans cette zone des établissements dispensant une formation technologique, un nombre plus important de jeunes se verraient privés de la formation professionnelle à laquelle ils sont en droit de prétendre. Les fillères de formations pratiquées par le L. E. P. A. de Valdoie sont conformes aux besoins de cette région, comme le montrent les vœux émis par la chambre d'agriculture du département et le recrutement des élèves qui s'étend à toute la région. Pour 1980, soixante dossiers valables ont été retenus alors que les capacités d'accueil actuelles n'ont permis l'admission que de seulement vingt-quatre élèves. Alors que le Président de la République déclare comme action prioritaire du Gouvernement d'assurer à tous les jeunes une formation professionnelle, l'attitude du ministère de l'agriculture à l'égard de cet établissement, montre bien quelles sont, au-delà des mots, les intentions réelles de la politique gouvernementale. En conséquence, il lui demande: 1° s'il n'estime pas indispensable de revenir sur la décision annoncée le 21 mai 1980 d'arrêter le recrutement dès la rentrée 1981; 2° de maintenir pour l'immédiat le L. E. P. A. de Valdoie dans les locaux actuels en dégageant les

crédits indispensables à un bon fonctionnement; 3° d'étudier, avec une véritable concertation de toutes les parties intéressées, la création d'un nouvel établissement répondant aux besoins en formation agricole et horticole des jeunes de cette région Nord Franche-Comté.

Habillement, cuirs et textiles (entreprises : Seine-Maritime).

41007. — 12 janvier 1981. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la décision de la S. A. Bertel de Solteville-lès-Rouen, en Seine-Maritime, de procéder à 275 licenciements, conséquences de la fermeture de son département filature. Une telle mesure représenterait un véritable coup de grâce pour une branche industrielle déjà grandement démantelée dans la région rouennaise. En outre, ces licenciements viendraient s'ajouter à la décision du groupe Saint-Gobain de fermer son usine Evéritube de Saint-Etienne-du-Rouvray et aux menaces de fermeture des papeteries de la Chapelle, propriété du groupe Chapelle Darblay. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour s'opposer aux licenciements à la S. A. Bertel et assurer l'activité de cette unité de production.

Enseignement secondaire (personnel).

41008. — 12 janvier 1981. — Le décret n° 76-1305 du 28 décembre 1976 relatif à l'organisation administrative et financière des collèges et des lycées prévoit dans son article 40 que des groupements de service peuvent être réalisés entre plusieurs établissements. A cet effet, M. Roland Leroy demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir préciser la catégorie et le taux de la prime dont les personnels O. P. affectés à un groupement de service doivent bénéficier.

Papiers et cortons (emploi et activité).

41009. — 12 janvier 1981. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les récents essais concernant l'utilisation de phosphogypse pour la fabrication de papier qui semblent avoir été concluants. Il demande quelle action le Gouvernement envisage de mener pour promouvoir l'utilisation du phosphogypse comme matière première pour la fabrication du papier. Cette nouvelle technique de fabrication de certains papiers limiterait les importations de matières premières actuellement effectuées par l'industrie papetière et aurait par là même des effets bénéfiques sur la balance commerciale. Elle améliorerait l'équilibre écologique en baie de Seine et permettrait en outre de valoriser une matière première considérée jusqu'à présent comme un déchet. Cette possibilité de réutilisation du phosphogypse pourrait être envisagée dans des délais relativement courts à Grand-Couronne, cela dans les meilleures conditions économiques, l'usine de la Papeterie de la Chapelle Darblay n'étant située qu'à quelques centaines de mètres de l'atelier d'acide phosphorique de l'usine A. P. C. de Grand-Couronne qui produit une importante quantité de phosphogypse.

Assurance vieillesse : régime général (montant des pensions).

41010. — 12 janvier 1981. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre du budget sur les problèmes d'actualisation des retraites des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales. En effet, suite à deux revalorisations des salaires de la fonction publique, en juillet et octobre 1980, il n'y a pas eu actualisation des retraites des agents non titulaires. A la différence des agents titulaires, cette actualisation n'interviendra finalement que neuf mois plus tard. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient effectuées les deux revalorisations annuelles des retraites des agents non titulaires comme le prévoient les textes.

Education physique et sportive (personnel).

41011. — 12 janvier 1981. — M. Louis Malsonnat attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur la situation des professeurs adjoints d'enseignement d'éducation physique et sportive. En effet, alors que ceux-ci ont une formation de niveau BAC + 3, le salaire qui leur est versé par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs n'est en correspondance, ni avec le niveau de ces personnels, ni avec leur fonction réelle dans l'enseignement. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte aujourd'hui prendre afin que les professeurs adjoints puissent bénéficier d'une juste revalorisation qui ne leur est pour l'instant pas accordée.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

41012. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Maisonnaï** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'article 33 de la loi du 10 janvier 1930 sur la fiscalité locale, dans lequel il est indiqué que le Gouvernement doit fournir, avant le 1^{er} juin 1981, un rapport sur l'application éventuelle de la T.V.A. comme base d'imposition à la taxe professionnelle. Il lui demande à quel moment ce rapport sera déposé et si la date limite du 1^{er} juin 1981 est maintenue.

Machines-outils (entreprises : Haute-Savoie).

41013. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Maisonnaï** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'Entreprise Biraghi-Entrepose, à Thonon-les-Bains sur laquelle pèsent actuellement des menaces de démantèlement et de licenciement de travailleurs. En effet, malgré le pourcentage d'exportation important dans le chiffre d'affaires de cette société (81 p. 100 en 1976 et 88 p. 100 en 1979), le directeur de cette unité qui est aujourd'hui une filiale du trust Vallourec a annoncé le licenciement de dix-sept salariés. Or, il faut constater que la réduction d'activité à l'entreprise de Thonon-les-Bains de la Société Biraghi-Entrepose s'accompagne de construction d'usines à l'étranger notamment en Italie, au Canada et en Amérique. C'est pourquoi, alors que la direction sacrifie l'intérêt national sans tenir compte de celui des travailleurs, il lui demande quelles solutions il compte adopter afin d'assurer le maintien des emplois et permettre le développement de la fabrication de matériel français d'équipement de transformation des produits pétroliers, matériel tout à fait fiable et concurrentiel fabriqué à Thonon-les-Bains comme le montre le pourcentage dans le chiffre d'affaires de l'Entreprise Biraghi-Entrepose.

Personnes âgées (aide sociale).

41014. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Maisonnaï** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation au regard de la prise en charge par l'aide sociale des personnes invalides à plus de 80 p. 100 âgées de moins de soixante ans et des préretraités dans le cadre de leur admission à un foyer de personnes âgées. En effet, si ces personnes peuvent, avant soixante ans pour les invalides et soixante-cinq ans pour les préretraités, postuler à un logement dans un foyer, cela s'effectue sans qu'il y ait prise en charge par la D. D. A. S. S., ce qui pose de graves problèmes financiers aux personnes ayant par exemple 1 200 francs de revenus et qui doivent s'acquitter d'un loyer de 500 francs puisqu'il leur reste encore à se nourrir et à s'habiller. C'est pourquoi, compte tenu des situations extrêmement difficiles que soulèvent ces problèmes de prise en charge, il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre afin que les invalides à plus de 80 p. 100 de moins de soixante ans puissent être pris en charge par la D. D. A. S. S., de même que les préretraités pour lesquels se pose de surcroît le droit à l'allocation logement dont ils ne disposent toujours pas malgré leurs faibles revenus.

Recherche scientifique et technique (médecine).

41015. — 12 janvier 1981. — **M. Georges Marchals** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que l'association pour le développement de la recherche sur le cancer (A. D. R. C.) a procédé à une modification de ses statuts votée à l'unanimité le 3 octobre 1979. La nouvelle rédaction reste dans le cadre de la loi de 1901 et du décret du 16 août 1901 et vise à étendre le champ d'intervention de l'A. D. R. C. en lui conférant une vocation d'aide à la recherche sur le cancer et à la lutte contre ce mal, qui dépasse le cadre de l'institut Gustave Roussy et des organismes qui y sont rattachés pour s'élargir, au niveau national et au-delà, aux établissements de cancérologie étrangers ou internationaux qui collaborent dans ce domaine scientifique avec ceux de Villejuif. Cette extension de l'influence de l'A. D. R. C. est particulièrement positive puisqu'elle lui permet une activité de coordination, de relations, qu'appelle la pluralité accrue des centres de recherche anticancéreux de haut niveau et qui rend nécessaire, en ce domaine notamment, la coopération internationale scientifique. L'A. D. R. C. est la première des associations d'aide à la recherche contre le cancer. Son bilan d'activité est considérable et on ne pourrait que déplorer et condamner toute tentative d'y mettre un frein au moment où cette association estime possible et utile de faire bénéficier des équipes plus nombreuses de crédits collectés au nom de la recherche. Cette étape nouvelle mérite d'être encouragée d'autant que l'A. D. R. C., reconnue d'utilité publique, bénéficie, outre de fonds d'origine privée, de subventions d'Etat. Si, en cancérologie, la recherche française occupe une place éminente parmi les nations, malgré les insuffisances et

les restrictions du budget de la santé, c'est pour une part importante grâce à des associations comme l'A. D. R. C. qu'on le doit. L'importance des sommes qu'elle collecte, le nombre de ses membres (450 000 personnes) lui permettent de jouer un rôle relativement déterminant dans son domaine. La modification de ses statuts a reçu l'accord de tous les organismes de tutelle, à l'exception du ministère de la santé et bien que celui-ci ait implicitement promis son aval dès lors que l'A. D. R. C. adhérerait au haut comité français d'aide à la lutte contre le cancer, ce qui a été effectué en son temps. Il lui demande donc de se prononcer rapidement et de façon favorable sur la modification des statuts de l'A. D. R. C., afin que cette association puisse donner à son activité, en faveur d'une grande cause nationale, toute l'extension et l'efficacité souhaitables.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

41016. — 12 janvier 1981. — **M. Roland Renard** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui indiquer les occasions pour lesquelles une amnistie fiscale a été prononcée depuis 1952, en indiquant la portée précise et la motivation de celle-ci.

Arts et spectacles (cinéma).

41017. — 12 janvier 1981. — **Mme Edwige Avice** rappelle à **M. le ministre de la culture et de la communication** que la société Ciné-production, sise 52, rue de Ponthieu, à Paris, vient d'entamer le processus de production du film *La Vie continue* de M. M. Misrahi. Dans le dossier présenté à la commission d'agrément, on constate qu'intervient en qualité de producteur associé la S. F. P. C., société de production cinématographique issue de la S. F. P., créée par le décret du 2 juillet 1980. On constate également que dans le plan de financement du film, la S. F. P. apparaît en tant que fournisseur de prestations. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer : a) pour autant que le producteur associé soit bien la S. F. P. C., avec quels capitaux elle va réaliser son apport ; b) s'il y a participation de la S. F. P. à la production de ce film, à quel titre intervient-elle ; c) s'il y a une prestation de postes de travail de la part de la S. F. P., comment cette participation est-elle compatible avec le droit et la réglementation professionnelle qui prévoit que seul le producteur délégué, en l'occurrence la société Ciné-production, peut être l'employeur des ouvriers, techniciens, réalisateurs et acteurs.

Etrangers (Espagnols).

41018. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les difficultés rencontrées par les ex-réfugiés espagnols, à qui l'O. F. P. R. A. a retiré les titres de réfugiés, pour obtenir le renouvellement de leur carte de séjour et de travail. En effet, il lui a été permis de constater le cas d'un réfugié politique espagnol à qui l'O. F. P. R. A. a retiré son titre de réfugié et qui n'arrive pas à obtenir les titres de séjour et de travail. Or, à sa précédente question écrite n° 11827 du 3 février 1979 il a été répondu : « Il va de soi que toutes les dispositions utiles ont été prises pour qu'à cette occasion les intéressés se voient accorder automatiquement des cartes de séjour et de travail des ressortissants espagnols et pour que leurs droits acquis en matière d'avantages sociaux notamment, soient préservés. » Il lui demande de lui faire connaître les motifs qui peuvent s'opposer à l'octroi automatique des cartes de séjour et de travail conformément à l'engagement pris dans sa réponse à la question écrite précitée.

Etrangers (Espagnols).

41019. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les ex-réfugiés espagnols, à qui l'O. F. P. R. A. a retiré les titres de réfugiés, pour obtenir le renouvellement de leur carte de séjour et de travail. **M. le ministre des affaires étrangères** répondait à sa question écrite n° 1827 : « Il va de soi que toutes les dispositions utiles ont été prises pour qu'à cette occasion les intéressés se voient accorder automatiquement des cartes de séjour et de travail des ressortissants espagnols et pour que leurs droits acquis en matière d'avantages sociaux notamment soient préservés. » Or il lui a été permis de constater dans le département de la Haute-Garonne le cas d'un réfugié politique espagnol à qui ses services n'ont pas renouvelé automatiquement les titres de séjour et de travail. Il lui demande de lui faire connaître les motifs qui s'opposent au renouvellement automatique des cartes de séjour et de travail.

Impôt sur les sociétés (champ d'application).

41020. — 12 janvier 1981. — **M. Roland Beix** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de la santé** sur la situation des associations régies par les dispositions de la loi de 1901 qui gèrent un centre d'aide par le travail, établissement social à but non lucratif agréé par le département au titre de l'aide sociale pour recevoir des adultes handicapés. La finalité de certains centres est une mise au travail des handicapés qui s'effectue dans le cadre de l'exploitation d'une propriété agricole de 65 hectares. Les produits de l'exploitation agricole sont vendus à des grossistes pour la plus grande partie et, pour le surplus, à des particuliers. L'article 207-1-5° bis du code général des impôts dispense de l'impôt société les « organismes sans but lucratif mentionnés à l'article 261-7-1°... pour les opérations à raison desquelles ils sont exonérés de T. V. A. ». L'article 261-7-1° bis exonère de la T. V. A. « les opérations faites au bénéfice de toute personne par des œuvres sans but lucratif qui présentent un caractère social... ». Les recettes de nature agricole sont « dispensées » du paiement de la T. V. A. en vertu d'un texte de portée générale (art. 298 bis C. G. I.) et non en raison des dispositions de l'article 261-7-1°, texte spécifique aux organismes sans but lucratif. A la lettre des textes, le centre ne devrait pas pouvoir bénéficier de l'exonération de l'impôt société au taux de 24 p. 100 sur les bénéfices agricoles. Il semble toutefois illogique que le centre soit passible de l'impôt société à 24 p. 100 uniquement parce qu'en vertu d'un texte d'ordre général les recettes agricoles ne sont pas soumises à la T. V. A. Dans l'hypothèse inverse, les recettes du centre seraient exonérées de la T. V. A. par la mise en œuvre des dispositions de l'article 261-7-1°, ce qui permettrait au centre de revendiquer l'exonération d'impôt société prévue par l'article 207-1-5 bis. Il lui demande, pour le cas exposé ci-dessus, s'il convient de faire une stricte application des textes ou si le centre de travail peut revendiquer l'exonération d'impôt prévue à l'article 207-1-5° bis pour ses bénéfices agricoles.

Collectivités locales (personnel : Tarn).

41021. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Bernard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les revendications de l'intersyndicale des personnels techniques et des travaux du département du Tarn, à savoir : la non-application de la nouvelle grille indiciaire aux quatre catégories de personnels auxiliaires prévues par le règlement départemental, en application depuis le 1^{er} janvier 1971 pour cette catégorie de personnels ; le non-paiement des heures supplémentaires ; l'arrêt de toute nomination d'O. P. 2 ; la non-application d'un horaire hebdomadaire de quarante heures, soit cinq jours à huit heures toute l'année. Il lui demande ce qu'il compte faire pour satisfaire ces revendications.

Entreprises (fonctionnement).

41022. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Chénard** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que les travailleurs employés dans une filiale d'un grand groupe implanté dans plusieurs pays sont souvent désavantagés en matière d'information. Pour y remédier, la commission européenne étudie actuellement un projet qui pourrait aboutir à des règles obligatoires pour ces entreprises multinationales, et cela même si le siège social se situe hors de la communauté européenne. Il convient en effet que les représentants des travailleurs concernés puissent être informés de la situation globale du groupe et non plus seulement de la filiale où ils sont salariés. Cette information devrait porter en particulier sur : la structure et les effectifs, la situation économique et financière, la situation et l'évolution probable des affaires, de la production et de la vente, les programmes de production et d'investissement, les projets de rationalisation, les méthodes de fabrication et de travail, notamment l'introduction de nouvelles technologies, et toutes les initiatives pouvant affecter sérieusement les intérêts des travailleurs. Estimant que ces propositions ne tiennent pas pleinement compte des revendications exprimées par les organisations syndicales, il lui demande, outre son opinion sur ce projet de la commission européenne, les initiatives qu'il entend prendre pour répondre au besoin d'information des travailleurs des multinationales.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

41023. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des porteurs de valves artificielles cardiaques. Il lui rappelle que ceux-ci sont soumis à un traitement médical particulièrement contraignant — un traitement anticoagulant à vie — sans compter un

contrôle médical continu très strict : prises de sang, examens biologiques et visites cardiologiques périodiques. Or, leurs frais médicaux ne sont remboursés qu'au taux de 75 p. 100 s'ils n'excèdent pas 300 F par mois. Il lui signale que cette somme fixe entraîne une surconsommation médicale ponctuelle pour certains afin de bénéficier d'un remboursement à 100 p. 100, mais aussi un mauvais suivi médical pour d'autres qui ne peuvent engager de tels efforts financiers. Il lui demande donc si, afin de mettre fin à cette incohérence, il compte inclure la condition de prothèse cardiaque dans les maladies dites « longues et coûteuses » dont le remboursement est assuré à 100 p. 100.

Professions et activités sociales (aides familiales).

41024. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des travailleuses familiales. En effet, depuis plusieurs mois, les moyens mis à la disposition des organismes pour répondre aux besoins des familles sont victimes de restrictions graves : limitation des heures de prises en charges, non-reconnaissance des prix de revient, réduction des bourses de formation... Il lui semble donc que le rôle incontesté joué par les travailleuses familiales impose une nouvelle définition de leur mission et qu'elle soit considérée comme une pièce essentielle de la politique familiale. A cette fin, rendre légale cette prestation et doter ces travailleuses d'un véritable statut éviteraient de les subordonner aux aléas de la conjoncture. Il lui demande donc s'il compte prendre les mesures susceptibles de mettre en œuvre une telle orientation.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

41025. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'application de la décision contenue dans la circulaire n° 593/76 de la caisse nationale d'assurance maladie et ses conséquences sociales à la fois pour les ambulanciers et pour les assurés sociaux. Il lui rappelle qu'il s'agit d'appliquer aux ambulanciers non agréés un double tarif selon que le malade est transporté en position allongée ou en position non allongée. Or, il apparaît que : d'une part, le passage de « non agréés » en « agréés » entraîne un investissement trop lourd qui risque de compromettre l'avenir de nombreux artisans ambulanciers, d'autre part, le remboursement sera calculé sur la base taxi, soit 50 p. 100 de moins sur le tarif en vigueur, lors que les prestations d'un taxi ne peuvent pas être comparées à celle d'un ambulancier, titulaire d'un diplôme de secouriste, qui prend soin de la sécurité physique et psychique du patient. Il lui signale, par ailleurs, que les assurés sociaux se trouvent pénalisés dans la mesure où les familles préfèrent s'adresser à des entreprises non agréées dont le coût des prestations est bien moins onéreux que celui des entreprises agréées. Enfin, le critère retenu de position allongée compromet le remboursement de certains grands malades qui ne peuvent être transportés dans cette position. Il lui demande donc s'il compte prendre des mesures afin de protéger la profession d'ambulancier.

Politique extérieure (droits de l'homme).

41026. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Chénard** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les conclusions du rapport annuel d'Amnesty International qui a été publié le mercredi 10 décembre 1980 à Londres. Ce rapport affirme que des assassinats par les forces gouvernementales et des exécutions pour raisons politiques ont été commis dans plus de trente pays au cours de la période qui va du 1^{er} mai 1979 au 30 avril 1980. Ayant relevé que l'organisation humanitaire condamne la notion de « complicité morale de la France » à l'égard de cette situation, il lui demande de bien vouloir lui exposer la position du Gouvernement sur ce rapport annuel d'Amnesty International.

Communautés européennes (fonds européen de développement régional).

41027. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la décision du conseil restreint qui s'est tenu à l'Élysée le 17 novembre 1980 relative au principe de la création d'une ligne budgétaire particulière pour les crédits hors quota en provenance du F. E. D. E. R. Il lui demande de porter à sa connaissance les dispositions qui seront prises pour la gestion de ce fonds et de lui préciser en particulier si les élus de l'établissement public régional d'Aquitaine seront associés au choix des projets qui seront financés sur cette ligne budgétaire.

Chasse (office national de la chasse).

41028. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés que connaît actuellement l'office national de la chasse pour établir et équilibrer son budget pour 1981. Ces difficultés ont pour conséquences : Un transfert de certaines charges financières sur les fédérations qui recevront en 1981, pour le fonctionnement de la garderie, des crédits au plus égaux à ceux attribués pour l'exercice 1980, ce qui représente une diminution de la dotation en francs constants. Une limitation des subventions aux associations communales de chasse agréées au niveau de 1980, ce qui signifie, compte tenu de l'érosion monétaire et de l'augmentation du nombre des A.C.C.A., une diminution des subventions. Une diminution de 50 p. 100 des subventions aux régions cynégétiques. Pour remédier à cette situation, il lui demande s'il ne peut envisager, comme le souhaite l'union nationale des présidents de fédérations départementales de chasseurs, qu'une partie ou si possible la totalité de la part de l'Etat sur les redevances cynégétiques (22 ou 25 francs) soit reversée à l'office nationale de la chasse. Cette mesure se justifierait d'autant plus que de nouvelles missions, extra-cynégétiques — protection de la nature, protection de la faune sauvage — ont été confiées à l'office national de la chasse. Dans ces conditions, il serait en outre très regrettable que l'Etat augmente à son profit, comme il semble l'envisager, le prélèvement de 22 francs qu'il opère sur les chasseurs qui prennent leur permis.

Chasse (réglementation).

41029. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Emmanuelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'application de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (dite convention de Berne). Selon l'article 22 de cette convention, tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs réserves à l'égard de certaines espèces protégées ou de certains moyens de chasses interdits. Certaines espèces énumérées dans les annexes I et certains moyens ou méthodes de chasse mentionnés dans l'annexe IV de la convention remettant en cause des chasses traditionnellement pratiquées dans le Sud-Ouest de la France, il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement français a formulé, ou envisage de formuler, des réserves conformément à l'article 22 de la convention.

Environnement (sites naturels).

41030. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Emmanuelli** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de lui faire connaître les raisons pour lesquelles le Gouvernement français ne soumet pas à la ratification du Parlement français la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (dite convention de Berne).

Arts et spectacles (cinéma).

41031. — 12 janvier 1981. — **M. Georges Fillioud** rappelle à **M. le ministre de la culture et de la communication** que par décret du 2 juillet 1980 a été autorisée la création de trois sociétés de production cinématographique : T.F.1 - Films Production, Films A2, et la Société française de production cinématographique. Les capitaux proviennent respectivement de T.F.1, d'A2 et de la S.F.P. Début décembre, on apprenait que la S.F.P.C. était associée à la production du film : « La vie continue », réalisé par M. M. Mirrahi. En conséquence il lui demande s'il peut lui indiquer : a) quelles sont les conditions d'exercice de l'activité de ces nouvelles sociétés de production, et, en particulier, si elles sont autorisées à exercer la fonction de producteur délégué ; b) si la création de la S.F.P.C. abroge ipso facto la convention du 24 juin 1975 fixant les règles relatives à la production de films cinématographiques en collaboration avec la S.F.P. ; c) si la S.F.P. reste titulaire de l'autorisation d'exercice de la profession de producteur, tel qu'il est prévu par la décision réglementaire du 2 mars 1948 modifiée.

Sécurité sociale (cotisations).

41032. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur une des conséquences particulièrement choquante de la loi n° 79-1129 du 29 décembre 1979 relative au financement de la sécurité sociale et de son décret d'application 80-475 du 27 juin 1980. Ces deux textes

font que toutes les pensions, sans exception, à quelque régime qu'elles appartiennent, sont soumises à retenues pour le risque maladie. Les régimes spéciaux, comme celui de la S.N.C.F. ont dû modifier leur réglementation. Le conseil d'administration de la caisse de prévoyance de la S.N.C.F. a, dans sa séance du 10 septembre 1980 adopté les mesures suivantes : toute pension versée par la S.N.C.F. donne lieu à précompte de « cotisations caisse de prévoyance » même si le droit aux prestations maladie est couvert par un autre régime d'assurance ; les intéressés doivent donc continuer à s'adresser à la sécurité sociale pour le service des prestations maladie. En compensation de la cotisation de 3,90 p. 100 prélevée, la caisse de prévoyance n'offre que la participation à l'hébergement pour personnes âgées et une allocation au décès. Les veuves de retraités S.N.C.F., exerçant une activité salariée ou bénéficiant d'un avantage personnel de pension à la suite de leur activité salariée, sont exclues des prestations maladie de la caisse de prévoyance S.N.C.F., pourtant plus nombreuses et plus avantageuses que celles de la sécurité sociale. Les veuves intéressées devraient pouvoir se voir offrir la possibilité : soit de rester affiliées au régime maladie de la sécurité sociale, soit de réintégrer la caisse de prévoyance S.N.C.F. à part entière puisqu'elles paient une cotisation égale aux autres affiliés de cette caisse. D'autre part, le montant de la cotisation, pour obligation qu'il reste, est trop élevé puisque les veuves intéressées n'accèdent pas à toutes les prestations de la caisse de prévoyance S.N.C.F. C'est pourquoi il lui demande si, d'une part il ne trouve pas anormal que les pensions de ces veuves soient amputées de telle façon sur leurs avantages personnels servis par la sécurité sociale, sur leurs pensions complémentaires servies par les différents organismes, et particulièrement les pensions de reversion S.N.C.F. ; et si, en conséquence, il ne croit pas nécessaire d'envisager la modification non seulement du décret du 27 juin 1980 mais encore de la loi du 26 décembre 1979.

Professions et activités sociales (aides familiales).

41033. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Hernu** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les problèmes que rencontrent actuellement les organismes d'aide familiale à domicile pour répondre de façon satisfaisante aux besoins des familles. Il lui rappelle que le but de tout service d'aide familiale est de réaliser une prévention primaire, celle qui permet d'éviter à temps les catastrophes et de maintenir un équilibre dans la famille sans que celle-ci devienne un véritable cas social. Or, face au discours officiel qui tend à encourager les organismes d'aide familiale à un vaste déploiement, on ne peut que constater et déplorer toute une série de freins au développement de leur activité. Ainsi, on voit se préciser depuis plusieurs mois la menace, déjà concrétisée dans certains départements, de restriction des moyens mis à la disposition des organismes pour répondre aux besoins des familles : limitation des heures de prise en charge, risque de réduction du nombre et de la valeur en francs constants des bourses de formation de travailleuses familiales, tendance à vouloir remplacer dans les familles le personnel d'intervention qualifié par du personnel non formé, etc. En conséquence, il lui demande, si l'aide familiale à domicile va enfin pouvoir être considérée comme une pièce essentielle de la politique familiale, avec des moyens en effectifs adéquats, ou si elle va continuer à être tenue pour un simple service d'assistance aux familles pour cas d'urgence.

Matériels électriques et électroniques (emploi et activité).

41034. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Jagoret** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion** de lui indiquer les raisons pour lesquelles les industries de production de matériel de commutations téléphoniques réduisent massivement leurs effectifs et leurs horaires de travail, alors que dans le même temps son administration explique les retards à l'installation de nouvelles lignes par le manque de matériel de commutation. Cette situation scandaleuse en période de chômage est particulièrement choquante dans les régions et dans les villes où les habitants constatent des réductions d'activité et se voient imposer une attente de quinze à dix-huit mois lorsqu'ils ont besoin d'une ligne téléphonique. Il lui demande s'il n'estime pas opportun pour améliorer la qualité du service des télécommunications et pour alléger le poids du chômage de corriger ce qui apparaît bien comme une erreur profonde de planification en passant quelques marchés supplémentaires de matériel de commutation électro-mécanique.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

41035. — 12 janvier 1981. — **M. Christian Laurissergues** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés rencontrées par les salariés percevant des indemnités lors de leur départ

en retraite. En effet le plafond du dégrèvement d'impôt sur ces indemnités a été fixé à 10 000 francs en 1957 et n'a fait l'objet d'aucune réévaluation depuis. En conséquence, il lui demande quelle mesure il compte prendre pour actualiser ce plafond.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions).

41036. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Yves Le Drian** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des personnels ouvriers de la défense et en particulier, sur l'âge d'admission à la retraite de cette catégorie de personnels. Il lui demande s'il entend rapporter les dispositions du décret n° 65-836 du 24 septembre 1965 qui abrogeait les dispositions plus favorables de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, ceci afin de tenir compte de la dégradation actuelle de la situation de l'emploi.

Travail et participation : ministère (services extérieurs).

41037. — 12 janvier 1981. — **M. Jean-Yves Le Drian** s'inquiète auprès de **M. le ministre du travail et de la participation** de la mesure actuelle des moyens mis en place par l'administration pour surveiller les demandeurs d'emploi au regard de la modestie des dotations affectées au contrôle de l'application de la législation du travail. Ainsi, pour la Bretagne, il apparaît qu'il y aura bientôt autant de contrôleurs du travail pour examiner la situation de 76 000 demandeurs d'emploi que de contrôleurs du travail vérifiant dans les entreprises les conditions et application de la législation du travail pour environ 720 000 salariés. Cette disproportion est d'autant moins acceptable que les conditions d'exercice du contrôle des demandeurs d'emploi ne présentent pas actuellement toutes les garanties nécessaires d'indépendance et de respect de la vie privée. Le risque existe, notamment, de voir, avec l'informatisation des fichiers de demandeurs d'emploi s'opérer une interconnexion avec les fichiers d'autres administrations et se mettre en place une surveillance inadmissible sur des milliers de Français, dont le seul tort est d'avoir été privé d'un emploi. Il lui demande donc comment il justifie l'importance des moyens mis en service pour le contrôle de chômeurs alors que la priorité de l'action publique devrait être aujourd'hui de permettre l'application effective de la législation du travail dans les entreprises. Il lui demande en outre comment il entend limiter concrètement les atteintes à la vie privée des individus qui risquent de provoquer l'interconnexion éventuelle des fichiers.

Transports maritimes (compagnies).

41038. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Le Penec** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le fait que la compagnie générale maritime va transférer avant le 31 décembre 1980 deux de ses navires polythermes, l'*Aquilon* et le *Fort Sainte-Marie*, à sa filiale Horn Linie qui les exploitera sous pavillon de complaisance avec « équipage économique ». Alors que le Gouvernement a marqué à de multiples reprises son attachement à la lutte contre les navires dits hors norme, en particulier lors de la conférence de presse de **M. le ministre des transports** du 1^{er} décembre à l'occasion de la « conférence régionale européenne sur la sécurité » ; il avait précisé « n'oublions pas que 80 p. 100 des accidents maritimes résultent de ce qu'on appelle « l'erreur humaine ». Lorsqu'on parle d'erreur humaine, bien souvent on parle en fait d'insuffisance de qualification et de formation ». Comment après avoir dit que le Gouvernement considérait comme « une priorité essentielle » la formation des hommes et l'appui des efforts entrepris par l'O.M.C.I. et par l'O.I.T., est-il possible de laisser la compagnie générale maritime, compagnie nationale, exploiter deux de ses navires sous pavillon de complaisance avec « équipage économique », ce qui signifie sous payé, donc mal formé et de nationalités différentes, c'est-à-dire au détriment de la sécurité. En conséquence, il lui demande si toutes les garanties ont été prises par le Gouvernement pour l'armement de ces deux navires sous pavillon étranger et quelles mesures sont envisagées afin d'assurer la continuité de l'emploi au sein de la C.G.M. pour les équipages français qui assureraient leur armement.

Mutualité sociale agricole (bénéficiaires : Gironde).

41039. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Madrelle** signale à l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** la situation faite à certains agriculteurs girondins en matière de couverture sociale suite aux décrets parus au *Journal officiel* du 26 novembre 1980 concernant les nouvelles normes d'assujettissement au régime social agricole. En effet, les agriculteurs, et notamment certains viticulteurs girondins exploitant moins d'une demi S.M.I. (surface minimum d'installation) affiliés au régime agricole avant le 1^{er} janvier 1981, pourront en

être radiés si leur exploitation est à l'avenir amputée d'au moins un tiers. Après notification des caisses départementales de mutualité sociale agricole, les intéressés auront un délai d'un mois pour faire connaître leur point de vue. Si une décision de radiation est prise, ces exploitants n'auront plus de couverture sociale. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre : 1° pour maintenir la protection sociale des exploitants et de leur famille ; 2° pour empêcher cette sélectivité qui se met en place au détriment des plus modestes.

Patrimoine esthétique, archéologique et historique (musées).

41040. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Mauroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que lors d'un colloque national sur les techniques d'exposition, d'animation et de protection du patrimoine d'histoire naturelle conservé dans les musées, les naturalistes-muséographes de France ont mis l'accent sur la situation alarmante du patrimoine des musées d'histoire naturelle de province. En particulier, aucune ligne budgétaire n'est actuellement prévue pour aider les collectivités locales à rénover ces établissements alors qu'une telle ligne existe pour les musées dépendant d'autres ministères. D'autre part, les statuts des personnels de ces musées sont dépassés (cas des conservateurs qui, à diplômes équivalents, ont des possibilités de carrière souvent inférieures à celles de leurs collègues des autres musées ou des bibliothèques) ou n'existent pas dans la grille des collectivités locales (cas des assistants, des conservateurs adjoints et des taxidermistes, par exemple, dont les statuts et les traitements varient selon les municipalités). Il lui demande quelles solutions il préconise aux problèmes soulevés.

Professions et activités médicales (médecine scolaire : Seine-et-Marne).

41041. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les graves préjudices subis en Seine-et-Marne par le service de santé scolaire suite à l'insuffisance des crédits 1980 destinés à payer le personnel vacataire. Ainsi, les vacances ont été réduites de moitié pour le mois de novembre et des trois quarts pour le mois de décembre. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre sur le budget 1981 pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'automne prochain.

Transports routiers (transports scolaires).

41042. — 12 janvier 1981. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la détermination des responsabilités en matière de transport scolaire. Un accident étant survenu à un enfant pendant les heures scolaires dans un car privé régulièrement affrété sur un trajet normal entre son collège et la piscine d'une autre commune (le car étant conduit par un chauffeur de la compagnie et deux personnes adultes étant présentes à l'intérieur, un professeur et un parent bénévole), il lui demande à qui incombe la responsabilité de l'accident, soit au transporteur lui-même, soit au ministère de l'éducation se substituant au professeur, ou si ces responsabilités doivent être partagées entre le transporteur et les professeurs.

Retraites complémentaires (professions et activités paramédicales).

41043. — 12 janvier 1981. — **M. Didier Bariani** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'aux termes de la convention nationale signée le 6 juillet 1977, approuvée par le Gouvernement et liant les caisses nationales d'assurance maladie et les syndicats nationaux des biologistes, les caisses d'assurance maladie s'étaient engagées à participer au financement d'un régime d'assurance vieillesse supplémentaire au profit des biologistes pharmaciens conventionnés, dans les mêmes conditions que celles dont bénéficiaient déjà leurs confrères biologistes-médecins. Par ailleurs, la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 en ses articles 23, 24 et 25 a harmonisé les droits acquis par la convention au profit de tous les biologistes conventionnés. Dans ces conditions, il lui demande les raisons pour lesquelles le décret désignant la caisse d'assurance vieillesse chargée de gérer ce risque et les décrets correspondant à son organisation n'ont pas encore été portés à sa signature, d'autant que le conseil central de l'ordre national des pharmaciens et les syndicats de professionnels concernés ont manifesté leur souhait de voir habiller la caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens à assurer ce risque supplémentaire.

Politique extérieure (Palestine).

41044. — 12 janvier 1981. — M. Didier Barlanl demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir s'expliquer sur les raisons pour lesquelles, le 15 décembre 1980, au cours du vote sur une résolution de l'assemblée générale des Nations unies réclamant la création d'un Etat palestinien ainsi que le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés y compris de Jérusalem, la France s'est désolidarisée de ses partenaires européens pour ne pas repousser une résolution qui condamne les progrès de la paix au Proche-Orient.

Electricité et gaz (distribution de l'électricité : Rhône).

41045. — 12 janvier 1981. — M. Emmanuel Hamel signale à l'attention de M. le ministre de l'industrie les insuffisances de la fourniture du courant électrique pour les habitants des maisons individuelles de l'impasse des Rabattes à Craponne, commune de la communauté urbaine de Lyon. Il l'informe que les services locaux d'Electricité de France ont accepté la construction de plusieurs villas chauffées par l'électricité rendant plus insuffisante encore la tension fournie aux abonnés en bout de ligne. Les chutes de tension causent des inconvénients sérieux aux abonnés de cette impasse : détérioration d'appareils ménagers, baisse du chauffage. Il lui demande quand il sera remédié à cette déficience de la fourniture d'électricité aux habitants de l'impasse des Rabattes à Craponne.

Chômage (indemnisation : allocations).

41046. — 12 janvier 1981. — M. Gilbert Mathieu attire l'attention de M. le Premier ministre sur les inconvénients que présente pour les hôpitaux publics le décret n° 80-897 du 18 novembre 1980 qui a fixé, en ce qui concerne les agents mentionnés à l'article L. 351-16 du code du travail (entre autres les agents non titulaires des collectivités locales), les conditions d'attribution et de calcul de l'allocation de base et de l'allocation de fins de droits. L'article 4 de ce décret précise que les services accomplis auprès des employeurs mentionnés aux articles L. 351-3 à L. 351-17, c'est-à-dire aussi bien des employeurs du secteur privé que du secteur public, sont pris en compte pour le calcul de la durée exigée pour l'ouverture des droits aux allocations. Or, les hôpitaux publics ont recours, en cours d'année, à des recrutements d'agents temporaires pour remplacer des agents titulaires en congés de maladie, maternité ou autres, et ce pour des périodes relativement brèves de trois à six mois. Les hôpitaux s'adressent, en général, à l'Agence nationale pour l'emploi et recrutent, la plupart du temps, des agents inscrits comme demandeurs d'emploi. Mais, dorénavant, compte tenu des dispositions prévues à l'article 4 du décret précité, les collectivités locales, afin de ne pas se voir pénalisées par le versement des allocations de base et de fins de droits, compte tenu des crédits limités dont elles disposent, ne verront plus aucun intérêt à embaucher des personnes précédemment licenciées d'une entreprise du secteur privé. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir préciser si les dispositions de l'article 4, rappelées ci-dessus, ne lui semblent pas contraires aux intérêts légitimes des collectivités locales et, par là même, ne font pas obstacle au recrutement temporaire d'agents précédemment licenciés, étant donné que le dernier employeur, c'est-à-dire éventuellement l'hôpital, supportera la charge totale des allocations sans aucune compensation.

Pétrole et produits raffinés (stations-service).

41047. — 12 janvier 1981. — M. Maurice Tissandier appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la pratique regrettable à laquelle se livrent certains pompistes à la veille d'une augmentation du prix de l'essence. Il lui a été en effet signalé que ces pompistes, sans doute dans le but de profiter de l'élévation du prix de ce carburant, refusent de le servir sous prétexte qu'ils n'en ont plus. Il constate que ce refus de vente, tout particulièrement dans les zones rurales, est très préjudiciable aux automobilistes, qui ont grand besoin d'utiliser leur véhicule pour se rendre à leur travail et en revenir. Il lui fait remarquer qu'en raison des nouvelles hausses à venir du prix du carburant, auxquelles il faut malheureusement s'attendre, une telle pratique deviendrait rapidement intolérable si elle devait se généraliser. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas souhaitable de tenter de l'endiguer et quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Education (ministère : personnel).

41048. — 12 janvier 1981. — M. Jean Auroux appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les postes « d'instituteurs mis à la disposition ». En effet, lors du débat budgétaire, le ministre de l'éducation a déclaré : « Cela dit, je reconnais, bien entendu, l'importance et le rôle que jouent, parmi ces organismes divers, les œuvres post et pré-scolaires, et il n'est nullement dans mes intentions de les mettre en difficulté. Au contraire, j'examinerai avec leurs responsables la manière dont nous devons procéder. Ces derniers sont avertis de mes intentions. Le dossier est en cours d'instruction. C'est bien volontiers que je tiendrai au courant votre commission des affaires culturelles ainsi que vos rapporteurs du règlement de l'affaire. » Il lui demande donc de bien vouloir lui faire savoir dès que possible les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation créée par la suppression de 275 emplois d'enseignants « mis à la disposition ».

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

41049. — 12 janvier 1981. — M. Jean Auroux appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation fiscale des fonctionnaires des bâtiments et travaux publics. En effet, les personnels du bâtiment et travaux publics du secteur privé bénéficient des dispositions de l'article 5 concernant la déduction supplémentaire pour frais professionnels. L'article 5 stipule : « Pour la détermination des traitements et salaires à retenir pour le calcul de l'impôt sur le revenu, les contribuables exerçant les professions désignées dans le tableau ci-dessous ont droit à une déduction supplémentaire pour frais professionnels dont on relève les ouvriers du bâtiment visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} du décret du 17 novembre 1936, à l'exclusion de ceux qui travaillent en usine ou en atelier ». Il lui demande donc pourquoi il existe encore cette discrimination entre les personnels du secteur privé et du secteur public.

Postes et télécommunications (fonctionnement : Loire).

41050. — 12 janvier 1981. — M. Jean Auroux appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la situation des P. T. T. dans la Loire. Il semble, en effet, que les conditions d'exécution du service public des P. T. T. pourraient être améliorées, afin de faire bénéficier les usagers de meilleures prestations. Ainsi, la création de certains emplois permettrait d'améliorer cette situation, par exemple par la décentralisation de certains services régionaux, la création de nouveaux bureaux de poste dans les quartiers, de centres de formation. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire savoir si des mesures en ce sens sont envisagées.

S. N. C. F. (Iignes).

41051. — 12 janvier 1981. — M. Jean Auroux appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les incidences du T. G. V. pour la région roannaise. En effet, le T. G. V. doit être au service de toute la collectivité et l'on peut lire dans la plaquette éditée par la S. N. C. F. en 1978 intitulée : « Un train pour demain », page 19 : « Le T. G. V. constituera par ailleurs un instrument de décentralisation que les pouvoirs publics, les entreprises et tous les agents économiques concernés ne manqueront pas de mettre à profit pour renforcer le rayonnement des capitales régionales et pour favoriser l'expansion et l'attractivité des villes moyennes entrant dans leur orbite. En effet, grâce à la structure en surface de ses dessertes qui constitue l'un des atouts du chemin de fer, le bénéfice du réseau T. G. V. et du transport à grande vitesse ne sera pas réservé aux seules métropoles. Au contraire, il sera étendu à des villes de 20 000 à 100 000 habitants dont chacun des trafics, pris isolément, ne saurait rentabiliser de telles liaisons qui peuvent néanmoins trouver leur justification économique grâce à la facilité qu'offre le transport ferroviaire de pouvoir rassembler plusieurs de ces flux élémentaires. Il lui demande donc si le Roannais (200 000 habitants) et l'agglomération de Roanne (90 000 habitants) ne justifieraient pas sinon l'extension du T. G. V. vers Roanne, du moins son raccordement et dans les délais les plus brefs (1983), compte tenu que l'agglomération de Roanne sera la seule de 90 000 habitants à ne pas être raccordée au T. G. V., contrairement à toutes les autres, dont certaines, moins importantes, de la région Rhône-Alpes.

Impôts et taxes (paiement).

41052. — 12 janvier 1981. — **M. Raoul Bayou** rappelle à **M. le ministre du budget** que les impôts directs et les taxes assimilées sont recouverts en vertu de rôles rendus exécutoires par arrêté du préfet (article 1658 du code général des impôts) et que la mise en recouvrement est également fixée par le préfet (article 1659, alinéa 1 du code général des impôts). Il lui demande donc de lui préciser : 1° l'étendue exacte des pouvoirs dévolus en vertu de ces textes aux préfets ; 2° si ces derniers ont la possibilité de modifier la date de mise en recouvrement qu'ils ont prise conformément aux textes précités, notamment lors de crise grave de l'emploi dans une commune, crise aggravée par une augmentation massive des impôts locaux due à la fusion de deux communes et enfin au paiement, la même année, des rôles de 1979 et de 1980.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

41053. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Bernard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés professionnelles rencontrées par les ouvriers des parcs et ateliers. En effet, les O. P. A. sont les seuls à subir des abattements de zone sur leurs traitements, et cela au même taux et depuis cinq années. D'autre part, alors que les classifications sont remises à jour dans le secteur privé, elles demeurent inchangées, en ce qui les concerne, depuis le 3 août 1965. Enfin, les O. P. A. perçoivent le supplément familial de traitement depuis le 1^{er} janvier 1980 avec droit ouvert depuis le 1^{er} août 1975 et des rappels de paiement pour lesquels ils ont demandé une exonération d'impôt. Concernant donc trois revendications considérables, à savoir : l'abattement de zone, l'amélioration de leurs classifications par analogie au secteur privé pris pour référence (industrie routière, bâtiment et travaux publics) et l'exonération de l'impôt sur le rappel du supplément familial se situant dans la période du 1^{er} août 1975 au 31 décembre 1979, il lui demande dans quelles conditions et à quel terme il pense leur donner satisfaction.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (cotisations).

41054. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur l'extension aux salariés de la fonction publique des deux années de cotisations gratuites au régime vieillesse accordées par enfant aux femmes mères de famille salariées de droit privé. Il lui signale en particulier le cas des salariées de la fonction publique, chefs de famille dite « monoparentales », pour lesquelles la discrimination qui résulte de cette non-généralisation des deux années de cotisations gratuites paraît particulièrement insoutenable. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre dans ce domaine.

Sécurité sociale (personnel).

41055. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les restrictions nouvelles qui ont été édictées en 1980 au sujet des conditions d'indemnisation des administrateurs de caisses primaires de sécurité sociale. Elles portent particulièrement atteinte aux administrateurs salariés. Certaines directions de caisses ne prennent maintenant plus en compte que les seules séances de conseils et de commissions, excluant les participations au comité d'entreprise et les missions de relations publiques auxquelles les administrateurs sont fréquemment encouragés à participer. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire de prendre des mesures favorisant une indemnisation compensant réellement et complétant les pertes de salaires entraînées dans l'exercice de leur activité aux administrateurs de la sécurité sociale.

Cours d'eau (pollution et nuisances : Manche).

41056. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Darlot** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui indiquer si les normes de rejets retenues pour les eaux de ruissellement du site de La Hague (ruisseau de Sainte-Hélène par exemple), tiennent compte du phénomène de décantation des suspensions contaminées et éventuellement de la fixation de la contamination sur les sédiments. Il lui demande en outre si malgré les contrôles existants il ne lui semble pas anormal d'avoir installé un lieu de stockage de déchets radioactifs sur le point culminant de la région concernée, réserve d'eau potable naturelle.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité : Nord-Pas-de-Calais).

41057. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Darras** appelle à nouveau l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur l'inquiétude ressentie dans les milieux professionnels de l'habillement devant les suppressions d'emplois qui se succèdent à un rythme accéléré. Les difficultés de cet important secteur industriel sont alarmantes et, pour la seule région du Nord-Pas-de-Calais, plus d'un millier d'emplois ont été perdus en l'espace de quelques mois. Bien que notre industrie de l'habillement soit compétitive grâce à la compétence de sa main-d'œuvre et de l'adaptation de son matériel, elle se trouve cette fois gravement menacée : les dépôts de bilan se multiplient entraînant avec eux les suppressions d'emplois. C'est pourquoi, il lui demande les mesures qu'il entend proposer pour la sauvegarde d'une profession en péril et sans laquelle la région Nord-Pas-de-Calais ne peut vivre.

Education physique et sportive (personnel).

41058. — 12 janvier 1981. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur le problème de la revalorisation du corps des professeurs adjoints de l'éducation physique. Il apparaît qu'en ce domaine la concertation interministérielle se mette difficilement en place. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la situation soit débloquée, que les mérites de ces enseignants soient enfin reconnus au niveau de la rémunération et de la carrière.

Education physique et sportive (personnel).

41059. — 12 janvier 1981. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le problème de la revalorisation du corps des professeurs adjoints de l'éducation physique. Il apparaît qu'en ce domaine la concertation interministérielle se mette difficilement en place. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la situation soit débloquée, que les mérites de ces enseignants soient enfin reconnus au niveau de la rémunération et de la carrière.

Education physique et sportive (personnel).

41060. — 12 janvier 1981. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur le problème de la revalorisation du corps des professeurs adjoints de l'éducation physique. Il apparaît qu'en ce domaine la concertation interministérielle se mette difficilement en place. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que la situation soit débloquée, que les mérites de ces enseignants soient enfin reconnus au niveau de la rémunération et de la carrière.

Personnes âgées (établissements d'accueil).

41061. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Derasier** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème qui se pose dans les résidences de personnes âgées, qui accueillent des personnes valides mais qui, après quelques années, doivent soit bénéficier d'une légère aide médicale, soit quitter l'établissement. Ainsi, après avoir dû subir les difficultés dues à leur intégration dans un cadre différent de celui où elles ont vécu, elles sont dans l'obligation de quitter une nouvelle fois leur cadre de vie habituel. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour permettre à ces résidences de se médicaliser en partie.

Enseignement secondaire (fonctionnement : Nord).

41062. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Derosier** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui indiquer le nombre de postes de professeurs d'enseignement pratique professionnel créés à la rentrée 1980 dans le département du Nord. Il lui demande aussi combien de sections d'éducation spécialisée du département du Nord ont été dotées à cette même rentrée du 4^e poste de P. E. P. P. Il lui demande enfin dans quels délais toutes les S. E. S. de France seront dotées de ce 4^e poste.

S. N. C. F. (lignes).

41063. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la volonté de la S. N. C. F. de modifier la convention du 31 août 1937 qui vient à échéance en

1982. Cette convention a donné pour mission essentielle à la S. N. C. F. l'exploitation du réseau. A aucun moment, il n'a été envisagé que la S. N. C. F. exerce la responsabilité de définir la consistance du réseau. Or, lors du conseil d'administration du 24 septembre 1980, la S. N. C. F. a proposé de mettre en conformité la convention qui a force de loi et le contrat d'entreprise qui, depuis 1979, autorise la S. N. C. F. à décider des fermetures de lignes en fonction de ses seuls intérêts. La suppression de lignes secondaires a pour conséquence l'asphyxie d'un grand nombre de régions et le renforcement de la concentration urbaine et industrielle. La décision de maintenir ou de fermer une ligne voyageurs secondaire ne peut évidemment dépendre de l'intérêt commercial d'une entreprise. Une telle modification de la convention remettrait en cause la vocation de la S. N. C. F. dans sa mission de service public et limiterait les prérogatives du Parlement, seul habilité à définir pour le long terme le devenir de l'entreprise nationale. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire pour préserver la mission de service public de la S. N. C. F.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

41064. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'importance croissante des frais de transports des travailleurs. En effet, la situation catastrophique de l'emploi dans les villes moyennes oblige souvent les travailleurs à chercher un emploi dans les grandes agglomérations se trouvant à proximité. Or, ces déplacements entraînent des frais de transport importants, ces personnes ne pouvant déménager, soit que leur conjoint ait un emploi sur place, soit qu'ils soient engagés dans des remboursements d'emprunts pour la construction de leur maison. Il lui demande en conséquence s'il ne pense pas nécessaire de mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Engrais et amendements (Loire-Atlantique).

41065. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'industrie des engrais. En effet, depuis 1976, cette branche d'industrie est en restructuration permanente et s'accompagne d'arrêts coordonnés d'unités, voire de fermeture totale de certaines usines avec des suppressions d'emplois qui en résultent. Dans la région nazairienne, La Grande Paroisse et Gardiloire voient leurs stocks augmenter. A Gardiloire, l'atelier d'engrais azotés a été à l'arrêt pendant deux semaines et celui des engrais complexes pendant quatre semaines. Alors que le revenu agricole diminue, et donc la consommation d'engrais, les importations en provenance des pays de l'Est et des Etats-Unis ne cessent de croître, portant le déficit du commerce extérieur des engrais à 1,6 milliard en 1979. Il lui demande en conséquence s'il ne lui semble pas nécessaire de freiner les importations à court terme et, à long terme, de revaloriser le rôle de l'I. N. R. A. pour une recherche fondamentale, de favoriser une collaboration étroite entre les agriculteurs, les producteurs d'engrais et les consommateurs, afin de définir une politique à long terme et la recherche de formules d'engrais les mieux adaptées à l'agriculture et aux consommateurs.

Justice (tribunaux militaires).

41066. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le fonctionnement du tribunal permanent des forces armées. Lors d'un récent procès où deux officiers et deux sous-officiers engagés étaient inculpés d'homicides involontaires par imprudence, ce tribunal a démontré une fois encore son inutilité en temps de paix. Cette juridiction d'exception, qui a rendu en l'occurrence un jugement dans des délais très courts, défavorables à la qualité de l'instruction, ne se justifiait pas dans le cas qui lui était soumis. Il est difficile d'admettre les raisons pour lesquelles l'armée devrait disposer, dans la nation, du droit de rendre la justice d'une manière spéciale à l'occasion de crimes ou de délits qui, bien que commis par des militaires en exercice, sont de droit commun et ne menacent en aucun cas la sécurité et la défense du pays. Face à cette justice expéditive, les familles des appelés victimes des faits en cause ne peuvent qu'estimer que justice a été imparfaitement rendue même si elle l'a été rapidement. L'opinion publique ne peut que s'interroger sur ce qu'il serait advenu de cette affaire devant une juridiction civile, sans qu'il soit nullement question pour elle de s'ingérer dans les affaires internes de la défense nationale puisque tel n'était pas le cas. Il lui demande donc dans quelle mesure il est possible d'envisager à terme que soit dessaisi de telles affaires le tribunal permanent des forces armées et qu'ainsi en temps de paix, pour des faits relevant de l'homicide involontaire ou non, il n'existe qu'une seule juridiction compétente pour tous les Français.

Education physique et sportive (personnel).

41067. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la rémunération des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive. Ces professeurs qui sont recrutés sur la base du baccalauréat suivent une formation professionnelle pendant deux ans dans les centres d'éducation physique et sportive dépendant du ministère de la jeunesse et des sports, plus une année partagée par tiers par des stages en situation dans le milieu scolaire, dans les services extérieurs du ministère et au centre de formation. Si la qualité de leur formation est reconnue par toutes les personnes compétentes, cette qualification n'est pas reconnue au niveau de la rémunération. Un groupe de travail constitué auprès du ministère a remis ses conclusions en juin 1980. Elles visaient à officialiser la troisième année de formation et à donner aux élèves un statut d'élèves fonctionnaires se substituant à celui de fonctionnaire stagiaire. Or, jusqu'à présent, alors que rien ne semblait faire obstacle à ces revendications acceptées par lui, rien n'a été fait en faveur des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive. Il lui demande s'il compte recevoir les organisations syndicales en cause pour débattre avec eux du blocage actuel, conformément aux engagements qu'il avait pris. Il lui demande quand sera prise la décision du changement de statut et quand cessera cette injustice qui fait de cette catégorie d'enseignants la seule à être classée en catégorie B de l'enseignement secondaire et supérieur.

Enseignement secondaire (programmes).

41068. — 12 janvier 1981. — **M. Claude Evin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le refus de la direction des lycées d'admettre les langues de France dites « régionales » par les options des classes de seconde. En effet, l'instauration d'une option Langues et cultures régionales avait été promise par **M. Haby** lors de la préparation et après le vote de la loi sur l'éducation (12 juillet 1975). Or, la non-admission des langues régionales comme option en seconde entraîne obligatoirement la même décision en première et en terminale et donc supprimera l'option Langues régionales du baccalauréat dont l'application était prévue pour 1984. De plus, une telle disposition est contraire à la charte culturelle de Bretagne qui garantit une continuité réelle de l'enseignement du Breton dans le premier et le second cycle. Il lui demande, en conséquence, d'admettre les langues régionales en option de classe de seconde, conformément aux engagements pris par le Gouvernement.

Budget : ministère (personnel).

41069. — 12 janvier 1981. — **M. Laurent Fabius** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des receveurs auxiliaires des impôts. Assimilés aux fonctionnaires, ils étaient jusqu'à présent salariés et donc assujettis au régime général de la sécurité sociale, la plupart d'entre eux gérant en outre un débit de tabac. La mise en place de la réforme des services fiscaux modifie le réseau comptable de base en procédant à la suppression des recettes auxiliaires. Trois options sont proposées aux receveurs auxiliaires des impôts : démission de l'agent qui peut conserver la gestion de son débit de tabac ; licenciement : l'agent prend sa retraite et reçoit une prime de licenciement ; intégration dans les services fiscaux. Mais les propositions énoncées ci-dessus ne résolvent pas d'une manière satisfaisante les problèmes des receveurs auxiliaires des impôts. En effet, dans le premier cas, l'ancien receveur auxiliaire des impôts perd sa qualité de salarié avec tous les avantages sociaux. Quant à la possibilité d'intégration dans les services fiscaux elle demeure très limitée car de nombreux agents ne répondent pas aux conditions nécessaires. A cette situation, s'ajoute le problème des intérimaires. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer et le maintien de tous les services publics dans les localités rurales et le maintien des receveurs auxiliaires des impôts.

Handicapés (allocations et ressources).

41070. — 12 janvier 1981. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le calcul de certaines prestations en fonction du revenu. Le montant de l'allocation aux adultes handicapés et de l'allocation de logement, notamment, est établi au 1^{er} juillet de chaque année sur la base des revenus de l'année civile précédente. Par conséquent, si le revenu subit une diminution en cours d'année, l'allocation versée ne correspond plus au revenu réel, ce qui entraîne pour l'intéressé une perte de ressources brutales. C'est ainsi, par exemple, qu'un adulte handicapé, amené à abandonner un travail à temps

complet pour un travail à mi-temps après décision du comité médical départemental, continue à percevoir les allocations correspondant au revenu procuré par un travail à temps complet et se trouve dans une situation financière difficile. Il lui demande s'il envisage de permettre la révision du montant de ces prestations dès que le revenu connaît une diminution afin de compenser celle-ci, sans attendre le 1^{er} juillet suivant.

Chasse (office national de la chasse).

41071. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Garmendia** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'augmentation de 22 à 25 francs du prélèvement sur les permis de chasser. Compte tenu de l'augmentation des charges de l'office national de la chasse due à l'élargissement aux missions de protection de la nature, de la fonction des gardes nationaux et à l'extension de sa mission à la protection de toute la faune sauvage, sachant que, face à cette extension à des missions extra-cynégétiques, les chasseurs, sportifs soucieux de préserver l'environnement, affrontent un déficit de gestion à l'intérieur de leur office national, il lui demande si l'Etat a bien l'intention de garder à son seul bénéfice l'intégralité de cette augmentation et, dans cette hypothèse, qu'une partie, sinon la totalité de ces redevances, soit reversée à l'office national de la chasse.

Impôts locaux (taux).

41072. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Garmendia** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les risques financiers qui peuvent découler de la mise en application des dispositions de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 relative aux finances locales. En effet, contrairement aux dispositions de la réglementation antérieure, la loi nouvelle ne permet pas de garantir aux départements et communes un recouvrement égal, sinon supérieur aux sommes votées. Les services extérieurs de son ministère ayant fait savoir que les bases d'imposition communiquées aux élus avant le 31 janvier n'auraient qu'une valeur approchée, il lui rappelle que c'est sur ces bases aléatoires que les élus locaux fixeront les taux applicables à chacune des taxes. Une surélévation des taxes entraînant une diminution du produit global, le montant des impositions mises en recouvrement risque d'être inférieur au produit attendu du fait d'erreurs commises par les services de l'Etat. Il lui demande en conséquence que, dans cette hypothèse, l'Etat s'engage à combler le déficit ainsi créé dans les budgets des collectivités locales.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers).

41073. — 12 janvier 1981. — **M. Gérard Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 22 avril 1976 relatif au statut hospitalier public. En effet, ce texte ne précise pas si le temps partiel peut être fait en cumul d'heures ou exercé durant toute la semaine. De ce fait, certains établissements hospitaliers imposent systématiquement un travail à temps partiel journalier de quatre ou six heures. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de modifier le texte précité afin de préciser le libre choix du personnel dans les modalités d'application du temps partiel.

Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants).

41074. — 12 janvier 1981. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la situation des combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont la résistance s'est exercée en Indochine. Pour obtenir l'homologation des services de résistance et bénéficier des dispositions du décret du 5 septembre 1949, il appartenait aux intéressés de solliciter le certificat d'appartenance dans les trois mois suivant la publication dudit décret. Or de nombreux combattants n'ont pas déposé de demande dans les délais requis. Il lui demande, en conséquence, s'il entend suivre la même procédure que celle qu'il a décidée pour une problème semblable et qu'il a exposé dans sa réponse à la question écrite n° 34934 du 25 août 1980.

Justice (conseils de prud'hommes).

41075. — 12 janvier 1981. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la nécessité d'examiner le problème de la formation des conseillers de prud'hommes. Il est indis-

pensable que cette formation puisse être dispensée par les organismes syndicaux ouvriers ou patronaux eux-mêmes. Il est important également de préciser au plus tôt les conditions de rémunération du temps passé à ces stages, rémunération qui ne peut être imputée au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre en ce sens:

Justice (conseils de prud'hommes).

41076. — 12 janvier 1981. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'insuffisance des indemnités des conseillers des prud'hommes. Cette rémunération ne tient pas compte actuellement: du temps réellement perdu y compris les déplacements et l'étude des dossiers; des heures supplémentaires aux taux majorés; du douzième de la rémunération perdue dans le calcul de son indemnité de congé payé; des repos compensateurs; des points de retraite correspondant à la perte de salaire; de la diminution des prestations journalières de la sécurité sociale en cas de maladie; du treizième mois. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre en ce sens.

Urbanisme (lotissements).

41077. — 12 janvier 1981. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que, selon l'article R. 315-2C du code de l'urbanisme, ne constituent pas des lotissements et ne sont pas soumises aux dispositions du présent chapitre les divisions de terrain en propriété ou en jouissance lorsque les terrains issus de la division constituent l'assiette d'un immeuble à construire, dont la vente est régie par les articles 1601-1 à 1601-4 du code civil. Il lui demande si l'application de ce texte exige que l'immeuble à construire fasse l'objet d'un permis valant autorisation de diviser, c'est-à-dire délivré par le préfet après une demande satisfaisant les prescriptions contenues dans l'article 421-7.

Crimes, délits et contraventions (assassinats).

41078. — 12 janvier 1981. — **M. Christian Laurissergues** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la gravité des propos tenus par l'un des auteurs de l'assassinat d'un réfugié politique espagnol condamné jeudi 11 décembre à quinze ans de prison par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques. Celui-ci ayant affirmé travailler « en liaison avec des services officiels français dont les sigles sont connus », il lui demande: la crédibilité qu'il convient d'accorder à cette déclaration; 2° la nature exacte du service officiel français évoqué par cette personne.

Fonctionnaires et agents publics (rémunérations).

41079. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Lavédrine** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur le problème des frais de déplacement des fonctionnaires. En effet, des fonctionnaires en nombre croissant sont appelés à se servir de leur véhicule personnel pour les besoins du service (remplacements, stages, examens, visites dans le cadre de l'activité professionnelle, convocations diverses...). Les hausses successives du prix des carburants et des services, l'absence de synchronisation entre ces augmentations et celle des taux de remboursement, les délais de remboursement et une réglementation inadaptée qui exclut du bénéfice des indemnités de tournée les fonctionnaires se déplaçant dans leur localité d'exercice, font que l'utilisation de leur véhicule personnel, pour les besoins du service, constitue une charge de plus en plus lourde pour les fonctionnaires concernés et exerçant au titre de différents ministères. Elle entraîne ainsi une appréciable amputation de leur pouvoir d'achat. En conséquence, il lui demande une indexation correcte du taux de remboursement sur les hausses du carburant et des services ainsi que l'ouverture d'une négociation nationale sur les modifications à apporter au décret du 10 août 1966 qui constitue la réglementation de base de l'indemnisation des frais de déplacement engagés dans le cadre du service des fonctionnaires.

Bâtiment et travaux publics (emploi et activité: Finistère).

41080. — 12 janvier 1981. — **M. Louis Le Penec** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation difficile des entrepreneurs et artisans du bâtiment du Finistère qui, dans les conditions actuelles, ne peuvent plus maintenir leur activité et se retrouvent pour certains avec des plans de charge inférieurs à deux mois pour leur entreprise. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces difficultés parmi lesquels la conjonction

d'une baisse du pouvoir d'achat des ménages et le niveau atteint par les taux de crédit. C'est ainsi que non seulement les prêts P. A. P. ne sont pas revalorisés au niveau de l'inflation mais de plus le contingentement des prêts auquel sont soumis les banques impose aux constructeurs potentiels des circuits financiers où les maisons de crédit, provisionnées elles-mêmes par les banques, pratiquent des taux inaccessibles pour la plupart des revenus. Il lui demande donc de lui préciser les initiatives qu'il envisage pour la constitution d'un véritable plan de relance de l'activité du bâtiment dans cette région, les mesures qui seront prises pour parvenir à mettre les circuits financiers à la portée des ménages à revenus plus bas et, dans ce but, s'il ne lui paraît pas opportun de lever le contingentement pour les banques mais par contre y soumettre les maisons de crédit.

Enseignement secondaire (personnel : Midi-Pyrénées).

41081. — 12 janvier 1981. — **M. Martin Malvy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la difficile situation des maîtres auxiliaires dans l'académie de Toulouse. Il lui fait remarquer que sur les quelque 1 268 maîtres auxiliaires en fonction dans cette académie, seuls 594 bénéficient d'un poste à temps complet, les 675 autres effectuant des remplacements de courte durée ou occupant un demi-poste. S'interrogeant sur la compatibilité d'une telle précarité d'emploi avec les perspectives de titularisation et l'intérêt de telles conditions de travail tant pour cette catégorie de personnels que pour les enseignés eux-mêmes, il demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui confirmer la réalité de tels chiffres et de lui préciser dans le même temps l'évolution prévue concernant l'auxiliarat dans l'académie de Toulouse.

Prestations familiales (allocation de parent isolé).

41082. — 12 janvier 1981. — **M. Martin Malvy** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les dispositions de l'article 8 du décret n° 76-893 du 29 septembre 1976 relatif à l'allocation de parent isolé. Il lui fait remarquer que ces mesures bénéficiant à des personnes dont la situation familiale et matérielle sont par définition difficiles, il peut apparaître comme arbitraire et non correspondant à l'état de besoins des intéressés d'arrêter le versement de ces allocations à l'atteinte par le plus jeune enfant à charge de l'âge de trois ans, ou de limiter ces mêmes versements à douze mois consécutifs dans la limite du délai de dix-huit mois à compter de la date d'ouverture du droit. Il lui demande donc les mesures qu'il entend prendre afin de remédier à la restrictivité dans le temps des actuelles dispositions et de donner une approche plus souple et plus « personnelle » à l'octroi de ces bénéficiaires.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

41083. — 12 janvier 1981. — **M. Philippe Marchand** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les revendications de l'association des porteurs de valves artificielles qui sollicitent l'obtention du remboursement de tous les frais médicaux à 100 p. 100 et la reconnaissance de leur condition de prothésés cardiaque parmi les maladies dites « longues et coûteuses » ayant besoin à vie de surveillance et de médicaments. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour répondre à ces légitimes revendications.

Fleurs, graines et autres (lavande).

41084. — 12 janvier 1981. — **M. Henri Michel** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que la production d'essences de lavande et de lavandin est considérée comme production industrielle alors qu'il faudrait que celle-ci soit classée en production agricole. En effet, le stock grandissant d'essence dû essentiellement au blocage commercial et à l'inadaptation du marché, entrave irrémédiablement le développement du secteur productif, c'est-à-dire remet en question des centaines d'exploitations agricoles. A aucun moment le secteur industriel, tel que la parfumerie, l'alimentation, la chimie, n'a été gêné par cette situation bloquée ; en contrepartie, il a développé l'utilisation des essences synthétiques ou d'importation. Compte tenu de cette justification, il lui demande donc que la désignation de la production agricole soit retenue pour la lavande et le lavandin.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale).

41085. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Formation professionnelle)** sur les vives inquiétudes que suscite le financement de la formation profession-

nelle en agriculture. Depuis trois ans, il a beaucoup été dit qu'une importance toute particulière serait donnée à la formation des jeunes et aux formations débouchant directement sur un emploi. Pourtant, l'enveloppe globale destinée à la formation continue n'évolue pas favorablement. Par exemple, le fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale passe de 1 102 085 000 francs en 1980 à 920 000 000 francs en 1981. Le secteur agricole est d'autant plus pénalisé que l'on veut l'assimiler aux formations faites dans le cadre des secteurs industriels, des pactes pour l'emploi qui s'y rattachent et aux formations continues proposées par l'éducation nationale. Or, les entreprises de plus de dix salariés sont quasi inexistantes en agriculture, la formation des futurs chefs d'exploitation ne peut se comparer avec celle des salariés, ce métier ne s'apprend pas en quatre mois, sans pratique aucune. C'est pourquoi il lui demande ce qu'il compte faire pour que les centres de formations professionnelles des agriculteurs puissent fonctionner dans de bonnes conditions et ainsi répondre à leur vocation.

Chauffage (chauffage domestique).

41086. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la hausse des prix qui atteint durement les familles, tout particulièrement la partie de leur budget qui concerne les charges de chauffage en raison de l'évolution incontrôlée du fuel lourd (+ 36 p. 100 en un mois récemment sans variation du coût d'approvisionnement du pétrole brut). Les organismes gestionnaires de logement sociaux, soucieux de leur mission, ne peuvent se résoudre ni à absorber toutes les augmentations de chauffage ni à compromettre leur équilibre financier. Or, les conséquences qui résultent de l'augmentation des charges portent gravement atteinte au pouvoir d'achat des plus défavorisés. C'est pourquoi il lui demande de prendre des mesures pour remédier à ces hausses et s'il n'estime pas nécessaire d'instituer un taux 0 de T.V.A. sur le fuel destiné au chauffage des logements.

Accidents du travail et maladies professionnelles (prestations en espèces).

41087. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** aimerait connaître de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** la date à laquelle il compte pouvoir être en mesure de publier le décret tendant à permettre une révision unique et régulière des prestations en espèces servies aux assurés sociaux, évoqué dans sa question écrite n° 31708 et la réponse y afférente.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (cumul des pensions).

41088. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés qui prévoit dans son article premier que les assurés sociaux, anciens déportés ou internés, titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou déporté politique, dont la pension militaire d'invalidité a été accordée pour un taux d'invalidité global d'au moins 60 p. 100 qui cessent toute activité professionnelle bénéficient d'une pension d'invalidité s'ils sont âgés d'au moins cinquante-cinq ans. Or, il n'est pas possible, en l'état actuel de la législation, de faire bénéficier les exploitants agricoles titulaires d'une pension militaire d'invalidité correspondant à un taux d'incapacité d'au moins 85 p. 100 du cumul de leur pension militaire d'invalidité avec une pension civile d'invalidité prévu par la loi du 12 juillet 1977 en faveur des anciens déportés et internés, ni au titre du régime agricole de protection sociale, ni au titre général de sécurité sociale. Une étude a été faite par le ministère de la santé et de la sécurité sociale afin de rechercher les moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour lui apporter une solution satisfaisante. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire part des conclusions de cette étude et des mesures qu'il entend maintenant prendre pour mettre fin à ce vide réglementaire de plus de deux ans.

Professions et activités sociales (aides familiales).

41089. — 12 janvier 1981. — **M. Yvon Tondon** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'insuffisance du nombre de travailleuses familiales. Il y en a actuellement 7 300 qui épaulent les mères de familles malades. Le VI^e Plan s'était fixé un objectif de 8 000 et le VII^e Plan de 15 000. Leur aide est fort appréciée des familles qui ont la chance d'en bénéficier. Elle est profitable pour la mère qui, souvent, peut éviter l'hospitalisation ou qui, restant à la maison et aidée, peut se rétablir plus rapidement ; elle l'est aussi pour les enfants qui peuvent demeurer au foyer dans

des conditions convenables ; elle l'est enfin pour la cellule familiale dans sa cohésion. Mais, trop peu ont cette chance... En 1975, alors qu'elle était ministre de la santé, Mme Simone Veil déclarait : « un franc consacré aux travailleuses familiales permet d'économiser 1,50 franc ». C'est que leurs services permettent des rétablissements plus rapides et souvent d'éviter une hospitalisation coûteuse pour la sécurité sociale. Le budget 1981 ne permettra pas de réaliser les objectifs du VII^e Plan. C'est pourquoi il lui demande s'il n'entend pas en obtenir modification à moins qu'il ne préfère laisser insatisfaits les besoins légitimes de familles dont les mères sont malades.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

41090. — 12 janvier 1981. — M. Yvon Tondon attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'insuffisance du nombre d'aides ménagères. Il y a actuellement 67 000 aides ménagères qui épaulent 300 000 personnes âgées, soit 4 p. 100 de la population concernée. Les prévisions du VI^e Plan portaient sur 10 p. 100 de la population concernée. Il est inutile de rappeler l'importance que représente cette fonction d'aide ménagère pour les personnes âgées en leur donnant la possibilité de demeurer chez elles au lieu d'être réduites à l'exil dans des maisons spécialisées ou à l'hôpital. Il est tout aussi inutile de rappeler que si on ne s'en tient pas à une appréciation myope du coût, une augmentation du nombre d'aides ménagères permet une réduction des dépenses de la sécurité sociale en évitant des hospitalisations. Le budget 1981 ne permettra même de réaliser l'objectif du VI^e Plan. Aussi, il lui demande s'il n'entend pas en obtenir modification, à moins qu'il ne souhaite favoriser la présence des personnes âgées à l'hôpital plutôt que chez elles.

Professions et activités sociales (aides ménagères).

41091. — 12 janvier 1981. — M. Noël Ravassard appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'aide ménagère à domicile en milieu rural. Nul n'ignore les services qu'elle rend et malheureusement l'insuffisance de ses moyens financiers. Il lui demande quelles mesures seront prises pour assurer un financement correspondant aux besoins et quelle sera la place réservée à l'aide ménagère dont les effectifs sont encore beaucoup trop faibles.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (montant des pensions).

41092. — 12 janvier 1981. — M. Claud Wilquin appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur le sort du personnel féminin du service de santé des armées, infirmières spécialistes et cadres retraités, pour lequel n'est pas respectée la parité entre personnel masculin et féminin. Un certain nombre de questions ont été posées à ce sujet. Il lui demande si le Gouvernement compte faire prochainement respecter cette parité accordée par la loi n° 72-143 du 22 décembre 1972.

Enseignement secondaire (établissements).

41093. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des L.E.P. En effet, la taxe d'apprentissage payée par les entreprises est passée de 0,6 p. 100 à 0,5 p. 100 de la masse salariale. Par ailleurs, la grave situation de l'emploi dans la région Languedoc-Roussillon accentue la diminution du produit de cette taxe, taxe qui peut être librement versée par les entreprises à un établissement de leur choix, souvent un C.F.A. privé en lieu et place des lycées d'enseignement professionnel. Ainsi, les L.E.P. voient mis en cause leur possibilité de suivre l'évolution des techniques. La diminution des ressources contraint par ailleurs au développement de l'auto-financement, atteinte au principe de gratuité de l'enseignement. Ceci est d'autant plus grave que les L.E.P. reçoivent souvent des élèves de familles modestes. Il lui demande d'examiner la mise en place des conditions du développement réel des enseignements dans les L.E.P.

Enseignement secondaire (établissements : Hérault).

41094. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'éducation les problèmes posés à la rentrée scolaire 1980-1981 par l'insuffisance de capacité d'accueil des L.E.P. du département. Ceci a conduit à de nombreuses affectations tardives, à de multiples difficultés pour permettre à chaque jeune d'accéder

à une formation correspondant à ses capacités. Les jeunes filles, en particulier, ont souvent été orientées vers des formations peu intéressantes. Il lui demande de faire connaître les dispositions prises pour améliorer, lors de prochains rentrées scolaires, l'orientation et l'accueil des élèves en L.E.P.

Enseignement secondaire (établissements).

41095. — 12 janvier 1981. — M. Paul Balmigère informe M. le ministre de l'éducation de l'émotion des conseils d'administration des collèges devant le nouveau principe de calcul de la masse globale du budget de ces établissements. En effet, il est demandé aux gestionnaires d'y incorporer le produit de la taxe d'apprentissage et la recette issue des objets confectionnés. Or, ces deux recettes peuvent être très fluctuantes ; il est donc peu sérieux de programmer une dépense avec des recettes incertaines. Par ailleurs, le produit de la taxe d'apprentissage définie par la circulaire ministérielle n° 64-837 et 2-06 du 12 octobre 1964 (reprenant des circulaires du 7 avril 1938, 23 juillet 1951, 16 avril 1953) doit servir aux seuls enseignements techniques et professionnels. Il lui demande donc de revenir à une conception comptable plus orthodoxe et de s'en tenir à l'application des textes réglementaires quant à l'attribution spécifique du produit de la taxe d'apprentissage aux sections d'éducation spécialisée intégrées à un collège public.

Enseignement secondaire (établissements : Paris).

41096. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la récente décision du transfert de treize classes préparatoires aux grandes écoles du lycée Saint-Louis au collège privé Stanislas. Sous statut légal d'annexe publique du lycée Saint-Louis, ces treize classes préparatoires, représentant le tiers de l'ensemble des classes du niveau post-bac, accueillent près de 500 élèves et fonctionnent dans les locaux loués par l'Etat à la société immobilière Stanislas. En 1977, la Cour des comptes, soulignant l'anomalie de la perception de « frais spéciaux », versés par les familles au bénéfice du collège Stanislas, avec le principe de la gratuité de l'enseignement public, demandait à être informée des mesures qui pourraient être envisagées afin d'assurer la gratuité de l'enseignement à l'annexe du lycée Saint-Louis. A aucun moment, le statut d'annexe publique du lycée Saint-Louis et donc le caractère public de cet enseignement n'ont été mis en cause. Sans qu'aucune concertation ait été engagée avec les personnels, les élèves et leurs familles, un protocole d'accord signé le 23 juillet dernier par le rectorat de Paris et les représentants de la société immobilière et du collège Stanislas était communiqué aux intéressés après la rentrée 1980. Au terme de ce protocole, les treize classes préparatoires de l'annexe Saint-Louis devront d'ici trois ans passer sous le statut d'établissement privé à régime de contrat d'association. Il lui paraît particulièrement grave que l'Etat cède ainsi ces treize classes préparatoires à l'enseignement privé, diminuant de fait les capacités d'accueil des établissements publics dans le domaine des enseignements post-bac de haut niveau. Par ailleurs, cet accord fait peu de cas de la situation des cinquante personnels, enseignants et non-enseignants, qui exercent actuellement dans cette annexe. Si le protocole prévoit un régime transitoire de trois années, il ne règle en rien les problèmes de mutation qui ne manqueront pas de se poser pour les personnels ne désirant pas rester dans le secteur privé. En effet, rien n'assure que ces personnels retrouveront dans le même secteur géographique autant de postes équivalents. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures assurant le maintien du statut public pour les treize classes concernées et d'utiliser le laps de temps que laisse la validité du bail jusqu'en 1990 pour acquérir ou construire les locaux nécessaires à leur fonctionnement.

Enseignement secondaire (établissements : Val-d'Oise).

41097. — 12 janvier 1981. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de la section d'éducation spécialisée du collège de Montigny-lès-Cormelles. Cette S.E.S. composée à 65 p. 100 d'enfants de travailleurs migrants appelle des mesures spécifiques pour permettre un enseignement adapté, des effectifs réduits et un soutien pédagogique permanent. L'insuffisance des moyens risque de priver ces enfants de l'enseignement auquel ils ont droit. Aujourd'hui, la création d'un demi-poste d'enseignement général et d'un poste permettrait d'alléger les effectifs des classes et l'ouverture d'un atelier d'employés de collectivités. En conséquence, il lui demande de prendre des mesures afin de pourvoir ces postes nécessaires à l'amélioration de l'enseignement dans l'intérêt des jeunes élèves.

Education : ministère (personnel).

41098. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation réservée aux inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. Les tâches de formation auxquelles ces inspecteurs ont à faire face nécessitent des besoins accrus en matériel et en fonctionnement. Or, aucune mesure significative apparaît dans le budget pour 1981. Ainsi, la dévalorisation de fait des indemnités kilométriques ainsi que le maintien des inspecteurs départementaux en « appendices » des inspecteurs académiques entraînent des disparités dans l'attribution des frais de fonctionnement et une insuffisance que les besoins nouveaux liés à la formation des instituteurs rendent encore plus évidente. Dans le domaine des rémunérations, les revendications essentielles de ces personnels demeurent entières qu'il s'agisse du reclassement et de la revalorisation indiciaire qu'autorisent à la fois le niveau de recrutement et l'extension de leurs responsabilités. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en concertation avec les intéressés pour dégager les moyens nécessaires au bon fonctionnement des I.D.E.N.

Enseignement (personnel).

41099. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des enseignants titulaires d'un doctorat de troisième cycle. La possession du diplôme d'études approfondies (D.E.A.) qui sanctionne la première année de recherche du doctorat de 3^e cycle est actuellement prise en compte dans les barèmes relatifs à la promotion interne de quelques catégories de personnels, notamment les nominations en qualité d'adjoint d'enseignement stagiaire et de certifié. Le principe de la considération de travaux de recherches est ainsi mis en œuvre en ce qui concerne le déroulement de la carrière de certains personnels. Il lui demande : 1^o quelles mesures il compte prendre afin de respecter l'échelonnement de ces divers titres ; 2^o si la possession du D.E.A. est considérée dans lesdits barèmes (ce titre est assimilé à la maîtrise en ce qui concerne les points attribués) ; 3^o quelles dispositions il entend prendre afin d'aménager les barèmes et de respecter le niveau propre du doctorat du troisième cycle et d'étendre les mesures déjà prises à l'ensemble des catégories de personnels susceptibles de bénéficier de la promotion interne, notamment dans l'enseignement technique.

Enseignement secondaire (réglementation des études).

41100. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences que ne manqueront pas d'avoir sur l'enseignement des sciences économiques et sociales, l'application des nouveaux horaires de la classe de seconde des lycées (arrêté du 31 octobre 1980). Dans une précédente question écrite, il lui avait fait part de l'inquiétude des professeurs de sciences économiques et sociales concernant l'aménagement des horaires du second cycle. Loin d'être étendue et approfondie, l'initiation économique et sociale sera limitée à deux heures hebdomadaires et réduite au rang d'une sous-matière à option. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en concertation avec les intéressés pour donner à l'enseignement économique et social toute sa place dans les programmes, reviser en hausse le projet d'horaire, reformuler un projet de programme intégrant les apports d'une approche pluridisciplinaire et augmenter le recrutement du corps professionnel.

Décorations (légion d'honneur et médaille militaire).

41101. — 12 janvier 1981. — **M. Georges Bustin** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le problème des indemnités attachées au titre de la légion d'honneur et à celui de la médaille militaire. Il considère que la revalorisation de ces indemnités serait pleinement justifiée et il lui demande les dispositions que le Gouvernement entend prendre en ce sens.

*Pollution et nuisances
(lutte contre la pollution et les nuisances).*

41102. — 12 janvier 1981. — **M. Jacques Chaminade** informe **M. le ministre de la défense** de nombreuses protestations émanant d'habitants de la région de Brive devant la répétition des « bangs » supersoniques au-dessus de cette région. Il lui demande quelles mesures

il compte prendre pour éviter ces inconvénients aux populations et pour que les vols subsoniques des avions militaires soient réalisés au-dessus de régions non habitées ou au-dessus des mers.

Habillement, cuirs et textiles (emploi et activité).

41103. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Deschamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la délibération de la fédération nationale de l'industrie de la chaussure de France : « Constatant la brutale augmentation des importations de chaussures et articles chaussants en provenance des pays asiatiques à bas salaires (progression de plus de 40 p. 100 en 1980, par rapport à 1979) ; constatant que, désormais, le taux de pénétration de ces seules importations pour les articles autres qu'en cuir et en plastique représente 43 p. 100 de la consommation intérieure apparente et 113 p. 100 de la production nationale consacrée à notre propre marché ; conscient qu'une telle invasion est de nature à mettre rapidement en péril des pans entiers de l'industrie française de la chaussure, dont les entreprises sont souvent implantées dans des localités pour lesquelles elles constituent l'unique activité industrielle ; constatant qu'une progression parallèle des importations a eu lieu, depuis le début de l'année, dans les autres pays membres de la Communauté et que le problème apparaît donc comme communautaire ; relevant que seul le marché communautaire est grand ouvert à de telles importations, cependant que les principaux pays industrialisés se protègent, soit par des accords d'auto-limitation (U.S.A.), soit par l'application de l'article XIX du G.A.T.T. (Canada), soit par des mesures contingentes extrêmement strictes (Australie, Afrique du Sud, Japon) ». Le conseil fédéral de la fédération nationale de l'industrie de la chaussure demande instamment au Gouvernement de prendre d'urgence — ou de faire prendre au niveau de la Communauté économique européenne — les mesures indispensables, sinon pour bloquer de telles importations, du moins pour limiter leur croissance annuelle, dans des conditions qui tiennent compte de ce que la consommation de chaussures en France et dans la Communauté ne se développera pratiquement pas au cours des prochaines années. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour donner satisfaction aux revendications exprimées par cette délibération.

Circulation routière (poids lourds).

41104. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Deschamps** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les difficultés qu'entraîne pour les agriculteurs l'obligation qui leur est faite d'installer un chronotaehygraphe sur tous les véhicules de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes de poids maximal autorisé. Cette nouvelle contrainte et les frais qu'elle entraîne s'ajoutent à une hausse permanente des frais d'exploitation et aux réglementations diverses de plus en plus nombreuses et pesantes. Alors que certaines catégories sont dispensées de cet équipement : véhicules effectuant des transports d'animaux vivants depuis l'exploitation agricole jusqu'aux marchés locaux, transports de carcasses et de déchets d'abattage, ventes au porte à porte, opérations ambulantes de banques, etc., par l'arrêté ministériel du 3 août 1979. Il lui demande de bien vouloir également dispenser l'ensemble des agriculteurs, des dispositions sus-indiquées.

Enseignement secondaire (établissements : Var).

41105. — 12 janvier 1981. — **M. Bernard Deschamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de l'équipement scolaire de l'Est toulonnais (cantons de La Garde, Solliès Pont, La Crau, La Valette et de Cuers) qui suscite une vive inquiétude chez les parents d'élèves. Le lycée Dumont d'Urville situé dans le centre de Toulon est le seul établissement polyvalent de la région. Surchargé avec plus de 300 élèves, il accueille les enfants des villages les plus éloignés qui doivent ainsi chaque jour effectuer de longs trajets. Par ailleurs, la plupart des collèges de la région sont également surchargés et vétustes. A La Garde, 1 200 élèves dans un collège 900 en très mauvais état : ainsi, il y a peu, une poutre métallique est tombée, dans une salle vide heureusement. A Cuers, 780 élèves dans un collège qui ne comporte d'après le recteur de l'académie (lettre du 28 février 1980) que 500 places valables. A Solliès-Pont, un collège inadapté dont les locaux s'effritent ou s'effondrent des salles trop petites où il pleut, 700 mètres carrés de cour pour 610 élèves. On envisage pour l'an prochain, afin d'agrandir les locaux, de faire travailler les élèves dans des bâtiments préfabriqués « récupérés », installés à 600 mètres du bâtiment principal. La Crau déjà accueillie une partie des élèves dans une annexe séparée du collège par une route à grande

circulation que les enfants doivent traverser. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en concertation avec les intéressés pour remédier à cette situation et engager les crédits nécessaires à la construction de nouveaux établissements dans la région.

Handicapés (personnel).

41106. — 12 janvier 1981. — **M. Marcel Houel** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des instituteurs spécialisés dans les établissements pour personnes handicapées. Ces enseignants bénéficient du régime de vacances scolaires des maîtres des établissements relevant du ministère de l'éducation. Toutefois, afin de ne pas perturber le fonctionnement des établissements spécialisés et dans le cadre des sujétions spéciales, il peut leur être demandé d'assurer des tâches éducatives durant la période des vacances scolaires. La continuité dans la qualité de l'enseignement spécialisé était reconnue et rémunérée en « heures d'enseignement » (décret du 14 octobre 1966, arrêté du 25 avril 1968). La circulaire n° 35 du ministère de la santé parue le 30 juin 1980 impose pour ce travail supplémentaire d'enseignement spécialisé le taux correspondant à celui des heures « d'études surveillées ». Cette décision est gravement préjudiciable pour l'ensemble de ces personnels et risque d'avoir pour principale conséquence la régression des activités pédagogiques et éducatives. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires en concertation avec les intéressés afin de remédier à cette situation en rétablissant la rémunération antérieure dans l'intérêt des instituteurs comme des pensionnaires des établissements spécialisés.

Handicapés (personnel).

41107. — 12 janvier 1981. — **M. Marcel Houel** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des instituteurs spécialisés dans les établissements pour personnes handicapées. Ces enseignants bénéficient du régime de vacances scolaires des maîtres des établissements relevant du ministère de l'éducation. Toutefois, afin de ne pas perturber le fonctionnement des établissements spécialisés et dans le cadre des sujétions spéciales, il peut leur être demandé d'assurer des tâches éducatives durant la période des vacances scolaires. La continuité dans la qualité de l'enseignement spécialisé était reconnue et rémunérée en « heures d'enseignement » (décret du 14 octobre 1966, arrêté du 25 avril 1968). La circulaire n° 35 du ministère de la santé parue le 30 juin 1980 impose pour ce travail supplémentaire d'enseignement spécialisé le taux correspondant à celui des heures « d'études surveillées ». Cette décision est gravement préjudiciable pour l'ensemble de ces personnels et risque d'avoir pour principale conséquence la régression des activités pédagogiques et éducatives. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires en concertation avec les intéressés afin de remédier à cette situation en rétablissant la rémunération antérieure dans l'intérêt des instituteurs comme des pensionnaires des établissements spécialisés.

Déchets et produits de la récupération (huiles).

41108. — 12 janvier 1981. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les inconvénients que provoque le décret n° 79-981 pour l'horticulture. L'interdiction de brûler les huiles usagées se révèle particulièrement regrettable pour les producteurs serristes. En effet, beaucoup ont réalisé des investissements pour brûler ces huiles. L'interdiction provoque un gaspillage d'investissement. Deux autres arguments mis en avant pour justifier l'interdiction sont discutables. Ainsi la pollution n'est qu'un prétexte. Les chaufferies sont adaptées au brûlage des huiles et ne dégagent pas de fumées polluantes. Les « économies réalisées » ne résistent pas non plus à l'examen. La collecte et le retraitement coûtent cher pour produire une huile régénérée de qualité médiocre. Il faudra par ailleurs consommer du fuel. La différence en pétrole importé ne paraît pas évidente. Aussi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour éviter de mettre les horticulteurs qui brûlent les huiles usées en difficulté en leur interdisant ce mode de chauffage.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

41109. — 12 janvier 1981. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les difficultés que rencontrent dans leur gestion les centres de soins infirmiers qui subissent des abattements de 7 à 20 p. 100 sur le remboursement

des actes effectués. Ces abattements sont particulièrement injustifiés ; il lui rappelle le rôle social irremplaçable que jouent ces centres de soins qui répondent en particulier aux besoins des couches les plus défavorisées ; personnes âgées, chômeurs, travailleurs immigrés. Cette situation est d'une particulière gravité ; certains de ces centres étant menacés dans leur existence même, il lui demande de prendre toutes mesures pour supprimer ces abattements, première étape pour donner à ces centres les moyens d'accomplir leur mission.

Professions et activités sociales (aides ménagères ; Ile-de-France).

41110. — 12 janvier 1981. — **M. Robert Montdargent** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences de la décision prise par le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de la région d'Ile-de-France (C.N.A.V.T.S.), lors de la réunion du 16 juillet 1980, quant à la suppression du plafond d'intervention concernant l'aide ménagère à domicile. Il s'agit d'une expérience limitée à six mois en région Ile-de-France et débutant au 1^{er} octobre 1980. D'ores et déjà, il apparaît que cette expérience n'atteint pas les résultats escomptés. Ainsi, à Argenteuil, la plupart des personnes âgées dont les ressources dépassent le plafond retenu par la C.N.A.V.T.S. n'acceptent pas les conditions proposées, la part restant à leur charge étant beaucoup trop élevée (celle-ci a été calculée en déduisant la participation de la C.N.A.V.T.S. — 6 francs, 5 francs ou 3 francs — du prix de remboursement en vigueur, soit 33,25 francs). A noter l'effort important du bureau d'aide sociale pour qui le prix de revient de l'aide ménagère est bien supérieur, surtout si l'on tient compte des frais administratifs et des avantages en nature octroyés au personnel. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire savoir quelles mesures il compte prendre pour que ce service puisse effectivement se développer à toutes les personnes âgées grâce à l'octroi de prestations légales avec financement à l'échelon national.

Enseignement supérieur et postbaccalauréat (personnel).

41111. — 12 janvier 1981. — **Mme Colette Privat** proteste contre la remise à disposition signifiée à **M. X...**, maître de conférences de géophysique à l'université de Tananarive. Alors que l'intéressé avait déjà signé le renouvellement de son contrat, une fin de non-recevoir lui fut opposée en mai dernier. Non seulement aucune faute professionnelle ne lui est reprochée, mais bien au contraire les autorités malgaches ont demandé son maintien à l'université de Tananarive. Les services compétents du ministère de la coopération, et jusqu'au directeur de la coopération culturelle et technique, déclarent ne pas pouvoir apporter de réponse concernant une décision à laquelle ils prétendent ne pas avoir pris part. Il semble que cette décision correspond à un véritable interdit professionnel visant à sanctionner les prises de position de l'intéressé. En conséquence, elle demande à **M. le ministre de la coopération** de prendre toutes les mesures urgentes qui s'imposent pour le maintien en poste de cet enseignant.

Retraites complémentaires (fonctionnaires et agents publics).

41112. — 12 janvier 1981. — **M. Roland Renard** proteste auprès de **M. le Premier ministre** contre le nouveau refus du Gouvernement d'actualiser les pensions des retraités de l'Ircantec, malgré l'augmentation des traitements de la fonction publique de 3,15 p. 100 au 1^{er} juillet 1980 et de 3,30 p. 100 au 1^{er} octobre 1980. Cette décision, prise en violation des textes fixant les modalités de revalorisation des pensions des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités contribuera à détériorer encore le pouvoir d'achat des retraités. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour revenir sur sa décision et revaloriser comme il se doit les retraites des agents non titulaires.

Professions et activités médicales (médecine scolaire : Essonne).

41113. — 12 janvier 1981. — **M. Robert Vizez** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des infirmières vacataires de la D.A.S.S. de l'Essonne. Affectées au service de santé scolaire, elles n'ont aucun statut réel, aucune chance de promotion, aucune sécurité de l'emploi et aucune ancienneté. Très sous-payées, elles voient aujourd'hui leurs rémunérations amoindries du salaire correspondant aux vacances scolaires. Il lui demande de rectifier cet état de fait inadmissible en revalorisant et mensualisant leur salaire, en les titularisant au bout de trois ans d'emploi.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

Politique extérieure (Vanuatu).

34736. — 18 août 1980. — M. Emmanuel Hamel demande à M. le ministre des affaires étrangères: 1° s'il était convenu avec les futurs dirigeants de l'Etat néo-hébridais avant qu'il n'accède à l'indépendance, que celui-ci adhérerait au Commonwealth; 2° quelles indications il peut déjà apporter sur l'accord de coopération avec la France du nouvel Etat néo-hébridais, dont l'éventualité a été évoquée par la dépêche A.F.P. 261438 de l'Agence France Presse du 26 juillet 1980; 3° quelles garanties l'adhésion au Commonwealth du nouvel Etat apportera à ses citoyens francophones.

Réponse. — L'adhésion des Nouvelles-Hébrides au Commonwealth, qui répondait à un vœu exprimé avant l'indépendance par la majorité anglophone de l'Assemblée représentative, n'est devenue effective qu'après l'accession du nouvel Etat à l'indépendance. L'honorable parlementaire aura par ailleurs relevé qu'à la différence des autres Etats océaniques membres du Commonwealth, où la Reine est chef d'Etat, le Vanuatu est une république. Avant même d'accéder au Commonwealth, le Vanuatu est devenu membre à part entière de l'Agence de coopération culturelle et technique, regroupant les Etats francophones. Ce nouvel Etat a participé activement aux réunions de l'Agence et à la conférence des parlementaires d'expression française, où il était représenté par le président de son assemblée représentative. En ce qui concerne la coopération, une mission du ministère des affaires étrangères s'est rendue à Port-Vila, du 18 au 26 novembre. Elle a établi les textes des accords de coopération envisagés qui se réfèrent explicitement au respect des principes de non-ingérence et de bon voisinage et prévoient notamment la prise en charge contrôlée par la France des dépenses de l'enseignement francophone. L'honorable parlementaire peut être assuré que le Gouvernement examinera ces projets d'accords à la lumière des mesures d'apaisement attendues, mesures qui doivent garantir la sécurité de nos ressortissants, favoriser le retour de ceux repliés à Nouméa et assurer à la minorité francophone le libre et plein exercice de ses droits.

AGRICULTURE

Agriculture : ministère (personnel).

35111. — 1^{er} septembre 1980. — M. Michel Barnier appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la fusion, qui serait envisagée, entre le centre technique du génie rural des eaux et des forêts et le centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole, fusion qui devrait prendre la forme juridique d'un établissement public à caractère administratif. Il lui fait observer que cette mutation entraînerait de profonds changements de missions d'un organisme qui jusqu'à présent assurait la restructuration de l'agriculture, l'aménagement et la protection de la forêt, les productions animales et végétales, les ressources en eaux... Le groupement de Grenoble du C. T. G. R. E. F. s'occupe plus particulièrement d'économie montagnarde (agriculture, tourisme, aménagement global de zones), de protection contre les érosions et les avalanches, d'étude de la neige, de protection de la nature, de la qualité des eaux. L'établissement public prévu entraînerait le désengagement budgétaire du ministère de l'agriculture, ce qui provoquerait une remise en cause des études dans ces domaines qui ne trouvent pas place dans un « marché des études » et qui, en raison du long terme qu'elles impliquent, ne peuvent avoir d'autres utilisateurs que l'Etat ou les collectivités locales après l'adoption de la réforme les concernant. L'autonomie financière qui serait exigée du nouvel établissement éliminerait les secteurs non rentables à court terme (par exemple les reboisements d'altitude) et entraînerait une discrimination financière entre les utilisateurs, au détriment des administrations départementales et des collectivités locales les plus démunies. Les personnels concernés par la réforme considèrent que la transformation en établissement public représenterait un danger pour l'emploi, pour le service public ainsi que pour les secteurs d'étude qui concernent, en particulier pour la région de Grenoble, les équilibres futurs des espaces montagnards. Il lui demande de lui faire le point en ce qui concerne ce projet. Il souhaiterait également obtenir des informations susceptibles d'apaiser les craintes qu'il vient de lui exposer.

Agriculture : ministère (structures administratives).

35551. — 22 septembre 1980. — M. Alain Mayoud appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le projet de transformation du centre technique du génie rural, des eaux et des forêts, actuellement service d'études du ministère, en un établissement public à caractère administratif. Des inquiétudes se sont manifestées quant au maintien du caractère de service public de cet organisme du fait de son autonomie financière à venir et de l'introduction dans le conseil d'administration de représentants d'intérêts privés. Etant donné le rôle fondamental pour l'avenir de l'agriculture, de la forêt et des ressources en eau de cet organisme, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour garantir sa vocation initiale au C. T. G. R. E. F. et lui demande s'il ne craint pas que ce nouveau démembrement des services de l'Etat ne soit pas seulement un désengagement budgétaire dangereux.

Agriculture (ministère : personnel).

36051. — 6 octobre 1980. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le projet de fusion du C. T. G. R. E. F. avec le C. N. E. E. M. A. (Centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole), à la suite duquel cet organisme prendrait la forme d'un établissement public à caractère administratif. En effet, tant en ce qui concerne l'aménagement de la montagne que les personnels employés actuellement et les missions de cet organisme, ce projet apparaît néfaste à bien des égards. Pour les missions de service public du C. T. G. R. E. F., le projet d'établissement public, en condamnant celui-ci à la recherche d'une autonomie financière, ne peut que conduire à l'adoption d'une politique à court terme, sacrifiant les études dans les domaines qui par leur caractère globalisant et portant sur le long terme, ne peuvent trouver d'autres utilisateurs solvables que l'Etat ou, après la réforme envisagée, des collectivités locales, en éliminant les secteurs non rentables à court terme. De plus, on ne peut que s'interroger sur l'avenir de la participation du C. T. G. R. E. F. à l'élaboration de certaines réglementations avec l'entrée dans le conseil d'administration et dans les comités d'orientation, de représentants d'intérêts privés. Enfin, compte tenu de l'intime liaison entre les missions de l'organisme concerné et l'emploi, ce projet laisse apparaître de graves inquiétudes quant à la situation des personnels. C'est pourquoi, il lui demande que soient maintenues les missions et les activités du C. T. G. R. E. F. et les dispositions qu'il compte prendre afin de favoriser et de développer les activités de cet organisme afin qu'il soit pleinement en mesure d'assurer sa vocation d'études et d'appuis techniques notamment sur les problèmes de la montagne.

Agriculture (ministère : personnel).

36192. — 8 octobre 1980. — M. Christian Nucci demande à M. le ministre de l'agriculture des précisions sur la fusion qui serait en passe de s'exécuter entre le centre national d'études et d'expérimentation de machinisme agricole et le centre technique du génie rural, des eaux et des forêts. Il rappelle la qualité des recherches et des études fournies jusqu'à présent par ces deux organismes et souligne le risque que comporte cette transformation à la fois pour le personnel et pour certains domaines d'études qui peuvent apparaître par leur caractère globalisant non rentables dans le court terme. Il lui demande de prendre toutes les mesures pour préserver le potentiel humain et scientifique de ces deux centres.

Agriculture : ministère (personnel).

38960. — 1^{er} décembre 1980. — M. Claude Birraux appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'inquiétude soulevée dans les milieux montagnards et particulièrement en Haute-Savoie par le projet de transformation du centre technique du génie rural des eaux et forêts en établissement public à caractère administratif. Le groupement de Grenoble du C. T. G. R. E. F. a jusqu'à présent assuré un important travail de recherche, de conseil et d'assistance tant auprès des collectivités locales que des responsables socio-professionnels concernés par les problèmes de montagne : dans le domaine de la protection de la nature (protection contre les érosions, enquête permanente sur les avalanches, surveillance des glaciers, restauration des terrains de montagne), dans le domaine de l'aménagement rural (centrale d'information sur l'économie montagnarde, aménagement des alpages, développement du tourisme en montagne). Il lui demande de lui faire savoir si, lors de la transformation du C. T. G. R. E. F. en établissement public à caractère administratif, la totalité des activités assurées par celui-ci seront reprises par le nouvel établissement, dans le même esprit de service auprès

des habitants de ces régions. Il lui demande également de lui faire savoir quel sera le statut du personnel du C. T. G. R. E. F. dans ce nouvel établissement.

Réponse. — La création d'un établissement public à caractère administratif par regroupement du C. N. E. E. M. A. et du C.T.G.R.E.F., dont les nombreuses attributions étaient déjà complémentaires, doit permettre de renforcer la capacité technologique de l'agriculture et de son environnement, d'assurer une politique vigoureuse de diffusion de l'innovation, de préserver et de développer nos ressources naturelles. La compétence du nouvel établissement reprend avec cohérence l'ensemble des missions du C. N. E. E. M. A. et du C. T. G. R. E. F. En outre, l'extension des missions du nouveau centre à la recherche appliquée dans certains domaines traduit la volonté de renforcer son action sans privilégier les préoccupations à court terme. L'accord donné par tous les ministères concernés au projet de fusion du C. N. E. E. M. A. et du C. T. G. R. E. F. montre l'intérêt que tous portent aux travaux de l'un ou de l'autre des organismes et la volonté qu'ils ont de continuer et d'élargir la collaboration engagée par une concertation plus étroite dans un cadre mieux structuré. De plus, il est précisé dans le projet de décret portant création du nouveau centre que les agents du C. N. E. E. M. A. et du C. T. G. R. E. F. continueront à exercer leurs activités au sein du nouvel établissement. Enfin il n'en résultera pas de désengagement financier de l'Etat puisque la quasi-totalité des ressources du nouvel établissement proviendra de fonds publics. La fusion des deux organismes autorisera en outre une meilleure utilisation des crédits et donc une plus grande efficacité des actions.

Agriculture (formation professionnelle et promotion sociale : Seine-Maritime).

35326. — 15 septembre 1980. — M. Irénée Bourgois attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés qui risquent de s'ensuivre des mesures prises à l'encontre de la formation professionnelle agricole. Le centre de formation de techniciens agricoles de Coqueruaumont en Seine-Maritime fait en effet savoir que les stagiaires, jusque-là rémunérés pour le nombre d'heures conventionnées sur la base de 100 p. 100 du S.M.I.C., verront cette rémunération réduite à 40 p. 100. Les intéressés considèrent cette décision inadmissible car elle est de nature à limiter la formation technique des jeunes ruraux, notamment celle de niveau IV, et, dans le même temps, elle risque d'entraîner la disparition de centres du type de celui signalé précédemment. En outre, il convient d'ajouter que le caractère néfaste de ladite mesure est aggravé par l'annonce, faite en mars dernier, d'une diminution du nombre des heures conventionnées et rémunérées. En conséquence, il lui demande s'il entend intervenir auprès des services concernés pour que cette décision soit annulée et qu'une aide financière substantielle soit apportée aux centres de formation.

Réponse. — Les difficultés financières rencontrées par les établissements de formation professionnelle agricole pour adultes, et notamment par le centre de techniciens agricoles de Coqueruaumont (Seine-Maritime), ont particulièrement retenu l'attention du ministre de l'Agriculture. Le Premier ministre, soucieux de maintenir une priorité à la formation dans ce secteur — conformément aux engagements pris par le Gouvernement lors du vote de la loi d'orientation agricole — a décidé de dégager des moyens supplémentaires. Ces moyens seront ajoutés à ceux initialement prévus pour la campagne 1980-1981 et spécifiquement attribués à l'agriculture.

Contributions indirectes (boissons et alcools).

36881. — 20 octobre 1980. — M. Joseph Vidal appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences dommageables pour la viticulture méridionale des dispositions prévues par le projet de budget 1981. En effet, ce projet prévoit notamment une augmentation du droit de circulation sur le vin de 50 p. 100. Hormis le fait que ni les whiskys, ni les apéritifs anisés ne seront surtaxés, cette nouvelle mesure, si elle entre en vigueur, aura non seulement pour effet de porter à 220 p. 100 le taux d'augmentation subi par ce droit depuis 1973 mais, de plus, de provoquer une hausse qui se répercuterait nécessairement sur les prix de détail et dissuaderait d'autant le consommateur. Ainsi, c'est tout l'effort de commercialisation des producteurs qui se trouverait une fois de plus pénalisé et remis en cause. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour prévenir de telles répercussions et permettre ainsi aux viticulteurs du Midi de poursuivre leurs efforts afin d'améliorer les conditions de vente de leur produit.

Réponse. — Particulièrement attentif aux préoccupations des viticulteurs et conscient que deux majorations successives des droits peuvent susciter certaines inquiétudes, le ministre de l'agriculture

précise que l'incidence réelle de ces mesures sur le prix de vente des vins demeure relativement limitée. En effet, ces droits n'ont fait l'objet d'aucune augmentation entre 1968 et 1979 et ont ainsi diminué en francs constants. Alors que le niveau moyen des prix se situe (à partir d'une base 100 en 1963) à l'indice 310, les droits de circulation n'auront varié que de 100 à 224, en tenant compte des relèvements institués à l'article 4 précité. En outre, son incidence sur les prix au détail entraînera en 1981, selon la qualité des vins, une augmentation de l'ordre de 0,3 à 1,5 p. 100. Enfin, les pouvoirs publics ne ménageront pas leurs efforts pour promouvoir les vins français de qualité tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger.

Baux (baux ruraux).

38280. — 17 novembre 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'agriculture que le prix du blé fermage était toujours calculé sur le quintal. Pour des raisons inconnues il est fixé maintenant pour la tonne. Presque tous les baux sont indexés non pas sur la tonne mais sur le quintal. Il lui demande quel est le chiffre qui est à retenir pour le prix du quintal dans les baux indexés sur celui-ci.

Réponse. — Le prix du blé fermage pour la campagne de 1980-1981 a été calculé sur la base de la tonne compte tenu de la réglementation de la Communauté économique européenne qui fixe les prix des céréales sur ladite base. La conversion du prix fixé à la tonne (965 francs) par l'arrêté interministériel du 20 octobre 1980 en prix au quintal (96,50 francs) ne paraît pas présenter de difficultés pour les parties intéressées.

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens combattants et victimes de guerre (politique en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).

38188. — 17 novembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'un arrêté fixe comme condition pour l'obtention de la carte de patriote réfractaire à l'annexion de fait (cas des expulsés d'Alsace-Lorraine) le fait d'avoir au moins dix-huit ans en 1940. Il souhaiterait vivement qu'il veuille bien lui préciser pour quelles raisons une telle condition a été fixée et si, à son avis, les jeunes qui eurent dix-huit ans entre 1940 et 1945 n'étaient pas des expulsés ayant droit de ce fait, à la même considération que leurs aînés.

Réponse. — Le titre de patriote réfractaire à l'annexion de fait (P.R.A.F.) a été institué par un arrêté du ministre des anciens combattants daté du 7 juin 1973 pour reconnaître officiellement les mérites des Français d'Alsace et de Moselle expulsés par l'occupant ou qui ont quitté volontairement leur province d'origine en raison de l'annexion. La circulaire du 22 avril 1974 prise pour l'application de cet arrêté prévoit une condition d'âge (dix-huit ans au 30 décembre 1940) à remplir pour obtenir ce titre parce qu'il s'agit, en l'accordant, de récompenser une initiative patriotique personnelle qui est celle de demeurer volontairement éloigné du département d'origine pendant l'annexion de fait. Telle est la raison qui justifie le maintien de la condition d'âge précitée, laquelle n'est d'ailleurs pas imposée aux Français d'Alsace et de Moselle qui ont, par la suite, « pris part aux combats ».

Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord).

38337. — 17 novembre 1980. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur l'injustice subie par les anciens combattants d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. En effet, cette troisième génération du feu connaît des conditions restrictives d'attribution de la carte du combattant et la non-application de l'égalité des droits pourtant proclamée dans la loi du 9 décembre 1974. C'est pourquoi, il demande au Gouvernement l'inscription immédiate à l'ordre du jour du Parlement de la proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à améliorer les conditions d'attribution de la carte du combattant. Il demande que des mesures soient prises le plus rapidement possible pour que la troisième génération du feu bénéficie de l'égalité des droits avec les conflits antérieurs (mention « guerre », bénéfice de la campagne double, retraite anticipée, etc.) Il demande au Gouvernement de prendre en considération les conclusions de la commission tripartite.

Réponse. — 1° Les conditions d'attribution de la carte du combattant aux militaires ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962,

respectent les règles traditionnelles fixées en cette matière après la Première Guerre mondiale. C'est ainsi que le décret du 11 février 1975 pris pour l'application de la loi du 9 décembre 1974 a précisé que cette carte peut être attribuée aux militaires qui ont été présents dans une unité combattante pendant au moins trois mois. Cette condition n'est pas exigée de ceux qui ont reçu une blessure homologuée, ou ont été évacués d'une unité combattante pour un motif sanitaire, ou ont été faits prisonniers par l'adversaire. Au 1^{er} octobre 1980, dernière statistique connue, 720 000 demandes de cartes du combattant ont été déposées. Sur les 542 000 demandes instruites, 427 000, soit près de 80 p. 100 ont abouti en application de cette procédure normale. En outre, la mise en application des conclusions de la commission présidée par le général Bigeard (arrêté du 28 juin 1979) accordant des bonifications aux militaires dont les unités ont été engagées dans des combats sévères, de quinze à soixante jours, permet de réexaminer favorablement un nombre important des dossiers qui n'ont pu faire l'objet d'une décision favorable du fait d'une insuffisance de jours de présence en unités combattantes du postulant. Enfin, pour tenir compte des conditions spécifiques dans lesquelles les opérations d'Afrique du Nord ont été effectuées, la loi du 9 décembre 1974 a autorisé les candidats militaires et civils ayant participé aux opérations qui ne remplissent pas les conditions rappelées ci-dessus, à se réclamer d'une procédure subsidiaire dite « du paramètre de rattrapage » dont le fonctionnement a été établi par une commission composée en majorité de représentants des anciens combattants. Devant les faibles résultats de la mise en application de cette procédure telle que l'avait fixée un arrêté du 14 décembre 1976, et sur l'invitation du secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la commission, dans une délibération approuvée par arrêté du 9 avril 1980 publié au *Journal officiel* du 19 avril 1980, en a profondément modifié les règles, ce qui va avoir pour effet d'en accroître sensiblement l'efficacité. Ainsi, depuis le 7 octobre dernier, le pourcentage d'avis favorables que la commission nationale a émis est sans commune mesure avec celui enregistré précédemment. Les candidats à la carte ne réunissant pas les conditions requises, mais qui sont titulaires de citations individuelles élogieuses, peuvent former un recours gracieux que le secrétaire d'Etat aux anciens combattants examine personnellement après avis émis par la commission nationale de la carte du combattant, ainsi que les dispositions de l'article R. 227 du code des pensions militaires d'invalidité lui en donnent la possibilité. Ce qui précède démontre que l'ensemble de la réglementation en vigueur est loin d'être restrictive mais au contraire adaptée à la diversité des situations en Afrique du Nord, tout en respectant l'esprit de la législation initiale concernant l'attribution de la carte du combattant. Elle ne paraît donc pas appeler de nouvel assouplissement ; 2^o la mention « Hors guerre » n'est plus portée sur les titres des pensions attribuées aux anciens d'Afrique du Nord. Quant à l'indication « Opérations d'Afrique du Nord » elle présente un intérêt statistique évident. Aucune de ces deux mentions n'a d'influence sur les droits à pension des intéressés ; 3^o le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'a pas qualité pour décider de l'octroi des bénéfices de campagne au titre des opérations militaires ; celles d'Afrique du Nord (1952 à 1962) ouvrent droit au bénéfice de la campagne simple majorant le taux de la pension de retraite (décret n^o 57-195 du 14 février 1957). La loi du 9 décembre 1974 donnant vocation à la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ne leur a pas ouvert droit à la campagne double, car l'attribution de la carte du combattant et les bénéfices de campagne font l'objet de législations distinctes. Celle qui concerne le bénéfice de campagne relève de la compétence du ministre de la défense (définition des opérations ouvrant éventuellement droit) et des ministres du budget et de la fonction publique (avantages de retraite attribués aux fonctionnaires) ; 4^o à la condition que les intéressés soient titulaires de la carte du combattant, les services accomplis par les militaires des armées françaises, dans le cadre des opérations d'Afrique du Nord, ainsi que les périodes durant lesquelles ces requérants ont été détenus par l'adversaire, entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, c'est-à-dire : en Tunisie, à compter du 1^{er} janvier 1952, au Maroc, à compter du 1^{er} juin 1953, et en Algérie, à compter du 31 octobre 1954, peuvent être prises en considération pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse anticipée du régime général prévue par l'article 1^{er} de la loi n^o 73-1051 du 21 novembre 1973. Ces périodes peuvent également être assimilées, en application de l'article 3 de la loi susvisée, à des périodes d'assurance valables pour le calcul de la pension de vieillesse, sans condition d'affiliation préalable au régime général de la sécurité sociale, dès lors que les intéressés ont été affiliés en premier lieu à ce régime après leur retour à la vie civile : il n'est pas exigé qu'ils soient titulaires de la carte du combattant, pour bénéficier de cette assimilation ; 5^o le Gouvernement a procédé à un examen attentif des conclusions des travaux de la commission tripartite (représentants du Parlement, des pensionnés et de l'administration), chargée d'examiner l'indexation des pensions militaires d'invalidité. Ces travaux se sont situés sur le seul plan de l'équité puisque, sur le plan du droit, nul ne conteste la parfaite application de la loi du 31 décembre 1953 instituant un rapport constant entre un indice de référence de la

fonction publique et la valeur du point servant de base au calcul des pensions de guerre. Le Conseil d'Etat saisi par les associations en a d'ailleurs ainsi jugé. Tout en rendant hommage à la tâche accomplie avec dévouement et compétence dans un domaine complexe par les membres de la commission, le Gouvernement ne pouvait que prendre acte des conclusions divergentes auxquelles ils sont parvenus. En effet, les représentants des anciens combattants estiment que le retard accumulé par rapport aux fonctionnaires est des l'ordre de 20 p. 100, les représentants du Parlement l'estiment à environ 15 p. 100, alors que les représentants de l'administration considèrent qu'aucun retard n'a été pris. Même si les associations d'anciens combattants se sont ralliés en définitive à l'estimation des parlementaires, le fait que les calculs effectués par les trois parties aient abouti à trois résultats aussi différents montre bien qu'une estimation certaine est impossible. L'accord n'ayant pu se faire sur la comparaison des pensions et des traitements, il paraît alors nécessaire de rechercher si, conformément aux intentions premières du législateur, le pouvoir d'achat des pensions a été maintenu. Or, de 1954 au 1^{er} août 1980, si les prix ont été multipliés par 5,1 et les rémunérations de la fonction publique par 8,4, les pensions de guerre ont été multipliées par 12,1 : leur pouvoir d'achat a donc, non seulement progressé, mais progressé plus vite que celui des fonctionnaires. Dans ces conditions, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de modifier la référence actuelle du rapport constant dont le mécanisme a, depuis 1954, rempli son rôle. Certains en ont conclu que les travaux de la commission avaient été inutiles. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants tient à souligner que tel n'est pas le cas : en effet, ils ont permis de constater la nécessité déjà pressentie, d'améliorer les pensions de guerre les plus modestes, c'est-à-dire celles de moins de 2 000 francs par mois — 85 p. 100 des pensionnés sont concernés (ayants droit et ayants cause). A cet effet, il a été établi un programme d'action qui sera réalisé par tranches, la première étant proposée au Parlement lors de l'examen de son projet de budget pour 1981, afin d'entrer en application le 1^{er} janvier prochain.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

39757. — 15 décembre 1980. — M. Michel Aurillac appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la situation des évadés de guerre. Alors qu'ils arrivent à l'âge de la retraite, les intéressés constatent que, dans le calcul des annuités prises en compte pour la détermination de leur pension, ceux d'entre eux appartenant à la fonction publique ne bénéficient de la campagne simple que jusqu'à la date de leur évasion et que ceux assujettis aux autres régimes de retraite ne peuvent prétendre à la prise en compte du laps de temps s'étant écoulé entre leur évasion et la fin des hostilités. Cette dernière restriction apparaît comme particulièrement préjudiciable à ceux à qui elle s'applique, qui sont effectivement lésés par rapport à leurs camarades prisonniers de guerre, libérés en 1945. Pourtant, il est notoire que la quasi-totalité des évadés de guerre ont été contraints à une existence clandestine ou semi-clandestine à l'issue de leur évasion réussie. La mise sur pied d'un statut de l'évadé avait été envisagée en 1976 par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants afin de préciser les droits des intéressés. Il serait très opportun que ce projet, malheureusement abandonné, soit repris. Par ailleurs, les demandes concernant l'obtention de la médaille des évadés ont été frappées de forclusion depuis le 31 décembre 1967, alors que la médaille des évadés de la guerre 1914-1918 peut encore être actuellement postulée. Il apparaît donc souhaitable que le ministère de la défense prenne les mesures logiques qui s'imposent en levant cette forclusion, laquelle n'existe d'ailleurs pas pour les autres décorations. Enfin, les évadés de guerre, conscients de l'aide qui a été apportée à nombre d'entre eux par les passeurs bénévoles, souhaitent que la carte du combattant volontaire de la résistance puisse être attribuée à ces derniers dès lors que trois attestations d'évadés aidés par eux puissent être fournies. Il lui demande de bien vouloir envisager, en liaison avec les différents ministres concernés, une action permettant, par la prise en compte des suggestions présentées ci-dessus, de reconnaître aux évadés de guerre les droits qu'ils peuvent légitimement revendiquer.

Réponse. — La question posée comporte plusieurs points sur lesquels le secrétaire d'Etat aux anciens combattants précise ce qui suit : 1^o statut de l'évadé : un projet de statut de l'évadé, élaboré par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et regroupant les mesures prises en faveur des évadés, a été soumis en son temps à l'accord des différents ministres compétents pour en connaître, mais il n'a pu voir le jour. En tout état de cause, les prisonniers de guerre évadés par l'Espagne pour rejoindre les forces françaises ou alliées qui ont été arrêtés et internés en Espagne, peuvent, depuis la suppression de la forclusion (décret du 6 août 1975), obtenir la reconnaissance du titre d'interné résistant. Elle est accordée en tenant compte, le cas échéant, du temps

passé dans les « balnéarios » reconnus comme lieux d'internement ; 2° levée de la forclusion opposable aux demandes tendant à l'attribution de la médaille des évadés : cette question relève du ministre de la défense ; 3° avantage de carrière aux fonctionnaires évadés : a) titulaires de la médaille des évadés : l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 prévoit des majorations d'ancienneté comptant pour l'avancement calculées comme s'il n'y avait pas eu évasion (jusqu'au 8 mai 1945) ; b) titulaires ou non de la médaille des évadés : les intéressés bénéficient, pour le calcul de leur pension de retraite, de la prise en compte de la durée de leurs services militaires de guerre, de celle de leur captivité et de la durée de la période qui a suivi leur évasion jusqu'à la veille du jour où ils se sont présentés aux autorités françaises. Le bénéfice de la campagne simple leur est accordé pour la durée de la captivité effective et de la période précitée. Ceux d'entre eux qui ont repris le combat, bénéficient de la campagne simple jusqu'à la date d'engagement dans la Résistance ou dans les armées alliées ; 4° prisonniers de guerre évadés relevant du secteur privé : aux termes de la loi du 21 novembre 1973, les anciens prisonniers de guerre évadés relevant du régime général de la sécurité sociale peuvent obtenir : a) la prise en compte dans le calcul de leur pension de vieillesse, de la période allant de la date de leur mobilisation à celle de leur démobilisation, même si celle-ci est postérieure de plusieurs mois à la date de leur évasion ; b) s'ils se sont évadés après six mois de captivité, leur pension de vieillesse calculée sur le taux maximum, dès l'âge de soixante ans, comme les prisonniers de guerre qui sont demeurés en captivité pendant toute la guerre. Cette condition de durée a été retenue par le législateur de 1973, parce que l'anticipation est fondée sur une présomption d'incapacité physique à poursuivre l'activité professionnelle imputable à la captivité. Ceux qui se sont évadés avant six mois de captivité peuvent bénéficier, sans posséder la carte du combattant (circulaire de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés — C.N.A.V.T.S. — n° 20-74 du 13 février 1974), d'une anticipation qui est calculée sur la durée totale de la captivité et des services militaires en temps de guerre ; 5° conditions d'obtention de la carte de combattant volontaire de la Résistance pour les passeurs : l'activité de « passeurs » n'est pas en soit un acte de résistance ; aussi les candidats à la carte de combattant volontaire de la Résistance doivent-ils justifier qu'ils ont appartenu à un réseau ou à un mouvement de résistance, aidé des personnes titulaires d'un certificat d'appartenance ou de la carte de combattant volontaire de la Résistance, servi pendant quatre-vingt-dix jours au moins dans une organisation reconnue combattante. Aux termes de l'article R. 287-14° du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, est assimilé à un acte de résistance, le passage à titre gratuit de résistants ou de militaires vers la France libre ou les pays alliés ou non belligérants, qu'il soit effectué à partir du territoire ennemi ou à partir des territoires occupés. Les intéressés doivent produire à l'appui de leur demande : a) le diplôme de passeur, délivré par le ministère de la défense (alors ministère des armées) sous réserve que la demande ait été formulée auprès de ce département ministériel avant le 1^{er} octobre 1955 ; b) en vue de justifier du nombre et des dates des passages, au moins deux attestations circonstanciées prouvant que les personnes auxquelles ils ont fait franchir soit une frontière, soit une ligne de démarcation, accomplissaient des actes de résistance (courrier notam. ; c) éventuellement, copies certifiées conformes des récom. (médaille de la reconnaissance française, citation, médaille militaire, Légion d'honneur) qu'ils auraient reçues en qualité de passeurs.

BUDGET

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

22355. — 13 novembre 1979. — **M. Albert Brochard** expose à **M. le ministre du budget** qu'à la suite de la mise en vigueur des articles 24 à 49 de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978, le champ d'application de la T. V. A. inclut désormais toutes les activités économiques autres que le salariat. Les opérations imposables ne se définissent plus par référence à la nature de l'activité industrielle ou commerciale de celui qui les réalise, mais sont dorénavant imposables toutes les opérations qui relèvent d'une activité économique, quelle qu'en soit la nature. Cette nouvelle définition de l'assujettissement s'applique de plein droit à tous les organismes d'H.L.M. Il attire son attention sur les conséquences importantes de ces nouvelles dispositions pour les offices d'H.L.M. eux-mêmes, et en dernier ressort pour leurs locataires. Entreront dans le cadre des livraisons à soi-même de biens ou de services assujettis à la T.V.A. : les réparations en secteur locatif exécutées par les organismes d'H.L.M., l'exploitation en régie directe d'installations de chauffage collectif, la gestion des prêts d'accession à la propriété. Ainsi, pour l'entretien effectué en régie par l'organisme lui-même, les travaux, pour une même masse budgétaire, se trouveront amputés de 17,60 p. 100 des salaires du personnel qui les aura effectués. Pour le chauffage, la quittance sera majorée de la T.V.A. sur le salaire des chauffagistes. Pour les opérations d'accession à la pro-

priété, la T.V.A. grèvera le remboursement des frais de dossier et des frais de gestion. Il lui demande s'il n'estime pas opportun, lors de la définition des opérations de livraisons à soi-même qui seront assujetties à la T.V.A., de prévoir toutes dispositions utiles afin que les opérations non commerciales et non lucratives que réalisent les organismes d'H.L.M. dans le cadre de la gestion de leur patrimoine, ne soient pas comprises dans les opérations assujetties à la T.V.A.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

24438. — 7 janvier 1980. — **M. Philippe Marchand** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences pour les organismes d'H. L. M. de l'harmonisation des législations fiscales des Etats membres de la Communauté européenne. La nouvelle définition de l'assujettissement, telle qu'elle découle des articles 24 à 29 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 1978, s'applique de plein droit à tous les organismes d'H. L. M. La répercussion de ces nouvelles dispositions est particulièrement néfaste puisque, désormais, les livraisons à soi-même de biens ou de services sont assujetties à la T. V. A. Or, dans ce cadre entrent les réparations en secteur locatif, exécutées par les organismes d'H. L. M., l'exploitation en régie directe d'installations de chauffage collectif, la gestion des prêts d'accession à la propriété, la gestion d'immeubles pour le compte d'autrui. Les organismes d'H. L. M. risquent de se trouver dans l'obligation, soit de diminuer le volume de leurs dépenses, soit d'accroître le montant des loyers à due concurrence de la T. V. A. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que ces dépenses assurées par les organismes d'H. L. M. soient exonérées de la T. V. A.

Réponse. — Dans le régime entré en vigueur le 1^{er} janvier 1979, la nouvelle définition du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée ne fait plus référence à la notion d'affaire ni au caractère industriel ou commercial de l'activité. Les livraisons de biens meubles corporels et les prestations de services relevant d'une activité économique qui sont effectuées, à titre onéreux, par des personnes agissant de manière indépendante sont donc, en principe, imposables à cette taxe. Tel est le cas, notamment, des organismes d'H. L. M., sous réserve, bien entendu, des exonérations spécifiques ou à caractère général applicables à certaines de leurs opérations. S'agissant des livraisons à soi-même, le décret n° 79-1164 du 29 décembre 1979, pris pour l'application de l'article 257-8° du code général des impôts, n'a pas apporté de modification fondamentale au régime antérieur. Il en résulte que les diverses prestations de services que les organismes d'H. L. M. effectuent pour les besoins de leur activité continuent à ne donner lieu à aucune imposition à ce titre. Tel est, notamment, le cas des travaux et interventions des équipes d'entretien des espaces verts, parties communes, équipements sportifs ou de jeux ; de l'évacuation des ordures ménagères ; de l'exploitation des installations de chauffage collectif et de production d'eau chaude sanitaire. Par ailleurs, les travaux immobiliers aboutissant à la réalisation d'une immobilisation, ne donneront lieu à taxation au titre de l'article 257-8° que s'ils portent sur des immeubles dont la location est totalement ou partiellement soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. A cet égard, il est rappelé que l'article 261 D du code général des impôts, issu de l'article 33 de la loi n° 78-1240 du 29 décembre 1978, exonère les locations de locaux nus et, par conséquent, celles effectuées par les organismes d'H. L. M. En outre, dès lors qu'elles ne font l'objet d'une facturation séparée que pour satisfaire à l'obligation de justification prévue par l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 et qu'elles ont trait à des locaux nus, les prestations de services fournies par ces organismes à leurs locataires, telles que le chauffage, l'eau chaude, l'entretien des espaces verts et des parties communes, etc., n'ont pas à être soumises à la taxe sur la valeur ajoutée. S'agissant enfin des frais de dossiers ou de gestion pour l'accession à la propriété, les situations suivantes doivent être envisagées : 1° lorsque le contrat de vente conclu avec les organismes d'H. L. M. à qui sont accordés des prêts aidés à l'accession à la propriété, prévoit un étalement du paiement du prix des locaux vendus en fonction des échéances de remboursement du prêt, la charge de l'emprunt ainsi incorporée au prix de vente, est exonérée en application des dispositions de l'article 261, 5, 7°, du code général des impôts ; lorsque les organismes d'H. L. M. ayant la libre disposition de fonds réalisent eux-mêmes des opérations de prêts proprement dites, les intérêts perçus ne sont pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée en application de l'article 261 C, 1°, a, du même code. Il en va de même des sommes qualifiées de « frais de dossier » sauf, pour ces dernières, si l'organisme prêteur a opté pour le paiement de cette taxe dans les conditions prévues par l'article 260 B ; 3° lorsque des prêts complémentaires sont directement attribués par les établissements financiers collecteurs aux acheteurs, les rémunérations encaissées par les organismes d'H. L. M. qui effectuent des opérations de gestion sur des crédits qu'ils n'ont pas accordés, sont imposables dans les conditions de droit commun.

Impôts locaux (taxes foncières).

24076. — 19 décembre 1979. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation fiscale difficile dans laquelle se trouvent les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et de moins de soixante-quinze ans, qui continuent d'habiter le logement où elles ont élevé une famille nombreuse, logement qui a été celui d'une famille souvent importante (enfants, ascendants, collatéraux), qui est devenu bien trop vaste pour une personne seule aux revenus limités, et dont la valeur locative cadastrale se trouvant être supérieure à la valeur locative moyenne de la commune majorée de 20 p. 100, ne donne pas droit à l'abattement prévu pour les personnes de cette catégorie d'âge. Il lui demande si l'impératif, proclamé à maintes reprises par le Président de la République et le Gouvernement, que constitue le maintien à leur domicile et dans leur cadre de vie habituel des personnes âgées ne devrait pas nécessiter une modification de la réglementation fiscale en ce qui concerne les conditions de cet abattement, la solution conseillée actuellement aux personnes âgées se trouvant dans ce cas de quitter leur logement pour en prendre un plus petit étant contraire à la politique définie ci-dessus, comme à la simple humanité.

Réponse. — Pour bénéficier du dégrèvement prévu par l'article 1414-II du code général des impôts, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et de moins de soixante-quinze ans, et non passibles de l'impôt sur le revenu doivent habiter un logement dont la valeur locative ne doit pas excéder 120 p. 100 de la valeur locative moyenne des habitations de la commune. Cette condition permet notamment d'exclure du bénéfice du dégrèvement les personnes possédant un patrimoine important. Elle ne saurait donc être supprimée, car un dispositif d'exemption généralisée soit par voie de dégrèvement, soit par exonération expresse, serait, ou bien coûteux pour l'ensemble des contribuables nationaux s'il est à la charge de l'Etat, ou bien générateur de surcharge pour les autres contribuables locaux dont certains ont une situation souvent très digne d'intérêt. Le seuil de 120 p. 100 a d'ailleurs été fixé de telle sorte qu'il représente un logement d'importance et de catégorie sensiblement supérieures à la moyenne, ce qui permet de faire bénéficier du dégrèvement la généralité des personnes âgées de condition modeste. Il est précisé que, en ce qui concerne les dégrèvements d'office de la taxe d'habitation, l'Assemblée nationale et le Sénat ont, dans le cadre du projet de loi de finances pour 1981, adopté conforme un amendement étendant le régime rappelé ci-dessus aux personnes dont la cotisation d'impôt est inférieure au minimum de perception, soit 210 francs, si le projet de loi de finances pour 1981 est définitivement adopté. En outre, la loi du 10 janvier 1980 aménageant la fiscalité directe locale permet aux communes de créer un nouvel abattement de taxe d'habitation en faveur des personnes non imposables et, selon l'article 21 de cette loi, la limite de mise en œuvre de l'exonération a été portée de 120 p. 100 à 130 p. 100. Au-delà de ces dispositions, seul un examen cas par cas peut permettre de régler la situation de certains contribuables. De ce point de vue, les personnes qui éprouvent de sérieuses difficultés pour acquitter leur taxe d'habitation, peuvent solliciter auprès du directeur des services fiscaux compétent la remise gracieuse de tout ou partie de leur cotisation. Ces demandes sont examinées avec la plus grande compréhension.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

29128. — 14 avril 1980. — **M. Claude Evlin** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conditions dans lesquelles se réalisent les contrôles fiscaux. Les parlementaires socialistes sont intervenus à plusieurs reprises pour dénoncer l'ampleur de la fraude fiscale, évaluée à 60 milliards de francs, et l'inaction du Gouvernement en ce domaine. Nous avons également rappelé que la solution passe par une profonde réforme de notre fiscalité, destinée à éliminer les inégalités actuelles. L'administration se réfugie dans des palliatifs dont le seul résultat est de mécontenter les fonctionnaires chargés de réaliser les contrôles et les contribuables soumis aux vérifications. Pour obtenir des rendements accrus, l'administration a recours à un véritable taylorisme avec la parcellisation et la spécialisation poussée des tâches. Malgré la pénurie d'effectifs, elle impose des objectifs toujours plus ambitieux et compte sur l'incitation au rendement, sur le « productivisme » en matière de contrôle fiscal par le jeu des primes et de l'avancement ou la mise en fiche de l'activité des agents. Cette course au « tableau de chasse » entraîne une dégradation de la qualité du travail et provoque une hostilité croissante de la part des contribuables, nuisant ainsi aux bonnes relations entre administrés et administration. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux contrôleurs de la direction générale des impôts d'opérer dans les meilleures conditions.

Impôts et taxes (contrôle et contentieux).

31636. — 2 juin 1980. — **M. Maurice Andrieu** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conditions dans lesquelles se réalisent les contrôles fiscaux. Les socialistes sont intervenus à plusieurs reprises pour dénoncer l'ampleur de la fraude fiscale, évaluée à 60 milliards de francs, et l'inaction du Gouvernement en ce domaine. Ils ont également rappelé que la solution passe par une profonde réforme de notre fiscalité, destinée à éliminer les inégalités actuelles. L'administration se réfugie dans les palliatifs dont le seul résultat est de mécontenter les fonctionnaires chargés de réaliser les contrôles et les contribuables soumis aux vérifications. Pour obtenir des rendements accrus, l'administration a recours à un véritable taylorisme avec la parcellisation et la spécialisation poussées des tâches. Malgré la pénurie d'effectifs, elle impose des objectifs toujours plus ambitieux et compte sur l'incitation au rendement, sur le « productivisme » en matière de contrôle fiscal par le jeu des primes et de l'avancement ou la mise en fiche de l'activité des agents. Cette course au « tableau de chasse » entraîne une dégradation de la qualité du travail et provoque une hostilité croissante de la part des contribuables, nuisant ainsi aux bonnes relations entre administrés et administration. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux contrôleurs de la direction générale des impôts d'opérer dans les meilleures conditions.

Réponse. — Le nombre de vérifications confiés à chaque agent des impôts ne résulte pas d'une norme fixée de manière impérative, mais dépend notamment du service auquel il est affecté et de la nature des contrôles à entreprendre. Les résultats des vérificateurs sont appréciés en fonction de la qualité des travaux accomplis : respect des règles de procédures, initiative de l'agent dans la recherche de la fraude élaborée, comportement à l'égard du contribuable. A cet égard, il convient de rappeler que la prime de rendement allouée aux vérificateurs, qui n'est pas de nature différente de celle qui est versée aux autres personnels des impôts, ne dépend pas du montant des rappels obtenus. Elle est, pour une part limitée, modulée en fonction des qualités dont l'agent a su faire preuve dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées. D'autre part, pour mettre les vérificateurs à même d'améliorer la qualité des contrôles, l'administration s'efforce d'accroître les possibilités de formation professionnelle par l'organisation de nombreux stages dans diverses spécialités. Des documents pratiques et méthodologiques, destinés à faciliter le déroulement des vérifications, notamment en ce qui concerne les procédures à respecter, sont également diffusés aux agents.

Impôt sur les sociétés (champ d'application).

29630. — 21 avril 1980. — **Mme Marie-Magdeleine Signouret** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le régime fiscal des apports en société du droit à la présentation d'une clientèle d'expert-comptable. Dans les instructions du 8 août 1977 (B.O.D.G.I. n° 7 H-2-77) et du 13 juillet 1977, l'administration a rendu imposables aux taux de 11,40 p. 100 et 16,60 p. 100 les droits à la présentation d'une clientèle effectués à une société imposable à l'impôt sur les sociétés pour les apports à titre pur et simple et à titre onéreux. Ces mêmes instructions administratives ont fixé au 11 juillet 1972 la date d'effet de ces taux. Elle lui demande de bien vouloir préciser si ces taux de taxation fixés par les instructions précitées sont bien applicables à compter du 11 juillet 1972.

Réponse. — Les instructions du 8 août 1977 publiées au B.O.D.G.I. respectivement sous les n° 7-H-2-77 et 13-0-7-77 qui ont eu pour objet de rappeler les règles applicables, en matière de droits d'enregistrement, à l'apport en société du droit de présentation d'une clientèle d'expert-comptable ou de comptable agréé n'ont aucunement dérogé au principe général régissant l'application dans le temps du tarif de ces droits. En vertu de ce principe, le tarif à retenir est celui en vigueur à la date où se situe le fait générateur de l'impôt, c'est-à-dire, en cas d'apport en société, à la date de réalisation définitive de l'opération d'apport. Les taux de taxation dont il est fait mention dans la première des deux instructions mentionnées ci-dessus et, notamment, le taux de 16,60 p. 100 (droit de 13,80 p. 100 augmenté des taxes locales additionnelles de 1,60 p. 100 et de 1,20 p. 100) et de 11,40 p. 100 (droit de 8,60 p. 100 augmenté des taxes locales) sont, bien entendu, ceux qui étaient en vigueur au moment de la rédaction de cette instruction, c'est-à-dire à la date du 8 août 1977. Pour l'application du tarif dans le temps il est rappelé : a) que le taux du droit de mutation de propriété à titre onéreux de clientèles qui était fixé à 17,20 p. 100 (soit au total 20 p. 100 y compris les taxes locales additionnelles) depuis le 1^{er} janvier 1969 n'a été réduit, par l'article 4-IV de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 repris sous l'ar-

ticle 719 du code général des impôts, à 13,80 p. 100 (soit 16,60 p. 100, taxes locales incluses) qu'à compter du 1^{er} octobre 1972; b) que le tarif du droit de mutation à taux réduit applicable aux apports purs et simples en société entrant dans les prévisions du 3^e du 1^{er} de l'article 809 du code précité qui était fixé à 8 p. 100 (soit au total 10,80 p. 100 y compris les taxes locales additionnelles) depuis le 1^{er} août 1965 a été porté à 8,60 p. 100 (soit 11,40 p. 100, taxes locales incluses) à compter du 1^{er} octobre 1970 par l'article 6-1 de la loi n° 69-1168 du 29 décembre 1969.

Cour des comptes
(cour de discipline budgétaire et financière).

30746. — 12 mai 1980. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre du budget que la Cour des comptes a délégué à la cour de discipline budgétaire et financière : 7 dossiers en 1975, 5 en 1976, 7 en 1977, 10 en 1978 et 17 en 1979. Il lui demande s'il peut indiquer, pour chacune de ces années, quelle a été la décision minimale et la décision maximale prises.

Réponse. — Les décisions minimales et maximales de la cour de discipline budgétaire et financière pour chacune des années 1975 à 1979 se répartissent comme suit :

	1975	1976	1977	1978	1979
Arrêts rendus.....	1	2	7	1	3
Décision minimale.....	Relaxe.	2 000 F	Relaxe.	5 000 F	100 F
Décision maximale.....	2 000 F		5 000 F		2 000 F

Ces précisions sont extraites du tableau ci-inclus retraçant l'activité de la cour de discipline budgétaire et financière au titre de la période considérée.

Cour de discipline budgétaire et financière.

	1975	1976	1977	1978	1979
Déférés enregistrés au parquet.....	7	5	(1) 8	(2) 18	(3) 18
Classement avant instruction (art. 17).....	2	0	1	1	3
Affaires mises à l'instruction.....	3	6	7	11	12
Classement après instruction (art. 18 à 20).....	0	4	3	4	5
Décisions de renvoi.....	0	8	1	3	1
Arrêts rendus.....	1	2	7	1	3
Décision minimale.....	Relaxe.	2 000 F	Relaxe.	5 000 F	100 F
Décision maximale.....	2 000 F		5 000 F		2 000 F
Affaires restant en instance au 31 décembre.....	24	23	20	27	33

(1) Dont 1 déferé du ministre de l'économie et des finances.

(2) Dont 3 déferés du ministre du budget.

(3) Dont 1 déferé du parquet.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

32497. — 23 juin 1980. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre du budget sous quelle rubrique du tableau modèle 2053 (compte d'exploitation générale, débit) doivent être mentionnées les dépenses de stationnement et, plus particulièrement, les frais de parking supportés par un commerçant dans l'exercice de sa profession.

Réponse. — Les dépenses de stationnement, et plus particulièrement, les frais de parking supportés par un commerçant dans l'exercice de sa profession sont inscrits à la rubrique « Travaux, fournitures et services extérieurs » (ligne HY du tableau n° 2053 annexé à la déclaration de résultat) lorsqu'elles se rapportent à des locaux ou emplacements pris à bail. Elles figurent à la rubrique « Transports et déplacements » (ligne HZ du tableau précité) lorsqu'elles résultent de l'occupation occasionnelle d'un emplacement de stationnement et sont engagées par le chef d'entreprise ou ses collaborateurs à l'occasion de déplacements professionnels ou d'opérations de transport de marchandises. Quelle que soit la rubrique

retenue, les frais de stationnement provenant de l'utilisation de véhicules mis par la société à la disposition des personnes les mieux rémunérées telles qu'elles sont définies par l'article 39-5 du code général des impôts doivent être portés sur le relevé de frais généraux n° 2067.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

32669. — 30 juin 1980. — M. Philippe Marchand appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des handicapés mariés au regard de l'impôt sur le revenu. Une personne handicapée titulaire d'une carte d'invalidité à 80 p. 100 perd le bénéfice de la demi-part supplémentaire du fait de son mariage. Pourtant, une personne handicapée qui se marie continue néanmoins à rencontrer des problèmes de tous ordres : problèmes de tierce personne car l'époux valide ne peut pas forcément assurer le rôle de tierce personne, problèmes de transport, problèmes de logement. Ainsi, l'insertion des handicapés dans notre société n'est pas sans être pénalisée sur le plan fiscal. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas de maintenir la demi-part supplémentaire accordée aux personnes handicapées titulaires d'une carte d'invalidité, même si la personne handicapée est mariée.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

34232. — 4 août 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont attire l'attention de M. le ministre du budget sur le fait qu'une personne célibataire, invalide, bénéficiant à ce titre d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de l'impôt sur le revenu, se voit supprimer cet avantage lorsqu'elle se marie, alors qu'à l'évidence le conjoint représente une charge, quel que soit le montant des revenus d'un couple. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour supprimer cette injustice.

Impôt sur le revenu (quotient familial).

34840. — 25 août 1980. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation des handicapés mariés au regard de l'impôt sur le revenu. Une personne invalide, bénéficiant d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de l'impôt sur le revenu, perd cet avantage lorsqu'elle se marie. Cette disposition apparaît contestable. En effet, l'époux valide ne peut pas forcément assurer le rôle de tierce personne. Les frais particuliers entraînés par l'invalidité, qu'il s'agisse des déplacements, des conditions de logement, etc., ne sont généralement pas modifiés par le mariage. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre la prise en compte de cette revendication légitime.

Réponse. — En droit strict, seules la situation et les charges de famille du contribuable doivent être prises en considération pour la détermination du quotient familial servant au calcul de l'impôt sur le revenu. Ce principe conduit normalement à attribuer une part de quotient familial à toute personne vivant seule et deux parts aux personnes mariées sans enfant à charge. Néanmoins, certaines dérogations sont apportées à cette règle en faveur des personnes invalides, mais, compte tenu de leur caractère exceptionnel, elles doivent rester réservées aux handicapés les plus durement touchés tant sur le plan moral que matériel. Ainsi, les invalides seuls ont-ils droit à une demi-part supplémentaire. Quant aux foyers dans lesquels chacun des époux est invalide, la loi de finances pour 1981 vient de porter l'avantage dont ils bénéficient d'une demi-part à une part supplémentaire. En outre et indépendamment des mesures qui précèdent, les pouvoirs publics, conscients des difficultés que peuvent rencontrer les contribuables handicapés, quelle que soit leur situation de famille, ont institué un système d'abattements applicable, en priorité, aux invalides de condition modeste. A cet égard, la loi de finances pour 1981 prévoit le relèvement des montants et limites d'application de ces abattements. Ainsi les contribuables infirmes dont le revenu, après abattement, n'excède pas 28 600 francs (au lieu de 25 200 francs auparavant) auront droit désormais à une déduction de 4 630 francs (au lieu de 4 080 francs) sur la base de leur impôt sur le revenu. De même, un abattement de 2 315 francs (au lieu de 2 040 francs) est prévu en faveur des invalides dont le revenu est compris entre 28 600 francs et 46 300 francs (au lieu de 40 800 francs). En outre, les pensions et retraites font l'objet, en sus de l'abattement de 20 p. 100, d'un abattement de 10 p. 100 qui atteint 7 600 francs (au lieu de 6 700 francs précédemment) et qui est calculé désormais par personne retraitée et non plus par foyer. Cette disposition profite notamment aux personnes invalides titulaires de tels revenus. Ces différentes mesures permettent d'améliorer la situation d'un grand nombre de personnes handicapées. Elles constituent ainsi un complément appréciable aux mesures prises par ailleurs sur le plan social.

Impôts locaux (taxe professionnelle : Isère).

33563. — 14 juillet 1980. — **M. Louis Maisonnat** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser comment s'applique l'article 19 de la loi du 10 janvier 1980 portant réforme de la fiscalité locale dans le cas suivant : dans la commune de Fitiellieu (Isère), une entreprise importante cesse son activité et dépose son bilan au cours de l'année 1979. Au 1^{er} décembre 1979, s'installe dans les locaux une nouvelle entreprise qui n'a aucun lien avec la précédente. Mais le personnel provenant dans sa totalité de la précédente société est pris en charge jusqu'en mars 1980 par un contrat emploi-formation, si bien que l'entreprise n'a pas versé de salaires en 1980 et n'en versera qu'une partie en 1981. Les services fiscaux, en l'absence de précisions, considèrent que la nouvelle société ayant commencé à fonctionner en 1979 ne bénéficie pas de l'exonération pour la première année de fonctionnement mais calculent la taxe professionnelle pour 1980 sur les seuls biens passibles d'une taxe foncière, aucun salaire n'ayant été versé dans l'année. Si l'on suit ces dispositions en 1981, ladite société ne sera toujours imposée que sur les mêmes éléments. Dans la pratique, on aboutit ainsi à une exonération de deux années pleines, alors que le législateur n'a prévu l'exonération que pour la première année d'installation et au prorata du nombre de mois au cours desquels s'exerce l'activité. Il lui demande s'il ne convient pas de mieux apprécier cette situation en considérant que les éléments d'imposition pour l'année 1980 et l'année 1981 sont établis en tenant compte de l'activité réelle de l'entreprise qui, installée en 1979, ne doit pas bénéficier des dispositions du paragraphe III de l'article 19 de la loi du 10 janvier 1980. En tout état de cause, il n'est pas possible à la commune de Fitiellieu de supporter pareille diminution de ses ressources.

Réponse. — La situation évoquée par l'auteur de la question est due au décalage qui existe, en matière de taxe professionnelle, entre la période servant de référence au calcul des bases et l'année de l'imposition. Ce décalage, qui était d'un an jusqu'en 1979, a été porté à deux ans à compter de 1980 afin de permettre aux collectivités locales de connaître avec une précision suffisante les bases auxquelles s'appliquent les taux d'imposition qu'elles sont désormais appelées à voter. En cas de création d'établissement, la taxe professionnelle établie au titre des deux années suivant celle de la création est calculée à partir des immobilisations utilisées et des salaires versés au cours de la première année d'activité. Cette règle est entrée en vigueur à compter des impositions de 1980 et s'applique donc aux établissements créés en 1978 et 1979. Elle peut aboutir dans des cas particuliers tels que celui signalé dans la question à établir les impositions pendant deux années sur des bases réduites. Mais il convient d'observer qu'en revanche le nouveau régime institué par la loi du 10 janvier 1980 présente deux avantages pour les collectivités locales. D'une part, celles-ci pourront voter directement leurs taux à compter de 1981, ce qui leur permettra de compenser une perte de matière imposable telle que celle qui est mentionnée dans la question. D'autre part, le décalage leur est favorable en cas de réduction de l'activité d'une entreprise située sur leur territoire : leur matière imposable ne diminue que deux ans plus tard, étant observé qu'un dégrèvement spécial à la charge de l'Etat est alors accordé à l'entreprise.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34024. — 28 juillet 1980. — **M. Georges Delfosse** demande à **M. le ministre du budget** : 1^o sous quelle ligne du tableau modèle 2033 intitulé « Compte d'exploitation débit » doit être mentionné le montant de la redevance versée à la S.A.C.E.M. par un commerçant imposé au régime du réel normal ; celui de la cotisation annuelle réclamée par un centre de gestion agréé ; 2^o si chacune desdites charges, dès l'instant où son montant toutes taxes comprises est supérieur à 300 francs, doit faire l'objet d'une déclaration spéciale dans le courant du mois de janvier de chaque année, par application des dispositions de l'article 240 du code général des impôts.

Réponse. — 1^o Les redevances versées à la S.A.C.E.M. ainsi que les cotisations annuelles acquittées à un centre de gestion agréé par un commerçant placé sous le régime du bénéfice réel « normal » doivent être inscrites à la ligne « Travaux, fournitures et services extérieurs » du tableau n^o 2053 intitulé « Compte d'exploitation générale (débit) » ; 2^o réponse affirmative.

Impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux).

34163. — 28 juillet 1980. — **M. Maurice Sergheraert** demande à **M. le ministre du budget** sous quelle rubrique du tableau modèle 2053 « Compte d'exploitation débit » doivent être mentionnées : 1^o les

dépenses de carburant supportées par une société de capitaux ayant pour activité le négoce de bestiaux, carburants utilisés tant pour l'utilisation de véhicules de transports (camions et voitures de tourisme) que pour celle de tracteurs servant à la mise en exploitation de terrains cultivés ; 2^o les achats de produits vétérinaires destinés aux soins donnés au bétail.

Réponse. — 1^o Les dépenses de carburant afférentes à des véhicules servant au transport de personnes ou de biens ainsi qu'à du matériel d'exploitation sont comptabilisés, d'une manière générale, sous le compte « Travaux, fournitures et services extérieurs » (ligne HY du tableau n^o 2053 annexé à la déclaration de résultats). Lorsque les circonstances justifient la tenue d'un compte de magasin, ces charges peuvent être portées au compte « Achats de matières et marchandises » (ligne HR de l'imprimé précité). Il est en outre rappelé que les dépenses de carburant qui résultent de l'utilisation de véhicules mis par la société à la disposition des personnes les mieux rémunérées telles qu'elles sont définies par l'article 39-5 du code général des impôts doivent aussi être portées sur le relevé de frais généraux n^o 2067 dans la catégorie des dépenses et charges afférentes aux véhicules ; 2^o les produits vétérinaires sont comptabilisés sous le compte « Achats de matières et marchandises » lorsqu'ils font l'objet d'une facturation distincte de celle des honoraires versés au praticien qui a administré ces produits. A défaut, ils sont portés sous le compte « Travaux, fournitures et services extérieurs ».

Impôts locaux (taxe d'habitation : Essonne).

35511. — 22 septembre 1980. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conditions dans lesquelles la taxe d'habitation pour l'année 1980 a été déterminée dans la ville des Ulis. En effet, à la réception de leur avertissement les habitants de cette cité constatent que la taxe d'habitation est en augmentation de 30 à 60 p. 100, ce qui est proprement intolérable pour ces familles de travailleurs dont un grand nombre sont de condition modeste. Alors que le conseil municipal avait à partir du vote de la masse fiscale prévu une progression de la taxe d'habitation de 15 à 17 p. 100, les résultats ne correspondent pas à la décision des élus municipaux. La différence proviendrait que pour la première fois les garages et les parkings seraient pris en compte dans la valeur locative sans que, ni la commission communale des impôts soit consultée, ni le conseil municipal informé. Et d'après certaines informations, un rappel portant sur l'année 1979 serait réclamé aux contribuables des Ulis. Alors que les familles des travailleurs sont déjà victimes de la politique gouvernementale des hausses des prix, notamment des transports, des loyers et des charges, elles sont frappées par des impôts locaux trop lourds, qui sont de plus mis en recouvrement dans la même période que l'impôt sur le revenu. Cette situation est intolérable et c'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour annuler la hausse exorbitante de la taxe d'habitation des Ulis.

Réponse. — L'augmentation des cotisations de taxe d'habitation dans la commune des Ulis tient, d'une part, à la progression, par rapport à 1979, de 23,3 p. 100 du produit global des impôts locaux voté en 1980 par cette commune, d'autre part, pour certains redevables, à l'accroissement de leur base d'imposition. Toutefois, l'augmentation sensible, entre ces deux années, des bases globales d'imposition de taxe d'habitation et dont la commune avait été informée préalablement au vote de son budget, a permis de limiter la progression du taux de cette taxe à 11,3 p. 100 ou 17,61 p. 100, selon que le local imposé est situé sur la partie du territoire en provenance de la commune de Bures ou d'Orsay. Cette majoration globale des bases d'imposition de taxe d'habitation résulte, pour l'essentiel, de la prise en compte pour la première fois en 1980, d'un nombre important de garages et parkings qui, jusqu'en 1979, avaient échappé indûment à tout recensement et à toute taxation. Les contribuables qui, en raison de cette rectification imposée par l'équité, connaîtraient des difficultés certaines pour s'acquitter de leurs cotisations pourront, dans les conditions habituelles, demander aux services locaux des impôts et au Trésor, des délais de paiement ou des dégrèvements gracieux.

impôts et taxes (paiement).

35515. — 22 septembre 1980. — **M. Aimé Kergueris** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la procédure d'octroi de délais de paiement aux personnes qui éprouvent des difficultés graves à s'acquitter des sommes dont elles sont redevables à l'administration fiscale. En effet, dans l'état actuel des choses, ce sont les comptables du Trésor qui peuvent décider ou non d'accorder ces délais ; ce sont donc eux qui ont la responsabilité de juger la gravité

des difficultés de certains contribuables, par exemple des cas sociaux. Mais s'ils consentent de tels délais, ils engagent leur responsabilité pécuniaire. Si bien qu'on leur demande d'être juges, alors qu'ils sont financièrement parties. Il leur est de ce fait très difficile, sinon impossible, d'examiner avec la sérénité nécessaire les requêtes qui leur sont adressées. Aussi semble-t-il souhaitable d'imaginer d'autres procédures telles que commissions départementales ou cantonales chargées de se prononcer sur les cas difficiles. Il lui demande donc s'il ne semble pas opportun d'étudier la mise en œuvre de telles solutions.

Réponse. — Aux termes de l'article 1351 du code général des impôts, « les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs sont responsables du recouvrement des cotisations dont ils ont pris les rôles en charge et tenus de justifier de leur entière réalisation dans les conditions fixées par les règlements en vigueur ». La responsabilité personnelle et pécuniaire que les comptables du Trésor encourent ainsi dans le recouvrement de l'impôt a pour objet de garantir le Trésor contre tout laxisme dans la conduite de l'action en recouvrement. Il convient de souligner qu'en contrepartie de cette responsabilité exorbitante du droit commun, les comptables du Trésor bénéficient des garanties et sûretés particulières attachées aux créances fiscales, et notamment d'un privilège de premier rang, d'une durée de deux ans à compter de la mise en recouvrement du rôle, et de l'hypothèque légale du Trésor. Les dispositions actuelles autorisent ainsi une marge d'appréciation dans la conduite du recouvrement. Il est, notamment, possible aux comptables, au vu des explications et des engagements fournis par les intéressés, d'accorder aux contribuables en difficulté des délais de règlement, sans pour autant affecter leur situation personnelle au regard du principe de responsabilité. L'exercice de cette faculté fait d'ailleurs l'objet d'instructions générales ou spécifiques du ministre du budget qui permettent de guider l'action des comptables en ce domaine. En outre, dans l'hypothèse où, à la suite de l'octroi de délais de paiement, le recouvrement ne pourrait pas être obtenu, les comptables publics peuvent, conformément à l'article 1930-2 du code général des impôts, obtenir atténuation ou décharge de leur responsabilité. Au total, ce dispositif, d'ailleurs séculaire, permet de concilier les impératifs de rigueur et d'adaptation aux circonstances : il permet aux comptables d'arrêter leur décision en fonction de chaque situation particulière et avec le maximum de rapidité. Il n'est donc pas envisagé de le modifier en donnant compétence, en l'espèce, à des commissions départementales ou cantonales. L'intervention de telles organisations mettrait en échec le principe fondamental, fixé par la loi, de la responsabilité des comptables. Par ailleurs, d'un point de vue purement pratique, cette intervention serait, sans aucun doute, génératrice de délais supplémentaires dans les décisions d'octroi de délais de paiement, allant ainsi à l'encontre de l'une des préoccupations principales des contribuables concernés, qui est de voir leur situation examinée le plus rapidement possible.

Taxe sur la valeur ajoutée (déduction).

35649. — 22 septembre 1980. — M. Jean-Claude Gaudin expose à M. le ministre du budget la situation suivante. Une société civile immobilière possédant un ensemble immobilier commercial, loué à trois sociétés différentes, a accepté d'être chargée de la gestion d'une cantine d'entreprise, installée sur place qui prépare et sert les repas exclusivement au personnel de ces trois sociétés. Cette société civile tient à la disposition des représentants du personnel désignés par les trois sociétés les comptes de gestion de ladite cantine : elle a ouvert un compte bancaire qui fonctionne sous la double signature du gestionnaire salarié de la cantine et de l'un des trois représentants du personnel. La société civile acquitte donc les achats de vivres et reçoit en contrepartie la contribution du personnel lorsqu'il prend ses repas au restaurant (actuellement 6,50 francs) et la part (environ 2 francs) que supporte chaque société d'après le nombre de repas servis dans le mois aux rationnaires rattachés par leur contrat de travail à chacune d'elles. Il n'y a pas de facturation de la T. V. A. sur la valeur « vivres » encaissée par la société civile immobilière. Par contre, le personnel (quatre personnes) qui a été détaché à la cantine (achats de vivres, cuisine, service de table) et qui reste garanti par le contrat de travail qu'il avait à l'origine avec la principale société A (créatrice et utilisatrice seule à l'origine de la cantine), est rémunéré par son employeur qui en débite, à prix coûtant, le montant à la société civile immobilière, laquelle en refacture la quote-part aux trois sociétés suivant une clé de répartition prenant en considération le nombre de rationnaires. La société civile immobilière a, dès avant le 1^{er} janvier 1979 et depuis le 1^{er} janvier 1979, facturé aux trois sociétés la T. V. A. sur ces récupérations de frais du personnel de la cantine et les trois sociétés considèrent qu'étant toutes trois assujetties à la T. V. A., elles peuvent déduire ladite taxe du montant de celle due sur leurs affaires. Un inspecteur fiscal, se fondant sur l'arti-

cle 239 de l'annexe II du code général des impôts, considère que cette T. V. A. n'est pas déductible au motif qu'il s'agit d'une taxe afférente aux dépenses exposées pour assurer la satisfaction des besoins individuels du personnel. Or, les immobilisations qui sont affectées sur les lieux mêmes du travail à la satisfaction collective des besoins du personnel (matériel de cantine) ou les vêtements de travail du personnel des cuisines, peuvent donner droit à la déduction de la T. V. A. pour les sociétés commerciales auxquelles ces biens sont facturés par la société civile, ainsi d'ailleurs que les fournitures de linge de table et de leur entretien. Il lui demande s'il est justifié de considérer d'une part qu'il y a satisfaction non des besoins collectifs, mais des besoins individuels du personnel, pour le personnel facturé sans marge aux sociétés utilisatrices et, d'autre part, que le personnel de cantine de la principale société A, débité pour des raisons de clarté des comptes tenus par la société civile à celle-ci, laquelle refacture la plus large quote-part de ces dépenses de personnel à la même société A, puisse ne pas donner lieu à récupération de la T. V. A. ajoutée à cette facture alors que l'on arriverait au même résultat pour le Trésor, si la société A facturait directement, en dehors de la société civile, la quote-part des rémunérations et charges dudit personnel aux sociétés B et C, sans T. V. A. en l'état de l'instruction du 15 février 1979 de la direction des impôts prévoyant une exonération de la T. V. A. en matière de remboursement de frais des groupements, quelle que soit la forme de ce groupement.

Réponse. — Qu'elle soit facturée par la société A aux sociétés B et C, directement ou par l'intermédiaire de la société civile gestionnaire de la cantine, la taxe afférente à la mise de personnels à la disposition de la cantine n'est pas déductible en vertu de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts. Cet article prévoit en effet l'exclusion du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée incluse dans le coût des dépenses exposées par une entreprise pour la restauration des dirigeants et du personnel de l'entreprise, à la seule exception de celle afférente à l'acquisition de biens constituant des immobilisations (locaux, matériels) mis à la disposition du personnel sur les lieux du travail.

Impôts locaux (impôts directs).

35935. — 6 octobre 1980. — M. Jean Laurain appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les modalités d'application de la loi du 10 janvier 1980 portant réforme de la fiscalité directe locale. Certains conseils municipaux de Moselle se trouvent dans l'impossibilité de voter de manière satisfaisante les impôts locaux relevant de leur compétence, n'ayant pu obtenir de l'administration les informations nécessaires suivantes : 1^o simulation au niveau municipal de l'application des différentes possibilités d'abattements prévues par la loi ; 2^o la liste des personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu dont l'habitation a une valeur locative leur permettant de bénéficier d'abattements ; 3^o les taux moyens nationaux et départementaux 1980 des quatre taxes ; 4^o les bases réelles d'imposition sur lesquelles s'appliquent les abattements. Il lui demande quelles mesures compte prendre le ministre pour que les conseils municipaux disposent de toutes les informations nécessaires à une application satisfaisante de la loi du 10 janvier 1980.

Réponse. — Depuis le vote de la loi n^o 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, un effort sans précédent a été accompli par l'administration fiscale et l'administration préfectorale en vue d'informer les élus locaux sur la portée de la réforme et des décisions qu'ils avaient à prendre en application de celle-ci. C'est ainsi qu'outre la diffusion de nombreuses brochures explicatives depuis le mois de février 1980, de nombreuses réunions d'information se sont tenues dans les départements et très nombreuses ont été les collectivités qui se sont prononcées avant la date prévue du 1^{er} juillet 1980 en ce qui concerne les abattements de taxe d'habitation visés dans les deux premières questions. A ce sujet, et s'agissant des communes, il convient de souligner que le régime de droit commun défini par la loi précitée n'a subi que peu de modifications par rapport à celui en vigueur depuis 1974. Toutefois, les communes qui, comme certaines du département de la Moselle, bénéficiaient d'un système d'abattement plus favorable que le régime de droit commun, ont pu en décider le maintien pour 1981. En fait, seule l'institution éventuelle de l'abattement spécial à la base de 15 p. 100 en faveur des contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu et occupant un logement modeste était de nature à provoquer les hésitations des élus locaux. Mais l'administration a pu mettre, en temps utile, à la disposition des conseils municipaux des communes de plus de 5 000 habitants, un état faisant apparaître au plan communal, l'incidence de cette mesure ainsi que les transferts de charge qui en découleraient. Les autres communes où la procédure manuelle d'établissement des rôles ne permettait pas, dans le court laps de temps imparti, de procéder à une telle simulation, ont pu obtenir des services fiscaux, sur les conséquences de l'institution

éventuelle de cet abattement spécial, les indications suffisantes pour orienter leur décision. Enfin, conformément aux dispositions de l'article 1639 A du code général des impôts, les collectivités locales auront jusqu'à la date du 1^{er} mars 1981 pour notifier aux directions des services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, les taux d'imposition des quatre taxes directes locales qu'elles auront fixés pour ladite année. A cet effet, et pour leur permettre de se déterminer en toute connaissance de cause, l'administration fiscale leur fournira, avant le 31 janvier prochain, le montant des taux moyens communaux appréciés au plan national et au niveau départemental, les taux plafonds à ne pas dépasser, le montant des bases nettes imposables de 1981 pour chacun des taxes — ces bases s'entendent, en ce qui concerne la taxe d'habitation, après application des abattements décidés avant le 1^{er} juillet 1980 — ainsi que, le cas échéant, le montant de la compensation financière qui sera versée par l'Etat aux communes dont un ou plusieurs taux de 1980 excéderaient le taux plafond. L'ensemble de ces renseignements, ainsi que les indications fournies aux élus locaux au cours des réunions d'information sur le vote des taux organisés à l'échelon local, par les services préfectoraux, les services fiscaux et les services du Trésor, au cours du 4^e trimestre 1980, semblent répandre largement aux préoccupations exprimées dans la question.

Plus-values : imposition (valeurs mobilières).

36106. — 6 octobre 1980. — M. Georges Mesmin expose à M. le ministre du budget que, lors d'une offre publique d'achat (O. P. A.), les petits et moyens actionnaires de la société concernée se trouvent pratiquement dans l'obligation de céder, à leur corps défendant, leurs actions, s'ils ne veulent pas se trouver dans la situation très inconfortable de l'actionnaire d'une société dont la quasi-totalité du capital est entre les mains d'un actionnaire majoritaire. Or, dans l'état actuel des textes législatifs, ces cessions sont prises en compte pour le calcul du taux de rotation annuel du portefeuille d'un contribuable susceptible d'être imposé sur les « gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions de valeurs mobilières » (loi n° 78-688 du 5 juillet 1978) avec les conséquences qui en découlent sur le plan fiscal. Il lui paraîtrait donc équitable que les actions cédées dans de telles conditions n'interviennent pas dans le calcul des gains nets en capital et il lui demande en conséquence si des mesures ne pourraient être prises pour éviter cette imposition injuste.

Réponse. — Outre les opérations à crédit conditionnelles, l'article 3 de la loi du 5 juillet 1978 définit les opérations de bourse effectuées à titre habituel comme les opérations boursières de toute nature dont le montant annuel excède 1,6 fois la valeur du portefeuille au 31 décembre de l'année précédente et qui comportent au moins 100 000 francs de cession. C'est donc en fonction de critères purement objectifs que la loi définit les opérations de l'espèce, l'intention réelle ou supposée de l'opération n'étant pas prise en considération. Ainsi, dans la situation exposée, il ne peut qu'être tenu compte, pour calculer la vitesse de rotation du portefeuille et le montant des cessions annuelles, des ventes en réponse à une offre publique d'achat réalisées par tous les actionnaires, quelle que soit l'importance relative de la participation de chacun dans le capital de la société. La suggestion formulée par l'auteur de la question aboutirait en effet à l'exclusion du champ d'application de l'imposition afférente aux opérations habituelles les ventes en réponse à une offre publique d'achat pratiquées par les petits et moyens actionnaires qui ont l'intention d'abandonner une position minoritaire qu'ils estiment devenue inopportune. Prenant en considération l'intention supposée de l'actionnaire cédant, une telle mesure ne pourrait que conduire, par une extension inévitable, à limiter la qualification d'opérations habituelles aux seules opérations spéculatives.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

36307. — 13 octobre 1980. — M. André-Georges Volsin attire l'attention de M. le ministre du budget sur une disposition parue en annexe du *Journal officiel* du 30 décembre 1979, à la suite des tableaux fixant les éléments à retenir pour le calcul des bénéfices forfaitaires agricoles imposables de l'année 1978. Cette disposition prévoit : « Pour les exploitants vendant en bouteilles tout ou partie de leurs vins (V. D. Q. S. et A. O. C.), le bénéfice supplémentaire est applicable par bouteille vendue au cours de l'année considérée, quel que soit le millésime du vin. Sauf décision contraire, ce bénéfice est réduit de 50 p. 100 en ce qui concerne les ventes réalisées par l'intermédiaire des caves coopératives. » Sur un plan général, il est fait remarquer que cela revient à considérer les caves coopératives comme un simple prolongement de l'activité des agriculteurs. Pourtant, dans d'autres domaines fiscaux, l'administration retient formellement la distinction. En outre ce qui dépasse le cadre défini par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 juin 1976 autorisant la taxe à la bouteille. Dans la pratique, les modalités d'application aux viticulteurs coopérateurs peuvent

entraîner des résultats inacceptables, car les coopératives vendent le vin stocké depuis plusieurs années. Ainsi, dans son département, un jeune qui vient de s'installer est taxé pour un montant très important, alors qu'il percevra le montant de sa livraison dans plusieurs années lorsque la coopérative vendra le vin 1978. Cette disposition risque d'entraîner rapidement la mort des coopératives viticoles, les viticulteurs ayant avantage à livrer directement aux grossistes. Sur le plan de son département, l'Indre-et-Loire, il constate que, pour la vallée de la Loire, seules trois coopératives de Touraine se voient appliquer le régime de 50 p. 100, que, selon la proposition de la commission départementale, cette question avait seulement été évoquée, mais n'avait pas fait l'objet d'un vote; que le principe d'imposition avait donc été implicitement rejeté (au contraire de l'année suivante où, la question ayant été votée, la profession a déposé un recours en commission centrale). Il lui demande que l'extension de la taxe à la bouteille aux ventes de coopératives fasse l'objet d'une remise pour les revenus 1978, que le principe et les conséquences de cette extension étant contestables, tant sur le plan juridique qu'économique, cette mesure soit rapportée de façon définitive.

Réponse. — La vente du vin en bouteilles constitue pour les viticulteurs le prolongement normal de l'activité agricole et donne lieu à la fixation d'un bénéfice forfaitaire distinct de celui retenu pour le vin en vrac. Conformément à la position constante de la commission centrale chargée des bénéfices agricoles, cette taxation spécifique doit s'appliquer que la commercialisation en bouteilles soit effectuée directement par le viticulteur ou par l'intermédiaire d'une cave coopérative. Cette position a été confirmée par la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle l'adhérent qui reçoit, en contrepartie de ses apports, une quote-part des résultats nets de la coopérative doit être regardé comme effectuant les opérations de vinification et de commercialisation en association avec les autres coopérateurs et être taxé en conséquence. Les principes qui viennent d'être exposés ont été appliqués aux viticulteurs du département d'Indre-et-Loire dont le bénéfice a été fixé en 1978 et 1979 par la commission centrale des bénéfices agricoles. Ces décisions sont définitives et s'imposent à l'administration. Elles concernent l'ensemble des coopératives d'Indre-et-Loire. Il est, enfin, précisé que les bénéfices forfaitaires relatifs aux ventes en bouteilles ne doivent pas trouver à s'appliquer, la première année, aux nouveaux coopérateurs lorsque ces ventes portent sur des récoltes antérieures à leur adhésion. L'administration fera procéder aux régularisations utiles si de telles taxations ont été effectuées par erreur.

Affaires étrangères (ministère : ambassades et consulats).

36320. — 13 octobre 1980. — M. Gérard Longuet demande à M. le ministre du budget s'il est possible de connaître l'adresse administrative des chargés de mission de la direction générale des impôts auprès des ambassades et consulats français à l'étranger. Dans l'affirmative, cette information peut-elle être publiée et mise à jour annuellement dans le Bulletin officiel de la direction générale des impôts.

Réponse. — Le développement des opérations internationales effectuées tant par les sociétés que par les personnes physiques donne une importance accrue aux conventions tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale. Pour faciliter l'application des conventions conclues par la France avec l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, trois agents de l'administration fiscale sont actuellement en poste dans les ambassades françaises à Bonn, Londres et Washington. Leur adresse est celle du conseiller financier auprès duquel ils sont placés, c'est-à-dire respectivement : ambassade de France en République fédérale d'Allemagne, 5300 Bonn-Bad Godesberg Kapellenweg 1 a ; ambassade de France en Grande-Bretagne, Londres 58 Knightsbridge SW 1 X 7 JT ; ambassade de France aux Etats-Unis, 201 Eye Street N.W., Washington DC 20006. Les services locaux n'étant pas appelés, sauf cas particuliers, à saisir directement les chargés de mission à l'étranger, il ne paraît pas utile de publier cette information au bulletin officiel de la direction générale des impôts.

Boissons et alcools (alcools).

36408. — 13 octobre 1980. — M. Jacques Santrot attire l'attention de M. le ministre du budget sur la situation particulière des distillateurs ambulants. Depuis le 1^{er} janvier 1980, la Communauté européenne (Français compris) a décidé que désormais la reconnaissance des alcools ne se ferait plus base 15 °C température richesse alcoolique, mais base 20 °C force réelle. Or cette modification impose aux distillateurs ambulants l'utilisation d'un nouvel alcoomètre, qui n'existe pas encore en France et qu'il est impossible pour le moment

de se procurer. Il lui demande quels moyens il compte prendre pour éviter que l'administration sanctionne les distillateurs tant que ceux-ci ne sont pas en état de se procurer ce nouvel appareil.

Réponse. — Le passage de 15° Celsius à 20° Celsius, température de référence pour la détermination de la quantité d'alcool pur contenu dans un mélange hydro-alcoolique, dont fait état l'auteur de la question a été prévu par les directives communautaires de 1976. Cette réforme avait été rendue nécessaire par la dimension mondiale prise par le commerce de l'alcool. La date d'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation a été fixée au 1^{er} janvier 1980. Pour l'application de ces mesures au plan national, compte tenu des délais nécessaires à la fabrication des nouveaux instruments de mesure et pour pallier les difficultés rencontrées par les utilisateurs français à s'équiper en nouveaux alcoomètres au 1^{er} janvier 1980, le décret n° 79-200 du 5 mars 1979 prévoit des mesures transitoires. C'est ainsi que les instruments répondant aux anciennes normes pourront être utilisés jusqu'au 31 décembre 1983, sous réserve d'apporter au titre alcoométrique volumétrique à 15° Celsius les corrections nécessaires prévues aux tables de l'annexe II du décret précité, pour obtenir le titre alcoométrique volumétrique à 20° Celsius. En conséquence, aucune difficulté particulière ne devrait se poser aux bouilleurs ambulants.

Santé et sécurité sociale : ministère (personnel).

36495. — 13 octobre 1980. — **M. Jean Laborde** appelle l'attention de **M. le ministre du budget**, sur l'insuffisance du remboursement des frais engagés par les agents des directions départementales des affaires sanitaires et sociales amenés à se déplacer dans l'exercice de leurs fonctions. Il lui demande à quelle date il envisage d'engager les négociations que sollicitent les intéressés en vue de la réévaluation de ces remboursements, de la suppression des abatements et de la distinction de groupes, de l'augmentation de l'indemnité forfaitaire et de son extension à tous les agents amenés à se déplacer, de l'actualisation du montant des prêts accordés pour l'achat d'un véhicule personnel pour des besoins du service.

Réponse. — Les taux des différentes indemnités forfaitaires de remboursement de frais de déplacements prévues par le décret n° 66-619 du 10 août 1966 relatif aux frais de déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain, font l'objet de réajustements réguliers, dont le dernier en date remonte au 1^{er} mai 1980, en fonction de la hausse des prix des principaux éléments entrant en ligne de compte pour le mode de calcul de ces indemnités. Ces dernières ne sauraient en aucun cas être considérées comme un élément de rémunération : elles sont destinées à rembourser forfaitairement les frais supplémentaires de nourriture et de logement dans le cadre de déplacements liés au bon fonctionnement des services de l'Etat. Il n'est pas envisagé de supprimer la fixation du taux des indemnités kilométriques selon le barème par tranche en vigueur ni de remettre en cause le nombre, la définition et la répartition des personnels civils entre les trois groupes existants. L'actualisation du montant des prêts accordés pour l'achat d'un véhicule personnel pour les besoins du service est actuellement à l'étude.

Plus-values : imposition (immeubles).

36573. — 20 octobre 1980. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre du budget** qu'un locataire ayant hérité de l'appartement de ses parents et l'ayant loué, car il ne convenait pas à ses besoins, voudrait accéder à la propriété d'une résidence principale avec le produit de la vente de cet appartement mais se trouve dans l'impossibilité de le faire du fait de la taxation de la plus-value ajoutée à son impôt sur le revenu. Il lui demande s'il n'estime pas équitable de supprimer, ou tout au moins de réduire l'impôt sur les plus-values portant sur la vente d'un bien personnel quel qu'il soit, lorsque le vendeur s'engage à employer le prix pour l'acquisition d'un logement dont il s'engage à faire sa résidence principale durant une longue durée.

Réponse. — Depuis l'intervention de la loi du 19 juillet 1976, l'imposition des plus-values immobilières revêt un caractère très général. En particulier, elle est indépendante tant des motifs qui conduisent le contribuable à céder son bien que de l'affectation que ce dernier entend donner aux disponibilités dégagées par la cession. Ce principe d'ordre général ne souffre d'exception qu'en ce qui concerne les plus-values réalisées à la suite d'une procédure d'expropriation. Mais il s'agit d'une mesure qui, compte tenu de son caractère exceptionnel, ne peut que conserver une portée limitée. Aussi ne peut-il être envisagé, comme le souhaite l'auteur de la question, d'exonérer tout ou partie des plus-values résultant de cessions d'immeubles dont le produit est affecté à l'acquisition de la résidence principale du contribuable. Cela dit, il est fait observer, en ce qui concerne les biens hérités, que le montant de la plus-value imposable est calculé après prise en compte de l'érosion monétaire

intégrale constatée pendant la période de détention et application de l'abattement général de 6 000 francs. Ces dispositions sont de nature à réduire très sensiblement la plus-value surtout si la cession a lieu peu de temps après la succession et donc à un prix proche de celui déclaré pour cette succession. Enfin, si comme il semble, l'immeuble bâti visé dans la question constitue le seul bien immobilier du contribuable et dès lors que la cession de ce bien, acquis par voie de succession, ne pouvait relever des dispositions de l'article 35 A du code général des impôts sous le régime en vigueur avant le 1^{er} janvier 1977, le contribuable pourra éventuellement bénéficier de l'exonération mentionnée par l'article 6-I de loi du 19 juillet 1976 au profit des cessions dont le montant n'excède pas 400 000 francs, cette somme étant majorée de 100 000 francs par enfant à charge à partir du troisième enfant.

Impôts locaux (taxes foncières).

36883. — 20 octobre 1980. — **M. Michel Delprat** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la répercussion pénalisante de la récente actualisation des bases de taxes foncières à l'égard des commerces de centres-villes. Cette actualisation a été opérée sur la base de l'évolution moyenne des loyers entre 1970 et 1978. Or l'administration a retenu pour déterminer le coefficient départemental d'actualisation une moyenne de loyers théoriques, sans tenir compte des différences entre les loyers centres-villes peu élevés, et ceux des galeries commerciales qui atteignent des sommes plus substantielles et sont souvent révisables tous les ans. Les commerçants des centres-villes sont donc injustement pénalisés. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation, et si une discrimination entre centres-villes et périphéries ne serait pas souhaitable pour établir ce coefficient d'actualisation.

Réponse. — L'actualisation des valeurs locatives des propriétés bâties dont le principe et les modalités sont définis par l'article 1518 du code général des impôts modifié, répond à la nécessité d'adapter à la réalité des loyers, selon une périodicité triennale, les bases d'imposition des diverses taxes directes locales résultant de la dernière révision générale. La mesure de l'évolution des loyers entre la date de référence de cette opération et celle retenue pour l'actualisation est assurée au moyen de coefficients dont l'objectivité est garantie par le caractère contradictoire de la procédure qui a précédé leur fixation. Cette fixation, en effet, n'est pas le fait exclusif ou arbitraire de l'administration, mais le résultat d'une concertation organisée entre celle-ci et les représentants qualifiés des contribuables — en particulier ceux des propriétaires et des locataires — siégeant au sein des commissions consultatives départementales des évaluations foncières. A cet égard, l'expérience de la première actualisation a permis de constater que, lors de l'élaboration de ces coefficients, toutes précautions ont été prises pour éliminer du calcul les loyers dont l'indice d'évolution présentait un caractère anormal ou excessif. Il s'ensuit que les coefficients et particulièrement ceux concernant les locaux commerciaux, ne peuvent être regardés comme une moyenne de loyers théoriques, détachés du réel. Dès lors qu'ils constituent, en fait, l'aboutissement d'une étude particulièrement approfondie et critique d'un échantillon aussi large et diversifié que possible, des locations en cours aux deux dates de référence de l'opération. Dans ces conditions, les craintes exprimées par l'auteur de la question que les distorsions constatées entre les loyers des locaux situés dans les galeries commerciales des périphéries des villes et ceux réclamés dans le centre, auraient été négligées au moment de la fixation des coefficients propres aux locaux commerciaux et que cette négligence aurait eu pour effet de pénaliser certaines catégories de commerçants, ne sont pas fondées. Certes, la diversification des coefficients de l'espèce par zone de commercialité distincte au sein des agglomérations présenterait l'avantage de réaliser une actualisation plus fine que celle qui a été mise en œuvre. Mais elle ne résoudrait pas le problème de fond que constitue le caractère forfaitaire ou moyen du coefficient d'actualisation et qui se traduit nécessairement par des écarts en plus ou en moins entre les valeurs locatives ainsi actualisées et les montants des loyers réels en cours pour les locaux considérés à la date de l'actualisation. En tout état de cause, l'article 1518 du code général des impôts prescrit l'établissement de coefficients d'actualisation par secteurs géographiques départementaux présentant des zones homogènes au regard du taux de variation des loyers. Il exclut, de ce fait, toute différenciation au niveau communal. C'est seulement à l'occasion de la révision générale des évaluations des propriétés bâties, dont le cadre de base est justement constitué par la commune, qu'une telle finesse dans les estimations pourra être réalisée.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

36969. — 20 octobre 1980. — **M. Gérard Braun** rappelle à **M. le ministre du budget** que, lorsqu'une collectivité locale crée un réseau d'assainissement, les propriétaires des immeubles riverains du réseau ont la possibilité de se raccorder à celui-ci dans les deux

ans qui suivent l'achèvement des travaux. Malheureusement, l'ensemble des administrateurs de collectivités locales constate que les propriétaires manifestent peu d'intérêt pour ces installations, qui permettent pourtant de lutter efficacement contre la pollution, et négligent ces raccordements. La raison essentielle de ces refus résiderait dans le coût trop élevé des travaux nécessaires au raccordement, et qui demeurent à la charge du propriétaire. Il lui demande en conséquence la mise à l'étude de mesures incitatives qui pourraient, par exemple, prendre la forme d'une déduction du coût de ces travaux du revenu imposable, comme c'est actuellement le cas pour les dépenses destinées à économiser l'énergie.

Réponse. — De façon très générale, une dépense n'est susceptible d'être admise en déduction pour l'assiette de l'impôt sur le revenu que si elle concourt à l'acquisition ou la conservation d'un revenu imposable. Dès lors que le revenu des logements dont les propriétaires se réservent la jouissance n'est pas soumis à l'impôt, les charges qui s'y rapportent ne peuvent, en principe, donner lieu à aucune déduction. Sans doute, comme le rappelle l'auteur de la question, une exception à cette règle a-t-elle été admise en ce qui concerne les dépenses destinées à économiser l'énergie utilisée pour le chauffage. Mais il s'agit d'une disposition exceptionnelle que justifient les impératifs de notre politique de l'énergie. Sa portée ne peut donc être étendue aux frais de raccordement des immeubles à un réseau d'assainissement. En revanche, conformément au principe général rappelé au début de la réponse, ces dépenses peuvent être déduites intégralement des revenus fonciers perçus par le propriétaire lorsqu'elles se rapportent à un logement donné en location.

Impôt sur le revenu (revenus fonciers).

37101. — 27 octobre 1980. — M. Etienne Pinte appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la situation fiscale des contribuables, en particulier des fonctionnaires, qui ont dû louer le logement dont ils sont propriétaires et qu'ils ne peuvent occuper pour des raisons d'ordre professionnel, par exemple celui d'une mutation les obligeant à résider dans une autre ville. Les revenus des loyers perçus sont soumis à l'impôt, ce qui constitue pour eux une pénalisation et va à l'encontre de la mobilité des salariés (et en particulier des fonctionnaires), indispensable dans certains cas pour rendre moins aigus les problèmes d'emploi. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que les salariés se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer puissent ne pas déclarer comme revenus imposables les loyers ainsi perçus dans la mesure où ils occupent dans leur lieu de résidence un appartement dont ils ne sont pas propriétaires.

Réponse. — La particularité de la situation évoquée par l'auteur de la question résulte, non de l'imposition des revenus fonciers procurés par la location de l'ancienne résidence, mais du fait que le législateur a exonéré le revenu en nature des propriétaires occupants (C. G. I., art. 15-II). Il va de soi, en effet, que si ce revenu en nature était imposé, la situation fiscale des propriétaires qui donnent leur ancien logement en location ne serait pratiquement pas modifiée. Cela dit, le problème évoqué ne saurait être résolu par une mesure d'exonération du loyer tiré de l'ancienne habitation. En effet, si une telle mesure était retenue, une nouvelle distorsion apparaîtrait entre les bailleurs d'immeubles, suivant qu'ils auraient ou non occupé, dans le passé, l'habitation donnée à bail. Quant à une déduction éventuelle du loyer acquitté par les contribuables se trouvant dans la situation évoquée, elle ne satisfait pas davantage l'équité puisque le bénéfice en serait réservé à la minorité des locataires qui, propriétaires d'un immeuble le donnent à bail et compensent ainsi, en tout ou partie, la charge du loyer qu'ils supportent. Cette mesure serait, en outre, contraire au principe fondamental défini à l'article 13 du code général des impôts, selon lequel il ne peut être tenu compte que des dépenses engagées en vue de l'acquisition ou de la conservation d'un revenu imposable. Or tel n'est pas le cas du loyer acquitté par un contribuable pour se loger, qui présente le caractère d'une charge purement personnelle.

Taxe sur la valeur ajoutée (taxe).

37420. — 3 novembre 1980. — M. Joseph Vidal attire l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés rencontrées par les familles de conditions modestes qui subissent durement la hausse des coûts du combustible utilisé en matière de chauffage; notamment dans le secteur H.L.M. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour que soit appliqué à ce combustible un taux réduit de T.V.A.

Réponse. — Le fuel domestique, le gaz, l'électricité, le charbon et le bois sont soumis au taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée. Toute mesure d'abaissement de taux concernant l'un de ces produits entraînerait inmanquablement des demandes d'exten-

sion en faveur des autres formes d'énergie destinées au chauffage et des autres produits pétroliers. Ainsi étendue, cette mesure serait tout à fait contraire à l'impératif d'économies d'énergie. Dans ces conditions et compte tenu par ailleurs des pertes de recettes qu'elle entraînerait, la mesure proposée ne peut être accueillie favorablement. Le Gouvernement n'est cependant pas resté insensible aux difficultés suscitées aux familles de conditions modestes par le renchérissement du prix des produits pétroliers. C'est ainsi que l'article 156-II-1° quater du code général des impôts autorise, sous certaines conditions, les contribuables à déduire de leur revenu imposable les dépenses qu'ils ont effectuées à titre de locataires ou de propriétaires, en vue d'économiser l'énergie destinée au chauffage de leur résidence principale. Par ailleurs, l'allocation de logement ou l'aide personnalisée au logement que peut recevoir la plupart des familles disposant de ressources modestes est déterminée en tenant compte des dépenses de chauffage. Ces mesures sont donc dans le sens des préoccupations de l'auteur de la question. De plus, le Gouvernement vient de décider un nouvel effort en faveur des travaux en économie et énergie dans les logements du parc social. Il a décidé que, pour un programme exceptionnel de petits travaux particulièrement rentables, portant sur 250 000 logements, il y aurait soit majoration d'un tiers (de 30 p. 100 à 40 p. 100) de la prime à l'amélioration des logements à usage locatif à occupation sociale, soit une déduction de la contribution au F.N.M. portée à 1 000 francs au cas où les travaux réalisés auraient entraîné une déduction inférieure. L'aide de l'Etat aux familles, pour les aider à faire face aux hausses du prix de l'énergie, ne peut prendre la forme d'une diminution artificielle de ce prix mais doit encourager tout effort tendant à réduire les consommations d'énergie.

Impôt sur le revenu (bénéfices non commerciaux).

37449. — 3 novembre 1980. — M. Eugène Berest expose à M. le ministre du budget la situation suivante. Un psychologue, salarié d'une société commerciale d'interventions psychologiques auprès d'entreprises (recrutements, conseils en formation) a été licencié par cette société en 1974; une clause de non-concurrence lui interdisait l'exercice de la même profession pendant deux ans « dans les cinq départements bretons et les départements limitrophes », quel que soit le motif de la cession de collaboration. Pour n'avoir pas respecté cette clause, l'intéressé, qui a exercé sous le couvert d'une autre société, dont il était associé non gérant pendant la période couverte par la clause, puis à titre individuel, a été condamné par la cour d'appel de Rennes à verser à son employeur la somme de 300 000 francs pour réparation du préjudice subi par celui-ci, qui avait dû fermer l'agence locale, auparavant dirigée par son ancien salarié et actuel concurrent. Le psychologue condamné, au cas qui nous occupe, a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 255 000 francs en 1978 et 330 000 francs en 1979, et la société dont il était associé entre le moment de son licenciement et celui de son installation à titre individuel (1975-1977) a réalisé un chiffre d'affaires de 290 000 francs. Le chiffre de 300 000 francs, fixé par la cour d'appel semble donc correspondre sensiblement à une année de recettes professionnelles de cette personne et pourrait être considérée comme ayant sa contrepartie dans l'acquisition d'une clientèle. Mais ceci supposerait que la valeur de cession d'une clientèle dans la profession soit égale à une année de chiffre d'affaires, ce qui semble difficile à admettre compte tenu du caractère très personnel des relations du psychologue avec ses clients, et, donc du caractère peu accessible d'un droit de présentation de la clientèle. En outre, s'il a été jugé (C.E. du 23 janvier 1974, n° 86592, 7° et 9° s.s., B.O. 5 G 21 74) que la somme de 50 000 francs, versée par un médecin à son ancien associé, en réparation de l'inexécution d'un engagement de non-réinstallation, n'était pas déductible car représentant la contrepartie de l'acquisition d'une fraction de leur clientèle commune, par contre, dans une autre espèce opposant deux médecins, également, et pour une somme de 180 000 francs, versée en exécution d'une sentence arbitrale, le Conseil d'Etat (4 octobre 1978, n° 5735, 8° et 9° s.s.; R.J.F. 11/78 n° 471) a admis en l'espèce que cette somme était déductible par le débiteur car, entre autres considérations, présentant à son égard « une dépense nécessitée par l'exercice de la profession » et à l'égard du créancier « une indemnité pour perte de revenu ». Or, en l'espèce, le dernier attendu de l'arrêt de la cour d'appel précise : « Considérant ainsi qu'il apparaît que le préjudice subi par (la société ex-employeur) du fait de l'inobservation par M... de la clause de non-concurrence doit être fixé à la somme de 300 000 francs, toutes causes réunies ». Compte tenu de ces considérations, il lui demande si la somme de 300 000 francs que doit verser le psychologue condamné à son ex-employeur constitue une dépense déductible en tout ou partie de ses revenus B.N.C. de l'année au cours de laquelle il s'acquittera de sa dette.

Réponse. — Dans l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt du 4 octobre 1978 (req. n° 5735), le Conseil d'Etat a jugé que l'indemnité versée par un médecin à son ancien associé ne pouvait être

regardée comme le prix d'acquisition d'un élément d'actif, dès lors que l'activité personnelle du médecin en cause avait été plus importante que celle de l'association qu'il avait rompue, et cela tant avant la formation de cette association qu'après sa dissolution et que, par suite, il ne pouvait être considéré comme ayant acquis de son confrère une clientèle que ce dernier ne s'était pas constituée. Au contraire, dans la situation évoquée dans la question, la clientèle attachée à l'établissement dans lequel travaillait le psychologue a suivi ce dernier lorsqu'il a quitté son employeur, entraînant la fermeture de cet établissement. L'indemnité versée dans ce cas représente, comme dans l'espèce jugée le 23 janvier 1974 (req. n° 86592), la contrepartie de l'acquisition d'une clientèle et n'apparaît donc pas déductible des bénéfices non commerciaux réalisés par l'intéressé. Toutefois, compte tenu, en l'occurrence, du rôle déterminant des circonstances de fait, il pourrait être répondu avec plus de précision si, par l'indication des nom et adresse du contribuable concerné, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête sur sa situation particulière.

Plus-values (imposition : immeubles).

37467. — 3 novembre 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'au cours de la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1981 il a déclaré qu'il ne voyait pas dans le système d'imposition des plus-values en France « la perfection des perfection ». L'une des caractéristiques du système d'imposition des plus-values immobilières que l'opinion éprouve les plus sérieuses difficultés à comprendre est l'absence de toute exonération en cas de emploi de la plus-value sauf si celle-ci a été réalisée à la suite d'une déclaration d'utilité publique prononcée en vue d'une expropriation. Il lui demande donc s'il n'estime pas que l'instauration d'un mécanisme d'exonération des plus-values immobilières réemployées dans l'acquisition de résidences principales ne serait pas de nature à améliorer, partiellement mais nettement, un système d'imposition dont de multiples aspects sont ressentis, à juste titre, comme inéquitables.

Réponse. — C'est de manière délibérée que le législateur a écarté, lors de la discussion de la loi du 19 juillet 1976, toute exonération des plus-values immobilières fondée sur le emploi des disponibilités dégagées par la cession d'un bien dans l'acquisition d'un ou de plusieurs autres biens de même nature. Une exonération de ce type, même limitée au emploi effectué dans l'achat d'une résidence principale, serait directement contraire au principe de la taxation généralisée des plus-values autour duquel s'ordonne le régime actuel et aboutirait à le remettre en cause. Il y a lieu en outre de noter qu'un mécanisme de emploi est une source de complexités nombreuses relatives notamment à son contrôle et à sa durée. Cela étant, comme le Gouvernement s'y est engagé, après plusieurs années de mise en œuvre, il paraît nécessaire d'établir un bilan du régime d'imposition des plus-values et d'engager une réflexion d'ensemble sur ses perspectives d'avenir.

Plus-values : imposition (immeubles).

37583. — 3 novembre 1980. — **M. Lucien Neuwirth** expose à **M. le ministre du budget** qu'un contribuable a dû quitter le logement qu'il louait pour exercer une fonction l'obligeant à habiter dans l'immeuble où il travaillait. Il a acheté alors un appartement qu'il a loué en attendant de l'occuper au moment de sa retraite. Pour des raisons personnelles, il désire revendre celui-ci afin d'en acheter un autre qui lui conviendrait mieux. Il lui demande si la vente de cet appartement sera imposée au titre des plus-values.

Réponse. — Depuis l'intervention de la loi du 19 juillet 1976, l'imposition des plus-values immobilières revêt un caractère très général. Elle s'applique indépendamment des motifs qui conduisent le contribuable à céder ses biens et de l'affectation que ce dernier entend donner aux disponibilités procurées par la cession. Dès lors que l'appartement mentionné dans la question a été donné continuellement en location depuis l'acquisition, la plus-value résultant de la cession de ce bien entre dans le champ d'application de cette imposition. Cela dit, la loi citée a prévu certains mécanismes de nature à atténuer l'imposition, c'est ainsi qu'au cas particulier, il sera fait application de l'abattement général de 6 000 francs et du système du quotient quinquennal qui écrête sensiblement le taux d'imposition de la plus-value.

*Droits d'enregistrement et de timbre
(enregistrement : mutations à titre onéreux).*

37807. — 10 novembre 1980. — **M. Robert Poujade** expose à **M. le ministre du budget** qu'un agriculteur s'est porté acquéreur le 19 septembre 1979 de parcelles agricoles. Celles-ci avaient été successivement exploitées en vertu d'une location verbale par le

père de l'acquéreur, l'acquéreur lui-même, son fils, et suite au décès de celui-ci, à nouveau par l'acquéreur. Aucune déclaration de location verbale pour la perception du droit de bail n'a été adressée au service des impôts pour la période antérieure au 1^{er} octobre 1975. La première déclaration n° 2684 a été souscrite le 9 novembre 1976 pour la période du 1^{er} octobre 1975 au 30 septembre 1976 par le fils de l'acquéreur, alors exploitant. Après le décès accidentel de ce dernier le 25 janvier 1978, l'exploitation des terres en cause a été reprise par le père qui a souscrit les déclarations n° 2684 au titre des années 1977 et 1978 respectivement les 7 février et 25 décembre 1978. Le conservateur des impôts se fondant sur une interprétation littérale des dispositions de l'article 705 C. G. I. a refusé le bénéfice du tarif de faveur de 0,60 p. 100 pour les acquisitions d'immeubles ruraux par les fermiers, au motif que la condition d'antériorité de deux ans de la location n'était pas remplie par l'intéressé au jour de l'acquisition. Il lui demande si, compte tenu de l'événement de force majeure que constitue le décès accidentel du fils, il ne serait pas possible de faire remonter la computation du délai de deux ans à la première location ayant fait l'objet d'une déclaration au service des impôts, à savoir le 1^{er} octobre 1975, en prenant en considération la période au cours de laquelle le fils a exploité personnellement, et d'octroyer ainsi à l'acquéreur le bénéfice des dispositions de l'article 705 du code général des impôts.

Réponse. — L'application du taux réduit à 0,60 p. 100 de la taxe de publicité foncière prévu à l'article 705 du code général des impôts en faveur des acquisitions réalisées par les preneurs à bail d'immeubles ruraux est subordonnée à la condition notamment qu'au jour de l'acquisition, les biens acquis soient exploités en vertu d'un bail consenti à l'acquéreur, à son conjoint, à ses ascendants ou aux ascendants de son conjoint, enregistré ou déclaré depuis deux ans au moins. Toutefois, l'administration ne se refuserait pas à l'examen du cas particulier si le nom et l'adresse de l'acquéreur et le nom et la résidence du notaire rédacteur de l'acte d'acquisition étaient portés à sa connaissance.

Plus-values : imposition (valeurs mobilières).

37858. — 10 novembre 1980. — **M. Gilbert Gantier** expose à **M. le ministre du budget** que les dispositions de l'article 160 du code général des impôts présentent un caractère peu satisfaisant à plusieurs égards. Il est par exemple anormal que le prix d'acquisition servant de base au calcul des plus-values imposables selon les règles prévues à cet article ne fasse l'objet d'aucune réévaluation tenant compte de l'érosion monétaire. On peut en outre douter que le régime de taxation prévu par l'article 160 du code s'applique à juste titre à des opérations telles que les opérations de fusion ou d'apport de titres : il convient en effet de noter que la loi du 5 juillet 1978 relative à l'imposition des plus-values mobilières exonère celles qui sont constatées à l'occasion d'échange de titres résultant d'une opération d'offre publique, de conversion, de division ou de regroupement. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire de modifier les dispositions de l'article 160 du code général des impôts afin de les rendre à la fois plus équitables et plus cohérentes avec celles qui définissent le régime de taxation « de droit commun » des plus-values mobilières.

Réponse. — Telle qu'elle est prévue par l'article 160 du code général des impôts, l'imposition des plus-values résultant de la cession de leurs droits sociaux par les associés auxquels ces droits donnent, directement ou indirectement, vocation à 25 p. 100 au moins des bénéfices dans les sociétés autres que celles relevant de l'impôt sur le revenu, permet d'éviter, d'une part, que ces associés n'aient la possibilité, en cédant leurs titres, d'approprier en franchise d'impôt sur le revenu les réserves sociales correspondant à leurs droits et, d'autre part, que les entreprises exploitées en société ne puissent être transférées, sous le couvert de cessions successives de droits sociaux, sans que leurs propriétaires aient à supporter l'impôt sur l'accroissement du fonds social. Les plus-values dont il s'agit trouvent, en effet, leur source dans cet accroissement et ne traduisent pas seulement un phénomène d'érosion monétaire. Or, elles ne supportent l'impôt sur le revenu qu'au taux réduit de 15 p. 100, ce qui est de nature à compenser, dans une large mesure, les effets de l'érosion monétaire. D'autre part, les objectifs définis ci-dessus ne peuvent être pleinement atteints que dans la mesure où le champ d'application de l'imposition conserve l'étendue la plus large et, dans cette perspective, il n'apparaît pas opportun de prévoir une exonération pour les plus-values dégagées par certaines catégories d'opérations. A cet égard, et ainsi que cela a déjà été indiqué à l'auteur de la question (R. M. n° 32948, J. O., Débats A. N. du 29 septembre 1980, p. 4123), les dispositions de l'article 6 de la loi du 5 juillet 1978 relatives aux échanges de titres résultant d'une opération d'offre publique, de conversion, de division ou de regroupement n'ont pas pour effet d'exonérer le gain constaté à l'occasion de l'échange, mais seulement d'en reporter l'imposition au moment de la cession des titres reçus en échange. Cela dit, en cas d'échange de droits sociaux résultant d'une fusion ou d'une scission, le cédant peut demander, conformément à l'arti-

de l'article 160-I bis du code général des impôts, que l'imposition de la plus-value réalisée soit échelonnée sur cinq ans. En outre, l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1979 assouplit encore ce dispositif, en prévoyant que l'imposition des mêmes plus-values, réalisées entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 1981, peut être reportée jusqu'au moment où les titres reçus en échange sortent du patrimoine du détenteur.

Douanes (contrôles douaniers).

37883. — 10 novembre 1980. — **M. Pierre-Charles Krieg** demande à **M. le ministre du budget** sur la base de quels textes législatifs ou réglementaires l'administration des douanes bloque aux frontières françaises des appareils émetteurs récepteurs de radio dits « citizen band » qui sont achetés le plus régulièrement du monde par un certain nombre de revendeurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin dans les plus brefs délais à cette situation qui cause à des entreprises françaises un préjudice considérable pouvant aller pour certaines d'entre elles jusqu'à des difficultés financières insurmontables.

Réponse. — Les services des douanes ont arrêté à la frontière des importations de petits émetteurs de radio dits « citizen band » en se fondant sur l'article L. 89 du code des postes et télécommunications, qui interdit l'importation d'émetteurs de radio non homologués. Cette intervention a été décidée en raison notamment des perturbations que les émetteurs de ce type provoquent ou risquent de provoquer dans les communications de plusieurs services publics ou d'entreprises privées intéressant un large public (radio-taxis, ambulances...). Un arrêté interministériel instituera très prochainement une norme applicable aux émetteurs en cause (puissance maxima et fréquences). Les appareils conformes à cette norme pourront être homologués. Dans l'attente de la parution de ce texte, il a été donné instruction aux services douaniers de procéder au dédouanement des émetteurs qui répondraient d'ores et déjà à la future norme, à savoir fonctionnement exclusif en modulation de fréquence, dans la bande comprise entre 26,965 et 27,225 Mégahertz et dont la puissance n'exécède pas 2 watts.

Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (pensions de réversion).

37925. — 10 novembre 1980. — **Mme Marie Jacq** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la revalorisation du taux de réversion des pensions. Ce problème a fait l'objet de nombreuses interventions depuis plusieurs années et elle pense que la situation des veuves lui est parfaitement connue. Néanmoins, elle lui rappelle pour l'essentiel l'incompressibilité de certaines dépenses du foyer : loyer, chauffage, éclairage, impôts locaux qui ne sont pas réduites de moitié à la disparition du conjoint. Elle lui signale aussi que la France est un des rares pays de l'Europe des Neuf à pratiquer un taux de réversion aussi faible. De plus, l'article 85 de la loi de finances pour 1980 a modifié l'article 38 du code des pensions civiles et militaires; cette modification « devrait permettre à la pension de réversion, compte tenu des ressources extérieures, de ne pas être inférieure à la somme totale formée par le cumul de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité... ». A ce jour, aucune instruction n'est parue concernant l'application de cette disposition. Par ailleurs, on ne peut admettre qu'intervienne la clause sur les ressources extérieures qui transforme les ayants droit des retraités de l'Etat en solliciteurs. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour que le taux de réversion soit aligné sur celui fixé pour les pensions de parlementaires.

Réponse. — Le taux de la pension de réversion est fixé à 50 p. 100 de la pension du mari, non seulement dans le régime des pensions civiles et militaires de retraite, mais également dans tous les autres régimes de retraite du secteur public. Il en est de même dans le secteur privé pour le régime de base de l'assurance vieillesse de la sécurité sociale. Outre les charges supplémentaires très importantes qu'une élévation de ce taux entraînerait pour le budget de l'Etat (environ 3,6 milliards de francs pour le passage de 50 à 75 p. 100), l'extension alors inévitable d'une telle mesure aux autres régimes compromettrait leur situation financière. Elle ne peut donc être envisagée actuellement. Cependant, en vue d'améliorer la situation des veuves les plus défavorisées, la loi de finances pour 1980 a disposé que la pension de réversion ne pourra être désormais inférieure à la somme totale formée par le cumul de l'allocation servie aux vieux travailleurs salariés augmentée de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, à savoir 1 300 francs par mois depuis le 1^{er} juin 1980. Cet avantage, servi naturellement sous conditions de ressources puisqu'il s'agit d'aider en priorité les plus défavorisées, sera attribué quelle que soit la

date de la liquidation de la pension de réversion. Il constitue un effort financier important puisqu'il ne sera pas soumis par ailleurs à des conditions d'âge. Le décret d'application de l'article 85 de la loi de finances susvisée sera publié très prochainement.

Recherche scientifique et technique (politique de la recherche).

37963. — 10 novembre 1980. — **M. Pierre-Bernard Cousté** soumet à l'attention de **M. le ministre du budget** les lignes suivantes, extraites du livre blanc sur la recherche, qui vient d'être présenté à **M. le Président de la République**: « Dans la plupart des domaines scientifiques actifs, les contacts des Français sur le plan international sont actuellement assez fréquents et d'un bon niveau. Contrairement à ce que semblent penser les responsables des finances, les « missions » ne servent pas en général à faire du tourisme ou à prendre des vacances. Les directeurs de laboratoires devraient pouvoir arbitrer librement, à l'intérieur des crédits qui leur sont alloués, entre les frais de missions et leurs autres dépenses de fonctionnement. » (p. 485). Le ministre du budget peut-il donner son sentiment : a) sur la critique adressée dans ce passage à l'administration placée sous son autorité; b) sur la suggestion qu'elle formule.

Réponse. — Le livre blanc sur la recherche, rédigé par d'éminentes personnalités scientifiques à la demande du Président de la République traite dans sa deuxième partie de la politique scientifique. L'importance de l'ouverture de la recherche sur l'extérieur y est largement soulignée. Les auteurs insistent à ce titre sur la nécessité des contacts internationaux et estiment que les justifications des missions sont abusivement mises en doute par les « responsables des finances ». Il est tout d'abord précisé que l'importance des rencontres entre scientifiques n'est pas contestée par les administrations financières. Toutefois cette considération ne saurait justifier que les dotations consacrées aux missions ne soient pas arrêtées, comme les autres dotations, en fonction des besoins réels et que la régularité de l'engagement des dépenses ne soit pas vérifiée, dans les organismes soumis au contrôle préalable, par le contrôleur financier. Par ailleurs, le souci d'information du Parlement et les règles budgétaires en vigueur conduisent à isoler les dépenses de frais de déplacements au titre III du budget de l'Etat alors que les autres charges de fonctionnement apparaissent en qualité de « soutien des programmes » au titre VI. Une telle distinction permet naturellement, lors de la préparation de la loi de finances, de prendre en compte les besoins qui apparaissent en ces deux domaines et de procéder aux ajustements nécessaires.

Boissons et alcools (alcools).

38016. — 10 novembre 1980. — **M. Dominique Pervenche** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les décès provoqués par l'absorption de pastis frelaté. Il souligne que rien ne distingue, par l'odeur ou l'apparence, l'alcool méthylique responsable de ces morts et réservé à l'usage industriel, de l'alcool éthylique ou alcool de bouche. En raison de l'extension de la fraude sur l'alcool que révèlent ces affaires dramatiques, il y a là un grave danger pour la santé de la population. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit possible de distinguer l'alcool réservé à l'usage industriel de celui réservé à l'usage alimentaire.

Réponse. — Il pourrait être envisagé la dénaturation systématique de l'alcool méthylique en lui conférant une odeur ou une couleur caractéristique qui permettrait aisément de le différencier de l'alcool éthylique réservé à l'alimentation. Mais, cette dénaturation, dont l'efficacité est liée à son irréversibilité, serait dans la plupart des cas incompatible avec les critères de pureté exigée par l'industrie à laquelle l'alcool méthylique est essentiellement destiné. De toute manière cette solution ne constituerait pas une garantie absolue car elle ne serait pas en elle-même exempte de possibilité de fraude. Il est d'ailleurs difficile de concevoir dans ce domaine un dispositif ne comprenant pas de risques de détournements frauduleux du type de ceux qui sont évoqués. Aussi bien le système actuel de contrôle quantitatif opéré à la circulation des alcools et chez les personnes qui les détiennent en stock, apparaît-il encore, en dépit des imperfections qu'il comporte, comme le mieux adapté aux exigences de sécurité et à celles des utilisateurs.

Impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères).

38213. — 17 novembre 1980. — **M. Georges Delfosse** demande à **M. le ministre du budget** de lui préciser de manière exhaustive les critères permettant de considérer qu'un cadeau dont le coût a été inclus dans les charges déductibles d'une S.A.R.L.

n'a été, en fait, offert que pour le compte du dirigeant de l'affaire (gérant minoritaire) et doit être assimilé, corrélativement, à un supplément d'appointement.

Réponse. — S'agissant d'une question de fait, il ne pourrait être répondu que si, par l'indication des nom et adresse du contribuable concerné, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête.

Expropriation (indemnisation : Haut-Rhin).

38329. — 17 novembre 1980. — **M. Pierre Weisenhorn** expose à **M. le ministre du budget** qu'un propriétaire foncier du département du Haut-Rhin a subi une perte de jouissance entraînée par la suppression de quarante et un arbres fruitiers qui existaient sur un terrain lui appartenant. L'intéressé fait actuellement l'objet d'une procédure d'expropriation mais celle-ci n'en est toutefois qu'à son début, car les dispositions du droit local d'Alsace et de Moselle permettent à l'autorité expropriante de faire commencer les travaux par les entreprises de travaux publics et de procéder à une occupation anticipée des terrains à la suite d'un arrêté préfectoral. Le préfet du Haut-Rhin a fait savoir au propriétaire en question qu'il serait indemnisé pour la perte de ses plantations à la suite d'un rapport d'expertise fait par un homme de l'art. Or, cette expertise n'a pas encore eu lieu alors que les arbres fruitiers ont été arrachés il y a quelques mois déjà. On peut donc naturellement s'interroger sur la valeur d'une telle expertise et sur la juste réparation que le propriétaire pourrait recevoir à cet égard. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de l'affaire qu'il vient de lui exposer.

Réponse. — Dans l'affaire évoquée, des propositions d'indemnisation, établies par le domaine avec le concours d'un expert arboricole, ont été faites au propriétaire concerné en prenant pour base, à défaut du constat préalable qu'il n'avait pas demandé, l'état descriptif des arbres perdus fourni par l'intéressé lui-même. Le litige porte en définitive, non sur la consistance des biens, mais sur l'appréciation de leur valeur et le domaine est prêt, à cet égard, à engager avec l'exproprié toute négociation utile dès qu'il en manifesterait le désir.

Communes (domaine public et privé).

38373. — 17 novembre 1980. — **M. René Vlisse** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les montants de la valeur foncière à partir desquels une collectivité locale ou un établissement public doit obligatoirement recourir aux services des domaines. En effet, ces montants ont été fixés en 1978 et les prix de l'immobilier ont depuis, bien augmenté. Dans la situation actuelle, où par exemple ces montants s'élevaient à 100 000 francs pour les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers, cela revient à rendre pratiquement systématique le recours aux domaines. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas opportun un relèvement de ce montant ; s'il ne serait pas bon d'indexer ce montant, par exemple, sur le coût de la construction, afin de ne pas le rendre trop vite désuet.

Réponse. — Le seuil de consultation du domaine pour les acquisitions immobilières du secteur public — qui coïncide, en principe, avec celui de saisine des commissions des opérations immobilières et de l'architecture — est relevé périodiquement pour tenir compte de l'évolution des prix fonciers. Il convient d'observer cependant que la surveillance du marché immobilier constitue l'un des objectifs essentiels de l'intervention du domaine et qu'elle implique, dès lors, sa consultation obligatoire à partir de limites relativement basses pour éviter toute influence défavorable des opérateurs publics sur l'évolution des prix fonciers. C'est pourquoi il n'a pas paru opportun jusqu'alors de relever, en matière d'acquisitions immobilières, la limite minimale de consultation du domaine fixée en dernier lieu à 100 000 francs par un arrêté en date du 7 octobre 1975. Pour tenir compte néanmoins des préoccupations exprimées dans la question, une étude est entreprise pour apprécier si et dans quelle mesure un relèvement de ce seuil est compatible avec les orientations de la politique foncière actuelle des pouvoirs publics.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

38685. — 24 novembre 1980. — **M. René Haby** expose à **M. le ministre du budget** que la révision de la valeur locative des locaux d'habitation ou à usage professionnel ne donne lieu à aucune information en direction des contribuables concernant le mode de calcul de la majoration appliquée. Aussi, de nombreux chefs d'entreprises commerciales et prestataires de services s'étonnent des distorsions qui existent à cet égard entre les départements, alors qu'en matière de locaux industriels est appliqué un taux national unique de 1,33.

On constate assez curieusement que les plus fortes augmentations interviendraient dans les départements situés au nord de la Loire : dans cette zone, quatre départements seulement ont une augmentation inférieure à 1,90, alors qu'il en est ainsi pour vingt-sept départements dans le sud de la Loire. Dans seize départements du nord, l'augmentation est supérieure à 2,13, ce que l'on ne retrouve dans aucun département de la zone sud. Par ailleurs, il apparaît que les coefficients d'augmentation pour les caves, greniers, toitures, terrasses, varient sans raison apparente de 0,10 à 0,50. Il lui demande de bien vouloir préciser, à l'intention des contribuables intéressés, quels sont exactement les critères servant au calcul de ces réajustements, dont la charge peut accroître les difficultés d'entreprises auxquelles le Gouvernement demande par ailleurs, et avec raison, d'atteindre à une plus grande compétitivité.

Réponse. — Les coefficients d'actualisation des valeurs locatives des propriétés bâties, arrêtés à l'occasion de la première actualisation triennale dont les résultats ont été incorporés dans les rôles de 1980, devaient traduire l'évolution moyenne des loyers constatée entre le 1^{er} janvier 1970, date de référence de la dernière révision générale, et le 1^{er} janvier 1978, date de référence choisie pour l'actualisation. Ces coefficients ont été déterminés distinctement, pour les locaux d'habitation ou à usage professionnel et pour les locaux commerciaux et autres biens assimilés, dans le cadre de chaque département, après avis de la commission consultative des évaluations foncières au sein de laquelle sont représentés les diverses organisations de propriétaires ou d'occupants. Ils ont été fixés sur la base de l'indice de variation des prix de loyers d'un échantillon aléatoire de locaux loués, respectivement constitué pour chaque nature de local considéré. Par suite, les écarts constatés entre les coefficients arrêtés dans l'ensemble des départements ne doivent pas être regardés comme constituant des distorsions de situation injustifiées, mais au contraire comme le reflet d'une réalité locative très diverse suivant les départements ou les régions. Quant à l'unicité du coefficient applicable aux valeurs locatives industrielles comparée à la diversité précédente, elle s'explique par le fait que ces valeurs sont déterminées d'après le prix de revient des installations à la date d'entrée dans l'entreprise et qu'elles ne peuvent, en conséquence, refléter les variations du niveau d'un marché locatif des biens de l'espèce différent suivant les départements. Le coefficient national de 1,33 fixé par l'article 4 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 pour l'actualisation des valeurs locatives industrielles tire donc les conséquences de l'inexistence d'un marché locatif des établissements industriels et de l'impossibilité corrélatrice d'en mesurer les variations au niveau des départements. Les coefficients de pondération applicables à la surface de certains éléments constitutifs du local dits secondaires pour tenir compte du service rendu dans le cadre de la valeur d'usage du local varient, d'après l'article 324 N de l'annexe III au C. G. I., de 0,2 à 0,6. Pour la détermination du coefficient à retenir, sont prises en considération la qualité des matériaux employés, la nature des éléments secondaires en cause ainsi que l'importance plus ou moins grande de ces éléments par rapport aux éléments courants dans la catégorie de classement du local. S'agissant plus spécialement des caves, greniers, terrasses ou toitures-terrasses accessibles, le coefficient généralement applicable est 0,2 ; mais ce dernier peut être porté à 0,4 ou 0,3 dans les grandes villes où la valeur d'usage relative de ces biens est plus importante.

Taxe sur la valeur ajoutée (champ d'application).

38692. — 24 novembre 1980. — **M. Gérard Longuet** demande à **M. le ministre du budget** de lui préciser la situation, au regard de la T. V. A., et notamment de l'article 261-C-2^e du code général des impôts, des caisses départementales d'assurances incendie, qui n'ont pas, en raison de leur ancienneté, un statut juridique précis.

Réponse. — Les caisses départementales qui effectuent des opérations d'assurance contre l'incendie et le gel sont exonérées de taxe sur la valeur ajoutée en vertu des dispositions de l'article n° 261-C-2^e du code général des impôts.

Taxe sur la valeur ajoutée (déduction).

38695. — 24 novembre 1980. — **M. Bertrand de Malgret** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la loi n° 80-335 du 12 mai 1980, relative à la clause de réserve de propriété, qui permet de retarder le transfert de propriété des marchandises vendues jusqu'au paiement intégral du prix, et ce malgré la livraison des marchandises à l'acheteur. L'une des difficultés de l'application de cette loi concerne la T. V. A. En effet, la T. V. A. n'étant déductible que si l'on délient la propriété, l'acquéreur ne peut déduire la T. V. A. qu'après paiement effectif. De ce fait, certaines entreprises risquent de rencontrer des difficultés importantes de trésorerie, résultant du décalage dans la récupération de la T. V. A. Il en est ainsi d'une

entreprise dont la majorité des fournisseurs introduiraient cette clause dans leurs conditions de vente et qui, par exemple, les régleraient à soixante jours ; cette entreprise n'aurait pas de T.V.A. à récupérer pendant deux mois, par suite des initiatives de ses vendeurs. En chiffrant l'exemple, à raison de 2 500 000 francs d'achats par mois, les besoins de trésorerie qui en résulteraient s'élevaient à : $2\,500\,000 \times 2 \times 17,6$ p. 100, soit 880 000 francs. Puisque le vendeur paie la T.V.A. à la livraison, donc sans savoir si le paiement interviendra et quand il interviendra, il y aurait lieu d'autoriser l'acheteur à récupérer la T.V.A. en fonction de la date de livraison et non en fonction de la date de paiement. Il lui demande de bien vouloir se pencher d'urgence sur cette situation, car cette clause risque naturellement d'être imposée par les fournisseurs aux entreprises les plus fragiles, et donc d'aggraver les difficultés de ces dernières.

Réponse. — L'article 3 de la loi n° 80-335 du 12 mai 1980 étend à l'ensemble des ventes assorties d'une clause de réserve de propriété les dispositions du deuxième alinéa du II de l'article 256 du code général des impôts et précise qu'au sens de cet article, la délivrance s'entend de la remise matérielle du bien. En d'autres termes, cette remise matérielle est assimilée à un transfert de propriété au regard des dispositions de la taxe sur la valeur ajoutée relatives au champ d'application de cet impôt et à son exigibilité. Il en résulte que le droit à déduction peut être exercé dans des conditions identiques à celles résultant des ventes ordinaires. Il prend naissance à la date d'exigibilité de la taxe en cause chez le fournisseur, c'est-à-dire au moment de la délivrance du bien. La règle du décalage d'un mois s'applique dans les conditions habituelles. Ces dispositions ont été commentées par l'administration dans une instruction publiée le 26 septembre 1980 au *Bulletin officiel de la direction générale des impôts*, sous le numéro 3-B-4-80. Cette instruction paraît répondre ainsi pleinement au nécessaire souci d'information des entreprises exprimé par l'auteur de la question.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : politique en faveur des retraités).

38974. — 1^{er} décembre 1980. — M. Hubert Voilquin attire l'attention de M. le ministre du budget sur le problème suivant : un groupe de travail du comité interministériel des services sociaux a mis au point une brochure très documentée, destinée aux retraités de la fonction publique, intitulée *Livret du Retraité*. Il lui demande si des moyens financiers seront débloqués afin de permettre l'édition de cette brochure en nombre suffisant auprès des intéressés, ce qui faciliterait tant le travail des assistantes sociales, bureaux de renseignements, voire celui des députés, en apportant aux intéressés des renseignements clairs et précis sur leur situation.

Réponse. — Le comité interministériel des services sociaux a effectivement élaboré un projet de brochure destinée à informer les retraités de l'Etat et des collectivités locales sur les avantages dont ils peuvent bénéficier et leur apporter quelques conseils pratiques. La Documentation française publie, en outre, un *Guide de la retraite* élaboré conjointement par le service de l'information et de diffusion du Premier ministre et par le ministère de la santé et de la sécurité sociale (avec le concours du comité français d'éducation pour la santé). Le ministère du budget a apporté sa contribution à ce guide qui s'adresse à l'ensemble des retraités ou futurs retraités (y compris les fonctionnaires) et comporte une partie importante consacrée aux retraites et autres avantages de la vieillesse. Les autres chapitres traitent des mêmes sujets que ceux abordés dans le nouveau projet de brochure destiné aux retraités de l'Etat (santé, logement, loisirs, informations fiscales et juridiques, etc.) d'une façon peut-être moins complète, mais dans un langage souvent plus simple. Les deux documents contiennent l'un et l'autre des listes d'adresses utiles très comparables. Le projet élaboré par le comité interministériel des services sociaux est donc très voisin du guide existant. Dans ces conditions, et compte tenu des impératifs budgétaires actuels, il paraît peu opportun d'éditer une nouvelle brochure qui ferait double emploi avec le guide préparé par les services du Premier ministre et édité par la Documentation française.

Ropatriés (indemnisation).

39169. — 8 décembre 1980. — M. Xavier Hamelin appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la question écartée n° 36458 qu'il avait posée et par laquelle il avait appelé son attention sur l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer. Cette question rappelle que le complément d'indemnisation est versé sous forme d'un titre payable en cinq annuités, le règlement n'intervenant en une seule fois qu'en faveur des personnes âgées de plus de quatre

vingt-cinq ans ou bénéficiaires d'un titre d'indemnisation d'un montant inférieur à 10 000 francs. Il était demandé dans cette question que les règlements ainsi rappelés soient assouplis et qu'en particulier, des dispositions plus libérales soient prises « au bénéfice des personnes inaptes physiquement au travail ». La réponse à cette question (*Journal officiel A. N.*, questions du 17 novembre 1980, p. 4839) faisait état de mesures prévues dans le cadre du projet de loi de finances pour 1981, mesures ayant pour effet d'assouplir les conditions précédemment rappelées. En ce qui concerne les personnes inaptes physiquement au travail, la réponse se contentait de dire que « les personnes justifiant d'un revenu inférieur au Smic — dont naturellement un grand nombre de personnes inaptes au travail — reçoivent par dérogation aux dispositions communes un titre prioritaire ». Cet élément de réponse apparaît comme insuffisant et non satisfaisant, c'est pourquoi il lui demande à nouveau que des dispositions plus libérales que celles qui existent actuellement soient prises en faveur des personnes inaptes physiquement au travail.

Réponse. — Le législateur et le Gouvernement ont toujours voulu lier étroitement l'indemnisation aux conséquences douloureuses de déposition sur la vie des rapatriés. C'est la raison pour laquelle la proposition soumise en faveur des personnes inaptes physiquement au travail ne semble pas devoir être retenue. En effet l'introduction de critères de cette nature pour favoriser certains bénéficiaires de l'indemnisation ne pourrait être qu'une ouverture à d'autres requêtes émanant de catégories tout aussi dignes d'intérêt. C'est ce qui a été répondu récemment à certains parlementaires intervenus en faveur des veuves de guerre rapatriées. Pour le Gouvernement, l'article 8 de la loi du 2 janvier 1978 et ses dispositions visant les personnes disposant de faibles revenus sont les mieux à même de répondre, sans exclusive, aux situations les plus difficiles.

Politique extérieure (Maghreb).

39377. — 8 décembre 1980. — M. Edouard Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre du budget qu'aux termes de l'article 71 de la loi de finances pour 1960 (n° 59-1454 du 26 décembre 1959) les pensions, rentes ou allocations viagères dont sont titulaires les nationaux des pays ou territoires ayant appartenu à l'Union française ou à la Communauté, ou ayant été placés sous le protectorat ou sous la tutelle de la France, ont été remplacées par des indemnités. Celles-ci font l'objet d'une revalorisation annuelle fixée par décret. Or, le dernier de ces décrets, qui est daté du 19 mars 1980 (non publié au *Journal officiel*) excepte de la dernière revalorisation prévue les ressortissants des pays maghrébins percevant lesdites indemnités. Il lui fait part de son étonnement devant une telle discrimination dont il souhaite connaître les raisons. Il lui demande surtout qu'en toute équité, il soit mis fin à cette restriction en reconnaissant aux intéressés le droit à cette augmentation de leurs pensions.

Réponse. — Les indemnités instituées par l'article 71 de la loi de finances pour 1960 (n° 59-1454 du 26 décembre 1959) sont, aux termes de cet article, calculées sur la base des tarifs en vigueur à la date de la transformation des pensions ou allocations qu'elles remplacent. Ces indemnités ne sont, en principe, ni revalorisables, ni péréquables, ni réversibles. C'est par une dérogation à ces principes, dont la possibilité est prévue par le texte, que des dispositions d'assouplissement ont été prises par décret. C'est ainsi que le Gouvernement a accordé le droit à révision pour aggravation des infirmités pensionnées, et des avantages accessoires (appareillage, rééducation, soins gratuits) aux titulaires de pensions militaires d'invalidité. Les ressortissants des pays du Maghreb ont bénéficié de ces mesures au même titre que ceux des autres pays ou territoires ayant appartenu à l'Union française ou à la Communauté ou ayant été placés sous le protectorat ou sous la tutelle de la France. En revanche, il n'a pas paru possible jusqu'à présent de faire bénéficier les ressortissants des pays maghrébins de revalorisations des indemnités dont ils bénéficient ; l'éventualité d'une telle mesure fait toutefois l'objet d'un examen du Gouvernement.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerce et artisanat (emploi et activité : Bretagne).

31183. — 26 mai 1980. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation des professionnels relevant de sa tutelle et qui sont frappés par les conséquences de la pollution pétrolière touchant les côtes bretonnes. Afin d'éviter que se répète la situation connue en 1978, lors du naufrage de l'*Amoco Cadiz*, où les professionnels exerçant des activités non directement touristiques furent exclus des indemnités, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que l'ensemble des commerçants et artisans subissant un préjudice

par suite d'un ralentissement de leur activité lié au naufrage du *Tanio* soit indemnisés dans les mêmes conditions que les professions relevant du ministère du tourisme et des loisirs.

Réponse. — Il est exact que les principes adoptés après le naufrage de l'*Amoco Cadiz* avaient écarté toute autre indemnisation que celle des professionnels exerçant une activité liée au tourisme et placée sous la tutelle du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. Le problème de l'indemnisation des autres commerçants et artisans s'est de nouveau posé à la suite de la pollution consécutive à l'accident du *Tanio* et a été réglé dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire. Il a en effet été décidé que l'octroi d'une indemnisation sur des fonds publics à d'autres catégories professionnelles que celles arrêtées pour l'*Amoco Cadiz* pourrait être décidé par les préfets dans des cas exceptionnels et sur la base d'éléments particuliers dégagés de l'examen de la situation individuelle des demandeurs par les commissions instituées, dans les départements. Les préjudices devront être certains et prouvés, liés à l'évidence à l'accident, et les victimes domiciliées dans les communes déclarées sinistrées.

Assurance vieillesse (régimes autonomes et spéciaux : commerçants et industriels, calcul des pensions).

33896. — 28 juillet 1980. — 1980. — M. Charles Millon expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat qu'à l'heure actuelle, les enfants d'artisans ayant travaillé avec leurs parents peuvent, comme les enfants d'agriculteurs, faire valoir pour leur retraite le temps passé dans l'affaire familiale comme aides familiaux. Dans l'optique de la charte du commerce et de l'artisanat, il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre le bénéfice de cette disposition aux enfants de commerçants.

Réponse. — La loi n° 72-554 du 3 juillet 1972, qui a réalisé la réforme des régimes d'assurances vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales, a institué leur alignement sur le régime général à compter du 1^{er} janvier 1973. Toutefois, en ce qui concerne les droits acquis dans ces régimes antérieurement au 1^{er} janvier 1973, la loi a prévu que les prestations correspondant à ces droits demeureraient calculées, liquidées et servies selon les dispositions en vigueur dans chacun des régimes au 31 décembre 1972. Le régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales, dont les règles avaient été établies par les représentants élus des affiliés dans le cadre très large de la loi du 17 janvier 1948, n'avait pas prévu de droits en faveur des aides familiaux alors que le régime des professions artisanales, institué dans les mêmes conditions, en avait prévu. C'est pour cette raison que des reconstitutions de carrière peuvent être faites au bénéfice des personnes ayant été aides familiales dans l'artisanat alors que les personnes relevant du régime commercial ne peuvent bénéficier de telles reconstitutions de carrière. Cependant, antérieurement à l'alignement des régimes, les dispositions de l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967 avaient ouvert la possibilité aux personnes participant à l'exercice d'une activité professionnelle non salariée, non agricole et ne bénéficiant pas d'un régime obligatoire de cotiser à titre volontaire auprès des caisses d'assurance vieillesse. Cette possibilité a été maintenue dans les régimes alignés par le décret n° 73-1215 du 29 décembre 1973.

Commerce et artisanat (aides et prêts : Landes).

35623. — 22 septembre 1980. — M. Henri Emmanuelli demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de bien vouloir lui faire connaître combien de dossiers de demandes de primes à l'installation d'entreprises artisanales ont été déposés dans le département des Landes pour les années 1978 et 1979. Combien de primes ont été attribuées; combien de dossiers ont été rejetés.

Réponse. — Dans les départements des Landes en 1978, soixante et un dossiers de demandes de primes à l'installation d'entreprises artisanales ont fait l'objet d'une décision d'attribution pour un montant de 656 000 francs et vingt-deux dossiers ont été rejetés. En 1979, quarante dossiers ont fait l'objet d'une décision d'attribution pour un montant de 580 000 francs et vingt-quatre dossiers ont été rejetés.

Commerce et artisanat (aides et prêts).

37523. — 3 novembre 1980. — M. Joseph-Henri Moujoüan du Gasset demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat s'il peut lui indiquer combien de primes d'installation artisanale ont été distribuées en 1979, région par région.

Réponse. — Nombre et montant des primes à l'installation attribuées en 1979 (par région) :

RÉGIONS	NOMBRE de primes.	MONTANT en milliers de francs.
Nord-Pas-de-Calais	127	1 620
Picardie	86	1 120
Ile-de-France	37	392
Centre	232	3 000
Haute-Normandie	65	820
Basse-Normandie	229	2 972
Bretagne	479	6 292
Pays de la Loire	402	5 196
Poitou-Charente	224	2 952
Limousin	192	3 844
Aquitaine	214	2 620
Midi-Pyrénées	270	4 327
Champagne-Ardennes	84	1 160
Lorraine	147	1 840
Alsace	85	1 180
Franche-Comté	108	1 448
Bourgogne	147	1 948
Auvergne	248	4 935
Rhône-Alpes	522	7 451
Languedoc-Roussillon	156	2 283
Provence-Côte d'Azur	150	1 868
Corse	34	458
Outre-Mer	20	268
Total	4 258	60 094

Commerce et artisanat (aides et prêts).

38076. — 10 novembre 1980. — M. Roland Huguet attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les conditions d'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. L'article 47 de cette loi prévoit certaines conditions privilégiées de crédit en faveur des commerçants : ainsi ont été mis en place des prêts du F.D.E.S., au taux actuel de 9,50 p. 100, qui sont destinés à financer une partie des investissements réalisés par des groupements de commerçants ou par des commerçants indépendants adhérant à une forme de commerce associé. Il lui demande, par année, combien de ces prêts ont été attribués depuis leur création et leur montant total.

Réponse. — Une dotation du fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) est, depuis 1970, mise à la disposition du ministère du commerce et de l'artisanat en vue d'accorder des prêts à taux réduits en faveur de certains investissements réalisés par des commerçants indépendants. Le tableau ci-après montre l'état de l'utilisation de ces crédits dont la mise en place constitue une intervention directe de l'Etat destinée à permettre aux petites et moyennes entreprises de participer à la modernisation de l'appareil commercial :

ANNÉES	DOTATION F. D. E. S. COMMERCE	MONTANT des crédits engagés.
1970	Solde antérieur..... 4 090 000 Dotation 1970..... 6 000 000	3 000 000
	Total	10 090 000
1971	Néant.	5 500 000
1972	10 000 000	7 271 700
1973	10 000 000	5 800 000
1974	15 000 000	9 050 000
1975	25 000 000	29 560 000
1976	15 000 000	13 340 000
1977	30 000 000	18 540 000
1978	20 000 000	25 370 000
1979	30 000 000	38 789 300
1980	15 000 000	37 470 000

Au 15 décembre 1980, l'ensemble des crédits disponibles (dotation 1980 et reliquat de crédits) aura été épuisé.

CULTURE ET COMMUNICATION

Audiovisuel (politique de l'audiovisuel).

29004. — 7 avril 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté s'étonne auprès de M. le ministre de la culture et de la communication de certaines ambiguïtés de la doctrine gouvernementale sur l'audiovisuel, telle qu'elle apparaît notamment dans la réponse, publiée le 10 mars 1980, à sa question écrite n° 22049 du 7 novembre 1979. Il lui demande en particulier : 1° quelle incidence précise aura, sur le rôle joué par son ministère dans la politique d'utilisation du satellite de diffusion directe, le transfert de la tutelle de T. D. F. au secrétariat d'Etat aux P. T. T. ; 2° comment il peut affirmer que la question de l'utilisation économique et culturelle du satellite est prématurée, alors qu'il est évident qu'un tel investissement industriel n'a d'intérêt que si la rentabilité postérieure de son fonctionnement est, sinon assurée, du moins probable, ce qui suppose que les grandes lignes de son schéma d'utilisation soient arrêtées dès maintenant ; 3° s'il estime que la notion de monopole public de l'audiovisuel se limite à la simple organisation du service public national de l'audiovisuel, alors que ce monopole a été institué pour préserver la qualité culturelle des programmes et le pluralisme de l'expression audiovisuelle, ce qui implique à tout le moins que l'Etat, sans exercer un contrôle ou une censure quelconque sur le contenu des programmes, ait les moyens d'en connaître la teneur et d'intervenir si les finalités sont manifestement méconnues.

Réponse. — La loi du 7 août 1974 attribue la tutelle de T. D. F. au Premier ministre qui peut soit l'exercer directement, soit la déléguer à un membre du Gouvernement. Les deux formules ont été tour à tour appliquées ces dernières années et, depuis avril 1978, c'était le ministre de la culture et de la communication qui exerçait la tutelle de T. D. F. Le transfert de la tutelle de T. D. F. au ministre responsable des postes et télécommunications de confier à un même département ministériel la coordination technique entre les télécommunications et la télédiffusion. Cet aménagement ne modifie en rien les compétences du ministère de la culture et de la communication relatives à l'utilisation du satellite pour les besoins de la communication ; 2° le schéma d'utilisation du satellite n'est pas encore arrêté. Le Gouvernement a décidé que les deux premiers canaux diffuseront TF 1 et A 2, ce qui permettra notamment de supprimer complètement les zones d'ombres qui affectent encore ces deux programmes. Il a chargé, en outre, le haut conseil de l'audiovisuel d'une étude sur l'utilisation du troisième canal du satellite, lequel ne pourra être véritablement opérationnel avant la fin de 1985. En tout état de cause, il faut attendre les résultats de l'expérimentation pré-opérationnelle avant de tirer des conclusions définitives sur ce système ; 3° aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1974, réaffirmés au préambule des cahiers des charges des sociétés nationales de programme, le service public de la radiodiffusion-télévision française est tenu de veiller à la diversité et à la qualité de ses programmes, ainsi qu'au pluralisme de l'expression des principales tendances de pensée et des courants de l'opinion. En conséquence, et conformément à l'article 14 de cette loi, le ministre de la culture et de la communication veille au respect par les sociétés des dispositions de leur cahier des charges et, d'une façon générale, de leurs obligations de service public. A ce titre, le service d'observation des programmes est chargé d'analyser les programmes des sociétés. Il procède aux observations permettant de vérifier l'exécution par les sociétés de leurs obligations dans le domaine des programmes. Il veille à l'application des principes et des règles déontologiques qui régissent le service public. Ainsi, en dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés de programme, où siègent d'ailleurs des représentants du Parlement.

Consommation (information et protection des consommateurs).

31285. — 26 mai 1980. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre de la culture et de la communication : 1° quels moyens à l'appui de sa politique sociale et économique l'Etat consacre à l'éducation du consommateur par l'intermédiaire de la presse et de la télévision ; 2° quelle est la durée des émissions consacrées par la télévision à la publicité ; quel en est le rapport financier ; quelle est la durée des émissions consacrées par la télévision à l'éducation du consommateur ; par quels organismes et quels moyens cette éducation est réalisée ; quel en est le coût financier et à la charge de qui ; 3° par quelles mesures il envisage : a) d'harmoniser le rapport de temps entre la publicité et l'éducation du consommateur ; b) d'allouer à l'éducation du consommateur les crédits nécessaires notamment par prélèvement sur les coûts de publicité ou augmentation réservée desdits coûts.

Réponse. — 1° L'article 42 du cahier des charges de TF 1 et d'A 2 fait obligation à ces sociétés de diffuser des émissions destinées à l'information et à la protection du consommateur. Une convention annuelle passée entre la société et l'Institut national de la consommation détermine les conditions techniques de production et de financement de cette émission. Dans le cas où celle-ci est réalisée par l'Institut national de la consommation, la convention doit prévoir que les frais exposés par la société pour la programmation et la diffusion de l'émission lui sont remboursés par l'Institut national de la consommation. Pour 1980, les nouvelles dispositions du cahier des charges des sociétés de télévision accordent à ces émissions une place considérablement accrue. En effet, la durée totale des émissions de l'Institut national de la consommation bénéficie d'un doublement : TF 1 et Antenne 2 programmeront chaque semaine dix minutes au lieu de six et FR 3 diffusera deux émissions de deux minutes à 20 h 30 pendant les jours de la semaine. Ces contraintes supplémentaires ont été imposées aux sociétés de télévision, de manière à marquer l'intérêt qui s'attache à ce que les consommateurs soient mieux informés. Le doublement du temps d'antenne de l'Institut national de la consommation n'est pas encore effectif compte tenu du délai nécessaire à la mise en place par l'Institut du supplément de moyens techniques et financiers indispensables, et à la conclusion de nouvelles conventions avec les sociétés de télévision. Il devrait néanmoins intervenir dès le début de l'année 1981 et les nouveaux horaires de passage seront, comme les anciens, programmés à une heure d'écoute favorable. Par ailleurs, les sociétés de télévision font de nombreux efforts dans le cadre de leurs programmes généraux. Indépendamment des éléments d'information susceptibles d'apparaître dans les journaux télévisés, TF 1 diffuse régulièrement des émissions orientées vers l'information des consommateurs : il s'agit d'un certain nombre d'émissions d'une durée de trois minutes tous les jours de la semaine, de certains numéros de « L'Enjeu » et du « Regard des femmes » dans l'après-midi. Antenne 2 propose, pour sa part, une émission quotidienne de quinze à vingt minutes : « C'est la vie », programmée à 18 h 30 — heure d'écoute satisfaisante — certains numéros de l'émission « Question de temps », un numéro par mois de l'émission « Aujourd'hui Madame », et une émission hebdomadaire supplémentaire. Enfin, FR 3, en liaison avec les unions régionales de consommateurs, a diffusé l'année dernière, à 19 h 40, 28 magazines régionaux d'une durée de treize minutes, consacrés à la consommation. En outre, 764 séquences d'une minute trente, soit environ 37 séquences par an et par bureau régional d'information en moyenne ont été diffusées en 1979, ce qui représente une durée hebdomadaire moyenne d'environ vingt minutes. L'article 43 du cahier des charges de FR 3 prévoit qu'une convention annuelle passée entre la société et le ministère de l'économie détermine les conditions de production et de financement de ces émissions, qui sont entièrement conçues par les associations régionales de consommateurs. La convention garantit que les frais exposés par la société pour la programmation et la diffusion de ces émissions et, le cas échéant, pour leur production, lui sont remboursés par le ministère de l'économie. Il ne s'agit là que de remboursement de frais, à l'exclusion de toute rémunération commerciale ; 2° s'agissant des émissions consacrées à la publicité de marques, le cahier des charges des sociétés de télévision TF 1 et A 2 prescrit à celles-ci de ne pas excéder, en moyenne annuelle, une diffusion de dix-huit minutes par jour et de vingt-quatre minutes pour une seule journée. Au demeurant, et conformément aux dispositions à l'article 22 de la loi du 7 août 1974, la proportion des recettes provenant de la publicité de marques ne peut dépasser globalement 25 p. 100 du total des ressources des organismes issus de l'O. R. T. F. ; 3° l'harmonisation du temps consacré à la publicité et à l'éducation du consommateur s'inscrit dans une politique globale des programmes, à laquelle veillent tout particulièrement les conseils d'administration de chacune des sociétés de télévision. Cela dit, il n'est pas souhaitable d'établir une comparaison horaire étroite entre ces deux types d'émissions, qui n'est envisagée ni par la loi du 7 août 1974, ni les cahiers des charges des sociétés de télévision. Au bilan, on observe d'une part, la progression sans précédent du temps réservé à l'information du consommateur, et d'autre part, le maintien du temps imparti aux messages publicitaires conformément aux dispositions du cahier des charges des sociétés de télévision TF 1 et A 2.

Radiodiffusion et télévision (programmes : Rhône-Alpes).

37868. — 10 novembre 1980. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur le faible écho donné jusqu'à présent par les sociétés de télévision aux cérémonies organisées dans le cadre des manifestations religieuses, spirituelles, intellectuelles suscitées cette année par le 1500^e anniversaire de saint Benoît et l'histoire jusqu'à nos jours de l'ordre des bénédictins. Il lui signale la journée bénédictine du 17 novembre à Lyon et lui demande quelle sera la contribution des émissions de la télévision nationale et notamment de FR 3 à la

retransmission en ce jour de cérémonies dans des abbayes bénédictines et des réunions, communication, rencontres, prières de cette journée lyonnaise de l'année Saint-Benoît. Tant de temps est consacré à la retransmission télévisée de manifestations peu stimulantes sur le plan intellectuel, artistique et spirituel que de nombreux téléspectateurs de la région Rhône-Alpes apprécieraient des émissions de qualité, comme FR3 est capable de les réussir, sur cette journée de ferveur religieuse et de recherche intellectuelle dans la métropole lyonnaise, siège du primat des Gaules et haut lieu de la chrétienté en terre de France.

Réponse. — Par la loi du 7 août 1974, le Parlement a conféré aux sociétés de télévision l'autonomie dans le domaine des programmes et le contenu des émissions relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration de ces sociétés où siègent des représentants du Parlement. Des indications communiquées par les sociétés nationales de programme, il ressort que celles-ci ont réservé une place importante à la commémoration du quinzième centenaire de la naissance de saint Benoît. T.F.1 a en effet célébré cet événement le 18 mars 1980, sous la forme d'un journal spécial d'Yves Mourousi, en direct d'En Calcat, dont le choix avait été suggéré par l'ordre des Bénédictins. Ainsi les moines bénédictins et leur prieur ont pu illustrer l'actualité de la règle de saint Benoît au cours de cette émission de grande qualité. Dans le cadre du « Jour du Seigneur » diffusé le 25 mai 1980, la messe solennelle de la Pentecôte a été célébrée dans l'église abbatiale de Saint-Benoît-sur-Loire et retransmise par l'Eurovision dans huit pays européens. Selon les informations communiquées par A. 2, cette société a diffusé le 20 mars 1980 un documentaire intitulé « Etre moine et avoir trente ans ». Cette émission a été tournée à l'abbaye bénédictine de Saint-Wandrille et a permis d'évoquer l'action historique des moines bénédictins ainsi que leur présence dans le monde d'aujourd'hui. A la suite de l'excellent accueil réservé à l'émission, une deuxième diffusion a eu lieu le 18 septembre 1980. Sur le plan régional, les stations F.R.3 n'ont pas manqué de rendre compte de ces cérémonies dans le cadre de leurs journaux télévisés. Des magazines d'une durée de treize minutes ont également été consacrés à cette célébration. A titre d'exemples, figurent les émissions suivantes : « Sur les traces de saint Benoît en Poitou-Charentes » (F.R.3 Poitiers) ; « Les moniales du Cap Corse » (F.R.3 Ajaccio) ; « L'Abbaye de Wisques » (F.R.3 Paris-Ile-de-France). Les stations de Nantes, Clermont-Ferrand et Montpellier doivent programmer des reportages et des magazines relatifs à ce sujet. France-Culture a inscrit à son programme, dans le cadre des « Chemins de la connaissance », le matin de 8 heures à 8 h 30, du 26 mai au 6 juin 1980, une série de dix émissions intitulées « Saint Benoît et ses enfants », avec la participation de religieuses et de religieux vivant selon la règle bénédictine dans différents monastères de France. Ces émissions comportaient des lectures prononcées par des moines et des extraits de cette règle illustrés par des chants grégoriens et liturgiques enregistrés dans divers monastères. Cette série a traité de l'actualité de saint Benoît, d'un point de vue à la fois historique et contemporain. A ce propos, deux chapitres de la série avaient pour titre : « Naissance de la culture occidentale » et « L'Informatique entre dans les couvents ». Un complément à cette série a été programmé le 7 juin, de 14 heures à 16 h 20, dans le cadre des « Samedis de France-Culture ».

Edition, imprimerie et presse (livres).

32286. — 17 novembre 1980. — M. Jean-Paul Fouché appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la vente des livres de langue française à l'étranger. Il demande si cette vente a évolué favorablement au cours de ces dernières années, et dans quelles proportions, selon les pays concernés et compte tenu des différents secteurs de l'édition.

Réponse. — Entre 1976 et 1979, la croissance des exportations de livres de langue française, mesurée à partir des statistiques douanières, est en valeur de 50,7 p. 100. Malgré les difficultés accrues du commerce international, elle est donc encore supérieure à la dérive des prix, laquelle, dans le cas du livre, se situe pour la même période aux alentours de 45 p. 100. Les pays dont les achats de livres français ont le plus augmenté entre 1976 et 1979 sont la Côte-d'Ivoire (+ 133 p. 100), les Pays-Bas (+ 89 p. 100), l'Algérie (+ 86 p. 100), le Japon (+ 73 p. 100), la Belgique (+ 62 p. 100), l'Argentine (+ 61 p. 100). Parmi les pays où l'augmentation des achats est aux alentours de la moyenne figurent l'Espagne (+ 50 p. 100), le Maroc (+ 49 p. 100), la République fédérale d'Allemagne (+ 49 p. 100), la Suisse (+ 48 p. 100) ; des progressions inférieures à l'inflation s'observent pour les Etats-Unis (+ 25 p. 100), le Canada (+ 19 p. 100), le Royaume-Uni (+ 18 p. 100), l'Italie (+ 15 p. 100). Pour le Brésil, il y a stagnation en valeur, et en Tunisie, les achats ont diminué de 11 p. 100. En ce qui concerne les exportations par catégories d'ouvrages pendant la même période, on observe les croissances suivantes :

+ 80 p. 100 pour le livre scolaire, + 62 p. 100 pour les dictionnaires et encyclopédies, + 55 p. 100 pour les livres scientifiques et techniques. On enregistre en revanche des progressions inférieures à la moyenne pour les sciences humaines (40 p. 100), la littérature générale (38 p. 100), les livres de jeunesse (28 p. 100).

DEFENSE

Justice (tribunaux militaires).

37016. — 27 octobre 1980. — M. Charles Pistruc appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur les difficultés rencontrées par les familles des soldats décédés à la suite de fautes lourdes et de négligence inadmissibles pour connaître les causes réelles de ces décès : c'est le cas en particulier pour celles des trois soldats du 2^e R.I.M.A. morts le 9 janvier 1980 après une « marche d'accoutumance ». Sans préjuger de la position qu'on peut avoir sur la légitimité du tribunal permanent des forces armées, le secret qui entoure le fonctionnement de cet organisme est inacceptable : les familles n'ont pas accès au dossier et n'apprennent, éventuellement par la presse ou par des témoignages particuliers, que des bribes de vérité. Il lui demande en conséquence s'il est dans ses intentions de rendre possible aux familles de se porter partie civile, leur permettant par là même de connaître tous les éléments du dossier et d'avoir des éléments nécessaires à la recherche de la vérité.

Réponse. — En complément des informations apportées devant l'Assemblée nationale au cours de la séance du 17 décembre 1980 en réponse à une question d'actualité (*Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale du 18 décembre 1980, page 4965), il est fait connaître à l'honorable parlementaire que les familles des victimes ont été informées sur les circonstances de l'accident par le général commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie ainsi que par les chefs de corps du régiment d'infanterie de marine du Pacifique et du 2^e régiment d'infanterie de marine à Auvours (Sarthe). Le ministre de la défense a en outre regu personnellement ces familles. Le tribunal permanent des forces armées de Rennes a jugé contradictoirement les prévenus au cours d'un procès public où tous les éléments du dossier ont été révélés.

Défense : ministère (personnel).

37818. — 10 novembre 1980. — M. René Benoît attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les tests proposés aux jeunes qui désirent s'engager dans la marine nationale. Ceux-ci rencontrent de sérieuses difficultés pour accomplir les épreuves qui leur sont demandées, notamment en ce qui concerne les tests de culture élémentaire et de culture supérieure. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre un certain nombre de décisions, en liaison avec le ministre de l'éducation, afin que les tests ainsi proposés aux jeunes engagés soient mieux en rapport avec le niveau d'études scolaires exigé pour pouvoir prétendre à un engagement.

Réponse. — Pour l'efficacité d'une flotte moderne dotée de moyens et équipements d'une technicité accrue, la marine nationale procède, lors du recrutement des candidats à un engagement, à une sélection au moyen d'épreuves permettant de déterminer à la fois le niveau de culture générale des intéressés, leur degré d'intelligence, et leurs aptitudes aux spécialités sollicitées. Les questions posées portent sur diverses matières : français, arithmétique, sciences, littérature, algèbre, trigonométrie, géométrie, électricité ; de difficulté croissante, elles couvrent l'ensemble de la scolarité s'étendant du niveau primaire jusqu'à la fin du secondaire (baccalauréat). Chaque année, le niveau ainsi retenu est en corrélation avec celui des jeunes gens qui se présentent. Actuellement, la qualité excellente de l'ensemble des candidats ne peut, bien entendu, qu'entraîner une élévation du seuil d'admission.

Anciens combattants et victimes de guerre (Afrique du Nord).

38072. — 10 novembre 1980. — M. Charles Hernu demande à M. le ministre de la défense de bien vouloir lui préciser les raisons pour lesquelles la compagnie d'installation des bases 11/361 n'a pas été classée unité opérationnelle alors qu'il semblerait que, compte tenu des missions qu'elle a eu à effectuer en Afrique française du Nord, elle devrait être considérée comme telle. Cet état de fait rend impossible la délivrance de la carte du combattant à ceux qui ont participé aux missions de cette unité.

Réponse. — L'examen attentif des archives de la compagnie d'installation des bases 11/361 créée le 1^{er} août 1957 pour apporter son concours aux sociétés et entreprises de travaux publics en Algérie, n'a pas permis de mettre en évidence des actions de feu et de combat dans lesquelles elle aurait été impliquée et de la reconnaître unité combattante conformément aux dispositions de la loi du 9 décembre 1974 et des textes pris pour son application.

Défense : ministère (budget).

38179. — 17 novembre 1980. — M. Yves Lancien expose à M. le ministre de la défense que, depuis la substitution d'un objectif financier, la référence au P. I. Bm (qui n'est utilisée par aucune autre nation), à un autre, la référence au budget de l'Etat, il devient extrêmement malaisé de comparer sur des bases sérieuses l'effort de défense de la France avec celui d'autres pays. Il en résulte une avalanche de chiffres contradictoires avancés par les uns ou par les autres. Tout se complique encore du fait que l'on ne retient pas la même référence budgétaire suivant que l'on évalue le pourcentage de ce budget par rapport au P. I. B. ou par rapport au P. I. Bm. Dans le premier cas, en effet, on a pris pour habitude de calculer à partir de budget de la défense pensions incluses, ce qui donne respectivement, pour 1979, 3,82 p. 100 sur la base de 92 240 millions de francs, pour 1980, 3,90 p. 100 sur la base de 105 405 millions de francs, et pour 1981, 3,96 p. 100 sur la base de 123 210 millions de francs. Cependant que dans le second cas on calcule généralement à partir du budget hors pensions; ce qui donne respectivement pour 1979, 3,66 p. 100 sur la base de 77 111 millions de francs, pour 1980, 3,76 p. 100 sur la base de 88 802 millions de francs et pour 1981, 3,85 p. 100 sur la base de 104 443 millions de francs. Ainsi, et assez paradoxalement, le pourcentage apparaît plus important quand il s'agit du P. I. B. (qui sert précisément aux comparaisons avec l'étranger), et bien qu'il soit d'environ 14 à 15 p. 100 supérieur au P. I. Bm, que pour ce dernier. Afin de bien clarifier les choses, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° si les structures budgétaires prises en compte pour la comparaison de notre effort de défense avec celui de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et la République fédérale d'Allemagne sont bien analogues. En d'autres

termes, si le montant des pensions, soit 18 727 millions de francs, et celui des crédits de la gendarmerie, soit 9 500 millions de francs — arme dont la part militaire de son activité ne représente que 10 p. 100 — ont bien leur équivalent dans les budgets des pays considérés; 2° ce que deviendrait par ailleurs, la part respective (montant et pourcentage) des budget terre, air, mer, gendarmerie et section commune, si l'on transférait de cette dernière à son arme de rattachement les dotations consacrées aux pensions, aux personnels civils et aux provisions pour hausse des prix.

Réponse. — Les comparaisons internationales relatives à l'évolution des parts respectives des budgets militaires des nations évoquées par l'honorable parlementaire dans leur produit intérieur brut, sont effectuées sur la base de données statistiques établies à partir de critères de définition homogènes qu'applique chacun de ces pays. Ainsi, dans la mesure où les forces de sécurité — telle la gendarmerie — reçoivent un entraînement militaire tactique, sont équipées en tant que forces militaires et, en cas de guerre, sont prévues pour prendre part au combat sous le commandement de l'autorité militaire, les dépenses qui leur sont afférentes sont prises en compte. De même, les retraites du personnel militaire de carrière et des fonctionnaires civils des ministères de la défense sont comprises dans les dépenses de défense si elles sont payées directement par le Gouvernement, les contributions du Gouvernement au fonds de retraite étant incluses, les paiements au titre des retraites effectués sur un fonds de retraite constitué au moyen des contributions individuelles étant exclus. Pour ce qui concerne la part respective des différentes sections après transfert des dotations consacrées aux pensions, aux personnels civils et aux provisions pour hausse des prix, le tableau ci-après indique la part des différentes sections dans le produit intérieur brut marchand et dans le budget de la défense de 1981 :

STRUCTURE PROGRAMMATION	SECTION commune.	AIR	TERRE	MARINE	GENDARMERIE	TOTAL
1. — Crédits initiaux	20 893,4	22 809,5	31 797,7	19 178,1	9 764,6	104 443,3
Pourcentage P. I. B. m	0,77 %	0,84 %	1,17 %	0,71 %	0,36 %	3,85 %
Pourcentage Budget défense	20 %	21,80 %	30,40 %	18,40 %	9,40 %	100 %
2. — Après ventilation des pensions	24 133	25 073	39 885	21 281	12 838	123 210
Pourcentage P. I. B. m	0,9 %	0,9 %	1,5 %	0,8 %	0,5 %	4,6 %
Pourcentage Budget défense	19,6 %	20,3 %	32,4 %	17,3 %	10,4 %	100 %

NOTA. — Les crédits sont exprimés en « structure-programmation » c'est-à-dire après reventilation des crédits afférents aux personnels civils et aux provisions pour hausses de rémunérations de la section commune vers les autres sections. Dans la même structure, après ventilation des crédits afférents aux charges de pensions, le caractère purement indicatif de cette répartition doit être souligné puisqu'il n'a été possible que de ventiler, à partir de la constitution de clés, les pensions militaires, les charges relatives aux pensions des personnels civils et au fonds spécial des ouvriers de l'Etat restant imputées à la section commune.

Décorations (Croix du combattant volontaire).

38297. — 17 novembre 1980. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de la défense que le décret n° 78-1160 du 13 décembre 1978 fixant les contingents de croix de la Légion d'honneur pour la période du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1981 règle les conditions d'attribution de cette décoration. Il lui demande s'il est exact que la croix du combattant volontaire n'est plus considérée comme « titre de guerre » ainsi qu'elle l'était dans le décret n° 59-1195 du 21 octobre 1959. Et dans l'affirmative, il lui demande les motifs de ce changement.

Réponse. — Le décret n° 78-1160 du 13 décembre 1978 fixant les contingents de croix de la Légion d'honneur pour la période du 1^{er} janvier 1979 au 31 décembre 1981 a en fait reconduit, en ce qui concerne les conditions d'attribution, les dispositions précédemment fixées par le décret n° 75-990 du 24 octobre 1975. Il a prévu en faveur des anciens combattants, pour ladite période, un contingent de 1 500 croix de chevalier de la Légion d'honneur. Ce contingent étant d'ores et déjà utilisé en totalité, il vient d'être attribué 1 000 croix supplémentaires par décret n° 80-1003 du 12 décembre 1980. Ces mesures attestent l'intérêt que porte le Gouvernement à cette catégorie particulièrement méritante de combattants. Parmi eux, ceux qui ont fait acte de volontariat font l'objet d'une attention particulière, la Croix du combattant volontaire constituant un des critères dont le ministre de la défense s'inspire pour orienter le choix de ses propositions.

EDUCATION

Enseignement (programmes).

39053. — 1^{er} décembre 1980. — M. Gérard Chasseguet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation alarmante de l'enseignement de la langue russe en France. Alors que trois millions de Soviétiques apprennent le français, trente mille Français à peine, dont les quatre cinquièmes sont des scolaires, apprennent la langue russe. Il existe pourtant six cents professeurs de russe dans notre pays. Cette situation ne manquera pas d'avoir dans les années à venir, des effets néfastes sur le développement de nos relations commerciales et culturelles avec l'U. R. S. S. Aussi, il lui demande de lui faire connaître s'il entend prendre des mesures pour combattre cette désaffection des élèves français à l'égard de la langue russe.

Réponse. — Le simple rapprochement des statistiques d'enseignement des langues en U. R. S. S. et en France, bien qu'il paraîsse en lui-même éloquent, ne suffit pas à fonder un diagnostic pessimiste sur la situation de l'enseignement du russe en France. Sans même invoquer la différence d'échelle entre les deux pays ni des comparaisons avec d'autres pays européens voisins, l'évolution récente de cet enseignement ne devrait pas inspirer de sérieux motifs d'inquiétude. D'implantation relativement récente dans l'enseignement secondaire français, le russe n'a cessé, depuis une quinzaine d'années, de se développer de façon régulière jusqu'à toucher, en 1979-1980, quelque 28 000 élèves. Il est particulièrement intéressant de souligner les progrès sensibles enregistrés par le russe première langue depuis

dix ans : 1 191 élèves en 1969, 3 984 en 1974, 6 400 en 1979. Dans le cadre du système libéral de choix par les familles et les élèves des langues étudiées dans les collèges et lycées, le ministère de l'éducation s'est efforcé, pour le russe comme pour les autres langues, d'éclairer ce choix. C'est ainsi que l'O. N. I. S. E. P. précise dans une brochure d'information, à l'intention des familles et des élèves, l'intérêt économique et culturel de la langue russe. D'autre part, afin d'associer l'étude de la langue étrangère à des formations spécialisées, des enseignants de russe sont désormais organisés dans les sections de technicien supérieur de quelques établissements d'enseignement technique. Si l'on considère qu'à la rentrée 1980, plus de 700 collèges proposent un enseignement de la langue russe, on doit admettre que l'offre de cette langue n'est pas sans rapport avec le développement de nos relations économiques et culturelles avec l'U. R. S. S. Quant à la demande des familles et des élèves, elle dépend assez largement de motivations qui ne sont pas uniquement de nature scolaire. A cet égard, une amélioration des possibilités d'échanges de personnes avec l'U. R. S. S., dans le cadre des protocoles biennaux entre les deux pays, ne pourrait que favoriser l'intérêt des parents et des jeunes pour l'étude de la langue russe.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Crédit immobilier (handicapés).

2261. — 31 mai 1978. — M. Louis Malsonnat attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les difficultés pouvant aller jusqu'à l'impossibilité des travailleurs handicapés lorsqu'ils veulent accéder à la propriété. En effet, bien souvent les établissements de crédit immobilier n'acceptent de prêter l'argent nécessaire que dans la mesure où l'emprunteur est entièrement assuré, tant pour le décès que pour l'incapacité de travail (assurance D.I.T.). Or, la plupart du temps, les compagnies d'assurances excluent de la couverture qu'elles accordent en matière d'incapacité de travail les affections à l'origine de l'invalidité de l'emprunteur. Dans ces conditions, ces personnes ne peuvent obtenir les prêts nécessaires. Il s'agit là d'une discrimination supplémentaire tout à fait injuste à l'égard de gens déjà très touchés par l'adversité. Aussi, il lui demande s'il ne compte pas donner aux établissements financiers dont il a la tutelle les instructions nécessaires pour que cette situation cesse et que ces personnes puissent obtenir les prêts immobiliers nécessaires à l'achat de leur logement.

Réponse. — Le problème soulevé dans la présente question trouve des solutions différentes selon les circonstances qui varient en fonction du type de prêt, de l'établissement prêteur ou la nature du handicap. C'est ainsi que les prêts à l'accession aidés par l'Etat peuvent être accordés par le Crédit foncier de France dès que les conditions réglementaires (situation familiale, ressources) sont respectées. Le handicap du bénéficiaire ne peut donc faire obstacle à l'octroi du prêt et, si une assurance décès-incapacité de travail était refusée, le bénéficiaire du prêt pourrait fournir une autre garantie (caution solidaire par exemple). Par ailleurs, lorsque la souscription d'une assurance est exigée par l'établissement prêteur, cette assurance peut être souscrite par le conjoint de l'intéressé ou par un tiers s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt. Enfin, des assouplissements importants ont été apportés en faveur des personnes handicapées par la caisse nationale de prévoyance dans le cadre du régime de l'assurance collective auquel adhèrent généralement les organismes H.L.M. C'est ainsi que les candidats frappés d'un handicap accidentel stabilisé ou atteints d'une déficience congénitale non évolutive et qui exercent une activité professionnelle régulière ne peuvent être exclus de ces garanties du fait de leur handicap. Même dans le cas où le handicap est insuffisamment stabilisé, des solutions peuvent être généralement trouvées, la caisse nationale de prévoyance étudiant cas par cas chaque dossier.

Habitations à loyer modéré (gardiens d'immeubles).

6313. — 23 septembre 1978. — M. Christian Pierret appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le préjudice que subissent les gardiens d'immeubles des organismes publics d'H.L.M., du fait de la brusque recrudescence du nombre de faux billets en circulation. Ces gardiens d'immeubles sont en effet chargés, sous leur responsabilité personnelle et financière, de l'encaissement des loyers des immeubles placés sous leur surveillance. De ce fait, ces travailleurs sont particulièrement exposés au risque de fausse monnaie, dont ils supportent les conséquences sur leur propre rémunération. On ne saurait considérer comme acceptable l'argument avancé par le ministère de l'économie selon lequel ce risque serait couvert par la déduction forfaitaire de 10 p. 100 sur le revenu imposable accordée aux salariés dans la

mesure où cette perte n'est pas assimilable aux frais professionnels. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette injustice.

Réponse. — Si les gardiens d'immeubles des offices d'H.L.M. — alors qu'ils sont chargés de l'encaissement des loyers — ont également la fonction de régisseur, avec obligation de fournir un cautionnement et bénéficie d'une indemnité, une certaine responsabilité peut leur être reconnue. En dehors de cette seule éventualité, l'encaissement des loyers est effectué sous la responsabilité du receveur, par application de l'article 27 du décret 51-297 du 3 mars 1951 (codifié dans l'article R. 423-58 du code de la construction et de l'habitation). En tout état de cause, quelle que soit la qualité en laquelle le gardien exécute sa mission, on ne saurait « pénaliser » ce dernier au motif de la découverte de faux billets de banque : en effet, toute mesure prise à son égard ne pourrait être fondée que si des instructions précises lui avaient donné la possibilité effective, à l'occasion des opérations d'encaissement, de détecter les faux billets. Si le gardien n'a reçu aucune indication en ce sens, et que, de surcroît, il a fait preuve de vigilance dans l'exercice de ses attributions, une mesure prise à son détriment n'apparaîtrait pas justifiée.

Allocations de logement (aide personnalisée au logement et allocation de logement).

8730. — 17 novembre 1978. — M. Irénée Bourgois demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de lui préciser les raisons qui entraînent une distorsion importante entre le taux des prestations d'allocation logement et celui des pensions et salaires. Il constate en particulier que chaque année au moment de la révision du calcul de l'allocation logement, de nombreux ménages perdent tout ou partie de cette prestation, sans qu'il y ait eu modification dans la composition du foyer et alors que leurs revenus sont restés stables au sens de l'indice du coût de la vie. Cette situation se trouvera par ailleurs aggravée à partir de 1978 avec l'institution de la réforme de l'aide au logement. En effet, les simulations effectuées par les organismes H.L.M. (O.P.A.C. Offices, S.A.) constatent sans aucune exception une situation de charges de logement des familles dégradée par rapport à l'ancien système à échéance de cinq ans maximum, surtout si l'on considère les tarifs de constructions donc de loyers autorisés par la réforme. Par exemple, les simulations portant sur les familles actuellement logées dans le cadre H.L.M. et A.L. font état d'une charge logement résiduelle immédiate supérieure de 30 p. 100 à 100 p. 100 pour 40 p. 100 des ménages, à cinq ans, c'est la totalité des familles qui seraient en situation défavorable. En conséquence, il lui demande de lui indiquer quelles mesures il entend prendre avant la prochaine révision tant de l'allocation logement que de l'aide personnalisée au logement pour assurer aux familles à la fois le logement décent auxquelles elles peuvent prétendre et la garantie d'aides qui ne mettent pas en péril les ressources des ménages concernés.

Deuxième réponse. — Une première réponse à la question n° 8730 (17 novembre 1978) de l'honorable parlementaire a été publiée au *Journal officiel* du 10 mars 1979. Depuis lors, les barèmes de l'allocation logement et de l'A.P.L. ont été réactualisés aux 1^{er} juillet 1979 et 1980 pour tenir compte de l'évolution des grandeurs économiques qui peuvent affecter tant les revenus que le niveau des loyers et des mensualités d'emprunts ; le Gouvernement assure ainsi, conformément à la volonté du législateur, le maintien de l'efficacité sociale de ces aides. Il est notamment rappelé que la réactualisation intervenue en juillet 1980 a comporté, pour les deux aides à la personne, une très notable réévaluation des forfaits-charges.

Habitations à loyer modéré (construction).

10189. — 15 décembre 1978. — M. Paul Balmigère expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie un aspect particulièrement inquiétant de la grave crise du bâtiment en Languedoc-Roussillon en 1977 et 1978. En effet, d'après un rapport de la Banque de France, avril 1978, le fléchissement le plus net concerne le secteur aidé et, en particulier, les H.L.M. locatives pour lesquelles les mises en chantier ont diminué dans la région de 45 p. 100 par rapport à 1976. Les offices publics H.L.M. rencontrent des difficultés particulières tenant à l'insuffisance des « prix plafonds », aux conséquences de la réforme du financement du logement, à la solvabilité insuffisante des locataires. Il lui demande de bien vouloir établir un récapitulatif des projets entrepris pour les années 1975, 1976, 1977 et 1978 en Languedoc-Roussillon et de lui indiquer les dispositions prises pour contrebalancer les difficultés évoquées ci-dessus.

Réponse. — L'activité de la construction se maintient à un très bon niveau dans la région Languedoc-Roussillon, comme en témoignent les données suivantes, relatives aux mises en chantier : moyenne 1970-1978 : 25 000 logements par an ; moyenne 1979 :

26 775 ; 8 mois 1980, 8 mois 1979 : plus 31 p. 100. S'agissant plus particulièrement de la construction locative aidée, la mise en place des nouveaux financements créés par la réforme introduite en 1978 s'est effectuée sans difficulté dans la région : en 1979, 1 590 logements ont été ainsi financés, à comparer à 1 776 logements locatifs mis en chantier en 1978 avec les anciens financements. Le nouveau régime permet une amélioration très significative de la qualité de ces constructions, de l'ordre de 15 p. 100 en moyenne. Le mécanisme des prix plafond, en particulier, a été supprimé.

Habitations à loyer modéré (construction).

10320. — 19 décembre 1978. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation préoccupante du secteur du logement social locatif, notamment en raison de la diminution des crédits qui lui sont affectés dans le cadre du projet de loi de finances pour 1979. D'autre part, l'application de la réforme de l'aide au logement paraît devoir rendre encore plus difficile l'utilisation des crédits, tant pour la construction neuve, où les taux de loyers qui résulteront des conditions de financement apparaîtront comme trop élevés à de nombreuses familles, en raison de l'insuffisance de la pleine efficacité de l'aide personnalisée au logement, que dans le patrimoine ancien, où les crédits pour la réhabilitation risquent de rester inemployés si la question du « conventionnement » ne trouve pas de solution satisfaisante, malgré les promesses ministérielles. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas indispensable que soient réexaminés le problème de la généralisation de la réforme au 1^{er} janvier 1979 et celui de la subordination au conventionnement des prêts pour la réhabilitation du patrimoine ancien. Par ailleurs, la fédération des offices publics d'H. L. M. estime nécessaire la prise en considération des points suivants : donner à la caisse des prêts aux H. L. M. les moyens de fonctionner normalement, de façon à éviter tout retard dans la passation et la signature des contrats de prêt ; permettre la prise en charge, par cette caisse, des intérêts moratoires, qui ne peuvent être supportés par les offices et, par voie de conséquence, par les usagers, alors que la responsabilité de cette situation leur échappe ; donner de réelles possibilités pour l'achat des terrains en considérant qu'il n'est pas possible de se retourner vers les collectivités locales, dont la situation financière, pour la plupart d'entre elles, est difficile. A cet égard, il paraît utile, pour l'utilisation des fonds provenant du 1 p. 100 patronal, de faire sauter le butoir des 20 p. 100 pour les acquisitions foncières ; réaffirmer le rôle essentiel des offices publics dont l'objectif social ne trouve aucune autre base de remplacement parmi les organismes constructeurs existants, et, partant, prendre en compte la situation et le rôle de leurs personnels, en améliorant leurs statuts et leurs rémunérations. Il lui demande de lui faire connaître la suite susceptible d'être apportée au règlement des différents problèmes ci-dessus exprimés.

Réponse. — En 1980, et pour le projet du budget en 1981, le volume de la construction locative sociale a été établi à un niveau supérieur de 10 p. 100 au niveau retenu pour 1979 ; parallèlement les crédits ont été fortement revalorisés pour tenir compte de l'évolution des coûts et de la qualité des logements construits. S'agissant de la procédure de conventionnement, qui permet l'introduction de l'aide personnalisée au logement au profit des familles locataires, elle concernait 144 000 logements au 30 juin 1980, dont 49 000 logements financés avec les anciennes aides. Un programme particulier est à l'étude pour intensifier le rythme des travaux d'économie d'énergie dans le parc ancien, dans le cadre de ce nouveau régime. S'agissant des diverses mesures évoquées concernant le fonctionnement des organismes H. L. M., la plupart ont fait l'objet de décisions au cours de la période récente, qu'il s'agisse de l'amélioration du fonctionnement de la caisse de prêts aux organismes, des modalités de financement des surcharges foncières pour l'implantation de logements locatifs dans les zones urbaines, et des conditions d'intervention des organismes collecteurs de la contribution patronale pour le logement. Enfin plusieurs mesures complémentaires sont sur le point d'être prises pour faciliter la gestion et la mise à niveau des offices H. L. M., notamment pour ce qui concerne la situation des personnels, conformément aux vœux des organisations intéressées.

Logement (expulsions et saisies).

11026. — 13 janvier 1979. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences sociales dramatiques des licenciements massifs annoncés par le groupe Usinor-Denain. En particulier, les travailleurs frappés de chômage seront dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs loyers ainsi que des charges supérieures à 50 p. 100 de ces derniers. Les fermetures d'usines s'accompagnent également d'une perte de recettes aux communes qui seront dans l'obligation de restituer les aides sociales. La constitution d'une commission d'enquête parle-

mentaire chargée d'étudier les moyens de maintenir et de développer les emplois dans la région Nord s'impose de toute urgence. Dans l'immédiat, il est intolérable que des saisies ou des expulsions puissent menacer ceux déjà atteints par le chômage. En conséquence, il lui demande quelles mesures seront enfin prises d'interdire toutes saisies ou expulsions à l'égard de locataires victimes du chômage.

Réponse. — Le Gouvernement est très attentif aux difficultés de certaines familles pour faire face à leurs dépenses de logement. Il est notamment rappelé que les aides à la personne (allocation logement et A. P. L.) sont automatiquement ajustées lorsque survient un événement tel le chômage affectant la situation de revenus des familles. Par ailleurs, un certain nombre de dispositions sont prises au niveau local, dans le cadre de la circulaire n° 78-50 du 6 mars 1978, pour favoriser le règlement amiable des litiges par la mise en place d'instances de conciliation soit au niveau des grands organismes de logements locatifs sociaux, soit au niveau des services préfectoraux ou sous-préfectoraux ou d'association de la loi de 1901 créée à l'échelon d'une agglomération ou d'un département. De même, diverses aides financières peuvent être octroyées par un certain nombre d'organismes tels que les caisses d'allocations familiales, les caisses d'épargne, l'Assedic et les B. A. S. (bureaux d'aide sociale) afin d'éviter que les difficultés financières ne conduisent à la mise en œuvre de procédures d'exécution forcée. Le ministre de l'environnement et du cadre de vie a décidé d'accorder son concours financier aux collectivités et aux organismes mettant en place des structures de prévention des difficultés et d'aides aux familles, dans le cadre de conventions qui pourront être notamment passées avec les C. A. F. (caisses d'allocations familiales) ou les communes. Enfin, il est rappelé que la loi accorde aux locataires de nombreuses protections : conciliation possible devant le juge ; délais de paiement, suspendant automatiquement les poursuites, qui peuvent être accordés par le juge en considération de la situation économique du débiteur (art. 1244 du code civil) ; délais d'exécution d'une ordonnance d'expulsion qui peuvent être accordés par le juge des référés « chaque fois que le logement des intéressés ne pourra avoir lieu dans des conditions normales » (art. 1^{er} de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951). Les délais de paiement et les délais d'exécution sont consentis à la demande du locataire et l'aide judiciaire peut être accordée, sans délai à titre provisoire par le président de la juridiction concernée.

Bâtiments-travaux publics (activité et emploi).

13997. — 24 mars 1979. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le ralentissement de la construction des logements sociaux et sur la crise économique et de l'emploi qui frappe, de ce fait, l'industrie du bâtiment. Alors que la demande en logements sociaux locatifs reste importante, les crédits nécessaires à leur réalisation sont l'objet de blocages divers, et les faillites d'entreprises de B. T. P. se multiplient. De même, dans le domaine de l'accession à la propriété, les contingents administratifs d'octroi de crédits sont trop faibles par rapport à une demande pourtant minimisée par des conditions financières qui en excluent les plus défavorisés.

Réponse. — Toutes les analyses menées depuis la mise en œuvre de la réforme des aides au logement en 1978 confirment ses effets positifs tant dans le domaine de la construction locative que de l'accession à la propriété ; la construction locative sociale a bénéficié d'importants progrès de qualité et son financement n'a rencontré aucun blocage d'ordre budgétaire ; l'accession à la propriété a atteint en 1979 un niveau record et a intéressé environ 435 000 familles, contre 330 000 par an dans les années antérieures à la réforme. Au total, si la demande s'est pour une certaine part déplacée de la construction neuve à la réhabilitation des logements anciens, l'activité globale déterminée par l'investissement dans le domaine de l'habitat est restée stable ces dernières années en France.

Construction (construction d'habitations).

14105. — 24 mars 1979. — M. Lucien Dutard expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie l'inquiétude des associations familiales devant le ralentissement brutal de la construction et plus particulièrement des logements du secteur social. Dans le département de la Dordogne s'y ajoute une crise du bâtiment particulièrement sérieuse. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour relancer la construction.

Réponse. — Pour les années récentes, et selon les données disponibles, on observe que l'activité dans le domaine du logement, en volume, a diminué de 1 p. 100 de 1977 à 1979 pour la construction neuve, et a augmenté de plus de 8 p. 100 pour les travaux de gros entretien, de telle sorte que l'investissement global dans ce secteur a crû de 2,7 p. 100 durant la période considérée. Ainsi, si l'évo-

lution de la demande a occasionné un profond changement dans la nature des constructions et des travaux réalisés, l'activité globale a été maintenue dans le domaine de l'habitat en France, contrairement aux évolutions constatées dans de nombreux pays. Ce résultat est dû, tout particulièrement, au succès de la réforme des aides au logement adoptée à la fin de 1977 et à l'importance de l'aide globale de l'Etat en faveur du secteur, qui n'a cessé de s'accroître, en francs constants durant la période récente.

Habitations à loyer modéré (sociétés coopératives d'H.L.M.).

16891. — 2 juin 1979. — M. Alain Chenard appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le rejet, par le Conseil d'Etat, de deux textes réglementaires donnant aux sociétés coopératives de production d'H.L.M. la possibilité, d'une part, d'intervenir dans des opérations situées dans des lotissements créés à leur initiative et, d'autre part, d'exercer leur activité dans le domaine de la restauration immobilière. Le Conseil d'Etat a jugé, en effet, que ces mesures relevaient du domaine législatif. Il lui demande donc s'il compte soumettre au Parlement et dans quel délai, un projet de loi étendant les compétences des coopératives d'H.L.M. et leur permettant ainsi, par un assouplissement de leur régime juridique et administratif, de poursuivre leur développement et de remplir pleinement leur rôle éminent dans le domaine du logement social.

Réponse. — Lors de l'examen par le Conseil d'Etat du projet de décret relatif aux organismes d'H.L.M. et modifiant le code de la construction et de l'habitation, qui devait aboutir au décret n° 79-197 du 7 mars 1979, la Haute Assemblée a estimé incompatibles avec les dispositions de l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation la plupart des modifications proposées concernant les coopératives de production d'H.L.M. et notamment celle qui prévoyait la possibilité d'intervenir librement dans les opérations de lotissement ou de copropriété réalisées à leur initiative. En ce qui concerne la possibilité de réaliser des opérations de restauration, amélioration ou agrandissement d'immeubles à usage d'habitation, le bénéfice en fut limité pour les mêmes motifs aux membres des dites coopératives accédant à la propriété. C'est pourquoi il a paru indispensable de compléter l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation pour élargir les possibilités d'intervention des coopératives de production d'H.L.M. notamment dans le domaine des lotissements et dans celui de l'habitat ancien. Un projet de loi avait été préparé en ce sens, mais la procédure correspondante a été interrompue, des dispositions analogues ayant été reprises dans un amendement voté par l'Assemblée nationale, à la proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction de maisons individuelles et portant diverses dispositions concernant le droit de la construction (proposition présentée par M. Daillet). Cette proposition de loi a été transmise au Sénat.

Eau et assainissement (épuration).

35833. — 29 septembre 1980. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le contenu d'un article de presse où il est fait état d'une nouvelle technique d'auto-épuration biologique des eaux polluées. Selon cet article, en effet, des expériences concluantes ont été réalisées à Armentières où une eau polluée aurait été rendue propre en un mois selon les normes de la direction de la santé. En Normandie, une expérience semblable aurait permis la dépollution de l'eau d'un nouveau quartier et de l'eau utilisée par un abattoir industriel de volailles. Ce nouveau procédé apparaît comme particulièrement séduisant dans la mesure où il est efficace pour toutes les pollutions d'ordre organique (qui représentent 75 p. 100 de la pollution de nos rivières) et ne nécessite comme infrastructure que des bassins d'auto-épuration très peu onéreux et une surveillance légère. En conséquence, il lui demande toutes précisions utiles afin de connaître le stade actuel de développement de cette nouvelle technique ainsi que les mesures envisagées ou actuellement à l'étude pour la mise en œuvre de ce procédé d'épuration.

Réponse. — La technique d'auto-épuration d'eaux de surface, appliquée à des eaux de rivières qui sont retenues dans des bassins de stockage, fait appel à des phénomènes analogues à ceux mis en œuvre dans l'épuration des eaux usées par lagunage naturel. Ce stockage, outre la réduction de la charge polluante des eaux qu'il entraîne au bénéfice de la rivière, permet aussi de livrer aux installations de potabilisation une eau peu chargée et de caractéristiques physico-chimiques régulières qui en facilitent le traitement. Il ne peut être à lui seul considéré comme un traitement de potabilisation suffisant. L'expérience menée actuellement sur ce principe à Armentières devrait permettre dans l'avenir d'alimenter, après traitement, une partie de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing. D'autres études sont en cours et apporteront des informations complémentaires sur cette technique.

Urbanisme (certificats de conformité).

36384. — 13 octobre 1980. — M. Roland Hugué attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les délais de délivrance des certificats de conformité. Les constructeurs ont besoin de cette pièce pour apurer leurs comptes auprès des organismes prêteurs. Très souvent la durée séparant la déclaration d'achèvement de travaux de la délivrance du certificat de conformité est nettement supérieure à la durée d'instruction du permis de construire lui-même. Il lui demande s'il envisage de réglementer cette durée pour que satisfaction soit donnée aux intéressés dans des délais raisonnables, voisins de ceux d'instruction d'un permis de construire.

Réponse. — Il y aurait intérêt à connaître les cas particuliers qui sont à l'origine de la question posée pour rechercher et examiner les motifs qui auraient amené le directeur départemental de l'équipement à différer, à leur sujet, la délivrance du certificat de conformité. Aux termes des dispositions de l'article R. 460-4 du code de l'urbanisme, celle-ci doit intervenir dans les trois mois qui suivent la réception à la direction départementale de l'équipement de la déclaration d'achèvement des travaux. Selon les statistiques dont disposent les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie, pour plus de 300 000 certificats de conformité délivrés ces dernières années, 21 000 environ, soit 7 p. 100, ont vu leur délivrance différée et les décisions de refus ont été de 4 500 environ, soit 1,5 p. 100. Il doit être observé, par ailleurs, que c'est seulement dans les cas exceptionnels où des difficultés se seraient présentées en cours de travaux, que les organismes prêteurs demandent la production du certificat de conformité. Depuis de nombreuses années déjà le Crédit foncier de France et le Comptoir des entrepreneurs exigent seulement, d'une façon générale, la production du récépissé de la déclaration d'achèvement des travaux.

Baux (baux d'habitation).

37043. — 27 octobre 1980. — M. Jean Prérôl attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'effet peu dissuasif du surloyer résultant du fait que les indemnités d'occupation prévues par le décret du 24 décembre 1969 (circulaires ministérielles du 22 janvier 1970 et 23 septembre 1971) n'ont pas été réévaluées depuis cette date. Il en résulte que le but recherché n'est plus du tout atteint et de plus occasionne un surcroît de travail au regard des résultats obtenus.

Réponse. — Une modification des conditions d'application du surloyer, destinée à en augmenter l'efficacité et à en faciliter l'usage, est actuellement à l'étude.

Eau et assainissement (politique de l'eau).

37294. — 27 octobre 1980. — M. Claude Dhinnin demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de lui préciser l'état actuel de mise en œuvre de la réforme annoncée dans le « programme pour un meilleur service à l'usager » (avril 1980) tendant à la « refonte des textes régissant la police des eaux : l'objectif est d'harmoniser les procédures avec celles qui concernent les autorisations d'installations classées ou les déclarations d'utilité publique, de fusionner les dossiers de demande d'autorisation, les enquêtes et les actes d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique et de désigner un interlocuteur unique de l'usager (décret prochainement soumis au Conseil d'Etat).

Réponse. — Dans le cadre de la simplification des procédures décidée par le Premier ministre, des projets de textes relatifs à l'autorisation et à la surveillance des entreprises hydrauliques et à la réglementation des rejets susceptibles d'altérer la qualité des eaux ont été élaborés. Ces nouveaux textes abrogeant les décrets du 1^{er} août 1905 et n° 73-218 du 23 février 1973 ont été préparés par un groupe de travail interministériel et ont effectivement pour objectif d'harmoniser les procédures avec celles qui concernent les autorisations d'installations classées ou les déclarations d'utilité publique, de fusionner les dossiers de demande d'autorisation, les enquêtes et les actes d'autorisation et de déclaration d'utilité publique et de désigner un interlocuteur unique de l'usager. Les travaux du groupe de travail interministériel sont achevés depuis quelques mois. Ils ont été examinés par la mission interministérielle de l'eau qui a émis un avis favorable. Ils ont été soumis à un dernier avis des ministères concernés, et le Conseil d'Etat sera saisi dès que leurs avis seront exprimés.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

37408. — 3 novembre 1980. — M. Maurice Masquère expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie la situation des personnels techniques et de travaux du ministère de l'environ-

nement et du cadre de vie. Dans une lettre du 15 octobre 1979, M. le directeur du personnel du ministère de l'environnement et du cadre de vie reconnaît qu'il serait nécessaire de créer 5 788 postes d'ouvriers professionnels de deuxième catégorie et 708 postes d'ouvriers professionnels de première catégorie. En Haute-Garonne, on constate une réduction des effectifs, par rapport à 1978, de 42 postes en 1979 et 10 postes en 1980. Dans ces conditions, il lui demande : 1° si de telles réductions existent au niveau national et quels sont les effectifs prévus en 1981 au plan national et en Haute-Garonne ; 2° si ces réductions s'inscrivent dans une politique de défonctionnarisation des personnels dépendant de son ministère, entraînant la diversification des salaires, l'insécurité de l'emploi et l'extension de l'auxiliaryariat ; 3° de lui donner l'assurance que le service public sera maintenu, ainsi que les garanties acquises par les personnels.

Réponse. — La mise en place du cadre des ouvriers professionnels des travaux publics de l'Etat, à compter du 1^{er} janvier 1976, s'était appuyée sur une organisation rationnelle des équipes adaptée aux exigences du service. Une équipe de travaux réunit normalement, selon la nature des tâches, cinq à sept agents et parmi ceux-ci : un ouvrier professionnel de première catégorie et deux ouvriers professionnels de deuxième catégorie affectés à la conduite d'engins ou à des travaux spécialisés, des agents de travaux et, le cas échéant, des ouvriers auxiliaires. Sur la base de ces données, un programme de transformation d'emplois d'agents des travaux publics de l'Etat en emplois d'ouvriers professionnels de première et de deuxième catégorie a été préparé par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. La priorité a été donnée à la création d'emplois d'ouvriers de deuxième catégorie dont une première tranche a ainsi pu être mise en place en 1979. Le ministère de l'environnement et du cadre de vie poursuit les démarches utiles à la réalisation de cette action prioritaire qu'il s'efforcera de faire aboutir le plus tôt possible. La direction départementale de l'équipement de la Haute-Garonne dispose actuellement d'un effectif autorisé de 695 emplois d'ouvriers professionnels de première et deuxième catégorie, d'agents des travaux publics de l'Etat et d'ouvriers auxiliaires, alors que l'effectif théorique nécessaire au bon fonctionnement de ce service n'est que de 627 emplois, d'après les résultats de l'étude réalisée chaque année sur ce thème.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

37663. — 10 novembre 1980. — M. Louis Beason appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le mécontentement des ouvriers des parcs et ateliers relevant de son ministère. Ces personnels sont en effet les seuls à subir encore des abattements de zone sur leurs traitements, et cela depuis cinq années, au même taux de 1,80 p. 100 en zone 2 et de 2,70 p. 100 en zone 3. Par ailleurs, les O. P. A. déplorent la non-actualisation de leurs classifications qui découlent toujours des accords « Parodi » de 1946, concrétisés par un arrêté du 3 août 1965, alors que, pour les personnels affectés à des tâches similaires dans le secteur privé, des accords nationaux sensiblement plus favorables sont intervenus respectivement le 30 novembre 1972 et le 29 juin 1979. En résumé, leurs deux revendications principales portent sur la suppression des abattements de zone et l'amélioration de leurs classifications par référence avec celles de l'industrie routière, du bâtiment et des travaux publics. S'agissant de revendications dont la légitimité paraît incontestable, il lui demande de bien vouloir lui préciser sous quel délai et selon quelles modalités il compte les satisfaire.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

37711. — 10 novembre 1980. — M. Jean Laborde appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers qui continuent à subir des abattements de zone sur leurs traitements et dont les classifications se trouvent défavorisées par rapport à celles du secteur privé de référence. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il se propose de prendre pour corriger ces disparités.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

38924. — 1^{er} décembre 1980. — M. Michel Barnier rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que, dans son département ministériel, les O. P. A. sont les seuls personnels à subir encore des abattements de zone sur leur traitement. Sans doute, ces abattements se sont-ils atténués au cours des années passées mais depuis cinq ans, ils subsistent au même taux de 1,80 p. 100 en zone 2 et 2,70 p. 100 en zone 3. Par ailleurs, les ouvriers des parcs et ateliers ont une classification établie par un arrêté en date du 3 août 1965 mais dont la référence découle des accords « Parodi » de 1946. Les O. P. A. constatent que, dans le secteur privé de référence c'est-à-dire celui qui emploie du personnel à des taux analogues aux leurs, des accords nationaux ont amélioré sensiblement les classifications des ouvriers. L'un de ces accords remonte au 30 novembre 1972, l'autre au 29 juin 1979. Ces

classifications ainsi remises à jour dans le secteur privé pour tenir compte des évolutions techniques traduisent la prise en considération d'une classification plus élevée des ouvriers. Or, les O. P. A. ont à ce jour une qualification et un rendement analogues à leurs collègues du secteur privé. Il lui demande de bien vouloir envisager la suppression des abattements de zone frappant les salaires des O. P. A. ainsi qu'une amélioration des classifications par analogie avec le secteur privé de référence (industrie routière, bâtiments et travaux publics).

Réponse. — L'arrêté interministériel du 19 novembre 1975 relatif aux salaires horaires de base applicables aux ouvriers des parcs et ateliers, à compter du 1^{er} août 1975, a aligné la situation de ces personnels sur celle des fonctionnaires et agents de la fonction publique en matière d'augmentations de salaires. Ce texte dispose corrélativement que la réfaction subie par les rémunérations globales des fonctionnaires, en raison de la modulation de leur indemnité de résidence, est applicable aux salaires des ouvriers des parcs et ateliers dans les localités où un abattement de zone est prévu. Il ne peut être envisagé de supprimer cette dernière disposition sans remettre en cause la cohérence de l'ensemble du dispositif. En ce qui concerne les classifications de ces ouvriers, elles font l'objet d'études qui se poursuivent avec le ministère du budget en vue de déterminer les améliorations envisageables. Les discussions en cours portent particulièrement sur les possibilités de promotion des agents et sur les catégories de maîtrise.

*Environnement et cadre de vie : ministère
(Institut géographique national).*

38178. — 17 novembre 1980. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'émotion suscitée par le projet de réforme de l'Institut géographique national, parmi le personnel de l'I. G. N. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser les dispositions de ce projet de réforme quant à ses conséquences sur l'emploi des personnels de cet institut.

Réponse. — L'Institut géographique national, établissement public de l'Etat à caractère administratif, dont le statut a été fixé par un décret du 23 décembre 1966, exerce ses activités dans un contexte technologique, économique et international en pleine mutation. S'il a connu une évolution rapide ces dernières années grâce à la modernisation de son appareil de production, à la diversification de ses interventions et au développement de ses opérations à l'étranger, une réforme reste nécessaire pour prendre en compte le renouvellement des priorités et pour intégrer les technologies de demain. Les mesures envisagées sont inspirées par le souci de réaffirmer la vocation de l'établissement au service public, en le déchargeant de quelques tâches secondaires, qui devraient normalement incomber à l'initiative privée, et en tirant le meilleur parti du potentiel de production et de recherche existant, qui ne sera donc nullement amoindri. Les personnels de l'Institut continueront naturellement à relever des statuts qui les régissent, avec toutes les garanties s'y attachant.

Logement (prêts : Hérault).

38245. — 17 novembre 1980. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences désastreuses de l'encadrement du crédit. En effet, à ce jour, des centaines de dossiers de demande de prêt P. A. P. sont bloqués à la direction départementale de l'équipement de l'Hérault. Il a été fait état de 1 200 dossiers dont l'examen serait reporté à 1981. Ainsi, l'encadrement du crédit destiné au logement aggrave les conditions de vie des familles, augmente le chômage dans l'industrie du bâtiment. En effet, de nombreux candidats à l'accession à la propriété, ayant acquis un terrain à bâtir, ayant fait étudier et déposer leur demande de permis de construire, se voient refuser les prêts auxquels ils pensaient de toute bonne foi pouvoir accéder. De nombreux contrats de construction de pavillons individuels sont résiliés. Force est de constater, par ailleurs, que l'encadrement généralisé du crédit destiné aux familles n'est d'aucun effet sur l'inflation qui est loin de décroître (septembre 1980, plus 0,1 p. 100). Il lui demande de prendre des mesures d'urgence pour désencadrer le crédit au logement, de rétablir le régime particulier de prêts complémentaires à l'épargne logement.

Réponse. — En ce qui concerne la région Languedoc-Roussillon, une dotation régionalisée de 1 193,5 millions de francs de prêts P. A. P. a été notifiée à la région, dont 2 millions de francs au début du mois de novembre, soit 4,47 p. 100 de la dotation budgétaire régionalisée globale. Or, il convient de souligner que le pourcentage de la population de la région Languedoc-Roussillon ne représente que 3,38 p. 100 de l'ensemble de la population française. La région a également bénéficié d'un contingent de 36,6 millions de francs au titre de programmes particuliers non régionalisés, dont 33,4 millions de francs ont été notifiés au début de novembre.

Enfin, un supplément de 68,5 millions de francs de prêts P.A.P. a été récemment notifié au préfet de région afin d'assurer la transition avec les dotations de 1981 et de satisfaire les demandes les plus pressantes (dont 30 millions de francs pour le département de l'Hérault). L'ensemble de ces dotations devrait donc contribuer à satisfaire les besoins exprimés en matière d'accession et à maintenir l'activité des entreprises du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon. Au niveau des conséquences de la politique monétaire, on observe que le secteur du logement demeure tout à fait privilégié dans le cadre du régime de la distribution du crédit en France : pour plus de 40 p. 100 des encours, les prêts au logement sont financés par des établissements spécialisés (Caisse des dépôts et consignations, Crédit foncier de France) ayant recours à des ressources non bancaires à des conditions particulièrement avantageuses : des ressources d'épargne très importantes concourant au financement du logement sont fiscalement exonérées : il s'agit des dépôts en Caisse d'épargne, mais aussi de l'épargne-logement qui bénéficie en outre des primes versées par l'Etat et équivalentes aux intérêts accumulés. Les ressources procurées par l'épargne-logement sont utilisées soit par les épargnants soit par les banques qui ont obligation d'en réserver l'emploi au financement de crédits au logement et, tout particulièrement, des prêts conventionnés qui ouvrent droit à l'aide personnalisée au logement ; enfin, les prêts conventionnés sont, avec les crédits à l'exportation, les seules catégories d'emploi bancaire qui bénéficient d'un encadrement limité à 50 p. 100, taux que le conseil des ministres vient de décider de ramener à 40 p. 100. Ainsi, tant en ce qui concerne l'origine des ressources que dans les conditions de distribution du crédit, le financement du logement bénéficie d'un régime particulièrement favorable qui est maintenu. Il n'en demeure pas moins que l'évolution du crédit au logement doit rester compatible avec les normes d'évolution de la masse monétaire qui constitue un élément déterminant pour l'équilibre de notre économie, la tenue du franc et la situation de notre balance commerciale. Au cours des dernières années, l'encours des crédits à l'habitat s'est fortement accru, passant de 30 à 35 p. 100 du total de l'encours des crédits à l'économie de 1976 à 1979 ; cette évolution, particulièrement rapide ces deux dernières années, est due, notamment, à la croissance très vive des crédits destinés au financement des transactions portant sur les logements existants, dont la valeur a doublé en deux ans. Ce phénomène, qui concourt directement à la hausse des prix, sans effet sur l'accroissement de l'offre de logements, devait être enrégulé. C'est pourquoi le Gouvernement a pris une série de mesures destinées à réorienter les financements disponibles au profit de la construction neuve, et des opérations d'acquisition-amélioration où le pourcentage de travaux est significatif. Enfin, des dispositions ont été prises pour suivre de manière détaillée les conditions de distribution du crédit au logement en vue d'assurer la régularité de l'activité dans ce secteur.

Investissements (investissements étrangers en France : Corse).

38269. — 17 novembre 1980. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la vente de l'île de Cavallo, voisine des îles Lavezzi, dans le détroit de Bonifacio, à un grand industriel milanais, en vue d'une exploitation touristique. Cette île avait déjà été aménagée, lotie et de nombreuses villas y avaient été construites par un promoteur parisien. Une piste destinée aux avions de tourisme y est aménagée. Outre le problème signalé au ministre de la défense, cette vente et les spéculations immobilières heurtent profondément la sensibilité des Corses et la protestation élevée par la fédération du P. C. F. de la Corse-du-Sud a rencontré un large écho dans la population. Il lui demande s'il ne lui semble pas opportun dans le cadre de la défense et de la protection du territoire national, d'une part, dans le cadre de la lutte contre la spéculation et de la préservation du cadre de vie, d'autre part, de demander en justice l'annulation de la vente de cette île et son retour au patrimoine national.

Réponse. — L'opération dont il s'agit a été approuvée par arrêtés préfectoraux en dates des 6 mai 1974 et 7 février 1977 et les travaux sont très largement engagés à ce jour. Se trouvent donc réunies les deux conditions nécessaires exigées par le premier alinéa du paragraphe 6.2 de la directive du 25 août 1979 relative à l'aménagement et à la protection du littoral, pour que l'opération soit soustraite à l'application de ladite directive, à savoir une décision d'approbation et l'engagement des travaux. Il va de soi que cette mesure est limitée au projet actuellement approuvé. En aucun cas, il ne saurait donc être question d'admettre, à la faveur des projets de détail des « villages », une densification du programme. Des instructions précises en ce sens ont été adressées aux autorités locales en août 1980. Si, par ailleurs, cette opération connaît des difficultés financières et que sa poursuite nécessite la cession des terrains concernés à de nouveaux intervenants, rien dans la législation française ne permet de s'y opposer, même si les acquéreurs sont des ressortissants étrangers.

Bâtiments et travaux publics (entreprises : Isère).

38358. — 17 novembre 1980. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation de la société Haour Entreprise de Saint-Martin-le-Vinoux, qui dépend des établissements Haour Frères, à holding coté en bourse. En effet, la direction de cette unité, alors que l'entreprise reverse par un système de location en gérance 160 millions de redevance annuelle au holding concerné, déclare aujourd'hui que l'entreprise n'est pas viable du fait qu'elle serait en déficit alors même que c'est la redevance annuelle au holding qui aboutit à cette situation, tandis que ce dernier ne connaît, quant à lui, évidemment pas de difficultés financières. Cet argument de déficit conduit aujourd'hui la direction à annoncer un projet de cinquante-cinq licenciements sur les quatre-vingt-douze travailleurs permanents et sur les 130 personnes employées au total dans cette unité. Pourtant, alors que le comité d'entreprise n'a jamais été informé de difficultés qui motiveraient des licenciements, alors que les salariés représentent un capital humain hautement qualifié qu'il faut préserver et développer, le personnel de l'entreprise et ses élus ont fait la preuve de la viabilité de la société. C'est pourquoi, il lui demande que toutes dispositions soient prises afin de permettre à Haour Entreprise de continuer ses activités en préservant ses emplois ainsi que les mesures qu'elle compte adopter afin de s'opposer à des licenciements dont les coûts seraient très certainement mieux mis à profit dans le cadre d'une politique d'investissement et de développement des activités de Haour Entreprise.

Réponse. — La société Haour-Entreprises, dont le siège social est à Lyon, emploie au total 130 personnes dans ses trois établissements de Mâcon, Lyon et Saint-Martin-le-Vinoux. Cette entreprise de bâtiment et de travaux publics qui a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 50 millions de francs (hors taxes) a enregistré entre le 1^{er} janvier 1979 et le 30 juin 1980 une perte comptable de l'ordre de 3 millions de francs. L'étude du dossier permet d'écartier la responsabilité de la société mère dans l'origine de ces déficits. En effet, le loyer exigé par la société mère Haour-Frères pour l'utilisation des terrains, bâtiments et matériels s'est élevé en 1979 à 500 000 francs (et non pas à 1 600 000 francs). Cette redevance, modique si on la rapporte à la valeur vénale de ces actifs (environ 9 millions de francs), n'a d'ailleurs pas été acquittée en 1979. En outre, la société mère avait accordé, sous forme d'avances diverses, un crédit à sa filiale de l'ordre de 2 millions de francs que celle-ci n'a pu rembourser. En réalité, les difficultés de la société Haour-Entreprises résultent de ce qu'elle n'a pas engagé les transformations nécessaires pour s'adapter à l'évolution du marché régional. Dans ces conditions, et afin de maintenir une activité compatible avec les structures de l'entreprise, de nombreux marchés ont été soumissionnés à perte. Quand, à partir du premier semestre 1980, une gestion plus rigoureuse a été mise en œuvre afin d'éliminer les pertes sur chantier, la société n'a plus été en situation d'emporter de nouveaux marchés. Le montant des pertes enregistrées et l'absence de carnet de commandes ont donc définitivement compromis le redressement de l'entreprise. Pour ces raisons, le tribunal de commerce de Lyon en a prononcé le dépôt de bilan et la mise en liquidation de biens le 27 novembre 1980. Les services du ministère de l'environnement et du cadre de vie poursuivent l'instruction de ce dossier, en vue de favoriser la reprise éventuelle de l'activité d'Haour-Entreprises par une entreprise extérieure.

Environnement et cadre de vie (ministère : personnel).

38590. — 24 novembre 1980. — **Mme Chantal Leblanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées (O.P.A.). Elle lui fait savoir qu'au ministère de l'environnement et du cadre de vie les O.P.A. sont les seuls personnels à subir encore des abattements de zone sur leurs traitements (1,80 p. 100 en zone 2 ; 2,70 p. 100 en zone 3) ; que les classifications des O.P.A., à l'inverse des ouvriers du secteur privé de référence, n'ont pas été revalorisées ; que les rappels du supplément familial (sommes dues pour la période du 1^{er} août 1975 au 31 décembre 1979) vont devoir être déclarés à l'administration des impôts en vue du paiement de l'impôt au titre de 1980. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour supprimer les abattements de zone, améliorer les classifications par analogie avec le secteur privé pris pour référence et exonérer de l'impôt sur le revenu les rappels du supplément familial de traitement.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

38628. — 24 novembre 1980. — **M. Alain Hauteœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les revendications formulées par les ouvriers des parcs de maté-

riel et entretien des routes et autoroutes, des bases aériennes, des ateliers maritimes et fluviaux des services de l'équipement et du logement. En effet, il apparaît que contrairement aux engagements pris par le Gouvernement en matière de revalorisation du travail manuel, ces ouvriers des parcs et ateliers subissent depuis plusieurs années un certain décalage de traitement tant avec les autres personnels du ministère de l'environnement et du cadre de vie qu'avec leurs homologues du secteur privé. C'est la raison pour laquelle les ouvriers des parcs et ateliers réclament : la suppression des abattements de zone ; l'amélioration des classifications par analogie avec le secteur privé pris pour référence (industries routières, bâtiment et travaux publics) ; l'exonération des impôts sur les rappels du supplément familial de traitement se situant entre le 1^{er} août 1975 et le 31 décembre 1979. En conséquence, il lui demande s'il compte faire droit à ces justes revendications et les mesures qu'il compte prendre à cet effet.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 19 novembre 1975 relatif aux salaires horaires de base applicables aux ouvriers des parcs et ateliers, à compter du 1^{er} août 1975, a aligné la situation de ces personnels sur celle des fonctionnaires et agents de la fonction publique en matière d'augmentations de salaires. Ce texte dispose corrélativement que la réfaction subie par les rémunérations globales des fonctionnaires, en raison de la modulation de leur indemnité de résidence, est applicable aux salaires des ouvriers des parcs et ateliers dans les localités où un abattement de zone est prévu. Il ne peut être envisagé de supprimer cette dernière disposition sans remettre en cause la cohérence de l'ensemble du dispositif. En ce qui concerne les classifications de ces ouvriers, elles font l'objet d'études qui se poursuivent avec le ministère du budget en vue de déterminer les améliorations envisageables. Les discussions en cours portent particulièrement sur les possibilités de promotion des agents et sur les catégories de maîtrise. Quant à l'exonération de l'impôt sur le revenu afférent aux rappels de supplément familial de traitement, le ministère du budget a été saisi de cette demande dont l'examen ressortit à sa compétence.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39263. — 8 décembre 1980. — M. Charles Millon attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la rémunération des ouvriers des parcs et ateliers de l'équipement. Il lui demande pourquoi cette catégorie de personnel est la seule de son département à supporter encore des abattements de zone sur traitements et s'il est envisagé de remédier à cette situation.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39430. — 8 décembre 1980. — M. André Cellard appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le cas des ouvriers des parcs et ateliers. Ces derniers sont les seuls personnels à subir des abattements de zone sur leurs traitements. Ainsi ces abattements sont de 1,80 p. 100 en zone 2 et de 2,70 p. 100 en zone 3. Il lui demande pourquoi ces abattements de zone subsistent de manière discriminatoire et quand il compte les supprimer.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39464. — 8 décembre 1980. — M. André Cellard attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le cas des ouvriers des parcs et ateliers. Ces derniers sont les seuls personnels à subir des abattements de zone sur leurs traitements. Ainsi ces abattements sont de 1,80 p. 100 en zone 2 et de 2,70 p. 100 en zone 3. Il lui demande pourquoi ces abattements de zone subsistent de manière discriminatoire et quand il compte les supprimer.

Réponse. — L'arrêté interministériel du 19 novembre 1975 relatif aux salaires horaires de base applicable aux ouvriers des parcs et ateliers, à compter du 1^{er} août 1975, a aligné la situation de ces personnels sur celle des fonctionnaires et agents de la fonction publique en ce qui concerne leurs augmentations de salaires. Ce texte dispose corrélativement que la réfaction subie par les rémunérations globales des fonctionnaires, en raison de la modulation de leur indemnité de résidence, est applicable aux salaires des ouvriers des parcs et ateliers dans les localités où un abattement de zone est prévu. Il ne peut être envisagé de supprimer cette dernière disposition sans remettre en cause la cohérence de l'ensemble du dispositif.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39301. — 8 décembre 1980. — M. André Cellard attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le cas des ouvriers des parcs et ateliers. Ces derniers ont des classifications établies par un arrêté en date du 3 août 1965 qui ne prend pas en compte la qualification plus élevée des ouvriers due à l'évolution des techniques. Cet état de fait paraît se justifier d'autant

moins que les ouvriers du secteur privé employés à des tâches analogues à celles des O. P. A. ont vu leur classification nettement améliorée par les accords nationaux du 30 novembre 1972 et du 29 juin 1979. Il lui demande s'il compte prendre un nouvel arrêté qui rendra mieux compte des qualifications actuelles des O. P. A.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39429. — 8 décembre 1980. — M. André Cellard attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le cas des ouvriers des parcs et ateliers. Ces derniers ont des classifications établies par un arrêté en date du 3 août 1965 qui ne prend pas en compte la qualification plus élevée des ouvriers due à l'évolution des techniques. Cet état de fait paraît se justifier d'autant moins que les ouvriers du secteur privé employés à des tâches analogues à celles des O. P. A. ont vu leur classification nettement améliorée par les accords nationaux du 30 novembre 1972 et du 29 juin 1979. Il lui demande s'il compte prendre un nouvel arrêté qui rendra mieux compte des qualifications actuelles des O. P. A.

Réponse. — Les classifications des ouvriers des parcs et ateliers font l'objet d'études qui se poursuivent avec le ministère du budget en vue de déterminer les améliorations envisageables. Les discussions en cours portent particulièrement sur les possibilités de promotion des agents et sur les catégories de maîtrise.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39329. — 8 décembre 1980. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation préoccupante des agents des travaux publics de l'Etat (T.P.E.) et ouvriers professionnels. En effet, un nombre considérable d'agents T.P.E. exercent des fonctions pour lesquelles ils n'ont pas le grade requis. A cela s'ajoute le fait qu'à ce jour leurs rémunérations ne correspondent pas aux tâches qui leur sont confiées. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas, dans l'immédiat, la création des postes d'ouvriers professionnels de deuxième et première catégorie nécessaires et promis.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39434. — 8 décembre 1980. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les effectifs insuffisants des ouvriers professionnels des travaux publics de l'Etat. D'une enquête menée auprès de cette catégorie de personnel, il ressortirait que, par manque d'effectifs, 40 p. 100 d'agents de travaux remplissent les fonctions d'ouvriers professionnels de deuxième catégorie sans en avoir le grade. Comme le budget de la fonction publique ne prévoit pas de créations d'emplois qui permettraient de remédier à cette situation, il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que le plan de création de postes prévu par une étude de son ministre en 1972 soit mis en œuvre.

Environnement et cadre de vie : ministère (personnel).

39443. — 8 décembre 1980. — M. Philippe Marchand attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les revendications des personnels techniques et de travaux du ministère de l'équipement. Maintes promesses ont été faites en ce qui concerne le problème de la création de postes pour les agents des travaux publics de l'Etat et ouvriers professionnels. Un nombre considérable d'agents des T.P.E. exercent des fonctions pour lesquelles ils n'ont ni le grade ni la rémunération. Dans une lettre du 15 octobre 1979, M. Marchand, directeur du personnel reconnaît qu'il serait nécessaire, dans l'immédiat, de créer 5 788 postes d'ouvriers professionnels de première catégorie. Ces créations de postes deviennent de plus en plus indispensables pour les personnels. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces justes revendications.

Réponse. — La mise en place du cadre des ouvriers professionnels des travaux publics de l'Etat, à compter du 1^{er} janvier 1976, s'était appuyée sur une organisation rationnelle des équipes adaptée aux exigences du service. Une équipe de travaux réunit normalement, selon la nature des tâches, cinq à sept agents et parmi ceux-ci : un ouvrier professionnel de première catégorie et deux ouvriers professionnels de deuxième catégorie affectés à la conduite d'engins ou à des travaux spécialisés, des agents de travaux et, le cas échéant, des ouvriers auxiliaires. Sur la base de ces données, un programme de transformation d'emplois d'agents des travaux publics de l'Etat en emplois d'ouvriers professionnels de première et de deuxième catégorie a été préparé par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. La priorité a été donnée à la création d'emplois d'ouvriers de deuxième catégorie dont une première tranche a ainsi pu être mise en place en 1979. Le ministère de l'environnement et du cadre de vie poursuit les démarches utiles à la réalisation de cette action prioritaire qu'il s'efforcera de faire aboutir le plus tôt possible.

INTERIEUR

Eau et assainissement (distribution de l'eau.)

35040. — 1^{er} septembre 1980. — M. Joseph Henri Maujōan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il existe une taxe dite « Lutte contre la pollution » basée sur la consommation d'eau. Taxe au taux de 0,27 p. 100. Le principe de cette taxe est que l'eau usée est polluée, donc polluante, et doit être régénérée. D'où nécessité d'investissements ad hoc (station d'épuration entre autres). Or, ce principe est infirmé lorsque l'eau est destinée à l'arrosage, spécialement lorsqu'il s'agit de professionnels (maraîchers). Il lui demande s'il n'y a pas lieu de reconsidérer la situation de cette taxe aux maraîchers. Surtout dans une conjoncture difficile pour cette profession.

Réponse. — La redevance de lutte contre la pollution perçue par les agences financières de bassin est proportionnelle à la consommation d'eau. Les sommes ainsi collectées sont destinées à assurer la mission générale des agences de bassin de maintien de la qualité de l'eau, conformément à l'article 141-1 de la loi du 16^{er} décembre 1964. Dans le cas particulier des maraîchers, les eaux utilisées pour l'arrosage peuvent entraîner des pollutions de la nappe phréatique par l'utilisation excessive d'engrais dans la composition desquels entrent des nitrates. Cependant l'arrêté du ministre de l'environnement et du cadre de vie du 31 décembre 1976 prévoit l'exclusion du champ d'application de cette redevance des fournitures à des exploitants agricoles utilisées pour l'irrigation.

Communes (concessions de service public : Bouches-du-Rhône).

35577. — 22 septembre 1980. — M. Edmond Garcin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le refus de l'agrément, en vue de leur assermentation, de trois surveillants de parcètres de la ville d'Aubagne, employés par la société concessionnaire et appelés à constater les infractions commises lors du stationnement. Par lettre du 22 juillet 1980, M. le préfet des Bouches-du-Rhône, s'appuyant sur la circulaire ministérielle n° 69-225 du 9 mai 1969 (précisant que seuls les agents recrutés par la commune pouvaient être assermentés), a, en effet, rejeté les arrêtés municipaux portant agrément de trois employés de la société concessionnaire des parcètres de cette commune. La convention intervenue entre la ville et la société concessionnaire, approuvée par délibération du conseil municipal du 10 avril 1980, et rendue exécutoire le 21 juillet 1980, prévoyait aux termes de l'article 3-1 — et la ville y est particulièrement attachée — que « le personnel de surveillance et d'entretien sera recruté, encadré et licencié s'il y a lieu par la société. Il sera subordonné à une enquête administrative et le personnel recruté sera confirmé dans sa mission de surveillance par arrêté municipal, et agréé par M. le préfet. Il sera ensuite amené à porter serment au tribunal d'instance ». Si, par lettre du 5 août 1980, M. le préfet des Bouches-du-Rhône enregistre que la délibération ayant trait à cette convention porte la mention « rendue exécutoire » et formule des remarques par rapport aux articles 2-9 « Collecte des fonds », 2-10 « Recouvrement des infractions », 2-12 « Tarifs », aucune observation n'est faite en ce qui concerne l'article 3-1 « Personnel d'exploitation ». La non-agrément des agents d'exploitation employés par la société concessionnaire a conduit à la création d'une situation administrative aberrante : pour permettre aux agents de verbaliser, la ville les a engagés sous contrat, la société concessionnaire reversant le montant des salaires à la commune. Il lui demande, conformément aux termes de l'article 3-1 de la convention et compte tenu, par ailleurs, que d'autres villes (Mâcon, Courbevoie, Puteaux, Lons-le-Saunier, Suresnes, Enghien) qui ont concédé ce service à la même société ont obtenu l'approbation préfectorale, quelle mesure il compte prendre pour que soit respectée, point par point, la convention intervenue entre la ville et la société concessionnaire.

Réponse. — Ainsi que le rappelle la circulaire n° 69-226 du 9 mai 1969 relative à l'institution du stationnement payant, le contrat de concession passé entre une commune et une société privée ne peut porter que sur la fourniture, la pose, l'entretien et l'exploitation des compteurs. Les préposés de la société ne sont en aucun cas habilités à constater les infractions. En effet l'article R. 250-1 du code de la route énumère limitativement les personnes auxquelles est reconnue une telle compétence ; il s'agit notamment des agents de police municipale, des gardes champêtres et des agents titulaires ou auxiliaires des communes chargés de la surveillance de la voie publique. Il ne peut être envisagé de conférer des pouvoirs se rattachant à l'exercice de la police judiciaire à des employés d'entreprises privées. Ainsi est parfaitement fondé le refus opposé par M. le préfet des Bouches-du-Rhône à la demande d'agrément.

Animaux (divagation).

36501. — 13 octobre 1980. — M. Bernard Madrelle attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation de la plupart des communes, et notamment les petites communes rurales, qui ne sont pas équipées pour la capture d'animaux errants. Les citoyens de notre pays savent bien qu'il ne suffit pas d'arrêtés municipaux pour régler les problèmes liés aux divagations d'animaux. D'autre part, les services de gendarmerie et de police municipale ne disposent pas d'effectifs et de moyens suffisants pour faire respecter les arrêtés municipaux pris en cette matière en application des articles L. 131-1 et L. 131-2 du code des communes. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser comment le Gouvernement entend aider les petites communes à faciliter le règlement des difficultés provoquées par la divagation d'animaux.

Réponse. — Dans les réponses aux questions écrites n° 16532 (J. O. du 7 juillet 1979) et n° 31552 (J. O. du 14 juillet 1980), toutes précisions utiles ont été données sur les textes conférant aux maires les pouvoirs nécessaires pour faire face aux problèmes posés par les chiens errants et sur les conditions d'exercice de ces pouvoirs. Il appartient à ces magistrats municipaux d'en faire application en tenant compte des circonstances locales. Pour sa part, le Gouvernement n'envisage pas d'intervenir dans le règlement de ces problèmes de police municipale qui relèvent, bien évidemment, des responsabilités communales.

Etrangers (politique à l'égard des étrangers).

36558. — 13 octobre 1980. — M. Jean Falala rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'aux termes de l'article R. 354-7 du code des communes, nul ne peut être admis à contracter un engagement dans un corps de sapeurs-pompiers communaux non professionnels, s'il ne jouit de ses droits civiques. Cette clause, qui élimine ipso facto les étrangers apparaît comme très discutable. Il est notoire en effet, et notamment dans les petites communes, que les étrangers participent pleinement à la vie locale. Leur intégration est, dans la plupart des cas, totale et il est difficilement compréhensible que leur soit refusée la possibilité de participer, comme les autres habitants, à la lutte éventuelle contre le feu. Il lui demande de bien vouloir prendre toutes dispositions pour supprimer une restriction qui n'a apparemment pas de fondement.

Réponse. — L'article 81 du décret n° 76-1007 du 25 octobre 1976 précise que la nationalité française n'est plus exigée des candidats pour leur recrutement dans le corps de sapeurs-pompiers volontaires. Il est donc désormais permis aux sujets étrangers d'y souscrire un engagement. Cette disposition statutaire donne satisfaction aux collectivités locales à faible densité de population, qui souhaitent depuis longtemps accueillir les étrangers dans le corps de sapeurs-pompiers volontaires.

Etrangers (Turcs).

36589. — 20 octobre 1980. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'information selon laquelle des rassemblements seraient organisés par l'association des travailleurs nationalistes et idéalistes turcs à Paris, sous forme de conférences avec la participation de M. le vice-président de la fédération turque en R.F.A., reconnue « organisation fasciste » par les autorités oest-allemandes. Ces débats porteraient sur « l'Islam et la Turquie après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 », et se dérouleraient : le 11 octobre 1980, à 20 heures, à Aulnay-sous-Bois au foyer A.D.E.F. ; le 12 octobre 1980 au siège de l'association des travailleurs nationalistes et idéalistes turcs, à Paris, 7, cité Hiltorf, 75010 Paris (à 14 heures). Au moment où l'opinion publique française est encore sous le choc des attentats survenus à Paris, ces conférences représentent une provocation intolérable. Il lui demande que ces rassemblements soient interdits et cette association dissoute.

Réponse. — Afin d'éviter tout incident, des instructions avaient été données pour que les deux réunions organisées par l'Association des travailleurs turcs idéalistes ne puissent avoir lieu. En conséquence, les dirigeants du groupement ont renoncé, sur l'injonction qui leur en a été faite, au meeting du 11 octobre à Aulnay-sous-Bois. Par ailleurs, la préfecture de police a interdit celui qui devait avoir lieu le 12, à Paris. Si nécessaire, le ministre de l'intérieur n'hésiterait pas à prendre des mesures plus rigoureuses.

Voirie (fonds spécial d'investissement routier).

36607. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Michel Boucheron appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur au sujet des crédits du fonds spécial d'investissement routier. Il note que les dernières décisions gouvernementales de suppression des lignes intérieures de la

S.N.C.F. ont eu pour conséquence d'accroître les difficultés de liaison en zone rurale. Il serait souhaitable que le fonds spécial d'investissement routier soit augmenté fortement pour aider les collectivités locales concernées par ce problème. Il lui demande quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Réponse. — Les dotations du fonds spécial d'investissement routier destinées à aider les communes rurales à aménager leur réseau routier ont été, au cours des dernières années, en nette augmentation ; s'élevant à 57 millions de francs en 1977, elles sont passées à 164,36 millions de francs en 1978, 195,36 millions de francs en 1979 pour atteindre 200,36 millions de francs en 1980. En application du décret du 8 janvier 1976, la répartition des enveloppes régionales est d'abord effectuée par le conseil régional, puis par le conseil général qui a toute latitude pour arrêter la liste des opérations retenues et fixer le taux de la subvention à leur accorder. Ces assemblées ont donc la possibilité de tenir compte, si elles le souhaitent, de la situation spécifique des différentes communes, lors de la répartition à laquelle il leur incombe de procéder.

Voirie (ponts : Moselle).

36690. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que la fermeture du pont de la Horgne, à Metz, crée une gêne considérable pour tous les usagers. Pour les piétons, l'absence de toute liaison provisoire gêne les personnes qui, habitant du côté Montigny, vont travailler en autobus au centre ville. De même, les personnes qui, habitant Montigny, se rendent à pied au travail au Sablon ou réciproquement, celles qui, habitants au Sablon, travaillent à Montigny, ont un détour de plusieurs kilomètres à faire. Des déplacements effectués en moins d'un quart d'heure auparavant exigent ainsi, près d'une heure actuellement. Les personnes âgées du quartier du Sablon rencontrent, par ailleurs, de très grandes difficultés pour se rendre au cimetière qui se trouve de l'autre côté de la voie ferrée (côté Montigny). En outre, de nombreux enfants scolarisés habitant du côté Montigny et se rendant au C.E.S. du Sablon perdent un temps considérable. Il en est de même pour les enfants du Sablon se rendant au C.E.T. du bâtiment (côté Montigny). Enfin, des enfants, habitant la partie de Metz située du côté Montigny et étant scolarisés normalement dans les écoles primaires du Sablon, ont dû changer d'école et fréquenter une école de Montigny. Pour les automobilistes : les riverains du pont de la Horgne sont obligés de faire un détour considérable et de perdre beaucoup de temps. De plus, la déviation de la circulation contribue à encombrer la rue Franiatte et le pont Ams, ce qui entraîne des retards très importants pour tous les automobilistes et pour les utilisateurs de transports en commun qui empruntent la rue Franiatte ou l'une des rues transversales. Pour les commerçants : plusieurs d'entre eux (cafetier, fleuriste, etc.) supportent, du fait de la fermeture des accès au pont de la Horgne, des préjudices allant jusqu'à 50 p. 100 de leur chiffre d'affaires. Compte tenu de l'importance de cette affaire, il souhaiterait que M. le ministre veuille bien lui indiquer s'il serait éventuellement possible que le service national des ponts et chaussées intervienne pour construire une passerelle provisoire.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département de la Moselle. Il est donc invité à se rapprocher du préfet de ce département, tout à fait compétent pour répondre de façon précise et complète à cette question.

Départements (personnel : Meurthe-et-Moselle).

36926. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre de l'Intérieur veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Meurthe-et-Moselle ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département de la Meurthe-et-Moselle. Il est donc invité à se rapprocher du préfet de la Meurthe-et-Moselle tout à fait compétent pour répondre de façon précise à cette question.

Départements (personnel : Meuse).

36927. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre de l'Intérieur veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Meuse ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département de la Meuse. Il est donc invité à se rapprocher du préfet de la Meuse tout à fait compétent pour répondre de façon précise à cette question.

Départements (personnel : Moselle).

36928. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre de l'Intérieur veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Moselle ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département de la Moselle. Il est donc invité à se rapprocher du préfet de la Moselle tout à fait compétent pour répondre de façon précise à cette question.

Départements (personnel : Vosges).

36929. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le ministre de l'Intérieur veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département des Vosges ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département des Vosges. Il est donc invité à se rapprocher du préfet des Vosges tout à fait compétent pour répondre de façon précise à cette question.

Arrondissements (limites : Moselle).

37536. — 3 novembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que lors de son audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale le 21 octobre dernier, il s'était déclaré particulièrement satisfait des conditions dans lesquelles il répondait aux questions écrites posées par les parlementaires. Il comprend que, pour des raisons vraisemblablement politiques, des réponses à certaines de ses questions aient pu être incomplètes ou inexactes. C'est le cas, par exemple, de la réponse à la question écrite n° 32270 dans laquelle monsieur le ministre de l'Intérieur confond les pouvoirs de police administrative des maires, c'est-à-dire le pouvoir d'édicter des actes réglementaires avec le pouvoir hiérarchique direct que possède l'Etat sur les services de police dans les grandes villes (cette confusion est d'ailleurs soulignée dans une nouvelle question écrite n° 35746). C'est également le cas de la réponse à la question écrite n° 17385 concernant les sociétés d'économie mixte ; cette réponse est en complète contradiction avec une circulaire publiée au Journal officiel par le ministre de l'Intérieur lui-même. Cependant, il arrive que des réponses purement techniques contiennent des erreurs graves ou soient incomplètes. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter certaines réponses publiées au Journal officiel du 20 octobre 1980, soit la veille de l'audition de M. le ministre de l'Intérieur par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Dans la réponse du 20 octobre 1980 à la question écrite n° 35764, il est indiqué que la sous-préfecture de Metz-Campagne aurait été rétablie par le chapitre 106 de la loi de finances du 23 décembre 1946. Il est particulièrement surpris du contenu de cette réponse car la commission des finances de l'Assemblée nationale avait refusé d'entériner le rétablissement en 1946 de la sous-préfecture de Metz-Campagne et la disposition n'avait pas été adoptée par l'Assemblée. C'est pourquoi, pendant plusieurs années après 1946, le sous-préfet concerné portait le titre de « sous-préfet chargé des communes de l'arrondissement de Metz-Campagne » et non pas le titre de « sous-préfet de Metz-Campagne ». Les services de la sous-préfecture de Metz-Campagne possèdent d'ailleurs la copie d'une lettre du ministre des finances adressée au préfet de la Moselle et datée du 17 octobre 1947, dans laquelle il est écrit : « Vous avez bien voulu appeler mon attention sur un projet de décret pris en application de la loi des finances du 13 août dernier et tendant au rétablissement de la sous-préfecture de Metz-Campagne. J'ai le regret de vous faire connaître que le comité interministériel chargé d'étudier le plan d'économie prévu à l'article premier de la loi du 25 juin 1947 a estimé qu'il n'était pas possible de réaliser la mesure envisagée. » Cette réponse prouve, si besoin était, qu'à la date du 17 octobre 1947 la sous-préfecture n'avait pas encore été rétablie. Si, toutefois, les renseignements fournis par M. le ministre de l'Intérieur étaient exacts, il souhaiterait obtenir les références précises du texte de la loi de finances (bien entendu du texte qui a été voté et non du projet gouvernemental qui avait été modifié par la commission en 1946) rétablissant la sous-préfecture de Metz-Campagne. Si, au contraire, il s'avérait que la sous-préfecture de Metz-Campagne n'a pas été rétablie par la loi de finances de 1946, il souhaiterait

qu'il veuille bien lui indiquer dans quelles conditions une réponse fautive a pu lui être adressée. Par ailleurs, il renouvelle bien entendu sa question et souhaiterait que M. le ministre de l'intérieur lui indique avec toutes les précisions et les références nécessaires les conditions de rétablissement de la sous-préfecture de Metz-Campagne.

Arrondissements (limites).

37538. — 3 novembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que lors de son audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale le 21 octobre dernier, M. le ministre de l'intérieur s'était déclaré particulièrement satisfait des conditions dans lesquelles il répondait aux questions écrites posées par les parlementaires. Il comprend que, pour des raisons vraisemblablement politiques, des réponses à certaines de ses questions aient pu être incomplètes ou inexactes. C'est le cas par exemple de la réponse à la question écrite n° 32270 dans laquelle M. le ministre de l'intérieur confond les pouvoirs de police administrative des maires, c'est-à-dire le pouvoir d'édicter des actes réglementaires, avec le pouvoir hiérarchique direct que possède l'Etat sur les services de police dans les grandes villes (cette confusion est d'ailleurs soulignée dans une nouvelle question écrite n° 35746). C'est également le cas de la réponse à la question écrite n° 17385 concernant les sociétés d'économie mixte ; cette réponse est en complète contradiction avec une circulaire publiée au *Journal officiel* par le ministre de l'intérieur lui-même. Cependant, il arrive que des réponses purement techniques contiennent des erreurs graves ou soient incomplètes. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter certaines réponses publiées au *Journal officiel* du 20 octobre 1980, soit la veille de l'audition de M. le ministre de l'intérieur par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Dans la réponse du 20 octobre 1980 à la question écrite n° 35004, il est indiqué que le principe établi par l'article 2 de la loi du 28 pluviôse, an VIII, souffre plusieurs exceptions. La première serait liée aux aspects historiques de la création de l'arrondissement de Metz-Campagne. Les autres, dont M. le ministre de l'intérieur dresse la liste, seraient liées à l'application du décret n° 66-515 du 9 juillet 1966. Dans la liste correspondant à la seconde catégorie, il incorpore notamment la sous-préfecture de Strasbourg-Campagne. Or, il lui rappelle que l'arrondissement de Strasbourg-Campagne a été créé en même temps que celui de Metz-Campagne. Il est donc pour le moins anormal de prétendre que la sous-préfecture de Strasbourg a pu être créée en application du décret n° 66-515. A titre d'information, il lui précise que les deux sous-préfectures de Metz et de Strasbourg ont été créées par la loi allemande du 30 décembre 1871 ; il est d'ailleurs à son entière disposition pour lui fournir tout renseignement complémentaire à ce sujet. Il n'en reste pas moins qu'il apparaît qu'une erreur importante a été commise dans la réponse à la question n° 35004 ; rien ne dit qu'elle soit la seule. Aussi, afin de s'assurer de l'exactitude des autres indications fournies par M. le ministre de l'intérieur, il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer pour chacun des chefs-lieux de département dotés d'une sous-préfecture la date de création de cette sous-préfecture ainsi que les références de l'acte administratif l'ayant créée.

Réponse. — Les termes de la réponse relative à l'exercice des pouvoirs de police dans une ville où a été institué un régime de police d'Etat se fondent directement sur les articles en vigueur du code des communes. Conformément à l'article L. 132-2 de ce code, les préfets exercent, dans les communes où a été instituée la police d'Etat, les attributions dévolues aux maires par l'article L. 131-2 2°, 3° et 9° notamment « le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique ». Par contre, les articles L. 131-3 et 4 confèrent aux maires la police de la circulation. C'est pourquoi il appartenait bien au maire de prendre un arrêté interdisant le stationnement des poids lourds dans une rue de Metz, alors que la répression des atteintes à la tranquillité publique était bien de la compétence du préfet, qui pouvait donc faire relever les infractions commises à ce titre. D'autre part, la réponse à la question écrite relative aux sociétés d'économie mixte n'est en aucune façon en contradiction avec la circulaire du 17 août 1964 du ministère de l'intérieur. Une telle circulaire ne pouvait nullement ajouter à des règles pénales qui sont d'interprétation restrictive. Son application dans l'affaire qui était en cause ne permettait pas au préfet en tant que commissaire du Gouvernement, de s'opposer à la décision du conseil d'administration de la société d'économie mixte concernée. C'est exactement la thèse qu'a confirmée, dans son arrêt n° 274-80, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy en prononçant un non-lieu dans l'affaire en question. Cet arrêt se situe tout à fait dans la ligne de la jurisprudence des tribunaux, relative au délit d'ingérence, que la circulaire du 17 août 1964 ne faisait qu'expliquer et commenter. En ce qui concerne la sous-préfecture de Metz-Campagne, il est bien exact qu'elle a été rétablie par la loi de finances du 23 décembre 1946 - chapitre 106. La mise en application de cette mesure, différée pendant plusieurs années, fit l'objet d'une mesure individuelle, dont la régularité n'a pas été contestée, en l'occurrence le décret du

6 mai 1950 concernant, entre autres « le sous-préfet de Metz-Campagne ». Enfin, la réponse du 20 octobre 1980 à la question écrite n° 35004 donnant la liste des départements dans lesquels exerce un sous-préfet chargé de mission, en application du décret du 9 juillet 1966, comportait la sous-préfecture de Strasbourg-Campagne. Il ne s'agit pas là d'une erreur, en effet, l'arrondissement de Strasbourg-Campagne créé par la loi du 30 décembre 1871 n'a pas été supprimé ; il a même été agrandi en 1974 d'une partie de l'arrondissement d'Erstein. Toutefois la loi de finances du 31 décembre 1938 (article 59) a autorisé le ministre de l'intérieur à transformer un emploi de sous-préfet en un emploi de secrétaire général. Un décret du 9 juillet 1939 a décidé : la suppression de l'emploi de sous-préfet de Strasbourg-Campagne ; le transfert au préfet des attributions précédemment exercées par le titulaire de cet emploi ; la création d'un second emploi de secrétaire général. Ultérieurement cet emploi de secrétaire général fut transformé en emploi de secrétaire général adjoint (décret du 23 septembre 1970) puis supprimé (décret du 26 février 1976). C'est donc le préfet qui est actuellement chargé de l'administration des deux arrondissements de Strasbourg mais un sous-préfet chargé de mission a été mis à sa disposition en 1976. Ce sous-préfet a reçu pour mission, par délégation du préfet, d'administrer l'arrondissement de Strasbourg-Campagne. Ainsi, bien que l'arrondissement n'ait pas été supprimé, le sous-préfet qui administre l'arrondissement de Strasbourg-Campagne n'occupe pas un emploi territorial et ne possède pas de pouvoirs propres. Il agit exclusivement par délégation du préfet conformément au décret du 9 juillet 1966.

Transports (transports sanitaires).

37714. — 10 novembre 1980. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur certaines dispositions du décret n° 79-30 du 25 janvier 1979 portant création de véhicules sanitaires légers (V. S. L.). Ce texte ne semble pas prendre en compte de façon suffisante ni les finances des organismes de sécurité sociale, ni les activités légitimes des exploitants de taxi. Sur le premier point, le transport des malades par voiture automobile spécialisée s'impose seulement, semble-t-il, lorsque leur déplacement exige une position allongée et des précautions particulières. Dans ce cas, l'utilisation d'une ambulance est nécessaire. Par contre, si l'affection dont ils sont atteints n'exige ni l'urgence ni la station allongée, leur déplacement peut, comme antérieurement, s'effectuer en taxi. Solution classique qui conserverait le double avantage d'un coût nettement moins élevé par V. S. L. d'où une économie appréciable en faveur des caisses de sécurité sociale et le maintien d'une source d'activité traditionnelle aux professionnels du taxi, durement éprouvés par la récession économique. Si une telle suggestion était impossible à satisfaire — position dont il serait intéressant de connaître les motivations — il serait certainement souhaitable que les V. S. L. autorisés : ne puissent être munis d'un compteur horo-kilométrique ; qu'ils soient obligatoirement équipés d'un gyrophare permanent et que l'indication « Transport sanitaire » soit peinte sur leurs portières ; que leurs tarifs de transports de malades soient identiques à ceux autorisés pour les taxis ; que ces derniers puissent conclure des conventions avec les caisses primaires maladie et bénéficier du régime dit du « tiers payant ». Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion à ce sujet.

Réponse. — Aucune disposition législative ou réglementaire n'autorise ni n'impose l'installation d'un compteur horo-kilométrique sur les véhicules sanitaires légers. Selon l'article 2 du décret n° 73-225 du 2 mars 1973, le compteur horo-kilométrique constitue l'un des signes distinctifs des taxis. Il n'est pas envisagé de modifier la réglementation sur ce point. D'autre part, dans l'intérêt de la circulation, il n'est pas souhaitable de rendre obligatoire l'installation d'un gyrophare sur les véhicules en cause. Il convient en effet d'éviter la prolifération des véhicules équipés de feux spéciaux, qui entraînerait très vite leur banalisation, à l'encontre du but recherché. Peindre l'indication « Transport sanitaire » sur les portières des véhicules sanitaires légers serait superflu puisque ces voitures portent sur leur capot et leurs portières avant un signe distinctif qui peut figurer également sur la partie arrière de leur carrosserie, et qui permet de les reconnaître : c'est une croix régulière à six branches, de couleur bleu vif, conforme à la définition de la norme NT X 08-002 numéro 1540. Les autres suggestions formulées par l'honorable parlementaire, auteur de la question, sont de la compétence du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

*Partis et groupements politiques
(groupements fascistes : Seine-et-Marne).*

37757. — 10 novembre 1980. — M. Alain Vivien signale à M. le ministre de l'intérieur qu'une nouvelle fois des activités à tendance fasciste ont été organisées en Seine-et-Marne (événements du camp Moutils les 18 et 19 octobre 1980). En dépit de ses déclarations du

8 octobre 1980 à la tribune de l'Assemblée nationale, l'action conduite par son ministère ne semble pas avoir été suivie d'effet puisqu'une cinquantaine d'individus, en tenue militaire, ont pu se livrer impunément à des exercices de type commando depuis près de deux ans dans une propriété appartenant à un dompteur bien connu, à proximité de La Ferté-Gaucher. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte enfin prendre pour éviter que la Seine-et-Marne soit régulièrement le théâtre de manifestations extrémistes de droite ou le champ privilégié d'entraînement de forces d'interventions de ces groupuscules à caractère fasciste.

Réponse. — Il est de fait que les 18 et 19 octobre 1980 une réunion de sympathisants d'une association de tendance d'extrême droite, qui est d'ailleurs déclarée, s'est tenue dans une propriété privée située à proximité de La Ferté-Gaucher. Le rassemblement de ces personnes n'a pas échappé à l'attention du préfet de Seine-et-Marne qui, responsable de l'ordre public dans son département, a prescrit aux services de police relevant de son autorité de mettre en place un dispositif de surveillance en vue de prévenir, le cas échéant, tout trouble de l'ordre public. En outre, il a été procédé à une vérification d'identité lorsque les participants ont quitté la propriété. C'est ainsi que quarante-trois personnes ont été contrôlées mais aucune infraction n'a été relevée à leur encontre. Comme dans l'affaire de Blandy-lès-Tours, à laquelle le parlementaire intervenant fait allusion, aucun trouble grave de l'ordre public ne s'est produit au cours de ce rassemblement qui, je le rappelle, revêtait la forme d'une réunion strictement privée. Il reste ainsi qu'il a été précisé dans la réponse à la question écrite n° 35431 parue au *Journal officiel* des Débats de l'Assemblée nationale du 3 novembre 1980 (page 4658) que les activités de cette organisation extrémiste font l'objet d'une surveillance particulière.

Permis de conduire (réglementation).

37953. — 10 novembre 1980. — M. Philippe Malaud appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur certaines dispositions du code de la route défavorables à certains personnels communaux, notamment aux agents voyers dans les communes rurales, principalement. Il est observé que le permis de conduire de catégorie B est exigé pour les agents qui utilisent des tracteurs de moins de 3,5 tonnes ou le permis de catégorie C pour ceux qui conduisent des tracteurs de plus de 3,5 tonnes. Dans l'hypothèse où les mêmes engins sont attachés à une exploitation agricole, il n'est pas exigé de permis. Dans ces conditions, les municipalités de ces communes estiment être pénalisées par un excès de règlements qui les contraignent à des dépenses faciles à éviter par une assimilation à la règle générale. Il souhaiterait être fixé sur les dispositions susceptibles d'être prises pour permettre sur l'ensemble du territoire une meilleure adaptation du règlement aux situations des agents voyers dont il est fait état.

Réponse. — Le problème de la catégorie de permis exigible pour la conduite des engins réceptionnés et immatriculés comme tracteurs agricoles est réglé par le code de la route. Celui-ci, par le jeu combiné des articles R. 128-A, 167-2 et R. 159 ne dispense les conducteurs de ces engins de permis que s'il sont « attachés à une exploitation agricole ou à une coopérative d'utilisation de matériel agricole ». Tous les autres engins de ce type sont soumis à la réglementation générale qui impose le permis « B » au-dessous de 3,5 tonnes, et le permis C au-dessus. Pour des raisons de sécurité, il ne paraît pas opportun d'apporter des dérogations à ces règles. En effet, si des mesures particulières ont été prévues pour les exploitations et coopératives agricoles, c'est en raison du fait que cette utilisation de matériels ou engins par les agriculteurs se fait épisodiquement, à l'intérieur des propriétés ou sur de courtes distances et le plus souvent en dehors des agglomérations, tandis que l'entretien de la voirie est un service permanent s'effectuant sur les routes et chemins publics le plus souvent à l'intérieur des agglomérations, ce qui pose un problème de sécurité et d'assurance vis-à-vis de l'utilisateur et des tiers.

Régions (limites).

37966. — 10 novembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que les préfets régionaux furent créés sous le gouvernement de Vichy. Il souhaiterait connaître les références exactes de tous les textes ayant défini ou modifié les circonscriptions servant de ressort à ces préfets régionaux.

Réponse. — Les préfets régionaux ont été créés par la loi n° 1768 du 9 avril 1941. Le découpage des circonscriptions régionales a fait l'objet des textes suivants. Décret du 19 avril 1941 : région de Clermont-Ferrand : Puy-de-Dôme, Cantal, Allier (partie non occupée), Cher (partie non occupée); région de Limoges : Haute-Vienne, Corrèze, Creuse, Dordogne (partie non occupée), Indre (partie non occupée), Vienne (partie non occupée), Charente (partie non occupée), Indre-et-Loire (partie non occupée); région de Lyon : Rhône, Loire, Haute-Loire, Ain, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Saône-et-Loire

(partie non occupée), Jura (partie non occupée); région de Marseille : Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Ardèche, Drôme, Var, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Corse; région de Montpellier : Hérault, Gard, Lozère, Aveyron, Tarn, Aude, Pyrénées-Orientales; région de Toulouse : Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Ariège, Gers, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées (partie non occupée), Landes (partie non occupée), Gironde (partie non occupée). Décret du 30 juin 1941 : région d'Angers : Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire (partie non occupée); région de Bordeaux : Gironde (partie non occupée), Landes (partie occupée), Basses-Pyrénées (partie occupée); région d'Orléans : Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Indre (partie occupée), Cher (partie occupée); région de Poitiers : Vienne (partie occupée), Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Inférieure, Charente (partie occupée), Dordogne (partie occupée); région de Rennes : Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan; région de Rouen : Seine-Inférieure, Eure, Calvados, Manche, Orne. Décret du 18 juillet 1941 : région de Dijon : Côte-d'Or, Yonne, Nièvre, Haute-Saône, Doubs, Jura (partie occupée), Saône-et-Loire (partie occupée), Allier (partie occupée), territoire de Belfort, Ain (partie occupée); région de Nancy : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges. Décret du 23 août 1941 : région de Châlons-sur-Marne : Marne, Aube, Haute-Marne; région de Laon : Aisne, Ardennes, Somme, Oise. Décret du 9 septembre 1941 : région de Lille : Nord, Pas-de-Calais. Décret du 24 septembre 1941 (modification de l'assiette territoriale de certaines régions) : région de Clermont-Ferrand : suppression de la partie non occupée du Cher, adjonction de la Haute-Loire; région de Limoges : adjonction de la partie non occupée du Cher; région de Lyon : adjonction des départements de l'Ardèche et de la Drôme, suppression de la Haute-Loire et de la partie occupée de l'Ain; région de Marseille : suppression des départements de l'Ardèche et de la Drôme, adjonction du département du Gard; région de Montpellier : suppression des départements du Tarn et du Gard; région de Toulouse : adjonction du département du Tarn.

Régions (limites).

37967. — 10 novembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que les commissaires de la République furent substitués en 1944 aux préfets régionaux qu'avait créés le Gouvernement de Vichy. Il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer les références de tous les textes ayant défini ou modifié le ressort de l'action des commissaires de la République.

Réponse. — Les commissariats régionaux de la République ont été créés par l'ordonnance du 10 janvier 1944. Les commissaires de la République exercèrent leurs fonctions dans les mêmes circonscriptions que les préfets régionaux. Ces circonscriptions ont été modifiées par les textes suivants. Décret du 27 juin 1944 : région de Bordeaux : rattachement du département des Basses-Pyrénées; région de Clermont-Ferrand : rattachement du département de l'Allier; région de Dijon : rattachement des départements du Jura et de la Saône-et-Loire. Ordonnance du 29 septembre 1944 : création d'un commissariat régional à Strasbourg composé des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin; dévolution au préfet de la Moselle, pour son département, des pouvoirs conférés aux commissaires régionaux de la République par l'ordonnance du 10 janvier 1944. Décret du 25 octobre 1944 : région de Montpellier : rattachement provisoire du département du Gard. Décret du 9 novembre 1944 : région de Marseille : suppression de la Corse et du Gard; région de Montpellier : rattachement définitif du Gard; le département de la Corse n'est provisoirement rattaché à aucune région. Décret du 29 novembre 1944 : région de Bordeaux : rattachement du département du Lot-et-Garonne.

Etrangers (Autrichiens).

38051. — 10 novembre 1980. — Mme Edwige Avice appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la politique française actuelle à l'égard des étrangers et, en particulier, sur la façon dont certains sont expulsés du territoire national. Elle lui rappelle que, le lundi 13 octobre 1980, à 6 h 45 du matin, Johann Schogler a été expulsé, menottes aux mains, du territoire français suite à une procédure engagée par le préfet de l'Oise. Le non-renouvellement de sa carte de séjour pour un motif administratif cache mal en réalité une décision d'ordre politique. En effet, le 14 mai 1980, Johann Schogler a été victime, lors d'une manifestation autorisée, de l'éclatement d'une grenade à hauteur des yeux. Grièvement atteint et n'ayant toujours pas recouvré l'usage d'un de ses yeux, il a introduit un recours auprès du préfet de police pour obtenir réparation. C'est pourquoi, protestant contre cette expulsion scandaleuse, elle lui demande d'intervenir pour faire annuler l'arrêté d'expulsion afin de permettre à Johann Schogler de poursuivre ses études et de continuer à recevoir les soins médicaux nécessaires en France.

Réponse. — Cette question concernant un cas particulier, il a été répondu directement à l'honorable parlementaire.

Etrangers (Suisses).

38053. — 10 novembre 1980. — **M. Gérard Bapt** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le refusé dont a fait l'objet à Genève-Cointrin un citoyen suisse, ancien salarié de la Cimade, souhaitant assister le vendredi 27 octobre au gala du quarantième anniversaire de cette association organisé dans les locaux de l'Unesco. Il lui rappelle que la Cimade, qui a pour vocation d'assister les étrangers réfugiés ou travaillant dans notre pays, accomplit en dehors de toute préoccupation partisane un travail dont l'efficacité et la portée sont reconnues en France par tous les hommes de bonne volonté. Il lui demande les raisons pour lesquelles en refusant de laisser ce ressortissant étranger entrer sur notre territoire il a pris la décision d'infliger un camouflet maladroit et inutile à cette association le jour même où elle fête avec tous ses amis et collaborateurs anciens ou actuels dans les locaux d'une organisation internationale ses quarante années de travail au service de l'homme.

Réponse. — Afin de pouvoir faire une réponse qui se rapporte avec certitude au cas signalé, il serait nécessaire que l'honorable parlementaire précise l'identité du ressortissant suisse visé dans sa question et si possible la date de la mesure de non-admission opposée à l'intéressé. Les résultats de l'enquête qui ne manquera pas d'être diligentée, dès réception de ces renseignements, seront communiqués directement à l'intervenant, ce refus d'entrée ayant le caractère d'une affaire individuelle. Aucun lien ne saurait exister en effet entre la décision dont cet étranger a fait l'objet et son appartenance à la Cimade.

Communes (finances).

38101. — 17 novembre 1980. — **M. Bernard Madrelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés de trésorerie que connaissent fréquemment les petites communes qui font des efforts importants, d'équipement collectif notamment. Beaucoup de communes rurales disposent en effet de fonds de roulement limités et, après avoir fait l'avance des sommes, ont des problèmes budgétaires dus aux versements très tardifs des subventions de l'Etat. Il lui demande, en conséquence, s'il est possible d'envisager de réduire les délais de versement des subventions, particulièrement aux communes rurales.

Réponse. — Les modalités de versement des subventions d'investissement accordées par l'Etat aux collectivités locales ainsi qu'à leurs groupements sont fixées par l'article 23 du décret n° 72-196 du 10 mars 1972 portant réforme du régime des subventions d'investissement accordées par l'Etat et commenté par l'instruction de même date du Premier ministre (*Journal officiel* du 14 mars 1972). Ces textes prévoient, notamment, que le versement de la subvention n'est subordonné qu'à la constatation de la réalisation effective de l'investissement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées dans la décision attributive : l'autorité administrative n'ayant ni à demander communication du montant de la dépense supportée par le bénéficiaire, ni à le vérifier. Le versement de la subvention peut être effectué globalement ou par acomptes. Lorsque le versement est prévu en une seule fois, il appartient au bénéficiaire de faire vérifier par le service de l'Etat compétent la réalisation de l'opération. Si le versement de la subvention a été prévu par acomptes, le bénéficiaire produit un certificat mentionnant l'état d'avancement de l'opération, établi ou vérifié par le service technique de l'Etat ou de la collectivité locale. L'accomplissement de ces formalités par le bénéficiaire de la subvention conditionne le versement effectif de la subvention. Cela explique, dans une large mesure, les délais qui s'écoulent entre la date de la décision attributive et celle du versement de tout ou partie de la subvention. Afin d'améliorer le système, le Gouvernement a mis en place, depuis plusieurs années, un dispositif particulier pour améliorer la gestion des crédits d'équipement qui a notamment pour objectif d'inciter les ordonnateurs secondaires à n'attribuer de subventions que dans la mesure où ils justifient, lors de l'exercice du contrôle financier local par les trésoriers-payeurs généraux, de l'existence de crédits leur permettant de verser ces subventions dans les meilleurs délais. La mise en œuvre progressive de ce dispositif doit se traduire par une accélération du règlement de ces subventions. Cette amélioration devrait se poursuivre avec la création de la dotation globale d'équipement prévue dans le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales qui permettra d'attribuer à chaque commune une dotation libre d'emploi.

Etrangers (Américains).

38133. — 17 novembre 1980. — **M. Yvon Tondon** demande des précisions à **M. le ministre de l'intérieur** au sujet des raisons invoquées pour expulser **M. Simon Malley**, directeur d'Afrique-Asie. Alors que le vendredi 3 octobre à 16 h 15, **M. Simon Malley** devait être conduit dans un avion pour les Etats-Unis, **M. le ministre de**

l'intérieur, le même jour à dix heures à l'Assemblée nationale, en réponse à une question orale de **M. Laurent Fabius**, avait estimé que c'est en raison de « la violence de ses articles dont certains constituent de véritables appels au meurtre » que « le Gouvernement a considéré qu'il ne pouvait pas tolérer plus longtemps sa présence sur le sol français ». Les victimes évoquées n'étaient pas nommées, mais l'appréhendé connu. Il en fut inversement le soir même. Les Français connurent très vite l'identité des victimes de l'odieux attentat de la rue Copernic, mais personne ne fut appréhendé et livré à la justice ou expulsé. Il lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions sur les accusations portées contre **M. Simon Malley** et tout particulièrement les crimes qui auraient été, selon lui, perpétrés au nom de l'instigation plus ou moins directe de **M. Simon Malley**.

Réponse. — Toutes précisions utiles sur la question écrite posée par l'honorable parlementaire ont été déjà données le 3 octobre 1980 en réponse à **M. Laurent Fabius**. **M. Simon Malley** s'est livré à partir de notre territoire à des attaques extrêmement violentes à l'égard de nombreux chefs d'Etats étrangers nommément désignés. La France ne peut accepter que son hospitalité soit utilisée par un citoyen étranger pour mener des campagnes prônant le recours à des moyens d'action inadmissibles dans un pays démocratique.

Etrangers (cartes de séjour).

38134. — 17 novembre 1980. — Après le retrait de la carte de séjour de **M. Simon Malley**, directeur d'Afrique-Asie, le 27 juin 1980, **M. Yvon Tondon** souhaite obtenir des précisions de **M. le ministre de l'intérieur** sur la façon dont sont effectués les retraits de cartes de séjour des étrangers dans notre pays. Il semblerait que la décision de retrait concernant **M. Malley** ne repose que sur une « décision verbale » du 9 juin 1980. Ainsi apparaîtraient douteuses la légalité d'un tel retrait et, par voie de conséquence, l'unique base légale de la procédure d'expulsion reposant sur le fait que **M. Malley** se serait maintenu sur le territoire français alors que son titre de séjour lui avait été refusé. C'est pourquoi il lui demande par quelle décision écrite motivée ont été décidés en général, et en particulier pour cette affaire (le 27 juin 1980), les non-renouvellements de cartes de séjour et, en l'absence de celle-ci, quelles conséquences il en tire pour l'avenir.

Réponse. — Dans le cas évoqué par l'honorable parlementaire, il n'y a pas eu retrait de carte de séjour. En effet, depuis 1972, **M. Simon Malley** n'était plus titulaire d'une carte de séjour, le renouvellement du titre qu'il détenait lui ayant été refusé. Il bénéficiait seulement d'autorisations provisoires de séjour trimestrielles.

Etrangers (Américains).

38135. — 17 novembre 1980. — **M. Yvon Tondon** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur le respect de la loi n° 80-9 du 10 janvier 1980 dite loi Bonnet. Il prend exemple de la mesure d'expulsion contre **M. Malley**, directeur d'Afrique-Asie. L'article 9 de cette loi stipule que « les étrangers qui, au 1^{er} juillet 1979 étaient titulaires depuis plus de cinq ans d'une carte de résident temporaire ne peuvent, s'ils se maintiennent sur le territoire français postérieurement à la décision refusant de renouveler leur titre, être expulsés qu'après la condamnation définitive pour défaut de titre de séjour ». Deux exceptions sont prévues : « si l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public », et « si l'étranger se prévaut d'un titre de séjour contrefait ». Or, il apparaît qu'aucune de ces deux raisons n'a été invoquée, que **M. Malley** n'a jamais été condamné pour défaut de titre de séjour et qu'aucune explication ne lui a été fournie, contrairement à ce qu'exige la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 sur la motivation des décisions administratives et le décret d'application paru au *Journal officiel* du 15 janvier 1980. Il s'agit, dans ce cas d'une expulsion illégale. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir lui apporter des précisions sur la pratique de son administration, en général et particulièrement dans cette affaire, dont il a été question dans la presse pendant que d'autres expulsions d'étrangers moins connus sont à peu près ignorées.

Réponse. — L'article 9 de la loi n° 80-9 du 10 janvier 1980 ne s'applique pas à **M. Simon Malley** qui n'était plus titulaire d'une carte de séjour depuis 1972. Il bénéficiait seulement d'autorisations provisoires de séjour trimestrielles et renouvelables. L'intéressé s'est maintenu sur le territoire français malgré le refus de renouvellement de ces autorisations.

Chômage : indemnisation (allocation pour perte d'emploi).

38483. — 24 novembre 1980. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation des personnels contractuels des collectivités locales qui se voient contraints de rompre leur contrat de travail afin de suivre leur conjoint dans

un nouveau lieu d'activité, en particulier en cas de mutation interne au sein d'une entreprise. Les travailleurs du secteur privé se trouvant dans cette situation bénéficient des indemnités accordées aux demandeurs d'emploi, le code du travail assimilant ce départ volontaire pour cause légitime à un licenciement. Il lui demande de préciser s'il est exact que les personnels contractuels des collectivités locales placés dans une telle situation ne peuvent bénéficier de l'allocation pour perte d'emploi, et dans l'affirmative quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation hautement discriminatoire qui place ces personnels dans une situation extrêmement difficile puisqu'ils ne peuvent bénéficier de l'ensemble des mesures prévues en faveur des demandeurs d'emploi, et en particulier de toutes indemnités ou allocations.

Réponse. — La réglementation fait une distinction entre les agents du secteur privé et les agents du secteur public. Secteur privé : la loi n° 79-32 du 16 janvier 1979 relative à l'aide aux travailleurs privés d'emploi prévoit un revenu de remplacement (allocation) aux travailleurs involontairement privés d'emploi (art. L. 351-1 du code du travail). Le règlement annexe à la convention Unedic du 27 mars 1979 précise que l'allocation est versée sous certaines conditions, et notamment celle de n'avoir pas quitté volontairement, sans motif légitime, sa dernière activité. Or, la délibération n° 10 du 18 juin 1979 de la commission nationale paritaire de l'Unedic a reconnu comme étant un motif légitime le fait de cesser son activité pour suivre son conjoint dans sa nouvelle résidence. Secteur public : la loi du 16 janvier 1979 susvisée stipule que : « Les agents civils non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs ainsi que les agents non titulaires des collectivités locales et des autres établissements publics administratifs ont droit, en cas de licenciement, à une allocation » (art. L. 351-16 du code du travail). Le départ volontaire n'étant pas un licenciement, la mesure prise par le secteur privé n'a pu être étendue au secteur public, la loi ne la prévoyant pas. Aucune mesure ne peut être envisagée pour les agents communaux sans avoir été, au préalable, envisagée pour les agents de l'Etat.

Police (personnel).

38538. — 24 novembre 1980. — M. Marc Lauriol appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la nécessité de doter la police nationale d'une loi-cadre définissant son statut et des moyens de répondre à ses besoins pour les années à venir. On doit en effet constater qu'un malaise croissant atteint la police, aggravé par les conséquences néfastes de la réforme décidée par le Gouvernement en 1977. En constituant un corps unique de commandement, celui des commissaires de police, par la réunion à ce corps des commandants principaux et des commandants de groupement, le décret n° 77-988 du 30 août 1977 a brisé la hiérarchie de la police en tenue ; en effet, la plupart des officiers du corps se sont trouvés, en pratique, privés de leurs prérogatives de commandement. Pour renforcer la sécurité des Français, il apparaît aujourd'hui indispensable de mettre en œuvre une profonde réforme du statut du policier, qui revienne sur les mesures décidées en 1977. Il lui demande donc de bien vouloir permettre au Parlement de se prononcer prochainement sur cette importante question.

Réponse. — La réforme de 1977 a précisément eu pour objet de renforcer la cohérence des actions menées par la police nationale. Elle a mis fin à des rivalités traditionnelles, nuisibles à l'efficacité du service, en créant un corps unique de commandement par intégration des commandants de groupement et commandants principaux dans le corps des commissaires de police. A la dualité préexistante, succèdent ainsi l'unité de conception, l'unité de commandement et la cohésion dans l'organisation du service et dans l'emploi des forces. Loin d'être brisée, la hiérarchie policière se trouve ainsi renforcée. Mais il faut souligner parallèlement que les intérêts des commandants et officiers en fonction ont été préservés et que leur situation a été améliorée, car la réforme leur a apporté des avantages indicielles et de carrière analogues aux autres catégories de personnels. Sans entrer dans le détail, deux dispositions essentielles méritent à cet égard d'être soulignées. La première, la plus importante, est une possibilité de promotion sociale interne, inexistante dans les anciens statuts : il s'agit de l'ouverture aux commandants du corps des commissaires de police par la voie de nominations sur titres dans la proportion de 14 p. 100 jusqu'en 1982, de 11 p. 100 par la suite. La deuxième est la création d'un échelon exceptionnel de commandants. Cet échelon, spécialement destiné à sauvegarder les intérêts des commandants non promus commissaires, est doté de l'indice majoré 536 correspondant à l'échelon terminal de l'ancien grade de commandant principal. Il convient d'ajouter que, sur le plan fonctionnel, un certain nombre de dispositions sont actuellement mises au point afin de permettre aux commandants et officiers d'exercer dans les meilleures conditions la plénitude des attributions qui doivent être les leurs dans le cadre de la réforme instaurée en 1977.

Voirie (routes).

38831. — 1^{er} décembre 1980. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la réponse qu'a donnée sur le *Journal officiel* (Assemblée nationale, Questions écrites), n° 43 du 27 octobre 1980, M. le ministre des transports à sa question écrite n° 34402. En effet, un haut fonctionnaire de son ministère était associé à l'un de ses collègues du ministère de l'équipement lorsque le Gouvernement, ayant, semble-t-il, admis la nécessité de réviser le paramètre déterminant le montant des indemnités kilométriques versées par l'Etat aux départements pour les routes nationales secondaires déclassées, avait constitué une mission à ce sujet. Les départements de montagne qui sont extrêmement pénalisés par l'importance du crière trafic sur ces voiries dans le paramètre en question ne perçoivent plus en quoi il est tenu compte des surcoûts — dont ils supportent la charge — liés au relief, aux érosions, au nombre et à l'importance des ouvrages d'art, au gel, au dégel et au déneigement. Force leur est bien de constater, en effet, que même si le coût de ces voiries peut être sept ou huit fois supérieur par habitant qu'il ne l'est dans un département très urbanisé, le montant de l'indemnité kilométrique qui leur revient n'est pas supérieur pour autant. Dans la mesure où M. le ministre des transports semble indiquer dans sa réponse que le Gouvernement a renoncé à réviser ce paramètre, laissant entendre qu'il conviendrait de rechercher d'autres moyens de compensation, il lui demande de bien vouloir lui préciser, d'une part, les conclusions qu'il a retirées de la mission précitée et, d'autre part, les intentions qui sont les siennes face à cet irritant problème.

Réponse. — Suivant les dispositions de la loi de finances pour 1972 qui a prévu le transfert du réseau national secondaire dans la voirie départementale et le décret du 17 avril 1972 qui en a fixé les modalités pratiques, la subvention versée par l'Etat aux départements tient compte non seulement des caractéristiques physiques de l'état du réseau transféré et de la situation financière des départements mais aussi des sujétions particulières dues au relief et au climat. Le taux de l'indemnité kilométrique revalorisé chaque année en fonction de l'évolution du montant du crédit global prévu par la loi de finances est calculé selon une formule qui prend en considération l'ensemble de ces données. Pour 1981 la dotation sera en augmentation de 11,20 p. 100 par rapport à celle de l'année 1980. Toutefois, et ainsi que le ministre des transports l'indique dans sa réponse du 27 octobre 1980 à laquelle le parlementaire intervenant fait référence, tout changement en la matière aurait pour effet de modifier très sensiblement l'équilibre entre les départements. C'est pourquoi, à la suite de la mission d'étude menée par les inspecteurs généraux de l'administration et du ministère de l'environnement et du cadre de vie, il est apparu préférable de prévoir une aide spécifique permettant de faire face aux difficultés rencontrées par les départements et les communes de montagne. A ce titre, le département de la Savoie a reçu, en 1979 et 1980, 1 460 000 francs pour l'aide à la voirie départementale et 630 000 francs pour l'aide à la voirie communale, soit 4 180 000 francs en deux ans. Cette aide sera reconduite en 1981.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions).

38864. — 1^{er} décembre 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la prise en compte de l'indemnité de sujétions spéciales pour le calcul des pensions des retraités de la police nationale. En dépit de promesses plusieurs fois répétées, rien n'apparaît encore dans le budget de 1981 pour que l'indemnité de sujétions spéciales soit prise en compte dans le calcul des pensions des retraités de la police nationale, voire mieux, qu'elle soit intégrée dans le traitement de base. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour respecter ses engagements.

Réponse. — Le ministre de l'intérieur a le regret d'indiquer à l'honorable parlementaire que jamais il n'a fait de promesse relative à l'intégration de l'indemnité de sujétions spéciales dans le traitement pris en compte pour le calcul de la retraite. Il a seulement accepté qu'une étude technique soit effectuée pour apprécier les incidences d'une telle mesure. Une intégration entraînerait une charge considérable pour le service de la dette publique, d'autant que les policiers ne sont pas les seuls fonctionnaires bénéficiant d'indemnités particulières justifiées par des servitudes spécifiques inhérentes à leurs fonctions. Au demeurant, cette indemnité est la contrepartie des obligations et des risques que comporte l'exercice de leur profession. Aussi son attribution est-elle par nature liée à une situation d'activité. Une initiative particulière dans ce domaine ne peut être envisagée.

Ventes (immeubles).

38885. — 1^{er} décembre 1980. — **M. Bernard Madrelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le règlement des travaux d'aménagement effectués par un syndicat intercommunal qui, s'il est parfois effectué en sa totalité, est cependant soumis à un paiement échelonné lorsque les propriétaires intéressés en expriment le désir. Cette solution, admise dans l'intérêt des redevables, ne doit pas aboutir à des conséquences préjudiciables aux collectivités locales. Des difficultés sont apparues lors d'aliénations immobilières, les nouveaux propriétaires se refusant, semble-t-il, à acquitter une dette contractée par leur vendeur. Or, l'existence et le ressort des syndicats intercommunaux n'étant pas mentionnés au bureau des hypothèques, et n'étant pas, en l'état actuel de la législation, portés officiellement à la connaissance des acquéreurs, il lui demande s'il n'apparaît pas utile qu'une nouvelle disposition oblige les notaires à informer les syndicats intercommunaux de la signature des actes, de façon qu'opposition soit faite au paiement de la partie du prix correspondant aux annuités dues par le vendeur sauf au cas où l'acquéreur déclarerait expressément prendre en charge lesdites annuités.

Réponse. — Il est précisé que rien n'interdit à un syndicat de communes de faire garantir par des hypothèques les créances qu'il contracte à l'occasion de l'aménagement des fonds. Il convient toutefois d'observer que tout acte sujet à publicité dans un bureau des hypothèques doit être dressé en la forme authentique (art. 4 du décret du 4 janvier 1955). Tout notaire procédant ultérieurement à la mutation d'un bien grevé d'hypothèque en est nécessairement informé et il est lui-même tenu en vertu des règles régissant la profession notariale d'en informer à son tour l'acquéreur. En tout état de cause les droits du créancier sur le bien considéré sont sauvegardés par l'inscription hypothécaire. Le problème évoqué ne nécessite donc pas une modification de la législation et relève entièrement des pratiques adoptées par les intéressés : il appartient à ces établissements publics de veiller à ce que les créances qu'ils acquièrent, à l'encontre des propriétaires en cause, soient inscrites au fichier immobilier.

Ordre public (maintien : Loire).

39037. — 1^{er} décembre 1980. — **M. Pascal Clément** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les récentes manifestations néonazies survenues dans la région roannaise et plus particulièrement sur les dégradations commises sur la maison d'un ancien résistant roannais et signées du sigle F.A.N.E. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rechercher les auteurs de tels actes et éviter la formation de rassemblements d'apologistes du nazisme.

Réponse. — Il est de fait que des inscriptions nazies et le sigle de l'organisation dissoute F.A.N.E. ont été tracés sur les murs du domicile d'un ancien résistant roannais dans la nuit du 11 au 12 novembre 1980. Cette personne qui a également fait l'objet de menaces verbales a déposé une plainte. Une enquête a été immédiatement diligentée et une surveillance renforcée des services de police a été prescrite. Les agissements délictueux ne se sont pas renouvelés depuis lors. Il est rappelé au parlementaire auteur de la question que le ministre de l'intérieur continuera à réprimer les activités néonazies avec la rigueur qui s'impose. Pour ce faire il a donné voici longtemps toutes instructions utiles à ses services.

Police (officiers de police judiciaire : Paris).

39041. — 1^{er} décembre 1980. — **M. Jean-Claude Gaudin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'anomalie suivante : la mairie du 19^e arrondissement, comme d'ailleurs le commissariat de police de ce quartier de Paris, refuse systématiquement les authentications de signatures demandées par les habitants de ce quartier. Les fonctionnaires de la mairie et du commissariat refusent également d'indiquer aux demandeurs où ils pourraient obtenir ce service. Il lui demande de lui indiquer si cette attitude est fondée et, dans la négative, de lui faire savoir quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette anomalie.

Réponse. — La question posée concernant un cas particulier, il est nécessaire de procéder à une enquête au plan local. Le résultat en sera directement porté à la connaissance de l'auteur de la présente question écrite.

Administration (fonctionnement).

39104. — 1^{er} décembre 1980. — **M. Henri Ferretti** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelle est la situation de droit créée par l'avis négatif d'un commissaire enquêteur dans une procédure d'enquête de commodo et incommodo ou d'utilité publique.

Réponse. — Lorsque le commissaire chargé d'une enquête d'utilité publique a émis un avis défavorable, le projet, objet de l'enquête, ne peut être déclaré d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat par application de l'article L. 11-2 du code de l'expropriation. Par contre, en matière d'enquête de commodo et incommodo, l'avis défavorable du commissaire enquêteur ne modifie pas le niveau de la compétence. Aux termes de l'article 7 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le commissaire enquêteur doit formuler un avis personnel et motivé sur la demande. Il est certain que, pour décider l'autorisation ou du refus, le préfet doit s'attacher à prendre en considération les remarques formulées.

Foire et marchés (forains et marchands ambulants).

39111. — 1^{er} décembre 1980. — **M. André Durr** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les problèmes posés par la présence, en nombre de plus en plus important, de marchands ambulants proposant à la clientèle des articles dits de fabrication artisanale africaine. Ces marchands sont particulièrement nombreux dans certains quartiers touristiques de Strasbourg. Agissant au mépris des lois et règlements en vigueur, les intéressés procèdent à des ventes qui contreviennent manifestement à la législation économique en matière d'étiquetage et de marquage. Par ailleurs le fait que les articles sont présentés comme étant d'origine africaine, ce qui n'est pas le cas, rend leurs vendeurs passibles des mesures prises à l'encontre des fraudeurs et de la publicité mensongère. Il lui demande que des mesures soient prises afin de mettre un terme à de telles pratiques qui constituent évidemment une concurrence particulièrement déloyale à l'égard des petits commerçants locaux.

Réponse. — Les problèmes posés par les commerçants ambulants proposant des articles dits de fabrication artisanale africaine font actuellement l'objet d'une étude interministérielle en vue de déterminer les différents moyens susceptibles d'enrayer leur prolifération car originaires le plus souvent d'Afrique noire, la plupart se trouvent en situation irrégulière au regard des textes réglementant le séjour des étrangers en France, ou l'exercice d'activités commerciales. Les contrôles effectués ont fait apparaître que les infractions les plus fréquemment relevées étaient le défaut de titre de séjour, de carte de commerçant étranger, de carte de commerçant sédentaire, de récépissé de consignment, d'affichage ou de marquage des prix, la non-présentation des factures ou le non-respect des arrêtés municipaux réglementant le commerce ambulant dans les communes. Il s'avère extrêmement difficile de lutter contre cette pratique de vente à la sauvette en poursuivant uniquement leurs auteurs trouvés en situation irrégulière car la plupart des décisions de justice sont alors rendues par défaut. Cette activité n'est en effet exercée sur le territoire français que durant un temps très restreint — trois mois au maximum — après lequel les intéressés regagnent leur pays. A cet égard, le préfet du Bas-Rhin m'a précisé que leur nombre s'était stabilisé depuis deux ans à Strasbourg en raison de contrôles effectués de façon continue ; ainsi au terme des opérations menées au mois d'octobre dernier, vingt-quatre ressortissants étrangers ont été interpellés et se sont vu notifier un refus de séjour. Par ailleurs, il ne semble pas exister de recrutement centralisé. Toutefois, il y a lieu de craindre que cette activité ne dissimule un trafic d'immigration clandestine, l'emploi abusif de main-d'œuvre étrangère ainsi que des fraudes au niveau fiscal et douanier. Aussi, convient-il de chercher à atteindre les intermédiaires et organisateurs de ces modes de vente, principaux bénéficiaires des avantages de ce commerce frauduleux dont sont le plus souvent victimes les vendeurs, lesquels font, seuls, l'objet des poursuites judiciaires. Il importe donc de renforcer les contrôles sur l'acheminement des objets proposés à la vente afin d'éviter les livraisons clandestines en provenance des pays étrangers.

Sports (natation).

39251. — 8 décembre 1980. — **M. Claude Coulais** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que le personnel des piscines municipales a entrepris, le 28 octobre 1980, une action nationale dans le but d'attirer l'attention des pouvoirs publics et des collectivités locales sur la nécessité de revaloriser et de créer une carrière pour les agents concernés. Il lui signale que, par une lettre du 10 octobre 1980, M. le directeur général des collectivités locales a bien voulu confirmer à M. Letessier, président de la fédération des maîtres-nageurs, que M. le ministre de l'intérieur avait saisi son collègue du budget. Il lui demande si une suite a été réservée à ces propositions.

Réponse. — En effet, l'examen des problèmes posés par l'actuelle organisation de la carrière des maîtres-nageurs, pour leurs conditions d'emploi et leurs responsabilités a été inclus dans l'étude d'ensemble entreprise sur la situation de ces agents par le ministère

de l'intérieur. Il n'est pas possible actuellement de préjuger les solutions qui pourraient être retenues d'autant que la révision des avantages statutaires et notamment des traitements des maîtres-nageurs doit tenir compte des directives du Gouvernement relatives à l'évolution des rémunérations des agents publics.

Permis de conduire (réglementation).

39296. — 8 décembre 1980. — M. André Billardon appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur une disposition du code de la route relative à la conduite des tracteurs agricoles. Lorsque ceux-ci sont attachés à une exploitation agricole, aucun permis n'est exigé pour leur conduite. Dans le cas contraire, et c'est le cas des tracteurs utilisés par les cantonniers communaux, les permis B ou C, selon le tonnage, sont obligatoires. Dans de nombreuses communes et notamment dans les communes rurales, les ouvriers d'entretien de la voie publique ne possèdent pas ces permis. Des tracteurs dont l'acquisition s'est parfois révélée coûteuse sont, de ce fait, inutilisés. Ainsi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour résoudre cet important problème; il souhaite savoir, en particulier, si le Gouvernement n'estime pas opportun d'assimiler la commune, pour l'entretien de ses biens agraires, à une exploitation agricole.

Réponse. — Le problème de la catégorie de permis exigible pour la conduite des engins réceptionnés et immatriculés comme tracteurs agricoles est régi par le code de la route. Celui-ci, par le jeu combiné des articles R. 128-A, R. 167-2 et R. 159 ne dispense les conducteurs de ces engins de permis que s'ils sont « attachés à une exploitation agricole ou à une coopérative d'utilisation de matériel agricole ». Tous les autres engins de ce type sont soumis à la réglementation générale qui impose le permis « B » au-dessous de 3,5 tonnes, et le permis « C » au-dessus. Pour des raisons de sécurité, il ne paraît pas opportun d'apporter des dérogations à ces règles, ni d'assimiler une commune à une exploitation agricole. En effet, si des mesures particulières ont été prévues pour les exploitations et coopératives agricoles, c'est en raison du fait que cette utilisation de matériels ou engins par les agriculteurs se fait épisodiquement, à l'intérieur des propriétés ou sur de courtes distances et le plus souvent en dehors des agglomérations, tandis que l'entretien de la voirie est un service permanent s'effectuant sur les routes et chemins publics le plus souvent à l'intérieur des agglomérations, ce qui pose un problème de sécurité et d'assurance vis-à-vis de l'utilisateur et des tiers.

Communes (personnel).

39381. — 8 décembre 1980. — M. Pierre Lataillade attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le cas d'un agent de bureau féminin d'une commune qui réclame l'application des dispositions de l'article R. 414 (indice 13 du code des communes) lors de sa titularisation. Cet article (décret n° 70-774 du 28 août 1970, art. 2) prévoit que : « lorsque le recrutement effectué selon les règles statutaires normales concerne des agents non titulaires, ceux-ci sont classés en tenant compte des trois quarts de la durée des services accomplis à temps complet ». Or, l'agent dont il s'agit, dès son entrée en fonction le 15 mai 1974, a été rémunéré mensuellement sur la base de l'indice de début de grade « agent de bureau auxiliaire », sans qu'il ait été pris d'arrêté municipal confirmant son recrutement. Au bout de quatorze mois cet agent a été nommé stagiaire au premier échelon du grade agent de bureau aux écritures et titularisée au deuxième échelon de ce même grade, sans tenir compte d'autre ancienneté que celle de la durée du stage, soit douze mois, plus deux mois d'ancienneté. Cette manière de procéder appelle des réserves de l'intéressée. Il lui demande si la demande de l'intéressée est recevable et si le personnel, à quelque grade qu'il appartienne recruté sans arrêté du maire (mensuel ou payé à l'heure) est en droit d'exiger l'application des dispositions de l'article R. 414, indice 13 du code des communes, au moment de sa titularisation.

Réponse. — Les dispositions de l'article R* 414-13 du code des communes sont applicables aux agents communaux, précédemment non titulaires à temps complet, recrutés selon les règles statutaires normales dans un emploi d'exécution visé à l'article R* 414-10. Le reclassement opéré en vertu de ce texte ne peut avoir pour effet de placer les intéressés dans une situation plus favorable que celle qui résulterait d'un reclassement à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui perçu dans l'ancien emploi. Le fait qu'il n'y ait pas eu d'arrêté de nomination en qualité d'auxiliaire, comme dans le cas d'espèce; est sans conséquence pour l'application de l'article R* 414-13 dès lors que l'intéressée figurait sur les états de soldes de la commune pour des services effectués à temps complet.

Communes (domaine public et privé : Moselle).

39384. — 8 décembre 1980. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'intérieur que quelques communes du département de la Moselle ne possèdent pas de mairie. Il en est notamment ainsi de la commune de Marsilly qui a actuellement environ 250 habitants. Or, la municipalité de Marsilly a mis sur pied un programme de construction d'une mairie et il lui a été indiqué qu'elle devrait attendre au moins quatre ans pour obtenir une subvention du ministère de l'intérieur. Compte tenu de la situation et notamment du caractère tout à fait spécifique de la construction envisagée qui a pour but de pallier l'absence d'un équipement nécessaire, il souhaiterait qu'il veuille bien lui indiquer si, de manière exceptionnelle, il ne serait pas possible d'accélérer considérablement l'examen du dossier de subvention de la commune de Marsilly et de lui permettre dans les prochains mois d'engager les travaux de réalisation de la mairie.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève des prérogatives locales du département de la Moselle. Il est donc invité à se rapprocher du préfet de la Moselle qui est tout à fait compétent pour répondre de façon précise et complète à cette question.

Communes (maires et adjoints).

39471. — 8 décembre 1980. — M. Pierre Forgues demande à M. le ministre de l'intérieur si l'article L. 122-13 du code des communes s'applique automatiquement dans le cas particulier d'un parlementaire maire qui est absent de sa commune parce qu'il siège à Paris, au Parlement, alors qu'il apparaît absolument nécessaire que soient faits des actes ou opérations relevant de ses fonctions et nécessitant sa présence physique immédiate (état civil, police par exemple).

Réponse. — L'article L. 122-13 du code des communes dispose : en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations, et, à défaut d'adjoints, par un conseiller municipal désigné par le conseil, sinon pris dans l'ordre du tableau. L'absence d'un maire de sa commune parce que, en sa qualité de parlementaire, il est retenu à Paris, est une situation de fait de nature à justifier la mise en œuvre des règles sur la suppléance. Toutefois, les pouvoirs de l'adjoint ou du conseiller municipal remplaçant sont limités à ceux que ne peut conserver le maire. C'est ainsi qu'il a été jugé que rien ne s'opposait à ce qu'un maire éloigné de la commune et provisoirement remplacé par un adjoint dans la plénitude de ses fonctions fasse lui-même certains actes pour lesquels l'éloignement ne constitue par un empêchement (Conseil d'Etat, 22 décembre 1911, Legrand). Dans un arrêt du 8 mars 1912, le Conseil d'Etat a précisé que la loi avait seulement entendu assurer la continuité des services municipaux, et permettre au remplaçant de procéder aux actes qui doivent normalement être accomplis à l'époque de l'empêchement du maire, mais qu'il n'en résulte pas pour le remplaçant le droit de se substituer au maire dans la direction générale des affaires de la commune.

Armes et munitions (entreprises).

39477. — 8 décembre 1980. — M. Guy Ducoioné interroge M. le ministre de l'intérieur sur le fait que son ministère a fait des appels d'offres pour différents types de munitions. Jusqu'alors la Société française de munitions recevait les commandes de ces munitions pour la police. Alors que les problèmes de l'emploi sont de plus en plus graves dans notre pays, que la question de la survie de la S.F.M. est posée, l'appel d'offres a été fait en direction de sociétés étrangères. Le service commercial de la Société française de munitions vient d'être informé que 250 000 cartouches de 38, spécial balle blindée, seraient commandées à une société qui importe ces munitions des Etats-Unis au lieu de la S.F.M. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que la Société française de munitions se voit confier la fabrication de ces 250 000 cartouches, et que, en tout état de cause, les sociétés nationales soient prioritaires.

Réponse. — La réglementation des marchés de l'Etat impose qu'ils soient passés après des appels d'offres. La firme signalée par l'auteur de la question a présenté des propositions qui n'ont pas permis, pour le marché indiqué, de lui donner la préférence par rapport à d'autres sociétés également soumissionnaires. Mais il convient de souligner qu'elle a obtenu par contre, à la même époque, deux commandes infiniment plus importantes que celle évoquée et que, pour l'ensemble de l'année 1980, les marchés qu'elle a eus avec le ministère de l'intérieur se montent à près du double de ceux qu'elle avait effectués en 1979.

JUSTICE

Divorce (droit de garde et de visite).

36069. — 6 octobre 1980. — M. Adrien Zeller expose à M. le ministre de la justice la situation préoccupante des enfants nés de mariages entre ressortissants étrangers et Françaises lorsque leurs parents viennent à divorcer. Il n'est pas rare, en effet, de voir le père quasiment « enlever » ses enfants en les envoyant dans son pays d'origine, empêchant la mère d'exercer son légitime droit de garde ou de visite. Dans ce cas, la voie pénale offerte à ces jeunes femmes est étroite et le plus souvent inefficace. Il lui demande donc quelles pourraient être les sanctions à envisager dans ces situations difficiles pour que soient appliquées, dans la pratique, les dispositions d'une ordonnance de non conciliation ou d'un jugement, afin que soient respectées les décisions prises par la justice française.

Réponse. — Le ministère de la justice se préoccupe depuis plusieurs années des problèmes spécifiques que pose au plan international la protection civile des enfants, notamment lorsque ceux-ci sont issus de couples mixtes et que leur résidence a été déplacée d'un pays dans un autre en violation du droit de l'Etat de la résidence habituelle. Comme la Chancellerie a eu l'occasion de l'indiquer à l'honorable parlementaire en réponse à sa question écrite du 6 octobre 1980 (n° 36068, Assemblée nationale, Débats, *Journal officiel* du 10 novembre 1980), différentes dispositions ont été prises au plan international, notamment avec les Etats du Maghreb, pour tenter de mettre fin à ces déplacements d'enfants. Les conventions bilatérales qui ont été conclues par la France pour la reconnaissance et l'exécution des jugements avec l'Algérie (convention du 27 août 1964 relative à l'exequatur), avec le Maroc (convention du 5 octobre 1957 d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition), avec la Tunisie (accord du 28 juin 1972 relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale et à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires) ne concernent, en effet, que les décisions ayant force de chose jugée ou qui ne sont plus susceptibles d'appel. De ce fait, ces conventions ne s'appliquent pas aux décisions provisoires rendues sur la garde et le droit de visite. C'est pourquoi la France vient de signer, le 18 septembre 1980 (J. O. du 3 octobre 1980, p. 2297), un échange de lettres avec l'Algérie concernant la coopération judiciaire en matière de garde et de droit de visite, additionnel à la convention franco-algérienne du 27 août 1964. Des contacts ont été également pris avec les autres Etats du Maghreb pour tenter d'aboutir au même résultat.

Logement (prêts).

37055. — 27 octobre 1980. — M. Joseph Comiti expose à M. le ministre de la justice que la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 et le décret n° 68-259 du 15 mars 1968 réglementant l'usure, les prêts d'argent et les opérations de démarchage et de publicité posent le principe général de l'interdiction de tout démarchage et publicité comportant des indications fausses ou inexactes et soumettent ces opérations à une réglementation complexe qui laisse subsister des obscurités et des contradictions. Il en est ainsi, notamment, pour les prêts à caractère hypothécaire, donc obligatoirement soumis à l'intervention d'un notaire. Il paraîtrait, en l'état des textes, utile de préciser certains points : 1° dans quelles conditions des publicités relatives à des prêts hypothécaires restent-elles tenues à l'obligation de l'indication du taux effectif global prévu par l'article 10 de la loi, incluant les différents frais de l'opération du prêt, dès lors que l'indication du caractère hypothécaire du prêt inscrite dans la publicité apporte une preuve suffisante de l'existence de frais supplémentaires ; 2° ces publicités restent-elles soumises également aux dispositions de l'article 4 du décret qui fait obligation de mentionner la raison sociale et l'adresse, ce qui paraîtrait constituer une infraction aux règles professionnelles des notaires. Le décret prévoyait d'ailleurs l'intervention d'un décret d'application réglementant le démarchage pour les prêts consentis chez les notaires : à ce jour, ce décret ne semble pas avoir été publié ; 3° un agent immobilier titulaire de la carte professionnelle délivrée par la préfecture de son département d'exercice, se livrant à titre très occasionnel à une publicité relative à des prêts hypothécaires, et agissant pour leur bonne fin en collaboration avec une étude de notaire, dont les clients prêtent les fonds, peut-il être considéré comme exploitant un cabinet de prêts. La simple mention des numéros de téléphone dans une annonce de prêt hypothécaire, avec le taux du prêt, est-elle suffisante, alors que les bénéficiaires des prêts immédiatement mis en rapport avec l'étude du notaire, qui a, par ailleurs, respecté toutes les obligations professionnelles, se sont déclarés totalement satisfaits des conditions du prêt.

Réponse. — 1° La loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité prévoit, d'une façon générale, dans son article 10, que toute publicité faite pour conseiller ou offrir des

prêts d'argent doit faire apparaître clairement le taux effectif global des prêts ou des emprunts ainsi que les charges qui s'y trouvent comprises. L'article 3 de la même loi considère que, pour la détermination du taux effectif global d'un prêt, il convient d'ajouter « aux intérêts les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, y compris ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt, même si ces frais, commissions ou rémunérations correspondent à des débours réels ». En raison de la généralité des termes employés par le législateur dans cet article, il apparaît — sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux — qu'il faut inclure la totalité des frais de l'acte notarié constatant un prêt dans les éléments de calcul du taux effectif global de ce prêt ; dès lors, ce taux doit apparaître clairement dans toute publicité ; 2° l'article 4 du décret n° 68-259 du 15 mars 1968 édicte l'obligation de mentionner, dans toute propagande ou publicité tendant à offrir ou à rechercher des prêts d'argent, le nom et l'adresse de la personne dont émane la proposition. Lorsque l'annonceur est un intermédiaire, il doit indiquer soit la dénomination ou la raison sociale et l'adresse des organismes ou entreprises au nom desquels il intervient, soit préciser qu'il agit pour le compte de particuliers. L'article 27 du règlement du conseil supérieur du notariat, approuvé par arrêté du garde des sceaux le 24 décembre 1979, « interdit aux notaires de faire des annonces générales... de capitaux à placer ou d'emprunter ». Il prévoit cependant que tous actes de publicité peuvent être faits par les notaires lorsqu'ils « en sont chargés par leurs clients et seulement pour les affaires dont ils s'occupent », chaque publication devant alors « avoir pour objet une ou plusieurs affaires spéciales et déterminées ». A cet effet, les notaires « peuvent utiliser tout support publicitaire ». Il résulte de la coexistence de ces textes que ces officiers publics, lorsqu'ils interviennent dans la négociation de prêts hypothécaires et recourent à des mesures de publicité, doivent se soumettre tant aux dispositions impératives de l'article 4 du décret du 15 mars 1968 qu'aux obligations professionnelles édictées par l'article 27 du règlement du conseil supérieur du notariat. Aux termes de l'article 11, dernier alinéa, de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966, un décret devait intervenir afin de réglementer le démarchage effectué pour des prêts consentis devant notaire. Le décret n° 67-491 du 22 juin 1967 a donc fixé les conditions d'application aux notaires des dispositions de l'article 11 de la loi du 28 décembre 1966. Ce texte précise que « les notaires peuvent rechercher des fonds en vue de leur placement par prêt passé en la forme authentique, sous réserve d'observer les interdictions énoncées aux articles 13 et 14 du décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat modifié ». Les limitations très strictes déjà imposées statutairement aux notaires en matière de recherche de fonds et de prêt d'argent sont de nature à assurer la protection du public contre des abus éventuels tout en permettant aux notaires d'assumer leur rôle traditionnel dans le domaine de la négociation de prêts d'argent ; 3° en l'état des textes, il n'apparaît pas que le terme « cabinet de prêts » fasse l'objet d'une définition juridique. L'agent immobilier qui se livre à une publicité relative à des prêts hypothécaires consentis par les clients d'un notaire est un intermédiaire ; en tant que tel il est soumis aux dispositions de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966. Ainsi qu'il l'a été précédemment rappelé, l'article 4 du décret n° 68-259 du 15 mars 1968 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1966 fait obligation à tout annonceur, s'il s'agit d'un intermédiaire, d'indiquer dans la publicité soit la « dénomination ou la raison sociale et l'adresse des organismes ou entreprises au nom desquels il intervient », soit de préciser « qu'il agit pour le compte de particuliers ». Sous réserve de l'appréciation souveraine des cours et tribunaux, la seule mention des numéros de téléphone, dans une annonce de prêt hypothécaire, ne satisfait pas aux conditions de publicité édictées par les textes en vigueur.

Baux (baux d'habitation).

38024. — 10 novembre 1980. — M. Dominique Pervenche rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 6 de la loi n° 80-1 du 4 janvier 1980 a modifié l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 instituant un droit de préemption au profit du locataire ou occupant. La réécriture du texte, déclarée avoir pour objet de permettre l'exercice du droit de préemption en cas de vente en bloc, paraît avoir des répercussions secondaires sur la portée desquelles la pratique notariale aimerait être éclairée : 1° alors que le texte ancien visait la première vente suivant la division de l'immeuble par appartements, la nouvelle rédaction dispose que le droit s'exerce à l'occasion de « toute vente d'un appartement, consécutive à la division d'un immeuble par appartements ». La modification paraît impliquer que, dorénavant, le droit de préemption est applicable non seulement à la première vente, mais également à toutes celles qui suivront. Il lui demande si cette conclusion est exacte ; 2° s'agissant d'un hôtel particulier, non soumis au régime de la copropriété, mais dont un ou plusieurs niveaux

sont donnés à bail, il lui demande si la vente de cet immeuble doit faire l'objet d'une notification au locataire avec ventilation du prix, en prenant en considération la division en jouissance, ou s'il convient de considérer que la vente échappe au droit de préemption, faute d'une division préalable en propriété.

Réponse. — L'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975, modifié par la loi n° 80-1 du 4 janvier 1980, a institué un droit de préférence au profit du locataire en cas de vente « d'un appartement consécutif à la division d'un immeuble par appartements ». 1° Il résulte de ces deux lois, ainsi que des débats parlementaires qui ont précédé leur vote, que le législateur a voulu protéger les locataires ou occupants de logements vendus à la suite d'une remise en copropriété de l'immeuble. Dans sa version initiale, la loi du 31 décembre 1975 précisait que le droit de préférence s'exerçait lors de la première vente. Dans sa rédaction du 4 janvier 1980, elle dispose que le droit de préférence s'exerce à l'occasion de « toute vente d'un appartement consécutif à la division... ». A la suite de cette modification le champ d'application de la loi peut paraître s'étendre à toutes les ventes et divisions subséquentes de lots constitués après la mise en copropriété initiale de l'immeuble et non plus seulement à la vente consécutif à la première division. Toutefois, à l'encontre de cette interprétation extensive de la loi nouvelle milite le caractère interprétatif que lui a conféré le législateur. Il appartient aux juridictions compétentes de prendre parti sur ce point ; 2° sous réserve de l'appréciation des tribunaux, la vente d'un immeuble occupé par plusieurs locataires ne paraît pas devoir être notifiée à ces derniers qu'en cas de division réalisée par la répartition de la propriété du bien vendu entre plusieurs personnes exerçant des droits exclusifs sur les parties privatives comprises dans les lots attribués à chacune d'elles, ce qui exclut la prise en considération d'une simple division en jouissance.

Justice (conseils de prud'hommes).

38134. — 17 novembre 1980. — M. Yvon Tondon alerte M. le ministre de la justice sur les retards avec lesquels sont versées les vacations des conseillers prud'hommes. Ceux-ci doivent être indemnisés, comme il lui a été précisé dans la réponse à une question écrite (n° 30258), dans les conditions prévues par le décret n° 80-358 du 21 mai 1980. Or, il s'avère, comme c'est le cas pour le tribunal de Nancy, que ces indemnités n'ont pas été versées aux conseillers prud'hommes, la nouvelle réglementation entraînant, outre une difficulté d'adaptation, lourdeur et lenteur administratives. Par exemple, au tribunal de Nancy, un cadre a perdu plus de 3 500 francs, un travailleur payé au S. M. I. C. plus de 2 000 francs, sans être dédommagés pour l'instant. Cela leur cause de grandes difficultés financières ayant des conséquences matérielles et morales pour eux-mêmes et leur famille. C'est pourquoi il lui demande s'il ne croit pas urgent de prendre des mesures pour que tous les conseillers prud'hommes de France reçoivent sans tarder les vacations auxquelles ils ont droit en compensation des pertes de salaires qu'ils subissent. Et, dans l'affirmative, quelles sont-elles.

Réponse. — La mise en place des conseils de prud'hommes s'est heurtée à de nombreuses difficultés matérielles au cours de l'année 1980. Il s'est agi, en effet, de doter ces juridictions en matériel et en personnel, d'élaborer de nombreux textes et directives et de permettre aux nouveaux agents de se former. L'ampleur de cette réforme a entraîné un certain nombre de retards administratifs qui ont notamment concerné le paiement des vacations aux conseillers prud'hommes. A l'heure actuelle, la situation s'améliore notablement et les conseillers devraient percevoir avant la fin de 1980 les arriérés de vacations qui leur sont dus. En 1981, les intéressés seront indemnisés dans les délais prévus par les textes.

Français (nationalité française).

38760. — 24 novembre 1980. — M. Pierre Messmer expose à M. le ministre de la justice qu'un nombre croissant de Français originaires des anciens territoires d'outre-mer devenus indépendants en 1960 sont l'objet de vérifications, d'enquêtes, voire de mesures de police ou de poursuites pénales tendant à remettre en cause leur nationalité. Certains d'entre eux, après avoir été dépouillés de leurs titres de nationalité et d'identité françaises, ont fait l'objet comme « étrangers » de décisions préfectorales de refoulement, voire d'expulsion, alors pourtant que la juridiction civile dont la compétence est exclusive, selon le titre VI du code de la nationalité, n'a pas été saisie. Ces mesures, qui répandent une vive émotion parmi les Français d'origine africaine, seraient dues dans certains cas à des suspicions quant à l'authenticité des documents présentés au juge d'instance pour obtenir le certificat de nationalité (alors qu'il n'est pas contesté que les intéressés, Français de naissance et domiciliés en France, tenaient des dispositions de la loi du 23 juillet 1960 le droit de se déclarer français à l'époque de leur déclaration, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la loi du 9 janvier 1973). Dans d'autres cas, les intéressés voient contester leur nationalité à l'occasion d'une demande de passeport ou de renou-

vellement de leur carte d'identité. Il lui demande si ces poursuites pénales et ces vérifications et mesures de police préfectorales sont dues à des directives émanant de la chancellerie et dans l'affirmative de lui en communiquer les textes.

Réponse. — La chancellerie n'a donné aucune directive, d'ordre général, tendant à vérifier la nationalité des Français originaires des anciens territoires d'outre-mer devenus indépendants en 1960 et à entreprendre, contre eux, des instances judiciaires pour remettre en cause leur nationalité. En revanche, dans le cadre du contrôle de la délivrance des certificats de nationalité qu'elle tient de la loi et des consultations qui lui sont adressées par les juges d'instance, les préfetures et diverses administrations, la chancellerie est amenée à examiner, individuellement, la situation, au regard de la nationalité française, de personnes déterminées. Le cas échéant, elle demande au procureur de la République d'engager une procédure contentieuse pour demander l'annulation judiciaire d'un certificat de nationalité française qu'elle estime délivré à tort. Le nombre de ces procédures diligentées à l'initiative de la chancellerie est peu important, quatorze en 1978, huit en 1979, sept en 1980, dont deux au total, pour ces trois années, concernent des Africains. Le ministère de la justice a, en outre, connaissance de quelques poursuites pénales qui ont été engagées à l'encontre de personnes soupçonnées d'être titulaires soit de faux papiers d'identité, soit de documents authentiques obtenus à l'aide de pièces ou de renseignements mensongers. Il appartiendra, dans ces affaires, aux tribunaux d'apprécier souverainement si des infractions pénales ont été commises et de se prononcer sur la culpabilité des intéressés. Lorsqu'il est judiciairement prouvé qu'un certificat de nationalité est un faux ou a été établi à l'aide de faux documents, il ne peut avoir la valeur probante qui est légalement attachée au certificat délivré dans les conditions de l'article 150 du code de la nationalité française. Il convient également de rappeler que les Français originaires des anciens territoires d'outre-mer d'Afrique ne peuvent administrer la preuve qu'ils ont conservé la nationalité française, à la suite de l'indépendance de leur pays d'origine, qu'en produisant l'exemplaire enregistré de leur déclaration de reconnaissance de la nationalité française ou en justifiant qu'ils avaient fixé leur domicile hors des Etats de la Communauté lorsqu'ils sont devenus indépendants. Selon une jurisprudence constante de la Cour de cassation (Cass. civ. 20 décembre 1955, J.C.P. 1956 II n° 9173; Cass. civ. 9 janvier 1957, J.C.P. 1958 II n° 10414; Cass. civ. 25 juin 1974, Rev. Crit. D.I.P. 1975, p. 231), le domicile de nationalité est défini comme la résidence effective présentant un caractère stable et permanent et coïncidant avec le centre des attaches familiales et des occupations professionnelles. Or, il s'avère que des personnes originaires des anciens territoires d'outre-mer d'Afrique ou de Madagascar ont obtenu des documents d'identité de Français, après 1960, alors que leur domicile ne présentait pas les caractéristiques ci-dessus définies.

Auxiliaires de justice (avocats).

38912. — 1^{er} décembre 1980. — M. Alain Richard attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés d'interprétation auxquelles peut donner lieu le décret n° 80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat. En effet, les articles 2 à 7 de ce décret mettent en place un examen d'entrée dans le centre de formation professionnelle d'avocat où doit s'effectuer la préparation du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sans préciser si les étudiants qui ont réussi cette épreuve doivent immédiatement s'inscrire dans un centre de formation professionnelle ou s'ils ont le droit de différer leur inscription. Comme de nombreux étudiants peuvent avoir réussi cette épreuve et être dans l'impossibilité de suivre la formation dispensée par le centre dans l'année qui suit leur succès, pour des raisons de santé ou pour accomplir leurs obligations militaires, il lui demande de bien vouloir lui préciser si cet examen reste valable jusqu'à ce que le lauréat soit en mesure d'exploiter son succès.

Réponse. — Aucune disposition du décret n° 80-234 du 2 avril 1980 ne précise le point de savoir si un candidat ayant réussi l'examen d'entrée dans un centre de formation professionnelle d'avocat est tenu d'accomplir immédiatement l'année de formation ou s'il peut différer celle-ci d'une ou de plusieurs années. Dans le silence du texte, il apparaît que rien ne s'oppose à considérer que la validité de cet examen n'est pas limitée dans le temps.

Permis de conduire (réglementation).

39167. — 8 décembre 1980. — M. Henri de Gastines rappelle à M. le ministre de la justice qu'il l'a interrogé, par la voie d'une question écrite portant le numéro 36126, sur l'opportunité de donner à l'autorité préfectorale le pouvoir d'accorder le sursis en matière de retrait de permis de conduire, ou d'autoriser l'exécution de cette mesure en dehors des jours ouvrables lorsque les contrevenants ont impérativement besoin de leurs véhicules pour l'exer-

cice de leur profession. La réponse qui a été apportée à cette question et qui a été publiée au *Journal officiel*, A.N., Questions n° 44 du 13 novembre 1980 (p. 4662), fait état de ce que les propositions faites dans ce domaine ne peuvent être envisagées car la suspension du permis de conduire, dont la décision intervient sur proposition de la commission administrative compétente, représente une « mesure de sécurité ». Il lui fait observer, à ce propos, que le bien-fondé d'une telle argumentation pourrait s'admettre s'il s'agissait d'une véritable « mesure de sécurité », telle celle qui peut être amenée, par exemple, à être prise à l'encontre d'une personne soudain frappée de démence et qu'il convient alors, à juste titre, de mettre hors d'état de nuire dans l'immédiat. Pour que la motivation analysée dans la réponse précitée puisse être admise, il faudrait que les décisions de retrait de permis de conduire n'interviennent que dans des cas graves et spécifiques, c'est-à-dire dans le but exclusif d'assurer la sécurité des usagers de la route (comme c'était d'ailleurs la pratique à l'origine des commissions de retrait) et surtout que lesdites décisions soient prises dès la constatation de la faute et aient une application immédiate. La pratique actuelle, qui consiste à appliquer une « mesure de sécurité » plusieurs semaines, voire plusieurs mois après l'infraction constatée, ne relève pas d'une évidence logique et s'apparente, en fait, beaucoup plus qu'à une protection des usagers de la route, à une sanction classique décidée par une sorte de tribunal parallèle, qui ne présente toutefois aucune des garanties offertes par l'appareil judiciaire et ne permet pas aux contrevenants de bénéficier des possibilités de recours ou d'aménagement que la loi offre à tout citoyen. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, compte tenu des remarques qui précèdent, de bien vouloir faire procéder à une nouvelle étude du problème soulevé, dont l'étude et la justification de la solution qui lui est apportée actuellement ne peuvent être considérées comme satisfaisantes.

Réponse. — Le garde des sceaux ne peut que confirmer les termes de sa précédente réponse en précisant que les instructions adressées aux préfets ont toujours insisté sur le fait que l'efficacité de l'action administrative en matière de suspension du permis de conduire dépendait de la rapidité avec laquelle elle était exercée.

Décorations (Légion d'honneur).

39411. — 8 décembre 1980. — M. Philippe Séguin rappelle à M. le ministre de la justice la suggestion qu'il lui a déjà présentée lors de son audition par la commission des lois au sujet du projet de budget 1981 de son département, et plus particulièrement du budget annexe de l'ordre de la Légion d'honneur. La stagnation du montant des traitements, la réduction progressive du nombre des bénéficiaires expliquent qu'un volume de plus en plus important des crédits affectés aux traitements est annulé en cours d'année. A l'inverse, on observe des besoins financiers grandissants à la société d'entraide de la Légion d'honneur — et en particulier au niveau de ses sociétés locales — que ne suffisent pas à couvrir ses ressources traditionnelles. Il lui demande donc s'il ne pourrait utilement envisager de procéder à un redéploiement des crédits inscrits au budget de l'ordre: l'abondement de la subvention à la société d'entraide (par compensation à due concurrence), sur le chapitre des traitements permettrait à la fois de répondre à des nécessités sociales, vérifiées sur le terrain, en même temps qu'à un souci de vérité budgétaire.

Réponse. — L'amélioration des possibilités d'action des sociétés d'entraide a depuis plusieurs années fait l'objet d'une attention soutenue de la part des services de la grande chancellerie de la Légion d'honneur. La grande chancellerie a proposé, à cet effet, que les membres de l'ordre et les médaillés militaires qui le souhaiteraient puissent, dans le cadre des dispositions réglementaires mises au point avec les ministères de la justice et du budget, abandonner leur traitement au profit des plus démunis d'entre eux. Le texte qui a été préparé pour concrétiser cette mesure est d'ailleurs en cours d'examen par les sociétés concernées. La grande chancellerie de la Légion d'honneur ne serait pas défavorable, si cette disposition était acceptée par lesdites sociétés, à poursuivre dans la même voie, en recherchant d'autres moyens permettant d'accroître les ressources de ces sociétés. Toutefois, il serait nécessaire d'examiner à cette occasion non seulement le cas de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur en faveur de laquelle intervient l'honorable parlementaire mais également celui de la société nationale « les Médaillés militaires ». Au surplus, il conviendrait d'étudier une procédure permettant de contrôler l'emploi des dotations qui pourraient être allouées. L'utilisation par voie de redéploiement de crédits non actuellement dépensés pour les traitements des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires, en raison de la diminution des effectifs, pourrait constituer l'une des manières d'encourager l'action des sociétés d'entraide. Mais une telle mesure, qui impliquerait de maintenir à titre permanent les traitements à leur taux actuel et nécessiterait l'acceptation des représentants des membres de l'ordre et des médaillés militaires ne paraît pouvoir être envisagée que dans le cadre d'une loi de finances.

Fonctionnaires et agents publics (statut).

39498. — 8 décembre 1980. — M. Yvon Tondou expose à M. le ministre de la justice que selon certaines informations fournies par la section syndicale C. F. D. T. de la caisse centrale de coopération économique, un prêt de 140 millions de francs aurait été accordé par cet organisme à la Société minière de Tassa N'Taghalgue au Niger en décembre 1979 et bien que le projet n'ait été techniquement, ni financièrement tout à fait au point. Selon les mêmes sources, l'actuel président directeur général de ladite société aurait été, jusqu'en août 1979, directeur général de la caisse centrale de coopération économique. Si ces faits se révélaient exacts, il y aurait violation de l'article 175 du code pénal qui interdit à un commis de l'Etat, ayant eu à connaître des marchés passés avec une firme privée, d'y exercer moins de cinq ans après avoir quitté son emploi public. Il aimerait voir si ces allégations sont inexactes et si elles ne le sont pas quelles mesures il prendra pour que la justice soit saisie d'une telle affaire.

Réponse. — L'article 139 du règlement de l'Assemblée nationale interdit de répondre à la présente question dans la mesure où elle met en cause une personne privée aisément identifiable.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel : Vosges).

37309. — 27 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département des Vosges, ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel : Meurthe-et-Moselle).

37310. — 27 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel : Moselle).

37311. — 27 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Moselle, ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel : Meuse).

37312. — 27 octobre 1980. — M. Jean-Louis Masson souhaiterait que M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion veuille bien lui indiquer quels étaient, au 1^{er} octobre 1975 et au 1^{er} octobre 1980, les effectifs totaux des agents titulaires, contractuels, vacataires ou autres, employés par le département de la Meuse, ainsi que la ventilation de ces effectifs entre chacun des arrondissements du département.

Réponse. — Les renseignements demandés sont les suivants : Meurthe-et-Moselle : 1^{er} octobre 1975, 5 251, et 1^{er} octobre 1980, 6 244 ; Meuse : 1^{er} octobre 1975, 1 096, et 1^{er} octobre 1980, 1 277 ; Moselle : 1^{er} octobre 1975, 3 634, et 1^{er} octobre 1980, 4 216 ; Vosges : 1^{er} octobre 1975, 1 617, et 1^{er} octobre 1980, 1 962. La ventilation souhaitée ne peut être fournie du fait que le département constitue l'unique circonscription territoriale retenue pour toutes les études relatives à l'implantation géographique des effectifs et l'établissement de statistiques s'y rapportant.

Postes et télécommunications (téléinformatique : Yvelines).

37431. — 3 novembre 1980. — M. Michel Noir, rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion les termes de la réponse apportée à sa question n° 34290 du 4 août 1980. Il lui demande de bien vouloir lui préciser ce qu'il

entend par législation applicable en matière de responsabilité éditoriale aux différents fournisseurs de service qui participent à l'expérience de Vidéotex, à Vélizy.

Réponse. — La responsabilité éditoriale évoquée dans la réponse à la question n° 34290 visait la responsabilité en matière de presse. A titre d'exemple, la responsabilité du directeur de la publication ou de l'éditeur pourrait être engagée au plan pénal, notamment : en matière de crimes et délits commis par voie de presse (art. 42 de la loi du 29 juillet 1881); en cas d'outrage aux bonnes mœurs (art. 283 du code pénal); en cas d'infraction à la réglementation en matière de publicité.

Postes et télécommunications (téléphone).

37646. — 10 novembre 1980. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les effets que risque d'induire pour les industriels l'annonce faite récemment par l'administration des postes et télécommunications d'une baisse des prix sur les répondeurs téléphoniques. Il lui pose par ailleurs les inquiétudes reprises dans la presse quant aux délais et prix rendus publics pour des produits non encore fabriqués en série, non agréés et dont, semble-t-il, l'administration du téléphone n'est pas encore en état de connaître précisément la qualité. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui exprimer son intention à ce sujet, ainsi que de lui communiquer l'état actuel des études menées par ses services sur ces deux questions.

Réponse. — Jusqu'en 1975, la plus grande partie des répondeurs téléphoniques vendus en France étaient importés et, jusqu'ici, malgré le développement depuis cette date d'une industrie nationale, la balance commerciale dans ce domaine demeure déficitaire. La situation n'était donc pas satisfaisante, ni pour l'industrie nationale, ni pour le consommateur car les prix restaient plus de deux fois supérieurs aux prix les plus bas du marché mondial. C'est pourquoi le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion a autorisé l'Entreprise générale de télécommunications (E. G. T.), société à capitaux publics placée sous sa tutelle et chargée de la commercialisation de différents terminaux de péritéléphonie, à procéder à une consultation pour des quantités sensiblement supérieures à celles qui étaient jusqu'alors placées sur le marché français. D'importantes baisses de prix sont rendues possibles par l'effet du volume de ces commandes pluriannuelles; elles placent l'industrie française au niveau de la concurrence internationale. Ces décisions, évidemment favorables aux consommateurs nationaux, le sont également pour les industriels français qui ont à satisfaire un marché national en forte expansion compte tenu de la baisse des prix, et à conquérir des marchés internationaux sur lesquels ces nouveaux matériels devraient être compétitifs. Les nouveaux répondeurs simples, fabriqués par Elème et la Radiotechnique, sont agréés et disponibles. Le répondeur enregistreur, fabriqué par la Radiotechnique, est agréé et devient disponible courant janvier 1981. Les répondeurs enregistreurs à interrogation à distance, commandés à Cruzet et à la C.S.E.E., seront disponibles au début du deuxième trimestre 1981; ils sont en cours d'examen technique dans le cadre de la procédure d'agrément. Les informations les concernant conservent donc un certain caractère prévisionnel.

*Postes et télécommunications et à la télédiffusion :
secrétariat d'Etat (personnel).*

38356. — 17 novembre 1980. — M. François Lelzour attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les faits suivants : le 7 octobre 1980, un militant syndical de la C.G.T. prenait la parole devant le personnel au bureau de poste principal de Brest pour condamner les attentats fascistes et demander à tous les présents de s'incliner devant les victimes de la rue Copernic. Aujourd'hui, ce militant est l'objet d'une enquête disciplinaire dont les suites peuvent être graves pour sa carrière parce qu'il a pris la parole. Un tel acte d'autoritarisme est tout à fait injuste et scandaleux. Il lui demande donc que cessent de tels agissements qui vont à l'encontre de la lutte indispensable contre la renaissance du fascisme.

Réponse. — Aux termes des dispositions relatives à l'exercice du droit syndical dans les P.T.T., et conformément à une jurisprudence constante, les réunions syndicales et les manifestations assimilées, telles que les prises de parole, ne peuvent avoir lieu dans les locaux de travail pendant la durée de celui-ci. C'est pour avoir transgressé ces règles, indispensables au fonctionnement du service public, qu'un agent du bureau de Brest principal, d'ailleurs récidiviste à cet égard, a été privé de fournir des explications. Il venait en effet d'exposer, dans un atelier de travail, la position de son syndicat au sujet de l'attentat de la rue Copernic et d'interrompre pour cela le travail de ses collègues chargés de préparer la distribution du courrier.

Postes et télécommunications (télécommunications).

38474. — 24 novembre 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur le surcoût qu'entraîne la privatisation des télécommunications. Choisie pour éviter de créer des emplois, cette solution déjà grave dans son principe ne résout pas les problèmes de budget. Ainsi, pour une modification d'installation pour laquelle l'abonné verse 100 francs, l'entreprise privée demande 300 francs à l'administration. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour assainir cette situation.

Réponse. — La question posée présente deux aspects, le principe du recours à la sous-traitance, d'une part, le cas particulier où une prestation tarifée 100 francs à l'abonné revient à 300 francs à l'administration, d'autre part. Sur le premier point, il est rappelé que le recours massif à la sous-traitance, de toute manière inéluctable pendant la période de mise à niveau du réseau français de télécommunications, a toujours été considéré comme devant être limité dans le temps. Il aurait été de mauvaise gestion de recruter des personnels qui, une fois achevée la période de rattrapage, se seraient trouvés en surnombre ou auraient posé des problèmes graves de reclassement. Il est souligné, au surplus, que les travaux de génie civil, qui représentent une part importante des travaux de lignes, ont été de tout temps réalisés par des entreprises privées. Sur le second point, il est observé que le tarif de 100 francs, auquel se réfère l'honorable parlementaire, représente le minimum de perception, correspondant au prix de pose d'une prise téléphonique, pour un travail de déplacement ou modification d'appareil ou d'installation, lequel entraîne au cas général le remboursement des frais réels majorés des dépenses annexes, y compris éventuellement, pour des installations complexes, les frais afférents au réseau de distribution. La prestation tarifée à 100 francs ne peut correspondre, sauf cas exceptionnel, qu'à un travail particulièrement simple de modification d'installation, tel le déplacement ou l'adjonction d'une entreprise, dont il est précisé qu'il est payé, en moyenne, moins de 100 francs par l'administration.

Postes et télécommunications (radiotéléphonie).

38639. — 24 novembre 1980. — M. Christian Laurissergues appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les craintes des usagers de la Citizen's Band, de voir celle-ci réduite à un simple gadget dénué d'intérêt, et de se voir privés de cette forme nouvelle de communication, dans l'hypothèse où une disposition réglementaire aurait pour objet ou effet de réaliser explicitement ou implicitement la reconnaissance légale des seuls appareils radio-électriques d'émission et de réception dont les capacités seraient limitées à : 0,5 ou 1 watt; 22 canaux dans la bande des 27 mégahertz; modulation de fréquence exclusivement. En conséquence, il lui demande quelles sont ses intentions face à cette crainte des utilisateurs.

Postes et télécommunications (radiotéléphonie).

39731. — 15 décembre 1980. — M. Maurice Tissandier appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la prolifération actuelle des postes C.B., utilisant la bande d'émission des 27 mégahertz. Il lui fait remarquer que, depuis de nombreuses années, la bande des 27 mégahertz est utilisée par les amateurs de radiocommande de modèles réduits dans des conditions définies aux articles L. 39 et L. 89 du code des télécommunications. Ces amateurs doivent s'acquitter d'une somme de 50 F pour obtenir une licence annuelle, leur donnant droit d'émettre sur cette fréquence. Or, il constate que depuis quelques mois, des postes émetteurs-récepteurs, installés à bord de véhicules automobiles privés, utilisent cette bande hertzienne sans autorisation. Il lui signale que cette pratique se traduit par des interférences sur les canaux des utilisateurs autorisés, et occasionne des pertes de contrôle de leurs appareils, avec tous les risques que cela comporte. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'attribuer aux modélistes une bande de fréquence propre, si possible proche des 27 mégahertz, afin qu'ils puissent continuer à utiliser le matériel dont ils disposent à l'heure actuelle.

Réponse. — Le Gouvernement est très conscient de l'ampleur et de la variété des problèmes nés de l'apparition en Europe, d'une part, d'une certaine curiosité pour le phénomène de civilisation nagueure purement américain connu sous le nom de « Citizen Band », ou « C.B. », d'autre part, d'une campagne publicitaire pour l'achat de matériels « C.B. » provenant de surstocks américains et japonais et vendus à bas prix. Cette campagne, qui se développe au mépris des réglementations protégeant les citoyens des pays européens à forte densité de population des nuisances inhérentes à ce genre de distraction, a présenté parfois ces réglementations comme traduisant la volonté d'interdire la communication de loisir

et, sur la base de comparaisons orientées, comme exprimant une position restrictive spécifique à la France. Or, le Gouvernement observe que le principe d'une réglementation en matière d'utilisation de la bande des 27 MHz est d'application générale en Europe, et même que cette activité est purement et simplement interdite en Grande-Bretagne. La position française n'était nullement exceptionnelle et visait seulement à protéger, par une réglementation appropriée, les autres utilisateurs de la bande dite des 27 MHz, et de limiter les perturbations causées à certains appareils électroniques, en particulier les téléviseurs. Il est rappelé à cet égard que la bande des 27 MHz est actuellement affectée à de nombreuses applications industrielles, scientifiques et médicales de l'énergie radioélectrique, à des réseaux professionnels de sécurité, de maintenance, de transporteurs, à des balises de navigation aérienne, à des télécommandes diverses, par exemple en matière d'aéromodélisme. La réglementation présente donc, dans son principe, un caractère strictement protecteur de l'intérêt général. Dans un souci de mieux répondre à un besoin de convivialité désormais largement exprimé, le Gouvernement vient de décider de l'assouplir et de modifier les normes admises pour les émetteurs récepteurs 27 MHz. L'utilisation d'appareils de 22 canaux, d'une puissance ne dépassant pas 2 W et émettant uniquement en modulation de fréquence, est désormais autorisée en France. Les utilisateurs devront être titulaires d'une licence dont le coût, sensiblement inférieur à celui pratiqué dans les autres pays de la Communauté, sera de vingt francs par an, payable en une seule fois pour une période de cinq ans. Cette nouvelle réglementation, très nettement plus favorable que celle de la majeure partie des pays européens, lesquels ont opté pour la norme C.E.P.T. (300 MW, 22 canaux), offre de bonnes conditions d'exploitation de ce type de radiocommunication de loisir. Une fréquence spécifique sera, par ailleurs, attribuée aux activités d'aéromodélisme.

Postes et télécommunications (téléphone : Rhône).

38765. — 24 novembre 1980. — M. Michel Noir rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion les termes de sa question écrite n° 35023 concernant le choix des départements dans lesquels va être étendu le système téléphonique de téléalarme à l'intention des personnes âgées. Dans sa réponse M. le secrétaire d'Etat lui avait précisé que l'équipement du département du Rhône en centre de secours de téléalarme ne devrait présenter aucune difficulté particulière. Il lui demande si la décision a déjà été prise, sinon quand doit-elle l'être, et comment sa mise en œuvre a-t-elle été prévue par les services du secrétaire d'Etat.

Réponse. — Ainsi qu'il l'a été précisé à l'honorable parlementaire dans la réponse à sa question écrite n° 35023, deux types de préoccupations doivent être distingués lors de la mise en place du système de téléalarme. L'aspect technique relatif au choix des matériels les plus performants, les plus appropriés et les plus fiables relève de la responsabilité des services de télécommunications. L'aspect d'organisation et d'exploitation du système au niveau des services chargés de traiter les appels et de mettre en œuvre les équipes de secours appropriées, y compris la mise en place des centrales de réception des appels, relève, dans une optique de large décentralisation, des départements, des communes, des associations spécialisées, voire des bureaux d'aide sociale. L'ensemble des initiatives décentralisées peut, du reste, faire l'objet d'une coordination sous l'égide du secrétariat d'Etat à l'action sociale, en particulier par le canal des directions départementales à l'action sanitaire et sociale. Il n'est pas encore possible de définir avec précision un calendrier d'ouverture du service normal de téléalarme. Aux contraintes matérielles liées à la fabrication en grande série du matériel relégué s'ajoutent en effet les considérations pratiques d'organisation des services de secours au plan départemental et local. Il est bien évident que ces dernières considérations ne seront pas sans influence quant à la détermination d'implantations possibles. C'est pourquoi la réponse précitée mettait l'accent sur l'intérêt de principe manifesté dans le Rhône par les élus et diverses associations, mais rappelait implicitement l'opportunité d'une concrétisation pratique, de nature à accélérer, le moment venu, la mise en place du système dans ce département.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : postes et télécommunications).*

38798. — 1^{er} décembre 1980. — M. Jean Fontaine signale à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que les Réunionnais résidant en métropole ou y séjournant s'étonnent que pour avoir une communication téléphonique avec leur département d'origine il faille composer le 19, attendre la tonalité, composer l'indicatif du département d'outre-mer et le numéro de l'abonné, de la même manière que s'il s'agis-

sait d'un pays étranger. Comme les circuits sont généralement encombrés, les standardistes, elles-mêmes appelées à donner la communication, répondent généralement qu'il y a toujours des difficultés avec les pays étrangers. Dans le même temps, de la Réunion, pour avoir la métropole, il suffit de faire le 16, ce qui compose l'indicatif du département et le numéro de l'abonné. Il lui demande donc de lui faire connaître pourquoi la réciprocité ne pourrait pas être admise.

Réponse. — La détermination des préfixes d'orientation résulte de considérations exclusivement techniques, et l'emploi d'un préfixe différent selon le département français de destination n'a bien évidemment aucun caractère discriminatoire. L'honorable parlementaire se souvient certainement que, jusqu'au 17 avril 1978, pour des raisons purement contingentes d'achèvement, les abonnés parisiens utilisaient, selon le département métropolitain de destination, l'un des préfixes 15 ou 16, et ne se posaient nulle question, sauf de commodité, quant à cette dualité. L'existence du 19 à côté du 16 traduit simplement le fait que les communications intercontinentales empruntent des circuits par satellites, qui ne sont accessibles en métropole que par des autocommutateurs écoulant du trafic international. Dans les départements d'outre-mer, le préfixe 16, n'étant pas utilisé au plan local, a pu être retenu pour le trafic vers la métropole, ce qui a permis d'achever ce trafic par voie automatique sans attendre la mise en service d'équipements intercontinentaux spécifiques.

Postes et télécommunications (téléphone : Paris).

38948. — 1^{er} décembre 1980. — M. Gilbert Gantier appelle à nouveau l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur les mouvements qui résultent de la décision de suspendre la publication de l'annuaire par rues de Paris. En réponse à la question écrite qu'il lui avait posée le 31 mars dernier sur le même sujet, il lui précisait en effet qu'il s'agissait « d'une mesure de circonstance, ce qui n'implique aucune décision de principe quant à la suppression d'un produit dont mes services évaluent, pour une prochaine édition, la périodicité et les modalités de distribution ». Il demande donc en conséquence s'il lui est possible de faire connaître la décision définitive prise en la matière, et le cas échéant, les modalités arrêtées par ses services en ce qui concerne la prochaine parution de l'annuaire par rues.

Réponse. — La réponse publiée au *Journal officiel* du 5 mai 1980 demeure valable. Les modalités de réalisation technique de ce document ne sont pas arrêtées définitivement et les modalités de son financement et de sa mise à disposition sont encore à l'étude.

Postes et télécommunications (téléphone).

38975. — 1^{er} décembre 1980. — M. Vincent Ansquer demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion s'il n'estime pas équitable d'exonérer de la redevance d'installation téléphonique les personnes âgées qui bénéficient, à juste titre, de l'exonération de la redevance télévision.

Réponse. — Lorsqu'il a été décidé de faire bénéficier certaines catégories de personnes âgées de l'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau téléphonique, trois conditions précises d'attribution de cet avantage ont été définies : l'âge (plus de soixante-cinq ans), l'isolement (vivre seul ou avec son conjoint) et un plafond de ressources. Sur ce dernier point, il est apparu indispensable de définir un critère simple et sans ambiguïté afin d'éviter, d'une part, que les intéressés aient à constituer un dossier justificatif de leurs droits, d'autre part, que les services des télécommunications soient amenés à se livrer à des investigations délicates qui ne sont ni de leur domaine, ni de la compétence de leurs agents. La qualité d'allocataire du fonds national de solidarité constitue de ces différents points de vue un critère satisfaisant, et il n'est pas actuellement envisagé de leur en substituer un autre.

Postes et télécommunications (bureaux de poste : Seine-Saint-Denis).

39080. — 1^{er} décembre 1980. — M. Louis Odru expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion qu'à l'appel de leur syndicat C. G. T., le personnel de la poste principale de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) agit contre la dégradation de ses conditions de travail, aggravées notamment depuis la mise en place, le 13 octobre 1980, du plan de restructuration. Ces employés revendiquent notamment l'augmentation des effectifs indispensables au bon fonctionnement du service et la réduction du temps de travail à trente-cinq heures en cinq jours. Ils demandent dans l'immédiat, la révision de toutes les tournées, la création de deux quartiers supplémentaires à la distribution, la création d'une position de travail supplémentaire à l'achèvement et la fixation de l'heure de fin de tri à 7 heures 10 maximum. Totalement solidaire

des postiers rosnéens en lutte, il lui rappelle également les revendications des usagers concernant l'ouverture à temps plein de l'annexe du Pré-Gentil et la réalisation d'une annexe dans le quartier de la Boissière. De ces deux revendications découle en outre la nécessité de créer les postes de travail indispensables au bon fonctionnement de ces nouveaux services, exigence qui est loin d'être satisfaite pour l'ouverture à mi-temps de l'annexe du Pré-Gentil. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la satisfaction de ces revendications exprimées par les postiers et par les usagers de Rosny-sous-Bois, qui visent toutes à l'amélioration de la qualité de ce service public.

Réponse. — La suppression de la distribution de l'après-midi s'inscrit dans le cadre d'une action nationale. Cette distribution n'existait plus que dans les villes de plus de 50 000 habitants et les chefs-lieux de département. Dans la plupart de ces localités, d'ailleurs seules les tournées du centre ville faisaient l'objet d'une seconde distribution. Or, aujourd'hui, les circuits d'acheminement du courrier permettent à la quasi-totalité des correspondances d'arriver dans les bureaux avant le départ des proposés pour la distribution du matin. C'est ainsi que la part relative du courrier remis à domicile l'après-midi est devenue de plus en plus faible jusqu'à ne représenter que moins de 5 p. 100 du trafic total. De plus, certaines réorganisations du réseau d'acheminement, une meilleure articulation entre les horaires d'arrivée du courrier et de sortie des préposés, permettent d'accroître encore le nombre des correspondances susceptibles d'être distribuées au cours de la distribution matinale. Dans ces conditions, compte tenu de la dépense improductive que représentent les distributions d'après-midi, il a été décidé de les supprimer progressivement. A Rosny-sous-Bois, cette mesure qui est effective depuis le 13 octobre 1980, a entraîné, dans le strict respect de la durée réglementaire de travail, une restructuration des quartiers de distribution. L'effectif déterminé est suffisant pour assurer le service de la distribution dans des conditions normales. Cependant, le rééquilibrage des quartiers peut être nécessaire après une certaine période de fonctionnement. C'est pourquoi, dès la fin novembre, des contrôles des tournées ont été de nouveau effectués, afin d'apporter éventuellement, les retouches nécessaires, sans pour cela remettre en question l'organisation. Il faut encore préciser à propos de l'heure de fin de tri du courrier d'arrivée, qu'elle est, bien entendu, fonction du trafic à écouler et peut varier légèrement d'un jour à l'autre. En ce qui concerne le service de l'acheminement, les emplois accordés en 1977 ont été maintenus malgré une baisse importante de la charge en 1979. La création d'une position supplémentaire de travail n'est donc pas justifiée. S'agissant de la durée du travail, celle-ci est déterminée par le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et est fixée à quarante et une heures depuis le 1^{er} octobre 1976. Toutefois, pour tenir compte des caractères pénibles et répétitifs propres à certaines tâches ou des sujétions imposées à certains services des P.T.T., des améliorations ont pu être apportées, notamment aux personnels effectuant un service de nuit. De plus, afin d'améliorer les conditions de travail du personnel, des études sont actuellement conduites pour la mise en œuvre d'autres aménagements, dans le cadre toutefois du maintien de la durée hebdomadaire du temps de travail. Il est à noter cependant, que dans un certain nombre de services où les agents effectuent en principe une semaine de six jours, ceux-ci ne travaillent en réalité six jours consécutifs qu'une semaine sur deux (bureaux de poste, téléphone) ou une semaine sur trois (centres de chèques postaux). Par ailleurs, pour répondre aux revendications des usagers qui réclament la création d'une annexe dans le quartier de la Boissière, il me paraît opportun de préciser tout d'abord que l'administration s'efforce de remédier à l'insuffisance de l'équipement postal existant dans certaines communes périphériques des grandes agglomérations, spécialement en région parisienne, dans les départements de la première couronne, qui ont drainé une bonne partie de la croissance démographique. Ainsi, à Rosny-sous-Bois, afin de faire face à l'arrivée graduelle des populations résidentes, ont été ouverts, successivement les bureaux de Rosny-Annexe 1 en 1974, près du centre commercial, et de Rosny-Annexe 2-Pré-Gentil en 1978 dans le secteur sud-est. A ce sujet, il convient de noter que, pour faire face aux sujétions particulières résultant de l'existence de guichets annexes, l'établissement dispose de deux positions de travail excédentaires par rapport aux normes fixées par l'administration pour le calcul des effectifs. D'autre part, il est envisagé, après étude, d'augmenter d'une heure la durée quotidienne d'ouverture au public du guichet annexe du Pré-Gentil, dans le courant du premier trimestre 1981. Un bureau succursale, doté de cinq guichets, fonctionne déjà sur le territoire de Montreuil. Cet établissement, dénommé « Montreuil-Boissière », permet actuellement une desserte acceptable des populations. La création d'un troisième guichet annexe dans le quartier de la Boissière, n'est pas envisagée dans l'immédiat. Compte tenu des nombreuses priorités qui s'imposent dans d'autres secteurs, il n'est pas possible d'apporter des éléments nouveaux aux conclusions de la réponse à la précédente question écrite n° 32015 du 16 juin 1980 de l'honorable parlementaire.

Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : postes et télécommunications).

39089. — 1^{er} décembre 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion ce qui suit : son administration vient de commencer des expériences de facturation détaillée des communications téléphoniques. Il lui demande de lui faire connaître s'il n'envisage pas de faire cette expérience dans son département de la Réunion où ce ne serait pas un luxe. En effet, les exemples ne manquent pas, tant ils sont nombreux, de facturations aberrantes dont le prétexte est tout de suite trouvé, à savoir le dérèglement de l'ordinateur chargé du travail. Mais avant d'obtenir l'explication fallacieuse, il arrive que l'abonné, pour ne pas se voir débranché, est obligé de faire l'avance des sommes faramineuses qui lui sont réclamées, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises pour lesquelles le téléphone est un instrument de travail. Il estime donc qu'une telle expérience est indispensable dans son île plus que partout ailleurs pour tirer au clair cette situation qui frise le scandale.

Réponse. — 1^o La facturation, qui a été informatisée à la Réunion en juillet 1979, connaît désormais un degré de fiabilité tout à fait correct. Les quelques rares erreurs qui peuvent apparaître sur les factures sont liées, pour l'essentiel, à des défauts de saisie facilement vérifiables et donnent, bien entendu, systématiquement lieu à rectification. La bonne foi du réclamant étant présumée, il ne s'expose à une suspension pendant la durée de l'enquête que s'il renonce à cette présomption en refusant de payer la partie non contestable de sa créance, à savoir l'abonnement ; 2^o la facturation détaillée n'est techniquement possible que pour les abonnés dont les lignes seront raccordées sur des centraux électroniques. Le premier central électronique de la Réunion sera mis en service au Tampon, à la fin de l'année 1981, sauf imprévu. La décision qui sera prise à cette époque sera fonction comme pour l'ensemble du territoire national des enseignements de l'expérience actuellement en cours.

Postes et télécommunications (téléphone).

39113. — 1^{er} décembre 1980. — M. Charles Haby demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion en vertu de quel texte les communes ont à payer à son administration une redevance d'abonnement pour la ligne 18. Par ailleurs, il souhaite savoir quels sont les critères d'appréciation qu'ont les P. T. T. pour fixer le montant desdites redevances.

Réponse. — Le texte de base actuel est le décret n° 79-440 du 7 juin 1979 qui prévoit notamment le versement par tous les abonnés d'une redevance mensuelle d'abonnement destinée à couvrir les charges d'amortissement et d'entretien des équipements et des lignes, charges incompressibles et indépendantes du trafic. Les lignes desservant les centres de secours accessibles par le « 18 » bénéficient, pour la redevance mensuelle d'abonnement, du tarif réduit (coefficient 0,2). L'administration facture le montant de redevance aux titulaires des abonnements téléphoniques, le plus souvent les communes, qui ont obligation de supporter les charges du service de secours et de défense contre l'incendie.

Postes et télécommunications et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel).

39348. — 3 décembre 1980. — M. Michel Rocard demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion où en est la situation des 150 jeunes gens qui ont été reçus au concours de techniciens des télécommunications en 1977, et qui, à la veille d'être affectés dans un poste, ont préféré se libérer de leurs obligations militaires, mais qui n'ont pu être nommés à leur libération. Il souligne le caractère profondément injuste de cette situation qui pénalise ces jeunes gens pour avoir accompli leur service national alors que d'autres candidats, même reçus en moins bon rang qu'eux, ont été nommés sur un poste. La multiplication, dans diverses administrations, de ces concours dont tous les lauréats ne sont pas sûrs de trouver un emploi ne peut que nuire au bon recrutement de la fonction publique.

Postes et télécommunications
et télédiffusion : secrétariat d'Etat (personnel).

39315. — 3 décembre 1980. — M. Pierre Forgues attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion sur la condition des personnes reçues aux concours organisés par les télécommunications. En effet, cette administration organise périodiquement des concours de recrutement. Les reçus doivent attendre que les télécommunications fassent appel à eux, alors que beaucoup de ceux-ci ont interrompu leurs études pour effectuer leur service national sur la demande de l'administration. Cette situation d'attente peut durer plusieurs années. C'est ainsi

que dans le département des Hautes-Pyrénées on constate que des personnes reçues en 1976 n'ont pas encore obtenu de place, beaucoup de celles reçues en 1977 sont dans le même cas et qu'enfin aucune de celles reçues en 1978 n'a de poste. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin qu'il soit remédié à une telle situation.

Réponse. — L'administration des P.T.T., tenue d'assurer la continuité du service public, a en permanence des lauréats en instance d'appel à l'activité afin de combler les vacances d'emploi au fur et à mesure qu'elle se produit. A cet effet, elle procède à l'organisation anticipée de concours pour tenir compte des prévisions de mouvements de personnel à moyen terme, des sorties de fonctions envisagées, ainsi que des déflections pouvant intervenir, notamment de la part des candidats reçus à d'autres concours. En ce qui concerne les lauréats qui se trouvent au service national lorsque leurs collègues du même concours sont appelés à l'activité, ainsi que ceux qui, pour des raisons personnelles, souhaitent se libérer de leurs obligations militaires avant leur nomination, ils sont nommés en priorité à l'issue de leur service national, sous réserve que la situation des effectifs et des emplois le permette. L'objectif de l'administration des P.T.T. étant de garder le moins possible les lauréats des concours en instance de nomination, les délais d'appel à l'activité ont été sensiblement réduits et même ramenés à un niveau inférieur à six mois pour tous les concours. Seul l'appel à l'activité des lauréats des concours de techniciens présente quelques difficultés. En effet, l'appel à de nouvelles technologies tant pour les services des télécommunications que pour ceux de la poste, a fait sensiblement évoluer les besoins quantitatifs du corps des techniciens et ne permet pas à l'heure actuelle de connaître la date à laquelle pourront reprendre les appels à l'activité.

Postes et télécommunications et télédiffusion (fonctionnement).

39486. — 8 décembre 1980. — M. Yvon Tondou expose à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion que les emplois précaires ne cessent de se multiplier sous diverses formes. La situation des travailleurs et des travailleuses concernés est marquée par l'insécurité et l'incertitude : incertitude quant à la durée du travail, insécurité, par voie de conséquence, financière et statutaire. Il s'agit, pour le profit et la tranquillité de quelques-uns, d'une atteinte morale à la dignité des travailleurs qui rejallit également sur leurs familles. Mais le secteur privé n'est pas le seul à se livrer à une telle pratique. Il en va ainsi, par exemple, dans l'administration des postes et télécommunications. La direction générale des postes n'obtient pas de création nette d'emplois de titulaires, mais seulement une dotation de 2 490 000 heures d'auxiliaires (chap. 6103, art. 10, § 20 du budget) équivalant à 1 200 emplois. Dans la mesure où les auxiliaires ne vont pas être affectés, pour la plupart, à la couverture des absences du personnel, il aimerait connaître les raisons qui lui ont fait préférer la multiplication des heures d'auxiliaire — donc de travail précaire avec ses conséquences néfastes, pour les travailleurs eux-mêmes, la bonne marche des services et la satisfaction des usagers — à la création pure et simple de postes.

Réponse. — La direction générale des postes obtient effectivement 2 490 000 heures d'auxiliaires en mesures nouvelles au budget 1981. Cependant ces heures d'auxiliaires ne représentent qu'une partie des moyens nouveaux qui seront répartis dans les différents services ; il faut en effet y ajouter 1 700 emplois de titulaires rendus disponibles par l'automatisation ou la réorganisation de certains secteurs d'activité. En outre, la transformation de près de 1 400 emplois permettra également en adaptant la structure des emplois aux besoins de l'exploitation, de créer des postes de titulaires. La nécessité d'utiliser des heures d'auxiliaire, pour la bonne marche des différents services de la poste, s'inscrit dans un contexte très différent de celui évoqué par l'honorable parlementaire. Ces crédits d'heures servent en effet à rétribuer le personnel supplémentaire recruté pendant la période estivale afin d'assurer la continuité du service tout en accordant leurs congés d'affaires aux agents titulaires. Le caractère social de cette procédure est renforcé par le fait que la plupart des agents ainsi recrutés sont des étudiants. En outre, la poste dispose ainsi de moyens de remplacement non permanents qui lui permettent d'adapter au plan local le niveau des effectifs aux variations du volume des absences à couvrir et de développer l'effort de formation continue du personnel, indispensable dans la période actuelle de mutation des conditions d'exploitation tant aux guichets que dans les services de distribution à domicile. Par ailleurs, ces moyens en personnel auxiliaire peuvent être utilisés de manière permanente pour assurer les heures de renfort accordées aux petits bureaux (plus de 80 p. 100 des établissements de la poste) au fur et à mesure de l'augmentation de leur activité quand cette activité ne justifie pas l'implantation d'un emploi à temps complet qui serait mal utilisé. Dans ce dernier cas ces heures sont souvent assurées par l'épouse du receveur. Le budget de 1981 s'inscrit dans le cadre de cette politique générale.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Assurance invalidité-décès (indemnités).

14986. — 18 avril 1979. — M. Jean Bonhomme fait état auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de la réponse apportée à la question écrite n° 493 de M. Grussenmeyer (*Journal officiel*, Débats A.N. n° 62 du 29 juillet 1978, page 4240). Dans cette réponse, M. le ministre du budget estime que l'extension aux primes d'assurance volontaire pour les risques incapacité de travail, invalidité, décès, de la faculté de déduction des versements effectués au titre des cotisations de sécurité sociale n'est pas souhaitable et ralentirait la mise en place du régime de protection sociale unifié. L'argumentation développée souligne la situation inéquitable faite aux travailleurs indépendants qui, par ailleurs, continuent à ne pas être couverts contre le risque d'incapacité professionnelle, ce qui les prive de toute indemnisation à l'occasion d'un arrêt de travail de moins de trois mois, voire de moins de six mois dans certains cas. C'est ainsi que, contrairement d'ailleurs à l'avis exprimé par le médiateur dans son dernier rapport, il n'a pas été fait droit à une proposition de la caisse de retraite et de prévoyance des auxiliaires médicaux tendant à l'attribution, dans le cadre du régime « invalidité-décès » de cette caisse, d'une indemnité forfaitaire compensatrice pour les trois premiers mois d'inactivité dans le cas d'une interruption égale ou supérieure à trois mois. Il lui demande les raisons qui peuvent motiver un tel refus, privant les membres de la profession concernée d'une amélioration très légitime de leur couverture sociale et allant contre le principe de l'unification des mesures de protection sociale. Il souhaite qu'il soit mis fin à la discrimination évoquée, d'autant moins admissible que les professionnels intéressés sont imposés à une lourde contribution à la solidarité nationale dans le cadre de la compensation inter-régime des retraites.

Réponse. — A la demande du conseil d'administration de la « caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures et auxiliaires médicaux » (C.A.R.P.I.M.K.P.A.M.), une refonte des statuts de cet organisme relatifs à l'assurance invalidité-décès a été approuvée par arrêté interministériel du 3 juillet 1979. Les dispositions proposées par le conseil d'administration et approuvées par cet arrêté apportent des améliorations sensibles au régime, notamment la création d'une rente d'invalidité partielle et l'extension de la majoration pour tierce personne au cas d'incapacité temporaire. Par contre, il est exact qu'une demande tendant à la couverture des périodes d'incapacité antérieures au quatre-vingt-onzième jour n'a pas été retenue. En effet, conformément à une position constante de l'administration en matière d'assurance invalidité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, la couverture de l'incapacité de travail pendant les quatre-vingt-dix premiers jours était considérée comme relevant de l'assurance maladie et non de l'assurance invalidité prévue au livre VIII - titre 1^{er} du code de la sécurité sociale sur lequel sont fondés les régimes d'invalidité-décès des professions non salariées non agricoles (articles L. 659 et L. 663-12). Toutefois, compte tenu notamment de l'absence de prestations en espèces dans le régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, il est actuellement procédé à un nouvel examen de ce problème.

Assurance maladie-maternité (ticket modérateur).

20247. — 29 septembre 1979. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'imprécision de la liste des vingt-cinq maladies fixées par le décret n° 74-262 du 2 mai 1974 et permettant, par application de l'article L. 286-1-3 du code de la sécurité sociale, d'accorder aux assurés sociaux l'exonération du ticket modérateur. En effet de nombreuses divergences d'interprétation entraînent des difficultés entre les assurés sociaux et leurs médecins traitants d'une part, et le service médical de l'assurance maladie d'autre part. Par ailleurs, des interprétations divergentes et une doctrine mal établie font que les assurés sont traités de façon différente suivant leur rattachement à telle ou telle caisse d'assurance maladie. Exemples : la P.C.E. et la spondylartrite ankylosante sont nommément inscrites sur la liste, mais non les collagénoses qui en sont très proches et nécessitent une thérapeutique équivalente sinon identique ; si l'infarctus du myocarde figure sur la liste, l'insuffisance coronarienne n'y est pas, mais est dans certaines caisses assimilée aux artériopathies chroniques qui y sont inscrites. De même les affections cérébro-vasculaires inscrites sur la liste pourraient être admises comme artériopathies chroniques. La poliomyélite et ses séquelles sont inscrites ; pour certaines caisses, elles n'ouvrent droit à l'exonération que dans la mesure où les séquelles nécessitent un traitement et non quand elles sont fixées. Pour d'autres caisses, l'exonération est automatiquement accordée dès lors que des séquelles de poliomyélite sont constatées. En conséquence, il lui demande s'il compte préciser cette liste des vingt-cinq maladies, en tenant compte de l'expérience des cinq

années d'application du décret, afin qu'elle permette d'unifier sur le plan national les décisions prises par le service médical de l'assurance maladie d'éviter les divergences d'interprétation et les difficultés qui en découlent, et d'assurer une meilleure protection aux assurés.

Réponse. — En application du décret n° 69-132 du 6 février 1969 modifié, le remboursement à 100 p. 100 est accordé aux malades atteints d'une affection inscrite sur la liste établie par le décret n° 74-362 du 2 mai 1974, à condition que l'existence de cette affection soit reconnue par le contrôle médical. Les caisses primaires d'assurance maladie assurent la prise en charge à 100 p. 100 au regard de cette liste, une unité de la réglementation au plan national est largement assurée. En outre, en cas de contestation, l'assuré a la possibilité de recourir à l'expertise médicale. Toutefois, l'administration ne méconnaissant pas les divergences d'interprétation susceptibles de se présenter s'attache actuellement à l'élaboration d'une nouvelle liste. Par ailleurs, en ce qui concerne les maladies non inscrites, mais qui cependant nécessitent un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse, il convient de rappeler que les assurés sont exonérés de toute participation pour la fraction de dépenses excédant 80-francs par mois.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

21490. — 23 octobre 1979. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences extrêmement graves des mesures envisagées par le Gouvernement, imposant aux personnes âgées hospitalisées depuis plus de deux mois en section réadaptation fonctionnelle ou trois mois en gériatrie de payer 150 francs par jour d'hospitalisation, soit 4 500 francs par mois. De nombreuses personnes âgées ne pourront supporter une telle dépense ni leurs enfants. Cette mesure, qui porte atteinte au droit à la santé, interdirait à la majorité des personnes âgées les soins hospitaliers. En conséquence, il lui demande de lui préciser s'il entend annuler ces mesures discutées en conseil des ministres le 25 juillet 1979.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

27372. — 17 mars 1980. — M. Joseph Legrand s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'aucune réponse n'ait été faite à sa question écrite du 23 octobre 1979, n° 21490, qui concernait les conséquences extrêmement graves des mesures envisagées par le Gouvernement, imposant aux personnes âgées hospitalisées depuis plus de deux mois en section réadaptation fonctionnelle ou trois mois en gériatrie de payer 150 francs par jour d'hospitalisation, soit 4 500 francs par mois. De nombreuses personnes âgées ne pourront supporter une telle dépense ni leurs enfants. Cette mesure qui porte atteinte au droit à la santé interdirait à la majorité des personnes âgées les soins hospitaliers. Il lui demandait en conséquence de lui préciser s'il entend annuler ces mesures discutées en conseil des ministres du 25 juillet 1979.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

32992. — 30 juin 1980. — M. Joseph Legrand s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'aucune réponse n'ait été faite à sa question écrite du 23 octobre 1979, rappelée par la question écrite du 17 mars 1980 n° 27372, qui concernait les conséquences extrêmement graves des mesures envisagées par le Gouvernement, imposant aux personnes âgées hospitalisées depuis plus de deux mois en section de réadaptation fonctionnelle ou trois mois en gériatrie de payer 150 francs par jour d'hospitalisation, soit 4 500 francs par mois. De nombreuses personnes âgées ne pourront supporter une telle dépense, ni leurs enfants. Cette mesure, porte atteinte au droit à la santé, interdirait à la majorité des personnes âgées les soins hospitaliers. Il lui demandait en conséquence de lui préciser s'il entend annuler ces mesures discutées en conseil des ministres du 25 juillet 1979.

Réponse. — Afin de mener à l'égard des personnes âgées une politique de soins et d'hébergement correspondant à leur degré d'autonomie, à la nature et l'intensité des soins dont elles ont besoin, et au maintien d'une vie sociale active, il importe que les modalités de prise en charge soient déterminées en harmonie avec ces objectifs et correspondent à la vocation de chaque structure d'accueil et de traitement. En effet, il convient d'éviter que les unités les plus médicalisées et partant, les plus coûteuses pour la collectivité, n'accueillent ou ne maintiennent des personnes parce que la prise en charge par l'assurance maladie y est totale, au détriment de l'objectif prioritaire du maintien à domicile ou du placement dans les logements-foyers ou les maisons de retraite qui constituent, pour la personne âgée, de véritables structures d'animation et de vie sociale. A l'inverse, et si des efforts importants sont entrepris pour maintenir autant que faire se peut les intéressés

dans leur cadre de vie, par le développement des soins à domicile ou par la création de section de cure médicale dans les maisons de retraite, il importe qu'aucune discrimination ne soit opérée selon l'âge. Les malades âgés, s'ils ont besoin de soins intensifs pendant la phase aiguë d'une maladie, ou à la suite d'un accident, doivent donc être traités dans les services adaptés. A cet égard, on doit insister sur le fait que la limitation de la durée de prise en charge préconisée par le contrôle médical des caisses d'assurances maladie, pour les services de moyen séjour, ne saurait en aucun cas revêtir un caractère absolu. Elle a essentiellement pour but de s'assurer que ces services de convalescence ou de réadaptation ne reçoivent pas des malades qui relèveraient d'autres structures. C'est dans cet ensemble que doit être précisée la place qu'il convient de faire aux centres et unités de long séjour. Ces services, conformément à la définition qui en a été donnée par la loi n° 78-11 du 4 janvier 1978 sont destinés à recevoir des personnes ayant perdu leur autonomie de vie et dont l'état nécessite des traitements d'entretien et une surveillance médicale constante. Il s'agit d'établissements qui deviennent le domicile de la personne et qui, comme les établissements sociaux, consacrent une partie importante de leur activité à la promotion de l'animation et de la vie sociale. C'est pourquoi le législateur a entendu que les frais de fonctionnement de ces services soient très précisément ventilés entre les soins et l'hébergement. L'assurance maladie prend en charge ces frais de soins, totalement, puisqu'il n'y a pas lieu à application d'un ticket modérateur, dans la limite d'un montant fixé annuellement qui est de 93 francs par jour en 1980 et qui a été fixé à 105 francs pour 1981. Il est en effet apparu qu'il convenait d'éviter une trop grande médicalisation de ces établissements sous peine d'y maintenir des malades qui relèvent de services actifs et afin de leur conserver leur vocation de structure de vie sociale. Quant aux frais d'hébergement, ils doivent, comme en maison de retraite ou comme au domicile, être supportés par la personne elle-même. Toute autre formule conduirait à traiter inégalement des personnes dans des situations médicales identiques et à favoriser le placement dans des structures qui demeurent hospitalières, au détriment du maintien des personnes âgées à leur domicile ou dans des établissements dont la vocation principale est l'animation et la vie sociale. Par ailleurs, il convient de préciser que le nombre de lits de long séjour peut être actuellement considéré comme suffisant et qu'il est, par contre, nécessaire que les maisons de retraite se dotent des moyens en personnel soignant, par la création de sections de cure médicale, pour permettre aux personnes âgées dépendantes d'être hébergées dans des conditions plus adaptées à leurs besoins.

Assurance vieillesse (cotisations).

22346. — 13 novembre 1979. — M. Didier Julia rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'en réponse à sa question écrite n° 16201 demandant quand serait publié le décret prévu par l'article 25 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 permettant le rachat de cotisations d'assurance vieillesse par les personnes ayant bénéficié de l'indemnité de soins aux tuberculeux, il était dit que les textes d'application de la loi précitée étaient en cours d'élaboration, en liaison avec M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et M. le ministre du budget (réponse parue au *Journal officiel*, Débats A. N. n° 68 du 4 août 1979, page 6560). Les renseignements donnés datant de trois mois, il lui demande si la parution du décret en cause doit nécessiter encore des délais, qu'il serait souhaitable de réduire au maximum, compte tenu de l'attente des intéressés et de leur légitime souhait de bénéficier des dispositions d'une loi promulguée depuis un an et quatre mois.

Réponse. — Le décret d'application des dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, qui ouvrent la possibilité aux pensionnés militaires d'invalidité, titulaires de l'indemnité de soins aux tuberculeux, d'adhérer à l'assurance volontaire vieillesse gérée par le régime général de la sécurité sociale et de racheter dans ce régime des périodes passées durant lesquelles ils ont été titulaires de cette indemnité est actuellement en cours de signature et devrait être publié dans des délais très rapprochés. Il est précisé à l'honorable parlementaire que les titulaires de l'indemnité de soins disposeront d'un délai de deux ans à compter du jour de la publication du décret pour présenter leur demande d'admission à l'assurance volontaire.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

22684. — 21 novembre 1979. — M. Henri Michel appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'insuffisance criante de la prise en charge des frais de prothèse dentaire et de lunettes. Chacun sait en effet que les personnes âgées sont en quasi-totalité astreintes au port de tels appareils. Or leurs ressources sont très généralement modestes et le niveau des remboursements est loin de correspondre aux dépenses enga-

gées par elles. Cette pénalisation est inadmissible. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour améliorer le taux de remboursement des dépenses de ce type.

Réponse. — Conformément aux engagements pris en ce qui concerne les soins et prothèses dentaires, une modification de la nomenclature générale des actes professionnels a été réalisée en 1978. Ont été ainsi améliorées les cotations de la majeure partie des soins conservateurs (obturations) et celles des prothèses restauratrices (couronnes et dents à tenon) pour lesquelles, lorsqu'il n'y a pas recours à des matériaux précieux, les chirurgiens-dentistes sont tenus de respecter le tarif conventionnel. Une nouvelle modification de la nomenclature, pour souhaitable qu'elle puisse paraître, présente d'importantes difficultés techniques et ne peut au demeurant être conduite en faisant abstraction de l'équilibre des ressources et des charges tant des caisses d'assurance maladie que d'une manière plus globale du système de sécurité sociale. En ce qui concerne la prise en charge des articles d'optique médicale, il existe certes un écart entre les prix demandés aux assurés à l'occasion de l'achat ou du renouvellement de lunettes et le montant des remboursements de l'assurance maladie; mais cette question soulève de délicats problèmes. Si les modalités de remboursement doivent être actualisées pour tenir compte des progrès scientifiques réalisés et de la variation des coûts, il importe également que les prix demandés aux assurés soient aussi proches que possible des tarifs de remboursement, dans la mesure où le principe de la plus grande économie compatible avec l'efficacité du traitement a été observée. Toute solution résultant des travaux en cours en ce domaine devra assurer une plus grande protection des assurés sans pour autant obérer l'équilibre financier de l'assurance maladie.

Assurance vieillesse (généralités : politique en faveur des retraités).

23387. — 5 décembre 1979. — M. Marc Lauriol attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'évolution démographique de notre pays. La chute de la natalité, la durée accrue des études, les retraites précoces, la prolongation de la vie humaine entraîneront avant dix ans la rupture des équilibres financiers permettant le paiement des retraites obéissant au régime de répartition. Il revient au Gouvernement de prévoir dès maintenant des échéances certaines. En conséquence, il lui demande quelles prévisions sont faites et quelles mesures sont envisagées pour que les retraites des Français soient assurées à l'avenir.

Assurance vieillesse (généralités : politique en faveur des retraités).

27267. — 10 mars 1980. — M. Marc Lauriol s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 23387 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 5 décembre 1979 (page 11248). Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il attire son attention sur l'évolution démographique de notre pays. La chute de la natalité, la durée accrue des études, les retraites précoces, la prolongation de la vie humaine entraîneront avant dix ans la rupture des équilibres financiers permettant le paiement des retraites obéissant au régime de répartition. Il revient au Gouvernement de prévoir dès maintenant des échéances certaines. En conséquence, il lui demande quelles prévisions sont faites et quelles mesures sont envisagées pour que les retraites des Français soient assurées à l'avenir.

Réponse. — L'avenir à long terme des régimes de retraite par répartition est étroitement dépendant du facteur démographique. L'évolution démographique fait l'objet de l'attention constante des pouvoirs publics, et les récentes mesures à caractère social prises en faveur de la maternité et de la famille, dans le cadre de la loi n° 80-545 du 17 juillet 1980 portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses, sont susceptibles de contribuer à l'infléchissement des tendances observées. L'évolution démographique pour les prochaines années est néanmoins plutôt favorable, puisque les générations qui prennent actuellement leur retraite sont moins nombreuses que celles qui arrivent à l'âge actif, le nombre des personnes âgées de soixante-cinq ans et plus devant diminuer jusqu'en 1983, et le rapport de cette population à la population adulte devant s'améliorer au cours du VIII^e Plan. D'autre part, à moyen terme, le rapport des actifs aux inactifs n'est pas seulement fonction de la durée de la vie active, mais aussi du taux d'activité féminin et de l'évolution générale de l'emploi dans l'économie. Ainsi, seront-ce davantage, dans les prochaines années à venir, des facteurs non démographiques qui conditionneront l'équilibre financier des régimes de retraite, la croissance économique et l'amélioration de la situation de l'emploi étant des objectifs prioritaires auxquels est directement liée l'évolution des recettes de l'assurance vieillesse.

Santé publique (dialyses à domicile).

24650. — 14 janvier 1980. — M. Gibert Millet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le problème des dialysés qui se soignent à domicile avec l'aide d'un conjoint. Or la plupart de ces malades ne reçoivent aucune indemnité pour les frais spéciaux entraînés par leur condition. Il lui demande de bien vouloir révéler les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Réponse. — Diverses mesures ont déjà été prises afin de développer la dialyse à domicile. C'est ainsi que la convention type élaborée par la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés tendant à inclure les dépenses d'eau et d'électricité nécessaires au traitement dans le forfait de séance a été approuvée par mes soins. Les frais de raccordement au réseau téléphonique lorsque l'installation et l'abonnement sont uniquement motivés par les besoins du traitement font l'objet d'une prestation supplémentaire des caisses. Lorsque le traitement entraîne une interruption partielle du travail, une indemnité compensatrice égale à la perte effective de salaire, dans la limite de la fraction du plafond de l'indemnité journalière maladie correspondant au nombre d'heures effectivement perdues, est versée par les caisses au titre des prestations supplémentaires. Cette indemnité présente un caractère obligatoire. En ce qui concerne l'indemnisation de la tierce personne assistant le dialysé à domicile, elle s'effectue au moyen des fonds d'action sanitaire et sociale des caisses; cette formule était apparue, dans un premier temps, plus adaptée à la diversité des situations. Toutefois, certaines caisses ne disposant que de fonds d'action sanitaire et sociale modestes, une étude est actuellement en cours en vue de la prise en charge, au titre des prestations légales, de cette indemnisation.

Sécurité sociale (cotisations).

24749. — 14 janvier 1980. — Dans une précédente question écrite du 3 mars 1979, M. Jacques Chaminade attirait l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que les augmentations des cotisations de sécurité sociale intervenant sur les salaires à partir du 1^{er} janvier précédent, étaient retenues un mois plus tôt pour les salariés dont la paie de décembre était versée les premiers jours du mois de janvier. Dans la réponse faite à cette question, le ministre reconnaissait le bien-fondé de la remarque et la pénalisation qui frappait les salariés. Il informait que le remboursement était fait aux employeurs sur simple demande, à charge pour eux de rembourser les salariés. Mais les mêmes conséquences ont résulté de l'augmentation du taux des cotisations intervenue le 1^{er} août et la mesure de remboursement prise ne vaut que pour l'augmentation du 1^{er} janvier. De ce fait, les U. R. S. S. A. F. ne peuvent procéder au remboursement comme ce fut le cas pour celle-ci. En conséquence, M. Jacques Chaminade demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il n'entend pas appliquer aux consignes de la majoration du 1^{er} août les mesures de remboursement prises pour celle du 1^{er} janvier, ce qui était vrai au début de l'année, le restait au milieu de celle-ci.

Réponse. — Le versement du salaire constituant le fait générateur des cotisations, les taux de cotisations de sécurité sociale en vigueur au 1^{er} août 1979 ont été appliqués aux rémunérations versées dans les quinze premiers jours d'août 1979 au titre du mois de juillet 1979, pour ceux des employeurs qui n'ont pas opté, en application de l'article 1^{er} du décret du 24 mars 1972, pour le rattachement de ces rémunérations au mois correspondant à la période à laquelle elles se rapportent. En ce qui concerne les dispositions dérogatoires auxquelles se réfère l'honorable parlementaire, celles-ci sont fondées sur le caractère permanent des mesures de décalage décidées en décembre 1978. Pour la catégorie de salariés dont les salaires de juillet 1979 supportent la cotisation additionnelle de 1 p. 100 à compter du 1^{er} août 1979, les salaires de janvier 1981 supporteront les taux antérieurs au 1^{er} août 1979, rétablis à compter du 1^{er} février 1981, de telle sorte que le prélèvement exceptionnel s'applique pendant dix-huit mois à l'ensemble des salariés quelle que soit l'option retenue par l'employeur pour le versement des cotisations.

Assurances (assurance automobile).

24773. — 14 janvier 1980. — M. André Delehedde appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres du 25 juillet 1979 qui précise qu'« un projet de loi rendant obligatoire l'assurance individuelle des conducteurs et de leurs passagers allégera la sécurité sociale de la charge des accidents de la route ». Il lui demande : 1° où en est l'élaboration d'un tel projet; 2° si l'objectif de ce projet est bien de retirer du domaine d'application de la sécurité sociale le versement des prestations consécutives à un accident corporel de la circulation pour le transférer à l'assurance

automobile; 3° s'il considère que les 210 sociétés d'assurances agréées dans le secteur de l'automobile sont en mesure de remplir dans tous ses aspects le rôle de la sécurité sociale; 4° s'il a conscience de la charge que représenterait pour l'assuré social l'augmentation de la prime d'assurance automobile nécessaire à la couverture du risque nouveau sans garantie d'une réduction corrélative des cotisations de sécurité sociale; 5° s'il ne faut pas considérer que ce projet n'est qu'une étape dans un processus qui consiste à faire de la protection contre la maladie et l'accident une affaire privée qui, échappant à un régime général de caractère réglementaire, relèvera des seules relations de chacun avec son assureur.

Réponse. — Les conditions juridiques et techniques d'une éventuelle prise en charge par les assurances individuelles des prestations servies aux victimes d'accidents de la circulation font actuellement l'objet d'études approfondies de la part des services du ministère de la santé et de la sécurité sociale en liaison avec les ministères intéressés, et notamment le ministère de l'économie. Ces études précèdent de la considération que les prestations actuellement versées aux victimes d'accidents de la circulation par les organismes de sécurité sociale peuvent être classées en deux catégories selon qu'elles s'adressent : à des victimes responsables; les organismes de sécurité sociale ne disposent, dans ce cas, d'aucun recours; à des victimes non responsables: les organismes de sécurité sociale ont alors la possibilité d'exercer un recours contre l'auteur responsable, conformément aux articles L. 397 et 470 du code de la sécurité sociale. Il apparaît cependant que : les recours ne sont pas exercés dans tous les cas, ou n'aboutissent pas toujours, lorsqu'ils sont exercés, à la récupération intégrale des sommes versées par les organismes de sécurité sociale; les dépenses demeurant à la charge des organismes de sécurité sociale ne sont pas entièrement compensées par la majoration de cotisation sur les salaires — payée par les employeurs au titre des accidents survenus à l'occasion des trajets correspondant à des déplacements professionnels — ou par le versement forfaitaire (8 p. 100 des primes de responsabilité civile) mis à la charge des automobilistes et effectué par les sociétés d'assurance conformément à l'ordonnance du 21 août 1967. Au-delà de ces considérations financières, la question se pose de savoir s'il entre dans la vocation des organismes de sécurité sociale d'assurer la couverture du remboursement des prestations maladie liées aux accidents de la circulation. Aussi bien, deux voies de solutions susceptibles de décharger la sécurité sociale du coût de ces accidents dans la mesure où ils sont imputables, non aux assurés sociaux en tant que tels, mais aux conducteurs de véhicules automobiles, sont-elles explorées au titre des études précitées: soit une prise en charge financière par les assureurs des véhicules sous forme de remboursement automatique de toutes les prestations « avancées » par les organismes sociaux au profit des victimes (éventuellement responsables) des accidents de la circulation; étant précisé que, dans cette hypothèse, les organismes sociaux continueraient d'assurer la gestion administrative de ce genre de risques; soit le transfert complet de cette gestion aux assureurs, qui devraient alors prendre à leur compte toutes les formalités d'ouverture des droits, de prise en charge des assurés, et cela avant tout examen des droits, de prise en charge de l'urgence, notamment dans le cas d'hospitalisation, et éventuellement de contrôle médical. Chacune de ces solutions comporte des avantages et des inconvénients, la seconde risquant, notamment, d'entraîner des complications préjudiciables aux intéressés du fait de l'instauration d'une dualité de compétence des sociétés d'assurances et des organismes sociaux qui continueraient, dans cette hypothèse, à garantir les accidents de trajet. Le Gouvernement attend l'aboutissement des études en cours pour prendre position définitivement sur le principe et les modalités d'un tel aménagement qui devrait présenter un double intérêt, du point de vue de l'allègement des charges de la sécurité sociale, mais aussi du point de vue de la simplification des recours et de la réduction du contentieux, et qui, s'il était décidé, donnerait lieu au dépôt d'un projet de loi.

Assurance vieillesse (généralités: pensions de réversion).

27139. — 10 mars 1980. — M. Louis Bosson appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le principe de non-rétroactivité des lois dans le cas particulier de lois à caractère social. Ainsi la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, qui étend l'application de la loi du 11 juillet 1975 à tous les conjoints divorcés quel que soit le jugement rendu. Les dispositions des articles 38 à 43 de cette loi ne sont applicables qu'aux pensions de réversion ayant pris effet postérieurement à la date de publication de ladite loi. Ainsi, pour une question de date, forcément fixée arbitrairement, de nombreuses femmes, divorcées ou veuves, ayant élevé des enfants et vécu pendant des années avec leur mari, ne peuvent obtenir la reconnaissance de droits. Or il existe bien des lois qui ont eu une application rétroactive. Il en est ainsi, par exemple, de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général

des fonctionnaires qui stipule bien que les dispositions contenues dans ce texte sont applicables aux fonctionnaires admis à la retraite avant sa publication. Compte tenu du caractère injuste et insupportable des discriminations nées de lois portant adoption de mesures sociales, il lui demande si, notamment en matière de pensions de réversion, le Gouvernement ne pourrait pas consentir à s'écarter du principe de non-rétroactivité, afin qu'une plus grande équité puisse s'établir entre les ayants droit potentiels qui, à qualités égales, aspirent légitimement à être considérés également.

Assurance vieillesse (généralités: pensions de réversion).

37901. — 10 novembre 1980. — M. Louis Besson s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question, écrite n° 27139 publiée au *Journal officiel* (Questions et réponses, Assemblée nationale, du 10 mars 1980). Plus de cinq mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question, et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en demandant, si possible, une réponse rapide.

Réponse. — La loi du 17 juillet 1978 permet à tous les conjoints divorcés, non remariés, quels que soient le cas et la date du divorce, de bénéficier d'une pension de réversion du chef de l'assuré décédé et prévoit, en cas de remariage de l'assuré, le partage de cette pension entre le conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés non remariés, au prorata de la durée respective de chaque mariage. Ce texte, qui vise toutes les pensions de réversion prenant effet postérieurement au 18 juillet 1978, date de sa publication, a ainsi traduit, dans le domaine du droit social, l'évolution des mentalités en matière de divorce, celui-ci n'étant plus considéré comme un constat de faute mais davantage comme un constat d'échec du mariage antérieur. Certes, la loi du 17 juillet 1978 conduit parfois à des situations qui peuvent paraître inéquitables lorsqu'elle modifie les conséquences d'un jugement ancien. C'est la raison pour laquelle le Sénat, soucieux d'y mettre fin, a adopté, lors de la session de printemps, une proposition de loi qui tend à exclure de tout droit à pension de réversion le conjoint divorcé contre lequel un divorce aux torts exclusifs a été prononcé avant le 18 juillet 1978, dans le cas où il existe un conjoint survivant ou des enfants de moins de vingt et un ans susceptibles de bénéficier d'une pension de réversion. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale comprend parfaitement le souci qui a inspiré le Sénat lors de la discussion. Toutefois, le Gouvernement demeure très attaché au respect des principes posés lors de la réforme du divorce qui, tout en ne supprimant pas totalement la notion de faute, tend à ne plus faire dépendre les effets du divorce des conditions dans lesquelles il a été prononcé. La proposition de loi votée par le Sénat a été transmise à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

Assurance maladie maternité (prestations en nature).

27694. — 17 mars 1980. — M. Jean Laurain rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que dans le régime général des salariés, les frais de taxi exposés par l'assuré pour rejoindre son domicile après une hospitalisation lui sont remboursés si le médecin lui a prescrit un transport « non allongé »; bien plus, si un malade pour lequel a été prescrit un transport « non allongé » fait appel à une ambulance, la caisse accepte de prendre en charge la dépense, sur la base du tarif taxi. Les assurés qui relèvent du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles sont soumis à des règles beaucoup plus rigoureuses puisque seul le transport en ambulance peut leur être remboursé. Il lui signale à cet égard que, précisément parce que certains peuvent être remboursés de leurs frais de taxi, les formulaires remplis par les médecins prescripteurs sont souvent ambigus; leur rédaction peut conduire des travailleurs non salariés non agricoles à utiliser un mode de transport dont ils pensent à tort obtenir la prise en charge, les exposant ensuite à des difficultés imprévues. Il lui demande donc s'il envisage d'aligner sur ce point le régime des non-salariés sur celui des salariés ou tout au moins de prévoir un formulaire type comportant une rédaction plus claire.

Réponse. — Les caisses d'assurance maladie des travailleurs salariés prennent en charge les frais de déplacement en taxi exposés par un assuré regagnant son domicile après hospitalisation dès lors qu'un transport par véhicule assurant des courses en position non allongée a été médicalement prescrit. S'agissant du régime de l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, la prise en charge des frais de déplacement exposés par les assurés pour rejoindre leur domicile après avoir reçu des soins hospitaliers est, en effet, limitée aux transports en ambulance, conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 tel que complété par la loi n° 78-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat. Cette restriction ne s'applique pas, cependant, lorsque l'assuré reconnu atteint

d'une affection comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse, suit un traitement ambulatoire dont le contrôle médical estime qu'il est de nature à éviter son hospitalisation. Dans cette dernière hypothèse, le contrôle médical est alors juge du bien-fondé du transport et de son mode. Les modalités de transport du malade, du reste aussi bien à l'aller qu'au retour de l'hôpital, doivent, dans ce cas, faire l'objet d'une entente préalable. Si un élargissement de la couverture des frais de transport par le régime des travailleurs non salariés reste, certes, toujours possible, celui-ci ne figure pas néanmoins au nombre des préoccupations immédiates des responsables du régime, eu égard aux répercussions financières que supposerait l'adoption d'une telle mesure et dont la charge incomberait, en définitive, aux travailleurs non salariés.

Sécurité sociale (cotisations).

28431. — 31 mars 1980. — M. Jean Bégault expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, lors des contrôles effectués par les inspecteurs des organismes de sécurité sociale auprès des membres des professions libérales, certains de ces inspecteurs estiment que, pour le personnel « gens de maison » auquel, dans le cadre de leur emploi à plein temps, il est demandé d'effectuer certains travaux de ménage et d'entretien des locaux professionnels attachés au local d'habitation, les cotisations versées doivent être calculées selon les règles générales du régime général de sécurité sociale, au prorata du temps passé dans les locaux professionnels, et non selon les règles particulières aux gens de maison. Il lui demande de bien vouloir indiquer dans quelle mesure cette interprétation des inspecteurs des caisses de sécurité sociale est fondée et si, dans un souci de simplification administrative, ce personnel ne pourrait être maintenu intégralement, pour toute son activité, sous le régime de la sécurité sociale « gens de maison » dans la mesure où l'activité annexe exercée dans les locaux professionnels ne représente qu'une faible partie de l'emploi du temps des personnels en cause.

Sécurité sociale (cotisations).

38543. — 24 novembre 1980. — M. Jean Bégault s'étonne auprès de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de ne pas avoir reçu de réponse à sa question écrite n° 28431 parue au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 31 mars 1980, page 1265, relative aux cotisations dues par les membres des professions libérales pour les personnels « gens de maison » auxquels, dans le cadre de leur emploi à plein temps, il est demandé d'effectuer certains travaux de ménage et d'entretien des locaux professionnels attachés aux locaux d'habitation. Il lui demande de bien vouloir donner une réponse à cette question dans les meilleurs délais possible.

Réponse. — La question de la détermination du système de cotisations applicable aux personnes occupées par des membres des professions libérales au titre d'employées de maison partiellement, à leur domicile et partiellement dans les locaux professionnels, a donné lieu à plusieurs interprétations. En effet, ce personnel, quand il est employé au local professionnel d'une personne exerçant une profession libérale, participe en plus de l'entretien des locaux, à la réception de la clientèle. La Cour de cassation s'est prononcée sur plusieurs situations de cette nature, notamment à l'occasion des arrêts rendus les 6 mai 1976, 29 juin 1977 et 31 mars 1978. Suivant cette jurisprudence, pour le calcul des cotisations dues au titre de la protection sociale du personnel de maison concerné, il convient d'opérer une distinction entre la rémunération issue de l'activité purement domestique et celle tirée d'une autre nature dans les locaux professionnels. Cette prise de position s'appuie sur la règle qui interdit que les cotisations forfaitaires applicables aux employées de maison soient, en raison de leur caractère dérogatoire, étendues à des activités qui ne sont pas exclusivement domestiques. C'est en application de cette jurisprudence, désormais fixée, que les inspecteurs des unions de recouvrement font valoir que les heures de travail effectuées par une employée de maison dans les locaux professionnels de son employeur, doivent donner lieu à un versement distinct de cotisations de sécurité sociale, calculées conformément au droit commun, et non sur les bases forfaitaires prévues pour le personnel exclusivement occupé à des travaux domestiques au service de particuliers.

Assurance vieillesse (généralités : calcul des pensions).

28651. — 31 mars 1980. — M. Guy Ducoloné porte à la connaissance de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale la situation particulière de salariés qui, ayant été classés en invalidité première catégorie, après une maladie, désirent faire valoir leur droit à la retraite lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante ans. La durée de la maladie les privant d'un certain nombre de trimestres de cotisation, ils constatent une différence importante entre le montant de la retraite qu'ils vont percevoir et celui de la pré-

retraite à laquelle peuvent prétendre les salariés qui y ont droit et ont 150 trimestres de cotisations. Il lui demande de bien vouloir examiner comment établir l'égalité des pensions entre ces catégories d'ayants droit, évitant ainsi de pénaliser des salariés qui, bien qu'ayant rencontré de graves difficultés de santé, ont jusqu'à soixante ans fait un grand effort pour se maintenir dans la vie active.

Réponse. — La pension de vieillesse du régime général de sécurité sociale est calculée sur la base, non seulement des périodes d'assurance ayant donné lieu au versement des cotisations d'assurance vieillesse, mais également de certaines périodes d'interruption involontaire de ces versements. C'est ainsi notamment que chaque trimestre civil comportant une échéance de paiement des arrérages de la pension d'invalidité est assimilé à une période d'assurance valable pour l'ouverture et le calcul du droit à pension. D'autre part, le salaire annuel moyen qui sert également de base au calcul de la pension de vieillesse est, depuis le 1^{er} janvier 1973, celui des dix meilleures années d'assurance accomplies postérieurement au 31 décembre 1947, les années ne comportant que des périodes assimilées — telles les périodes d'invalidité — étant négligées. Enfin, la pension d'invalidité étant remplacée à soixante ans par la pension de vieillesse allouée au titre de l'incapacité au travail, le taux applicable est celui normalement prévu à soixante-cinq ans soit 50 p. 100, la pension de vieillesse ne pouvant, en tout état de cause, être inférieure à la pension d'invalidité dont bénéficiait l'intéressé à soixante ans. L'ensemble de ces dispositions permet ainsi aux invalides de ne pas se trouver défavorisés lors de leur passage à la retraite.

Sécurité sociale (cotisations).

28860. — 7 avril 1980. — M. Charles Hernu attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les primes servies par le comité des œuvres sociales aux membres du personnel municipal. L'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales demande la régularisation des cotisations pour la période du 1^{er} janvier 1974 au 31 décembre 1978. Il lui demande de lui faire savoir si la commission de recours gracieux est, suivant la procédure définie à l'article 1^{er} du décret n° 58-129 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1275 du 22 décembre 1958 relative au contentieux de la sécurité sociale, compétente en cas de contestation du montant de la dette.

Réponse. — Les litiges relatifs aux primes versées par des associations de personnel communal portent sur l'application de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale et relèvent par conséquent, en vertu de l'article L. 190 dudit code, du contentieux général de la sécurité sociale. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale confirme à l'honorable parlementaire que, conformément à l'article 1^{er} du décret n° 58-1291 du 22 décembre 1958, les réclamations relevant de l'article L. 190 du code de la sécurité sociale, formées contre les décisions prises par les organismes de sécurité sociale, sont soumises, en premier lieu, à la commission de recours gracieux constituée au sein du conseil d'administration de chaque organisme.

Sécurité sociale (cotisations).

29268. — 14 avril 1980. — M. Claude Martin expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que seuls les concierges qui sont dans l'impossibilité de se livrer à aucune besogne lucrative voient leurs cotisations de sécurité sociale calculées sur la base de leur rémunération réelle, augmentée de la valeur des avantages en nature, ceux qui peuvent exercer une activité annexe cotisant sur des bases forfaitaires extrêmement faibles. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui ont conduit à l'institution de cette base forfaitaire alors que la rémunération réelle était retenue à l'origine ; 2° à quel montant on peut estimer le manque de recettes résultant pour la sécurité sociale de l'existence de ce forfait ; 3° s'il n'estime pas le moment venu de renoncer à cette facilité afin que les employeurs de concierges et gardiens d'immeubles soient soumis aux mêmes obligations que l'ensemble des employeurs.

Réponse. — La plupart des concierges et employés d'immeubles (catégories A, B et C) cotisent sur la base de leur salaire réel augmenté de la valeur représentative des avantages en nature. Toutefois, lorsque le contrat liant le propriétaire, les copropriétaires ou le principal locataire au préposé déroge au contrat de travail type des concierges et employés d'immeubles, en raison, notamment, de l'exécution d'un service limité, l'arrêté du 30 décembre 1965 modifié par l'arrêté du 2 juin 1976 prévoit que les cotisations de sécurité sociale dues pour les employés de la catégorie D sont établies sur la base du sixième de la valeur du S. M. I. C. applicable au 1^{er} janvier de chaque année et calculées sur 173 heures un tiers de travail. Il est néanmoins rappelé qu'il est toujours

possible, d'un commun accord entre l'employeur et son préposé, de cotiser sur les salaires réels, dès lors qu'ils sont supérieurs à l'assiette forfaitaire pour une même période de travail. D'autre part, l'accord national de retraite complémentaire de salariés en cause prévoit que l'assiette des cotisations au régime est constituée par la rémunération brute de chaque participant servant de base à la déclaration des traitements et salaires fournie chaque année par l'employeur à l'administration des contributions directes en vue de l'établissement des impôts sur le revenu, avant toute déduction. La retraite complémentaire servie aux gardiens d'immeubles est donc établie en fonction des salaires réellement perçus. En l'état actuel de l'information statistique, il n'est pas possible de chiffrer le manque de recettes résultant pour la sécurité sociale de l'existence de ce forfait, les rémunérations réellement versées aux membres de cette catégorie professionnelle, qui présentent vraisemblablement des différences notables selon les régions et les immeubles, n'étant pas connues.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

29475. — 21 avril 1980. — M. Hubert Dubedout attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation catastrophique d'un certain nombre de femmes à la suite de leur divorce dans le cas où elles n'étaient pas salariées. Une disposition de la loi de 1975 sur le divorce stipule que, dans le cas de divorce pour rupture de la vie commune, le conjoint défendeur divorcé et non assuré conserve sans limitation de durée tous les droits et prestations en nature qu'il tenait de son ancien conjoint assuré. L'ex-conjoint assuré est alors tenu de verser une cotisation forfaitaire pour couvrir les dépenses du conjoint non assuré mais si les ressources de l'assuré ne lui permettent pas de verser cette cotisation, celle-ci sera prise en charge par le service départemental d'aide sociale. Malheureusement, aucun décret d'application n'est intervenu pour que cette disposition devienne effective. Aussi, il lui demande de lui préciser dans quel délai les décrets d'application seront promulgués.

Réponse. — Les problèmes posés par l'application de l'article 16 de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 tenaient moins à la détermination du montant de la cotisation forfaitaire qu'elle prévoit, qu'aux modalités inhabituelles de son recouvrement. En effet, la couverture des charges de l'assurance maladie accordée à titre subsidiaire aux personnes divorcées pour rupture de la vie commune, lorsqu'elles n'ont pas pris l'initiative du divorce, reposait sur des cotisations dont le versement incombe à un tiers, difficile à atteindre pour les organismes de sécurité sociale. Ces circonstances particulières expliquent l'absence de publication du décret attendu. Le texte de l'article 16 précité prévoyait, en outre, que ces dispositions ne valent que jusqu'à la date d'application de la loi portant généralisation de la sécurité sociale. Les décrets d'application de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale, publiés au *Journal officiel* du 18 juillet 1980, prévoient diverses possibilités de prise en charge des cotisations à l'assurance personnelle par les régimes de prestations familiales, par le fonds spécial pour les titulaires de l'allocation spéciale, et à défaut par l'aide sociale. C'est désormais dans ce cadre que les femmes divorcées peuvent s'assurer contre les risques maladie et maternité.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

29660. — 21 avril 1980. — M. Claude Wilquin attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le remboursement des frais de maladie des appelés permissionnaires. Lorsque les appelés en permission ont besoin de soins pour des maladies bénignes, ils font souvent appel à leur médecin de famille. Or, ces frais particuliers ne sont pas remboursés par la sécurité sociale militaire, laquelle ne prétend le faire que lorsque ces appelés permissionnaires sont pris en charge par la médecine militaire ce qui implique rapatriement en ambulance, frais d'hospitalisation, souvent onéreux et inutiles. Il lui demande s'il n'est pas possible de faire prendre en charge ces différents frais par la sécurité sociale afin d'éviter un gaspillage certain.

Réponse. — L'article L. 393 du code de la sécurité sociale prévoit que, pendant le service national ou en cas d'appel sous les drapeaux, les versements au titre des assurances sociales sont suspendus. Il n'est pas possible de demander au régime auquel appartiennent auparavant les appelés d'intervenir alors qu'il s'agit de personnes non affiliées. Ainsi, les frais entraînés par les affections dont peuvent être atteints les jeunes gens effectuant le service national sont pris intégralement en charge par le service de santé des armées. Le problème du remboursement des soins dispensés pour une affection survenue lors d'une permission peut être résolu uniquement dans le cadre de l'organisation des soins de santé des armées. Il est prévu de procéder à une étude sur cette question avec les services du ministère de la défense nationale.

Assurance vieillesse (généralités : majorations des pensions).

29949. — 28 avril 1980. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la bonification de 10 p. 100 du montant de la pension vieillesse accordée aux personnes ayant élevé au moins trois enfants. A ce propos il lui expose à titre d'exemple le cas d'une mère de famille de Seine-Maritime qui a élevé dix enfants et ne perçoit cependant que la majoration prévue, soit 164,24 francs pour une pension de 1 642,47 francs. Par conséquent, il lui demande s'il envisage d'instituer une bonification plus importante pour une telle situation.

Réponse. — En application de l'article L. 338 du code de la sécurité sociale, la pension de vieillesse du régime général est augmentée d'une bonification égale à 10 p. 100 de la pension principale pour tout assuré ayant eu au moins trois enfants ou les ayant élevés, à sa charge ou à celles de son conjoint, pendant au moins neuf ans avant qu'ils atteignent leur seizième anniversaire. Il est rappelé que les conditions d'attribution de cette bonification pour enfant ont déjà été considérablement assouplies : ainsi a été accordée la possibilité pour les deux conjoints de bénéficiaire de cet avantage et, pour les assurés ayant eu trois enfants, l'obligation de les avoir élevés pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire a été supprimée. Il n'est pas envisagé d'apporter de nouvelles modifications en ce domaine en raison des charges supplémentaires qui en découleraient et qui sont inopportunes en l'état actuel de la situation financière de la sécurité sociale. Plutôt que d'augmenter le taux de la bonification pour enfants pour les assurés ayant eu ou élevés plus de trois enfants, il a d'ailleurs semblé préférable d'adopter des dispositions particulières en faveur des mères de famille afin de compenser la privation d'années d'assurance résultant de l'accomplissement de leurs tâches familiales. Plusieurs dispositions sont intervenues récemment dans ce domaine : la loi du 3 janvier 1975 a notamment accordé une majoration de durée d'assurance de deux ans par enfant élevé pendant au moins neuf ans avant son seizième anniversaire. Depuis le 1^{er} janvier 1972, les mères de familles isolées ou n'exerçant pas d'activité professionnelle, ayant soit un enfant de moins de trois ans, soit quatre enfants, et dont les ressources sont inférieures à un certain plafond, sont affiliées obligatoirement à l'assurance vieillesse, à la charge exclusive des organismes débiteurs des prestations familiales. Dans le cadre du programme d'action élaboré par le Gouvernement en faveur des familles nombreuses, il a été décidé d'étendre cette assurance vieillesse aux mères de trois enfants, bénéficiaires du complément familial. Cette disposition, qui prendra effet au 1^{er} janvier 1980, fait l'objet d'un projet de décret en cours d'élaboration. Par ailleurs, une possibilité d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse a été ouverte, sous certaines conditions, aux mères de familles qui ne relèvent pas, à titre personnel, d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

30159. — 5 mai 1980. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale comment se fait-il qu'au moment où le nombre des avortements apparaît en nette progression, les mesures annoncées pour venir en aide à certains couples désireux d'avoir un enfant ne soient toujours pas appliquées. Il lui demande notamment pour quelles raisons les examens, traitements et médicaments attachés à l'étude des causes de la stérilité et à la recherche de sa guérison ne sont pas remboursés par la sécurité sociale, contrairement aux promesses faites. La publication de l'arrêté précisant les conditions d'un tel remboursement paraît d'une grande utilité tant du point de vue des foyers que de la nation.

Réponse. — Dans le cadre du traitement de l'hypofertilité, le décret n° 78-997 du 6 octobre 1978 supprime la participation de l'assuré en ce qui concerne les investigations nécessaires au diagnostic de la stérilité et pour le traitement de celle-ci, y compris au moyen de l'insémination artificielle. En application de cette mesure, un arrêté du 12 août 1980 paru au *Journal officiel* du 19 septembre 1980 fixe le tarif et les conditions de remboursement des produits d'origine humaine utilisés dans l'insémination artificielle.

Handicapés (politique en faveur des handicapés).

30312. — 5 mai 1980. — M. Jacques-Antoine Gau appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas de très nombreux opérés du cœur qui souffrent d'une discrimination de situation avec l'ensemble des invalides et des handicapés, et ce sur plusieurs plans. C'est ainsi que ces malades, au nombre de 20 000 à 22 000, sont classés invalides à 20 p. 100 seulement, bien qu'ils se trouvent sous anticoagulant, et revendiquent, soit le droit au travail, soit l'aide aux handicapés. Il lui rappelle que ces grands malades, regroupés au sein de « l'association française des opérés du cœur », ne bénéficient pas automatiquement de l'exonération du ticket modérateur, la plupart d'entre eux ne consommant pas assez

de médicaments pour pouvoir en bénéficier. Il lui signale d'autre part que la sécurité sociale soumet de nombreuses personnes dans ce cas à des révisions en baisse de leurs pensions, et qu'ils éprouvent dans certains départements des difficultés d'obtenir la carte d'invalidité, ainsi que la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, ouvrant droit aux emplois réservés et à la priorité d'embauche. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une telle situation, et donner aux opérés du cœur une situation comparable à celle des travailleurs handicapés.

Réponse. — La carte d'invalidité est accordée aux personnes handicapées atteintes d'une incapacité permanente d'au moins 80 p. 100. Rien n'exclut donc les opérés du cœur du bénéfice de la carte d'invalidité dans la mesure où les commissions compétentes leur reconnaissent un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 p. 100. Mais, il ne peut être question d'accorder systématiquement cette carte à toutes les personnes souffrant de cardiopathie. Chaque cas doit être soumis à un examen individuel permettant de déterminer le taux d'incapacité des intéressés. Par ailleurs, la possession de la carte d'invalidité n'est assortie d'aucun avantage particulier en matière de priorité d'emploi. Rien n'exclut cependant les personnes atteintes de cardiopathie du bénéfice de l'ensemble des dispositions relatives à l'insertion et au reclassement professionnel prévues par la loi d'orientation, dès lors que ces personnes se voient reconnaître la qualité de travailleur handicapé par la C. O. T. O. R. E. P. instituée par la même loi. En ce qui concerne la situation des invalides au regard des dispositions portant exonération du ticket modérateur, il convient de rappeler que l'ensemble des titulaires d'une pension d'invalidité servie par le régime général de sécurité sociale sont personnellement dispensés de toute participation aux frais de maladie. L'exonération du ticket modérateur est accordée aux intéressés quelle que soit la catégorie de la pension dont ils sont bénéficiaires. Par ailleurs, les assurés sociaux qui ne sont pas titulaires d'un avantage d'invalidité peuvent cependant bénéficier d'un remboursement intégral de leurs frais de soins, s'ils sont reconnus atteints d'une des vingt-cinq affections comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse et dont la liste a été fixée par le décret n° 74-362 du 2 mai 1974. L'existence de l'une de ces affections entraîne l'exonération du ticket modérateur pour une durée fixée par le médecin-conseil. La décision d'exonération peut être renouvelée s'il est reconnu, sur avis du contrôle médical, que le malade est toujours traité pour une affection inscrite sur la liste. S'agissant des conditions de révision de la pension d'invalidité, il y a lieu d'observer que la pension est toujours concédée à titre temporaire; elle peut donc faire l'objet d'une révision, d'une suspension ou d'une suppression pour des considérations d'ordre médical ou d'ordre administratif. C'est ainsi que la pension peut être révisée en raison d'une modification de l'état d'invalidité de l'intéressé. Lorsque l'examen médical fait apparaître que l'invalidité doit être classée dans une catégorie autre que celle dans laquelle il était antérieurement classé, la caisse primaire d'assurance maladie détermine cette nouvelle catégorie et procède à la réduction ou à l'augmentation de la pension compte tenu du changement intervenu dans l'état de santé du pensionné. Enfin, la pension est suspendue ou supprimée lorsqu'il est constaté que la capacité de gain de l'assuré est devenue supérieure à 50 p. 100, c'est-à-dire lorsque l'intéressé est en état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur à la moitié de la rémunération normale perçue dans la même région, par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle il appartenait au moment de l'arrêt de travail suivi d'invalidité. Il convient de souligner que la suppression de la pension n'intervient que lorsque l'amélioration de l'état de santé de l'assuré présente un caractère permanent suffisamment affirmé ou en cas de guérison apparente ou même lorsqu'il y a une stabilisation dans la voie de la guérison.

Assurance maladie-maternité (prestations).

30907. — 19 mai 1980. — M. Louis Gasdoff demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de se pencher sur la situation des travailleurs indépendants face à leurs difficultés pour l'obtention des remboursements des frais médicaux. Il lui expose en particulier les problèmes que posent le rétablissement du droit à prestations en cas de paiement tardif des cotisations. Les exemples cités se suffisent à eux-mêmes: est-il normal que quelqu'un qui a réglé sa cotisation et les majorations de retard avec un peu plus d'un an de retard, puisse se voir refuser plus de 6 millions de centimes de prestations. C'est pourtant la décision qui a été prise par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Rennes, décision confirmée par le ministère de la santé. Pour la caisse mutuelle régionale les textes actuels sont parfaitement inacceptables et ne trouvent leur équivalent dans aucun autre régime. C'est pourquoi, il demande leur modification.

Réponse. — Aux termes de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1966, tel que modifié par la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, les assurés qui n'ont pas payé leurs

cotisations d'assurance maladie à la date légale d'échéance peuvent conserver le droit aux prestations, soit de plein droit s'ils s'acquittent de leurs obligations dans un délai de trois mois, soit sous certaines conditions définies par le décret n° 75-1109 du 2 décembre 1975, en cas de force majeure ou de bonne foi dûment prouvée. Mais, dans ce dernier cas, sur décision expresse de la commission de recours gracieux siégeant auprès de la caisse mutuelle régionale, le délai pendant lequel le droit au rétablissement aux prestations peut être accordé ne peut être prorogé que de trois mois, à condition que la cotisation ait été réglée. Il est certain que, malgré l'assouplissement apporté aux dispositions de l'article 5 de la loi, tel qu'il résultait de sa rédaction initiale, le système actuel peut encore apparaître relativement sévère pour les assurés qui se trouvent confrontés à des difficultés financières provisoires. C'est la raison pour laquelle, sous réserve d'un vote favorable de la part du Parlement, le ministre de la santé et de la sécurité sociale se propose de provoquer l'adoption d'une nouvelle mesure d'assouplissement tendant à porter à six mois le délai pendant lequel l'assuré retardataire pourrait être rétabli automatiquement dans son droit aux prestations. L'adoption d'une telle mesure présenterait, en outre, l'avantage de simplifier le système actuel en ce qu'il requiert l'intervention dans de nombreux cas de la commission de recours gracieux et d'éliminer la notion de cas de force majeure ou de bonne foi difficilement appréciable et certainement source d'arbitraires. Il a, du reste, été porté à la connaissance des dirigeants du régime que le ministre ne serait pas opposé à l'application anticipée, à titre expérimental et sous réserve pour l'avenir d'une confirmation par le Parlement, de la mesure envisagée. Il serait néanmoins difficile d'aller au-delà d'une telle mesure qui répond au double objectif de libéraliser les conditions d'ouverture du droit aux prestations et de sauvegarder l'indispensable régularité qui conditionne le fonctionnement même du régime. Mais, s'agissant d'assurés se trouvant momentanément dans l'impossibilité de faire face à leurs obligations, le recours au fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse paraît être le moyen propre à compenser l'indispensable rigueur de la loi, ce qui n'exclut nullement la possibilité pour les personnes concernées de solliciter par ailleurs le bénéfice de l'aide sociale. Aussi, eu égard au cas social particulièrement digne d'intérêt sur lequel l'attention du ministre avait précédemment été appelée, rien ne devrait s'opposer, compte tenu des crédits dont elle dispose au titre de son action sanitaire et sociale, à ce que la caisse mutuelle régionale concernée prenne en charge, à ce titre, les prestations litigieuses, après intervention, le cas échéant, de l'aide sociale. C'est du reste apparemment dans ce sens qu'a pu finalement être réglé le cas d'espèce signalé.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

31006. — 19 mai 1980. — M. François Autain appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les graves difficultés rencontrées par les centres de soins municipaux ou associatifs à but non lucratif à la suite du décret du 22 avril 1977 instituant un abattement sur le remboursement des actes effectués par ces derniers. Il lui fait observer que les centres de soins sont souvent en déficit parce qu'ils assurent la permanence et la continuité des soins, ce dont est incapable le secteur privé qui, la plupart du temps, s'en remet à ces centres pour assurer le service pendant le week-end ou les jours fériés. Dans ces conditions, il estime que l'abattement imposé aux centres de soins représente une discrimination inadmissible qui conduit à leur étrangement financier. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour abroger ce décret.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 272 du code de la sécurité sociale « l'assuré ne peut être couvert de ses frais de traitement dans les établissements privés de cure et de prévention de toute nature que si ces établissements sont autorisés à dispenser des soins aux assurés sociaux ». Le décret n° 77-483 du 22 avril 1977, complétant le décret n° 56-284 du 9 mars 1956 par une annexe XXVIII bis, a fixé les conditions techniques d'agrément auxquelles doivent satisfaire les centres de soins infirmiers pour recevoir cette autorisation. Lorsque ces établissements sont régulièrement agréés, il est alors fait application de la réglementation concernant les actes qu'ils dispensent. A cet égard, conformément aux dispositions de l'article L. 264 du code de la sécurité sociale « lorsque les soins sont fournis dans un dispensaire, les tarifs d'honoraires sont établis par des conventions conclues entre la caisse primaire d'assurance maladie et le dispensaire, dans la limite des tarifs fixés pour chacune des catégories de praticiens et auxiliaires médicaux dans les conditions prévues aux articles L. 259 et L. 262 ». Il est de règle générale que les tarifs définis conformément à ces dispositions pour les dispensaires de soins médicaux ou dentaires, ou pour les centres de soins infirmiers, ne soient pas identiques à ceux des praticiens d'exercice libéral, les conditions de fonctionnement n'étant pas les mêmes dans les deux cas. La réglementation de l'assurance maladie fixe donc pour ces établissements un éventail d'abattements. A la suite d'études menées sur

ce sujet, cet éventail a été réduit d'un tiers puisque de 10 à 30 p. 100 qu'il était, il a été ramené de 7 à 20 p. 100 en application des dispositions de l'arrêté du 13 mai 1976. Dans le cadre de ces dispositions, la convention type élaborée par les caisses nationales de sécurité sociale, à laquelle le ministre ne s'est pas opposé, a prévu que l'abattement applicable aux centres de soins infirmiers serait de 7, 10 ou 13 p. 100. Le taux propre à chaque établissement est déterminé par voie conventionnelle avec la caisse primaire d'assurance maladie en fonction de critères objectifs de classification. Il convient à cet égard de souligner que, dans la pratique, les taux principalement retenus à l'intérieur de la fourchette actuelle sont les plus faibles. En outre, en ce qui concerne les centres de soins infirmiers, l'arrêté du 21 juin 1979 a prévu que l'abattement n'était pas applicable aux tarifs des indemnités horokilométriques et de l'indemnité forfaitaire de déplacement. La réglementation actuellement en vigueur permet donc, en tenant compte de la diversité des situations présentées, la pluralité des formes de dispensation des soins et, particulièrement, des soins infirmiers soit par le recours aux professionnels d'exercice libéral, soit par le recours aux centres de soins. Des études ont cependant été entreprises sur la situation présentée par ces établissements. Elles se poursuivent encore actuellement, et il n'est donc pas possible de préjuger des suites qui seront susceptibles d'en résulter.

Sécurité sociale (cotisations).

32054. — 18 juin 1980. — M. Bernard Pons appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'arrêté n° 75-13807 en date du 19 janvier 1977 rendu par la chambre sociale de la Cour de cassation. Il résulte de cet arrêt qu'un transporteur versant des pourboires aux salariés du destinataire des marchandises qu'ils transportent afin que le matériel de transport n'ait pas à souffrir d'un manque de soins agit selon une coutume professionnelle et que, par suite, cette somme, modique d'ailleurs, ne rémunère aucun travail supplémentaire s'ajoutant à celui pour lequel lesdits salariés sont normalement rétribués et, de ce fait, ces pourboires ne doivent pas être soumis à cotisation de la part du transporteur qui n'est pas leur employeur. Il lui expose, à cet égard, la situation d'un transporteur auquel une U.R.S.S.A.F. a refusé de reconnaître ces conditions particulières de travail propres aux transporteurs. Celui-ci a fait valoir que les « frais de quai » versés par l'entreprise ne sont pas des rémunérations, aucun travail n'étant demandé aux personnes recevant ces pourboires. Dans le cas particulier, les chauffeurs ne font appel à aucune main-d'œuvre extérieure et leurs camions sont équipés d'appareils leur permettant d'être tout à fait autonomes. Les sommes comptabilisées sous la dénomination « frais de quai » sont simplement remises pour faciliter l'accès des entrepôts de grandes surfaces, de magasins généraux ou de gares et ne constituent pas des rémunérations puisqu'il n'est jamais demandé de travail, en contrepartie. La situation qu'il vient de lui exposer paraît correspondre parfaitement à celle ayant donné naissance à l'arrêt précité de la Cour de cassation. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'appeler l'attention des U.R.S.S.A.F. sur l'arrêté en cause en leur demandant de respecter les dispositions de cet arrêt lorsqu'elles déterminent les cotisations à verser par les transporteurs routiers.

Réponse. — S'agissant d'une situation particulière, qui ne peut être appréciée qu'en tenant compte de l'ensemble des éléments de fait propres à cette situation, le ministre de la santé et de la sécurité sociale prie l'honorable parlementaire de bien vouloir le saisir directement du cas particulier en lui indiquant toutes les précisions nécessaires à la diligence d'une enquête.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

32246. — 23 juin 1980. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des personnes à la retraite avant leur compagnon ou compagne. En effet, ces personnes retraitées ne sont plus imposables sur le revenu et se voient aujourd'hui dans l'obligation de verser une cotisation de 1 p. 100 sur leur retraite et de 2 p. 100 sur leur retraite complémentaire. Ce prélèvement s'applique sur les revenus du défunt ou de la défunte, au moment où le conjoint survivant ne dispose plus que de ses ressources propres. Il s'agit donc d'un prélèvement injuste qui vient encore grever les modestes retraites des personnes âgées. En conséquence, elle lui demande quelle mesure il entend prendre pour mettre fin à cette situation.

Réponse. — Conformément au 1° du I de l'article 2 du décret n° 80-298 du 24 avril 1980, sont exonérées du précompte maladie sur retraite les personnes appartenant à un foyer fiscal dont les ressources, au titre de l'avant-dernière année civile, ont donné lieu, en raison de leur montant, à exonération ou à exemption du paiement de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'un des membres du foyer fiscal prend sa retraite alors que le conjoint poursuit son

activité professionnelle, il est conforme à l'équité de tenir compte de la situation de ressources du foyer fiscal et non du seul membre retraité. En cas de décès du contribuable, l'impôt afférent aux bénéficiaires ou revenus non encore taxés est établi au nom du défunt. Le survivant est personnellement imposable pour la période postérieure au décès de son conjoint, dans les conditions définies par l'article 7 du code général des impôts. Pour l'examen de la situation du précompte maladie, il convient de tenir compte de sa situation fiscale pour la période postérieure au décès du conjoint.

Femmes (veuves).

32656. — 30 juin 1980. — M. Gérard Houteer appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des femmes qui n'ont jamais eu d'activité professionnelle et qui, au décès de leur conjoint, n'ont droit qu'à la pension de réversion. D'une part, pour établir le montant de la réversion, on ne tient pas compte que de la retraite de base à l'exclusion de la majoration pour conjointe à charge, ce qui représente toujours moins de la moitié des ressources antérieures au foyer. D'autre part, en ce qui concerne l'allocation aux mères de famille, elle n'est partiellement plus versée depuis que la pension de réversion est portée à un minimum (7 400 francs au 1^{er} janvier 1980). La majoration pour conjointe à charge et l'allocation aux mères de famille étant des droits spécifiques à la femme, il lui demande s'il n'estime pas légitime, à défaut de l'augmentation du taux de la réversion, de maintenir intégralement à la veuve le bénéfice de ces droits.

Femmes (veuves).

36210. — 6 octobre 1980. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale d'envisager de maintenir intégralement à la veuve la majoration pour conjointe à charge et l'allocation aux mères de famille. Ces subventions sont des droits spécifiques à la femme, par conséquent des droits propres; pourquoi ne pas lui en laisser le bénéfice lorsqu'elle devient veuve.

Réponse. — La majoration pour conjoint à charge, qui n'existe pas dans de nombreux régimes de retraite de salariés, est attribuée, dans le régime général de la sécurité sociale, aux retraités ou aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dont le conjoint, âgé d'au moins soixante-cinq ans (soixante ans en cas d'invalidité au travail), ne dispose pas de ressources personnelles supérieures à un certain plafond et n'est pas titulaire d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité en vertu d'un droit propre ou du chef d'un précédent conjoint. Cette majoration ne constitue donc pas un droit personnel pour le conjoint: elle n'est, comme la bonification pour enfants ou la majoration pour tierce personne, qu'un avantage accessoire de la pension de vieillesse accordée à l'assuré. En conséquence, le service de cette prestation ne peut se poursuivre au-delà du décès de son titulaire. Quant au vœu tendant à ce que l'allocation aux mères de famille soit considérée comme un droit propre et donne lieu à l'application du cumul partiel (pension personnelle, plus avantage de réversion), il n'est pas envisagé ou le retenir. La situation des veuves a été notablement améliorée au cours des dernières années. En outre, le cumul entre une pension de réversion et des avantages personnels de vieillesse et d'invalidité a été autorisé dans certaines limites. Par ailleurs, la loi du 17 juillet 1978 permet désormais à tous les conjoints divorcés non remariés de bénéficier de la pension de réversion à laquelle un assuré est susceptible d'ouvrir droit à son décès.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

32700. — 30 juin 1980. — M. Pierre Lataillade attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait qu'un ménage qui perçoit par exemple une retraite de 31 600 francs annuelle est exonéré de cotisations auprès des caisses de maladie mais un ménage qui percevrait 32 000 francs serait contraint de verser 3 712 francs de cotisations et ne disposerait plus pour vivre annuellement que de 28 288 francs. Par conséquent, pour une somme modique de dépassement il en résulte un revenu nettement inférieur au plafond au-delà duquel il est obligatoire de cotiser. Il lui demande donc s'il n'est pas envisageable de créer un règlement tel que la cotisation ne soit versée que si le revenu du ménage, déduction faite de cette cotisation, dépasse le plafond légal.

Réponse. — Les conséquences financières, pour les retraités, de la généralisation du précompte maladie sur les retraites sont tempérées, d'une part, par la modicité du taux de prélèvement et, d'autre part, par l'exonération des pensionnés du régime général appartenant à un foyer fiscal exempté du paiement de l'impôt sur le revenu. Ainsi, dans l'exemple exposé par l'honorable parlementaire, d'un ménage percevant annuellement un montant global de retraite de 32 000 francs dont, semble-t-il, 26 880 francs au titre du régime général

et 5 120 francs au titre d'un régime complémentaire, le total annuel des cotisations d'assurance maladie s'élève à 1 p. 100 de 26 880 francs et 2 p. 100 de 5 120 francs, soit au total 371,20 francs, et non 3712 francs, comme il est indiqué par erreur, ce qui laisse à ce ménage un revenu net annuel après cotisations de 31 628,80 francs. La modicité du prélèvement, lui-même déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu, et l'extension de l'exonération, conformément aux textes en vigueur, au bénéfice des personnes imposables mais exemptées du paiement de l'impôt en raison de la faiblesse de son montant, ne permettent pas d'envisager de relever le seuil d'exonération suivant la formule préconisée par l'honorable parlementaire.

*Départements et territoires d'outre-mer
(Réunion : assurance maladie maternité).*

33755. — 21 juillet 1980. — **M. Pierre Lagourgue** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** qu'il a récemment appris par la presse que les décrets d'application de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale viennent d'être signés et seront très bientôt publiés au *Journal officiel*. A la lecture de cet article de presse, il apparaît que la plupart des personnes âgées aux ressources insuffisantes et n'appartenant pas à un régime obligatoire d'assurance maladie verront leurs cotisations payées par le fonds spécial d'allocation aux personnes âgées. Or, ce fonds n'intervient pas pour les personnes âgées des départements d'outre-mer. Il lui demande en conséquence si des mesures particulières ont été prévues dans ces décrets pour les quelque 2 000 personnes à la Réunion qui relèvent de l'aide aux personnes âgées.

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 80-548 du 11 juillet 1980, portant organisation du régime de l'assurance personnelle, les titulaires de l'allocation spéciale de vieillesse bénéficient en cas d'affiliation à l'assurance personnelle d'une prise en charge totale de leur cotisation par le fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Toutefois, ce fonds intervient seulement en France métropolitaine, à l'exclusion des départements d'outre-mer. Les personnes âgées pour lesquelles le fonds spécial n'intervient pas dans le versement de l'allocation spéciale peuvent demander la prise en charge de la cotisation d'assurance personnelle en tout ou partie par l'aide sociale dans les conditions fixées par le titre III du code de la famille et de l'aide sociale. Il appartient aux intéressés de s'adresser à la caisse de sécurité sociale de leur lieu de résidence, ou bien à la mairie de leur résidence lorsqu'ils sollicitent une prise en charge de la cotisation au titre de l'aide sociale.

Assurance vieillesse (généralités : montant des pensions).

33799. — 21 juillet 1980. — **M. Joseph Leyrand** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les graves conséquences pour les retraités de la baisse de leur pouvoir d'achat. L'augmentation des pensions pour le deuxième semestre 1980 est officiellement de 6,4 p. 100, l'évolution atteindra donc 12,1 p. 100. Le taux d'inflation pour 1980 approchera 14 p. 100, les 12 p. 100 ne combleront donc pas la différence. Comme en 1979 les retraités verront baisser leur pouvoir d'achat. Cette perte sera d'autant plus importante que le Gouvernement entend toujours appliquer la retenue de 1 p. 100 pour cotisation maladie au 1^{er} juillet et qu'il a imposé la retenue de 2 p. 100 sur les retraites complémentaires. Si le Gouvernement obligeait les employeurs à payer leurs dettes de cotisations envers la sécurité sociale (13 milliards 600 millions de francs en 1979, dont 3 milliards 675 millions de francs prélevés sur les salaires), non seulement les cotisations sur les retraites devraient être supprimées, mais une augmentation appréciable pourrait être accordée aux pensions des personnes âgées et handicapées. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les retraités ne subissent pas une diminution de leur pouvoir d'achat en 1980.

Réponse. — Le décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973 a substitué à la revalorisation unique qui intervenait au 1^{er} mars ou au 1^{er} avril de chaque année, deux revalorisations prenant effet au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet. Ce système permet aux titulaires de pensions et de rentes de bénéficier dès le début de l'année d'une majoration provisionnelle (égale à la moitié du taux global retenu pour l'année précédente) sans attendre que la connaissance des résultats statistiques et comptables ait permis d'évaluer à la fin du premier semestre, dans les conditions fixées par la réglementation, le coefficient annuel de majoration est déterminé en fonction de l'évolution du montant du salaire moyen des assurés établie sur les deux périodes de douze mois précédant le 1^{er} avril de l'année considérée. Le tableau ci-après qui donne l'évolution des pensions et des rentes, des salaires et des prix au cours des six dernières années montre que depuis la mise en application de ce système, les pensions ont augmenté plus rapidement que les salaires ou les prix.

	PENSIONS (en moyenne annuelle).	PRIX (indice I. N. S. E. E.).	SALAIRES (comptes de la nation).
1974	14,3 %	13,7 %	17 %
1975	14,9 %	11,8 %	16,3 %
1976	17,9 %	9,8 %	13,8 %
1977	17 %	9,4 %	10,9 %
1978	14,6 %	9,1 %	11,9 %
1979	11,1 %	10,8 %	12,3 %
Indices de croissance au 1 ^{er} janvier 1980 (base 100 au 1 ^{er} janvier 1974)	230,65	184,2	215,8

Pour 1980, et conformément à la réglementation en vigueur, le taux global de revalorisation s'établit à 12,1 p. 100. Revalorisées de 5,4 p. 100 au 1^{er} janvier 1980, les pensions ont été majorées de 6,4 p. 100 au 1^{er} juillet 1980 et une majoration de 6,1 p. 100 sera de nouveau appliquée à partir du 1^{er} janvier 1981. Cependant pour maintenir le pouvoir d'achat des pensionnés et retraités, le taux de majoration applicable au 1^{er} janvier 1981 pourra, le cas échéant, être réajusté pour tenir compte de l'évolution de l'indice des prix en 1980. En ce qui concerne le principe de la cotisation d'assurance maladie sur les retraites, il a paru conforme au souci de justice et de solidarité que les personnes titulaires de pensions de retraite équivalentes à certains revenus d'activité contribuent aux charges de l'assurance maladie par une cotisation dont le taux, nettement inférieur à celui appliqué aux revenus d'activité, a été fixé à 1 p. 100 sur les retraites servies par le régime général et à 2 p. 100 sur les autres avantages de retraite, les pensionnés exonérés — ou exemptés du paiement — de l'impôt sur le revenu ainsi que les titulaires d'un avantage de retraite soumis aux conditions de ressources du minimum vieillesse étant exonérés de tout précompte maladie. Enfin, en ce qui concerne les restes de cotisations à recouvrer par les unions de recouvrement, le montant global des cotisations arriérées représente certes des sommes importantes en valeur absolue, mais qu'il convient de rapporter à l'ensemble des cotisations liquidées afin de pouvoir porter une appréciation sur l'efficacité de l'appareil de recouvrement ou sur les difficultés rencontrées par les employeurs. Si l'on se réfère au dernier exercice connu, les cotisations non recouvrées au 31 décembre 1979 n'ont représenté que 1,23 p. 100 des cotisations liquidées à cette date au titre de l'année 1979, en dépit des difficultés de la conjoncture économique. En outre, pour les années 1968 à 1979 incluses, le montant des pénalités et majorations de retard excède d'environ 850 millions de francs le montant des cotisations admises en non-valeur au cours de la même période.

Assurance vieillesse (régime général : calcul des pensions).

33854. — 21 juillet 1980. — **Mme Jacqueline Chénavel** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le décret du 29 décembre 1972 réglementant le calcul du taux de pension de retraite en fonction des dix meilleures années d'activité professionnelle. En fixant le point de départ de la période de recherche au 1^{er} janvier 1948, ce texte a introduit des discriminations graves entre retraités. Il lèse notamment les personnes qui, après 1948, ont eu, pour des raisons diverses, une activité réduite par rapport à celle qu'elles exerçaient antérieurement. Il serait possible de mettre fin à cette discrimination en ajoutant à la réglementation existante un paragraphe nouveau qui pourrait préciser que pour les assurés ayant eu après 1947, pour des raisons diverses, une activité réduite par rapport à celles exercées antérieurement, les meilleures années à retenir seront recherchées dans l'ensemble de la carrière. Cette disposition, immédiatement applicable, est étendue aux assurés dont la pension déjà liquidée fait l'objet d'une contestation en cours d'examen devant les juridictions du contentieux de la sécurité sociale. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre une évolution de la législation en ce sens.

Assurance vieillesse (régime général : calcul des pensions).

34982. — 25 août 1980. — **M. Francisque Perrut** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions d'application et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du décret n° 72-1229 du 29 décembre 1972 relatif au calcul des pensions de retraite. Il apparaît en effet que, aux termes de cette réglementation, le point de départ de la période de recherche des dix meilleures années servant de base au calcul de la pension des travailleurs salariés est fixé au 1^{er} janvier 1948, créant ainsi, au détriment des retraités dont les meilleures années de référence

se situent avant cette date, un préjudice injustifiable. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette situation inéquitable en laissant aux commissions de recours gracieux la latitude voulue pour rétablir une certaine justice entre les retraités sur ce plan.

Réponse. — En application de l'article 74 du 29 décembre 1945 modifié, le salaire servant de base au calcul de la pension de vieillesse est le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix années civiles d'assurance, accomplies depuis le 1^{er} janvier 1948, dont la prise en considération est la plus avantageuse pour l'assuré, ce qui exclut, dans la plupart des cas, les années au cours desquelles l'assuré n'a exercé qu'une activité réduite. Il est apparu nécessaire, pour des raisons d'ordre technique et après une étude approfondie de la question menée en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, de limiter à cette période postérieure au 31 décembre 1947 la recherche des dix meilleures années. En effet, la détermination des salaires ayant servi de base au versement des cotisations donne lieu à des difficultés pour la période antérieure à 1948, les cotisations versées n'ayant pas toujours été reportées au compte individuel des assurés. D'autre part, les anomalies résultant des forts coefficients de revalorisation applicables aux salaires afférents aux années antérieures à 1948 auraient abouti à un avantage arbitraire pour les assurés ayant été salariés avant cette date. En effet, les salaires des années anciennes ont fait l'objet de revalorisations beaucoup plus importantes que ne l'aurait justifié l'évolution des salaires et des prix. Ces dispositions prises dans le passé pour compenser les faibles durées d'assurance dans un régime de vieillesse créé en 1930 et réformé en 1946 continuent à avoir des conséquences sur le niveau des salaires afférents aux années en cause. C'est ainsi, par exemple, qu'après application du coefficient de revalorisation, le salaire plafond de l'année 1937 s'élève actuellement à 88 849,50 F, alors que le salaire plafond revalorisé de l'année 1979 n'atteint que 57 072,96 francs. En négligeant toutes les années postérieures au 31 décembre 1947 durant lesquelles l'activité de l'assuré n'a été que partielle, et en retenant seulement les années antérieures à 1948 dont la prise en considération serait la plus avantageuse pour l'assuré, on aboutirait ainsi à favoriser les intéressés par rapport aux assurés ayant exercé une activité normale depuis 1948. Ce n'est que lorsque l'examen du compte individuel de l'assuré fait apparaître que l'intéressé ne justifie pas de dix années civiles d'assurance depuis le 1^{er} janvier 1948 que les années antérieures sont, à titre exceptionnel, prises en considération dans l'ordre chronologique en remontant à partir de cette date jusqu'à concurrence des dix années. Il ne peut donc être envisagé de modifier en faveur des intéressés les dispositions susvisées de l'article 74 du décret du 29 décembre 1945 ni de reconnaître aux commissions de recours gracieux des caisses vieillesse un pouvoir d'appréciation en la matière. Toutefois, dans le cas où l'activité exercée par l'assuré postérieurement au 31 décembre 1947 a été tellement réduite que les versements de cotisations correspondants n'ont permis de valider aucun trimestre d'assurance pendant la totalité de cette période, il a été admis que les salaires minimaux afférents à ladite période seraient négligés pour déterminer le salaire annuel moyen, lequel est alors calculé compte tenu des dix dernières années d'assurance avant 1943. Par ailleurs, les salariés qui, au cours d'une année civile, ont exercé une activité à temps partiel ou un travail temporaire, bénéficient déjà, pour la plupart, compte tenu du faible montant du salaire-soumis à cotisations retenu pour valider un trimestre d'assurance, de la prise en compte d'une année d'assurance entière au même titre que ceux qui ont travaillé à plein temps et qui, bien souvent, ont fait un effort contributif plus important.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

33879. — 28 juillet 1980. — M. Louis Malsonnat attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des personnes pour lesquelles se pose le problème de la couverture des soins de stérilité de couples désirant avoir des enfants. En effet, il a été souligné à plusieurs reprises à M. le ministre cette situation sans que, pour l'instant, il y ait été apporté de réponse. Cependant, il semble que, en toute équité, si quelques progrès ont pu être faits dans le domaine d'un meilleur contrôle des naissances, l'organisation et la couverture des soins devraient également être prises en compte lorsqu'il s'agit de soigner la stérilité des couples désirant avoir des enfants. Or, dans cette situation, un certain nombre de personnes rencontrent des difficultés pour obtenir des caisses d'assurance maladie une prise en charge normale des soins que nécessite leur volonté d'avoir un enfant. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de fait et faire assurer un remboursement normal des frais engagés par les personnes intéressées.

Réponse. — Le décret n° 78-907 du 6 octobre 1978 pris en application de l'article 6 de la loi n° 78-730 du 12 juillet 1978 supprime la participation de l'assuré en ce qui concerne les investigations

nécessaires au diagnostic de la stérilité et pour le traitement de celle-ci, y compris au moyen de l'insémination artificielle. Mais, en tout état de cause, il est nécessaire que les actes pratiqués soient inscrits à la nomenclature des actes de biologie médicale pour en permettre la prise en charge. De même, certains produits non inscrits sur la liste des médicaments pris en charge ne sont pas remboursés. Toutefois, dans le cadre du traitement de la stérilité, un arrêté du 22 août 1980 paru au *Journal officiel* du 19 septembre 1980 fixe le tarif et les conditions de remboursement des produits d'origine humaine en l'occurrence les paillettes utilisées dans l'insémination artificielle.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

34014. — 28 juillet 1980. — M. Edmond Alphandery rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, jusqu'à présent, les travailleurs qui exerçaient à titre principal une activité, non salariée non agricole et, à titre accessoire, une activité salariée ne cotisaient que dans le régime d'assurance maladie des non-salariés et, en conséquence, ne pouvaient bénéficier des prestations du régime général des salariés. Désormais, les intéressés devront acquitter des cotisations dans les deux régimes maladie. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas que ces travailleurs devraient pouvoir prétendre, le cas échéant, aux indemnités journalières du régime général des salariés, s'ils remplissent les conditions de durée d'activité ou de cotisation exigées dans ce dernier régime.

Réponse. — Les personnes qui exercent simultanément une activité non salariée et une activité salariée voient leur activité principale déterminée chaque année au 1^{er} juillet par le régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles en fonction des critères définis par le décret n° 67-1091 du 15 décembre 1967 portant définition de l'activité principale. Pour ces personnes, le droit aux prestations n'est ouvert que dans le régime dont relève leur activité principale. Ce droit demeure attaché au fait que l'assuré exerce à titre principal une activité entraînant son affiliation à un régime obligatoire de salariés ou de non-salariés et non au versement des cotisations sur le salaire de l'activité exercée à titre accessoire. Les dispositions du décret du 15 décembre 1967 restent donc applicables et le fait de cotiser désormais au titre de l'activité accessoire ne doit entraîner aucune incidence quant au droit aux indemnités journalières servies par le régime général des salariés.

Assurance invalidité décès (pensions).

34072. — 28 juillet 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale ce qui suit : pour obtenir une pension d'invalidité au titre de la sécurité sociale, il faut justifier 180 jours ou 1 080 heures de travail salarié ou assimilé au cours de l'année précédant la constatation médicale d'invalidité. Il lui demande de lui faire connaître s'il est envisagé d'aligner cette condition d'ouverture des droits sur celle qui est admise en matière de prestations familiales à savoir justifier de 90 jours de travail salarié ou assimilé.

Réponse. — La réglementation applicable dans les départements d'outre-mer prévoit que l'attribution de la pension d'invalidité est subordonnée à la justification de 180 jours ou de 1 080 heures de travail salarié ou assimilé au cours des douze mois précédant la constatation médicale de l'invalidité. Les prestations de l'assurance invalidité sont destinées à compenser la perte de revenu résultant d'une incapacité de travail de l'assuré. La nature même de la pension d'invalidité apparaît donc différente de celle des prestations familiales, liée à une situation familiale particulière, pour laquelle il n'a pas paru opportun d'exiger une durée d'assurance supérieure à 90 jours. Dans ces conditions, il n'est pas envisagé actuellement de modifier la réglementation applicable en matière d'assurance invalidité pour l'aligner sur celle qui est prévue dans le cadre des prestations familiales.

Assurance maladie-maternité (bénéficiaires).

34180. — 4 août 1980. — M. Raymond Forni demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il lui paraît normal qu'un ancien salarié qui a cotisé pendant une longue période, plus de trente ans, et qui s'est décidé ensuite à exercer sa profession dans le cadre artisanal, soit pénalisé s'il tombe malade. En effet si cette maladie survient quelques années après son installation et qu'il n'a pas encore atteint l'âge de la retraite, il se trouve pratiquement privé de moyens de subsistance et se trouve dans une situation dramatique. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à une telle injustice.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale confirme à l'honorable parlementaire que la dépense résultant de l'institution d'un système obligatoire d'indemnités journalières pour

les artisans et commerçants devrait, ainsi qu'il a déjà été précisé par le ministre du commerce et de l'artisanat dans la réponse publiée au *Journal officiel* du 20 août 1980, Débats parlementaires, n° 705, page 3535, être couverte, en raison des règles de financement du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles, par une augmentation de la cotisation d'assurance maladie des intéressés. La création d'un tel système n'a pas jusqu'à présent figuré parmi les vœux considérés comme prioritaires par les représentants élus du régime. Une étude est toutefois menée en liaison avec les professionnels, en vue de rechercher des solutions tendant à l'indemnisation de l'incapacité de travail dans le cadre d'un régime volontaire.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

34724. — 18 août 1980. — M. André Billardon appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation d'un ménage dans lequel la pension de retraite de l'épouse, 7 400 francs par an, sera désormais amputée par le paiement d'une cotisation d'assurance maladie parce que les revenus du ménage l'assujettissent à l'impôt sur le revenu. Il considère qu'il s'agit là d'une mauvaise interprétation de la volonté du législateur qui avait entendu fixer pour seuil au prélèvement de la cotisation celui du revenu imposable, toutes les pensions inférieures à ce montant étant ainsi exonérées. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas modifier les dispositions d'application de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 dans le sens indiqué ci-dessus.

Réponse. — Conformément à l'article 2 du décret n° 80-298 du 24 avril 1980, sont exonérés de cotisation d'assurance maladie les retraités appartenant à un foyer fiscal dont les ressources au titre de l'avant-dernière année civile ont donné lieu, en raison de leur montant, soit à l'exonération de l'impôt sur le revenu, soit à l'exemption du paiement de cet impôt. Conformément aux engagements pris par le Gouvernement lors des débats à l'Assemblée nationale sur le projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, la notion de foyer fiscal a été retenue, de préférence à celle de seuil de retraite soumis à cotisation, parce qu'elle permet d'apprécier plus équitablement les conditions d'exonération pour chaque ménage quelle que soit la répartition des ressources à l'intérieur du ménage. D'autre part, sont, en outre, exonérées de cotisation les personnes qui perçoivent ou ont perçu au cours de l'année civile antérieure l'un des avantages de retraite servis, sous condition de ressources, du minimum vieillesse.

Sécurité sociale (personnel : Seine-Saint-Denis).

34909. — 25 août 1980. — M. Pierre Zarka attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la situation des employées de la sécurité sociale à Saint-Denis (93). La sécurité sociale de Saint-Denis emploie 2 100 travailleurs, dont 1 600 femmes. La précarité de l'emploi, les bas salaires, la discrimination dans la promotion marquent la condition des travailleuses; les chiffres suivants, valables pour l'ensemble des sécurités sociales de la région parisienne, en témoignent : 51,3 p. 100 des embauches sont des contrats à durée déterminée ou des emplois saisonniers. Plus de la moitié des salariés ont donc un emploi précaire; 44,7 p. 100 des salariés gagnent moins de 3 000 francs nets par mois et s'ajoute à cela que 30 p. 100 des femmes sont seules. De plus, les congés maternité sont déduits pour le calcul de l'ancienneté et pour les notes (pour obtenir une note, il faut 180 jours ouvrables de présence par an et cette note permet de monter d'un demi-échelon avec une hausse de 4 p. 100 du salaire); si 84,4 p. 100 des femmes sont employées (69,2 p. 100 des hommes), 15,6 p. 100 seulement d'entre elles sont cadres (30,8 p. 100 des hommes). En conséquence, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour que cessent ces discriminations.

Réponse. — Les conditions de travail des employés des organismes de sécurité sociale du régime général sont régies par une convention collective nationale de travail. Ce texte ne prévoit aucune discrimination envers les employés de sexe féminin. Aux services de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne, sis à Saint-Denis, de même que dans les autres organismes de sécurité sociale, les salaires sont déterminés en fonction de la catégorie de l'emploi occupé. Il convient de noter toutefois que, sur un effectif global de 22 508 agents au 1^{er} juin 1980, seuls 2 251 agents de la classe précitée, soit 9,82 p. 100, percevaient un salaire d'embauche mensuel inférieur à 3 000 francs net mensuel. Par ailleurs, toutes instructions ont été récemment données aux directeurs des circonscriptions administratives de la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne pour limiter le nombre des embauches sur contrats à durée déterminée. Enfin, les promotions au choix sont attribuées chaque année dans l'ordre d'un tableau dit « d'avancement au mérite », dressé compte tenu des notes attribuées par la direction au vu des appréciations portées par les chefs de service sur l'ensemble des employés.

Assurance vieillesse (généralités : pensions de réversion).

35334. — 15 septembre 1980. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le cas des personnes qui vivent en concubinage depuis de nombreuses années. Il lui rappelle qu'au décès d'un des deux concubins, l'autre ne peut prétendre à une pension de réversion, la loi exigeant une durée minimum de mariage de deux ans. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre aux personnes vivant en concubinage de faire valoir leurs droits à une pension de réversion.

Réponse. — En l'état actuel des textes qui régissent le régime général de la sécurité sociale, la pension de réversion ne peut, ainsi que l'observe l'honorable parlementaire, être attribuée au conjoint survivant (ou à l'ex-conjoint divorcé non remarié) de l'assuré décédé que s'il remplit notamment la condition de durée de mariage requise. La loi du 17 juillet 1980 instituant une assurance veuvage vient d'assouplir cette condition, puisque lorsqu'un enfant est issu du mariage, cette durée de deux ans n'est plus exigée. Par contre, la condition de mariage pour l'attribution de la pension de réversion n'a pu être supprimée. En effet, les études entreprises à ce sujet ont fait apparaître les difficultés d'application considérables que ne manquerait pas d'entraîner une telle disposition, en cas de pluralité de concubines par exemple, dans la mesure où les organismes gestionnaires de l'assurance vieillesse auraient le plus grand mal à apprécier les situations particulières pour déterminer le bénéficiaire éventuel de la pension de réversion.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

35398. — 15 septembre 1980. — M. Jacques Santrot appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur l'application des dispositions du décret n° 78-998 du 6 octobre 1978 relatif aux prestations obligatoires du régime institué par la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 et à la participation des assurés aux tarifs servant de base au calcul de ces prestations. L'article 1^{er} de ce décret précise notamment que « la participation de l'assuré est supprimée en cas de grossesse, pendant une période qui débute quatre mois avant la date présumée de l'accouchement et se termine à la date de l'accouchement ». Or, certaines caisses de prévoyance sociale interprètent cette disposition de la façon la plus restrictive en n'acceptant la prise en charge de l'hospitalisation d'une femme enceinte en secteur hospitalier public, et dans les conditions prévues par le décret, que sur la base du tarif médecine alors que la patiente est bien entendue hospitalisée en service d'obstétrique dont le prix de journée est généralement plus élevé. Il peut donc arriver que l'assuré ait à prendre la différence entre ces deux prix de journée, ce qui paraît contraire à l'esprit du décret et à la volonté exprimée par le Gouvernement de promouvoir une politique familiale. En conséquence, il lui demande de lui donner l'interprétation officielle de ce décret et de lui préciser si la prise en charge d'une hospitalisation par les organismes de prévoyance sociale, dans les conditions précitées, peut être délivrée sur la base du tarif d'obstétrique.

Réponse. — L'article 7 de la loi n° 78-730 du 12 juillet 1978 et le décret n° 78-998 du 6 octobre 1978 ont prévu la suppression de la participation de l'assuré pour tous les soins dispensés aux femmes enceintes pendant une période qui débute quatre mois avant la date présumée de l'accouchement et se termine à la date de l'accouchement. L'application de cette nouvelle mesure conduit évidemment à une prise en charge totale de l'hospitalisation quel que soit le service, l'intention du législateur étant d'inciter les femmes à une meilleure surveillance de leur grossesse. L'exemple cité par l'honorable parlementaire d'une caisse n'accordant l'exonération du ticket modérateur que sur la base du service médecine et non sur celle du service obstétrique, nécessiterait une enquête sur place. En conséquence, il serait souhaitable que soient communiquées au ministère de la santé et de la sécurité sociale, direction de la sécurité sociale, bureau P 4, toutes indications concernant les assurés auxquels une participation financière a été demandée.

Assurance vieillesse : régime général (retraite anticipée).

35624. — 22 septembre 1980. — M. Laurent Fablus appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conditions d'ouverture du droit à la retraite anticipée pour les anciens combattants. Il lui expose à ce propos le cas d'un ancien combattant justifiant de cinquante-six mois de services effectués entre septembre 1939 et mai 1945. Se référant à la loi du 21 novembre 1973, il a demandé à bénéficier de la retraite à soixante ans. La caisse régionale d'assurance maladie lui répond que seule la période allant du 1^{er} septembre 1939 au 1^{er} juin 1940 peut être prise en compte parce qu'il faisait partie de l'armée d'armistice. Cette personne ne pourrait, dans ces conditions, prétendre à la

retraite à taux plein avant l'âge de soixante-quatre ans. Il lui demande si la réponse apportée par la caisse régionale d'assurance maladie est la bonne et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisage de prendre pour supprimer cette injustice.

Réponse. — Il est exact que les services militaires effectués après juin 1940 dans l'armée d'armistice ne peuvent être pris en compte pour l'ouverture du droit à pension de vieillesse anticipée prévue par la loi du 21 novembre 1973 en faveur des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre. La loi précitée a eu, en effet, pour but d'accorder aux anciens prisonniers de guerre, pour la liquidation des droits à pension de vieillesse, une anticipation d'un à cinq ans en fonction de la durée de la captivité, pour tenir compte des séquelles pathologiques entraînées par cette captivité. Ainsi les travaux effectués sur la pathologie de la captivité ayant permis d'établir la fréquence d'affections dont sont victimes les anciens prisonniers de guerre qui ont subi les durées de captivité les plus longues, le législateur a tiré les conséquences de cet état de fait et institué une présomption d'invalidité en rapport avec la durée de la captivité. Le cas des anciens combattants ayant été évoqué au cours des débats parlementaires qui ont précédé l'adoption de cette loi, le législateur a décidé que les services militaires en temps de guerre seraient pris en considération dans les mêmes conditions que les périodes de captivité, pour l'attribution de la pension de vieillesse anticipée, car il n'aurait pas été équitable, compte tenu des épreuves endurées aux armées pendant la guerre, que les anciens combattants soient moins avantagés à cet égard que les anciens prisonniers de guerre. Mais il serait contraire à l'esprit de cette loi qui a ainsi prévu l'attribution de cette pension anticipée sur présomption de l'invalidité au travail de ces anciens combattants et prisonniers de guerre) de totaliser pour l'ouverture du droit à ladite pension, ces périodes de captivité et de services militaires en temps de guerre avec les périodes passées dans l'armée d'armistice. Toutefois, il est apparu possible d'admettre l'assimilation à des périodes d'assurance, dans le cadre de l'article 3 de la loi du 21 novembre 1973, des services accomplis dans l'armée d'armistice.

Politique économique et sociale (politique sociale).

35633. — 22 septembre 1980. — **M. Yvon Tondon** souhaiterait connaître de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** les raisons pour lesquelles le conseil des ministres du 3 septembre 1980 a décidé de fixer le montant de l'allocation spéciale de rentrée scolaire et la prime exceptionnelle pour les personnes âgées à une somme inférieure à celle, bien modeste déjà, établie l'an dernier. En effet, l'allocation spéciale de rentrée scolaire pour 1980 est de 150 francs alors qu'elle était de 200 francs en 1979; pourtant, l'inflation aura atteint, entre les deux rentrées, officiellement environ 14 p. 100 (l'indice qui était de 226,3 en septembre 1979 est déjà de 252,4 en juillet 1980, I.N.S.E.E., base 100 en 1970). Cette même prime était de 300 francs en 1977 et ne permettait pas de résoudre tous les problèmes de rentrée scolaire... La prime exceptionnelle pour les personnes âgées, qui sera cette année de 150 francs, était de 200 francs l'an dernier, alors qu'il y a de nombreuses personnes âgées ont déjà eu froid tout l'hiver par manque d'argent. Chacun s'attendait à ce que ces deux allocations soient très sensiblement relevées pour faire face à une rentrée très difficile, en raison de l'inflation élevée et des différentes formes de chômage accrues. Tout au contraire, le Gouvernement a choisi de les diminuer d'environ 35 p. 100 en valeur réelle. Il lui demande si le Gouvernement a décidé cette diminution parce qu'il estime que les situations des familles et des personnes âgées, particulièrement des plus modestes, se sont nettement améliorées durant l'année écoulée et, dans le cas inverse, les mesures qu'il compte prendre pour leur venir réellement en aide.

Réponse. — La majoration de l'allocation de rentrée scolaire intervenue lors de la dernière rentrée doit s'apprécier compte tenu de la progression particulièrement importante du montant des prestations familiales servies à l'ensemble des familles au cours de l'année 1980 : revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales de 15,2 p. 100 au 1^{er} juillet 1980 ; prolongation de l'âge limite de versement des prestations familiales à dix-sept ans (pour les jeunes sans emploi) et vingt ans pour les apprentis ; actualisation favorable du barème de l'allocation-logement. Par ailleurs, le Gouvernement a mené une politique dynamique au profit des familles nombreuses : revalorisation des allocations familiales de 17 p. 100 pour les familles de trois enfants et plus assurant une progression de leur pouvoir d'achat double de celui des autres familles ; majoration de l'allocation postnatale en cas de naissance d'un troisième enfant ou plus ; prolongation du congé de maternité à six mois pour la naissance d'un enfant de rang 3 et plus ; création du revenu familial applicable au 1^{er} janvier 1981. L'ensemble des mesures engagées aboutit à l'utilisation totale des recettes de la caisse nationale des allocations familiales. Par ailleurs, à la majoration de 150 francs, attribuée à toutes les personnes bénéficiaires, à la date du 1^{er} février 1980, de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et de

l'allocation viagère aux rapatriés âgés, s'est ajoutée une nouvelle majoration exceptionnelle, d'un montant de 150 francs, en application du décret n° 80-865 du 31 octobre 1980. Cette majoration a été attribuée à toutes les personnes bénéficiaires, à la date du 1^{er} octobre 1980, de l'allocation supplémentaire précitée en application des articles L. 685 et L. 685-1 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'aux bénéficiaires, à cette date, de l'allocation viagère aux rapatriés âgés. A ces majorations exceptionnelles, d'un montant de 300 francs pour l'année 1980, s'ajoute enfin la revalorisation du minimum vieillesse qui intervient en principe deux fois par an. Fixé à 5 200 francs par an au 1^{er} janvier 1974, celui-ci a atteint 15 600 francs au 1^{er} juin 1980 et a donc triplé en six ans.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

35651. — 22 septembre 1980. — **M. Aimé Kergueris** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les difficultés posées par l'institution de la cotisation d'assurance maladie sur les retraites du régime général, en particulier dans le cas de personnes percevant plusieurs retraites. En effet, la loi du 28 décembre 1979 instituant le précompte de cotisations d'assurance maladie sur l'ensemble des retraites du régime général oblige ces personnes à cotiser sur chacune des retraites qu'elles perçoivent alors qu'elles ne reçoivent des prestations que d'un seul des organismes dont elles dépendent. Cette mesure se justifie sans doute par la nécessité de ne pas créer de disparité entre les retraités qui au cours de leur carrière professionnelle n'auraient connu qu'un seul et même régime de sécurité sociale et ceux qui auraient relevé de plusieurs de ces régimes. Il n'en reste pas moins vrai que l'amertume des retraités obligés de cotiser à un régime dont ils ne reçoivent rien en contrepartie est très compréhensible. Il lui demande donc s'il ne lui semble pas judicieux de prévoir des mesures telles que, par exemple, le rétablissement d'un plafond pour le calcul des cotisations des retraités, qui témoignent concrètement de la volonté régulièrement affirmée du Gouvernement d'améliorer le sort des personnes âgées.

Réponse. — Conformément à l'article 13 de la loi du 28 décembre 1979, les cotisations d'assurance maladie assises sur les pensions acquises au titre d'une activité professionnelle déterminée sont dues au régime d'assurance maladie correspondant à cette activité, même si le droit aux prestations d'assurance maladie est ouvert au titre d'un autre régime. Il a paru justifié que les personnes titulaires de plusieurs pensions de retraite contribuent aux charges de l'assurance maladie en fonction de l'ensemble de leurs retraites. Il semblerait, en effet, anormal que les pluripensionnés soient exonérés de cotisations sur une partie de leurs avantages de retraite alors que les titulaires d'une seule pension cotisent sur la totalité de celle-ci. La suggestion de l'honorable parlementaire tendant à instituer un plafond pour le calcul des cotisations des retraités, qui reviendrait à exonérer de cotisation sur une partie de leurs retraites ceux des pensionnés qui bénéficient des avantages les plus élevés, serait difficile à justifier. En outre, le plafonnement de l'assiette du précompte nécessiterait l'établissement d'une coordination entre l'ensemble des régimes de base et complémentaires de retraite, dont le coût de gestion serait prohibitif. Les conséquences financières, pour les retraités, de la généralisation du précompte naîtraient sur les retraites sont tempérées, d'une part, par la modicité du taux de prélèvement et, d'autre part, par l'exonération des pensionnés du régime général appartenant à un foyer fiscal exempté du paiement de l'impôt sur le revenu et des titulaires d'un avantage de retraite soumis aux conditions de ressources du minimum vieillesse.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

35682. — 29 septembre 1980. — **M. Michel Crépeau** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation particulière d'un retraité, ancien militaire, qui, ne bénéficiant pas de l'assurance maladie du régime général, se trouve néanmoins concerné par la cotisation complémentaire au titre de l'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale. Celui-ci, militaire de carrière (vingt-quatre ans), a occupé un emploi civil (seize ans) et, à ce titre, a cotisé au service général et a obtenu le bénéfice d'une retraite complémentaire. Lors de la liquidation de ses pensions, c'est évidemment la retraite militaire qui a prévalu. Il n'a donc aucune couverture à la sécurité sociale générale qui ne lui sert que le bénéfice de la retraite qu'il a acquise de par son temps de service. En ce qui concerne le risque maladie, il a été reversé d'office à la sécurité sociale militaire à laquelle il verse une cotisation de 2,25 p. 100 sur sa retraite militaire qui couvre ses frais médicaux. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas anormal que l'intéressé, ne bénéficiant d'aucun avantage au titre de la maladie et de la prévoyance et ne tirant aucun profit à ce titre de son temps dans un emploi civil, soit imposé à partir des nouveaux textes d'une cotisation de 2 p. 100 sur sa retraite

complémentaire au profit de la sécurité sociale, régime général, et quelles mesures il entend prendre afin de remédier à cette situation pour le moins injuste.

Réponse. — Conformément à l'article 13 de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, les cotisations d'assurance maladie assises sur les pensions acquises au titre d'une activité professionnelle déterminée sont dues au régime d'assurance maladie correspondant à cette activité, même si le droit aux prestations d'assurance maladie est ouvert au titre d'un autre régime. Il a paru justifié que les personnes titulaires de plusieurs pensions de retraite contribuent aux charges de l'assurance maladie en fonction de l'ensemble de leurs retraites. Il semblerait, en effet, anormal que les pluripensionnés soient exonérés de cotisations sur une partie de leurs avantages de retraite alors que les titulaires d'une seule pension cotisent sur la totalité de celle-ci.

Politique extérieure (Roumanie).

35716. — 29 septembre 1980. — **M. Jean-Louis Beaumont** indique à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les arrérés qui devaient fixer les conditions d'application de la convention sur la sécurité sociale, signée entre la France et la Roumanie le 16 décembre 1976, n'ont pas encore été publiés. Compte tenu de l'intérêt que présente ladite convention pour les ressortissants roumains, dont le nombre à Paris dépasse 8 000, comme pour les Français travaillant en Roumanie, il lui demande quand les textes rendant applicable ladite convention seront pris et si, naturellement, les droits des bénéficiaires de la convention seront préservés à compter de la date d'effet de la convention.

Réponse. — Les conditions dans lesquelles doivent intervenir les textes d'application de la convention entre la France et la Roumanie signée le 16 décembre 1976, évoqués par l'honorable parlementaire, ont été prévues à l'article 23 de ladite convention. Cet article précise les formes dans lesquelles sont arrêtées les modalités particulières d'application et les formulaires nécessaires dont il s'agit. Ces textes — arrangements général et complémentaire — nécessitant l'accord des deux gouvernements, ont été élaborés au cours de négociations entre les autorités administratives compétentes des deux Etats et sont en cours de signature. Dès l'accomplissement de ces formalités, les arrangements seront publiés selon l'usage et les droits acquis par les bénéficiaires de la convention leur seront reconnus à compter du 1^{er} février 1978, date d'entrée en vigueur de celle-ci.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : assurance veuvage).

35742. — 29 septembre 1980. — **M. Serge Charles** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les dispositions de la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 instituant une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que les veuves soient exonérées de cotisations.

Assurance vieillesse (régime des fonctionnaires civils et militaires : assurance veuvage).

40053. — 22 décembre 1980. — **M. Serge Charles** rappelle à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sa question écrite n° 35742 publiée au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, questions du 29 septembre 1980, au sujet de l'assurance veuvage. Il lui demandait s'il ne serait pas équitable que les veuves soient exonérées des cotisations. L'assurance veuvage entrant en application dès le 1^{er} janvier 1981, il aimerait d'ici là connaître la position du Gouvernement.

Réponse. — Les dispositions de la loi n° 80-456 du 17 juillet 1980 instituant une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille ne sont pas applicables aux régimes des fonctionnaires civils et militaires. Par ailleurs, la charge du financement de l'allocation de veuvage n'est pas supportée spécifiquement par les conjoints survivants mais est répartie entre l'ensemble des assurés cotisant à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale des salariés.

Assurance maladie-maternité (cotisations).

35993. — 6 octobre 1980. — **M. Jacques Doufflaques** expose à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les retraités qui ne bénéficient pas de l'assurance maladie sont amenés à rechercher une couverture individuelle contre ce risque en adhérant à l'assurance personnelle. Ce faisant, ils acquittent une double cotisation sur le même revenu, puisque la cotisation d'assurance personnelle, assise sur l'ensemble des revenus, s'ajoute à la cotisa-

tion de 2 p. 100 sur les retraites complémentaires. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire cesser cette injustice en permettant l'imputation de la cotisation déjà précomptée sur la retraite sur celle due au titre de l'assurance personnelle, comme c'est le cas pour les assurés personnels qui exercent une activité insuffisante.

Réponse. — En application de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, certains avantages de retraite complémentaire font l'objet d'un précompte au titre de l'assurance maladie, alors que leurs titulaires, qui n'ont pas fait liquider leur pension de vieillesse du régime général ouvrant droit à l'assurance maladie obligatoire, doivent cotiser à l'assurance personnelle pour la couverture du risque maladie. Ce problème fait l'objet de mes préoccupations actuelles et j'ai demandé à mes services d'étudier les conditions dans lesquelles ces pensionnés pourraient être autorisés à imputer le montant des précomptes effectués sur leur retraite en déduction de leur cotisation à l'assurance personnelle. Une solution devrait être trouvée à brève échéance maintenant.

Assurance vieillesse (régime général : pensions de réversion).

36035. — 6 octobre 1980. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le problème du versement des pensions d'un conjoint décédé pour les travailleurs du privé. Lorsque deux conjoints travaillent dans le secteur public et que l'un d'eux disparaît, la pension de réversion de celui-ci est immédiatement versée à l'autre. Mais, lorsqu'il s'agit du privé, la pension de réversion d'un mari décédé ne peut être perçue à la mort de celui-ci par sa femme. Elle ne perçoit cette pension qu'à cinquante-cinq ans et à condition que son salaire ne soit pas supérieur au S. M. I. C. Nombre de personnes se trouvent ainsi privées injustement d'une part de ressources auxquelles leur situation leur donne droit. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que toutes les personnes dans ce cas puissent percevoir la pension de réversion de leur conjoint disparu dès le décès de celui-ci, dans un souci de justice et d'équité.

Réponse. — Les pouvoirs publics sont conscients de la nécessité de poursuivre les efforts en vue de parvenir à une harmonisation entre les différents régimes d'assurance vieillesse. Au cours de ces dernières années, un effort important a été entrepris pour tenter de réduire les disparités existantes. C'est ainsi que la loi du 3 juillet 1972 a aligné les régimes d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales et des professions artisanales sur le régime général. Toutefois, il n'est pas possible actuellement, notamment pour des motifs d'ordre financier, d'envisager l'extension à tous les régimes d'assurance vieillesse de certaines dispositions, en vigueur dans les régimes spéciaux qui prévoient, en matière de pension de réversion, des conditions d'attribution différentes de celles du régime général; par ailleurs, ces dispositions s'expliquent par les particularités des statuts professionnels (comportant un ensemble de droits et d'obligations spécifiques) applicables dans les secteurs d'activité couverts par les régimes spéciaux. Cependant, le Gouvernement a pris, ces dernières années, de nombreuses mesures, particulièrement coûteuses, en vue d'assouplir, en priorité, les conditions d'attribution du droit à pension de réversion dans le régime général et dans les régimes légaux alignés sur lui : l'âge d'octroi de cette prestation a été ramené à cinquante-cinq ans, la condition de durée de mariage a été réduite à deux ans et vient d'être supprimée lorsqu'un enfant au moins est issu du mariage, le plafond de ressources du conjoint survivant a été porté au montant du salaire minimum de croissance, calculé sur la base de 2 030 heures et il est désormais procédé à l'examen des ressources à la date de la pension de réversion (ou subsidiairement à la date du décès) ce qui permet un nouvel examen des droits à pension de réversion en cas d'augmentation du plafond de ressources ou de diminution de celles-ci. En outre, le cumul d'une pension de réversion avec des avantages personnels de vieillesse et d'invalidité a été autorisé dans certaines limites. Par ailleurs, les veuves d'assurés du régime général, âgées de moins de cinquante-cinq ans, pourront bénéficier, sous certaines conditions, à compter du 1^{er} janvier 1981, de l'allocation de veuvage instituée par la loi du 17 juillet 1980. Cette nouvelle prestation, qui pourra être servie pendant une durée maxima de trois ans, complète ainsi l'ensemble des dispositions visant à améliorer la situation des veufs et veuves jeunes (allocation de parent isolé, formation et accès à l'emploi) ou âgées (amélioration des droits propres et dérivés, abaissement de l'âge de la retraite).

Assurance maladie-maternité (cotisations).

36039. — 6 octobre 1980. — **M. Dominique Frelaut** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des commerçants et artisans au regard de la loi qui institue une cotisation de l'assurance maladie de 1 p. 100 sur la

retraite versée par la sécurité sociale et de 2 p. 100 sur la retraite complémentaire. A l'occasion des débats parlementaires sur le projet de loi instituant une cotisation de sécurité sociale sur les retraites, les députés communistes s'y sont opposés vigoureusement. Non seulement cette loi porte un lourd préjudice à l'ensemble des retraités qui perçoivent souvent de maigres retraites mais elle contient une disposition paradoxale en ce qui concerne les commerçants et artisans. Li lui expose le cas de M. A... qui a exercé une activité salariée pendant neuf années et une activité en tant qu'artisan pendant trente-huit années. Aujourd'hui M. A... est affilié à la Caisse d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Ce régime lui assure le remboursement de ses frais de maladie. Du fait de son activité salariée, M. A... perçoit une retraite de salarié sur laquelle il est prélevé depuis le 1^{er} janvier 1980 une cotisation de 1 p. 100 sur le montant de sa pension de base de la sécurité sociale et de 2 p. 100 sur le montant de sa retraite complémentaire. Cette disposition est paradoxale compte tenu que cet artisan ne perçoit rien de l'assurance maladie des salariés. Plusieurs milliers de commerçants et artisans sont concernés par ce problème et préoccupé par cette question, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre afin que cesse le préjudice causé.

Réponse. — Conformément à l'article 13 de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, les cotisations d'assurance maladie assises sur les pensions acquises au titre d'une activité professionnelle déterminée sont dues au régime d'assurance maladie correspondant à cette activité, même si le droit aux prestations d'assurance maladie est ouvert au titre d'un autre régime. Il a paru conforme au souci de justice et de solidarité que les personnes titulaires de plusieurs pensions de retraite contribuent aux charges de l'assurance maladie en fonction de l'ensemble de leurs retraites. Rien ne justifierait en effet que les pluri-pensionnés soient exonérés de toute cotisation sur une partie de leurs avantages de retraite alors que les titulaires d'une seule pension cotisent sur la totalité de celle-ci. Les conséquences financières pour les retraités de la généralisation du précompte maladie sur les retraites sont toutefois tempérées, d'une part, par la modicité du taux de prélèvement et, d'autre part, par l'exonération des pensionnés du régime général appartenant à un foyer fiscal exempté du paiement de l'impôt sur le revenu. Enfin, il est précisé que le précompte n'a été effectué que sur les avantages de retraite versés au titre des périodes postérieures au 30 juin 1980, conformément aux dispositions des décrets n° 80-297 et n° 80-298 du 24 avril 1980, qui fixent les modalités d'application de la loi du 28 décembre 1979.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel).

36083. — 6 octobre 1980. — **M. Jean Falala** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation, au plan de leur échelon indiciaire, des adjoints techniques des C. H. R. et des C. H. U. Les intéressés, qui ont sous leur autorité les agents chefs de 1^{re} catégorie, auraient un indice inférieur de 59 points à celui de ces derniers. Pour mettre un terme à cette anomalie, il conviendrait d'envisager l'accession des adjoints techniques au grade de chef de section, cette promotion permettant de reconnaître le rang des adjoints techniques. Il doit être noté par ailleurs que certains adjoints techniques ne perçoivent pas de prime de technicité, celle-ci étant attribuée aux seuls adjoints techniques appartenant à la division études et travaux. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre pour remédier à la situation des adjoints techniques des C. H. R. et des C. H. U., en appelant son attention sur le fait que les adjoints techniques communaux ont obtenu la reconnaissance d'un nouveau grade par arrêté du 4 septembre 1978.

Réponse. — Il est tout d'abord précisé à l'honorable parlementaire que le statut des adjoints techniques n'est pas différent selon qu'ils sont en fonction dans un centre hospitalier régional, un centre hospitalier général ou un centre hospitalier spécialisé. Il est exact que les agents-chefs des services ouvriers ont une échelle indiciaire partiellement plus favorable que celle des adjoints techniques et peuvent, dans certains établissements, être placés sous les ordres de ces derniers. Cependant, il convient de noter que l'emploi d'agent-chef des services ouvriers constitue un emploi de fin de carrière pour les personnels des services ouvriers, alors que l'emploi d'adjoint technique est un point de départ pour les agents des services techniques. En effet, les adjoints techniques peuvent, sous certaines conditions, être promus chef de section, chef de section principal et ingénieur subdivisionnaire. En outre, le lien de subordination hiérarchique entre deux agents ne saurait s'apprécier du seul point de vue de leur rémunération respective. En conséquence, il n'est pas envisagé de modifier la grille indiciaire applicable aux adjoints techniques des établissements hospitaliers publics. Un projet de texte reprenant en faveur de ces derniers la modification des conditions d'avancement offertes aux adjoints techniques des communes est toutefois à l'étude, mais

il n'est pas possible actuellement de préjuger des résultats de cette étude. Enfin, en ce qui concerne la situation des adjoints techniques qui ne bénéficient pas de la prime dite « de technicité » prévue par l'arrêté du 7 mai 1958 modifié, il est rappelé que les intéressés auxquels cette prime est versée ne peuvent la cumuler avec les indemnités pour travaux supplémentaires et l'indemnité de sujétion spéciale qui sont susceptibles d'être attribuées aux autres adjoints techniques.

Assurance vieillesse : généralités (politique en faveur des retraités).

36134. — 6 octobre 1980. — **M. Pierre Weisenhorn** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des femmes seules et des femmes chefs de famille au plan des conditions de retraite qui leur sont appliquées. Il apparaît essentiel que les droits qui leur sont attribués soient des droits propres, attachés à leur personne même. Par ailleurs, aussi longtemps que les femmes ne pourront être assurées de bénéficier de droits propres au lieu des droits dérivés qui sont les leurs actuellement, les dispositions suivantes s'avèrent nécessaires pour corriger les situations des intéressées : majoration du taux de la pension de réversion, celui de 50 p. 100 appliqué à ce jour étant actuellement nettement insuffisant ; maintien du droit à la pension de réversion aux femmes divorcées ou séparées, dont les ex-époux sont décédés à compter de la date de promulgation de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ; possibilité de rachat de cotisations accordée à toutes les femmes seules, célibataires, veuves, divorcées, au titre de leur situation de « femmes seules », à l'instar de ce qui existe dans ce domaine pour plusieurs catégories d'assurés sociaux. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur les suggestions ci-dessus exprimées.

Assurance vieillesse : généralités (politique en faveur des retraités).

36220. — 6 octobre 1980. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conditions de retraite des femmes seules et femmes chefs de famille. Il lui demande en particulier s'il n'estime pas nécessaire de prévoir à brève échéance les dispositions suivantes : majoration du taux de la pension de réversion, actuellement fixé à 50 p. 100 ; maintien du droit à la pension de réversion aux femmes divorcées ou séparées dont les ex-époux sont décédés à compter de la date de promulgation de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ; possibilité de rachat de cotisations accordée à toutes les femmes seules, célibataires, veuves, divorcées, au titre de leur situation de « femmes seules », à l'instar de ce qui existe dans ce domaine pour plusieurs catégories d'assurés sociaux. Ces mesures s'inscriraient dans la perspective logique d'attribuer aux femmes des droits propres, attachés à leur personne.

Réponse. — Les difficultés auxquelles se heurtent les veuves après le décès de leur époux, notamment sur le plan financier, n'ont pas échappé aux pouvoirs publics qui se sont efforcés ces dernières années d'améliorer leur situation en assouplissant les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion. C'est ainsi que l'âge d'attribution de cette prestation a été ramené à 55 ans et la durée de mariage, déjà réduite à deux ans avant le décès, vient d'être supprimée, par la loi du 17 juillet 1980, instituant une assurance veuvage, quand un enfant au moins est issu du mariage. D'autre part, le plafond de ressources du conjoint survivant a été substantiellement relevé, et ces ressources sont désormais appréciées à la date de la demande de la pension de réversion ou subsidiairement à la date du décès, ce qui permet un nouvel examen des droits en cas d'augmentation du plafond de ressources ou de diminution de celles-ci. En outre, un effort important a été entrepris afin de permettre dans certaines limites le cumul d'une pension de réversion avec des avantages personnels de vieillesse et d'invalidité. L'ensemble de ces réformes apporte une amélioration sensible à la situation d'un grand nombre de conjoints survivants et il ne peut être envisagé actuellement d'augmenter le taux de la pension de réversion du régime général en raison du coût de cette mesure qui a été évalué, pour 1980, à 1,750 milliard de francs pour le régime général et les régimes légaux alignés sur lui, dans l'hypothèse où le taux serait porté de 50 à 60 p. 100 de l'avantage de vieillesse. S'agissant, d'autre part, des conjoints divorcés non remarriés, la loi du 17 juillet 1978 leur ouvre un droit à pension de réversion, quels que soient la date et le cas du divorce, dès lors que la date d'effet de cette pension est postérieure au 18 juillet 1978. La proposition de loi que le Sénat a adoptée, lors de la session de printemps, dans le souci de mettre fin aux situations parfois inéquitables que cette loi peut engendrer, ne tend à exclure du droit à pension de réversion que le seul conjoint divorcé contre lequel un divorce aux torts exclusifs a été prononcé avant le 18 juillet 1978 dans le cas où il existe un conjoint survivant ou des enfants de moins de 21 ans susceptibles de bénéficier d'un droit à réversion. Ce texte a été transmis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale. Quant à la suggestion de l'honorable parlementaire tendant à permettre à toutes les femmes seules

de racheter des cotisations d'assurance vieillesse, elle ne peut être accueillie favorablement. En effet, dans un système de retraite fonctionnant par répartition — tel le régime général — les rachats de cotisations doivent présenter un caractère exceptionnel et ne sont actuellement autorisés que dans les cas limitativement prévus par la loi (cas notamment des salariés assujettis tardivement aux assurances sociales ou ayant exercé leur activité en territoire étranger). Or, l'adoption de la mesure proposée ne manquerait pas de susciter des revendications analogues de la part d'autres catégories d'assurés qui souhaitent compléter leur durée d'assurance au régime général, en vue d'obtenir une pension de vieillesse plus élevée. Le développement des droits propres des femmes n'en constitue pas moins l'un des objectifs essentiels des pouvoirs publics et s'est déjà concrétisé par l'attribution de majorations de durée d'assurance, l'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse, à la charge des organismes débiteurs des prestations familiales, des mères de famille bénéficiant de certaines prestations familiales, l'ouverture de l'assurance volontaire vieillesse. L'honorable parlementaire peut être assuré que les efforts ainsi entrepris seront poursuivis dans le cadre d'un véritable statut de la mère de famille.

Femmes (veuves).

36208. — 6 octobre 1980. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale s'il compte prendre des mesures concernant une prestation spécifique telle une assurance veuvage pendant trois ans au moins qui pourrait faciliter la réinsertion professionnelle des veuves. Ces versements seraient dégressifs afin d'inciter les bénéficiaires à rechercher une activité professionnelle et leur éviter le désarroi d'une suppression brutale.

Réponse. — L'assurance veuvage qui a été instituée par la loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 garantit aux conjoints survivants des assurés décédés postérieurement au 1^{er} janvier 1981, une allocation de veuvage lorsque les requérants satisfont à des conditions d'âge, de nombre d'enfants à charge ou élevés, de ressources et, dans certains cas, de résidence en France, qui seront fixées par décret. Cette nouvelle prestation, améliorant le dispositif actuel de protection sociale en cas d'isolement, apportera, comme le souhaite l'honorable parlementaire, aux veuves et veufs une aide spécifique pendant une durée satisfaisante pour leur permettre de se réinsérer professionnellement. Les décrets d'application qui sont actuellement en cours de préparation préciseront l'ensemble des conditions d'attribution et de service de l'allocation, sur les bases d'ores et déjà annoncées en ce qui concerne notamment sa durée maximum de versement de trois ans, l'âge exigé (moins de cinquante-cinq ans) et la dégressivité annuelle de son montant.

Assurance vieillesse : généralités (pensions de réversion).

36209. — 6 octobre 1980. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale d'envisager la suppression des conditions de ressources pour l'ouverture des droits à la réversion. La suppression de ces conditions permettrait aux veuves de cinquante-cinq à soixante-cinq ans de conserver leur niveau de vie. Leur maintien dans la vie sociale en serait facilité.

Réponse. — Une condition de ressources personnelles est effectivement requise pour l'attribution d'une pension de réversion dans le régime général de la sécurité sociale. Le plafond de ressources a toutefois été au cours de ces dernières années considérablement relevé : alors qu'antérieurement, il était d'un montant forfaitaire égal à 3 000 francs, le décret du 11 février 1971 l'a fixé par référence au montant du salaire minimum de croissance et il atteint actuellement 29 723 francs par an, montant qui permet notamment aux femmes, de plus en plus nombreuses, qui exercent une activité professionnelle à temps partiel, de bénéficier d'un avantage de réversion. De plus, pour l'évaluation de ces ressources, il n'est pas tenu compte des avantages de réversion ni des revenus des biens mobiliers et immobiliers acquis du chef du conjoint décédé ou disparu ou en raison de ce décès ou de cette disparition, ni des avantages personnels de vieillesse et d'invalidité du conjoint survivant. En outre, depuis le 1^{er} juillet 1974, les ressources du veuf ou de la veuve sont appréciées à la date de la demande de pension de réversion ou subsidiairement à la date du décès, compte tenu du salaire minimum de croissance en vigueur à ces dates. Cette disposition est particulièrement favorable puisqu'elle permet aux conjoints survivants dont la demande de pension a déjà été rejetée en raison du montant de leurs ressources de solliciter un nouvel examen de leurs droits, en cas de diminution de celles-ci ou d'augmentation du salaire minimum de croissance. Ces mesures apportent d'ores et déjà une amélioration sensible à la situation des conjoints survivants du régime général et il ne peut être envisagé actuellement de supprimer le plafond de ressources en raison du coût d'une telle mesure qui a été évalué pour l'année 1980 à 2 milliards 400 millions de francs pour le régime général et les régimes légaux alignés sur lui.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : baux).

36442. — 13 octobre 1980. — M. Jean Fontaine signale à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale ce qui suit : en raison du marasme économique qui ébranle la société réunionnaise, nombreux sont les locataires qui ne peuvent pas payer régulièrement leur loyer, soit parce qu'ils ont perdu leur emploi, soit parce que la dureté des temps les oblige à régler par priorité certaines dépenses familiales. En pareil cas, la caisse d'allocations familiales bloque systématiquement le versement de l'allocation logement, ce qui a pour conséquence inéluctable d'aggraver une situation déjà alarmante. C'est pourquoi il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager le versement de cette prestation aux organismes logeurs, en déduction de la dette des locataires, ce qui permettrait un allègement notable de cette dernière.

Réponse. — Le versement, au bailleur, de l'allocation de logement lorsque le locataire ne s'acquitte plus de son loyer est prévu par les textes. En effet, aux termes de l'article 15 du décret n° 76-555 du 25 juin 1976 modifié pris pour l'application de la loi n° 75-623 du 11 juillet 1975 portant extension de l'allocation de logement dans les départements d'outre-mer, à défaut de paiement du loyer dans les quinze jours suivant sa date d'exigibilité, pour les termes d'une périodicité égale ou supérieure à trois mois, ou à défaut de paiement du loyer pendant deux termes consécutifs, pour les termes d'une périodicité mensuelle, le bailleur peut obtenir de l'organisme payeur le versement entre ses mains de l'allocation de logement au lieu et place du locataire. En cas de recevabilité de la demande, l'organisme payeur la notifie à l'allocataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et l'informe de son intention de procéder, dans le délai d'un mois à compter de cette réception, au versement au bailleur des mensualités d'allocation de logement afférentes aux échéances totalement ou partiellement impayées. Les mensualités afférentes à ces échéances, déjà payées à l'allocataire, sont recouvrées par l'organisme liquidateur, sans préjudice des dispositions de l'article L. 68 du code de la sécurité sociale. Le versement de l'allocation de logement est effectué entre les mains du bailleur jusqu'à la reprise intégrale des paiements par le locataire et l'apurement des créances anciennes et, au plus tard, jusqu'à la fin de l'exercice au cours duquel le bailleur a fait opposition et éventuellement, de l'exercice suivant, si le droit à l'allocation peut être ouvert pour cet exercice. Toutefois, si à l'expiration de l'une ou l'autre période, la situation de ressources de l'allocataire ne lui a pas permis de se mettre à jour vis-à-vis de son bailleur, le conseil d'administration de l'organisme payeur peut décider, à titre exceptionnel, sur demande de l'intéressé et par dérogation aux règles du décret susvisé, de reconduire, pour un exercice, le mode de versement prévu ci-dessus.

Assurance vieillesse : généralités (fonds national de solidarité).

36484. — 13 octobre 1980. — M. Roland Beix attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le plafond actuel des biens de succession appartenant aux demandeurs ou aux bénéficiaires du fonds national de solidarité. Il lui rappelle que les textes stipulent que les héritiers d'une personne ayant bénéficié du F.N.S. de son vivant, devront reverser les prestations, si le montant net de la succession est au moins égal à 150 000 francs. De ce fait les personnes âgées, en particulier en milieu rural où beaucoup sont propriétaires de leur maison, hésitent à demander le bénéfice du F.N.S. Or, il est évident que toute habitation équipée du confort minimum a une valeur souvent bien supérieure à 150 000 francs, ce qui ne signifie pas que son ou sa propriétaire perçoive une retraite décente. Par ailleurs, ce plafond n'a pas été relevé depuis de nombreuses années. Il lui demande de prendre toutes les mesures nécessaires afin que le plafond des biens de succession dans le cadre du F.N.S. soit au moins réajusté, en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie.

Réponse. — La récupération sur succession des avantages non contributifs de vieillesse a fait l'objet d'une réforme récemment. C'est ainsi que l'article 98 de la loi de finances pour 1978 en abrogeant l'article L. 631 du code de la sécurité sociale a supprimé le recouvrement sur succession des arrérages servis au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, du secours viager et de l'allocation aux mères de famille. D'autre part, le décret n° 77-1478 du 30 décembre 1977 a porté de 100 000 francs à 150 000 francs le montant à partir duquel il est procédé au recouvrement, sur la succession de l'allocataire, des arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Ce relèvement, appréciable, du seuil d'exonération, s'est accompagné d'une réforme du système même de la récupération puisque à la différence de la pratique suivie antérieurement, cette récupération ne s'exerce plus que sur la partie de l'actif net successoral excédant 150 000 francs. Au surplus, en ce qui concerne le conjoint survivant et les héritiers âgés ou infirmes qui étaient à la charge de l'allocataire décédé, le recouvrement peut être différé jusqu'à la date de leur décès.

Assurance vieillesse : généralités (majoration des pensions).

36543. — 13 octobre 1980. — M. André Rossinot appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les imperfections de la réglementation actuelle relative à la liquidation de la majoration pour conjoint qui atteint l'âge de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'invalidité au travail. En application du décret du 29 décembre 1945, article 72-4 nouveau, la prise d'effet de ce droit des conjoints ne peut se situer à une date antérieure au premier jour du trimestre qui suit le soixante-cinquième anniversaire du conjoint, ou le soixantième anniversaire en cas d'invalidité au travail. Cette clause restrictive conduit à pénaliser certains assurés qui peuvent perdre le bénéfice de près d'un trimestre de pension. Il lui demande dans quelle mesure il ne pourrait être envisagé d'assouplir la réglementation actuellement en vigueur dans ce domaine.

Réponse. — Lorsque le conjoint de l'assuré remplit, postérieurement à la date d'entrée en jouissance de la pension de vieillesse dont celui-ci est titulaire, les conditions requises pour ouvrir droit à la majoration pour conjoint à charge, cette prestation est servie, en application de l'article 72-4 du décret du 29 décembre 1945 modifié, à compter du premier jour du trimestre d'arrérages de la pension suivant celui au cours duquel le pensionné a justifié que son conjoint satisfait à ces conditions. La modification de ces dispositions, en vue de permettre au pensionné de bénéficier de cette majoration à compter du jour où son conjoint remplit lesdites conditions, aurait pour effet de compliquer et alourdir la gestion des caisses vieillesse, puisqu'elles auraient à verser des prorata d'arrérages au titre de cette prestation. D'autre part, il est à remarquer qu'en cas de décès du conjoint, la majoration est payée, conformément au même article susvisé, jusqu'à la fin du trimestre d'arrérages au cours duquel est survenu le décès. Ainsi, dans le cas où la modification précitée serait adoptée, il conviendrait également, en toute logique, de modifier cette dernière règle pour supprimer toute possibilité de rémunération, au titre de la majoration pour conjoint à charge, de la période écoulée entre le décès du conjoint et le dernier jour du trimestre d'arrérages de pension considéré. Pour ces raisons, il ne paraît pas souhaitable d'apporter aux dispositions susvisées la modification demandée par l'honorable parlementaire.

Assurance vieillesse : généralités (calcul des pensions).

36643. — 20 octobre 1980. — M. Pierre Guidoni attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait qu'en matière d'assurances sociales certaines périodes, telles que le service militaire, requis S. T. O., chantiers de jeunesse, cessation d'activité pour se soustraire aux poursuites de caractère politique ou racial, ne sont validables que si l'intéressé a eu la qualité d'assuré avant la période d'interruption. La validation de ces périodes pourrait permettre au requérant de bénéficier, dès quarante et un ans, de validation dans certains cas et ainsi de voir avancer l'âge de la retraite. Il lui demande s'il est prévu, et dans ce cas dans quel délai, que ces périodes puissent être validées si l'intéressé a eu la qualité d'assuré social avant ou après la période d'interruption.

Réponse. — Conformément aux articles L. 342 et L. 357 du code de la sécurité sociale, dont les modalités d'application sont fixées respectivement par l'article 74 du décret du 29 décembre 1945 modifié et l'arrêté du 9 septembre 1946, les périodes de service militaire légal effectué en temps de paix, les périodes de réquisition au titre du service du travail obligatoire (auxquelles sont assimilées, sous certaines conditions, celles accomplies dans les chantiers de jeunesse) et les périodes durant lesquelles des personnes ont dû cesser leur activité en vue de se soustraire aux poursuites dont elles étaient l'objet pour un motif d'ordre politique ou racial, ne peuvent être validées pour la détermination des droits à pension de vieillesse du régime général qui si les intéressés étaient auparavant affiliés audit régime. Il n'est pas envisagé de modifier ces dispositions. En effet, s'il est normal d'assimiler à des périodes d'assurance, celles durant lesquelles les assurés se sont trouvés empêchés de cotiser en raison de leur service militaire légal ou par suite de circonstances résultant de l'état de guerre, par contre, il ne serait pas justifié de valider ces périodes lorsqu'elles sont antérieures à la date d'affiliation des intéressés.

Assurance vieillesse (généralités : pensions de réversion).

36681. — 20 octobre 1980. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les règles de cumul, prévues par la loi du 3 janvier 1975, d'une pension de réversion avec un avantage personnel de sécurité sociale et, en particulier, sur le montant trop élevé de la limite de cumul. Il lui cite notamment le cas d'une veuve dont le mon-

tant total de la retraite personnelle et de celui de la pension de réversion artisanale (530 francs seulement par trimestre) a dépassé la limite forfaitaire prévue. Une suspension de cette dernière pension a été notifiée à l'intéressée, qui, en sus, doit rembourser les sommes perçues en trop. Considérant les sommes modestes perçues par ces personnes âgées au titre de pensions, il lui demande s'il n'envisage pas de procéder à un relèvement de la limite de cumul.

Réponse. — Le Gouvernement, particulièrement conscient des difficultés auxquelles se heurtent les veuves, a pris, ces dernières années, d'importantes mesures, particulièrement coûteuses, en vue d'assouplir en priorité les conditions d'attribution des pensions de réversion du régime général et des régimes légaux alignés sur lui : âge d'attribution ramené à cinquante-cinq ans, durée de mariage réduite à deux ans avant le décès ou supprimée quand un enfant est issu du mariage, plafond de ressources apprécié à la date de la demande ou subsidiairement, à la date du décès, compte tenu du montant annuel du salaire minimum de croissance en vigueur à cette date. En outre, plusieurs mesures ont été prises, afin de permettre le cumul d'un avantage de réversion et d'un avantage personnel de vieillesse ou d'invalidité. Antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 3 janvier 1975, le cumul d'une pension de réversion avec une pension de vieillesse personnelle n'était pas autorisé, sauf lorsque le montant de la pension de réversion était supérieur à celui de la pension de vieillesse, auquel cas un complément différentiel pouvait être servi au titre de la pension de réversion. Ladite loi a autorisé le cumul, selon la formule la plus avantageuse, soit dans la limite de la moitié du total des avantages personnels du conjoint survivant et de la pension principale dont bénéficiaire ou eût bénéficié l'assuré, soit jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire fixée par référence au minimum vieillesse. Une nouvelle étape a été franchie, avec la loi du 12 juillet 1977, qui a porté le plafond de cumul des droits propres et des droits dérivés à 70 p. 100 de la pension maximum du régime général liquidée à soixante-cinq ans, soit 21 042 francs depuis le 1^{er} janvier 1980. L'ensemble de ces réformes a ainsi apporté une amélioration sensible à la situation d'un grand nombre de veuves et l'honorable parlementaire peut être assuré que, compte tenu des possibilités financières du régime général, l'effort entrepris sera poursuivi notamment pour accorder aux intéressées des possibilités supplémentaires pour percevoir à la fois une retraite personnelle et une pension de réversion.

Assurance vieillesse (régime général : calcul des pensions).

36714. — 20 octobre 1980. — M. Etienne Pinte rappelle à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale que, par question écrite n° 20157, il avait suggéré que, dans le cadre de la lutte contre le chômage, et dans le but essentiel de libérer des emplois, soit étudiée la possibilité de permettre aux salariés, sans condition d'âge, de prendre leur retraite à taux plein dès lors qu'ils ont cotisé à un régime de sécurité sociale pendant au moins trente-sept ans et demi. La réponse apportée à cette suggestion (*Journal officiel*, Assemblée nationale, question n° 24 du 16 juin 1980, p. 2493) fait état de la lourde charge financière qu'entraînerait, pour les différents régimes, l'adoption d'une telle mesure et conclut que l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite qui en résulterait ne peut être envisagé compte tenu des difficultés actuelles de la sécurité sociale. Il apparaît que les arguments développés dans cette réponse passent sous silence une des causes essentielles du déficit de la sécurité sociale, à savoir l'amenuisement des ressources procurées par les cotisations des salariés, en raison du nombre important de ceux d'entre eux actuellement réduits au chômage. Il est certain que, si des emplois étaient rendus vacants par le départ volontaire de salariés à l'issue d'une période d'assurance de trente-sept ans et demi, les ressources procurées par les cotisations des personnes les remplaçant dans leur activité compenseraient la charge financière évoquée en diminuant le coût de la prise en charge assurée sans contrepartie par la sécurité sociale pour les travailleurs privés d'emploi. Par ailleurs, la suggestion présentée peut être étudiée sous une forme sélective, intéressant certains salariés ayant des raisons particulières de cesser leur activité avant l'âge fixé. Les femmes paraissent notamment devoir être particulièrement intéressées par une telle possibilité. Il lui demande en conséquence de bien vouloir reconsidérer sa position à l'égard du problème soulevé et étudier les possibilités de lutter contre le chômage par la libération volontaire d'emploi dont bénéficieront notamment les jeunes.

Réponse. — Il ne peut qu'être confirmé à l'honorable parlementaire la réponse qui a été faite à sa précédente question écrite, n° 20157, posée le 22 septembre 1979. Par ailleurs, d'une manière générale, il n'est pas souhaitable de moduler l'âge de la retraite en fonction des préoccupations conjoncturelles liées aux difficultés de l'emploi auxquelles le ministre du travail et de la participation, plus spécialement chargé du problème du chômage, s'efforce d'apporter des solutions spécifiques.

Sécurité sociale (cotisations).

36840. — 20 octobre 1980. — **M. Dominique Dupilet** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des retraités ayant exercé une activité en partie comme artisan, en partie comme salarié. La loi du 28 décembre 1979 leur fait obligation de cotiser à deux régimes d'assurance maladie alors qu'ils ne bénéficient des prestations que d'un seul de ces régimes. Il lui demande en conséquence s'il envisage de prendre des dispositions destinées à supprimer cette double cotisation.

Réponse. — Conformément à l'article 13 de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, les cotisations d'assurance maladie assises sur les pensions acquises au titre d'une activité professionnelle déterminée sont dues au régime d'assurance maladie correspondant à cette activité, même si le droit aux prestations d'assurance maladie est ouvert au titre d'un autre régime. Il a paru justifié que les personnes titulaires de plusieurs pensions de retraite contribuent aux charges de l'assurance maladie en fonction de l'ensemble de leurs retraites. Il semblerait, en effet, anormal que les pluripensionnés soient exonérés de cotisations sur une partie de leurs avantages de retraite alors que les titulaires d'une seule pension cotisent sur la totalité de celle-ci. Les conséquences financières pour les retraités de la généralisation du précompte maladie sur les retraites sont toutefois tempérées, d'une part, par la modicité du taux de prélèvement et, d'autre part, par l'exonération des pensionnés du régime général appartenant à un foyer fiscal exonéré — ou exempté du paiement — de l'impôt sur le revenu.

Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : assurance vieillesse.)

37036. — 27 octobre 1980. — **M. Pierre Lagourgue** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que l'allocation spéciale vieillesse instituée par la loi n° 52-599 du 10 juillet 1952 n'est toujours pas applicable dans le département de la Réunion. Si, effectivement, la situation de certaines personnes âgées s'est trouvée améliorée depuis l'intervention de la loi du 3 janvier 1975 en leur permettant d'obtenir, même lorsqu'elles ont une faible durée d'assurance, une pension proportionnelle de vieillesse éventuellement portée au minimum ou à une fraction du minimum de pension, il ne reste pas moins que près de 3 000 personnes à la Réunion ne perçoivent que l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité fixée à 7 700 francs par an, abondée de 240 francs par an au titre de l'aide aux personnes âgées. Les ressources de ces personnes sont loin d'atteindre les 15 600 francs par an considérés actuellement comme le minimum vieillesse. En contacts permanents avec ces cas douloureux, les conseillers généraux du département ont voté, lors de la seconde session ordinaire de 1979, une motion tendant à obtenir la modification du décret n° 52-1092 du 16 septembre 1952 (suppression du quatrième alinéa (3°) de l'article 2). En conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour que toutes les personnes âgées puissent espérer vivre dans des conditions décentes.

Réponse. — La situation des personnes âgées résidant dans les départements d'outre-mer se trouve notablement améliorée depuis l'intervention de la loi du 3 janvier 1975. L'avantage qu'elles peuvent obtenir au titre de cette législation peut être complété par l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité si elles sont démunies de ressources. En outre, l'extension du régime général de l'assurance vieillesse aux travailleurs non salariés non agricoles des départements d'outre-mer doit permettre aux assurés de ces catégories professionnelles de bénéficier désormais de prestations d'assurance vieillesse auxquelles peut également s'ajouter, sous condition de ressources, l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. A cet égard, le décret n° 75-1098 du 25 novembre 1975 a pris, en faveur des artisans, industriels et commerçants des départements en cause des dispositions d'adaptation destinées à faciliter le versement des cotisations d'assurance vieillesse par les intéressés qui bénéficient, à titre transitoire, depuis le 1^{er} janvier 1976, d'un important abattement sur le revenu professionnel servant de base au calcul de ces cotisations. D'autre part, des mesures concernant les professions artisanales, industrielles et commerciales et les professions libérales sont actuellement à l'étude en vue de permettre que les cotisations arriérées d'assurance vieillesse, afférentes aux périodes d'activité professionnelle accomplies antérieurement à l'entrée en vigueur du régime d'assurance maladie-maternité, ne donnent lieu à aucune action en recouvrement des organismes créanciers. Toutefois, il n'est pas envisagé, dans l'immédiat, de procéder à une modification de la législation dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

Assurance maladie-maternité (travailleurs indépendants).

37083. — 27 octobre 1980. — **M. Henri Colombier** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation des travailleurs non salariés des professions non agricoles : alors qu'un effort supplémentaire leur a été imposé comme à l'ensemble des assurés sociaux par la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979, l'harmonisation des régimes d'assurance maladie n'est toujours pas pleinement réalisée. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour achever l'alignement des régimes de protection sociale prévu par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat et attendu avec impatience par les intéressés.

Réponse. — Le ministre de la santé et de la sécurité sociale suit avec une attention particulière les problèmes de la protection sociale des travailleurs non salariés des professions non agricoles. En effet, depuis l'entrée en vigueur du régime en 1969, des efforts réguliers ont été faits compte tenu des possibilités financières du régime et des impératifs sociaux, d'abord en vue d'exonérer de cotisations ceux des retraités dont les ressources sont les plus modestes et, ensuite, en vue d'alléger la participation de ceux dont les revenus globaux dépassent le seuil d'exonération, sans pour autant atteindre des montants très élevés. Sur ce point, il convient de rappeler les principales étapes de l'aménagement des cotisations versées par les travailleurs non salariés retraités, à savoir : la prise en charge par le budget de l'Etat, dès 1969, de la cotisation des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, l'institution, en 1974, de seuils d'exonération régulièrement relevés et fixés au 1^{er} octobre 1980 à 29 000 francs pour un assuré seul ou 35 000 francs pour un assuré marié, puis, en 1978, l'opération d'abattements sur la base de calcul de la cotisation des retraités dont les revenus excèdent de 10 000 francs au maximum les plafonds admis en matière d'exonération. L'application de ces mesures successives a permis à un nombre croissant de travailleurs indépendants retraités ayant cessé toute activité professionnelle d'être soit exonérés, soit de payer une cotisation minorée. La loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale prévoit, à terme, la réduction de la cotisation actuellement demandée aux anciens travailleurs non salariés, à concurrence des recettes supplémentaires résultant du nouveau mode de calcul des cotisations des travailleurs indépendants polyactifs et des retraités poursuivant une activité professionnelle. Une première mesure de réduction du taux de cotisation des travailleurs indépendants retraités interviendra au 1^{er} avril 1981. D'autre part, tant que le taux de la cotisation d'assurance maladie des travailleurs indépendants retraités n'aura pas été aligné avec le taux de la cotisation à la charge des retraités du régime général, les pensions complémentaires de retraite des artisans et commerçants demeureront exclues de l'assiette de cette cotisation. Quant à la couverture sociale offerte par le régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, elle a déjà fait l'objet d'améliorations qui ont eu pour effet de porter à un niveau comparable à celui du régime général une partie importante des remboursements. Notamment, il y a parité avec le régime général en cas d'hospitalisation et l'alignement est presque réalisé pour les frais engagés à l'occasion d'une maladie longue et coûteuse. Seuls les soins courants ne nécessitant pas d'hospitalisation n'ont pas connu — selon le souhait même des responsables du régime — la même évolution.

Assurance maladie-maternité (prestations en nature).

37205. — 27 octobre 1980. — **M. Louis Le Penec** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'abattement, variable suivant les départements et les années, imposé aux centres de soins lors du remboursement par les caisses de sécurité sociale. Outre que celui-ci les pénalise souvent par rapport au secteur libéral, il représente de plus un handicap budgétaire pour une institution remplissant une mission très importante et utile. Il lui demande donc de préciser quel processus il envisage pour parvenir à la suppression pure et simple de cet abattement.

Réponse. — L'article L. 264 du code de la sécurité sociale dispose que lorsque les soins sont fournis dans un dispensaire, les tarifs d'honoraires sont établis par des conventions conclues entre la caisse primaire d'assurance maladie et le dispensaire. La réglementation de l'assurance maladie prévoit que ces tarifs sont ceux des praticiens et auxiliaires médicaux d'exercice libéral assortis d'un abattement dont le taux est déterminé par un classement de l'établissement. Ce classement repose sur des critères objectifs, puisqu'il résulte de la notation de la situation et des installations générales, des locaux techniques et équipements, du personnel infirmier et administratif, et du fonctionnement. On constate d'ailleurs que les taux principalement retenus à l'intérieur de la fourchette actuelle sont les plus faibles. Pour tenir compte de l'évolution que ces structures de soins ont connu depuis leur création, la réglementation a été sensiblement modifiée, notamment au cours de ces

dernières années. C'est ainsi qu'à la suite d'études menées sur ce sujet, l'abattement a été réduit d'un tiers, puisque de 10 à 30 p. 100 qu'il était, l'arrêté du 13 mai 1976 l'a ramené à une fourchette allant de 7 à 20 p. 100. En outre, s'agissant des centres de soins infirmiers, la convention type élaborée par les caisses nationales ne retient à l'intérieur de cette fourchette que les taux de 7, 10 et 13 p. 100; pour ces derniers établissements, l'arrêté du 21 juin 1979 a prévu que l'abattement n'était pas applicable aux tarifs des indemnités horo-kilométriques et de l'indemnité forfaitaire de déplacement. Par l'adaptation constante de la réglementation à l'évolution de la situation, les pouvoirs publics ont ainsi manifesté leur souci d'assurer la pluralité des formes de distribution de soins, soit par le recours aux professionnels d'exercice libéral, soit par recours aux dispensaires de soins, cliniques dentaires ou centres de soins infirmiers.

Handicapés (allocations et ressources).

37342. — 3 novembre 1980. — **M. André Durr** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur l'allocation aux adultes handicapés (A. A. H.) qui se monte à 1 300 francs par mois, soit moins de 55 p. 100 du salaire minimum (S. M. I. C.). Il lui demande s'il considère qu'il est possible à l'heure actuelle de vivre avec 1 300 francs par mois, compte tenu des lourdes dépenses supplémentaires qu'entraîne une grave infirmité. Il lui demande également comment une telle somme peut être jugée compatible avec « l'intégration sociale » dont l'article 1^{er} de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées fait « une obligation nationale ».

Handicapés (allocations et ressources).

37525. — 3 novembre 1980. — **M. René Caille** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la modicité du montant de l'allocation aux adultes handicapés, lequel atteint environ la moitié du S. M. I. C. Il lui fait observer que les personnes concernées, qui n'ont pas toujours un entourage familial pour les aider et qui peuvent préférer un logement adapté à l'hébergement collectif que constitue un foyer ou, dans dans le pire des cas, l'hospice, doivent subsister avec un revenu aussi réduit, alors que l'inflation érode chaque jour le maigre pouvoir d'achat. Il lui demande s'il n'estime pas particulièrement équitable que, dans un premier temps, le niveau de l'allocation aux adultes handicapés soit fixé à 30 p. 100 du S. M. I. C.

Réponse. — Le Gouvernement mène un effort de solidarité considérable au profit des personnes handicapées. En 1980, plus de 21 milliards de francs sont consacrés à la mise en œuvre de la loi d'orientation du 30 juin 1975 dont 4,7 milliards au titre de la seule allocation aux adultes handicapés. De 1975 à 1979, le montant de l'allocation aux adultes handicapés a crû de 100 p. 100. Cette progression, supérieure à celle du S. M. I. C., a permis une augmentation du pouvoir d'achat de l'allocation de 9 p. 100 sur la même période. Le montant de l'allocation aux adultes handicapés doit, de plus, s'apprécier compte tenu de l'ensemble des dispositions mises en vigueur en faveur des personnes handicapées : allocation compensatrice, garantie de ressources, aides à la réinsertion professionnelle, gratuité de la couverture maladie, affiliation gratuite à l'assurance vieillesse pour la personne assumant la charge d'un adulte handicapé à son foyer.

Assurance vieillesse : généralités (majorations des pensions).

37365. — 3 novembre 1980. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le montant demeuré inchangé depuis le 1^{er} juillet 1976 de la majoration pour conjoint à charge, soit 1 000 francs par trimestre, ce qui constitue en raison de la dépréciation de la monnaie une baisse du pouvoir d'achat de 50 p. 100 environ ! S'il est vrai qu'en application de l'article L. 676 du code de la sécurité sociale, certains ménages pourront bénéficier d'un relèvement périodique, le plafond fixé pour ce droit est dérisoire : 2 600 francs par mois pour un ménage ! Il est, dans ces conditions, indécemment d'affirmer que le blocage de la majoration pour conjoint à charge a pour objet de « remédier aux conditions actuelles d'attribution qui aboutissent à l'accorder aux pensionnés disposant de ressources élevées » (citation extraite d'une lettre du ministre de la santé et de la famille, signée au chef du cabinet du ministre, le 12 octobre 1978). Il demande si 2 600 francs par mois pour un ménage constituent, selon les appréciations ministérielles, des ressources élevées. Pour illustrer ce problème, il signale le cas de **M. G...**, âgé de soixante-treize ans, et retraité, dont l'épouse (soixante-treize ans également) a élevé quatre enfants et ne bénéficie d'aucune retraite. Les ressources du ménage sont à peine supérieures au plafond de 2 600 francs. Cependant, **Mme G...** est diabétique. Elle doit acheter des produits de remplacement du sucre d'un coût élevé, le sirop pour la toux de diabétique n'étant par exemple pas remboursé par la sécurité sociale. Il lui demande donc de relever équitable-

ment, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation qui sévit depuis le 1^{er} juin 1976, la majoration pour conjoint à charge. Quant au plafond ridiculement bas, il convient de le relever très substantiellement. Dans les conditions actuelles, il tend en réalité à réduire les ressources d'une proportion importante des personnes âgées défavorisées et ne va nullement dans le sens d'une meilleure justice sociale en dépit des affirmations officielles.

Réponse. — Il n'est pas envisagé de relever le montant de la majoration pour conjoint à charge. Toutefois, les titulaires de la majoration pour conjoint à charge dont les revenus n'excèdent pas le plafond de ressources ouvrant droit au minimum vieillesse peuvent obtenir, en application de l'article L. 676 du code de la sécurité sociale, un complément différentiel permettant au montant de leur prestation d'évoluer comme l'avantage de base du minimum vieillesse. Ils sont susceptibles, en outre, de bénéficier des majorations exceptionnelles accordées par le Gouvernement. C'est ainsi qu'une majoration de 150 francs a été accordée à toutes les personnes bénéficiant, au titre de l'invalidité ou de la vieillesse, de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité à la date du 1^{er} février 1980 ainsi qu'aux bénéficiaires, à cette date, de l'allocation viagère aux rapatriés âgés. Une nouvelle majoration, d'un montant de 150 francs a été versée en novembre 1980 à toutes les personnes âgées ou invalides, bénéficiant de l'allocation supplémentaire à la date du 1^{er} octobre 1980 ainsi qu'aux bénéficiaires, à cette date, de l'allocation viagère aux rapatriés âgés. S'agissant du plafond ménage pris en considération pour l'attribution du minimum vieillesse il a été revalorisé de manière substantielle, puisqu'il est passé de 10 400 francs au 1^{er} janvier 1974, à 31 200 francs le 1^{er} juin 1980 soit une augmentation de 200 p. 100 en six ans. L'effort ainsi engagé sera poursuivi.

Retraites complémentaires (paiement des pensions).

37472. — 3 novembre 1980. — **M. Gérard Longuet** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur les conséquences de l'harmonisation de certaines dispositions réglementaires des régimes de retraites complémentaires décidées par les instances fédérales de l'association des régimes de retraites complémentaires. L'uniformisation des modalités de versement des allocations se traduit pour certains retraités par un décalage dans le versement des retraites permettant aux caisses concernées de réaliser en fin de compte, c'est-à-dire au décès du retraité, une économie pouvant atteindre un trimestre de retraite. Il lui demande si cette opération reçoit son approbation.

Réponse. — Un accord du 3 juillet 1978, conclu par l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales signataires des textes régissant les régimes de retraite complémentaire regroupés au sein de l'association des régimes de retraite complémentaire (Arrco), a prévu la substitution du paiement des allocations à terme à échoir au paiement à terme échu. Le conseil d'administration de l'organisme précité a fixé les modalités d'application de l'accord. Les régimes de retraite complémentaire sont des régimes de droit privé dont les règles sont fixées librement par les partenaires sociaux. L'administration ne participe aucunement à l'élaboration de ces règles et n'est pas davantage habilitée à les modifier; elle ne peut qu'appeler l'attention des instances responsables de ces régimes sur les problèmes posés par l'application des règles ainsi adoptées. Les inconvénients résultant de la décision dont il s'agit ont donc été particulièrement soulignés par le ministère de la santé et de la sécurité sociale. Il appartient aux partenaires sociaux de modifier éventuellement les dispositions en vigueur.

Assurance vieillesse (régime général : calcul des pensions).

37715. — 10 novembre 1980. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le mode de calcul des retraites du régime général de la sécurité sociale. Ces retraites sont calculées depuis le 1^{er} janvier 1973 sur la base des dix meilleures années de salaires, à compter du 1^{er} janvier 1948 si cette modalité est plus avantageuse pour l'assuré. Il lui demande s'il ne serait pas possible, à titre exceptionnel et étant donné le faible nombre d'assurés sociaux à qui ce mode de calcul pourrait être plus favorable que celui du décret du 29 décembre 1972, d'étendre également la prise en compte des dix années les plus avantageuses pour l'assuré à la période du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1947, c'est-à-dire celle couverte par le régime dit des « assurances sociales ».

Réponse. — En application du décret du 29 décembre 1972, le salaire servant de base au calcul de la pension de vieillesse est effectivement le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix années civiles d'assurance, accomplies depuis le 1^{er} janvier 1948, dont la prise en considération est la plus avantageuse pour l'assuré, ce qui exclut, dans la plupart des cas, les années au cours desquelles l'assuré n'a exercé qu'une

activité réduite. C'est pour des raisons d'ordre technique et après une étude approfondie de la question menée en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, que la recherche des dix meilleures années a été limitée à cette période. En effet, la détermination des salaires ayant servi de base au versement des cotisations donne lieu à des difficultés pour la période antérieure à 1948, les cotisations versées n'ayant pas toujours été reportées au compte individuel des assurés. D'autre part, les anomalies résultant des forts coefficients de revalorisation applicables aux salaires afférents aux années antérieures à 1948, auraient abouti à avantager arbitrairement les assurés ayant été salariés avant cette date, les salaires des années anciennes ayant fait l'objet de revalorisations beaucoup plus importantes que ne l'aurait justifié l'évolution des salaires et des prix. Ces dispositions prises dans le passé, pour compenser les faibles durées d'assurance dans un régime de vieillesse créé en 1930 et réformé en 1946, continuent à avoir des conséquences sur le niveau des salaires afférents aux années en cause. Ainsi, par exemple, après application du coefficient de revalorisation, le salaire plafond de l'année 1937 s'élève actuellement à 88 849,50 francs alors que le salaire plafond revalorisé de l'année 1979 n'atteint que 57 072,96 francs. En négligeant toutes les années postérieures au 31 décembre 1947 durant lesquelles l'activité de l'assuré n'a été que partielle, et en retenant seulement les années antérieures à 1948 dont la prise en considération serait la plus avantageuse pour l'assuré, on aboutirait ainsi à favoriser les intéressés par rapport aux assurés ayant exercé une activité normale depuis 1948. Ce n'est donc que lorsque l'examen du compte individuel de l'assuré fait apparaître que l'intéressé ne justifie pas de dix années civiles d'assurance depuis le 1^{er} janvier 1948, que les années antérieures sont, à titre exceptionnel, prises en considération dans l'ordre chronologique en remontant à partir de cette date jusqu'à concurrence des dix années et il ne peut donc être envisagé, comme le souhaite l'honorable parlementaire, de modifier en faveur des personnes ayant relevé du régime des assurances sociales, quel que soit leur nombre, les dispositions sus-visées du décret du 29 décembre 1972.

Handicapés (allocations et ressources).

38516. — 24 novembre 1980. — M. Yvon Tondou attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le montant insuffisant de l'allocation aux adultes handicapés. Elle se monte, en effet, à 1 300 francs par mois soit moins de 55 p. 100 du S.M.I.C. Il leur est impossible de faire face à leurs charges alourdies par des dépenses financières qu'entraîne une grande infirmité et elle ne permet pas leur intégration sociale présentée pourtant à l'article 1^{er} de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 comme une « obligation nationale ». C'est pourquoi il lui demande quand il envisage de relever, de façon conséquente, le montant de l'allocation aux adultes handicapés.

Reponse. — Le Gouvernement mène un effort de solidarité considérable au profit des personnes handicapées. En 1980, plus de 21 milliards de francs sont consacrés à la mise en œuvre de la loi d'orientation du 30 juin 1975 dont 4,7 milliards au titre de la seule allocation aux adultes handicapés. De 1975 à 1979 le montant de l'allocation aux adultes handicapés a crû de 100 p. 100. Cette progression, supérieure à celle du S.M.I.C., a permis une augmentation du pouvoir d'achat de l'allocation de 9 p. 100 sur la même période. Le montant de l'allocation aux adultes handicapés doit, de plus, s'apprécier compte tenu de l'ensemble des dispositions mises en vigueur en faveur des personnes handicapées : allocation compensatrice, garantie de ressources, aide à la réinsertion professionnelle, gratuité de la couverture maladie, affiliation gratuite à l'assurance vieillesse pour la personne assurant la charge d'un adulte handicapé à son foyer. Le Gouvernement entend poursuivre cette politique de solidarité au cours de l'année 1981, notamment par une revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés qui interviendra dès le 1^{er} janvier.

TRANSPORTS

Transports (ministère : personnel).

32759. — 30 juin 1980. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la sanction inadmissible dont est victime un fonctionnaire de son ministère, Mme B., attachée principale responsable du bureau de la caisse générale de prévoyance à la direction de la marine marchande. Cette personne a toujours été très bien appréciée depuis quatorze ans qu'elle travaille dans ce ministère. En 1975, elle a réussi le concours d'attaché principal d'administration et la responsabilité d'un service lui a été confiée. Ses notes administratives en 1977 et 1978 ont été de 19,5 sur 20. En 1979, comme en 1977 et 1978, elle a été proposée pour intégration dans le corps des administrateurs civils. Mme B. était secrétaire du syndicat C.G.T. de la marine marchande. Militante du parti communiste français, elle a été candidate aux élections municipales et législatives. Ces responsabilités ont été menées de pair

avec ses activités professionnelles qu'elle a accomplies sans jamais être l'objet d'aucun reproche, bien au contraire. Il est indéniable qu'elle a répondu aux demandes de ses supérieurs hiérarchiques ; que les heures consacrées à son activité syndicale n'ont jamais été contestées ; que le travail de son service ne s'est pas ralenti et n'a pas baissé en qualité ; que les agents sous sa responsabilité n'ont pas encouru eux-mêmes de critiques ; qu'aucune erreur administrative n'a été relevée à l'encontre de son service ; que les rapports de travail entre les agents de ce bureau, de même qu'entre ceux-ci et Mme B., n'ont donné lieu à aucun incident. En janvier 1980, Mme B. obtint une mise en disponibilité. C'est ce moment qui est choisi — tout de suite après son départ — pour abaisser brutalement sa note administrative. Il s'agit d'une véritable sanction prise à la faveur de son éloignement. Plus grave encore est l'appréciation ouvertement politique et antisyndicale qui est invoquée : « Devrait consacrer une plus grande part de ses activités à ses responsabilités administratives ». Comme rien de concret n'est reproché à l'intéressée sur le plan du travail, il est ainsi confirmé que c'est l'activité syndicale et politique qui est incriminée. La sanction et cette appréciation, qui figurent maintenant dans son dossier, frappent une femme syndicaliste et dirigeante du parti communiste français à Paris. Elles constituent une atteinte inadmissible au droit syndical, une menace grave pour l'avenir professionnel d'un fonctionnaire qui s'apparente à un interdit professionnel. Il lui demande s'il compte annuler la sanction qui a été prise par son ministère à l'encontre de Mme B. et effacer de son dossier une appréciation qui porte atteinte aux droits des fonctionnaires.

Reponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concerne un cas particulier qui a fait l'objet d'un pourvoi de l'intéressée devant la juridiction administrative. Cet agent a opté directement pour l'action contentieuse sans avoir exercé un recours administratif préalable. L'administration ne peut se prononcer sur une affaire en cours d'instruction ; il appartient, en l'espèce, au juge administratif compétent de statuer sur les mérites du pourvoi formé par Mme B.

Poissons et produits de la mer (pêche maritime).

35125. — 1^{er} septembre 1980. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre des transports qu'il a noté les déclarations du Gouvernement selon lesquelles le carburant des pêcheurs français est le moins cher de la Communauté ; il lui demande : 1^o le coût du carburant payé par les pêcheurs dans les différents pays de la Communauté ; 2^o les aides accordées aux pêcheurs dans chacun de ces pays, en les comparant aux aides françaises ; 3^o le niveau de vie des professionnels de la pêche dans les pays de la C.E.E.

Reponse. — Au 1^{er} septembre 1980, le coût du carburant distribué aux pêcheurs dans les différents Etats membres de la Communauté était le suivant (en francs par litre de gazole) : France, 1,240 ; Danemark, 1,334 ; Irlande, 1,417 ; Pays-Bas, 1,255 ; Royaume-Uni, 1,390 ; R.F.A., 1,250 ; Italie, 1,252. Des aides à l'exploitation sont accordées dans deux de ces Etats membres : Royaume-Uni : une aide de 14 millions de livres (136 millions de francs) a été annoncée le 7 août. Sa répartition se fonde sur des bases forfaitaires liées pour l'essentiel à la longueur des navires ; Italie : une loi n^o 57 du 29 février 1980 a décidé d'une aide de 25 milliards de lires (125 millions de francs) pour compenser les hausses du carburant. Cette aide, en principe circonscrite à l'exercice 1980, est réservée aux navires qui limitent leur activité à trois cent quarante heures ou vingt-deux jours par mois, contribuant ainsi à la reconstitution de la ressource et aux économies d'énergie. Elle est distribuée sous forme d'une subvention de 80 à 100 lires (40 à 50 centimes) par litre de carburant. Il convient de rappeler que les aides françaises à l'exploitation sont réparties en 1980 entre : 53 millions de francs destinés à l'aide pour le maintien de l'emploi (calculé sur les consommations de carburant) ; 30 millions de francs destinés à l'aide aux charges financières des armements de pêche industrielle. En ce qui concerne enfin la comparaison entre le niveau de vie des professionnels de la pêche dans les pays de la C.E.E., la commission des communautés ne dispose pas d'information sur ce sujet.

Transports fluviaux (voies navigables).

35133. — 1^{er} septembre 1980. — M. Gaston Defferre rappelle à M. le ministre des transports qu'en réponse à la question écrite n^o 12707 (*Journal officiel*, Débats parlementaires A.N., du 25 février 1980) il a indiqué que « le Parlement en adoptant le projet de loi déposé par le Gouvernement confiant à la Compagnie générale du Rhône la maîtrise d'ouvrage de la liaison Saône—Rhône, a confirmé la priorité donnée à cette liaison dans le cadre du programme d'action prioritaire n^o 6 du VI^e Plan ». Ainsi, cette priorité étant admise, tant au plan gouvernemental qu'au plan parlementaire, il convient d'en rechercher les moyens d'application. Dans cet esprit, on peut

penser que le projet Saône—Rhin s'insère dans le cadre de celui de la liaison mer du Nord—Méditerranée, projet d'infrastructure de type communautaire, et donc susceptible d'un financement partiel par le budget de la C. E. E. Sur ce point précis, il ressort d'une réponse en date du 29 janvier 1980 à la question écrite n° 837/79 posée par M. C. E. Loo, député au Parlement européen, à la commission des communautés européennes, que la possibilité d'un soutien financier à ce projet ne pourra entrer en vigueur que lorsque le conseil l'aura adopté, et que cette adoption ne pourra être obtenue que lorsque le Gouvernement français introduira une demande relative à la liaison Rhin—Rhône. Aussi, compte tenu de ces éléments, il lui demande à quelle date le Gouvernement français introduira une telle demande auprès des instances communautaires, vu la priorité donnée au projet, et, dans ce cas, à quelle date le conseil européen des ministres des transports sera en mesure d'adopter ce projet et d'arrêter les modalités de la participation financière de la Communauté européenne.

Réponse. — La priorité accordée au projet Rhin—Rhône devait se marquer, en premier lieu, par la poursuite des travaux d'aménagement du secteur Saône—Méditerranée. Il en a bien été ainsi et le 3 octobre le Premier ministre inaugurerait à Vaugris la dernière chute qu'il incombe à la Compagnie nationale du Rhône de réaliser pour achever, sur 310 kilomètres, la mise à grand gabarit du Rhône de Lyon à la mer. En ce qui concerne le franchissement du seuil entre la Saône et le Rhin, deux étapes essentielles ont été accomplies : la déclaration d'utilité publique de l'ensemble de l'ouvrage a été prise le 28 juin 1978 ; la Compagnie nationale du Rhône a été désignée par la loi du 4 janvier 1980 pour la construction de l'exploitation de ce grand projet. La mise au point des textes d'application se poursuit activement et les deux premiers décrets, qui ont été approuvés par le Conseil d'Etat, paraîtront prochainement. Les travaux correspondants sont estimés à 9 milliards de francs 1980. Tous les partenaires économiques, « à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières », doivent contribuer à une dépense de cette importance comme le rappelle le Premier ministre. L'éventualité d'un recours à une aide communautaire n'est donc pas à écarter mais actuellement il n'en existe pas la possibilité. En effet, la réalisation d'une telle aide est subordonnée à deux conditions qui ne sont pas encore remplies : d'une part, que soit adopté par le conseil un texte prévoyant que la Communauté peut apporter une contribution financière à des projets d'infrastructure de transport d'intérêt communautaire ; d'autre part, que des crédits soient inscrits à ce titre au budget de la Communauté. Des discussions se poursuivent encore au sein des instances communautaires tant sur le principe même d'une telle contribution financière que sur ses modalités et nul ne peut prévoir si un accord pourra être obtenu sur ces points, ni quand il pourrait l'être ; d'autre part, aucun crédit n'est prévu à ce titre dans le budget de la Communauté.

Voirie (tunnels).

35961. — 6 octobre 1980. — **M. Yvon Tondou** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'avenir du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines, reliant la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, dans le département du Haut-Rhin, à la vallée de Lusse, dans le département des Vosges. Ce tunnel est affecté par concession (annexée au décret n° 73-186 du 23 février 1973 - *Journal officiel* du 24 février 1973) à la société d'économie mixte du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines au seul trafic routier pendant dix ans. Or, il s'avère qu'en raison de sa localisation et du droit de péage à acquitter trop peu d'automobilistes l'utilisent ; sa situation financière n'apparaît pas bonne. Si le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines semble peu utile au trafic routier, il peut par contre permettre de raccourcir, dans des proportions considérables, les communications par chemin de fer entre la Lorraine et la Suisse ou l'Italie. La convention, dans son titre VI (dispositions concernant la reprise éventuelle des circulations ferroviaires dans le tunnel), envisage la possibilité pour la S.N.C.F. de demander « le rétablissement de la circulation ferroviaire dans le tunnel après l'expiration d'un délai de dix ans à partir de la mise en service de l'ouvrage pour la circulation routière, étant entendu qu'elle pourra informer la société concessionnaire de son intention avant l'expiration de ce délai » (article 43 de la convention). Ladite convention précise aussi que les travaux « devront être exécutés dans un délai de deux ans à partir de la date de remise au concessionnaire sous le contrôle de la S.N.C.F. ». Nous sommes, à ce jour, à moins de deux ans et demi de la fin de la première décade. Il lui demande s'il ne croit pas nécessaire de faire procéder à une étude de ses services en concertation avec les élus locaux et les associations concernées des usagers afin d'établir s'il ne serait pas judicieux d'affecter à partir de 1983 tout ou partie du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines au transport en commun par chemin de fer.

Réponse. — La société du tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines connaît certes des difficultés financières, mais l'avenir de cet ouvrage est loin d'être aussi préoccupant que la situation

actuelle pourrait le laisser supposer. Si l'on compare les dix premiers mois de 1980 à ceux de l'an passé, le trafic a augmenté globalement de plus de 5 p. 100 et même de 7,5 p. 100 pour les seuls poids lourds. Les recettes quant à elles ont crû, sur la même période, de 8 p. 100 pendant que le produit des abonnements, de son côté, s'élevait de plus de 14 p. 100. Toutefois, les recettes ne permettent de couvrir que les charges d'exploitation hors frais financiers. Aussi le ministre des transports a-t-il recherché une solution aux problèmes financiers du concessionnaire du tunnel, mais ne s'est pas orienté vers une exploitation en ouvrage mixte routier et ferroviaire du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines. En effet, il n'est pas envisagé de le réaffecter au chemin de fer à partir de 1983 ; en revanche, une solution de transfert de sa concession à la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône a été étudiée. Ce projet est actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat.

Permis de conduire (auto-écoles).

36136. — 6 octobre 1980. — **M. Sébastien Couepel** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur les ambiguïtés qu'a soulevées l'application de l'arrêté du 10 avril 1980 réformant les possibilités d'extension d'enseignement pour les moniteurs d'auto-école. Bien que le bien-fondé de cet arrêté instituant un diplôme d'enseignement par catégorie de permis ne soit pas contestable, il semble que l'article 15 ait trompé bon nombre de moniteurs qui ont pensé avoir jusqu'au 1^{er} juillet 1980 pour passer un nouveau permis et l'enseigner immédiatement. Il lui demande si les dossiers enregistrés en préfecture avant le 1^{er} juillet 1980 ne pourraient bénéficier de l'ancienne législation.

Réponse. — L'arrêté du 10 avril 1980 a été pris en application du décret n° 79-678 du 2 août 1979 qui a créé le certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de la conduite (C. A. P. E. C.) et l'autorisation préfectorale d'enseigner. Son article 15 comporte une disposition transitoire applicable aux enseignants titulaires de la carte professionnelle ou de l'ancien diplôme, le certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique (C. A. P. P.). Il en résulte que les intéressés peuvent continuer à exercer sans autorisation préfectorale jusqu'au 1^{er} juillet 1981. S'ils deviennent titulaires de nouveaux permis de conduire, il leur est possible d'obtenir l'inscription de ces permis sur les titres professionnels qu'ils détiennent et d'enseigner immédiatement la conduite des véhicules correspondants.

Transports maritimes (apprentissage).

36781. — 20 octobre 1980. — **M. François Leizour** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation qui est faite aux élèves des écoles d'apprentissage maritime de Nantes et d'Audierne. En effet, une récente directive de la marine marchande modifie les critères retenus pour l'attribution de l'aide à la promotion sociale que percevaient les élèves de deuxième année de ces écoles. La durée d'embarquement, critère retenu pour cette attribution, passe de trois à huit mois. Il apparaît que dans ces conditions la très grande majorité de ces jeunes ne pourra avoir accès à cette aide (par exemple sur 120 élèves de l'E. A. M. d'Audierne, 103 en seront privés). Une telle mesure porterait un coup redoutable aux E. A. M. et compromettrait l'avenir des jeunes qui n'ont, pour la plupart, pas les moyens d'assurer eux-mêmes ou grâce à leur famille, les frais élevés d'études dans ces écoles. D'une façon plus générale, il s'agirait à terme d'un coup porté à notre marine marchande. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les justes revendications des jeunes des E. A. M. dans ce domaine et mettre ainsi fin à ce conflit.

Réponse. — La modification apportée dans l'attribution des fonds de formation permanente, pour la scolarité 1980-1981, a conduit le ministre des transports à réserver la rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle aux candidats justifiant d'une navigation effective de huit mois avant l'entrée au cours. Cette mesure n'a d'incidence, par rapport au régime appliqué durant la dernière scolarité, que pour les élèves suivant les enseignements conduisant à la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle maritime. Il convient de noter, à cet égard, que les élèves de cette filière reçoivent un enseignement initial précédant leur entrée dans la vie active et, de ce fait, ne peuvent être considérés comme ayant vocation prioritaire au bénéfice des dispositions destinées à favoriser la formation continue des salariés. L'application du régime antérieur a été maintenue aux élèves des écoles d'Audierne et de Nantes en considération du fait que leur cours avait débuté avant la publication de l'instruction ministérielle fixant les modalités d'accès au régime de rémunération pour l'année scolaire 1980-1981 et que les dispositions des familles avaient été prises en conséquence.

Constructions navales (emploi et activité).

37791. — 10 novembre 1980. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre des transports** s'il est exact que les crédits d'aide à la construction navale ou tout autre crédit sont employés à faciliter l'achat de bateaux construits à l'étranger; dans l'affirmative, pour quels motifs, quand existent des possibilités dans des chantiers français, un soutien est apporté à des chantiers étrangers.

Réponse. — Les crédits d'aide à la construction navale sont réservés au soutien de l'activité des chantiers français. Lors de la commande d'un navire par un armement français, une priorité est accordée aux chantiers français. Cette priorité se traduit par l'obligation d'effectuer une consultation préalable des chantiers français et, lorsque l'armateur désire s'adresser à un chantier étranger, il doit apporter la preuve que les offres des chantiers français ne sont pas concurrentielles. L'octroi de la licence d'importation est ensuite subordonné à l'incorporation dans le prix du navire de matériels français à hauteur de 10 p. 100 au minimum de ce prix. Dans le cas de l'importation de navire, l'armateur ne peut plus désormais bénéficier d'une bonification des intérêts des emprunts qu'il contracte à cette occasion. Il doit donc rechercher un financement à taux privilégié auprès d'organismes prêteurs du pays constructeur. En revanche, il est susceptible de bénéficier de l'aide à l'investissement des entreprises d'armement au commerce, instituée par arrêté interministériel du 3 juillet 1980. Cette aide a pour finalité de conforter la situation financière des entreprises et il est donc exigé pour son octroi un renforcement des fonds propres de l'entreprise bénéficiaire, dont le montant est égal à celui de l'aide publique. Son octroi doit donc être indépendant du choix du chantier constructeur. Il est clair qu'une aide à l'investissement qui ne pourrait être accordée qu'à raison de la commande d'un navire en France ne serait qu'une forme déguisée d'aide aux chantiers navals nationaux. Soucieux d'assurer aux armateurs français la liberté de gestion nécessaire au maintien de leur compétitivité internationale, le Gouvernement accepte que des commandes de navires soient passées à l'étranger chaque fois que les chantiers français ne peuvent proposer des prix concurrentiels, malgré les aides très importantes accordées au titre de la construction navale. On constate d'ailleurs, en pratique, que les commandes de navires sophistiqués, pour lesquels les chantiers français restent convenablement placés, sont presque toujours passées en France par les armements nationaux.

Voirie (autoroutes : Loire-Atlantique).

37524. — 3 novembre 1980. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre des transports** que l'autoroute A 11, dans sa traversée de la Loire-Atlantique, est sur le point d'entrer en service. Il lui demande où en est l'indemnisation des propriétaires et exploitants concernés par l'emprise de cette voie, notamment sur le territoire de la commune du Cellier.

Réponse. — Il convient tout d'abord de préciser que, sur les onze communes touchées par le projet dans la traversée du département de la Loire-Atlantique, seules deux d'entre elles ne se sont pas prononcées en faveur d'un remembrement avec inclusion d'emprise. Il s'agit d'Ancenis et de Mésanger, dont les expropriés ont été régulièrement indemnisés dès le printemps 1979, soit un mois avant qu'il fût pris possession des terrains. Les neuf autres communes ont en revanche opté pour la procédure précitée qui, il faut le rappeler, offre le double avantage de permettre un prélèvement équitablement réparti des surfaces cultivables sur l'ensemble des propriétés et une compensation, partielle ou totale, grâce aux réserves foncières constituées par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, de la perte subie par les agriculteurs. Choisir cette solution ne va pas, toutefois, sans contrainte; ce n'est, en effet, qu'une fois le remembrement terminé et ses résultats publiés qu'il peut être procédé au transfert au nom de l'Etat de la propriété des terrains inclus dans l'emprise de l'ouvrage. Les indemnités d'expropriation ne sont versées par le maître d'ouvrage aux associations foncières — à charge pour celles-ci de les distribuer ensuite entre les différents propriétaires et exploitants — qu'après l'accomplissement des formalités de la publication à la conservation des hypothèques. Dans le cas d'espèce, ces indemnités seront d'ailleurs majorées des intérêts, tels que ceux-ci ont été fixés par le protocole d'accord dressé par le concessionnaire de l'ouvrage, la Compagnie financière et industrielle des autoroutes, et signé par les représentants des expropriés. Pour ce qui est des communes de Cellier, de Couffé-Oudon et de Mauves-sur-Loire, les trois derniers actes de transfert de propriété viennent d'être adressés le 25 novembre 1980 aux présidents des associations foncières afin d'être dûment ratifiés par leurs soins. C'est donc dans le respect des dispositions prévues et avec la meilleure diligence que s'effectue l'indemnisation des propriétaires et exploitants touchés par la construction de la section Angers—Nantes de l'autoroute l'Océane (A 11).

Voirie (routes : Allier).

37827. — 10 novembre 1980. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre des transports** de faire connaître l'état actuel des projets de déviation de Varennes-sur-Allier et de Lapalisse (Allier) sur la route nationale 7 et les chances qui s'offrent de les voir se réaliser dans le cadre du VIII^e Plan.

Réponse. — La réalisation de déviations de la R. N. 7 au droit de Varennes-sur-Allier et de Lapalisse s'inscrit dans la perspective de l'aménagement à long terme de la liaison Dordives—Lyon. La modernisation de cet axe est une coûteuse entreprise et un certain étalement dans le temps des réalisations physiques est inévitable. Un premier bilan peut cependant être dressé, qui comprend l'élargissement de la R. N. 7 à quatre voies entre Dordives et Montargis, à trois voies et localement à quatre voies sur la quasi-totalité de son itinéraire entre Montargis et Varennes-sur-Allier, la construction d'importantes déviations, notamment à Briare, Pouilly-sur-Loire et L'Hôpital-sur-Rhins et, enfin, la mise à deux fois deux voies entre L'Arbresle et Lentilly et de Tarare à Pontcharra. En outre, un vaste programme de travaux est en cours d'exécution avec, en particulier, l'achèvement des déviations de Cosne-sur-Loire et de L'Arbresle-Est, ainsi que l'élargissement de la R. N. 7, entre L'Hôpital-sur-Rhins et Tarare. Le considérable effort d'investissement accompli pour ces opérations n'a pas permis, jusqu'à présent, de programmer les déviations de Varennes-sur-Allier et de Lapalisse, qui ne sont pas pour autant perdues de vue. C'est ainsi que le dossier de prise en considération de celle de Varennes-sur-Allier est actuellement examiné, afin d'arrêter un principe de tracé, qui rendra possible la protection, dans le plan d'occupation des sols de cette commune, des emprises nécessaires à la réalisation ultérieure du projet. Des études de tracé ayant le même but ont été entreprises par les services départementaux de l'équipement pour la déviation de Lapalisse.

Transports urbains (R. A. T. P. : personnel).

37842. — 10 novembre 1980. — **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur une sanction qui a frappé un agent de la R. A. T. P. En effet, après l'attentat de la rue Copernic à Paris, cet employé a eu deux jours de mise à pied pour avoir cessé le travail pendant quarante-cinq minutes, après en avoir avisé ses supérieurs, le 7 octobre, afin de manifester contre les attentats fascistes. Cette sanction est en soi inadmissible car elle remet en cause le droit de grève. Elle l'est d'autant plus qu'en agissant ainsi cet employé du service public répondait ce jour-là, comme des millions d'autres personnes l'ont fait dans tout le pays, à l'appel de la plupart des organisations syndicales, politiques et religieuses. En conséquence, elle lui demande d'intervenir pour que toute sanction soit levée contre ce travailleur et tous ceux qui se trouvent dans la même situation parce qu'ils ont tenu à protester à juste titre contre le racisme sous toutes ses formes.

Réponse. — La mesure à laquelle se réfère le parlementaire intervenant n'a pas été prise du simple fait de la participation de l'agent concerné au mouvement de protestation (prévu à 10 heures) motivé par l'attentat de la rue Copernic. De nombreux autres membres du personnel de la R. A. T. P. ont, en effet, participé à ce mouvement sans encourir une telle sanction. Celle-ci s'explique par le fait que l'agent en cause a décidé d'interrompre son service à 10 h 14 à la station Gare-de-Lyon, ce qui a eu pour effet d'interrompre le trafic sur l'ensemble de la ligne A du R. E. R. Un arrêt à une autre station (Joinville, par exemple, où l'agent se trouvait précisément à 10 heures) aurait été sans incidence sur les autres circulations, en raison du nombre de voies disponibles à cette station. De ce fait, l'intéressé s'est vu infliger par le directeur compétent deux jours de mise en disponibilité sans solde en application de l'article 149 du statut du personnel de la R. A. T. P. Si l'intéressé se croit fondé en droit à s'élever contre cette mesure, il peut naturellement faire appel aux voies de recours prévues par le même statut comme par la législation en vigueur.

Circulation routière (signalisation : Moselle).

37889. — 10 novembre 1980. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre des transports** que la sortie de l'impasse des Vergers de la commune d'Antilly sur le chemin départemental 2 est très dangereuse. Le conseil municipal a demandé la pose d'un miroir de circulation. Mais, les services de l'équipement, auraient indiqué que ce type d'appareil ne présentait plus aucun intérêt. Il souhaiterait donc qu'il veuille bien lui indiquer s'il a donné des directives pour que les miroirs de circulation ne soient plus utilisés aux intersections n'ayant aucune visibilité.

Réponse. — L'article 14 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière interdit l'implantation des miroirs visibles du domaine routier. Cette interdiction a été édictée en France depuis

très longtemps car un miroir risque, la nuit, d'être une source d'éblouissement pour les usagers, et donne par ailleurs, surtout s'il est convexe, une fausse appréciation des distances qui peut être à l'origine d'accidents. Toutefois, des études ont été entreprises par l'office national de sécurité routière (O.N.S.E.R.) pour mesurer l'impact sur la sécurité d'un tel dispositif. Il est apparu en effet nécessaire de s'assurer que ces inconvénients peuvent être atténués par des progrès techniques réalisés dans ce domaine, avant toute modification de la réglementation. Il convient cependant de signaler que les premiers résultats de l'enquête effectuée par l'O.N.S.E.R. ne sont pas positifs; aussi certaines autorités (collectivités locales, municipalités) ayant fait installer des miroirs, malgré l'interdiction, ont-elles été amenées à les faire enlever.

Transports (tarifs).

37941. — 10 novembre 1980. — M. Gilbert Gantier appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la réglementation actuelle des avantages financiers accordés aux retraités sur les transports publics. En effet, les statistiques montrent que la durée de vie des Français est plus courte que celle des Françaises. Les premiers doivent pourtant attendre soixante-cinq ans pour profiter des réductions de tarifs accordées aux personnes du troisième âge sur les avions ou les chemins de fer alors même que le départ en retraite à soixante-cinq ans tend à devenir de plus en plus une exception. Il lui demande en conséquence s'il ne serait pas logique de modifier cette réglementation en abaissant l'âge à partir duquel les hommes retraités peuvent bénéficier de ces avantages.

Réponse. — La S.N.C.F. en créant la carte « Vermeil 50 » et les compagnies aériennes en instituant des tarifs privilégiés pour les personnes ayant dépassé un certain âge, ont obéi à des préoccupations commerciales. Elles ont entendu inciter ainsi ces personnes généralement libres de leur temps à voyager en dehors des périodes de fort trafic pour les trains et sur certains vols déterminés pour les compagnies aériennes. L'abaissement de soixante-cinq ans à soixante ans de l'âge limite, au-dessus duquel les hommes peuvent bénéficier de ces tarifs de faveur, permettrait à de nombreuses personnes, encore en activité de profiter de cette mesure pour leurs voyages d'affaires. Un tel résultat détournerait ces tarifs commerciaux de leur finalité originelle et entraînerait tant pour la S.N.C.F. que pour les compagnies aériennes une perte de recettes importante.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

37975. — 10 novembre 1980. — M. Henri Ferretti demande à M. le ministre des transports s'il est possible d'envisager pour tous les handicapés titulaires d'une carte d'invalidité un droit au billet annuel de congés payés pour la S.N.C.F.

Réponse. — Les billets populaires annuels constituent un tarif social, c'est-à-dire qu'ils ont été imposés à la S.N.C.F. et que la perte de recettes, résultant de leur délivrance, lui est remboursée par les finances publiques au titre de l'article 20 bis de la convention conclue le 31 août 1937 entre l'Etat et la S.N.C.F. Sous les termes de billets populaires sont regroupés, d'une part, les billets populaires de congé annuel et, d'autre part, les billets populaires des retraités et pensionnés. Les billets de congé annuel ont été créés pour répondre aux dispositions de la loi de 1936 relative aux congés payés. Le bénéfice de ce tarif est réservé aux travailleurs salariés partant en vacances à la suite d'une période au cours de laquelle ils ont effectivement assuré leurs fonctions. Cette définition écarte, par là même, toutes les personnes non salariées au moment du congé. Par ailleurs, la loi du 1^{er} août 1950 a prévu l'octroi d'un billet populaire annuel aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un recours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale. Par régime de sécurité sociale, il faut entendre le régime général et certains régimes spéciaux assimilés définis de façon limitative. Les handicapés civils, dans la mesure où ils sont bénéficiaires d'une rente ou pension versée à ce titre, peuvent bénéficier d'un billet populaire par an. Augmenter le nombre de bénéficiaires de ces billets en les attribuant à tous les handicapés civils alourdirait les dépenses publiques, ce qui n'est pas envisageable dans la conjoncture économique et budgétaire actuelle.

S. N. C. F. (tarifs voyageurs).

38007. — 10 novembre 1980. — M. Gérard Chasseguet, en se félicitant que les hommes de plus de soixante-cinq ans et les femmes de plus de soixante ans bénéficient d'un abonnement à prix réduit « Vermeil 50 » leur octroyant une réduction de 50 p. 100

sur toutes les lignes de la S.N.C.F., tant en 1^{re} classe qu'en 2^e classe, demande à M. le ministre des transports s'il n'envisage pas d'étendre cette mesure aux personnes handicapées, n'ayant pas atteint ces âges, titulaires d'une pension d'invalidité civile ou de l'allocation aux adultes handicapés.

Réponse. — La carte « Vermeil 50 » est un tarif de type commercial qui dépend exclusivement de la responsabilité de la S.N.C.F. Celle-ci est donc seule juge des modalités d'application de ce tarif dont elle supporte toutes les incidences financières.

S. N. C. F. (lignes).

38080. — 10 novembre 1980. — M. Pierre Joxe appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la très grande ambiguïté qui entache la réponse que le ministre a faite à la question formulée le 28 avril 1980, n° 29996, par M. Roger Gouhier (*Journal officiel* n° 35, Assemblée nationale, questions du 1^{er} septembre 1980). La question avait trait aux suspensions de lignes de la S.N.C.F. et notamment la liaison Châtillon—Troyes. Le ministre a cru pouvoir faire état de l'avis favorable donné par le conseil régional le 29 janvier 1980. N'est pas précisée dans la réponse du ministre l'identité de ce conseil mais la référence proche du département de la Côte-d'Or peut suggérer qu'il s'agit du conseil régional de Bourgogne. Or le conseil régional de Bourgogne, réuni les 4 et 5 février 1980, a adopté à l'unanimité une motion refusant la suppression de la ligne. Il lui demande de publier une mise au point au *Journal officiel* de telle sorte que cette ambiguïté soit corrigée.

Réponse. — Le conseil général de la Côte-d'Or a, par délibération du 28 avril 1980, proposé le transfert sur route des services omnibus ferroviaires desservant la ligne Troyes—Châtillon-sur-Seine. Le conseil régional de Champagne-Ardenne avait approuvé cette mesure par délibération du 29 janvier 1980.

Transports maritimes (lignes : Corse).

38366. — 17 novembre 1980. — Mme Jeanine Porte attire l'attention de M. le ministre des transports sur la compagnie de navigation Corsica Lines, battant pavillon de complaisance, qui a décidé de suspendre les liaisons maritimes entre la Corse et l'Italie à partir du 9 novembre 1980. Cette menace de suspension de relations maritimes par la Corsica Lines est un exemple type du fait qu'une compagnie privée peut, à tout instant, à partir de la notion de profit, arrêter toutes relations maritimes même s'il y va de la vie de toute une région. En effet, de graves menaces pèsent sur l'avenir économique de la région corse. Il s'agit du transfert entre l'Italie et la Corse de 60 000 tonnes de marchandises par an, 15 000 passagers et 5 000 voitures durant la saison hivernale, et près de 5 000 tonnes de clémentines en décembre et janvier prochains. Cette société privée qui amasse des profits énormes durant la saison estivale n'hésite pas à asphyxier une région. La nocivité du pavillon de complaisance apparaît au grand jour. Notre attachement au principe du monopole de pavillon de la société nationale est bien fondé. Si la société nationale Corse-Méditerranée n'existait pas, la région corse se trouverait, comme les faits le prouvent, à la discrétion des intérêts privés. En conséquence, elle lui demande s'il compte donner des directives à la société nationale pour qu'elle se substitue à la compagnie privée défaillante afin d'assurer les liaisons Corse—Italie. Cela est possible immédiatement car le ferry Corse est à Marseille à l'arrêt, celui-ci pouvant être doublé par un cargo roll ou rof pour le fret. Ainsi le pavillon national prendrait la place qui lui revient sur les lignes Corse—Italie et cela comme nous ne cessons de l'exiger depuis des années.

Réponse. — La notion de monopole de pavillon n'a de sens, tant sur un plan juridique que pratique, que pour les liaisons maritimes ressortissant au cabotage national. En ce qui concerne les relations maritimes entre le territoire français — en l'occurrence la Corse — et un territoire étranger — en l'occurrence l'Italie — la réservation unilatérale du trafic ne peut être envisagée qu'à titre de mesure de rétorsion dans l'hypothèse où l'Etat étranger concerné aurait pris des mesures analogues, ce qui n'est pas du tout le cas de l'Italie. L'attachement au principe du monopole de pavillon d'une société nationale est donc dans cette espèce contraire aux règles les plus élémentaires du droit international. Le service public maritime subventionné ne s'exerce qu'en ce qui concerne les liaisons de la Corse avec le continent national. Les liaisons de la Corse avec l'Italie s'exercent dans le cadre des règles commerciales de droit commun. Elles sont donc ouvertes à toute société française qui souhalterait les assurer mais le Gouvernement n'envisage pas de demander au Parlement de voter des crédits pour financer un éventuel déficit d'exploitation. L'étude d'une affectation du Corse sur les lignes ita-

liennes effectuée par les responsables de la société nationale maritime Corse-Méditerranée montre que celle-ci serait particulièrement déficitaire. Il est à noter que la société Corsica Ferries a repris ses services, un moment interrompus.

Permis de conduire (auto-écoles).

38740. — 24 novembre 1980. — M. Jean-Louis Beaumont attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'article R. 243-2 du décret du 2 août 1979 du code de la route, instituant un certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur (C. A. P. E. C.). Il apparaît en effet que ce décret peut, à partir de juillet 1981, conduire au licenciement de nombreux moniteurs d'auto-école qui ont des emplois stables et une longue expérience professionnelle. Dans cette perspective, il lui demande de veiller à ce que l'interprétation minutieuse de cet article reconnaisse bien l'équivalence de la carte professionnelle et du certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique (C. A. P. P.) institué par le décret n° 58-1217 du 15 décembre 1958 avec le nouveau certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de la conduite (C. A. P. E. C.).

Réponse. — L'article R. 243-2 du code de la route, dont la rédaction résulte des décrets n° 79-673 du 2 août 1979 et n° 80-684 du 2 septembre 1980, prévoit sans ambiguïté l'équivalence de la carte professionnelle et du certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique (C. A. P. P.) avec le nouveau certificat d'aptitude professionnelle à l'enseignement de la conduite (C. A. P. E. C.). En conséquence, les enseignants titulaires de la carte professionnelle ou du C. A. P. P. peuvent se voir délivrer une autorisation préfectorale d'enseigner la conduite des véhicules correspondant aux permis qu'ils détiennent : véhicules de catégorie B, de catégorie A1, A2, A3 et A4 avec la mention « deux roues » sur leur titre, ou de catégories C, C1 et D avec la mention « poids lourds ». Enfin, la possession de l'autorisation préfectorale d'enseigner ne sera obligatoire pour les intéressés qu'à compter du 1^{er} juillet 1981, ce qui leur laisse un délai de plusieurs mois pour obtenir le ou les permis de conduire qui leur manquent afin de bénéficier de l'équivalence avec l'une ou l'autre des mentions.

Transports aériens (personnel).

38954. — 1^{er} décembre 1980. — Mme Florence d'Harcourt appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés d'embauche des élèves pilotes de ligne recrutés par un concours organisé chaque année sous l'autorité de la direction générale de l'aviation civile. Depuis 1976, la compagnie Air France a décidé de ne plus admettre automatiquement les élèves pilotes de ligne issus de l'école nationale de l'aviation civile et qualifiés spécialement pour le type d'appareils utilisés par cette compagnie. Du fait de ce revirement dans la politique de recrutement, contraire aux obligations contractées envers les élèves sélectionnés avant 1976, un certain nombre d'entre eux se trouvent au chômage, ou n'ont pas d'emploi correspondant à leur qualification. En conséquence, elle lui serait obligée de bien vouloir répondre aux questions suivantes : n'est-il pas possible qu'une entreprise nationale de plus de 30 000 agents recrute, comme elle y est tenue par les articles 9 et 11 de l'arrêté du 11 avril 1968, une centaine de jeunes qui ont passé un concours à cette fin, avec la garantie de l'Etat, et ont reçu une formation de qualité pour les besoins de cette compagnie ; est-il normal de laisser inutilisé le capital constitué sur fonds publics que représente cette formation ; est-il normal que la direction générale de l'aviation civile et Air France refusent de donner aux élèves pilotes de ligne en chômage la formation complémentaire qui leur permettrait de trouver un emploi de pilote dans une compagnie régionale ou à l'étranger, la compagnie Air France est-elle fondée à créer des épreuves nouvelles non prévues par les textes et au détriment de l'égalité entre les promotions soumises à un même régime ; est-il normal qu'Air France ait lancé dans la presse, en février 1980, un appel de candidatures aux titulaires du brevet de pilote professionnel, qualification très inférieure à celle détenue par un certain nombre d'élèves pilotes de ligne au chômage ; n'est-ce pas là une perspective d'abandon de la filière du concours, au profit d'une privatisation de la formation.

Réponse. — Comme ses homologues européens, la compagnie Air France connaît depuis le milieu de 1980 une baisse de trafic préoccupante qui l'a amenée à différer le recrutement d'un certain nombre d'élèves pilotes de ligne. Cette décision, contestée par certains des intéressés, fait l'objet d'une instance devant les tribunaux administratifs. Le jugement a été rendu le 26 novembre 1980, mais n'est pas encore passé en force de chose jugée. Il ne s'agit pas en réalité de la part d'Air France d'un changement de politique mais d'une adaptation à ses besoins et l'expérience montre que ceux-ci sont très difficiles à planifier, d'une part en raison des

variations imprévisibles même à court terme que connaît le transport aérien, d'autre part du fait de la durée de formation des pilotes de ligne : trois années d'école et de centres d'aéronautique auxquelles s'ajoute un an de service national. L'administration étudie les solutions qu'elle pourrait suggérer aux pilotes actuellement sans emploi, mais il ne faut pas dissimuler le fait que les chances d'aboutir sont obérées par le caractère général de la récession qui affecte le transport aérien. Quant aux inquiétudes concernant la suppression des centres de formation de pilotes de ligne pris en charge par l'Etat, elles ne sont pas fondées. Enfin, en cas d'embauche éventuel, celui-ci ne s'effectue pas après de nouvelles épreuves de sélection, mais seulement après contrôle du maintien des aptitudes et ceci dans un souci évident de sécurité due au passager.

Départements et territoires d'outre-mer (lignes).

39090. — 1^{er} décembre 1980. — M. Jean Fontaine expose à M. le ministre des transports ce qui suit : une fois encore, une fois de plus, il est constaté que lorsque, dans des tractations internationales, le choix se balance entre la Réunion et l'île Maurice, c'est invariablement cette dernière qui l'emporte faute par le Gouvernement français d'avoir la détermination de défendre les intérêts compris de son département d'outre-mer. La question de l'implantation d'une raffinerie de pétrole en a été un exemple frappant. Aujourd'hui, c'est l'île Maurice qui est retenue comme escale internationale au préjudice de l'aéroport de Saint-Denis-Gillot, qui avait fait acte de candidature et qui s'était préparé pour cette mission en développant tous les efforts nécessaires en matière d'infrastructure aéroportuaire d'accueil. Il lui demande de lui faire connaître les raisons qui ont justifié l'éviction de l'aéroport de la Réunion.

Transports aériens (lignes).

39766. — 15 décembre 1980. — M. Michel Debré rappelle à M. le ministre des transports la politique d'ouverture de la Réunion aux pays voisins et aux grands circuits touristiques dans l'Océan Indien maintes fois affirmée par le Gouvernement ; il lui demande s'il n'estime pas grave de conséquences, à ce titre, qu'une compagnie aérienne étrangère ait choisi l'escale de Plaisance à l'île Maurice plutôt que celle de Saint-Denis pour desservir l'Extrême-Orient, et l'interroge sur les mesures qu'il envisage de prendre pour permettre à l'aéroport de Gillot de répondre pleinement à sa vocation d'aéroport international.

Réponse. — L'intérêt qu'il y aurait, pour aider au développement touristique de l'île de la Réunion, à favoriser sa desserte aérienne par la création par des compagnies étrangères de lignes nouvelles faisant escale à Saint-Denis-Gillot n'échappe pas au ministre des transports. Il étudierait très attentivement toute demande éventuelle formulée par un transporteur ou un gouvernement étranger dans ce sens, mais cette occasion ne lui a pas encore été donnée. En effet, la Compagnie South African Airways après avoir abandonné son projet de liaison Afrique-du-Sud-Extrême-Orient via les Seychelles, n'a pas informé le ministre des transports de son désir de le reprendre via la Réunion.

Transports aériens (aéroports).

39565. — 15 décembre 1980. — Mme Marie Jacq attire l'attention de M. le ministre des transports sur les problèmes de transfert de charges de l'Etat sur les gestionnaires des aéroports, transferts qui se traduisent par une augmentation des charges des usagers. Au moment où les compagnies aériennes connaissent de grandes difficultés, il est grave de leur confier par l'intermédiaire des concessionnaires une partie des dépenses de sécurité confiées théoriquement, dans les textes qui régissent les conventions, à l'Etat. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre en ce sens.

Réponse. — Le budget pour 1981 prévoit effectivement que certaines dépenses aéroportuaires, jusqu'à présent, supportées par le budget de l'Etat, soient transférées sur les usagers du transport aérien. Cette mesure porte sur un montant représentant 1,3 p. 100 du total des redevances aéronautiques perçues sur les aéroports de province et 1 p. 100 des dépenses que l'Etat consacre à la navigation aérienne sur les aéroports. Elle s'inscrit dans une politique qui tend à faire supporter aux usagers du transport aérien, qui ne sont en France qu'une faible minorité, des coûts jusque-là à la charge du contribuable, ce qui paraît tout à fait raisonnable. Il convient d'ajouter que cette politique ne sera pas appliquée de manière aveugle, mais qu'elle sera adaptée à la situation de chaque aéroport français.

Transports aériens (personnel).

39729. — 15 décembre 1980. — M. André Petit attire l'attention de M. le ministre des transports sur les dispositions de l'arrêté du 3 avril 1968 relatif aux modalités de recrutement et de formation de base des pilotes de ligne. L'article 11 dudit arrêté prévoit que «les compagnies s'engagent auprès du secrétariat général de l'aviation civile à embaucher en fin de formation un nombre de pilotes ayant satisfait aux conditions de stage et aux examens de la licence de pilote de ligne ou du brevet de pilote professionnel et de la qualification de vol aux instruments, correspondant aux besoins qu'elles ont exprimés. A cet effet, elles formulent des options lors de la détermination de l'effectif de chaque promotion et, le cas échéant, de son ajustement par un recrutement sur titres». Il lui a été affirmé qu'un certain nombre d'élèves pilotes appartenant à plusieurs promotions n'ont pas été embauchés par les compagnies aériennes comme l'arrêté leur en impose l'obligation. Ces jeunes diplômés seraient en chômage ou n'auraient pas d'emploi correspondant à leur qualification. Il lui demande, d'une part, s'il a connaissance de cette situation et, d'autre part, s'il envisage de prendre des mesures afin d'y remédier et que soit respecté le texte susvisé.

Réponse. — Comme ses homologues européens, la compagnie nationale Air France connaît depuis le milieu de 1980 une baisse de trafic préoccupante qui l'a amenée à différer le recrutement d'un certain nombre d'élèves pilotes de ligne. Cette décision, contestée par certains des intéressés, fait l'objet actuellement d'une instance devant les tribunaux administratifs. Le jugement a été rendu le 26 novembre 1980, mais n'est pas encore passé en force de chose jugée. Il ne s'agit pas en réalité de la part d'Air France d'un changement de politique mais d'une adaptation à ses besoins et l'expérience montre que ceux-ci sont très difficiles à planifier; d'autre part en raison des variations imprévisibles même à court terme que connaît le transport aérien, d'autre part du fait de la durée de formation des pilotes de ligne: trois années d'école et de centres aéronautiques auxquelles s'ajoute un an de service national. L'administration étudie les solutions qu'elle pourrait suggérer aux pilotes actuellement sans emploi, mais il ne faut pas dissimuler le fait que les chances d'aboutir sont obérées par le caractère général de la récession qui affecte le transport aérien.

Transports aériens (personnel).

39838. — 15 décembre 1980. — M. Gérard Haesebroeck attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des élèves pilotes de ligne de l'école nationale de l'aviation civile qui, à l'issue de leur formation, se retrouvent sans emploi. En effet, à la suite d'erreurs dans la prévision de ses recrutements, la compagnie Air France embauche désormais des E.P.L. quand elle estime en avoir besoin et non plus à l'issue de leur formation comme le prévoient les articles 9 et 11 de l'arrêté du 3 avril 1968. Cette situation risque encore de s'aggraver si Air France maintient son refus d'embaucher pendant la saison août 1980-juillet 1981. Il lui rappelle que les E.P.L. ne peuvent servir dans d'autres compagnies, par manque de qualification sur le type d'appareils employés par les compagnies étrangères ou régionales. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il entend prouver afin de faire respecter par Air France les textes en vigueur et pour donner du travail aux E.P.L. actuellement au chômage. Il souhaite également connaître sa position sur le mode de recrutement des E.P.L., qui s'avère menacé au détriment d'une formation privée plus onéreuse, donc plus sélective.

Réponse. — Comme ses homologues européens, la compagnie nationale Air France connaît depuis le milieu de 1980 une baisse de trafic préoccupante qui l'a amenée à différer le recrutement d'un certain nombre d'élèves pilotes de ligne. Cette décision, contestée par certains des intéressés, fait l'objet d'une instance devant les tribunaux administratifs. Le jugement a été rendu le 26 novembre 1980, mais n'est pas encore passé en force de chose jugée. Il ne s'agit pas en réalité de la part d'Air France d'un changement de politique mais d'une adaptation à ses besoins et l'expérience montre que ceux-ci sont très difficiles à planifier, d'une part en raison des variations imprévisibles même à court terme que connaît le transport aérien, d'autre part du fait de la durée de formation des pilotes de ligne: trois années d'école et de centres aéronautiques auxquelles s'ajoute un an de service national. L'administration étudie les solutions qu'elle pourrait suggérer aux pilotes actuellement sans emploi, mais il ne faut pas dissimuler le fait que les chances d'aboutir sont obérées par le caractère général de la récession qui affecte le transport aérien. Enfin, les inquiétudes concernant la suppression des centres de formation de pilotes de ligne pris en charge par l'Etat ne sont pas fondées.

QUESTIONS ECRITES

**pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.**

PREMIER MINISTRE

N° 39541 Jean-Louis Goasduff; 39775 Jean-Louis Masson.

AGRICULTURE

N° 39150 Emile Bizet; 39175 Pierre Lataillade; 39194 Pierre Weisenhorn; 39200 Raoul Bayou; 39204 Roland Florian; 39214 Christian Nucci; 39225 Michel Couillet; 39265 Francisque Perrut; 39267 Maurice Tissandier; 39299 Jacques Cambolive; 39370 Jean-Pierre Bechter; 39380 François Grussenmeyer; 39403 Jacques Godfrain; 39404 Jacques Godfrain; 39405 Michel Inchauspé; 39426 Raoul Bayou; 39427 André Billardon; 39442 Philippe Marchand; 39449 Christian Pierret; 39454 Michel Delprat; 39460 Philippe Pontel; 39462 André Cellard; 39466 Henri Emmanuelli; 39473 Pierre Lagorce; 39474 Pierre Lagorce; 39478 Bernard Madrelle; 39513 Pierre Goldberg; 39520 Chantal Leblanc; 39524 Joseph Legend.

CULTURE ET COMMUNICATION

N° 39179 Charles Miossec; 39201 Raoul Bayou; 39332 Jean-Yves Le Drian; 39505 Jacques Chaminade.

EDUCATION

N° 39344 Paul Quiles; 39435 Gilbert Faure; 39436 Gilbert Faure.

INTERIEUR

N° 39477 Bernard Madrelle.

JUSTICE

N° 39195 Pierre Weisenhorn; 39390 Jean-Pierre Abelin.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION

N° 39270 Maurice Tissandier; 39360 Jacqueline Chonavel; 39391 Jean-Pierre Abelin; 39439 Alain Hauteœur.

TRANSPORTS

N° 39173 Claude Labbé; 39174 Claude Labbé; 39369 Gilbert Millet; 39420 Pierre Lagourgue.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 39298 André Billardon; 39350 Alain Vivien.

UNIVERSITES

N° 39292 Edwige Avice; 39388 Charles Miossec.

**LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans les délais réglementaires.**

PREMIER MINISTRE

N° 37628 Jean-Louis Masson; 37938 Claude Wilquin; 38054 Louis Besson.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 39154 Pierre-Bernard Cousté; 39155 Pierre-Bernard Cousté; 39158 Michel Debré; 39160 Michel Debré; 39161 Michel Debré; 39162 Michel Debré; 39164 Michel Debré; 39198 Gérard Bapt; 39333 Georges Lemoine; 39346 Michel Rocard; 39448 Christian Pierret; 39456 Emmanuel Hämel; 39494 Jean Fontaine.

AGRICULTURE

N° 39478 Bernard Madrelle.

ANCIENS COMBATTANTS

N° 39153 Henri Colombier ; 39260 Alain Mayoud ; 39459 Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

BUDGET

N° 39145 Michel Aurillac ; 39146 Michel Barnier ; 39165 Michel Debré ; 39171 Claude Labbé ; 39190 Robert Poujade ; 39193 Georges Tranchant ; 39224 Roger Combrisson ; 39253 Robert-Félix Fabre ; 39255 Gilbert Gautier ; 39257 Gérard Longuet ; 39261 Bertrand de Maigret ; 39268 Maurice Tissandier ; 39276 Claude Birraux ; 39279 Georges Delfosse ; 39280 Bertrand de Maigret ; 39300 André Cellard ; 39308 Paul Duraffour ; 39312 Henri Emmanuelli ; 39313 Gilbert Faure ; 39314 Gilbert Faure ; 39324 Pierre Joxe ; 39327 Pierre Lagorce ; 39337 Jacques Mellick ; 39356 René Benoit ; 39358 François d'Harcourt ; 39371 Jean-Pierre Bechter ; 39372 Gérard Braun ; 39375 Claude Eymard-Duvernay ; 39397 Claude Dhinnin ; 39398 Gérard Chasseguet ; 39400 Jacques Féron ; 39406 Pierre-Charles Krieg ; 39415 Jean Briane ; 39417 René Haby ; 39421 Bertrand de Maigret ; 39446 Rodolphe Pesce ; 39463 André Cellard ; 39492 Jean Fontaine ; 39519 Edouard Frédéric-Dupont.

COMMERCE ET ARTISANAT

N° 39199 Gérard Bapt ; 39277 Henri Colombier ; 39257 François d'Harcourt ; 39470 Laurent Fabius.

COMMERCE EXTERIEUR

N° 39196 Pierre Weisenhorn ; 39197 Pierre Weisenhorn ; 39328 Pierre Lagorce ; 39458 Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

COOPERATION

N° 39465 Alain Vivien ; 39495 Jean Fontaine

CULTURE ET COMMUNICATION

N° 37610 Jean-Michel Baylet ; 37673 Jean-Michel Boucheron ; 37645 Michel Noir ; 37721 Martin Malvy ; 37735 Christian Pierret ; 37826 Gabriel Peronnet ; 37835 Alain Bocquet ; 37869 Emmanuel Hamel ; 37912 Pierre Forgues ; 37978 Emmanuel Hamel ; 39178 Charles Miossec ; 39341 Christian Pierret ; 39342 Christian Pierret ; 39482 Christian Pierret.

DEFENSE

N° 39177 Charles Miossec ; 39218 Michel Sainte-Marie ; 39247 Robert Montdargent ; 39258 Joseph-Henri Maujoui du Gasset ; 39318 Charles Henu ; 39319 Charles Henu ; 39320 Charles Henu ; 39321 Charles Henu ; 39322 Charles Henu ; 39347 Michel Rocard ; 39424 Jean Auroux ; 39425 Jean Auroux ; 39493 Jean Fontaine.

ECONOMIE

N° 33147 Michel Barnier ; 39231 Georges Hage ; 39334 Louis Le Pensec ; 39413 Pierre Weisenhorn ; 39416 Charles Ehrmann ; 39484 Yvan Tondon.

EDUCATION

N° 37775 Jean Royer ; 37917 Marie Jacq ; 37919 Marie Jacq ; 38005 Gérard Chasseguet ; 38064 André Delehedde ; 38159 André Bord ; 38168 Jacques Godtrain ; 38209 Marie Jacq ; 38211 Philippe Marchand ; 38223 Daniel Boulay ; 38226 Michel Couillet ; 38229 Jacques Fraysse-Cazalis ; 38230 Colette Greulot ; 38246 Robert Montdargent ; 38249 Robert Montdargent ; 38250 Vincent Porelli ; 38266 Francisque Perrut ; 38338 Jacques Mellick ; 38379 François Grussenmeyer ; 38385 Jean-Louis Masson ; 38389 Raymond Tourrain ; 38479 Jacques Mellick ; 38480 Christian Nuccl ; 38517 Guy Hermier ; 38527 Raymond Maillet ; 38528 Louis Maisonnat ; 38530 Gisèle Moreau ; 38533 Lucien Villa ; 38534 Dominique Frelaut.

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

N° 39232 Georges Hage ; 39263 Charles Millon ; 39278 Jean-Marie Daillet ; 39283 Philippe Pontet ; 39287 Alain Mayoud ; 39317 Raymond Forni ; 39325 Jean Laborde ; 39361 Jacqueline Chonavel ; 39362 Michel Couillet ; 39383 Jean-Louis Masson ; 39485 Yvan Tondon ; 39522 Joseph Legrand.

FAMILLE ET CONDITION FEMININE

N° 39408 Philippe Séguin.

FONCTION PUBLIQUE

N° 39206 Alain Hauteccœur ; 39326 Pierre Lagorce ; 39352 René Benoit ; 39378 Edouard Frédéric-Dupont ; 39399 Jean Falala ; 39401 Louis Goasduff ; 39412 Philippe Séguin.

FORMATION PROFESSIONNELLE

N° 39353 René Benoit ; 39363 César Depietri ; 39475 Bernard Madrelle.

INDUSTRIE

N° 37621 Jacques Godfrain ; 39149 Pierre Bas ; 39156 Pierre-Bernard Cousté ; 39180 Charles Miossec ; 39181 Charles Miossec ; 39191 Bernard Pons ; 39202 Alain Chenard ; 39221 Alain Bocquet ; 39236 Jacques Jorve ; 39284 Joseph-Henri Maujoui du Gasset ; 39354 René Benoit ; 39365 Dominique Taddei ; 39398 Michel Aurillac ; 39481 Jacques Mellick ; 39506 Guy Ducloné ; 39508 Paulette Fost ; 39511 Jacqueline Fraysse-Cazalis.

INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

N° 39222 Alain Bocquet.

INTERIEUR

N° 37840 André Duroméa ; 39148 Michel Barnier ; 39176 Jean-Louis Masson ; 39212 Jacques Mellick ; 39254 Gilbert Gantier ; 38281 Philippe Pontet ; 39285 Joseph-Henri Maujoui du Gasset ; 39345 Alain Richard ; 39382 Jean-Louis Masson ; 39386 Jean-Louis Masson ; 39410 Philippe Séguin ; 39431 Alain Chénard ; 39440 Jean-Yves Le Drian ; 39450 Christian Pierret ; 39453 Paul Quilès ; 39516 Guy Hermier.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

N° 39235 Adrienne Horvath ; 39306 Bernard Derosier ; 39343 Christian Pierret.

JUSTICE

N° 37780 Pierre-Bernard Cousté ; 38205 Raymond Forni ; 39216 Michel Rocard ; 39275 Didier Bariani ; 37290 Edwige Avice ; 39293 Gérard Bapt ; 39335 Martin Malvy ; 39349 Yvan Tondon ; 39407 Claude Martin ; 39409 Philippe Séguin ; 39455 Michel Delprat ; 39483 Alain Richard ; 39489 Alain Vivien ; 39512 Edmond Garcin.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET TELEDIFFUSION

N° 39316 Pierre Forgues.

RECHERCHE

N° 39182 Charles Miossec.

REFORMES ADMINISTRATIVES

N° 39289 Hubert Voilquin.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

N° 37782 Pierre-Bernard Couslé ; 39152 André Bord ; 39166 Jean-Pierre Delalande ; 39170 Didier Julia ; 39183 Charles Miossec ; 39203 Louis Darinot ; 39207 Alain Hauteccœur ; 39208 Roland Huguet ; 39219 Jacques Santrot ; 39233 Georges Hage ; 39238 Joseph Legrand ; 39239 Joseph Legrand ; 39240 Joseph Legrand ; 39241 Joseph Legrand ; 39242 Joseph Legrand ; 39243 Joseph Legrand ; 39244 Joseph Legrand ; 39245 Roland Leroy ; 39256 Emile Kochl ; 39259 Joseph-Louis Maujoui du Gasset ; 39262 Alain Mayoud ; 39271 Maurice Tissandier ; 39272 Maurice Tissandier ; 39274 Jean Fontaine ; 39282 Philippe Pontet ; 39288 Georges Mesmin ; 39295 Roland Beix ; 39302 Jean-Pierre Cot ; 39303 Louis Darinot ; 39304 Louis Darinot ; 39309 Paul Duraffour ; 39310 Paul Duraffour ; 39315 Gilbert Faure ; 39336 Pierre Mauroy ; 39340 Christian Nuccl ; 39373 Serge Charles ; 39374 Claude Dhinnin ; 39376 Claude Eymard-Duvernay ; 39387 Jean-Louis Masson ; 39402 Louis Goasduff ; 39414 Pierre Weisenhorn ; 39418 René Haby ; 39419 René Haby ; 39422 Arthur Paecht ; 39428 André Billardon ;

39432 Dominique Dupilet; 39437 Gilbert Faure; 39438 Raymond Forni; 39444 Philippe Marchand; 39445 Louis Mexandeau; 39451 Christian Pierret; 39457 Maurice Ligot; 39468 Claude Evin; 39487 Yvon Tondon; 39491 Pierre-Bernard Cousté; 39496 Jean Fontaine; 39497 Jean Fontaine; 39503 Myriam Barbera; 39504 Gérard Bordu; 39510 Jacqueline Fraysse-Cazalis; 39515 Maxime Gremetz; 39518 André Lajoie; 39521 Joseph Legrand; 39523 Joseph Legrand; 39525 Joseph Legrand; 39526 Joseph Legrand; 39529 Gilbert Millet.

TRANSPORTS

N° 37768 Emmanuel Hamel; 37964 Pierre-Bernard Cousté; 37983 Emmanuel Hamel; 38082 Jean Laurain; 39157 Pierre-Bernard Cousté; 39172 Claude Labbé; 39184 Charles Miossec; 39185 Charles Miossec; 39186 Charles Miossec; 39187 Charles Miossec; 39188 Charles Miossec; 39213 Jacques Mellick; 39248 Robert Montdargent; 39264 Gabriel Péronnet; 39330 Pierre Lagorce; 39355 René Benoit; 39423 Jean Pineau; 39433 Dominique Dupilet; 39467 Claude Evin; 39472 Pierre Jagoret.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

N° 39189 Charles Miossec; 39192 Philippe Séguin; 39220 Dominique Taddei; 39228 Lucien Dutard; 39237 Jacques Jouve; 39297 André Billardon; 39305 Albert Denvers; 39307 Bernard Derozier; 39323 Marie Jacq; 39331 Jean-Yves Le Drian; 39351 René Benoit; 39359 Jacques Brunhes; 39364 César Depietri; 39368 Louis Maisonnat; 39452 Christian Pierret; 39469 Laurent Fabius; 39514 Maxime Gremetz.

UNIVERSITES

N° 39210 Marie Jacq; 39227 André Duroméa; 39291 Edwige Avice; 39366 Paul Laurent; 39367 Louis Maisonnat; 39995 Michel Aurillac; 39531 Jack Ralite.

Rectificatifs.

I — Au Journal officiel (*Assemblée nationale, questions écrites*), n° 51 A. N. (Q) du 22 décembre 1980.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1° Page 5403, 2° colonne, 2° ligne, de la réponse à la question n° 34597 de M. Jean Jarosz à M. le ministre des transports, au lieu de : « L'importance économique des axes routiers assurant la liaison Valenciennes—Maubeuge—Belgique (route nationale 48)... », lire : « L'importance économique des axes routiers assurant la liaison Valenciennes—Maubeuge—Belgique (route nationale 49)... ».

2° Page 5407, 2° colonne, 14° ligne de la réponse à la question n° 37245 de M. Jacques Chaminade à M. le ministre des transports, au lieu de : « De plus, les « conclusions générales » du Sernam stipulent... », lire : « De plus, les « conditions générales » du Sernam stipulent... ».

II — Au Journal officiel (*Assemblée nationale, questions écrites*), n° 1 A. N. (Q) du 5 janvier 1981.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 75, 1^{re} colonne, 24^e ligne de la réponse à la question n° 38463 de M. Roland Florian à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion, au lieu de : « ... ou un compte de caisse nationale d'épargne jusqu'à 3 000 francs dans un bureau de poste... », lire « ... ou un compte de caisse nationale d'épargne ou de caisse d'épargne ordinaire, soit par paiement en espèces jusqu'à 3 000 francs dans un bureau de poste... ».

Page 77, 1^{re} colonne, la réponse à la question écrite n° 38780 de M. Jean-Michel Baylet est la même que la réponse à la question écrite n° 38626 de M. Pierre Guidoni.

ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.		
Assemblée nationale :					
Débats :					
03	Compte rendu.....	72	300	Téléphone	Renseignements : 575-62-31
33	Questions	72	300		Administration : 578-61-39
07	Documents	390	720	TELEX	201176 F DIRJO - PARIS
Sénaï :					
05	Débats	84	204		
09	Documents	390	696		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément inclué selon la zone de destination.

Prix du numéro : 1,50 F. (Fascicule hebdomadaire comportant un ou plusieurs cahiers.)